



HAL
open science

Fabriquer des centralités marchandes dans le monde arabe : étude comparée de deux quartiers-marchés du commerce transnational au Caire et à Oran

Anne Bouhali

► **To cite this version:**

Anne Bouhali. Fabriquer des centralités marchandes dans le monde arabe : étude comparée de deux quartiers-marchés du commerce transnational au Caire et à Oran. Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2016. Français. NNT : 2016TOU20108 . tel-01623192

HAL Id: tel-01623192

<https://theses.hal.science/tel-01623192>

Submitted on 25 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université
de Toulouse

THÈSE

en vue de l'obtention du

Doctorat de l'Université de Toulouse

délivré par

Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

Spécialité : Géographie et aménagement

présentée et soutenue publiquement le 9 décembre 2016 par

Anne BOUHALI

FABRIQUER DES CENTRALITÉS MARCHANDES DANS LE MONDE ARABE

**ETUDE COMPARÉE DE DEUX QUARTIERS-MARCHÉS
DU COMMERCE TRANSNATIONAL AU CAIRE ET À ORAN**

Directeur de thèse : **Olivier PLIEZ**

Directeur de recherche CNRS, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

Jury

Rapporteurs :

Anna MADCEUF

Professeure à l'Université de Tours François-Rabelais

Emmanuel MATTEUDI

Professeur à l'Université Aix-Marseille

Examineurs :

Saïd BELGUIDOUM

Maître de conférences à l'Université Aix-Marseille

Philippe DUGOT

Maître de conférences HDR à l'Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

Nathalie LEMARCHAND

Professeure à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

Ecole doctorale TESC

UMR LISST - Centre interdisciplinaire d'études urbaines

THÈSE

en vue de l'obtention du

Doctorat de l'Université de Toulouse

délivré par

Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

Spécialité : Géographie et aménagement

présentée et soutenue publiquement le 9 décembre 2016 par

Anne BOUHALI

FABRIQUER DES CENTRALITÉS MARCHANDES DANS LE MONDE ARABE

**ETUDE COMPARÉE DE DEUX QUARTIERS-MARCHÉS
DU COMMERCE TRANSNATIONAL AU CAIRE ET À ORAN**

Directeur de thèse : **Olivier PLIEZ**

Directeur de recherche CNRS, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

Jury

Rapporteurs :

Anna MADCEUF

Professeure à l'Université de Tours François-Rabelais

Emmanuel MATTEUDI

Professeur à l'Université Aix-Marseille

Examineurs :

Saïd BELGUIDOUM

Maître de conférences à l'Université Aix-Marseille

Philippe DUGOT

Maître de conférences HDR à l'Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

Nathalie LEMARCHAND

Professeure à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

Ecole doctorale TESC

UMR LISST - Centre interdisciplinaire d'études urbaines

Remerciements

Je réalise en écrivant ces mots de remerciements à quel point j'aurai été bien entourée tout au long de ces « quelques » années de doctorat, depuis l'écriture du projet de recherche à sa concrétisation sous la forme de ce texte.

Mes remerciements s'adressent en tout premier lieu à Olivier Pliez, qui m'accompagne si bien depuis la première année de Master, et qui m'a guidée sur la route de la recherche au Caire puis à Oran. Je le remercie pour sa bienveillance, sa confiance et l'autonomie qu'il m'a donnée dans ce travail. Ses conseils, ses relectures et ses remarques auront toujours été précieux, toujours pertinents et constructifs.

Je remercie les membres du jury de me faire l'honneur de lire, de critiquer et d'évaluer ce travail. Un grand merci en particulier à Saïd Belguidoum pour m'avoir aidée à entrer sur le terrain algérien et donné l'occasion de découvrir un bout d'Algérie.

En Algérie, je dois beaucoup à tous les collègues rencontrés sur la route des souks du *made in China*, à Oran, Alger, Sétif et Constantine. Merci à Aïnes Boudinar et ses enfants, Saïd et Riyadh Chouadra, Fatima-Nabila Moussaoui, Samir Rebiai et Halim Aïssaoui pour la gentillesse de leur accueil et pour m'avoir un peu ouvert la route. Je remercie la direction et les chercheurs du CRASC d'Oran pour leur accueil scientifique, et en particulier les chercheurs Amar Mohand-Amer et Sid-Mohamed Trache. Merci également au Centre d'études maghrébines en Algérie, à son directeur Robert P. Parks et son directeur adjoint Karim Ouaras. L'IRMC de Tunis et le SCAC d'Alger m'ont offert une bourse de terrain pour l'Algérie, et je leur en suis reconnaissante. Je pense également à tous les habitants de la maison Pierre Claverie qui, grâce à la gentillesse et à la simplicité de leur accueil, ont beaucoup fait pour que le dernier terrain se passe en douceur : l'évêque d'Oran Jean-Paul Vesco, le père Thierry, les sœurs et les pères, Hanifa mon amie, Lobo, Amilton, Léon et tous les autres jeunes de la paroisse, ainsi que l'anthropologue Line Richter rencontrée en chemin. Et merci à mon cousin Hocine, sa femme Fatima Zohra et leurs enfants pour m'avoir reçue chez eux à Constantine à l'été 2012 et m'avoir fait découvrir la ville et sa campagne.

En Égypte, mes dettes sont tout aussi nombreuses. Je remercie l'IRD, son directeur et les membres de l'équipe administrative pour leur accueil à Maadi, en particulier Amro Fayez Baghat. Un grand merci à Sophie Bava pour le financement du premier terrain de thèse au Caire dans le cadre de l'ANR Migreli, pour le premier colloque à Rabat et pour la rencontre avec la merveilleuse

Dounia. Le CEDEJ m'a offert à chaque fois un espace où travailler. Merci à Roman Stadnicki pour la journée en *tuk-tuk* à Madinat Nasr à la recherche des marchés du *made in China*. Dans les bureaux du CEDEJ, j'ai rencontré des personnes qui, par leurs conseils, leur présence et leur amitié, ont contribué pour beaucoup à la qualité de mes séjours au Caire : Gaétan du Roy, Natalia Duque, Perrine Lachenal, Maïa Sinno, Clément Steuer et Sylla Thierno Yula. Gaétan et Natalie, merci pour m'avoir accueillie à Abdin à bras ouverts, et pour continuer à le faire encore à Bruxelles. Je pense également à Eliska Puckova et Awena Lebesch. J'exprime toute ma reconnaissance à Gehad Abada, Shadi El-Hosseini, Antonius « Tony » Petro, Marianne Ramsès et Christina Samir pour leur travail très précieux d'interprètes dans les rues des marchés cairotes. Un grand merci tout spécialement à Christina pour toutes ces heures de juin 2013 qui ont été si fructueuses grâce à son énergie, sa gentille et à sa bonne humeur communicative.

En Algérie comme en Égypte, je remercie également toutes les personnes qui ont accepté de me donner de leur temps et de répondre à mes innombrables questions.

À Toulouse, j'ai bénéficié pendant trois ans des séminaires organisés par mes collègues du LISST qui m'ont aidée à progresser dans ma réflexion. Un grand merci en particulier à l'équipe des séminaires Morémi : Noria Boukhobza, Lucine Endelstein, Stéphanie Lima, Sonia Missaoui, Fatima Qacha, et Philippe Tastevin. Merci aussi à Marie-Annick Brière-André pour sa gentillesse et sa vigilance pour l'organisation des missions à l'étranger, ainsi qu'à Marie Knibiehler. Merci également aux collègues rencontrés grâce aux programmes de recherche MONDIS. Merci à Karine Bennafla et Bénédicte Florin pour leurs remarques éclairantes et nos riches échanges lors du séminaire à Tunis en mai 2015 avec les collègues du PHC Maghreb.

Grâce au programme *Dissertation Proposal Development Fellowship* du *Social Sciences Research Council*, j'ai eu l'opportunité de bénéficier d'une confortable bourse de terrain et d'une étroite collaboration scientifique avec les membres du laboratoire Migrinter de Poitiers, dont Thomas Lacroix et Emmanuel Ma Mung, que je remercie sincèrement. Cette aventure s'est poursuivie grâce au programme *Transnational Studies Initiative* du College Weatherley d'Harvard et à sa directrice Peggy Levitt, et doit beaucoup à l'énergie de Nancy A. Khalil et Kathy Sexsmith. Qu'elles en soient toutes chaleureusement remerciées. Grâce à ce riche dialogue entre la France et les États-Unis mené de 2012 à 2014, j'ai pu affiner mon projet de recherche et en discuter dans un cadre stimulant et toujours très amical. J'y ai rencontré de belles personnes, à Poitiers, à Philadelphie ou à Boston, et certaines sont devenues des amies. Une pensée spéciale pour Sadio Soukouna et Marwa El Chab : pour nos cafés, notre collaboration efficace (ah! le numéro *e Migrinter*...), et, surtout, nos séances de psychanalyse doctorale sur Skype. J'adresse ma profonde reconnaissance à Sihé Néya pour ses précieux conseils, nos échanges à chaque fois très stimulants et ses relectures toujours pertinentes qui m'ont aidée à progresser et à être plus exigeante et précise. Un clin d'œil enfin à Niandou Touré, Alex Jong-Seok Lee, Guillaume Ma Mung ainsi qu'à notre invitée spéciale de Boston Amandine Désille.

J'ai bénéficié d'une aide substantielle pour la cartographie. Merci à David Lagarde pour la remise à niveau efficace sur Illustrator. Un immense merci à Sophie Litzler pour m'avoir très géné-

reusement offert de son temps estival. Et mille mercis à Pauline Crombette ainsi qu'à Najla Touati, pour leur accompagnement patient dans les méandres de QGIS. Toutes les erreurs et les mal-adresses sont bien évidemment de mon entière responsabilité. Merci également à Florence Troin du laboratoire CITERES pour la qualité de son travail cartographique et ses précieux conseils.

Merci aux petites mains qui ont aidé à la relecture finale de la thèse : Nouredine, Véronique, Greg, Claire B., Sophie B., Adrien, Gaétan, Raphaëlle, Grégoire, Jeanne-Laure, Delphine, Julie et Sarah. Toutes les fautes et les erreurs qui restent sont bien évidemment les miennes.

J'ai réussi, après moult péripéties, à obtenir des données statistiques concernant Le Caire grâce à Martine Drozd, rencontrée dans cette ville lors de mon tout premier terrain en 2008 et retrouvée en 2014/2016 à la Sorbonne, ainsi qu'à Éric Denis et son étudiante Laura Monfleur. Et merci encore à Sid-Mohamed Trache pour les données et les cartes concernant Oran.

Je remercie toute l'équipe enseignante du département de géographie de l'Université Toulouse Jean-Jaurès pour m'avoir permis de concilier terrains de recherche et première expérience d'enseignement. Un grand merci à Nathalie Joubert pour son coaching, ses conseils, sa gentillesse et sa disponibilité, à Jérôme Grappy et toute l'équipe des secrétaires pour leur accueil toujours chaleureux et leur aide dans mon quotidien de jeune enseignante, un peu perdue entre Paris et Toulouse.

Merci également à mes collègues de l'UFR de géographie de l'Université Paris Sorbonne, qui sont pour certain.e.s devenu.e.s des ami.e.s, et à son directeur Guy Chemla, pour les années d'ATER qui m'ont permis de rester à Paris et d'y écrire ma thèse. Je pense en particulier à Hélène Balan, Tara Beuzen, Claire Brisson, Sophie Buhnik, Judicaëlle Dietrich, Caroline Doublier, Agathe Fautras, Christian Giusti, Sophie Litzler, Olivier Milhau, Flaminia Paddeu et Émilie Viney. Merci à Sophie Buhnik pour sa relecture éclairante et critique de quelques chapitres de cette thèse. Et une pensée pour Clémence Montagne, rencontrée sur les bancs de Paris X en 2010 et retrouvée en 2014 à la Sorbonne, à Paris, à Abu Dhabi et à Oman, avec qui j'ai partagé beaucoup de choses, dont la tension et les angoisses des dernières semaines, que dis-je!, des dernières heures de la rédaction.

Merci à tous les doctorants et jeunes docteurs du CIEU pour ces trois années de travail côte-à-côte au deuxième étage de la « MDR », mais aussi à Tunis, à Rabat, à Bordeaux, à Paris et bientôt à Oran. Une pensée toute particulière pour Pauline Crombette, Adrien Doron, David Lagarde, Marion Maisonobe et Julie Picard qui m'ont si bien entourée. Merci pour la galette des rois, le canapé du salon ou la chambre d'ami (quel luxe!), les belles soutenances de thèse, les coups de fil réguliers, et les encouragements. Adrien, David : à vous? Hâte d'y être aussi!

Merci à Raphaëlle Ducret et Nicolas Escach, qui m'accompagnent depuis dix ans maintenant (aïe, ça pique!) et avec qui j'ai vécu un bout de mon aventure doctorale. Toute cette histoire aura pris cinq ans finalement, j'espère que vous me pardonneriez d'avoir terminé après vous. Raphaëlle, je pense bien à toi pour la nouvelle aventure dans laquelle tu t'es lancée.

Un grand merci aux nombreux amis qui m'ont soutenue, de près ou de plus loin, pendant ces dernières années et surtout ces derniers mois. Parmi eux, je pense tout spécialement à Daoud, Flo-

riane, Claire D., Soraya, Pauline K., Sterenn, Delphine, Marguerite, Sarah, Joseph et Estelle. Merci pour vos encouragements et votre soutien pendant les mois de rédaction, merci pour vos messages et vos appels durant l'été qui m'ont aidée à garder le moral et à prendre conscience que j'avançais.

À Grégoire et Jeanne-Laure. Merci, pour la découverte de la salle N de la BNF, la relecture encourageante du tout premier chapitre, l'atelier des thésards anonymes, les moments de respiration, le Quier et les voyages passés et à venir. Et merci à la petite Rose pour les quelques heures de *papa-o-lé* et les comptines du monde entier écoutées à fond les ballons. Et surtout, à tous les trois, merci, pour tout le reste.

À ma famille et ma belle-famille au grand complet pour leur sollicitude et leur bienveillance, ainsi que pour les résidences estivales d'écriture, à Aubeterre, à Fontaine et à Dinard. Merci à mon frère pour les appels réguliers du bout du monde. Et merci à ma sœur et à ma cousine Nadia, pour leurs encouragements qui auront été si précieux tout au long de cette aventure doctorale. À Constantin, enfin. Pour sa patience durant le dernier été de rédaction, pour toutes les heures passées à l'édition de ce texte sous L^AT_EX, et pour toutes ces années, qui m'ont aidée à rester sereine et à garder le cap, à deux.

À Yamina, pour l'Algérie, pour la musique de la langue arabe et l'envie de partir
À Bethy, pour la curiosité, l'ouverture d'esprit et le goût de l'effort, jusqu'au bout

Sommaire

Introduction	1
Etudier des marchés urbains du commerce transnational	3
Faire le choix de deux terrains	14
Méthodologie et positionnement de la recherche	24
1 Permanences et héritages urbains et commerciaux de quartiers-marchés anciens	37
I Structuration sur le temps long de deux places marchandes	39
II Les recompositions urbaines du Mūskī et de Médina J'dida, témoins d'un développement commercial en plusieurs étapes	58
2 Deux centralités marchandes fonctionnelles et symboliques du <i>made in China</i>	75
I Des centralités commerciales sur les routes discrètes de la mondialisation .	77
II Des centralités symboliques : l'importance de la réputation des places marchandes	92
3 Une spécialisation commerciale conquérante. Quand le commerce l'emporte sur la fonction résidentielle	101
I Des quartiers sujets à un déclin ancien de la fonction résidentielle	103
II Disparition de l'ambiance de quartier à Médina J'dida et au Mūskī	121
4 Nouveaux paysages urbains. Les produits du <i>made in China</i>	139

I	Maintien des principes d'organisation du souk dans les centralités commerciales du <i>made in China</i>	142
II	Transformations et adaptation des marchés aux produits asiatiques : quelques études de cas	161
5	Une consommation globalisée : nouveaux produits, nouveaux modèles, nouvelles pratiques?	187
I	De nouveaux modèles de consommation dans les souks du <i>made in China</i> ?	189
II	Les marchés du <i>made in China</i> : pour quelle(s) clientèle(s), et pour quelles pratiques?	207
6	Les formes urbaines du commerce du <i>made in China</i>. Aspects spatiaux du renouvellement urbain à Médina J'dida et au Mūsķī	221
I	Transformation des paysages de la ville marchande	223
II	Un renouvellement urbain au service de toute la filière : des marges en plein développement	251
7	Gérer et aménager les quartiers-marchés du <i>made in China</i>. Entre tentatives de régulations et contournements	267
I	Régulation par le haut de l'urbanisation au Mūsķī et à Médina J'dida : une efficacité très limitée	270
II	Des citoyens ordinaires face à des autorités urbaines affaiblies : entre détournements et négociations	287
8	Les stratégies spatiales des entrepreneurs marchands. Aspects socio-économiques du renouvellement urbain à Médina J'dida et au Mūsķī	309
I	Construire les places marchandes du <i>made in China</i> : stratégies spatiales et sociales des commerçants	312
II	Négocier sa place dans la ville marchande : tensions et conflits dans les centralités du <i>made in China</i>	331
	Conclusion	343

Bibliographie	351
Annexes	375

Système de translittération des mots arabes

TABLEAU 0 – Système de translittération des mots arabes

Consonnes						Voyelles		
ء	’	ز	z	ق	q	longues	ا	ā
ب	b	س	s	ك	k		ي	ī
ت	t	ش	sh	ل	l		و	ū
ث	th	ص	ṣ	م	m	brèves	a, i, u	
ج	ğ / g / j	ض	ḍ	ن	n	diphthongues	aw, ay	
ح	ḥ	ط	ṭ	ه	h	tā marbuta	ة	a, at
خ	kh	ظ	ẓ	و	w/ū	article	al	
د	d	ع	‘	ي	y/ī			
ذ	dh	غ	gh					
ر	r	ف	f					

Les toponymes et noms propres arabes sont transcrits selon ce système. Cependant la prononciation n’est pas toujours la même entre l’arabe égyptien et l’arabe algérien, en particulier pour la lettre (ج) qui est prononcée « gu » en égyptien et « dj » en algérien. Lorsqu’il s’agira de mots utilisés en arabe moderne, nous ne ferons donc pas la différence et transcrivons cette lettre de la même manière par le signe conventionnel « ğ ». Par contre, lorsqu’il s’agira de termes propres aux dialectes, nous transcrivons cette lettre par « g » pour l’égyptien et par « j » pour l’algérien. Par exemple, nous écrirons « ḥāgg » dans le contexte égyptien et « ḥājj » dans le contexte algérien pour désigner celui qui a fait le pèlerinage.

Les noms communs qui ont été intégrés à la langue française sont utilisés selon la graphie en usage : « souk », « khan », « médina ». Mais lorsqu’ils font partie d’un toponyme, ils sont translittérés (*sūq*, *khān*, *madīna*). Les noms propres arabes utilisés en français conservent leur transcription en caractères latins, tels qu’on les emploie en français. Par exemple, on écrira Khan al-Khalili, et non *khān al-khalīlī*, Port-Saïd et non *būr sa‘īd*, Médina J’did, et non *madīnat al-ğadīda*.

L’article défini sera transcrit en minuscules, suivies d’un trait d’union, y compris pour les noms propres. La *shadda* est transcrite par un redoublement de la consonne. Les termes en arabe, figurant en italique dans le texte, renvoient à un glossaire situé à la fin du manuscrit.

Introduction

Sommaire

Etudier des marchés urbains du commerce transnational	3
De la « mondialisation par le bas » à la « mondialisation non hégé- monique » : sortir du paradigme migratoire	4
Des routes et des places marchandes du <i>made in China</i> bien identifiées en Méditerranée	6
L'Égypte et l'Algérie : deux grands marchés de consommateurs potentiels alimentés par le commerce transnational de produits <i>made in China</i>	8
Étudier deux centralités urbaines anciennes face à la mondialisation : hy- pothèses de recherche	10
Faire le choix de deux terrains	14
La comparaison : un choix par défaut?	14
Apports et difficultés de la démarche comparative	20
Méthodologie et positionnement de la recherche	24
Faire une ethnographie urbaine des places marchandes du <i>made in China</i>	24
Faire du terrain à Oran et au Caire : un positionnement sous tension? . . .	31
Analyser et comprendre la fabrique de la ville marchande : déroulement de la thèse	35

Un fait divers à la une : mai 2016, incendie place ‘Ataba au Caire, au cœur des activités commerciales

DIMANCHE 8 mai 2016, un incendie, suspecté d’être criminel, se déclarait dans le stand d’un vendeur de rue installé devant des immeubles commerciaux place ‘Ataba au Caire. Il causait la mort de trois personnes, en blessait quatre-vingt-onze autres, et détruisait complètement cinq immeubles commerciaux dont les étages étaient des espaces de stockage de produits textiles. La presse se faisait l’écho de ces destructions et de l’alarme des commerçants, locataires ou propriétaires d’une boutique ou d’espaces de stockage, dont les pertes suite à la destruction de leurs stocks s’élevaient selon eux à plusieurs dizaines voire centaines de milliers de livres égyptiennes¹. Ces derniers craignaient que le gouvernorat² du Caire, et à sa tête le député-gouverneur Mohamed Ayman Abdel Tawab, n’en profite pour mettre en œuvre un plan plus large visant non seulement à faire déguerpir les vendeurs de rue, très nombreux dans cette zone commerciale vaste et très dynamique, mais aussi à déplacer de la zone centrale du Caire des activités commerciales historiques à destination des classes populaires³.

Les types de biens immobiliers détruits – boutiques, appartements-dépôts – et de marchandises parties en fumée – des produits textiles ou de menus articles en plastique –, ainsi que le montant très élevé des dommages matériels s’expliquent par la domination de la fonction commerciale dans le quartier, dont la place ‘Ataba est une des principales portes. ‘Ataba marque en effet le début d’une très vaste zone commerciale qui s’étend en direction de l’est jusqu’au cœur de la ville médiévale du Caire et du célèbre marché du Khan al-Khalili. Portion majeure de la ville ancienne du Caire dont la rue du Mūsī est l’épine dorsale, c’est depuis la fin des années 1990 une place marchande spécialisée dans la vente de produits de consommation courante – vêtements, chaussures, vaisselle, petit électro-ménager, etc. – à destination des classes populaires et des petites classes moyennes de l’agglomération cairote et de l’Égypte toute entière. Les produits qui y sont proposés, étaient auparavant fabriqués pour l’essentiel dans les zones industrielles du quartier. Ils sont désormais pour leur grande majorité importés par les commerçants égyptiens depuis les pays-ateliers d’Asie du Sud-est, et en premier lieu la Chine. Ce vaste quartier-marché est aujourd’hui la porte d’entrée de ces articles, et avec eux une des portes d’entrée de la mondialisation à destination des catégories sociales les plus modestes du pays.

1. Soit plusieurs dizaines de milliers d’euros.

2. Gouvernorat (*muḥāfaẓa*) : échelon administratif de premier ordre en Égypte. Equivalent de la région. Voir en annexe le schéma présentant l’organisation territoriale égyptienne.

3. Source : Heba Farouk Mahfouz, "Will the Attaba fire pave the way for a central Cairo facelift?", *Mada Masr*, 16 mai 2016. En ligne : <http://www.madamasr.com/sections/politics/will-attaba-fire-pave-way-central-cairo-facelift> page consultée le 24 septembre 2016. Article disponible en annexe 1.

La crainte exprimée par les commerçants vis-à-vis d'une possible prise en main de l'aménagement du quartier par le gouvernorat urbain du Caire montre également les tensions qui se profilent autour de cette place marchande et de la maîtrise de son développement urbain et commercial. Centralité commerciale majeure de la capitale égyptienne, productrice de richesses sans doute considérables, comme en attestent les montants des pertes des commerçants touchés par l'incendie, elle se trouve en situation centrale de l'agglomération cairote. Et cette localisation est considérée comme une ressource par le pouvoir central, qui cherche à remettre la ville en ordre depuis le retour au pouvoir de l'armée et à sa tête le Maréchal al-Sissi à l'été 2013, après deux années et demi de troubles révolutionnaires. Cela passe, entre autre, par la mise aux pas des espaces centraux et de leurs acteurs.

Derrière ce fait divers se dessinent déjà les problématiques de cette recherche doctorale : les modalités de construction de cette vaste place marchande, que nous appellerons par métonymie⁴ al-Mūsķī, soit une des zones commerciales les plus denses et les plus dynamiques du Caire, comme centralité marchande spécialisée dans les produits d'importation. Les jeux d'acteurs apparaissent également, entre logiques locales, nationales et globales, qui ont pour enjeux le développement urbain et commercial de ces quartiers.

Ce quartier doit être replacé pour être parfaitement analysé dans des réseaux économiques et sociaux d'échelle mondiale : ceux de la mondialisation non hégémonique, également appelée mondialisation par le bas.

Etudier des marchés urbains du commerce transnational : pour une approche locale et spatialisée de la mondialisation

Le Caire, grâce, entre autre à son quartier-marché du Mūsķī, est inséré dans des réseaux à la fois économiques, sociaux et spatiaux désignés par l'expression de « mondialisation par le bas », que G. Mathews, C. Alba Vega et G. L. Ribeiro définissent comme « *des flux transnationaux de personnes et de biens impliquant des volumes de capital relativement petits et des transactions informelles, semi-légales ou illégales* »⁵ (MATHEWS, RIBEIRO et ALBA VEGA, 2012, 2). Phénomène d'abord saisi du point de vue des acteurs

4. Il s'agit plus exactement d'une synecdoque, un type de métonymie qui désigne la partie pour le tout.

5. En anglais dans le texte : "*it can be defined as the transnational flow of people and goods involving in relatively small amounts of capital and informal, often semi-legal or illegal transactions*". Traduit par nos soins. La mondialisation « par le bas » se distingue de la mondialisation « par le haut », qui, elle, s'opère entre acteurs étatiques et firmes transnationales et se joue principalement entre les villes globales qui concentrent affaires, services et capitaux (SASSEN, 1991). La mondialisation « par le haut » au Caire a d'ailleurs été bien documentée. Voir notamment (PAGÈS et VIGNAL, 1998; DENIS et VIGNAL, 2002, 2006).

et de leurs pratiques spatiales, sociales et économiques par les sociologues et les anthropologues, il a été ensuite étudié par les géographes, qui, en collaboration avec les socio-anthropologues, ont dessiné trois axes de recherche : les routes de la mondialisation, les lieux de la mondialisation, et les biens échangés.

De la « mondialisation par le bas » à la « mondialisation non hégémonique » : sortir du paradigme migratoire

Les sociologues sont les premiers à s'être penchés sur l'étude de la mondialisation par le bas. Cette expression a d'ailleurs été utilisée pour la première fois par A. Portes, pour l'étude des circulations de travailleurs et d'entrepreneurs sud-américains entre Amérique latine et États-Unis à la fin des années 1990 (PORTES, GUARNIZO et LANDOLT, 1999; PORTES, 1999). A. Portes mettait en évidence la construction de communautés transnationales, circulant entre deux espaces nationaux aux disparités économiques très fortes, et ne se situant véritablement « *ni ici, ni là, mais ici et là en même temps* » (PORTES, 1999). Ces réseaux communautaires transnationaux mis en évidence étaient sous-tendus par des activités économiques reposant sur les différences de profits créées par les frontières, les migrants devenant de petits entrepreneurs, au sens où leur action de production et/ou d'échange a pour but d'engendrer des profits (ELLIS et FAURÉ, 1995). Le sociologue A. Tarrius s'est également penché sur la mise en place de ces réseaux transnationaux des « *fourmis de la mondialisation* » dans le cadre méditerranéen à la fin des années 1990, et en particulier entre le sud de la France et l'Algérie (TARRIUS, 2002). L'étude de la mondialisation par le bas s'est ainsi forgée à partir d'un paradigme migratoire. Ces circulations de produits et de capitaux sont réalisées par des entrepreneurs migrants, qualifiés par le sociologue A. Tarrius de « *transmigrants* » (TARRIUS, 2002, 2010). Ces derniers relient grâce à leurs mobilités différents dispositifs commerciaux, et s'approvisionnent dans des « *comptoirs* » (TARRIUS, 1995), alimentant ici des centralités ethniques (BATTEGAY, 2003; MA MUNG, 2009) et là-bas des marchés dont la clientèle ne trouve pas localement les marchandises qu'elle souhaite acquérir. Ces travaux s'inscrivent dans un contexte post-colonial, les circulations transnationales d'hommes et de marchandises jouant sur les inégalités économiques existant entre anciennes puissances coloniales et/ou actuelles puissances économiques, et anciennes colonies et/ou espaces économiques en marge de la globalisation. La globalisation est d'ailleurs qualifiée de « *mondialisation par le haut* » par G. Mathews, G. L. Ribeiro et C. Alba Vega, impliquant plutôt les grandes puissances économiques, les villes mondiales et les acteurs économiques majeurs, tels que les firmes transnationales ou les États (MATHEWS, RIBEIRO et ALBA VEGA, 2012).

A la suite des travaux fondateurs d'A. Tarrius, l'anthropologue M. Peraldi a mis en évi-

dence la progressive professionnalisation de ces réseaux commerçants et le passage de ces entrepreneurs « *du cabas au container* » (PERALDI, 2001a, 2002). Les « *fourmis* » de la mondialisation, autrement dit les migrants qui pratiquent le *trabendo*, c'est-à-dire le commerce à la valise de menus produits entre les deux rives de la Méditerranée, sont désormais de véritables hommes d'affaires qui utilisent les outils modernes de la logistique pour importer de grands volumes de marchandises dans des conteneurs, instrument par excellence de la globalisation économique. Ce ne sont plus des communautés de « *transmigrants* » qui circulent et relient entre eux des « *territoires circulatoires* » (TARRIUS, 2002, 2010), mais bien des professionnels du commerce transnational. On sort ainsi du paradigme migratoire associant des pays liés par des relations postcoloniales reposant sur un différentiel économique nord-sud, pour s'inscrire dans des relations commerciales d'échelle mondiale entre pays des Suds (LOMBARD, MESCLIER et VELUT, 2006).

Les travaux de M. Peraldi, ou ceux menés sous sa direction, mettent ainsi en évidence comment la mondialisation par le bas est une réaction à la globalisation, utilisant à son profit les outils et les moyens modernes de commerce et de communication, et ayant les moyens de contourner dans une certaine mesure les inégalités croissantes de richesse et de pouvoir entre Nord et Suds. Comme le soulignent S. Belguidoum et O. Pliez, « *des réseaux d'entreprises et d'acteurs se développent aujourd'hui, désormais capables d'organiser des "filiales" marchandes transnationales. En se globalisant, celles-ci se sont en partie émancipées de leur creuset initial, celui des échanges organisés au sein des communautés immigrées, émoussant le cadre géographique et communautaire postcolonial du commerce au cabas* » (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2015a). Pour autant, le petit commerce à la valise continue d'exister à la marge, pratiqué notamment par des femmes (SCHMOLL et MANRY, 2005; SCHMOLL, 2005; MANRY, 2006), mais les volumes de marchandises ne sont plus les mêmes, et les régimes de visibilité de ces marchandises sont également très différents : les produits d'importation sont vendus dans les marchés ruraux et urbains, et ce dans le monde entier, tandis que les produits du *trabendo* sont plutôt commercialisés dans les espaces privés.

C'est ce changement de volumes et d'échelle que des chercheurs en sciences sociales proposent de souligner en désignant ces circulations sous le terme de « *mondialisation non hégémonique* ». Pour G. Mathews, G. L. Ribeiro et C. Alba Vega, cette mondialisation est celle « *dont la plupart des gens font l'expérience* » et consiste en « *des flux transnationaux de personnes et de biens (...) souvent associés au "monde en développement" mais en réalité présents à travers le globe*⁶ » (MATHEWS, RIBEIRO et ALBA VEGA, 2012, 1). Ces chercheurs utilisent le terme de mondialisation non hégémonique, « *non pas parce que*

6. En anglais dans le texte : « *"Globalization from below" is globalization as experienced by most of the world's people. It can be defined as the transnational flow of people and goods (...) often associated with the "developing world" but in fact apparent across the globe* ». Traduit par nos soins.

ses agents tentent de détruire le capitalisme mondial ou d'instaurer une sorte d'alternative radicale à l'ordre établi. [Elle est] non hégémonique parce que [ses] activités défient l'establishment économique partout, aux niveaux local, régional, national, international, et transnational »⁷ (RIBEIRO, 2009).

Ces circulations ne touchent désormais plus seulement les Suds mais sont aussi présentes dans les Nord. Ce sont les mêmes outils qui sont utilisés pour échanger et transporter ces marchandises, les mêmes ateliers du monde qui les produisent. La différence entre ces deux mondialisations repose principalement sur le caractère difficilement saisissable et mesurable par des outils statistiques de la mondialisation non hégémonique (MATHEWS, RIBEIRO et ALBA VEGA, 2012). Elle est l'œuvre de réseaux labiles qui se recomposent selon les opportunités économiques, les acteurs locaux, mais aussi les bouleversements politiques et sociaux, et dont une partie au moins échappe aux États. Surtout, elle se fait largement entre les Suds, les échanges économiques tri-continentaux entre Afrique, Amérique latine et Asie devenant une réalité de plus en plus prégnante (HUGON et MARQUES PEREIRA, 2011).

Des routes et des places marchandes du *made in China* bien identifiées en Méditerranée

Les géographes, héritiers de ce corpus de recherches, se sont progressivement emparés de ces questions, bien souvent de façon conjointe avec les socio-anthropologues, et ont identifié les routes et les places marchandes de cette autre mondialisation (MATHEWS, RIBEIRO et ALBA VEGA, 2012). Des recherches ont ainsi été menées entre Afrique sub-saharienne et Asie (BERTONCELLO et BREDELOUP, 2007, 2009; BERTONCELLO, BREDELOUP et PLIEZ, 2009; RACAUD, 2015), entre Amérique latine et Asie (RIBEIRO, 2009; TELLES, 2012; MATHEWS, RIBEIRO et ALBA VEGA, 2012), et entre Asie centrale et Asie du Sud-est (THOREZ, 2008).

Mais c'est en Méditerranée, « *espace-clé* » permettant « *d'observer les réseaux qui se tissent depuis la Chine jusque dans des marchés qui trament l'ensemble des territoires nationaux* » (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2015a), que les recherches récentes ont été les plus nombreuses. Géographes, mais aussi anthropologues et sociologues, ont développé une approche très spatialisée de la question, portant sur l'identification de ces routes du commerce transnational, c'est-à-dire des réseaux spatiaux de places marchandes entre les-

7. En anglais dans le texte original : "I call it non-hegemonic globalization not because its agents intend to destroy global capitalism or to install some kind of radical alternative to the prevailing order. They are non-hegemonic because their activities defy the economic establishment everywhere on the local, regional national, international and transnational levels". Traduit par nos soins.

quelles circulent produits de consommation courante, communément désignés sous le terme de chinoiseries en français et d'*exotic knick-knack* en anglais, et entrepreneurs marchands.

A la massification des importations en termes de volume a en effet répondu une diversification des places marchandes (MÖRTENBÖCK et MOOSHAMMER, 2015), toujours plus loin en direction de l'est. Aux relations entre Europe du Sud et Afrique du Nord se sont substituées d'autres réseaux, avec la montée en puissance d'abord d'Istanbul (PÉROUSE, 2002, 2007; PÉROUSE et MARTIN, 2013), puis du Golfe arabo-persique et de Dubaï, devenu le grand hub desservant les mondes arabe et iranien (MARCHAL, 2001; BATTEGAY, 2005), Bangkok (MARCHAL, 2007) et bientôt la Chine (PLIEZ, 2012; BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012, 2015b,c). La Méditerranée est aujourd'hui insérée dans des réseaux sociaux et spatiaux qui se déploient à différentes échelles, et se recomposent au gré des opportunités économiques et des événements politiques. Certaines routes, utilisées il y a peu encore, se ferment, comme la route libyenne par laquelle passaient une partie des produits asiatiques en direction du marché égyptien (PLIEZ, 2007, 2009). D'autres se redessinent, en lien notamment avec les printemps arabes, comme par exemple en Tunisie après la révolution de jasmin lors de l'hiver 2010-2011⁸.

D'autres travaux, plutôt centrés sur les objets qui circulent et les acteurs qui les échangent et les importent, montrent la construction de véritables filières du commerce transnational entre Suds et le développement de carrières pour certains des acteurs de ce commerce (TASTEVIN, 2012, 2015; TASTEVIN et PLIEZ, 2015).

D'autres recherches enfin se sont penchées sur les espaces discrets de la mondialisation, tant sur les comptoirs et les villes qui fournissent les biens de consommation courante que les places marchandes qui les commercialisent en aval, et les effets locaux de ces circulations. Les espaces marchands qui distribuent ces marchandises sont qualifiés de « *discrets* » (PLIEZ, 2007; CHOPLIN et PLIEZ, 2015; BELGUIDOUM et PLIEZ, 2015a) car il s'agit là d'espaces précédemment périphériques voire marginaux économiquement et/ou socialement dans la mondialisation. Aujourd'hui, ils sont pleinement intégrés aux réseaux globaux de l'échange : « *ces espaces, dans lesquels des dynamiques économiques, sociales et spatiales complexes sont mêlées, sont des espaces stratégiques pour comprendre la globalisation, ses nouveaux impacts globaux et son incidence considérable sur les marges du monde*⁹ » (CHOPLIN et PLIEZ, 2015). Ce sont également des espaces qui s'adaptent, qui apparaissent, se développent et parfois disparaissent au gré des recompositions de ces

8. Une thèse est d'ailleurs en cours sur la question des recompositions des places et des réseaux du *made in China* en Tunisie par Adrien Doron, sous la direction d'Olivier Pliez.

9. En anglais dans le texte original : " *These spaces, in which complex economic, social and spatial dynamics are embedded, are strategic for understanding globalization and its new global and significant impacts on the margins of the world*". Traduit par nos soins.

réseaux et de ces dynamiques. Des études ont ainsi été menées en Égypte (PLIEZ, 2007, 2009), en Tunisie (BOUBAKRI, 2010; DORON, 2015) et au Maroc (BENNAFLA, 2015; QACHA, 2015). Les recherches sont également nombreuses en Algérie, et ont mis en évidence le développement de nouvelles places marchandes du commerce transnational et l'émergence de nouveaux acteurs, en particulier dans l'Est algérien, désormais porte d'entrée d'une large partie de ces produits : El Eulma (CHOUADRA, 2008, 2013), Aïn Fakroun (BELGUIDOUM et MOUAZIZ, 2010), Constantine et sa région (BENLAKHLEF et BERGEL, 2011, 2013; KERDOUD, 2012, 2015a,b), mais aussi dans les banlieues d'Alger (CHEBALLAH, 2010; SEMMOUD, 2015).

Ces travaux, appuyés sur des enquêtes ethnographiques très fines, mettent en lumière des espaces très divers élus par cette mondialisation discrète. Néanmoins, il manque des études qui porteraient sur les conséquences intra-urbaines du commerce transnational dans des places marchandes plus anciennes. La mondialisation s'inscrit aussi dans des espaces urbains à l'histoire plus longue. Directement héritière de ces travaux, et appuyée sur une méthodologie qualitative solide, cette recherche doctorale propose ainsi une entrée sur les effets locaux de la mondialisation dans deux places marchandes anciennes, le Mūsī au Caire (Égypte), et Médina J'dida à Oran (Algérie).

L'Égypte et l'Algérie : deux grands marchés de consommateurs potentiels alimentés par le commerce transnational de produits *made in China*

L'Égypte et l'Algérie, les deux pays les plus peuplés d'Afrique du Nord, sont en effet des espaces intéressants pour enquêter sur les routes et les lieux de la mondialisation. Ces pays sont de vastes marchés de consommateurs pour les menus articles à faible valeur ajoutée importés d'Asie, depuis le début des années 2000 et l'entrée de la République Populaire de Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Leurs classes populaires et leurs petites classes moyennes ont eu accès, grâce à ces produits, à une consommation de masse mondialisée proposée à des prix imbattables. Ces articles ont fait une percée très récente en direction du « *marché des pauvres* » (en anglais, *Base* ou *Bottom of the Pyramid*, *BOP*), qui correspond aux classes ayant atteint un niveau de prospérité relative leur permettant de dégager des ressources financières pour l'achat de produits de consommation courante mais superflue. Ce marché constitue une nouvelle cible pour le commerce international en raison de son poids démographique mondial – 4 milliards d'individus gagnant moins de 3 000 USD par an –, économique – ce marché représenterait 5 000 milliards USD par an –, et sa flexibilité – c'est selon le Bureau international du travail (BIT) à plus de 70 % une économie souterraine. Ce marché est en forte mutation avec l'émergence rapide d'une classe moyenne anciennement pauvre (revenus

annuels situés entre 3 000 et 15 000 USD par an en parité de pouvoir d'achat) et dont l'importance démographique devrait doubler entre 2005 et 2020. A l'échelle mondiale, ce seront ainsi près de deux milliards d'individus qui accéderont à de nouveaux standards de consommation en dégagant des revenus permettant des achats autres que ceux liés aux besoins vitaux (PERROT, 2011).

L'Égypte est ainsi un « *marché prometteur en Afrique du Nord* » pour ces menus objets *made in China*. C'est sous cette expression qu'est décrit le pays dans un document produit par le *Hong Kong Trade Development Council*¹⁰ (HKTDC), organisme chinois indépendant qui propose son expertise aux PME hongkongaises souhaitant développer leurs activités à l'international. Selon le HKTDC, l'Égypte est un marché dynamique et propice au développement de liens commerciaux avec l'Asie. La Chine est en effet devenue un acteur économique incontournable pour l'Égypte. Troisième partenaire commercial égyptien en 2009, juste derrière les États-Unis et l'Union européenne, la Chine s'est imposée en 2011-2012 comme le premier fournisseur de l'Égypte dans le secteur des importations en général¹¹. Cette catégorie des biens de consommation, qui inclut les voitures, les produits pharmaceutiques, mais aussi les vêtements, représentait 23% des importations chinoises en Égypte en 2012, et a connu une croissance de 11% entre 2011 et 2012. Les facteurs explicatifs sont nombreux. Tout d'abord, la demande intérieure égyptienne en biens de consommation s'est accrue alors que l'industrie égyptienne n'est pas en mesure d'y répondre (DE COSTER, 2006). Ensuite, l'Égypte compte 80 millions d'habitants, dont 40 millions font partie des petites classes moyennes et des classes populaires, qui sont autant de cibles pour ces produits globalisés et standardisés fabriqués en Asie (DE COSTER, 2006; PLIEZ, 2007, 2012).

L'Algérie représente elle aussi un large marché de consommateurs potentiels pour ces produits *made in China*. Elle compte aujourd'hui un peu plus de 40 millions d'habitants, dont 65% sont des urbains¹². Les ménages algériens, qui avaient souffert d'une pénurie en biens de consommation courante à partir des années 1980 en lien avec le monopole d'État sur les circuits commerciaux (PRENANT, 2002), voient la libéralisation économique de l'État à partir de 1991 comme une opportunité. La libéralisation du commerce d'importation à partir de cette date et son ouverture au secteur privé conduisent à la création de sociétés d'import-export qui sont assurées d'avoir un marché de consommateurs, en

10. Hong Kong Trade Development Council Research, "Egypt - A Promising Market in North Africa", 2009. En ligne : <http://economists-pick-research.hktdc.com/business-news/article/Economic-Forum/Egypt-A-Promising-Market-in-North-Africa/ef/en/1/1X000000/1X05WO00.htm> page consultée le 1er octobre 2016.

11. Source : (MISSION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE, 2012).

12. Source : ONS, « Démographie algérienne 2015 ». En ligne : <http://www.ons.dz/IMG/pdf/Demographie2015.pdf> page consultée le 1er octobre 2016. ONS, « Armature urbaine - RGPH 2008 », Collections Statistiques n° 163/2011, Série S : Statistiques Sociales. En ligne : http://www.ons.dz/IMG/pdf/armature_urbaine_2008.pdf page consultée le 1er octobre 2016.

raison de l'accroissement progressif de la solvabilité des ménages (BENLAKHLEF et BERGEL, 2011). Le succès commercial est ainsi au rendez-vous à partir des années 2000, ce dont témoigne l'évolution des partenariats commerciaux algériens. Alors qu'en 2001, les trois premiers pays importateurs en Algérie étaient la France, suivie de l'Italie et des États-Unis d'Amérique, en 2012 la Chine devient le second partenaire économique en ce qui concerne les importations, en étant à l'origine d'un peu plus de 20% des importations en Algérie, tous produits confondus ¹³.

Il est impossible de chiffrer précisément les volumes de biens de consommation courante importés ou leur valeur. Une partie de ces circulations passe en effet sous les outils de mesures statistiques des gouvernements algériens et égyptien, car les entrepreneurs qui sont à l'origine de ces importations sous-estiment auprès des douanes les valeurs des marchandises qu'ils achètent en Asie afin d'échapper aux taxes. Ces importations de marchandises, légales, ont ainsi une part d'illégalité en raison de l'existence assez systématique de ces fraudes.

Pour autant, il est possible de déceler les traces de ces marchandises au sein des espaces marchands où la clientèle vient se fournir, grâce à un travail d'enquête au plus près du terrain. Les consommateurs égyptiens et algériens ont en effet accès à ces articles dans des places marchandes d'une très grande diversité, apparemment très banales et pourtant pleinement intégrées sur la scène globale des échanges. La situation géographique de ces espaces marchands oscille entre centralité urbaine majeure, visible et tolérée par les acteurs institutionnels, et des situations de quasi invisibilité, tant dans les espaces ruraux que dans les espaces urbains. Dans cette thèse, nous nous focaliserons sur le cas de deux centralités urbaines majeures au Caire et à Oran, le Mūsī et Médina J'dida. Ce sont deux ancrages sur les routes du commerce transnational qui sont dynamisés et profondément recomposés sous l'effet de ces circulations commerciales mondiales.

Étudier deux centralités urbaines anciennes face à la mondialisation : hypothèses de recherche

Avant même d'évoquer des villes, nous proposons ici de partir de deux ancrages, de deux lieux élémentaires de la mondialisation, afin d'étudier les espaces urbains non pas comme de simples supports aux circulations de produits et/ou de commerçants, mais comme des espaces dont les caractéristiques ont drainé vers eux ces circulations, et qui

13. Source : Direction Technique Chargée de la Comptabilité Nationale « Evolutions des échanges extérieurs de marchandises de 2001 à 2012 », Collections Statistiques n°176/2012, Série E *Statistiques Economiques* N° 72, Office National des Statistiques, Algérie, mars 2011. En ligne : http://www.ons.dz/IMG/pdf/COMEXpub2011VER_1.0.pdf page consultée le 1^{er} octobre 2016.

sont eux-mêmes transformés par ces circulations. Ce point de vue, en privilégiant une échelle d'ensemble, nous a conduit à formuler l'hypothèse que ces importations de marchandises et les acteurs qui les font circuler sont aujourd'hui des moteurs puissants de mutations urbaines dans les places marchandes du *made in China*. Le Mūsī au Caire et Médina J'dida à Oran sont deux quartiers commerçants qui font face à de profondes recompositions urbaines en lien avec le développement des activités commerciales du *made in China*, et sont ainsi progressivement requalifiés par le commerce transnational. La mondialisation serait ainsi un facteur-clé de la transformation de la « *ville marchande* », expression qui permet « *de mettre en évidence la place du commerce dans le développement des villes, le rôle des acteurs de marché dans la transformation des formes urbaines et les enjeux en termes d'échanges, marchands et non marchands, qui y sont associés* » (LALLEMENT, 2013). Comment le commerce transnational vient-il modifier un dispositif urbain et commercial déjà existant? Quels sont ses impacts à l'échelle des quartiers, mais aussi à l'échelle de la rue et du bâti?

Analyser ces deux places marchandes du commerce transnational pose également la question de l'émergence de centralités commerciales « *impulsées par le bas* » (BERTONCELLO et BREDELOUP, 2007), bien que cette expression, commode pour désigner l'action d'acteurs plus minoritaires, est elle-même problématique. Le Mūsī et Médina J'dida sont en effet situés au cœur de grandes agglomérations – une agglomération de plus de 16 millions d'habitants au Caire, contre 1,5 millions environ à Oran, seconde agglomération du pays. Pourtant, ces deux quartiers n'assurent pas les fonctions centrales dans ces deux agglomérations. Au Caire, l'hyper-centre accueillant les fonctions politiques et économiques de commandement est le centre-ville moderne, dont l'érection date de la fin du 19^{ème} siècle et qui est connu sous le nom de Wusṭ al-Balad, ou *Downtown* en anglais. A Oran, cette fonction est assurée par le quartier al-Emir (voir cartes 0.1 et 0.2). Mais le commerce transnational et ses acteurs ont pourtant choisi deux quartiers en situation anciennement centrale pour le Mūsī, et péricentrale pour Médina J'dida, qui sont aussi deux quartiers anciens à l'histoire commerciale longue. Il est donc nécessaire de questionner ici le rôle de structurations urbaines, économiques et sociales plus anciennes qui justifieraient l'ancrage de la mondialisation dans ces deux quartiers, et de soulever la question des héritages et des permanences derrière ces transformations récentes.

Le développement commercial très dynamique de ces quartiers péricentraux pose également la question de l'articulation des différents jeux d'acteurs à l'intérieur de ces quartiers. Qui est à l'origine de la définition de ces centralités du commerce transnational? Quel rôle les acteurs du commerce transnational ont-ils dans la constitution de ces places marchandes et dans leurs transformations? Quelle place également pour les consommateurs à qui les produits sont destinés? Et comment les logiques de ces acteurs

privés s'articulent-elles avec celles des pouvoirs publics qui aménagent et organisent la ville? G. Mathews, C. Alba Vega et G. L. Ribeiro notent que la mondialisation non hégémonique se glisse là où l'État a moins de capacité ou moins de volonté de réguler et de contrôler les flux de marchandises (MATHEWS, RIBEIRO et ALBA VEGA, 2012). Mais qu'en est-il des espaces urbains qui sont touchés par le commerce transnational?

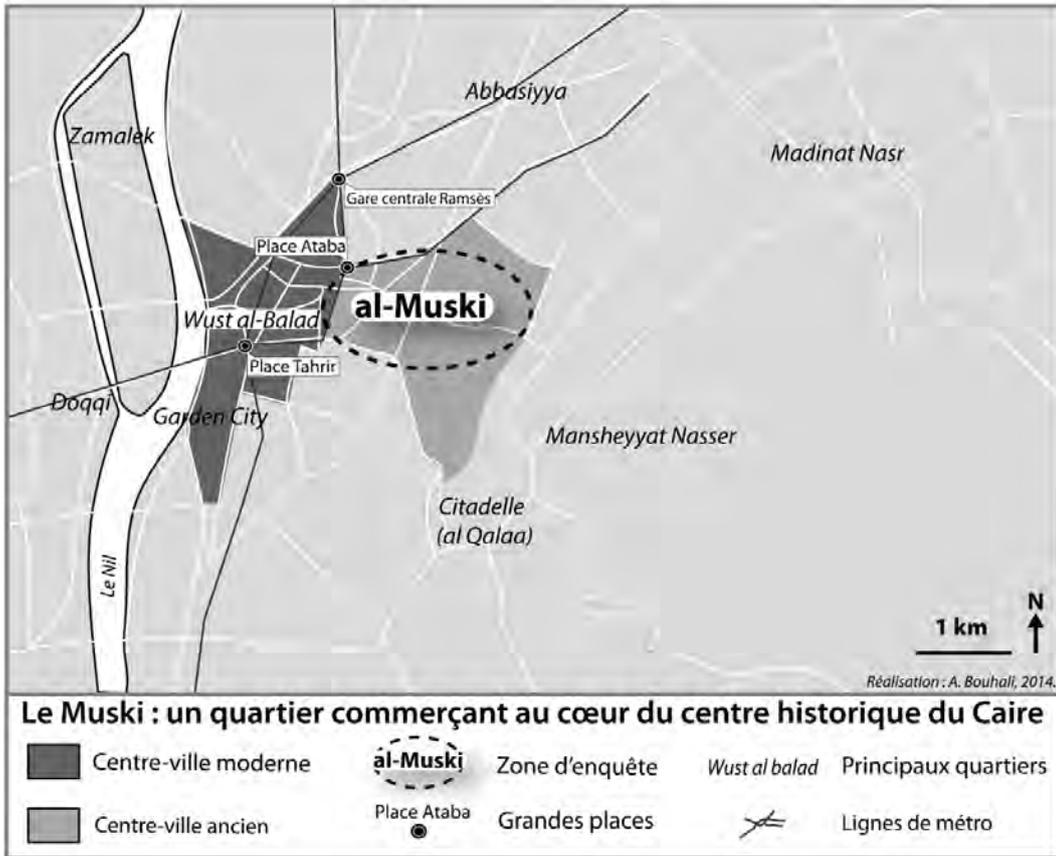
Pour comprendre ces transformations urbaines à l'œuvre, il est nécessaire de proposer une lecture multiscale de ces quartiers, entre logiques globales – celles du commerce transnational – et logiques locales, mais également de considérer les niveaux intermédiaires. En effet, « *s'en tenir à la dialectique du local et du global ne suffit pas à saisir la puissance des mutations en cours tant celles-ci questionnent l'État tout en pointant des formes d'autonomisation, de contournement et de négociations plurielles*¹⁴ ». Les jeux d'échelle sont donc indispensables pour la bonne compréhension du fonctionnement de ces places marchandes et pour en expliquer les recompositions.

Enfin, lorsqu'il est question de la ville marchande, il est nécessaire de se pencher aussi sur la ou plutôt les clientèles qui sont les destinataires de ces produits d'importation, et d'envisager également une géographie de la consommation dans ces places marchandes. En commercialisant de nouveaux produits de consommation courante à des prix très bas, les importateurs du *made in China* ne diffusent-ils pas avec ces marchandises de nouveaux modes de consommation? Nous pouvons nous demander si, à cette globalisation des circulations marchandes, ne répond pas une globalisation des modèles de consommation et des pratiques. Cela nous permettra également d'interroger concrètement la réalité de ce « *marché des pauvres* » (SPINOUSA, PÉRALDI et FOUGHALI, 1995), nouvelle antienne du marketing international. Ces formes du commerce, qualifié d'« informel » dans la littérature mais aussi dans le discours des acteurs institutionnels et des acteurs du commerce eux-mêmes, et ces produits ne s'adressent-ils qu'à des classes populaires, tout juste entrées dans une petite prospérité toute relative? Nous émettons ainsi l'hypothèse que la cible de consommateurs de marché du *made in China* est plus vaste, et que les petites classes moyennes trouvent aussi dans ces filières une source d'approvisionnement importante en biens de consommation modernes.

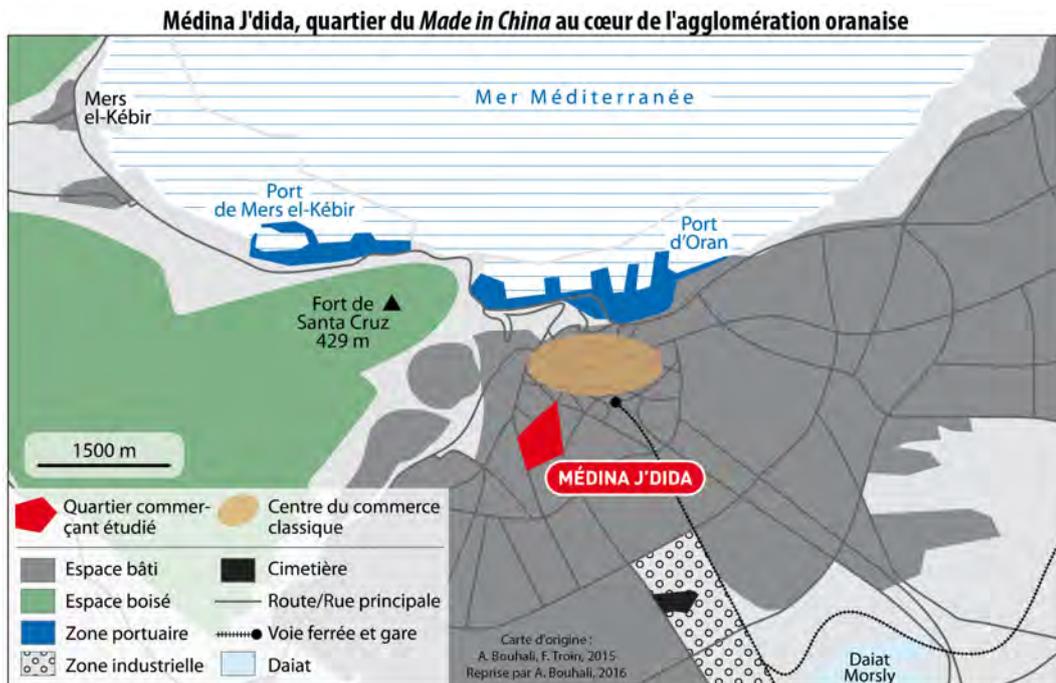
Pour répondre à ces questions, nous avons fait le choix d'une comparaison entre deux centralités marchandes, Médina J'dida et le Mūsūkī, afin de mieux distinguer les logiques propres aux processus de la mondialisation non hégémonique et de mieux comprendre leur articulation avec la ville. Pourtant, ce choix méthodologique ne va pas de soi, et c'est ce qu'il s'agit à présent de discuter.

14. Projet de recherche MONDIS « Mondialisations discrètes », 2012, non publié.

CARTE 0.1 – Le Mūsī au Caire : un quartier commerçant au cœur de la ville ancienne



CARTE 0.2 – Médina J'dida : le quartier du commerce *made in China* au cœur de l'agglomération oranaise



Faire le choix de deux terrains : pourquoi et comment comparer deux dispositifs du commerce transnational ?

Pourquoi en être venue à une comparaison de deux dispositifs commerciaux ? Une monographie sur une place marchande du commerce transnational aurait eu toute pertinence scientifique. L'étude du Caire d'ailleurs aurait pu se suffire à elle-même. Certes, ce choix est intimement lié à l'actualité politique en Égypte, le projet de thèse ayant démarré au moment des printemps arabes, et il a donc fallu envisager la possibilité de ne plus pouvoir aller au Caire pendant trois ans. Côté algérien, le choix est lié à des opportunités de recherches, tant du point de vue du sujet de recherche que de celui des conditions matérielles de la recherche. Cependant, l'apport méthodologique de la comparaison est réel, tout en n'étant pas exempt de défauts et de biais qu'il faut soulever ici.

La comparaison : un choix par défaut ? ¹⁵

La découverte du Caire et l'impossible terrain de thèse : comparer, un choix sous contrainte

Le point de départ de ce travail de recherche est la réalisation en 2008 d'un premier terrain de deux mois effectué dans les périphéries du Grand Caire, à la recherche des quartiers résidentiels fermés alors en plein boom, et de leurs habitants. Alors élève à l'ENS de Lyon, je souhaitais partir faire du terrain à l'étranger, plus précisément dans le monde arabe, sans en connaître la langue, ou plutôt « les » langues devrais-je dire, et avec une envie : faire de la géographie urbaine. Plusieurs propositions, le Maroc, l'Égypte, plusieurs encadrants possibles. Ce sera finalement l'Égypte, pour y être allée adolescente sur un de ces bateaux de croisière qui descendent le Nil à la découverte de l'Égypte ancienne, et aussi parce que l'on me dit qu'« *il y a déjà trop de monde au Maroc* » ¹⁶. Ne sachant trop ce que cela signifie, je décide de partir en Égypte sur les conseils et sous la direction d'Olivier Pliez. J'arrivais au printemps 2008 pour passer deux mois au Caire, sans parler l'arabe, et pour étudier un objet urbain mondialisé et sa réécriture dans le contexte égyptien : les *gated communities*, des quartiers fermés situés à l'écart de la ville dense, dans les villes nouvelles de la périphérie du Grand Caire. En anglais et en français, j'interrogeais les nouveaux habitants et/ou investisseurs immobiliers de ces quartiers. Ces habitants, issus des classes moyennes supérieures et des classes supérieures de la société égyptienne, avaient

15. Une grande partie de ce qui suit est parue en 2015 dans la revue *E Migrant*.

16. Je ne saurais trop remercier ici mon enseignante Emmanuelle Bonerandi, MCF à l'ENS de Lyon, prématurément décédée il y a quelques années, et qui m'a incitée à partir, ainsi qu'Emmanuelle Boulineau, également MCF à l'ENS, qui a accepté de me suivre pendant cette première expérience de recherche.

acheté des appartements ou des villas à l'intérieur de véritables oasis de verdure et de richesses, situées au cœur du désert, cachées derrière de hauts murs ou des grilles, et dans lesquelles se trouvaient des immeubles flambant neufs mais vides, de vastes *malls*¹⁷ parfois complètement déserts et des clubs privés très sélects aux greens de golfe toujours impeccablement verts. Mais les difficultés d'accès à ces quartiers périphériques, dont la visite nécessite de passer plusieurs heures en leur atmosphère étrangement aseptisée et calme après l'animation des quartiers plus centraux, de même que leur caractère déconnecté de la réalité urbaine à la fois plus lourde et plus palpitante du centre-ville, ne me donnent pas envie de poursuivre l'expérience des périphéries cairottes pour un second travail de recherche.

Après une année passée à préparer l'agrégation, puis une année plus libre, entre commencement du long apprentissage de la langue arabe et expériences professionnelles à l'extérieur de l'université, je prends la décision de terminer mon master et de commencer une thèse de géographie dans la foulée. Olivier Pliez, à la suite de ses recherches sur les routes de la soie, qu'il avait remonté depuis le quartier du Mūsī jusqu'en Chine (PLIEZ, 2007), me propose alors d'étudier non pas les routes et les réseaux commerciaux de ces produits, mais un de leur ancrage : le Mūsī au Caire. Inscrite à l'université Paris X à Nanterre auprès d'enseignants-chercheurs travaillant sur les Suds, je suis intégrée grâce à Olivier Pliez dans un programme de recherche ANR Jeunes chercheurs sous la direction de la socio-anthropologue Sophie Bava et dont l'objet d'étude sont les circulations religieuses. J'obtiens ainsi un financement pour retourner au Caire faire un nouveau terrain et préparer mon projet de thèse, avec comme mission d'étudier la circulation et la vente des produits religieux dans le centre-ville historique du Caire, au Mūsī. Des quartiers résidentiels périphériques, il s'agira cette fois-ci d'aller dans le cœur de la ville, dans les quartiers les plus anciens de la capitale. Plus de longs trajets en taxi jaune, qui sont devenus entre temps noir et blanc : il faudra désormais marcher beaucoup et prendre les transports urbains. Des espaces de consommation très standardisés des catégories les plus riches et les plus occidentalisées de la population égyptienne, je devrai étudier les marchés populaires, bien plus animés et plus densément fréquentés. Après les espaces artificiellement verts, calmes et aérés de la périphérie, les enquêtes auront lieu dans les rues étroites et sinueuses, dans l'atmosphère lourde et polluée du cœur de la ville. Enfin, de la langue anglaise et française, il faudra dès lors passer à l'arabe pour les enquêtes, et qui plus est à l'arabe égyptien, auquel je m'initie en suivant des cours d'arabe moderne à l'Institut national des langues orientales (INALCO).

Mais au début de l'année 2011, le projet est compromis, les financements sont sus-

17. Un *mall* est le terme anglais qui désigne un centre commercial, aujourd'hui d'usage courant en Égypte pour désigner les espaces commerciaux modernes.

pendus et le terrain est arrêté avant même d'avoir commencé : les manifestations populaires commencées à la fin de l'année 2010 aboutissent le 25 janvier 2011 au départ, sous la pression de la rue, du président Moubarak et ouvrent une période d'incertitude politique forte, pour les Égyptiens bien sûr, mais aussi pour les chercheurs. La représentation de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), qui devait m'accueillir scientifiquement, ferme, et ses chercheurs, après avoir été bloqués chez eux, sont finalement rapatriés. La recherche de terrain se transforme en recherche en bibliothèque et en la rédaction d'un mémoire théorique, proposant un état de l'art sur la question des circulations commerciales en Égypte. Enfin, le choix du Caire et de ses quartiers centraux comme unique terrain est suspendu à un apaisement des tensions politiques, et le projet de thèse tel qu'initialement prévu doit être modulé face au risque de ne pouvoir faire du terrain au Caire pendant les trois années que doit durer le financement doctoral.

La question de la comparaison s'est alors posée, à la fois comme option devant permettre la réalisation de la thèse, en conservant le même objet d'étude – des marchés urbains en centre-ville face à la mondialisation – mais en changeant éventuellement de pays d'étude, et surtout comme méthodologie de travail. De la monographie du quartier-marché du Mūsī, j'envisage alors une étude comparative, Le Caire et le marché du Mūsī devenant un terrain parmi d'autres, avec la possibilité de devoir l'abandonner en cours de route au gré des événements politiques. Les travaux de P. Gervais-Lambony avaient ouvert la voie à la comparaison en géographie urbaine à la fin des années 1990, suite à la publication de son étude comparée très fine de la citadinité à Harare au Zimbabwe et à Lomé au Togo (GERVAIS-LAMBONY, 1994). Plusieurs thèses comparatives avaient été soutenues brillamment depuis le début des années 2000 (SPIRE, 2009; FLEURY, 2007; CHOPLIN, 2006; MORELLE, 2006; SALIN, 2002) et montraient ainsi qu'il était envisageable, théoriquement mais aussi concrètement, de multiplier les terrains au cours des quelques années dédiées à la recherche doctorale.

Progressivement, l'idée s'est donc imposée d'étudier non pas le dispositif commercial cairote lui-même mais plutôt de se pencher sur l'étude d'un pan de dispositifs commerciaux transnationaux ancrés sur les routes de la mondialisation discrète à l'intérieur du monde arabe. Il s'agissait en effet d'étudier le lien entre commerce transnational et fabrique de la ville, et notamment la transformation de centralités commerciales en ville, plutôt que d'étudier une ville particulière face au commerce transnational. Ceci afin de monter davantage en généralité sur les questions de commerce transnational et de fabrique urbaine.

Croiser les terrains, mais quels terrains? La découverte de l'Algérie

Ne souhaitant pas abandonner le terrain cairote malgré la conjoncture politique sensible, il semblait néanmoins raisonnable de trouver un autre terrain permettant d'étudier l'inscription dans la mondialisation et les réseaux du commerce transnational de places marchandes intra-urbaines et ses conséquences sur le tissu urbain originel. L'Algérie m'est apparue alors comme un choix de terrain tout à fait pertinent.

Dans un premier temps, cette décision trouvait ses racines dans le contexte de construction de la recherche française en sciences sociales portant sur la mondialisation par le bas. En effet, le cas algérien a été étudié par les travaux pionniers de sociologues, d'abord ceux d'A. Tarrius (TARRIUS, 2002) puis ceux de M. Peraldi (PERALDI, 2001a, 2002) qui ont tous deux travaillé sur le « *comptoir marseillais* » (TARRIUS, 1995) et ses activités commerciales informelles. Les deux chercheurs ont montré que les activités économiques de cette centralité immigrée étaient tributaires de la mise en place d'un commerce « *au cabas* », dit aussi « *commerce à la valise* », entre l'Algérie et la France. Ce commerce, mené par les « *fourmis* » de la mondialisation travaillant et vivant entre la France et l'Algérie, bénéficiait de l'état de pénurie qui régnait alors dans l'Algérie socialiste des années 1980. Des migrants transnationaux circulaient entre les deux rives de la Méditerranée et répondaient ainsi aux besoins de consommation de la population algérienne en lui procurant des produits achetés en France. Suite à la fermeture au début des années 1990 des frontières françaises aux Algériens en raison de la montée du terrorisme, les travaux de recherche réalisés sous la direction de M. Peraldi ont montré que ces petits commerçants se sont ensuite tournés vers d'autres espaces marchands plus favorables à cette forme de commerce au cabas. Ils sont ainsi allés toujours plus loin vers l'est de la Méditerranée pour acheter des conteneurs en Turquie et à Dubaï, avant de partir en Asie du Sud-est, « la » source des produits de consommation courante vendus à bas prix dans le monde entier. Le commerce transnational en Algérie avait ainsi fait l'objet de nombreuses publications avant ma thèse et également tout au long de ma recherche doctorale (SPIGA, 2002; BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012; KERDOUD, 2012), ce qui me faisait bénéficier d'un socle théorique et empirique solide, utile pour ensuite me saisir du cas égyptien, un peu moins étudié (DORON, 2006; PLIEZ, 2007).

Dans un second temps, l'Égypte et l'Algérie sont les deux pays les plus peuplés d'Afrique du Nord, et sont de fait les deux principaux centres de consommation d'articles *made in China*. Ils s'apparentent, de plus, à des « *Etats entrepôts* » (IGUÉ et SOULÉ, 1992) qui continuent à développer un commerce de réexportation de ces produits importés de Chine en direction d'autres pays de la région nord-africaine, notamment vers la Tunisie et la Libye dans le cas algérien (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012; DORON, 2015), et vers l'Afrique

sub-saharienne dans le cas égyptien (BAVA et PLIEZ, 2009).

Dans un dernier temps, travailler en Algérie me permettait de bénéficier d'un accueil de la part d'universitaires et de centres de recherche algériens, grâce notamment au Pôle de la Recherche Urbaine en Algérie, un réseau de chercheurs sur l'urbain en Algérie à l'initiative de Saïd Belguidoum. Par l'intermédiaire du programme de recherche EUTAC, « Espaces urbains transnationaux de l'Algérie contemporaine », j'ai pu faire un premier terrain exploratoire et collectif à Oran à la Toussaint 2011.

Néanmoins, si étudier la question du commerce transnational dans ces deux pays se justifiait pleinement, les marchandises *made in China* y étant très visibles tant en milieu urbain que rural depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000, les deux villes choisies ne se ressemblent guère. En effet, Oran et Le Caire diffèrent évidemment par leur taille et par leurs fonctions. Le Caire, capitale politique, économique et culturelle écrasante, domine tout le pays et concentre au sein de son agglomération, le Grand Caire, entre 16 et 17 millions d'habitants aujourd'hui. Oran quant à elle est la deuxième agglomération algérienne et comprend dix fois moins d'habitants (1,5 millions d'habitants environ), ne joue aucun rôle politique – le pays étant extrêmement centralisé au bénéfice de la capitale, Alger, – et voit son rayonnement économique limité aux régions de l'Ouest du pays.

Un critère évident permettant la comparaison serait peut-être l'appartenance à la même aire culturelle, le monde arabe. Mais est-ce suffisant, et surtout, nécessaire pour mener à bien une comparaison? En effet, les travaux de la géographe E. Salin qui a comparé la patrimonialisation à l'œuvre dans les centres historiques de Mexico et du Caire témoignent bien du fait que l'appartenance à une même aire culturelle n'est pas un critère nécessaire pour comparer, et ne justifie pas en soi le choix de la comparaison (SALIN, 2002). De même, M. Morelle, dans l'introduction de sa thèse sur les enfants des rues à Antananarivo (Madagascar) et Yaoundé (Cameroun), insiste sur le fait que comparer deux villes ne nécessite pas obligatoirement l'appartenance à une même aire culturelle (MORELLE, 2006). Enfin, l'historien M. Detienne défend que « *comparer au plus loin* », du point de vue temporel mais aussi spatial, est souvent encore plus frappant et davantage producteur de réflexions que « *comparer au plus proche* » (DETIENNE, 2002). Pour pouvoir comparer, il faut construire des catégories qui rendent possible la comparaison, que l'on compare « *au plus proche* » comme c'est notre cas, ou « *au plus loin* ».

Comment comparer? De la comparaison à la construction de comparables

Que signifie comparer, et comment compare-t-on? Le cadre conceptuel proposé par M. Detienne (DETIENNE, 2000, 2002) et, plus près de mes préoccupations de doctorante, plusieurs thèses en géographie urbaine qui ont choisi une démarche comparative, ont largement nourri ma réflexion.

Si l'on en croit M. Detienne, il s'agit moins de comparer, autrement dit de faire un simple travail d'analogie qui viserait à faire émerger des ressemblances et des divergences, que de construire des comparables qui vont permettre ensuite de monter en généralité et de s'interroger sur une catégorie, elle-même divisible en « *une série de composants conceptuels de plus en plus subtils, lesquels renvoient à autant de questions sur le terme initial* » (DETIENNE, 2002). Dans mon cas, la comparaison entre Le Caire et Oran devient pertinente lorsque l'on s'intéresse non pas aux villes en elles-mêmes, ou à leur agglomération, mais à la question des dispositifs commerciaux transnationaux que sont les places marchandes irriguées par les circulations de produits *made in China*, et dont d'ailleurs Oran et Le Caire n'ont pas l'exclusivité. Ainsi, plus que comparer, il s'agit en fait de « *construire des comparables* » (DETIENNE, 2000).

Comment mettre en œuvre cette comparaison en tant que géographe? En s'intéressant au dispositif commercial comme catégorie, que nous pouvons alors décomposer en objets géographiques propices à la comparaison. Un dispositif commercial transnational est en effet, dans les deux études de cas choisies, une place marchande, elle-même centralité intra-urbaine plus ou moins ancienne¹⁸, aujourd'hui alimentée par des circulations transnationales de produits qui la transforment, non seulement en remodelant son tissu urbain, mais aussi en modifiant les modes de consommation de la clientèle. Dans ces dispositifs commerciaux interviennent également une série d'acteurs, depuis le consommateur individuel, en passant par le vendeur de rue, le commerçant au détail, en demi-gros ou en gros, l'importateur, mais aussi le gestionnaire urbain. Enfin, ce dispositif commercial doit se lire à plusieurs échelles : celle intra-urbaine, celle de la ville et de l'agglomération, celle du réseau commercial de places marchandes à l'échelle régionale, nationale, et enfin transnationale.

En définitive, il ne s'agit pas tant de comparer deux villes *a priori* incomparables que de comparer un même phénomène qui s'inscrit dans plusieurs villes. Quand on revient à l'objet d'étude, la place marchande transformée par le commerce transnational, la comparaison reprend tout son sens. C'est donc le thème conducteur de la recherche qui permet la comparaison et la mise en perspective de ces deux villes. Ici, la question de la mise en place d'un dispositif commercial transnational ancré sur les routes de la mondialisa-

18. Dès le 10^{ème} siècle pour Le Caire, le 19^{ème} siècle pour Oran. Voir chapitre 1.

tion discrète. Une fois ces éléments identifiés, il est parfaitement possible de mettre en miroir les deux contextes urbains, et de comparer les places marchandes d'Oran et du Caire à travers ces sous-catégories.

Apports et difficultés de la démarche comparative

Ainsi, en menant ce travail de comparaison, l'objectif final était de « *mieux comprendre une ville par l'étude d'une autre, et inversement* » (GERVAIS-LAMBONY, 1994) et de mieux pouvoir se saisir de l'objet d'étude, le commerce transnational, en faisant des allers-retours entre Oran et Le Caire, afin de relever les invariants qui seraient propres aux places marchandes globalisées en Afrique du Nord. Aller d'un terrain à un autre terrain est ainsi extrêmement fructueux, car cela suscite à la fois étonnement et prise de distance lorsque l'on change de terrain, de même que cela permet parfois de mieux comprendre un aspect d'une ville après l'avoir observé et étudié dans l'autre. Cependant, comme nous le verrons, cela ne se fait pas sans certains écueils.

Allers-retours entre Oran et Le Caire : étonnement et prise de distance d'un terrain à l'autre

L'apport le plus sensible de mes va-et-vient entre ces deux terrains, et dont témoignent également de nombreux géographes dans leur thèse, aura été tout d'abord l'étonnement que produit un retour sur le terrain après avoir séjourné sur le second, même brièvement. P. Gervais-Lambony écrit ainsi que, « *dans le cadre d'une comparaison, l'observation d'autres lieux facilite un regard différent sur le lieu étudié* » (GERVAIS-LAMBONY, 2003). Faire un détour par un autre terrain modifie sensiblement les questions de recherche. Un point qui ne paraissait pas saillant, un jeu d'acteurs qui paraissait trop quotidien et habituel, une organisation spatiale qui semblait trop « naturelle » ou évidente au Caire, après un détour par le marché de Médina J'dida à Oran, et inversement, reprenait toute sa dimension, et posait vraiment question. Par exemple, la question de l'occupation des espaces publics, commune aux deux quartiers étudiés, est d'abord apparue vraiment côté oranais, car il s'agit là d'un enjeu fort qui agite tous les acteurs de la place marchande oranaise, les consommateurs comme les boutiquiers, les vendeurs de rue et les autorités urbaines.

De même, ces allers-retours entre Oran et Le Caire m'ont permis de me recentrer progressivement sur mon sujet de recherche, la question urbaine. Lors de mes deux premiers terrains à Oran en novembre 2011 puis au Caire en février-avril 2012, en partant de la question urbaine, s'est dessinée progressivement la question de l'approvisionnement des

places marchandes étudiées, et donc des réseaux de places marchandes du commerce transnational vers la Chine. L'objectif était ainsi de saisir l'organisation de ce commerce à l'échelle nationale et métropolitaine. Le deuxième terrain en Algérie, à la recherche et à la découverte des souks « Dubaï » en direction de deux des principales sources d'importation des articles *made in China* dans le pays, s'inscrivait dans cette même idée de comprendre la centralité régionale replacée dans le contexte plus large du commerce transnational en Algérie. Cependant, ce déplacement de place en place sur les routes algériennes du commerce transnational m'a permis de me questionner à nouveau au sujet de la fabrique même de ces places marchandes, et pas seulement des réseaux qui les irriguaient. En effet, se déplacer de marchés en marchés a permis de constater que la construction même du tissu urbain – les magasins, les centres commerciaux – était considérablement affectée par ce commerce. Le troisième terrain algérien au printemps 2013 a été l'occasion de vérifier le dynamisme urbain de ces territoires du commerce : le nombre d'immeubles neufs à l'intérieur du périmètre de Medina J'dida à Oran avait visiblement augmenté en quelques mois. Lors de mon second et dernier terrain en Égypte en 2013, puis en Algérie en 2014, il s'agissait donc de revenir aux lieux, aux marchés et à leur bâti, à la fabrique de la ville par le commerce, après avoir longtemps essayé de comprendre le fonctionnement de ces marchés comme places de concentration de flux puis de redistribution vers d'autres espaces, ruraux et urbains.

Le biais comparatif : lire une ville pour éclairer la lecture de l'autre

Un autre apport important de la pratique de la comparaison est son utilité pour éclairer des aspects parfois difficiles voire obscurs d'un terrain grâce à un détour par l'autre terrain. Il ne s'agit plus ici de renouveler son regard, de redécouvrir certains aspects d'un terrain après avoir séjourné dans l'autre, mais plutôt de chercher des réponses à des difficultés rencontrées sur l'autre terrain.

Par exemple, la question de la circulation et de l'achat de devises en vue de pratiquer l'importation internationale est un enjeu quotidien pour le commerce transnational en Égypte comme en Algérie. Un des moyens d'avoir accès à des sommes qui sont souvent conséquentes, si ce n'est colossales à en croire certains grands commerçants enquêtés en Égypte et en Algérie, est de se fournir sur le marché noir, car le marché officiel n'est pas en mesure de répondre à ces besoins, notamment parce qu'une partie de ces activités d'import est illégale. Des recherches ont été publiées sur les deux pays, l'Égypte ayant eu un marché du change au noir très développé dans les années 1990 (MOISSERON et YOUSSEF, 2005), et l'Algérie présentant une véritable économie au noir parallèle à l'État (BENBOUZID, 1999; BELLAL, 2008). Cependant, pour comprendre ce que cela signifie au

quotidien, comment cela fonctionne, la parole des commerçants était bien plus libre en Algérie qu'au Caire. Moi-même, en tant que consommatrice, ai fait l'expérience à mon niveau du change au noir dans toutes les villes algériennes ou presque où j'ai eu l'occasion de séjourner. Le dialogue était ainsi plus facile et plus direct avec les commerçants algériens qui, une fois la confiance établie, étaient relativement prêts à décrire leurs pratiques et le fonctionnement du marché noir de l'euro, ainsi que leurs « trucs » pour pouvoir faire du commerce avec l'étranger de façon discrète et fructueuse. Les informations obtenues en Algérie ont ensuite permis de mieux formuler mes questions en revenant au Caire, de faire des remarques plus pointues qui témoignaient de connaissances dans ce domaine. Les commerçants égyptiens répondaient alors plus volontiers. Comprendre les échanges financiers côté algérien a ainsi permis d'avoir plus d'informations côté égyptien, ce qui n'est qu'un exemple parmi d'autres situations

Les risques de la comparaison

Cependant, aux côtés de ces atouts indéniables de la comparaison, nombreux et nombreuses sont les géographes qui, après avoir proposé un travail comparatif, mettent en garde contre les écueils voire les risques de la comparaison, des difficultés auxquelles j'ai eu également à me confronter à maintes reprises.

Tout d'abord, j'ai pris conscience de la difficulté d'appliquer concrètement une méthodologie strictement symétrique sur chacun des terrains. Même si le cadre méthodologique était le même – mêmes grilles¹⁹, quoique « grossières », pour les entretiens semi-directifs, même travail d'observation et d'immersion à différents moments pour mieux saisir les rythmes urbains – il n'était pas toujours possible de procéder exactement de la même façon au Caire ou à Oran. Il a fallu adapter les grilles d'entretien, qui étaient plutôt des lignes directrices que des grilles très figées. Les acteurs interrogés n'étaient pas toujours les mêmes selon la difficulté à les approcher et à établir un dialogue de confiance. En bref, il a fallu s'adapter et adapter la méthodologie aux aspérités des terrains.

L'autre difficulté à l'œuvre dans le travail comparatif, et peut-être l'une des difficultés essentielles, consiste en la maîtrise inégale des deux terrains. Choisir de comparer deux terrains, c'est dans une certaine mesure multiplier les éléments bibliographiques, chercher à maîtriser deux contextes historiques, économiques, politiques et sociaux. C'est aussi plus concrètement entrer dans deux sphères linguistiques différentes, l'arabe algérien et l'arabe égyptien étant très différents. C'est également développer des réseaux de connaissances dans deux espaces différents. Le chercheur finalement se retrouve face à deux terrains très complexes, qui mériteraient chacun une étude en particulier. Certains

19. Ces grilles ont été placées en annexe.

chercheurs revendiquent l'un des deux (ou trois) terrains comme étant le terrain principal, « son » terrain, pour reprendre l'expression d'A. Choplin (CHOPLIN, 2006). C'est le cas par exemple d'A. Fleury, pour qui le point de départ de sa recherche a été Paris, un « *an-crage* », une « *grille de lecture* » qu'il revendique, et surtout un terrain dans lequel il a passé bien plus de temps à enquêter et sur lequel il a davantage lu, un terrain pour lequel Berlin et Istanbul ont été des cas lui permettant de toujours mieux revenir à Paris (FLEURY, 2008). Et c'est finalement le choix que j'ai fait moi-même *de facto*, Le Caire étant le terrain-pivot, et Oran le terrain servant de variable à la comparaison. Ainsi, mes enquêtes, et la durée de mes terrains au Caire ont été plus longues. Les séjours de recherche à Oran ont été plus ponctuels, plus concentrés mais peut-être paradoxalement plus efficaces aussi. Finalement, partir à Oran a été bien souvent un moyen de mieux revenir au Caire, avec de nouvelles questions, de nouvelles idées. Faire ainsi une comparaison égale, termes à termes, entre deux terrains semble difficile à mener de front seule, en tout cas dans le temps imparti aujourd'hui à la réalisation d'un doctorat de géographie.

Enfin, une dernière difficulté rencontrée au cours de cet exercice, que je pourrais qualifier *a posteriori* d'épineux, a été le risque latent de lisser les différences entre les deux études de cas, en cherchant des invariants, les « *traits communs* » au-delà des spécificités des villes dont parle P. Gervais-Lambony (GERVAIS-LAMBONY, 1994). Le géographe est conscient de ce risque et appelle à la prudence : le principal écueil de la comparaison est de « *déformer les réalités pour faciliter des rapprochements ou des oppositions intellectuellement séduisantes. (...) Les réalités sont faciles à forcer et les conclusions doivent être prudentes* » (GERVAIS-LAMBONY, 1994). M. Detienne défend que « *le comparatisme est plus vif pour qui prête l'oreille aux dissonances et que met en alerte l'incomparable* » (DETIENNE, 2002), mais une fois sur le terrain, il y avait une certaine facilité à remarquer les accords plutôt que les dissonances. Il aura notamment fallu un premier séjour en Égypte (trois mois en 2012), trois séjours d'un mois en Algérie (été 2012, mars 2013 et mars 2014) et un retour en Égypte (trois mois et demi en 2013) pour saisir une dimension du terrain égyptien qui n'apparaissait pas côté algérien : la question de la patrimonialisation du centre historique cairote et la présence d'un acteur international, l'UNESCO. Est-ce là le manque de prise en compte des différences, signifiantes par ailleurs, ou le travail de comparaison qui se met lentement en place ? Comparer demande ainsi une flexibilité de l'esprit et de l'observation qu'il s'agit de retrouver en quittant un terrain pour l'autre.

Méthodologie et positionnement de la recherche

Faire une ethnographie urbaine des places marchandes du *made in China*

Afin de saisir des objets de recherche qui oscillent toujours entre formel et informel, ou plutôt entre légalité et illégalité, nous avons fait le choix d'une méthodologie qualitative, appuyée sur des enquêtes empiriques réalisées dans nos deux quartiers d'études, faisant la part belle à une « *géographie du regard* » (MOREAU, 2007).

Le choix du qualitatif pour étudier les ancrages locaux de la mondialisation par le bas : la mise en œuvre d'une « *politique du terrain* »

Le choix d'une méthodologie qualitative est tout à fait pertinent pour saisir les places marchandes du commerce transnational dont les transformations urbaines, sociales et économiques dépendent étroitement d'un phénomène difficilement mesurable et quantifiable : la mondialisation non hégémonique. G. Mathews, G. L. Ribeiro et C. Alba Vega justifient ainsi la pertinence d'une approche ethnographique, au plus près du terrain, de la mondialisation et de ses différentes manifestations :

« Il est difficile de comprendre pleinement la mondialisation par le bas. On peut saisir la mondialisation par le haut grâce à des chiffres de vente d'entreprises et à des indicateurs économiques nationaux de différentes sortes. Par définition, la mondialisation par le bas ne produit aucune de ces données; elle ne peut être mesurée grâce à des statistiques économiques car il n'existe pas de telles statistiques fiables, seulement des estimations grossières. Parce que la mondialisation par le bas s'effectue sous les radars de l'État et des institutions multinationales, elle est également insaisissable par leurs appareils de mesures économiques. (...) Cela laisse [la place pour des] chercheurs en sciences sociales qui travaillent typiquement au plus près du terrain : les anthropologues, les sociologues, et les géographes qui s'engagent dans une approche ethnographique, dans l'examen minutieux des gens, de leur vie et de leurs activités quotidiennes »²⁰ (MATHEWS et al., 2012, 5-6).

20. En anglais dans le texte original : "Globalization from below is difficult to fully comprehend. Globalization from above can be grasped through statistics : corporate sale figures and national economic indicators of various sorts. Globalization from below, by definition, provides no such data; it can't be measured through economic statistics because there are no such reliable statistics, only rough estimations. Because globalization from below is below the radar of the state, and of multinational institutions, it is also beyond the reach of their apparatuses of economic measurement. (...) This leaves other social scientists, those who typically work closer

L'appréciation des volumes de marchandises importés d'Asie du Sud-est au Caire et à Oran, directement ou par l'intermédiaire d'autres places marchandes, qui sont ensuite vendus dans les boutiques des deux quartiers-marchés que nous étudions est difficilement réalisable, en raison de l'absence de chiffres fiables. De même, en évaluer quantitativement les conséquences sur les transformations urbaines et économiques de nos deux quartiers d'étude est une véritable gageure, par exemple lorsqu'il s'agit des prix du marché de l'immobilier, des chiffres d'affaires des commerçants, etc. Il n'existe pas à notre connaissance de données précisément collectées, et/ou diffusées auprès du public et des chercheurs, quant aux prix pratiqués sur le marché immobilier de ces deux quartiers. De même, les chiffres d'affaires que les commerçants acceptent de déclarer à l'administration fiscale sont rarement justes, toujours dans l'objectif de payer le moins d'impôts possibles. Bien souvent d'ailleurs, les commerçants ne sont même pas enregistrés comme commerçants, et utilisent des prête-noms pour commercer à l'international ou au niveau local. En ce qui concerne les questions proprement urbaines de planification et d'aménagement urbain, d'application de règles et de règlements d'urbanisme, toutes ces données sont assez floues, que ce soit au Caire ou à Oran, et difficiles à obtenir.

Pour toutes ces raisons, une approche au plus près du terrain est rendue indispensable pour produire des données sur la ville marchande et ainsi en analyser finement les mécanismes et les jeux d'acteurs à l'œuvre. Cela implique la mise en place d'une certaine rigueur du travail de terrain, ce que J.-P. Olivier de Sardan nomme une « *politique de l'enquête de terrain* ». L'anthropologue recommande en effet « *une "politique du terrain" soucieuse de répondre à des exigences de plausibilité et de validité [qui] doit se donner certains repères* ». Il énumère « *quatre grands types de données produites* » : l'observation, les entretiens, les « *dispositifs de recensions* », c'est-à-dire « *des procédures systématiques et intensives d'observation et de mesure* » et les sources écrites. « *A travers ces quatre types de données, le chercheur de terrain tente de construire tant bien que mal une "rigueur du qualitatif"* » (OLIVIER DE SARDAN, 1995), et c'est ce que nous avons essayé de faire lors de nos différents terrains à Oran, au Caire, ou dans d'autres marchés urbains du *made in China*.

Pratiquer l'« *observation flottante* » à Oran et « l'activité prétendue » au Caire : observer et marcher pour construire les terrains

L'observation a eu un rôle majeur tout au long de mes terrains oranais et cairotes. La première démarche vers un souk est en effet un déplacement, pour la clientèle de particuliers et de professionnels, comme pour le chercheur étudiant les espaces marchands. J'ai ainsi passé de longues heures à marcher dans les deux quartiers, pour me repérer

to the ground : those anthropologists, sociologists, and geographers who engage in ethnography, the detailed examination of people in their daily lives and livings". Traduction par nos soins.

tout d'abord, en particulier au Caire où les ruelles, dont le tracé sinueux, hérité parfois de l'époque médiévale, est propice pour se perdre. J'ai également pu mettre en place une « *démarche d'exploration systématique* » (DAVID, 1999, 201), m'aidant à mettre en évidence le plus finement possible les logiques d'organisation de ces quartiers et de leurs espaces commerçants en grandes zones de produits ou de gammes de produits, et d'ainsi distinguer vente en gros, vente au détail, et stockage des marchandises *made in China*.

J'ai également multiplié les observations à des heures différentes et à différents jours de la semaine afin de cerner le rythme et les temporalités des deux quartiers-marchés.

Enfin, l'observation « en marche » m'a également permis de donner des limites au quartier-marché du Mūsī. En effet, autant les limites du quartier de Médina J'dida sont claires, en lien avec la forme du réseau viaire et le fait que quatre grandes artères et des équipements à l'emprise spatiale clairement marquée par des murs (casernes militaires, cimetières, prisons, musées, équipements scolaires, etc.) délimitent bien le quartier-marché²¹, autant au Mūsī, la limite entre zones commerciales et zones non commerciales est beaucoup plus floue, d'autant plus que le quartier est bien plus vaste²². En effet, la pénétration des activités commerciales se fait toujours plus profondément à l'intérieur du tissu urbain, y compris dans les quartiers résidentiels, les *ḥarāt*²³, brouillant ainsi les limites. Cette impression de flou et de diffusion du commerce est également renforcée par le fait que les quartiers anciens, et en particulier la centralité marchande étudiée, n'ont pas de toponyme les désignant. A. Madœuf le notait déjà lors de ces premières enquêtes dans la ville ancienne : « *Comment appréhender la ville ancienne, vaste ensemble de quartiers bien identifiés mais espace sans nom propre, résultat d'histoires passées et contemporaines, de superpositions et de stratifications urbaines ?* » (MADŒUF, 1995). Arpenter les rues et les ruelles m'a ainsi permis de ne pas fixer de limites précises, que l'on pourrait noter sur une carte par un figuré linéaire précis. Au contraire, j'ai progressivement abandonné l'idée de délimiter nettement « mon » terrain, ma zone d'enquête, et ai plutôt choisi de réfléchir par « gradient », en suivant en cela la concentration plus dense ou plus diffuse des activités commerciales.

Cependant, il est important de noter que ces observations se sont faites à un rythme de marche plutôt soutenu. En effet, la pratique de la flânerie, qui serait associée à celle du *shopping*, de la déambulation dans des rues commerçantes ou des magasins, n'a jamais été vraiment possible, en particulier au Caire, parce que les espaces publics, et par excellence la rue située en dehors du quartier d'habitation, ne sont pas des espaces ac-

21. Voir en annexe 2 la carte A.1.

22. Voir en annexe 3 la carte A.2.

23. *Hāra* (au pluriel, *ḥarāt*) : « *c'est ainsi que l'on désignait et continue de désigner un ensemble d'habitations et la voie principale qui les dessert* » dans la ville ancienne du Caire (AMMAR et CHARARA, 1991). Ce terme désigne donc à la fois la rue et le quartier desservi par la rue.

cueillants pour les femmes.

Au Caire en effet, il est tout simplement impossible de marcher au rythme de la promenade. Tout d'abord, la rue au Caire est en général agitée, bruyante et bondée, et nécessite, pour quiconque souhaiterait y marcher, de se frayer un passage entre tous les usagers. Un bon indicateur de l'impossibilité de marcher vraiment dans les rues au Caire : les trottoirs sont au mieux défoncés, au pire inexistant. Celui qui décide de marcher ne se promène pas. Bien au contraire il se rend nécessairement quelque part, tout déplacement étant un déplacement en direction d'un but bien précis, d'une tâche à accomplir, d'une course à effectuer. Flâner le nez au vent dans les rues, caractéristique de l'urbanité de nos grandes villes européennes, est un comportement inapproprié dans le contexte égyptien et exprime à la fois la méconnaissance d'un lieu et nous désigne donc comme étant étranger à cet espace et comme une personne ouverte à la rencontre, y compris à la rencontre amoureuse. C'est encore plus sensible d'ailleurs lorsqu'on est une femme, qui plus est étrangère et non voilée²⁴. Dans les espaces marchands, cela signifie donc être interpellée constamment par les vendeurs, soucieux de vendre leurs produits à une cliente potentielle et aisée, et en particulier les vendeurs travaillant pour les boutiques d'articles touristiques ou de parfums que l'on trouve lorsqu'on arrive à proximité du quartier touristique du Khan al-Khalili, voire être tout simplement importunée.

Cette caractéristique de la circulation piétonne dans les rues commerçantes a donc nécessité l'adoption d'une attitude que j'appellerais l'« activité prétendue », qui consiste à prétendre aller quelque part, et qui implique, au contraire de la flânerie, un rythme de marche soutenu, une attitude corporelle traduisant l'empressement et la maîtrise à la fois de sa trajectoire – éviter les stands, les clientes, les porteurs de charrettes à bras, laisser la place, slalomer, etc. – et de son attitude. Adopter cette démarche autorise alors, et alors seulement, une certaine liberté de mouvement. Cette attitude permet également de choisir l'interaction, avec les commerçants, avec les vendeurs de rue, et non pas uniquement de la subir, en même temps qu'elle permet à celui ou celle qui l'adopte de se fondre aussi dans le flot de clients, et de moins se désigner comme étranger au quartier et plus largement à la ville et au pays.

A Oran, grâce à mon origine pour moitié algérienne, je passais bien plus inaperçue dans les rues de la Ville nouvelle. Le rythme de marche rapide et affairée cairote, agressif, je dois le reconnaître, n'était donc pas de rigueur. Il était possible alors de pratiquer ce que l'anthropologue C. Pétonnet nomme l'observation flottante. Cela « *consiste à rester en*

24. Les femmes qui marchent dans les rues sont plutôt des femmes issues des milieux populaires ou des petites classes moyennes, catégories sociales pour lesquelles le voile islamique est aujourd'hui de rigueur, à l'exception bien sûr des femmes chrétiennes. Les femmes non voilées, qui appartiennent plutôt aux catégories sociales supérieures, ne marchent pas dans les rues, mais se déplacent en voiture et se rencontrent dans des espaces de sociabilité clos, à l'écart de la rue et des autres classes sociales (DE KONING, 2009).

toute circonstance vacant et disponible, à ne pas immobiliser l'attention sur un objet précis, mais à la laisser "flotter" afin que les informations la pénètrent sans filtre, sans a priori, jusqu'à ce que des points de repères, des convergences, apparaissent et que l'on parvienne alors à découvrir les règles sous-jacentes » (PÉTONNET, 1982, 39). Cette démarche favorise ainsi la rencontre liée au hasard, phénomène urbain par excellence, avec des commerçants, avec des clients, et de tirer progressivement des fils de connaissances, des fils de discussions.

Donner la ville à voir et à entendre : faire une géographie vivante du commerce et des places marchandes grâce aux entretiens avec les « *citadins ordinaires* »

L'autre volet important aura été les entretiens compréhensifs, tout d'abord avec les « *citadins ordinaires* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000) qui fréquentent ou qui travaillent dans les deux quartiers étudiés²⁵ : commerçants installés et patrons de leur affaire, vendeurs employés dans les boutiques, vendeurs de rue, clientèle de professionnels ou de particuliers. J'ai également eu accès à des acteurs institutionnels : fonctionnaire des services d'urbanisme à Oran, directeur de district urbain au Caire, chargés de mission à l'UNESCO au Caire.

Lors de ces entretiens ou parfois même simplement lors de discussions rapides, il n'était pas toujours possible de prendre des notes, et encore moins d'enregistrer les discussions. Marcher dans les quartiers-marchés un carnet et un stylo à la main pouvait provoquer de la confusion auprès de mes interlocuteurs, voire interdire toute discussion, car je risquais alors d'être identifiée, surtout à Oran, comme une fonctionnaire des impôts de passage dans le quartier pour un contrôle inopiné. Dans des quartiers dont les approvisionnements sont pour partie non déclarés ou sous-déclarés, la présence d'un fonctionnaire représentant des autorités publiques représente en effet un risque pour les affaires. Cela m'est d'ailleurs arrivé, à Oran en 2013, mais aussi à El Eulma à l'été 2012. Bien souvent, j'ai donc retranscrit les entretiens de mémoire après la demi-journée ou la journée de terrain.

De même, pour plus de discrétion, j'ai fini par n'utiliser plus qu'un *smartphone* pour prendre des photographies des quartiers et surtout des rues et de leurs clientèles, par souci de discrétion et pour éviter toute réaction un peu vive de la part de mes interlocuteurs, méfiants de nature vis-à-vis de l'administration ou des journalistes, une méfiance exacerbée au Caire par la dégradation de la situation politique.

Comparer deux quartiers-marchés situés dans deux pays et dans deux aires linguis-

25. Voir en annexe la grille d'entretiens utilisée au Caire et à Oran.

tiques différentes n'a pas été de tout repos non plus. En prévision de la réalisation de cette thèse, j'avais commencé à prendre des cours d'arabe littéraire à l'INALCO. Une fois sur le terrain en Égypte, je m'étais progressivement formée à l'arabe dialectal égyptien en cours particulier, et j'étais en mesure de faire mes enquêtes de façon relativement autonome, ou en tout cas tant qu'il n'était pas question d'avoir de longs entretiens fouillés et précis avec les commerçants. Après plusieurs semaines de repérage et de discussions informelles et répétées avec différents commerçants, j'ai donc pris le parti de travailler quelques semaines avec des interprètes afin de fluidifier les entretiens, d'en accroître la rapidité, et donc d'en diminuer les désagréments pour les commerçants que j'interrompais dans leur activité professionnelle. Je voulais être sûre enfin de saisir les subtilités et les nuances des discussions.

La présence d'un intermédiaire a nécessairement introduit un biais lors des entretiens, parfois négatif, mais généralement très profitable. Dans le cadre par exemple de ma rencontre avec le directeur du district urbain du Mūsī, qui a pour mission de gérer le quartier, être accompagnée par une traductrice a, je crois, facilité l'obtention d'un entretien « au débotté » : cela me « plaçait » en tant que chercheuse étrangère, donnait un caractère un peu solennel et officiel à la discussion et donnait de l'importance à mon rôle de chercheuse et à celui que j'interviewais. J'ai également noté que certains commerçants ressentaient la présence du traducteur ou de la traductrice comme un gage supplémentaire d'intérêt de ma part et qui leur donnait en retour de l'importance²⁶. Mais, selon la personnalité et également le sexe et la religion de l'interprète, la confiance et le dialogue n'étaient pas toujours au rendez-vous.

Côté algérien, mes connaissances en arabe littéraire ne m'étaient presque d'aucun secours, si ce n'est pour comprendre la teneur globale de discussions basiques. J'ai donc réalisé la plupart des entretiens en français avec des interlocuteurs plus ou moins francophones, ce qui a introduit un biais dans le choix des personnes interrogées. J'ai de fait très peu eu d'échanges avec les vendeurs de rue oranais, qui sont bien souvent des jeunes gens ayant peu voire pas appris le français à l'école, n'étant pas allés suffisamment loin dans leurs études. Au contraire, j'ai une surreprésentation, parmi les commerçants enquêtés, d'hommes âgés de soixante ans et plus qui avaient pour partie été scolarisés dans leur jeunesse dans des écoles françaises et/ou religieuses dans lesquelles l'enseignement se faisait en français. Mais j'ai parfois obtenu de l'aide de la part de collègues chercheurs ou enseignants-chercheurs qui ont accepté à quelques reprises de faire du terrain avec

26. Lors d'un entretien avec notre traductrice, un commerçant, qui a reçu un appel téléphonique pendant l'entretien d'une connaissance, a raccroché après s'être vanté auprès de son interlocuteur d'être « en rendez-vous avec une journaliste étrangère », bien que nous lui ayons précisé auparavant que nous étions chercheuse et non journaliste.

moi et de jouer pour moi les interprètes²⁷.

Avoir accès aux acteurs du commerce, aux professionnels mais aussi à la clientèle, et en recueillir la parole permet ainsi de mieux comprendre leurs stratégies et les motivations à l'œuvre derrière leurs actions. Cela permet de construire une géographie du commerce vivante, sensible, qui ne se contente pas d'une approche distanciée, focalisée uniquement sur les formes urbaines, les produits, le tissu économique du commerce du *made in China*. Car la ville marchande est aussi celle qui est faite et construite au quotidien par les pratiques et les imaginaires des citoyens ordinaires.

Des terrains déjà bien étudiés : déceler la nouveauté et les transformations imputables au commerce transnational

Enfin, aux côtés de ces sources visuelles et orales, j'ai également utilisé des sources écrites, pour reprendre la typologie de J.-P. Olivier de Sardan, plus exactement des recherches scientifiques qui avaient été faites sur les deux quartiers étudiés, de même que des rapports d'expertises dans le cas du Caire. En effet, tant Médina J'dida que la ville ancienne du Caire ont fait l'objet de nombreux travaux antérieurs à cette thèse, en géographie mais aussi dans d'autres disciplines : des travaux d'historiens spécialistes de l'histoire du Caire, des travaux d'architectes et de géographes, et parfois des documents plus anciens de géographie coloniale dans le cas d'Oran.

Faire un état de l'art approfondi de ces deux quartiers d'étude était un bon moyen pour mieux cerner la construction urbaine de deux places marchandes sur le temps long. Il s'agissait également de comprendre les structures préexistantes expliquant, au moins en partie, l'ancrage de nouvelles circulations commerciales dans ces marchés, et de faire la part entre le rôle des héritages comme facteurs explicatifs et les conséquences les plus contemporaines imputables au développement du commerce transnational dans les rues du Caire et d'Oran.

En particulier, les études les plus récentes, appuyées sur un travail de terrain très approfondi et très précisément décrit, ont été particulièrement utiles à mon travail d'enquête. Parce qu'elles capturaient une image du tissu économique et urbain de ces deux quartiers dix ans ou vingt ans avant nos propres enquêtes, il m'a été possible de mener une comparaison de ces quartiers à des époques différentes. Au Caire, je me suis ainsi beaucoup appuyée sur les études proposées par J.-C. David, A. Madoëuf, L. Ammar et M. Charara qui avaient publié des articles dans une somme dédiée à l'étude du Khan al-Khalili et de ses environs (DAVID, 1999; MADŒUF, 1995, 1997; AMMAR et al., 1999). A Oran,

27. Tous mes remerciements à Samir Rebiai, Fatima-Nabila Moussaoui et Riyadh Chouadra pour leur aide précieuse, respectivement à Sidi Khettab, Médina J'dida et El Eulma.

à la suite des travaux de B. Semmoud (SEMMOUD, 1975, 1995), plusieurs mémoires de recherche de magistère ont été écrits (MOKRANE, 2007), ce qui permettait d'avoir des états des lieux de Médina J'dida à différentes époques.

L'objectif était donc, par ces multiples lectures, de proposer une géographie urbaine fine de ces deux quartiers, sur le temps long, et surtout consciente que la structuration d'une place marchande se fait aussi en prenant appui sur des réseaux sociaux, économiques et spatiaux antérieurs. Le commerce transnational et ses acteurs, lorsqu'ils réinvestissent des centralités commerciales situées au cœur de la ville-centre, les choisissent aussi pour leur longue histoire commerciale et urbaine.

Faire du terrain à Oran et au Caire : un positionnement sous tension ?

En raison de deux contextes différents, politiquement, socialement et économiquement bien sûr, mais aussi parce que j'étais perçue différemment par mes interlocuteurs selon la ville dans laquelle je me trouvais, faire du terrain à Oran et au Caire a nécessité des adaptations, des louvoiements, et des mises en scène différentes, voulues ou imposées par les personnes avec lesquelles je me suis entretenue pendant ces nombreuses semaines de terrain.

Etre une femme dans des espaces masculins : une place à négociier

« *En ville, en droit, rien ne différencie les hommes et les femmes. Mais, du point de vue des normes sociales, au contraire, tout distingue les pratiques féminines et masculines* » (DENÈFLE, 2004, 15). Cette remarque de S. Denèfle est valable tant pour les clientes que j'ai pu observer et interroger que pour moi-même. Etre une femme, jeune, dans un milieu professionnel d'hommes, et dans des espaces publics peu favorables à la présence féminine a ainsi eu des conséquences sur ma façon de faire du terrain, et a sans doute induit des biais dans le choix des personnes à interroger.

Je note parmi les entretiens que j'ai réalisés, et spécialement ceux que j'ai faits seule à Oran ou au Caire, que ceux réalisés avec des hommes âgés auront été un peu plus nombreux que ceux réalisés avec des hommes jeunes. Il m'a fallu en effet apprendre à gérer les tentatives plus ou moins subtiles de quelques commerçants de mettre en place une relation de séduction, parfois d'ailleurs de façon très agressive. Certaines déconvenues ont d'ailleurs entraîné de ma part des stratégies d'évitement de la boutique ou de la rue problématiques, et ont donc modifié ma propre géographie de la place marchande en même temps que cela réduisait un peu mes possibilités d'enquêtes.

De même, les discussions que j'ai eues avec des importateurs de biens *made in China* auront été bien plus professionnelles, d'où peut-être le fait qu'ils soient plus présents dans mon travail. Ces hommes, à la tête d'entreprises parfois importantes, de tous âges d'ailleurs, étaient bien plus disposés à parler de façon professionnelle de leur carrière, de l'histoire de leur entreprise familiale, de leurs stratégies de chefs d'entreprise, voire de la situation économique de leur pays que les commerçants plus petits. Le facteur âge a joué dans un sens très positif en particulier au Caire lors d'entretiens réalisés avec des jeunes gens ayant fait ou faisant des études en langue anglaise dans des universités privées de la capitale. Plus habitués sans doute que d'autres jeunes gens de leur âge à côtoyer des femmes, dans les espaces universitaires par exemple, et/ou plus habitués aussi à côtoyer des étrangers, les discussions ont été plus simples, et très riches.

Enfin, l'accès des femmes aux espaces publics, banal en journée, même s'il n'est pas toujours exempt d'agressions quotidiennes dans le cas du Caire, est bien plus difficile en soirée. Cette situation est frappante à Oran et en Algérie plus largement, car elle est renforcée par les conséquences de dix années de guerre civile pendant lesquelles sortir à la nuit tombée pouvait avoir des conséquences funestes. Elle s'accompagne également d'un discours portant sur la dangerosité des espaces publics, surtout pour les femmes. J'ai ainsi reçu de nombreux conseils me poussant à éviter certains quartiers, soit en général soit à des moments précis de la journée, ou plutôt de la soirée, qu'il a fallu apprendre à évaluer pour mener mes propres recherches.

Faire du terrain n'aura donc pas été de tout repos. Aux biais liés à la méthode qualitative adoptée et décrite plus haut sont venus s'ajouter d'autres biais, liés à mon genre et à mon âge. D'autres sont aussi liés au contexte politique, comme cela a été le cas au Caire, ou encore à mes origines ethniques.

Faire du terrain au Caire en contexte révolutionnaire

Mon arrivée au Caire avait été retardée d'un an par les grandes manifestations de la fin janvier 2015 qui avaient contraint au départ l'ancien président Moubarak. La fin de mon dernier terrain correspond exactement à l'annonce de la destitution du président Frère musulman, Mohamed Morsi, élu pourtant démocratiquement, faite à la télévision par le général al-Sissi le 3 juillet 2013, et aux débuts de la violente répression politique menée contre les divers opposants au régime militaire. Les deux terrains que j'ai effectués ont donc été marqués par le calendrier politique troublé du pays – élections législatives de décembre 2011, élections présidentielles de juin 2012, mouvements populaires protesta-

taires contre Moubarak, puis contre les Frères musulmans et le président Morsi, etc.²⁸ – ainsi que par la situation économique qui est allée en se dégradant. Faire du terrain dans un contexte révolutionnaire a représenté à la fois des contraintes et des opportunités pour mon objet de recherche et pour la pratique également de mon terrain. Plusieurs travaux de recherche réalisés par de jeunes chercheurs ont déjà fait état de la pratique de la recherche au Caire en période révolutionnaire (DEBOUT, DU ROY et STEUER, 2015), mettant en relief des conséquences diverses sur la recherche : bouleversement des acteurs institutionnels précédemment en place (DEBOUT, 2012), émergence de nouveaux acteurs (DU ROY, 2014), nouveaux objets de recherche (LACHENAL, 2015). Dans mon cas, je perçois *a posteriori* cette période comme une éclaircie.

Tout d’abord, le sentiment de liberté qui a suivi le départ forcé de l’ancien président Morsi a permis, en dépit des violences urbaines régulières, une véritable libération de la parole politique, une liberté de ton qui a grandement facilité mes enquêtes. Les commerçants avec lesquels j’ai pu m’entretenir parlaient plus volontiers de corruption, des pratiques des acteurs institutionnels, ou même tout simplement des opportunités économiques et politiques que pouvaient donner l’élection d’un frère musulman à la présidence ou sa destitution et le retour de l’armée, en fonction bien sûr des sensibilités politiques de chacun.

En même temps, la tornade politique qui a emporté tout d’abord Moubarak a considérablement bousculé l’architecture des grands organismes en charge de la ville et de sa planification, des ministères et de l’État déconcentré (STADNICKI, 2012, 2015a). Cela a eu des conséquences concrètes : la difficulté d’identifier les bons acteurs en charge de la ville et de son aménagement, la difficulté de les rencontrer, et la difficulté enfin d’identifier quel cadre juridique et législatif s’appliquait en cette période de trouble concernant la gestion de la ville et de l’urbain en Égypte et au Caire. De fait, n’ayant pas accès aux acteurs institutionnels officiels, j’ai dû trouver des biais pour obtenir de l’information, d’où un entretien particulièrement utile et fertile avec des chargés de mission de l’UNESCO qui aura été finalement ma porte d’entrée sur les questions de gouvernance urbaine.

Enfin, cette période troublée a eu des conséquences un peu plus négatives sur la façon dont s’est déroulé mon terrain. Face aux tensions politiques croissantes entre les différents groupes politiques, aux violences régulières et aux discours dénonçant l’ingérence étrangère dans le débat national, la rumeur d’un complot étranger s’est progressivement diffusé, contre les journalistes étrangers, contre les chercheurs²⁹. Certains commerçants

28. Pour un aperçu plus précis de la chronologie des événements politiques en Égypte entre 2011 et 2013 et après, consulter la thèse de l’anthropologue P. Lachenal (LACHENAL, 2015).

29. Cela n’est pas allé en s’arrangeant, bien au contraire. Le 25 janvier 2016 un doctorant en sciences politiques de l’université de Cambridge, de nationalité italienne, Giulio Regeni, disparaissait. Son corps était retrouvé quelques jours plus tard, portant la trace de tortures. Les autorités égyptiennes sont soupçonnées

ont ainsi parfois refusé de me répondre, ou m'ont tenu des propos conspirationnistes concernant mon travail. J'ai parfois essayé des réactions agressives de la part de personnes particulièrement méfiantes ou adeptes de la théorie du complot, jeunes et moins jeunes.

Enfin, cette période troublée et bien moins sûre a eu des conséquences sur mes déplacements, durant mes enquêtes bien sûr, mais aussi au quotidien. J'ai limité les enquêtes à la nuit tombée à des moments exceptionnels pendant lesquels j'étais sûre de voir le quartier densément animé, comme lors du *mulīd*³⁰ d'al-Hussein par exemple, et n'ai ainsi jamais assisté à la fermeture des boutiques, bien trop tardive à mon goût.

Faire du terrain en Algérie : française, algérienne, franco-algérienne ?

Mes différents terrains à Oran et en Algérie se sont passés dans des conditions politiques bien plus calmes qu'au Caire. Pour autant, ils n'auront pas été tout à fait sereins, mais pour des raisons cette fois-ci liées à mon identité, ou en tout cas à mon identité perçue par mes interlocuteurs. Identifiée comme étrangère en Égypte, j'étais par contre identifiée comme franco-algérienne en Algérie en raison de mes origines. D'un point de vue personnel, cela ne s'est d'ailleurs pas fait sans gêne ou sans tension, ne m'étant jamais perçue ou même vécue comme binationale avant de me lancer dans des recherches sur l'Algérie. J'ai d'ailleurs pu expérimenter parfois certaines formes de violence symbolique, en lien avec un passé colonial encore mal digéré par certaines personnes rencontrées au gré de mes enquêtes.

Cette situation a, d'une certaine manière, facilité mes recherches. Elle a fluidifié mes déplacements en ville et à l'intérieur des rues de Médina J'dida³¹, de même qu'elle a pu parfois faciliter les confidences ou les explications de la part de mes interlocuteurs. J'étais immédiatement identifiée comme étant en partie une « locale » qui était donc bien évidemment au fait des réalités du terrain algérien et familière du fonctionnement de la société et des autorités – ce qui, au début, n'était pas du tout le cas bien évidemment – et certains commerçants étaient ainsi plus prompts à la confiance. De même, j'étais recommandée par des commerçants à leur collègue en étant présentée comme une chercheuse franco-algérienne, voire algérienne tout court, ce qui m'a parfois aidée à pousser des portes. Parfois cependant, la discrétion de ma présence m'a aussi joué des tours. J'ai

d'avoir commis ce meurtre.

30. Pluriel de *mulīd* : fête de tradition populaire en Égypte commémorant la naissance d'al-Hussein, petit-fils du Prophète.

31. Quelques heures en mars 2014 passées à Médina J'dida en compagnie d'une collègue anthropologue, blonde aux yeux clairs, m'a donné un bref aperçu de ce que faire du terrain en Algérie en étant étrangère et de façon « exotique » signifiait au quotidien.

essuyé un matin d'enquête de mars 2013 au Derb à Oran de très nombreux refus d'entretiens de la part des commerçants qui me prenaient pour une contrôleuse des impôts : la veille de ma venue, deux jeunes femmes, fonctionnaires des impôts, étaient en effet passées faire quelques contrôles. Cette méfiance m'avait ainsi empêchée de faire des enquêtes pendant quelques jours. Après cette mésaventure, je prenais bien garde de ne plus marcher dans les rues carnet et stylo en main.

Ainsi, bien que l'enquête qualitative soit la plus pertinente face à l'objet étudié dans cette recherche doctorale, ma façon de faire du terrain n'a pas été exempte de biais. Cependant, en en ayant conscience, je crois avoir pu mettre en œuvre des stratégies pour en limiter l'influence sur le résultat final, et réussir à obtenir suffisamment d'informations précises et justes pour comprendre le fonctionnement des places marchandes du *made in China*. La multiplication des entretiens avec tous les acteurs de la ville marchande, la répétition des situations et des questions pour parvenir à des croisements et à des recoupements dans les discours de mes interlocuteurs, l'utilisation d'autres travaux de recherche et la participation à des recherches collectives m'ont néanmoins permis d'atteindre une connaissance fine des processus à l'œuvre dans le quartier. Ceci justifie l'utilisation d'un « nous » plutôt que du « je », comme je me le suis permis dans une partie de cette introduction.

Analyser et comprendre la fabrique de la ville marchande : déroulement de la thèse

Pour dégager les grandes tendances de la fabrique de la ville marchande à l'aide des outils précédemment présentés et tenter d'apporter quelques réponses aux interrogations formulées, l'analyse se déroulera en huit chapitres, qui peuvent être divisés en trois étapes.

La première étape s'intéressera aux rôles des permanences et des héritages dans la fabrique de quartiers-marchés mondialisés. Le premier chapitre cherche ainsi à mettre en évidence le rôle des structurations plus anciennes de ces deux places marchandes, et le fonctionnement multiscalaire de ces quartiers-marchés, insérés en amont et en aval dans les filières du commerce transnational. Il s'agit ainsi à la fois d'espaces connectés à l'échelle globale, des nœuds dans les réseaux de la mondialisation discrète, mais aussi de places qui éclatent ces flux et les dirigent vers des espaces locaux (chapitre 2).

Le deuxième temps de la démonstration se concentre ensuite sur les effets locaux du commerce transnational sur les deux quartiers étudiés. Le développement du commerce transnational se fait tout d'abord au détriment de la fonction résidentielle de ces quar-

tiers : de quartiers habités et pratiqués par la population résidente, ils deviennent de plus en plus des quartiers hyperspécialisés dans les produits d'importation, la fonction commerciale prenant le pas sur la fonction résidentielle (chapitre 3). Les produits qui sont vendus dans les rues du Mūsķī et de Médina J'dida transforment les paysages commerciaux en profondeur, en se substituant aux marchandises produites localement, tout en conservant la forme du souk urbain et ses grandes logiques d'organisation (chapitre 4). Les modifications à l'échelle locale gagnent également les pratiques de consommation de la clientèle de ces marchés urbains, et entraînent la diffusion de nouveaux modèles culturels mondialisés auprès d'une clientèle diversifiée. De nouvelles pratiques et de nouveaux lieux de la consommation se mettent en place. Le Mūsķī et Médina J'dida deviennent ainsi des espaces qui se globalisent culturellement (chapitre 5). Enfin, la modification des paysages urbains se fait à travers un puissant processus de renouvellement urbain, qui entraîne une requalification des espaces urbains, anciennement dégradés, en nouvelles polarités du commerce transnational (chapitre 6).

Dans un troisième temps, nous nous pencherons sur les acteurs à l'origine de ces puissantes transformations urbaines. Ces mutations urbaines se font en effet à l'articulation entre les acteurs institutionnels qui tentent de gérer, de produire et d'organiser la ville, et face à eux les pratiques des citoyens ordinaires qui cherchent à négocier et à contourner les règlements urbains pour aménager la ville marchande (chapitre 7). Parmi ces citoyens ordinaires, le rôle des entrepreneurs marchands dans la fabrique de la ville s'affirme de façon croissante, aux dépens des autres acteurs ordinaires en présence (chapitre 8). L'enjeu est ainsi de questionner les logiques de production de la ville marchande, à l'intersection entre pratiques impulsées par le bas et volonté de mise en ordre par les autorités urbaines.

Chapitre 1

Permanences et héritages urbains et commerciaux de quartiers-marchés anciens

Sommaire

I	Structuration sur le temps long de deux places marchandes	39
I. 1	Médina J'dida : d'une interface entre zone rurale et zone urbaine à un marché mondialisé	40
I. 2	Le Caire : développement d'un centre du commerce international sur le temps long	47
II	Les recompositions urbaines du Mūsķī et de Médina J'dida, témoins d'un développement commercial en plusieurs étapes	58
II. 1	Trois « mutations urbaines » successives à Médina J'dida	58
II. 2	Au Mūsķī, « un quartier construit, reconstruit, modifié » sur le temps long	60

POURQUOI le commerce transnational prend-il place dans ces deux quartiers, le Mūsķī au Caire et Médina J'dida à Oran, et pourquoi pas ailleurs? C'est à cette question, simple mais pourtant essentielle dans un raisonnement géographique, que cherchent à répondre les deux premiers chapitres de cette thèse. Il s'agit de mettre en évidence les ressorts à la fois économiques, urbains mais aussi sociaux à l'origine de l'ancrage des circulations de produits de consommation courante importés dans deux quartiers commerçants *a priori* banals, et montrer en quoi ils sont tous deux des espaces privilégiés d'investigation des dynamiques du commerce transnational et des mutations urbaines qu'il entraîne. Le premier chapitre vise à montrer comment ces places marchandes se sont inventées et structurées, parfois sur le temps long, héritage sur lequel se sont greffées récemment de nouvelles circulations commerciales d'échelle mondiale. Le second chapitre s'attachera ensuite à décortiquer le fonctionnement de ces deux places marchandes comme nouvelles centralités du commerce transnational dans un jeu d'échelles allant du local au global.

Les travaux scientifiques portant sur nos deux quartiers d'étude sont abondants, réalisés à la fois par des géographes, des architectes et des historiens. Leur lecture, réalisée au regard de l'étude des dynamiques commerciales et urbaines contemporaines de ces deux places marchandes, permet de mettre en évidence des structurations anciennes de ces espaces urbains, un terreau favorable remobilisé aujourd'hui par les opérateurs algériens et égyptiens du commerce transnational. Médina J'dida est un quartier dont la création, assez récente si on la compare à celle du Mūsķī au Caire, s'est faite à l'instigation du colonisateur français au milieu du 19^{ème} siècle. D'espace de relégation des populations arabes, de faubourg aux portes de la ville européenne absorbant les populations issues de l'exode rural, elle est devenue progressivement un quartier péricentral de la ville d'Oran avant de s'affirmer comme un quartier commerçant de plus en plus important, rayonnant sur un vaste territoire. Le Mūsķī présente une histoire plus longue et aussi plus complexe. D'abord portion de la ville ancienne du Caire à vocation plutôt résidentielle aux époques mamelouk puis ottomane¹, fonctionnant étroitement avec le centre commercial, artisanal et industriel du Khan al-Khalili et des quartiers alentours, il s'est de plus en plus affirmé comme quartier commercial dynamique, à la faveur d'un déplacement en direction de l'ouest du centre de gravité de la ville. Le nom al-Mūsķī que nous employons, pour plus de facilité², pour désigner la totalité du quartier commercial que nous étudions, désigne

1. L'époque mamelouk s'ouvre en Égypte en 1250 et se termine en 1517, année de la défaite devant les Ottomans (RAYMOND, 1993).

2. A. Madœuf faisait déjà part en 1995 de la difficulté de nommer la ville ancienne du Caire : « *Quant aux Cairetes, ils ne le désignent pas, au quotidien, par un nom générique, mais par des noms de monuments — "al-Azhar" ou "al-Husayn", le nom des deux grandes mosquées qui dominent le quartier — ou de lieux — "Khan al-Khalili", "al-Ghūriyya" ou encore "ākhir Mūsķī" ("au bout de la rue du Mūsķī"). (...) La ville ancienne, sans cesse renouvelée, est toujours en quête de définition* » (MADŒUF, 1995).

une portion seulement de la ville ancienne. C'est aujourd'hui un territoire administratif, le *ḥayy* du Mūsūkī, moins étendu que notre zone d'étude, et surtout une longue rue, la rue du Mūsūkī, aujourd'hui véritable épine dorsale du quartier. Le Mūsūkī tel que nous l'entendons ici est donc la portion qui désigne le tout en tant qu'il se trouve être aujourd'hui le cœur du quartier commerçant contemporain.

L'essor des circulations de produits *made in China* et leur apparition dans les rues du Mūsūkī et de Médina J'dida représentent pour ces deux quartiers une nouvelle strate dans leur développement urbain et commercial, qui ne peut se comprendre finement qu'en en décortiquant les étapes précédentes. Reprendre ces travaux de recherche permet ainsi de mieux distinguer ce qui relève plutôt de l'héritage, des permanences, des constantes, de ce qui peut être directement imputé à la mondialisation de ces places marchandes et à leur insertion dans des réseaux économiques et sociaux globalisés. Ainsi, les échanges commerciaux contemporains de produits *made in China* à destination d'une clientèle constituée de petites classes moyennes et de classes populaires viennent s'inscrire dans des quartiers qui ont déjà fait l'expérience d'une première mondialisation (première partie). Chaque étape du développement commercial s'est accompagnée dans ces deux quartiers de mutations urbaines bien souvent importantes, à l'origine d'un tissu urbain contemporain plutôt hétéroclite qui porte encore la trace de ces différentes mutations (deuxième partie). Développement commercial et développement urbain se répondent donc, dans le passé comme aujourd'hui, les importations massives de produits mondialisés *made in China* contribuant de manière originale à la transformation en profondeur de ces espaces urbains.

I Structuration sur le temps long de deux places marchandes

Les dynamiques que nous proposons d'étudier ne s'inscrivent pas dans des quartiers vierges de toute histoire commerciale et urbaine. Ces quartiers bénéficient d'héritages à la fois en ce qui concerne la forme urbaine – trame des rues, styles architecturaux, formes des bâtiments, monuments parfois très anciens – et la tradition d'une activité commerciale construite sur le temps long³, des permanences qu'il s'agit de souligner dans ce chapitre.

3. Ayman Fu'ād Sayyid rappelle que le développement économique de ce qui constitue aujourd'hui la ville ancienne du Caire a débuté au début du 12^{ème} siècle, sous le gouvernement du vizir al-Ma'mūn al-Batā'hi (1121-1125) avec l'installation d'un hôtel de la monnaie et d'un établissement pour les négociants étrangers en plein cœur de la cité fatimide. Cela marque d'après l'historien « *le début de l'arrivée des commerçants et des négociants dans la cité* » (SAYYID, 1999).

Pourquoi le commerce transnational de biens fabriqués en Asie s'est-il développé, au moins dans un premier temps, dans ces deux quartiers commerciaux précisément, et non en périphérie, comme c'est le cas dans d'autres villes algériennes notamment⁴? Parce que Médina J'dida à Oran et la ville ancienne du Caire dans laquelle se trouve le quartier du Mūsķī, sont toutes deux des quartiers marchands qui se sont structurés sur le temps long et ont su faire fructifier des héritages commerciaux relativement anciens. La mondialisation qui relie aujourd'hui par des réseaux à la fois de personnes et de marchandises Égypte et Algérie et pays asiatiques de production de biens et marchandises courants s'ancre en réalité dans deux places marchandes qui ont connu des étapes plus anciennes de mise en relation avec d'autres espaces urbains à une échelle régionale voire mondiale. Les réseaux d'approvisionnement s'étendent et se diversifient mais les places marchandes demeurent relativement stables.

Nos deux quartiers d'étude sont bel et bien touchés par ce même phénomène, mais à des degrés très différents. Autant le quartier du Mūsķī s'inscrit dans une ville à la très longue tradition urbaine, une grande capitale politique, religieuse, économique depuis plusieurs siècles, et de fait ayant développé sur le long terme des réseaux commerciaux à l'échelle du pays, mais aussi du bassin méditerranéen voire du monde entier, autant Médina J'dida, un quartier né avec la colonisation, ne jouit pas de ces mêmes réseaux et du même rayonnement. Néanmoins, la comparaison permet de mettre en évidence, toutes proportions gardées, des dynamiques assez similaires bien qu'elles s'expriment à des niveaux très inégaux : ce sont tous deux des dispositifs commerciaux et urbains anciens dont les réseaux commerciaux transnationaux se sont récemment saisis, des réseaux qui bénéficient grâce à ces héritages commerciaux, urbains mais aussi de relations sociales autour de l'échange, d'un terreau favorable à leur développement.

I. 1 Médina J'dida : d'une interface entre zone rurale et zone urbaine à un marché mondialisé

La place marchande de Médina J'dida, en comparaison avec le Mūsķī au Caire, est un marché relativement récent et un quartier dont la fondation remonte aux débuts de la colonisation du pays par la France. Les premiers lotissements de ce quartier sont en effet l'œuvre du colonisateur. L'offre commerciale du quartier s'est d'abord construite en lien avec les activités artisanales qui y étaient exercées et la vente de produits agricoles régionaux à destination de la clientèle algérienne, avant de s'adresser progressivement à une

4. Voir notamment les cas des villes de l'est algérien, comme El Eulma (CHOUADRA, 2013; BELGUIDOUM, 2011), Constantine (KERDOUD, 2012, 2015a) ou Aïn Fakroun (BELGUIDOUM et MOUAZIZ, 2010; BELGUIDOUM, 2011).

clientèle toujours plus vaste issue des périphéries résidentielles en croissance. Médina J'dida s'est ensuite peu à peu affirmée comme la place de revente des produits d'importations issus d'abord du *trabendo*⁵ avec la frontière marocaine à partir des années 1970-1980, puis de réseaux commerciaux méditerranéens. L'intégration aux réseaux mondialisés a ainsi été très progressive : elle s'est d'abord faite dans un cadre régional, avec le Maroc situé de l'autre côté de la frontière, puis en relation avec les pays du nord et de l'est de la Méditerranée, étape décisive avant la recherche des produits en direction de la Chine et de l'Asie du Sud-est.

Le dynamisme commercial de Médina J'dida est allé croissant, comme en témoignent plusieurs travaux de recherche qui ont procédé à des recensions précises de cette offre commerciale (SEMMOUD, 1975; MOKRANE, 2007). Ce dynamisme commercial est intimement lié à un dynamisme urbain, faisant de Médina J'dida une place marchande ayant connu plusieurs mutations commerciales et urbaines depuis la création du quartier au milieu du 19^{ème} siècle.

I. 1. 1 Une histoire urbaine ancienne liée à la colonisation

L'histoire de la naissance et du lotissement de Médina J'dida est relativement récente et intimement liée au processus de colonisation de l'Algérie mené à partir de 1830 par les militaires français. Quartier aujourd'hui péricentral, loti par l'État français à partir de 1845, il se trouvait alors aux portes de la ville européenne et était destiné à accueillir une population indigène qu'on ne souhaitait pas voir s'installer dans le centre colonial (LES-PÈS, 1938; SEMMOUD, 1975; PRENANT et SEMMOUD, 1977; BENKADA, 1998; BEKKOUCHE, 2005). Les populations musulmanes, qui avaient fui lors de la conquête du territoire algérien par l'armée française, arrivaient alors massivement en ville, attirées par les possibilités d'emploi qu'offraient le port, les travaux de construction ou encore les fermes coloniales limitrophes. Cette création d'un quartier visant à cantonner les populations musulmanes, à « *contenir cette "population flottante" à l'intérieur d'un espace déterminé et facilement contrôlable administrativement et maîtrisable militairement* » (BENKADA, 1998) s'inscrit dans une politique plus large de création de « *villages indigènes* », d'abord à Oran, puis dans d'autres villes algériennes à la même époque⁶. Le général Lamoricière, commandant la division de la province d'Oran, qui assure en même temps l'intérim du

5. Le *trabendo* est un phénomène né dans les années 1980, formé sur une contraction de l'espagnol *contrabando* (contrebande) qui désigne un ensemble de pratiques liées à la contrebande transfrontalière. Très présent dans la société algérienne, il prend également le nom de *business* à partir des années 1990 en même temps qu'il se développe dans les rues des villes algériennes (PERALDI, 2007).

6. A. Bekkouche mentionne ainsi des opérations urbanistiques similaires à Alger ou Batna menées à la même époque que Médina J'dida à Oran ou dans les quelques années qui ont suivi la création du « village nègre » oranais (BEKKOUCHE, 2005).

Gouvernement Général, ordonne par arrêté du 20 janvier 1845, la création d'un village indigène à Oran (BENKADA, 1998). B. Semmoud fait observer à propos de cette décision qu'« *on pourrait penser qu'il s'agit d'un équipement réalisé au bénéfice de la population indigène. En fait, c'est une opération de cantonnement qui vise à repousser vers le Sud la population indigène qui encombre le plateau Karguentah.* » (SEMMOUD, 1975, 47). D'après l'historien S. Benkada, il semblerait que Médina J'dida ait été constituée initialement de trois micro-quartiers portant chacun la dénomination de « *médina*⁷ » : Médina(t) El Hadar, Médina(t) El-Cherraga et Médina(t) El Abid, micro-quartier dont le nom est sans doute à l'origine du toponyme de « *village nègre* »⁸ par lequel le quartier a longtemps été désigné jusque dans les années 1950 (BENKADA, 1998).

Médina J'dida voit ses limites clairement dessinées par l'érection en 1860 d'un mur d'enceinte qui la fait alors passer de faubourg à quartier intramuros. « *Véritable ville à l'intérieur de la ville coloniale* » à la veille de la Seconde Guerre mondiale (SEMMOUD, 1975), elle accueille de nouveaux arrivants tout au long du 19^{ème} siècle, notamment en lien avec l'exode rural, tout en jouant un rôle de marché à destination de la population musulmane. Elle accueille également progressivement de petits artisans. En 1930 est construit le marché couvert de Sidi Okba qui se trouve toujours au cœur du quartier : « *le Village nègre était devenu le centre d'approvisionnement des quartiers sud et du Sud-Est* » d'Oran (LESPÈS, 1938, 289).

Médina J'dida à l'intérieur de l'Oran colonial s'affirme donc comme un quartier peuplé exclusivement de musulmans et se développe progressivement comme un centre commercial et artisanal dont le dynamisme se renforce tout au long du 20^{ème} siècle. L'activité commerciale du quartier avait débuté avant 1840, c'est-à-dire à un moment où il n'était qu'un agglomérat de tentes installées pour la « *population indigène* » – les fameux « *tentes* » et « *gourbis* » décrits par R. Lespès à la fin des années 1930 – mais les commerces en dur sont véritablement apparus avec le décret de 1845 portant création de la Ville nouvelle. Dès lors, l'activité commerciale puis artisanale n'a de cesse de se développer à Médina J'dida, essentiellement à destination d'une clientèle arabe d'origine rurale puis de plus en plus urbaine. Développement urbain et développement commercial sont ainsi intimement liés, comme le note B. Semmoud : le « *cadre urbain créé et imposé par la ville coloniale a conditionné la concentration très dense des commerces. L'administration coloniale a en quelque sorte tracé des limites. Étant une enclave, Médina J'dida n'a pu "déborder" en tant que centre commercial. Le seul débordement se fait sur le quartier Saint Antoine pour des raisons économiques et humaines* » (SEMMOUD, 1975, 54).

7. « Médina » en arabe signifie « la ville ». Cela désigne également le quartier ancien dans le cas des villes du Maghreb en particulier, par opposition au quartier colonial et moderne qui est lui souvent juxtaposé.

8. « *Abid* » désigne indifféremment en arabe « noir », « asservi » ou « serf » (MOKRANE, 2007)

I. 1. 2 Essor économique de la Ville nouvelle au tournant de l'Indépendance

Le développement commercial de Médina J'dida se poursuit tout au long du 20^{ème} siècle et s'accélère avec l'indépendance au début des années 1960. Médina J'dida connaît alors un véritable essor commercial entre 1945 et 1962. B. Semmoud parle ainsi de la « *période du "boom" économique médinéen, très lié à la progression économique de Médina J'dida, mais aussi et surtout à celle de la population algérienne d'Oran, Médina J'dida étant pour celle-ci ainsi que pour les populations musulmanes rurales de l'Oranie, la 'assima, la capitale* » (SEMMOUD, 1975, 134).

C'est pendant cette période qu'est achevé le marché alimentaire Sidi Okba et qu'est construit le souk el Kettane, marché couvert spécialisé dans la vente de tissu et de vêtement, à quelques pas de la Ville nouvelle. Avant 1945, Oran ne possède que deux centralités commerciales, le centre-ville, aujourd'hui appelé Larbi Ben M'hidi, du nom de l'artère qui le traverse, et le « *village nègre* », comme on le trouve indiqué sur les cartes coloniales, autrement dit Médina J'dida. Le premier est fréquenté par la part de la population à pouvoir d'achat moyen ou fort, constituée pour l'essentiel de la population d'origine européenne, le second réservé aux populations musulmanes à faible pouvoir d'achat. Avec la guerre d'Algérie, Médina J'dida devient un domaine exclusivement algérien, d'autant plus qu'il n'est plus possible à partir de 1961 aux populations algériennes, même aisées, de fréquenter le centre-ville européen.

Cette situation conflictuelle profite alors largement au développement commercial de la ville nouvelle. Entre 1895 et 1972, le nombre de commerces est multiplié par 13, ce qui montre d'après B. Semmoud que « *ce développement ne s'est pas fait pour répondre uniquement aux besoins des descendants des Médinéens [habitants de Médina J'dida]* » mais s'adresse à une clientèle bien plus vaste. Cette très forte croissance touche les secteurs de l'équipement individuel et des articles ménagers, soit une très forte progression des commerces anomaux⁹ qui se fait au détriment des commerces banals, tandis que les commerces et services liés aux activités rurales disparaissent quasiment.

Médina J'dida s'affirme alors aux côtés du centre-ville Larbi Ben M'hidi comme l'un des deux grands centres commerciaux d'Oran au début des années 1970¹⁰. Tandis que

9. Adjectif qui traduit « *la fréquence d'utilisation et de consommation de certains biens. L'anomalisation s'applique à des produits élaborés, d'achat peu fréquent (...) voire exceptionnel (luxes, automobile, etc.) dont le prix est généralement élevé* ». Source : (GASNIER et LEBRUN, 2008).

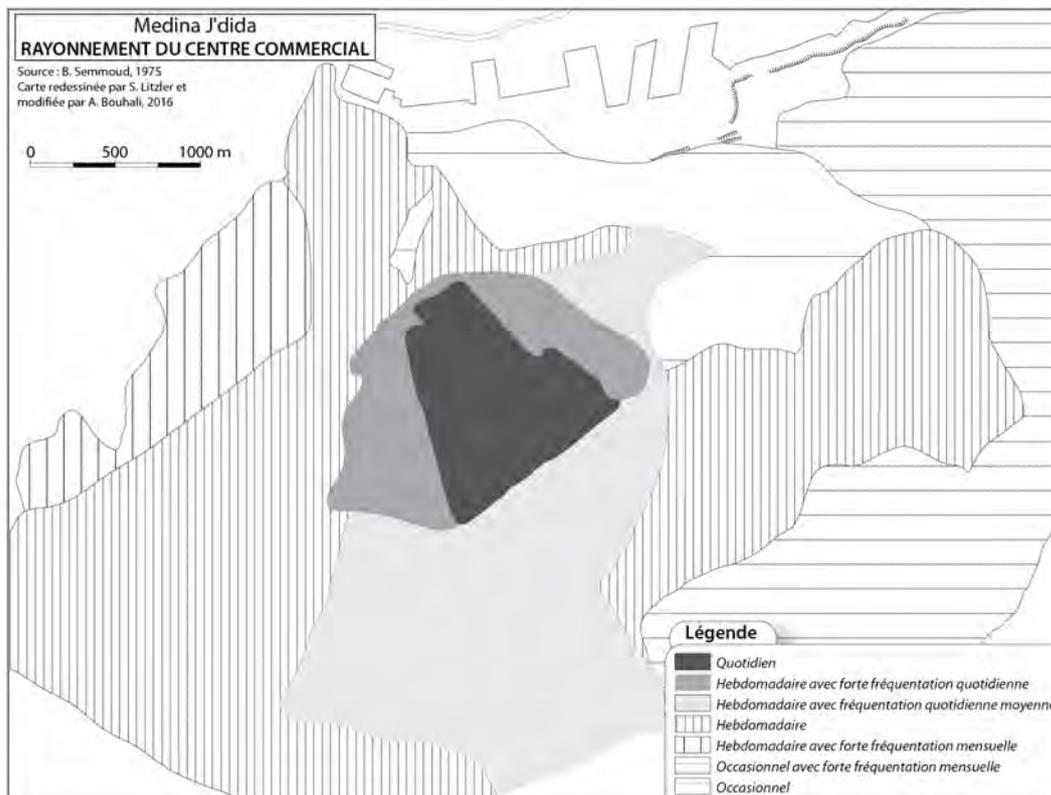
10. B. Semmoud met en évidence l'existence d'une hiérarchie des centres commerciaux au début des années 1970 au sein de l'agglomération oranaise : les deux principaux centres sont Médina J'dida et Larbi Ben M'hidi-Khemissi, « *reliés par un cordon commercial constitué par le centre commercial régional Maata-Boutlelis* ». Suivent quatre « *centres commerciaux de quartier à forte capacité d'autonomie* » que sont le Derb, Eckmühl, el Hamri-Medioni, et Saint-Eugène, des « *noyaux faibles* », c'est-à-dire des « *centres de proximité* », comme Sidi Lahouari, cité Petit ou Choupot, enfin des « *centres de dépannage* », comme à Saint-Hubert ou aux Planteurs (SEMMOUD, 1975, 4).

la rue Larbi Ben M'hidi se maintient comme un centre commercial à destination d'une clientèle aisée à la recherche d'une « *modernité commerciale* », qu'elle trouve dans la mise en valeur des produits exposés derrière les vitrines des boutiques, Médina J'dida « *représente véritablement un centre régional dynamique pour les commerces alimentaires et ménagers [et] a un rôle secondaire au niveau de l'équipement individuel* » (SEMMOUD, 1975, 113). La Ville nouvelle est donc plutôt un centre commercial qui s'adresse à des consommateurs issus de catégories sociales plus diversifiées et surtout plus populaires.

Les enquêtes de B. Semmoud montrent ainsi que la ville nouvelle est à la fois un centre de quartier quotidien et un centre hebdomadaire pour les trois-quarts de la population oranaise. Au début des années 1970, « il n'y a pas un seul Oranais qui ne se rende au moins une fois par an à Médina J'dida » (SEMMOUD, 1975, 117). Son rayonnement est important sur tous les quartiers d'Oran, mais il est « intense et fréquent sur les quartiers populaires et occasionnel sur les quartiers aisés » (SEMMOUD, 1975, 117), comme le montre la carte 1.1 qui localise les zones de chalandise de Médina J'dida et leur périodicité dans les pratiques d'achat. On note ainsi que, au moment des enquêtes menées par B. Semmoud en 1973, toute l'agglomération oranaise vient s'approvisionner à Médina J'dida au moins de façon mensuelle ou hebdomadaire, quartiers centraux bourgeois comme périphéries populaires déjà caractérisées par un étalement urbain important.

CARTE 1.1 – Médina J'dida : rayonnement du centre commercial en 1973

Source : (SEMMOUD, 1975), carte redessinée par S. Litzler, 2016



Médina J'dida au début des années 1970 est ainsi essentiellement un centre commercial de détail, même si on trouve également une petite activité commerciale de vente en gros de produits alimentaires dont les locaux sont situés le long du boulevard Houha, artère qui offre ainsi aux commerçants la possibilité de manipuler les marchandises et de faire stationner les camions de livraison. Le boulevard Houha est également la principale voie de communication vers les villes de Sidi Bel Abbès, Mascara, Tiaret ou encore Alger. Le commerce de détail concerne l'essentiel de l'activité commerciale du quartier, et s'organise selon un modèle centre-périphérie, les activités commerciales les plus dynamiques étant concentrées au cœur du quartier, autour du marché alimentaire de Sidi Okba (SEMMOUD, 1975).

Ainsi, la ville nouvelle est un quartier commercial au sens plein du terme. « *La conscience d'appartenir à un même quartier [y] a été créée, développée et entretenue par la situation de "ghetto" qu'a connue Médina J'dida pendant plus d'un siècle* » (SEMMOUD, 1975, 119). C'est un « *un lieu central* » grâce à son rôle économique et à son rôle d'interface entre ville et campagnes (SEMMOUD, 1975, 135), deux aspects qui pourraient apparaître pourtant contradictoires. Médina J'dida entretient des relations commerciales à différentes échelles.

On voit donc que, dès les années 1970, Médina J'dida est bien un centre commercial puissant, qui rayonne sur un territoire assez vaste, et qui s'affirme déjà dans un domaine particulier du commerce, les biens anomaux. Ce développement montre que les réseaux du commerce transnational qui se mettent en place à différentes échelles à cette époque se greffent à un centre commercial d'ampleur régionale très dynamique, qui a su dès l'indépendance toucher une clientèle très vaste, constituée de catégories sociales assez variées, même si ce sont les catégories les plus populaires de consommateurs qui semblent venir s'y approvisionner le plus régulièrement.

I. 1. 3 Une place marchande de plus en plus spécialisée dans les produits d'importation à partir des années 1970

À partir des années 1970, l'offre commerciale de Médina J'dida connaît une mutation en ce qui concerne les produits vendus. Avec l'indépendance de l'Algérie s'est mise en place une économie planifiée, caractérisée par un monopole étatique sur le commerce extérieur, mais aussi un fort déséquilibre entre une offre de biens de consommation « *comprimée par [ce] monopole* » et une demande de consommation de plus en plus forte, portée par une importante épargne populaire. Médina J'dida devient la place marchande dans laquelle se développe un marché parallèle, alimenté par des « *réseaux d'importation parallèles et de contrebande frontalière* » (MOKRANE, 2007, 130). D'après le géographe

S. Mokrane, ce qu'il appelle « *le secteur informel* », d'abord minoritaire, se met progressivement en place pour répondre à la pénurie en biens de consommation à laquelle fait face la clientèle algérienne, toutes classes sociales confondues. À côté des « *intermédiaires bien introduits qui vont s'installer entre les circuits de distribution étatiques et les commerçants formels, insuffisamment approvisionnés à cause du système de quotas* » et qui leur proposent des approvisionnements facilités moyennant une marge bénéficiaire importante et l'absence de facturation, des réseaux d'importation se mettent en place sous la forme d'une contrebande frontalière ¹¹. Médina J'dida devient alors « la destination première des marchandises et produits divers en provenance du Maroc ou de l'Espagne (Melilla) via le Maroc » (MOKRANE, 2007, 132), en étroite relation avec la ville marocaine d'Oujda située de l'autre côté de la frontière. S'en suit selon les enquêtes et relevés de S. Mokrane un accroissement qualifié de modéré du nombre de commerces à Médina J'dida entre 1972 et 1992 : le nombre de commerce augmente de 16,5% durant cette période.

Médina J'dida s'impose ainsi progressivement à partir des années 1980 comme un des principaux lieux de revente des produits d'importation, et en particulier des produits arrivant par « la valise », autrement dit importés grâce au *trabendo*, un commerce informel qui se pratique entre l'Algérie et l'Europe du Sud dans un premier temps – France, Espagne, Italie – puis en direction de la Turquie et du Proche et du Moyen-Orient (Syrie, Égypte et Arabie Saoudite notamment) (PERALDI, 2002, 2005; BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012).

Les trabendistes ¹² profitent alors d'un contexte social, économique et réglementaire qui leur est favorable. L'accroissement de la population active, liée à l'extension du salariat permanent dans le secteur public, puis dans le privé, entraîne un élargissement du pouvoir d'achat, qui gagne des classes moyennes de plus en plus étendues. Ces couches de plus en plus nombreuses ont des exigences sans rapport avec leurs conditions de vie antérieures en termes de logement, d'équipement, et de consommation courante. La demande en produits nouveaux augmente, attribuant « une qualité supposée propre aux marques étrangères, alors même que le secteur public national en produisait l'équivalent » (PRENANT, 2002, 78), demande à laquelle vont répondre d'abord des émigrés revenus au pays en vacances par bateau, avec en cale leurs voitures chargées d'objets personnels achetés en francs qu'ils revendent en dinars, juxtaposant au marché officiel le *trabendo* (PRENANT, 2002, 79). Le secteur bénéficie également de la suppression des visas de sortie du territoire ce qui va faciliter la mobilité des personnes à l'étranger, et notam-

11. Sur la question de l'économie informelle au moment de la phase dite « volontariste » de l'économie algérienne, consulter l'article de S. Bellal, « Changement institutionnel et économie parallèle en Algérie : quelques enseignements » (BELLAL, 2008). Voir aussi l'article de S. Spiga qui fait état des « nouvelles configurations du système commercial en Algérie » à la suite de la période d'économie planifiée qui s'est achevée en 1989 (SPIGA, 2002).

12. « Trabendistes » est un vocable courant qui désigne ceux qui pratiquent le *trabendo*.

ment celle des trabendistes (MOKRANE, 2007, 132).

Ainsi, une partie des commerçants de Médina J'dida ont pu débiter leur activité commerciale au tournant des années 1980-1990 en pratiquant cette forme de commerce, avant d'accumuler les fonds nécessaires pour s'installer de façon plus durable dans la place marchande grâce à la location ou à l'achat pour les plus riches d'un fonds de commerce ou d'un pas de porte dans le quartier. La voie est donc largement ouverte à l'extension des réseaux du commerce transnational qui se mettent progressivement en place grâce à cette « génération du cabas », à ces entrepreneurs migrants (SPIGA, 2002; PERALDI, 2002).

Ainsi, la structuration progressive de la Ville nouvelle comme place marchande jouant un rôle central à l'échelle de l'agglomération et de la région oranaises y a favorisé le développement du commerce transnational contemporain. Médina J'dida s'est progressivement affirmée comme la place marchande principale pour les populations arabes de l'Algérie coloniale, avant de bénéficier ensuite de l'existence de ce tissu économique et commercial solide pour développer de nouveaux réseaux commerciaux, cette fois-ci à l'échelle régionale, avec le développement du commerce au cabas, prémices à la constitution des réseaux du commerce transnational.

I. 2 Le Caire : développement d'un centre du commerce international sur le temps long

Au Caire, la situation est très différente de celle d'Oran, même si la montée en puissance du centre commercial de la vieille ville en général, et du Mūsķī en particulier, s'inscrit également dans la longue durée. Le Caire occupe en effet une place de choix depuis plusieurs siècles dans un cadre économique, politique et religieux mondialisé, dont les activités artisanales et commerciales du quartier ont su bénéficier. Le Mūsķī s'est affirmé comme le centre du commerce de l'Égypte dès l'intégration du pays dans l'Empire ottoman. La mondialisation du Mūsķī est ancienne, même si on passe d'une échelle nationale et supra-régionale dans le cadre de relations à l'intérieur de l'Empire ottoman à une échelle de plus en plus large, celle du système-monde. Le commerce transnational qui s'est développé à partir des années 1990 dans le quartier a donc bénéficié de ce terreau social, économique et urbain très favorable à son implantation et à son développement, et s'inscrit plutôt comme une nouvelle strate du développement commercial du quartier.

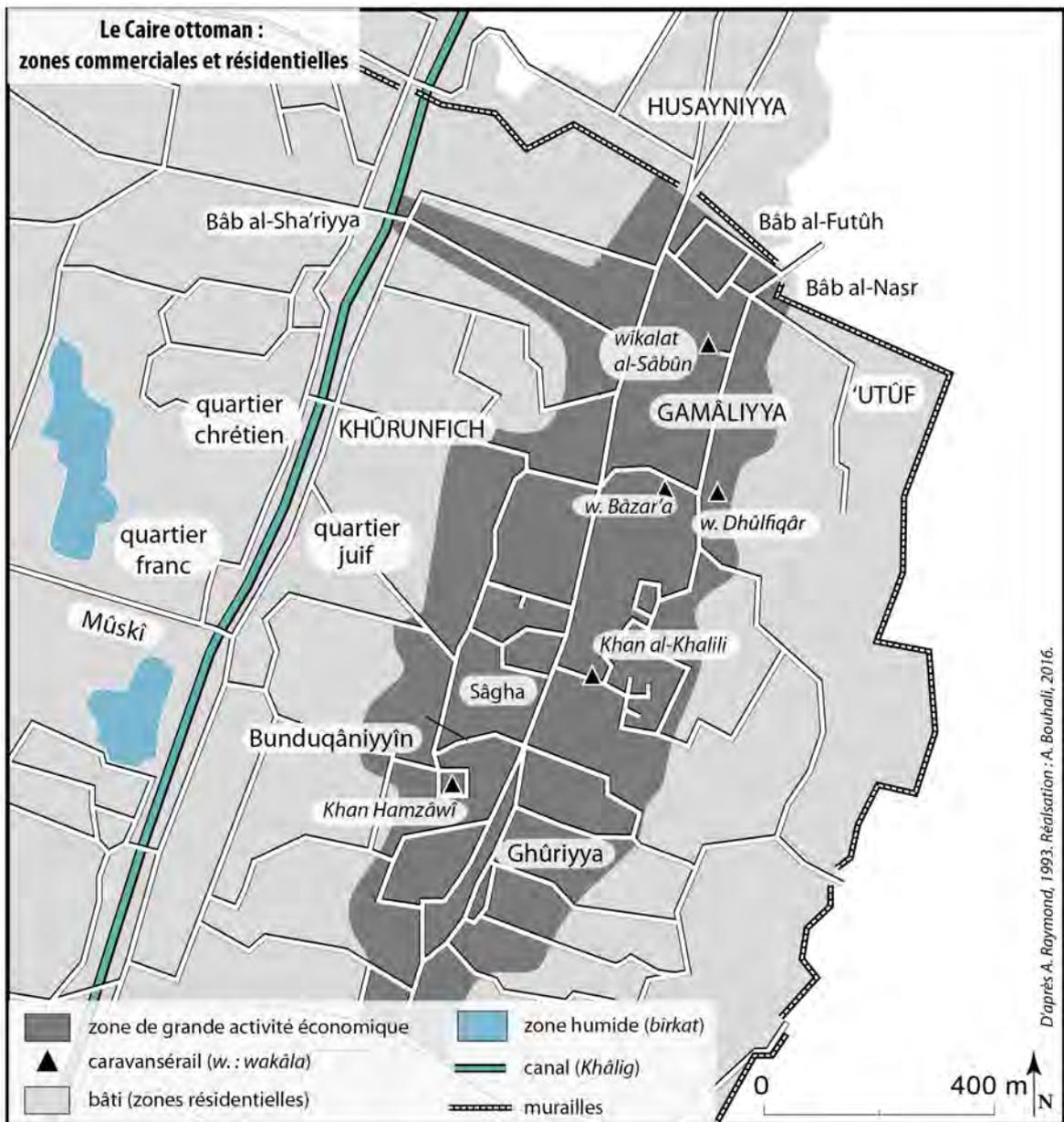
I. 2. 1 Le Caire, centre du commerce de l'Égypte ottomane

Les travaux menés par A. Raymond permettent de mettre en perspective le développement à la fois commercial et urbain que connaît le quartier du Mūsī depuis la fin des années 1990. Les travaux menés par cet historien spécialiste de la ville moderne dans le monde arabe a ainsi montré la permanence dans le temps long de la fonction commerciale de la ville ancienne du Caire, dont le quartier du Mūsī fait partie. La capitale de la province égyptienne était en effet un nœud majeur du grand commerce international du café, des épices et des tissus. S. Denoix *et al.* soulignent qu'« à l'époque ottomane, [la vieille ville du Caire] était au cœur d'un réseau s'étendant d'Istanbul jusqu'en Arabie et parfois en Inde, de l'Anatolie jusqu'au cœur de l'Afrique en passant par la Syrie vers le Maghreb et l'Europe » (DENOIX *et al.*, 1999, 1) ¹³. Dès le 18^{ème} siècle, Le Caire fonctionne comme une grande plaque tournante du commerce international, affichant à la fois des fonctions de production et de consommation. La ville est dès cette époque le plus grand centre de consommation de l'Égypte, car « les besoins d'une population dont le poids relatif était (...) considérable drainaient vers Le Caire une partie importante de la production du pays et entretenaient dans la capitale une intense activité d'échanges » (RAYMOND, 1993, 244).

A. Raymond décrit une ville dont « l'intense activité commerciale des marchés [situés dans le] centre impressionnait habituellement ceux qui en étaient les témoins », et ce dès le 16^{ème} siècle (RAYMOND, 1993, 243). Le quartier autour de l'axe Nord-Sud de la Qaṣaba (carte 1.2), c'est-à-dire le cœur historique de la ville ancienne, était un centre du grand commerce international dans l'Égypte ottomane : « c'est en effet au Caire, foyer de production et consommation, lieu de concentration et de redistribution des produits pour l'ensemble de l'Égypte, centre principal du transit international, que se faisait l'essentiel du trafic commercial de l'Égypte » à l'époque ottomane (RAYMOND, 1993, 243). Son importance commerciale était liée au dynamisme de ses activités artisanales : textile et artisanat de luxe (cuivre, cuir, bois, matières précieuses). À cette époque, le Mūsī n'est pas encore un centre du commerce de gros ou de détail. En situation péricentrale voire marginale dans la ville ottomane, c'est essentiellement une zone résidentielle à destination des populations de catégorie socio-économique moyenne (voir carte 1.2).

13. Les auteurs précisent d'ailleurs que cette situation à l'époque ottomane est elle-même l'héritière d'une situation économique plus ancienne remontant à l'époque fatimide durant laquelle le port de Fustāt a été transformé en « pôle d'échanges et d'activités de premier rang, en détournant la route du grand commerce international par l'Égypte ». Les systèmes politiques suivants, ayyoubide puis mamelouk, ont su « conserver les avantages acquis » et drainer « les richesses des provinces vers les capitales [de leur empire] et principalement vers celle de l'Égypte » (DENOIX *et al.*, 1999, 1).

CARTE 1.2 – La ville ottomane : zones commerciales et zones résidentielles. Source : (RAYMOND, 1993)



La ville ancienne présente un tissu urbain caractérisé par l'existence de très nombreux marchés et caravansérails qui occupaient à la période ottomane une zone d'environ 55 hectares. Elle connaît alors un « *impressionnant essor commercial* » (RAYMOND, 1993, 254) dont l'épine dorsale est située aux alentours des grands centres commerciaux du Khan al-Khalili, du Bunduqâniyyîn, de la Ghûriyya et d'al-Azhar. Le développement des bâtiments à usage commercial accompagne celui des activités économiques et en particulier du grand commerce, et se concentre dans le cœur de la ville ancienne. A. Raymond note une « *extraordinaire multiplication du nombre de ces caravansérails* », qui assurent à la fois une fonction d'entreposage des marchandises avant leur distribution, de magasins

au rez-de-chaussée et une fonction résidentielle avec l'existence de logements dans les étages (RAYMOND, 1993, 252). Les progrès des activités économiques sont surtout concentrés dans la zone de la Gāmaliyya, point de départ de la route du pèlerinage vers la Mecque et de celle du commerce avec la Syrie, ainsi que dans le quartier Amīr al-Guyūsh, qui lui se situe sur la route en direction du port de Bulaq, principal port du Caire alors en pleine expansion.

Néanmoins, d'autres centres économiques se développent également aux portes de la ville traditionnelle et le long des grandes artères qui la desservent : autour de Bāb al-Shā'riyya en lien avec la proximité du port de Bulaq, du Sūq al-Silaḥ et à Rumayla au pied de la Citadelle, ou encore autour de la mosquée d'Ibn Tūlūn dans les faubourgs sud de la ville ancienne. Mais le cœur de la ville traditionnelle, d'al-Qāhira, conserve une prédominance écrasante en dépit de l'essor de ces faubourgs. Ainsi, le quartier al-Ghūriyya « *reste le plus important des quartiers du Caire au point de vue économique* » (RAYMOND, 1973).

La frontière est relativement nette jusqu'à la fin du 18^{ème} siècle « *entre le centre, une ville enfermée dans son enceinte, et les zones extérieures* » (RAYMOND, 1993, 250), donc entre un centre concentrant les activités économiques et les fortes densités urbaines et des faubourgs en développement. Raymond parle ainsi de « *vigoureuse "centralité" de la ville de part et d'autre de la Qaṣaba et autour d'al-Azhar* » (RAYMOND, 1993, 250).

I. 2. 2 Un déclin progressif des activités économiques dans la ville ancienne à partir de la fin du 19^{ème} siècle

La situation de la ville ancienne du Caire comme haut-lieu du grand commerce en Égypte, directement connecté à des espaces commerciaux proches et lointains, voit peu à peu son dynamisme commercial ralentir au cours du 19^{ème} siècle. Avec le développement urbain et commercial d'autres quartiers, elle perd progressivement son rôle de centralité historique.

Le premier facteur expliquant ce déclin relatif est tout d'abord le développement économique d'Alexandrie qui s'affirme progressivement comme la nouvelle plaque-tournante du grand commerce international à cette époque. La ville méditerranéenne entre ainsi directement en concurrence avec la capitale et son cœur économique. Sous le règne de Muhammad Ali (1805-1848), Alexandrie est favorisée par le pouvoir, qui veut en faire une ville tournée vers la Méditerranée. Cette dernière devient le théâtre principal des intérêts diplomatiques égyptiens, tandis que le pays se détourne progressivement de l'Empire ottoman au profit du développement de ses relations avec l'Europe. Le port d'Alexandrie joue ainsi un rôle croissant dans la commercialisation des produits

pondéreux, comme le coton, qui font la nouvelle économie et le nouveau commerce égyptiens, signe de la dépendance économique et bientôt politique croissante de l'Égypte avec l'Europe (RAYMOND, 1993).

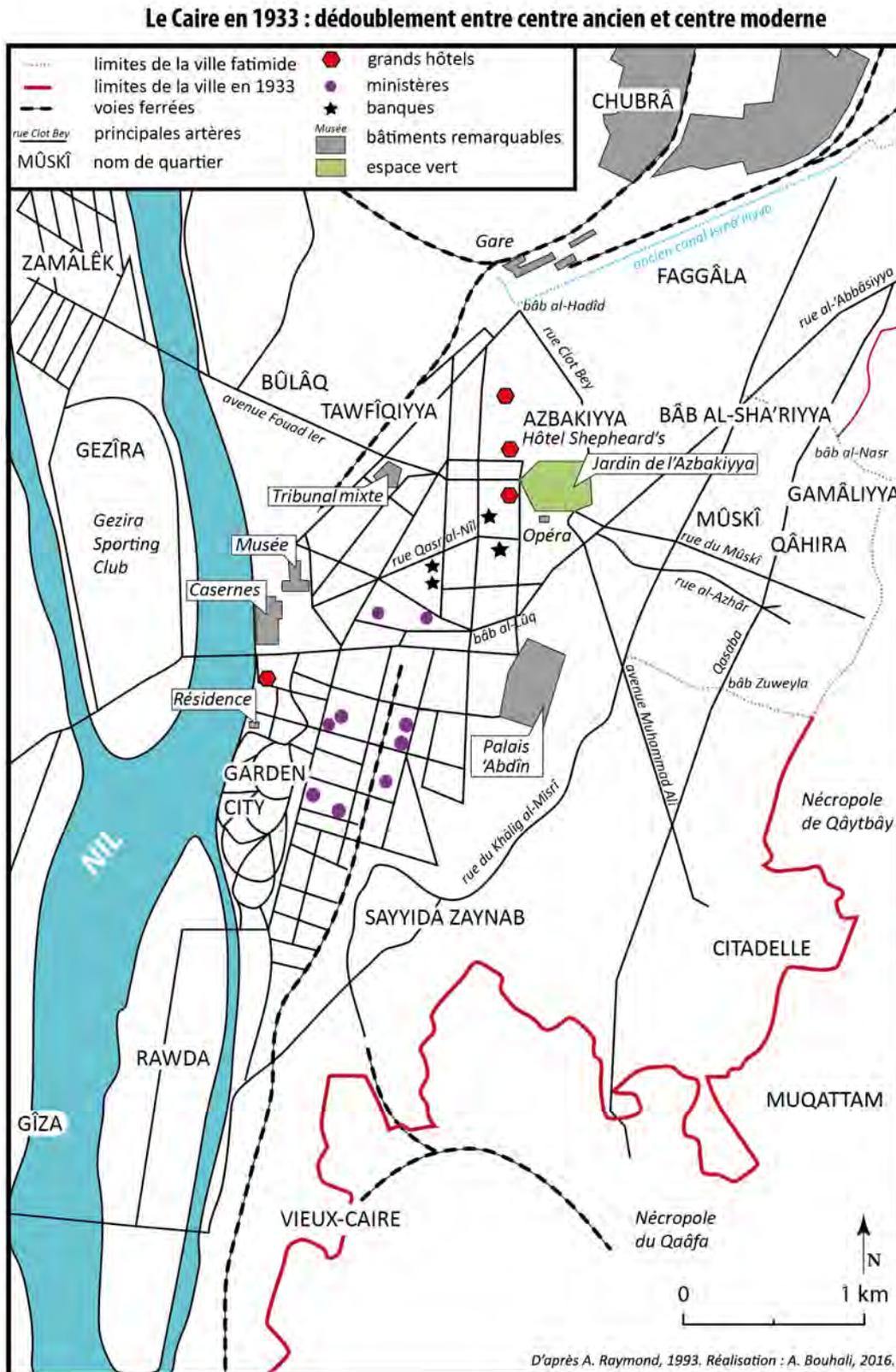
La pénétration commerciale européenne dans l'économie égyptienne est le deuxième facteur explicatif du relatif déclin commercial de ces quartiers. Elle se fait de plus en plus pressante et entre directement en concurrence avec le grand commerce égyptien (commerce du café, du sucre et des tissus précieux). Les effets de cette pénétration commerciale sont clairs selon A. Raymond (1984) : d'une part, la diffusion progressive de produits européens de grande consommation, et plus seulement de luxe, qui chassent progressivement les produits égyptiens des provinces de l'Empire ottoman et pèsent sur le dynamisme de la vieille ville, qui est à la fois un espace de consommation et un espace de production artisanale ; d'autre part, l'entrée de produits occidentaux concurrentiels sur le marché égyptien.

Enfin, le dernier paramètre ayant favorisé le déclin relatif des activités commerciales dans la ville ancienne est à chercher dans les politiques urbaines menées par le nouveau pouvoir en voie d'autonomisation vis-à-vis de l'Empire ottoman. Cette autonomisation s'exprime entre autres par le développement d'un nouveau centre-ville moderne, inspiré de l'architecture occidentale, notamment parisienne, et situé aux portes de la ville ancienne, dont la construction a débuté sous le règne du khédivé Ismaïl (1863-1879). La carte 1.3 montre le dédoublement de la ville du Caire, entre un centre-ville moderne, caractérisé par de grandes percées, de grands boulevards très larges accueillant des immeubles modernes construits selon un « *style nouveau, mi-européen, mi-turc* » (RAYMOND, 1993, 302), et la ville ancienne, dont le réseau viaire reste largement sinueux et étroit, même si le quartier connaît quelques aménagements en particulier sur ses marges.

Ainsi, entre la fin du 19^{ème} siècle et les années 1930, la ville ancienne perd progressivement son rôle de lieu de concentration des activités du grand commerce international. Les riches commerçants qui habitaient dans ces quartiers en partent, attirés par le confort des nouveaux immeubles modernes. Ce mouvement s'accroît avec l'indépendance égyptienne. Les commerçants étrangers et juifs, qui constituaient jusque-là une part importante des habitants et des commerçants des quartiers anciens, quittent à leur tour la vieille ville, en particulier le quartier de la ḥārat al-Yahūd – le « quartier des Juifs » en arabe, traditionnellement le quartier qui concentrait la population juive, sans pour autant exclure complètement la population musulmane – et plus largement le pays¹⁴. L'autre quartier

14. La mémoire de la présence de commerçants et habitants étrangers et juifs dans ces deux quartiers est encore présente parmi les commerçants qui travaillent aujourd'hui autour de la rue du Mūsī, et en particulier dans les souvenirs des commerçants les plus âgés que nous avons eu l'occasion d'interroger. Certains d'entre eux ont commencé à travailler au Mūsī et dans la ḥārat al-Yahūd dès leur enfance dans les années 1940. Les toponymes de ḥārat al-Yahūd et ḥārat al-Ifrang sont aujourd'hui encore utilisés par les

CARTE 1.3 – La ville du Caire en 1933 : un dédoublement entre centre ancien et centre moderne.
 Source : (RAYMOND, 1993, 314)



connu pour avoir regroupé les commerçants étrangers, plutôt chrétiens, et qui se trouvait à proximité de la ḥārat al-Yahūd était la ḥārat al-Ifrang, c'est-à-dire le « quartier des Francs ». Il connaît la même situation.

La ville ancienne tend à devenir « *une cité refuge pour les plus démunis et pour les nouveaux arrivants au Caire; elle se prolétaris[e], ce qui accélèr[e] un déclin qui apparaissait dans son aspect extérieur de plus en plus misérable, et dans son activité de plus en plus réduite* » (RAYMOND, 1993, 330). À partir des années 1940, Le Caire doit en effet faire face à une croissance démographique extrêmement importante¹⁵ qui touche de plein fouet la ville traditionnelle. Les populations rurales migrent en direction des grandes villes mais surtout vers la capitale, et cherchent alors à se loger. Elles s'installent en périphérie du Caire¹⁶ mais également dans la vieille ville. Les quartiers centraux se densifient alors – E. Ehlers décrit ainsi une situation complexe de « *remplissage, de concentration et enfin de congestion des quartiers de la vieille ville* »¹⁷ (EHLERS, 1988) – ce qui provoque la dégradation progressive du tissu urbain, et conduit à une forte paupérisation de la population du quartier.

Les activités économiques se déplacent progressivement vers l'ouest et le nord du Caire, mais bien après la déchéance du khédivé Ismaïl, là « *où s'accumulaient puissance, activité et fortune, et où les signes urbains de cette domination apparaissaient avec ostentation* » (RAYMOND, 1993, 330). Le nouveau centre-ville concentre alors de plus en plus les activités du tertiaire supérieur (grands magasins, boutiques modernes, banques et les principaux hôtels) (carte 1.3) au détriment de l'espace de la ville traditionnelle dont les fonctions économiques stagnent.

commerçants, vieux mais aussi jeunes, qui y travaillent.

15. Voir au sujet de l'urbanisation égyptienne en général et cairote en particulier les travaux du géographe É. Denis, et notamment (DENIS, 1995, 1998; DENIS et VIGNAL, 2006).

16. Les conséquences de ces flux migratoires sur la capitale sont diverses et ne touchent pas seulement la ville-centre. On observe notamment le développement des périphéries urbaines informelles, le mitage des terres agricoles avec la construction de logements en très grande périphérie de la ville ou encore le développement de la politique des villes nouvelles censées accueillir à leurs débuts du moins des programmes d'habitat social à destination des catégories sociales les plus fragiles. Voir notamment l'article de Bayat et Denis sur le développement des quartiers informels au Caire (BAYAT et DENIS, 2000).

17. En anglais dans le texte : « *filling up, condensation and finally congestion of the old city core areas* ». Traduction libre par nos soins.

I. 2. 3 Vitalité des activités économiques¹⁸ dans la ville ancienne au tournant des années 1970

A. Raymond conclut la somme consacrée à l'histoire du Caire par le constat suivant : « *la ville ancienne ne représente plus aujourd'hui qu'un minuscule noyau de 400 hectares, progressivement dévoré par la modernisation de ses franges occidentales, tandis que le Vieux-Caire et Bulaq vivent leurs derniers jours. Cette transformation est récente : la mutation s'est produite vers 1936-1945* ». La seconde moitié du 20^{ème} siècle marquerait ainsi pour lui, comme d'ailleurs pour l'historienne J. Abu Lughod (ABU-LUGHOD, 1971), un déclin de l'ancien centre du Caire qui serait non seulement urbain et social, mais surtout économique. Cet ensemble de quartiers anciens serait devenu minoritaire tant en ce qui concerne sa surface que son rôle à l'échelle de la mégapole cairote, qui ne cesse de gagner en nouveaux urbains à partir des années 1950. Les deux historiens s'accordent pour faire le constat, plutôt amer, d'une vieille ville en crise sociale et urbaine, et dressent le portrait, à partir des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980, de quartiers devenus des zones de relégation économique et sociale, aux activités commerciales et artisanales dépassées voire archaïques, qui permettent tout juste à la population de survivre. Ainsi, les activités traditionnelles qui avaient assuré l'équilibre de la ville ancienne (commerce et artisanat) déclinerait ou ne subsisteraient que comme une « *réserve pour les touristes* », notamment dans les environs du marché du Khan al-Khalili (RAYMOND, 1993, 361). On ferait face ainsi à un processus de « *bazardisation*¹⁹ » du tissu artisanal et commercial de ce quartier, processus qui « *correspond au développement dans des espaces stratégiques (rues et placettes sur des itinéraires centraux) de boutiques pour touristes refoulant les commerces locaux et les ateliers sur les marges* » (TROIN, 2010).

À lire les textes d'A. Raymond, il semblerait que la dégradation sociale et urbaine de ces très vieux quartiers, qui est réelle au milieu du 20^{ème} siècle et dans les décennies suivantes, soit interprétée comme le signe du déclin économique du quartier. G. Meyer souligne également que, « *jusqu'à récemment, les anciens quartiers résidentiels des grandes villes islamiques étaient fréquemment considérés comme des taudis en voie de dégradation sans aucun avenir économique* »²⁰, et ce constat est parfaitement valable pour les an-

18. La vitalité économique des quartiers anciens de nombreuses villes du Maghreb et du Machrek avait été mise en évidence dans l'ouvrage de l'(EQUIPE DE RECHERCHE ASSOCIÉE AU CNRS N°706, 1982). Dans l'introduction au numéro, J. Bisson et J.-F. Troin écrivaient d'ailleurs : « *nous avons tenté de montrer la vitalité économique de nombre de ces médinas, présentées souvent comme agonisantes et hors du temps (...)* ». Cette idée de quartiers anciens ou de ville ancienne, précoloniale dans le cadre colonial, mais pas seulement, montre que le lieu commun de quartiers anciens et donc déliquescents est assez tenace dans la littérature scientifique, que cela concerne les quartiers anciens des villes maghrébines, levantines ou du Machrek.

19. Le néologisme « bazardisation » a été proposé pour la première fois par le géographe M. Berriane, appliqué au cas du Maroc (BERRIANE, 1980).

20. En anglais dans le texte original : "until recently, the old residential quarters of the great Islamic cities were frequently regarded as decaying slums areas without economic future". Traduit par nos soins.

ciens quartiers résidentiels du Caire islamique (MEYER, 1988). Certes, la stagnation voire la détérioration de la situation économique de ces quartiers dans les années 1940 et 1950, et notamment l'augmentation des consommateurs locaux pauvres, ne permettait pas de compenser le départ de la clientèle la plus riche et rendait donc difficile pour les artisans et commerçants du quartier de trouver une clientèle solvable (MEYER, 1988). Néanmoins, les travaux d'architectes, de géographes et d'historiens publiés dans les années 1980 et jusqu'à la fin des années 1990, bien qu'ils ne nient pas du tout les difficultés auxquelles doivent faire face les quartiers qui composent la ville ancienne, témoignent au contraire d'un fort dynamisme industriel et commercial au cœur et dans les marges de la ville ancienne, notamment à partir des années 1970.

R. Ilbert note ainsi au début des années 1980 que ces quartiers sont toujours des espaces commerciaux très dynamiques qui n'ont pas perdu de leur importance à l'échelle de l'agglomération cairote. La ville ancienne « *continue à jouer un rôle essentiel dans l'évolution globale de la cité* » (ILBERT, 1982, 269), et c'est le cas en particulier du cœur économique ancien. Ainsi, « *une bonne partie du commerce de gros continue à s'effectuer dans la vieille ville, qui n'est donc pas réservée aux seuls touristes (Khan al Khalili). On y trouve encore le marché national du tissu, de l'or, des épices, ou plus largement, celui des produits manufacturés non sophistiqués. Pour ces achats, tout Cairete doit, encore aujourd'hui, s'y rendre.* » (ILBERT, 1982, 269). R. Ilbert remet ainsi en cause l'analyse d'A. Raymond qui décrivait au contraire des souks qui ne s'adressaient plus qu'à une clientèle étrangère de passage dans la ville ancienne. Le quartier de la Ghūriyya est lui aussi un espace commercial extrêmement dynamique, « *un quartier véritablement central de la ville ancienne* » qui constitue la « *zone des souks centraux, située le long de l'axe historique Nord-Sud de la ville* » (ILBERT, 1982, 274). Le géographe allemand E. Ehlers note également quelques années plus tard que des quartiers comme le Mūsī ou Bāb al-Shā'riyya sont des quartiers qui ont, à côté de leurs fonctions résidentielles, une grande importance commerciale (EHLERS, 1988, 57).

Certains des quartiers de la ville ancienne connaissent un développement important de leur tissu industriel, en lien avec la politique d'ouverture économique menée par le président Sadate arrivé au pouvoir en 1973 et sa « *politique de la porte ouverte* », l'*Infitah*, politique de libéralisation économique qui modifie en profondeur les conditions économiques du pays²¹. Le boom économique qui en suit l'introduction se traduit entre 1976 et 1983 par une augmentation du niveau de revenu et du niveau de vie standard de la population égyptienne en général et cairote en particulier, en lien avec les migrations massives des travailleurs égyptiens en direction des pays arabes producteurs de pétrole qui font appel à une main d'œuvre arabe qualifiée et non qualifiée. Ces travailleurs envoient alors

21. Concernant l'environnement politique de l'Égypte, consulter (WEISS et WURZEL, 1998).

des fonds depuis l'étranger à leurs familles restées au pays, des remises qui permettent l'augmentation de la demande en biens de consommation courante de la part de la population égyptienne²² à laquelle les entreprises locales entreprennent de répondre. Ces revenus supplémentaires favorisent également le développement d'ateliers et de petites manufactures faisant travailler une main d'œuvre essentiellement familiale²³ qui habite majoritairement dans le quartier (MEYER, 1988).

Ainsi, la petite industrie s'est développée depuis les années 1970 sur une échelle sans précédent dans la ville ancienne. Dans la zone de Bāb al-Shā'riyya, un des quartiers cairotes les plus densément peuplés dans les années 1960-70, des ensembles d'ateliers à plusieurs étages ont été construits, certains accueillant jusqu'à 63 petites entreprises industrielles. La majorité de ces firmes se destine à la fabrication de produits de base pour la consommation (MEYER, 1988). Le quartier de Bāb al-Shā'riyya se spécialise par exemple dans la fabrication de chaussures et de produits en cuir, tandis que le quartier de la Gāmaliyya fournit surtout des ustensiles de cuisine en aluminium (MEYER, 1988), une spécialisation qui fait suite au travail traditionnel du cuivre (dinanderie). E. Ehlers décrit ainsi une tendance dans les années 1970-1980 à la « manufacturisation²⁴ » de très nombreux quartiers de la vieille ville : « *C'est volontairement que ce terme [de manufacturisation] a été employé : il ne s'agit pas d'un processus d'industrialisation à proprement parler, car cela manque des qualités qui sont nécessaires à un tel phénomène. Cependant, il s'agit d'un phénomène décisif pour ces quartiers traditionnels en lien avec une série de conséquences logistiques, infrastructurelles et socioéconomiques qui ont eu des impacts considérables sur le Caire historique²⁵* » (EHLERS, 1988, 61).

L. Ammar, M. Charara et A. Madœuf soulignent elles aussi, dans une enquête réalisée à la fin des années 1990, à la fois la stabilité des fonctions commerciales et industrielles dans le temps et dans l'espace, et également leur dynamisme toujours d'actualité une

22. Selon M.-F. Vernier, « *depuis le milieu des années 1970, l'Égypte est le premier bénéficiaire arabe des envois des travailleurs émigrés dans cette région (...). De 1979 à 1989, les Égyptiens ont envoyé en moyenne chaque année près de 3,229 milliards de dollars contre 2,285 milliards de dollars entre 1973 et 1978* » (VERNIER, 1995). Pour plus de précisions concernant les effets des remises de la main d'œuvre égyptienne émigrée dans les pays du Golfe, consulter l'article de l'économiste M. A. Fadil (FADIL, 1985).

23. G. Meyer note néanmoins dans le recensement qu'il fait à la fin des années 1980 dans les quartiers de Bāb al-Shā'riyya et de la Gāmaliyya l'existence de quelques ateliers employant jusqu'à une trentaine d'ouvriers, même si la taille moyenne de ces petites entreprises reste de quatre employés. Ces employés sont pour la plupart des membres de la famille, proche ou éloignée, du patron (MEYER, 1988).

24. « *Manufacturisation* » : néologisme employé pour décrire le processus de développement d'ateliers et petites manufactures dans des quartiers présentant auparavant une autre fonction, en particulier une fonction résidentielle.

25. En anglais dans le texte original : "*It is with consideration that this term has been used : it is not an industrialization process in the proper sense of the word, because it lacks decisive qualities of such a phenomenon. It is, however, a decisively new phenomenon for these traditional quarters connected with a series of logistic, infrastructural and socio-economic consequences which have had considerable impacts on old Cairo*". Traduction réalisée par nos soins.

dizaine d'années après les travaux de G. Meyer et E. Ehlers : « *dans un espace urbain qui connaît des modifications complexes, la stabilité de certaines fonctions commerciales, la vitalité qui se manifeste dans le commerce de l'or, des tissus, épices, métaux non précieux, l'implantation d'ateliers de transformation ou de commerces quotidiens nous invitent à remettre en cause l'idée du déclin économique des quartiers anciens* » (AMMAR et al., 1999, 151).

On est donc loin du déclin regretté par A. Raymond au début des années 1990. S. Denoix, J.-M. Depaule et M. Tuchscherer notent ainsi dans leur introduction à la somme sur l'histoire du Khan al-Khalili ce dynamisme économique de la ville ancienne du Caire qui a repris dans les années 1970, tout en soulignant une modification nouvelle : l'extension des activités commerciales et artisanales sur les marges du quartier, qui font que le quartier s'étend et déborde du cadre ancien, en particulier de l'axe historique nord-sud de la Qaşaba. Ainsi,

« un regain économique (...) se manifeste depuis une vingtaine d'années dans le centre traditionnel. Ce dynamisme n'a pas entraîné seulement un renouvellement du bâti – qui, comme à la fin du 19^{ème} siècle s'accompagne d'une élaboration de types architecturaux nouveaux – ou une densification de la construction à l'intérieur de ses limites, mais un débordement des activités et des établissements vers la périphérie immédiate (notamment dans les quartiers d'habitation), et au-delà, renforçant la tendance qui vient d'être rappelée. Et même, des réseaux et des relais se sont mis en place ou se sont développés à diverses échelles, à celle du négoce international (mais cela n'est pas vraiment nouveau), ou à l'échelle de l'agglomération cairote, comme c'est le cas de la bijouterie. Le Khan al-Khalili n'est donc plus le Khan. En fait il n'est plus seulement dans le Khan. » (DENOIX et al., 1999, 258).

Ces trois auteurs notent donc dès la fin des années 1990 un très grand dynamisme du tissu économique de ce quartier, un dynamisme qui, pour être parfaitement compris, doit être resitué dans le temps long, comme nous l'avons montré ici dans le cas du Caire.

Médina J'dida à Oran et la ville ancienne du Caire, dans laquelle se trouve le quartier du Mūsī, sont donc toutes deux des quartiers marchands qui se sont respectivement structurés sur le temps long et ont su faire fructifier des héritages commerciaux relativement anciens. Les réseaux du commerce transnational se sont inscrits dans des espaces ayant déjà développé des relations économiques à des échelles régionales voire même mondiales, et dans des rues et des places dans lesquelles le commerce, mais aussi la petite industrie, avaient déjà su s'inscrire et se développer.

II Les recompositions urbaines du Mūsī et de Médina J'dida, témoins d'un développement commercial en plusieurs étapes

Chaque période de développement économique s'est accompagnée d'une nouvelle phase de développement urbain tant à Médina J'dida qu'au Mūsī et plus largement dans la ville ancienne du Caire, qu'il s'agit de mettre en évidence dans cette seconde partie. Le tissu urbain de ces deux quartiers-marchés est aujourd'hui hétérogène car les différents édifices et bâtiments qui le composent sont les témoins de différents cycles économiques. La période contemporaine qui voit le développement du commerce transnational introduit ainsi une nouvelle étape dans les transformations urbaines de ces deux quartiers.

Médina J'dida, dont l'histoire est plus récente que le Mūsī, a connu deux phases de développement urbain depuis sa création pendant la période coloniale, dont elle garde encore aujourd'hui l'héritage, avant la dernière liée au commerce transnational. Quant à la ville ancienne du Caire en général et au Mūsī en particulier, leur développement aura été beaucoup plus long, et surtout plus complexe. Les évolutions commerciales, industrielles et démographiques qu'a connues ce quartier se sont traduites par des transformations importantes du tissu urbain, en particulier à partir de la seconde moitié du 20^{ème} siècle.

II.1 Trois « mutations urbaines » successives à Médina J'dida

Médina J'dida est un quartier plutôt récent si on le compare à la vieille ville du Caire ; mais cette Ville nouvelle en serait déjà à une troisième « *mutation urbaine* » (SEMMOUD, 1975; BEKKOUCHE, 2005), le terme de mutation étant compris comme une « *transformation, [un] changement brusque, [le] passage à une autre qualité* », les changements dans le quartier ayant été profonds, d'une zone d'habitat aux caractéristiques plutôt rurales à un quartier de ville à part entière (BRUNET et al., 1993).

La première mutation consiste tout d'abord en la transformation d'un quartier situé aux portes de l'Oran colonial, qu'A. Bekkouche décrit comme une « *occupation du site qui a dû se faire avec des matériaux de fortune et des tentes* » (BEKKOUCHE, 2005), un envahissement de cet espace aux portes de la ville de « *tentes et [de] gourbis* » (LESPÈS, 1938, 158), en un quartier de la ville. On serait ainsi passé d'un habitat de qualité médiocre, plutôt villageois, à un habitat urbain au tournant du 20^{ème} siècle : « *le passage du village à la ville nouvelle traduit la métamorphose d'une forme d'organisation de l'habitat ru-*

ral à l'urbain » (BEKKOUCHE, 2005), via l'application de différents plans d'aménagement d'inspiration hygiéniste mis en œuvre entre 1867 et 1937. Les populations d'origine rurale continuant d'affluer dans le quartier, les autorités publiques tentent de régulariser les alignements d'immeubles, « où s'élevaient sans cesse de nouvelles constructions, chétives d'ailleurs » (LESPÈS, 1938, 165). Entre 1930 et 1937, « une large percée parallèle de vingt mètres entre la place du marché Lamoricière et le boulevard d'Iéna » (LESPÈS, 1938, 236) est créée afin d'améliorer à la fois la circulation et l'aération de la Ville nouvelle : ainsi est née la place Tahtaha, actuel centre du quartier.

D'après A. Bekkouche, le quartier prend véritablement son essor au tournant du 20^{ème} siècle, ce qui se traduit par l'emploi de matériaux de construction « plus élaborés et plus solides », et par « la réalisation d'équipements, d'immeubles et de maisons de rapport. Ces constructions, un conglomérat d'appartements fondé sur la rentabilité, constitue[nt] le type dominant du logement propre à la Ville Nouvelle » (BEKKOUCHE, 2005). Dans sa thèse, B. Semmoud décrit le résultat du lotissement du quartier voulu par l'administration coloniale comme étant un « cadre urbain original créé de toutes pièces », présentant un plan très régulier, des rues spacieuses, bitumées et hiérarchisées. L'habitat est caractérisé par des « constructions européennes avec balcons ou mixtes avec de larges fenêtres ou de petits balcons et une cour intérieure ». Ce quartier étant prévu à l'origine comme une « résidence d'indigènes », il est dépourvu d'équipements et de services à destination des populations du quartier, et est envahi par les grands équipements urbains (cimetière israélite, industries, prison, etc.) jugés soit trop encombrants pour la ville coloniale, soit produisant trop d'externalités négatives, soit les deux (SEMMOUD, 1975).

La seconde mutation du quartier se produit au milieu du 20^{ème} siècle. Des matériaux de construction plus résistants sont utilisés pour construire « des extensions, des agrandissements et des transformations ponctuelles » qui se traduisent par la construction de petits immeubles de deux étages. Les très grandes densités de population habitante et la sur-occupation des logements ont cependant tendance à occasionner une « taudification » du quartier. Des immeubles d'habitat collectif sont alors érigés sur les marges de la Ville nouvelle dans les années 1950, et doivent se comprendre comme « une solution aux problèmes d'hygiène et de santé publique » posés par cette dégradation de l'habitat (BEKKOUCHE, 2005). La période allant des années cinquante jusqu'aux années quatre-vingt-dix témoigne néanmoins d'une stagnation en ce qui concerne la construction de nouveaux immeubles (BEKKOUCHE, 2005), tandis que le tissu urbain de la Ville nouvelle continue de se dégrader progressivement.

Le quartier de Médina J'dida en serait ainsi depuis la décennie 1990 à une troisième étape de son développement urbain, et à une troisième mutation en ce qui concerne le tissu urbain. B. Semmoud décrit ainsi un « habitat globalement médiocre » au début des

années 1990, et un quartier dans lequel « *les activités de commerce et d'entrepôt phagocytent progressivement l'habitat* » (SEMMOUD, 1995). A. Bekkouche relève quant à elle un important mouvement de renouvellement urbain : le quartier fait preuve d'un « *dynamisme remarquable* » qui se caractérise par la destruction des petits immeubles coloniaux de deux étages et par leur remplacement par des constructions en hauteur, l'utilisation de matériaux modernes et un style architectural relativement nouveau. Ainsi, pour l'architecte,

« la dégradation du bâti est [probablement] une opportunité de renouvellement, un concept en vogue et en faveur des constructions modernes qui rivalisent pour remplacer les petits immeubles. En définitive, Médina J'dida entame sa troisième mutation. Elle est passée de la situation de cantonnement d'une population pauvre, à celle qui présente certains indicateurs sinon d'une ville nouvelle au sens morphologique du terme, du moins d'un site urbain dont les capacités de renouvellement en font un archétype de modernité » (BEKKOUCHE, 2005).

À partir des années 2000, cette rénovation du bâti de Médina J'dida, liée aux dynamiques commerciales en cours, s'accélère considérablement sous l'effet du développement du commerce transnational.

Médina J'dida présente donc un tissu urbain caractérisé depuis sa fondation par sa plasticité et sa capacité à s'adapter et à répondre à des évolutions à la fois économiques et démographiques. Cette souplesse certaine des formes architecturales héritées de différentes époques offre ainsi aux acteurs du commerce des possibilités de transformation et de reconversion nouvelles en vue de mieux adapter la place marchande aux nouvelles formes prises par le commerce depuis la fin des années 1990.

II. 2 Au Mūsī, « *un quartier construit, reconstruit, modifié* » sur le temps long

Le noyau ancien du Caire a également connu de profondes transformations de son tissu urbain, ce dont rendent compte de nombreux travaux scientifiques. Ces transformations se sont fait l'écho des évolutions commerciales et industrielles qui ont touché le quartier ainsi que des mutations ayant affecté la démographie et la croissance urbaine du Caire, en particulier à partir de la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Plusieurs auteurs s'accordent pour contester la thèse selon laquelle la ville présenterait un cadre urbain rigide et parfaitement stable sur le temps long (MADCEUF, 1995, 1997). Certes, Le Caire possède un noyau urbain médiéval qui fait de la capitale égyptienne « *une des plus grandes villes médiévales du monde* » ; néanmoins, la ville ancienne n'est pas seulement « *un conser-*

vatoire de l'antique », mais également une portion de ville qui a été « construit[e], reconstruit[e], modifié[e] » tout au long de son histoire (ILBERT, 1982). Les travaux qui font un état des lieux du tissu urbain à différentes époques, au 18^{ème} siècle et avant (RAYMOND, 1973, 1993), au tournant du 19^{ème} siècle (ARNAUD, 1997), dans les années 1970-1980 (ILBERT, 1982; ZAKARIYA, 1984) ou à la fin du 20^{ème} siècle (MADCEUF, 1997; DAVID, 1999; AMMAR et al., 1999) montrent ainsi que le tissu urbain de la ville ancienne est caractérisé surtout par son adaptabilité et sa réactivité et par une forte interaction entre un milieu urbain et des activités économiques, et ce à toutes les époques.

Les mutations urbaines liées à l'inscription grandissante du commerce transnational dans le quartier à partir de la fin du 20^{ème} siècle font suite à des transformations successives du tissu urbain dans le périmètre correspondant globalement à la ville du 18^{ème} siècle et à ses marges, ce qui explique le constat au début des années 1980 que Le Caire dit « historique » est en fait le résultat d'une « *accumulation urbaine à travers le temps et non [celui] d'une seule fondation qui aurait gardé les caractéristiques de sa naissance* » jusqu'au 18^{ème} siècle (ZAKARIYA, 1984). Ainsi ce qu'en écrit R. Ilbert au début des années 1980 est-il toujours d'actualité aujourd'hui :

« La ville, perçue comme médiévale, ne l'est plus dès que l'on ouvre les yeux. La modernité, conçue aujourd'hui comme agressive et destructrice, l'a toujours été. Le Caire est une ville en perpétuelle mutation et s'il n'est pas évident de dater un bâtiment, c'est parce qu'il est le résultat d'un véritable amalgame. Le vieux centre existe, certes, mais il n'est pas le conservatoire que l'on voudrait y voir » (ILBERT, 1982, 277).

Ces transformations, démolitions et nombreuses reconstructions de la ville sur elle-même durant plusieurs siècles expliquent ainsi la diversité des formes urbaines et de leur époque de construction, une diversité que l'on trouve encore aujourd'hui, en lien avec la domination croissante de la fonction commerciale dans ces espaces.

II. 2. 1 Une centralité en perte de vitesse face au développement d'un centre-ville moderne

Comme l'écrit l'historien A. Raymond, la ville ancienne du Caire est caractérisée par une relative stabilité de son cadre urbain entre les 18^{ème} et 19^{ème} siècles, en tout cas en ce qui concerne le cœur de la ville ancienne, et une continuité certaine quant à la localisation des activités économiques et leur concentration le long de l'axe de la Qaşaba : « *entre 1805 et 1849 la ville ne change guère : rien n'y indique une évolution qui reflète, si peu que ce soit, les mutations profondes que connaît l'Égypte* » (RAYMOND, 1993, 297). Il faut attendre le tournant du 19^{ème} siècle pour voir la structure urbaine être puissamment remodelée sous

l'impulsion du khédivé Ismaïl. Cette transformation ne touche d'abord que les marges orientales de la ville ancienne. Progressivement néanmoins, la politique de grands travaux menée par le pouvoir entraîne de profondes transformations urbaines dans le centre du Caire. On assiste alors à un dédoublement de la centralité de la ville suite à la construction d'un centre-ville moderne d'inspiration européenne sur les marges de la ville ottomane. Cela ne signifie pas pour autant que rien ne se joue à l'intérieur des limites de la ville traditionnelle. On note ainsi au tournant du 20^{ème} siècle un processus de renouvellement de la ville ancienne, qui voit une partie de ses bâtiments reconstruits tandis que sa marge occidentale est touchée de plein fouet par cette politique de grands travaux.

Création d'une ville d'inspiration européenne aux portes de la ville ancienne

Quelques jalons sont lancés sous le règne de Muhammad Ali, bien que ce dernier ait dans une certaine mesure délaissé Le Caire au profit du développement de sa rivale Alexandrie. Quelques projets sont déjà dessinés dans la première moitié du 19^{ème} siècle aux portes de la ville ancienne, mais ils ne sont véritablement concrétisés qu'à partir de la seconde moitié du 19^{ème} siècle sous le règne d'Ismaïl, petit-fils de Muhammad Ali.

Durant cette période qualifiée de « *lent réveil* » par A. Raymond, les dépressions humides situées à l'ouest de la ville, et qui étaient inondées en période de crue du Nil, sont remblayées – birkat al-Fil, birkat al-Ratlī, birkat de Qāsim Bey et une partie de l'étang de l'Azbakkiya – ce qui sur le long terme permet l'extension de la ville en direction de l'ouest et du Nil. Un jardin à l'européenne, le jardin de l'Azbakiyya, est dessiné, sur lequel donnent des palais mais aussi des hôtels modernes. Une partie des cimetières de la zone sont fermés, notamment celui situé au sud de l'Azbakiyya, ce qui permet le lotissement de ces terrains libérés sous le khédivé Ismaïl. L'ouverture d'une nouvelle rue à travers la ville ancienne devant mener du quartier du Mūsīkī à la région d'al-Azhar est lancée en 1845. Cependant, la création de la Sikkat al-Ġedīda (« la rue neuve »), qui nécessite au préalable le rachat et la démolition d'îlots de la ville ancienne, se fait très lentement, et en 1849 une petite portion seulement de la rue est ouverte. De même, le pouvoir royal désirait percer un boulevard permettant de relier l'Azbakiyya à la Citadelle, mais ce boulevard est réalisé lui aussi plus tard, sous le règne d'Ismaïl. La physionomie de la ville commence à se transformer grâce à la construction d'immeubles dans un style architectural occidental, « *étranger aux traditions locales* » (RAYMOND, 1993).

C'est sous le règne d'Ismaïl (1863-1879) que se met en œuvre une véritable modernisation de la capitale²⁶. Il n'y a cependant pas de grandes transformations de la morphologie

26. Ismaïl, marqué par un voyage en Europe, et notamment dans le Paris haussmannien, souhaite im-

de la vieille ville. Le khédive veut en effet que ces travaux de modernisation soient réalisés le plus rapidement possible. Face à l'impossibilité de modifier la ville ancienne en profondeur dans un temps très court²⁷, la construction de lotissements se fait à l'extérieur, sur la bordure occidentale de la vieille ville, c'est-à-dire dans la partie viabilisée sous le règne de Muhammad Ali autour de l'Azbakiyya. L'expansion du Caire se fait donc en dehors de la ville traditionnelle, ce qui entraîne progressivement le développement d'une ville double.

De grands magasins²⁸ apparaissent ainsi autour de l'Azbakiyya, ainsi que des hôtels de standing européen. Cette ville nouvelle voulue par le khédive est pensée comme un espace de la modernité, avec une urbanité déjà différente de celle de la ville traditionnelle et une population elle aussi différente, majoritairement étrangère et plus riche que la population « indigène » qui demeure encore dans la ville traditionnelle. Des immeubles d'un nouveau style architectural se construisent ainsi dans la frange du quartier Franc (la ḥārat al-Ifrang) en contiguïté avec le nouveau quartier de l'Azbakiyya (ARNAUD, 1991).

La ville ancienne est remaniée par l'ouverture de grands axes de circulation autorisant la circulation automobile (carte 1.4). La Sikkat al-Ġedīda, débutée sous Muhammad Ali, est poursuivie et terminée. Le seul percement vraiment conséquent réalisé dans la vieille ville, la rue Muhammad Ali, raccorde la Citadelle avec le palais de l'Azbakiyya, et sert donc à relier deux espaces du pouvoir plutôt qu'à desservir la population. J.-L. Arnaud remarque ainsi que ces « *nouveaux quartiers restent longtemps très peu occupés tandis que la vieille ville, lieu de concentration de la plus grande partie des habitants, n'est quasiment pas touchée par les travaux* » (ARNAUD, 1997, 173). Se met ainsi en place, dans les dernières années du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle, une « *ville mosaïque* », avec des quartiers de plus en plus spécialisés par activités ou par groupes sociaux. Néanmoins, « *la ville résiste* » et en particulier la vieille ville :

« Dans la vieille ville, le renouvellement du cadre bâti, même s'il connaît une forte accélération à la fin du 19^e siècle, est très partiel. Il reste encore aujourd'hui de très nombreux édifices antérieurs à la fin du siècle dernier. Le découpage parcellaire dans lequel ils sont inscrits n'est pas très différent de celui de la ville ottomane. (...) Les recompositions entraînées par les transformations

pressionner les visiteurs européens de marque attendus à l'occasion de l'ouverture du canal de Suez en leur donnant à voir une ville moderne répondant aux codes et aux normes occidentaux (RAYMOND, 1993).

27. J. Abu-Lughod énumère les difficultés auxquelles le pouvoir royal aurait dû faire face en vue de pouvoir remodeler la ville ancienne et lui appliquer le « *master plan* » qu'il avait conçu pour elle à l'origine : « *In the older areas the need to survey properties, to settle on compensation, to acquire the plots and demolish the existing structures makes the process lengthy, expensive and uncertain* » : « *dans les quartiers anciens, la nécessité de recenser les propriétés, de mettre en place des mesures de compensations, d'acquérir les terrains et de démolir les bâtiments existants rend le processus fastidieux, cher et incertain* » (ABU-LUGHOD, 1965). Traduction libre de l'auteure.

28. Certains existent toujours aujourd'hui, ou tout du moins les bâtiments, comme le Sednaoui, grand magasin aujourd'hui moribond, ou le Tiring, dont l'intérieur a été complètement transformé et abrite aujourd'hui en façade des boutiques de vêtements et dans les étages et sur les toits de petits ateliers de couture.

du type des immeubles de rapport se coulent dans un espace d'abord marqué par une forte permanence. Elles ne remettent pas en cause la mixité du tissu de la vieille ville. A la veille de la première guerre mondiale, les zones d'habitat précaire côtoient les plus grandes demeures » (ARNAUD, 1997, 183).

Les grands travaux d'inspiration haussmannienne ont ainsi conduit à un « *changement qualitatif profond* » avec la constitution de « *deux villes du Caire juxtaposées* » : d'un côté la ville ancienne, dont la structure physique n'a été que peu modifiée, et de l'autre une ville « *organisée à l'europpéenne* », toutes deux marquées progressivement par de profondes inégalités de richesses, et ce dès les années 1880 (RAYMOND, 1993, 315). La ville ancienne reste relativement à l'écart des politiques urbaines, qui privilégient plutôt la ville imaginée par Ismaïl dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle. Raymond décrit ainsi la mise en place de

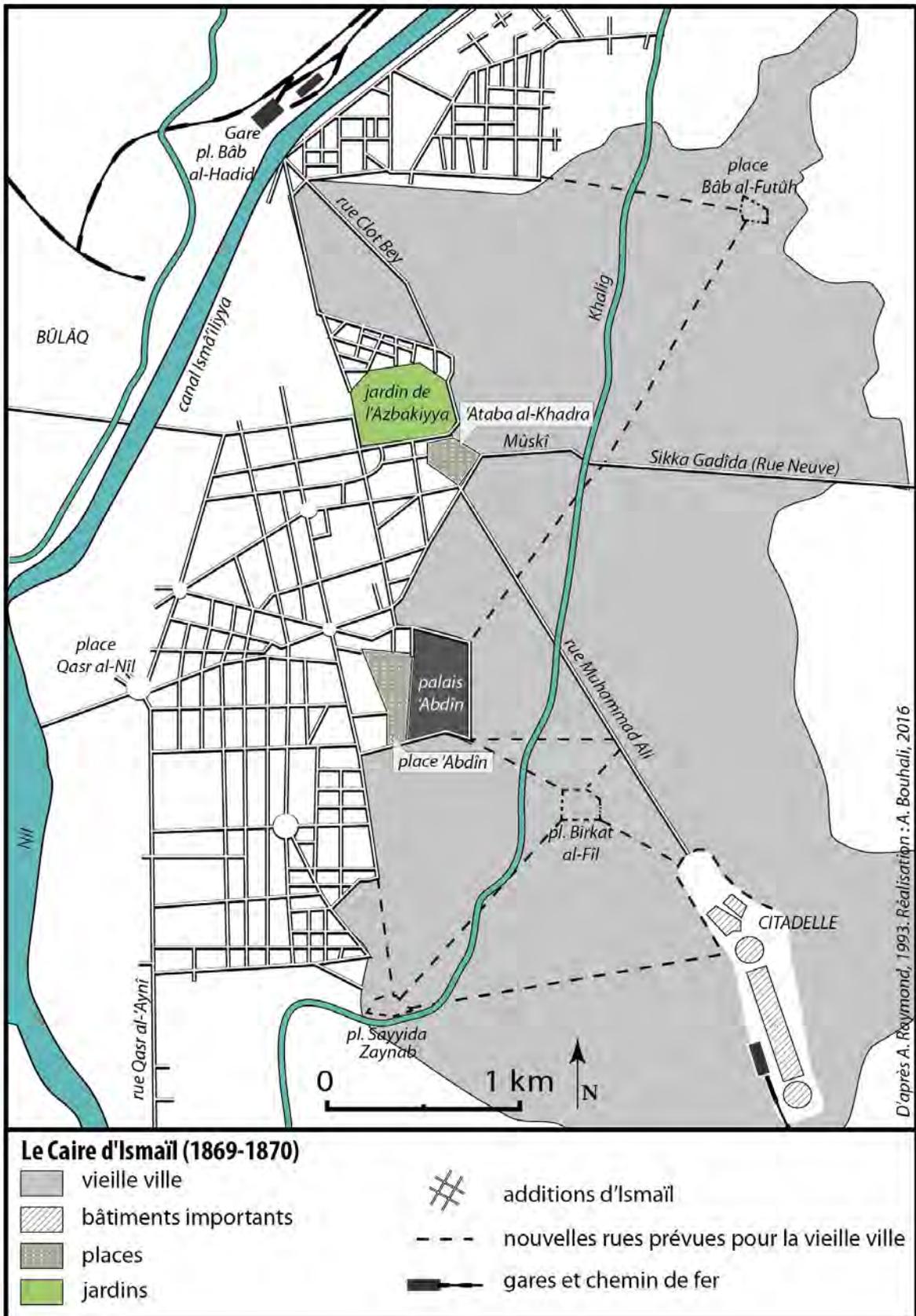
« deux mondes que tout différenciat, même le réseau des rues, anarchiques à l'est, régulier à l'ouest. (...) Les différences s'approfondirent alors que le centre de la ville se déplaçait inexorablement vers l'ouest où s'accumulaient puissance, activité et fortune, et où les signes urbains de cette domination apparaissaient avec ostentation. Le Caire ancien ne couvrait plus qu'une partie de la ville ottomane dont le rectangle avait été un peu entamé, à l'ouest de la grande avenue qui occupait l'ancien Khālīg [la rue Port-Saïd], par la progression du modernisme » (RAYMOND, 1993, 330).

De grands percements à travers la ville ancienne au début du 20^{ème} siècle

La situation change pour la ville ancienne dans les premières décennies du 20^{ème} siècle. Comme le montre la carte 1.3, elle connaît dans ces années plusieurs grands percements qui transforment profondément sa structure et son organisation. Ces grands axes de circulation sont en effet le support à l'installation de différentes activités, en particulier commerciales, et permettent la mise en connexion de la ville ancienne avec la ville moderne et les périphéries de la ville alors en expansion. Ces grandes percées contredisent ainsi l'idée que la ville ancienne demeure à l'écart de tout développement urbain ou politique d'aménagement au début du siècle dernier.

Une partie de ces axes, d'orientation est-ouest, met directement en liaison les quartiers anciens avec le centre-ville occidentalisé à l'ouest. Il s'agit tout d'abord de la rue du Mūsķī, percée en plusieurs étapes tout au long du 19^{ème} siècle depuis la place 'Ataba jusqu'à la limite orientale de la vieille ville : « *Al-Mūsķī est le nom du premier tronçon, réalisé au début du [19^{ème} siècle] jusqu'au Khalīg, la prolongation fut désignée par Sikkat al-Ġedida (chaussée neuve) et se nomme désormais Gawhar al-Qā'id* » (MADCEUF, 1997,

CARTE 1.4 – Le Caire d’Ismail (1869-1870). Source : (RAYMOND, 1993)



312). Le second axe traversant la vieille ville de part en part, et qui vient en doublure de la rue du Mūsķī à une centaine de mètres seulement au Sud de cette dernière, est la rue al-Azhar, percée réalisée dans les années 1920 pour permettre le passage du tramway et faire la liaison entre la place de l'Opéra récemment construite à l'ouest et la grande mosquée al-Azhar à l'est. En plus de la rue Muhammad Ali, deux autres grandes diagonales traversent la partie occidentale de la ville ancienne et viennent compléter « *les grandes lignes de la structure viaire de la ville ancienne* » (MADCEUF, 1997, 325). Tout d'abord, on citera la rue Port-Saïd, construite à partir du comblement du Khalīg et de « *la démolition progressive d'un ruban de constructions qui séparait l'[ancienne] ruelle du canal* » dans les toutes dernières années du 19^{ème} siècle²⁹ (DAVID, 1999), élargie tout au long du 20^{ème} siècle, en lien avec le développement des transports en commun (tramway) d'abord puis de l'automobile. La rue al-Ġaysh ensuite, véritable « *tranchée dans les vieux quartiers* », fait partie comme la rue al-Azhar des « *aménagements qui se concrétisent après la première guerre mondiale, vers 1923* » (DAVID, 1999) et permet également le passage du tramway, faisant le lien avec les quartiers au nord de la ville ancienne alors en pleine expansion (ABU-LUGHOD, 1971).

La création de ces grands axes de communication, notamment dans la partie ouest de la ville, permet de faire le lien entre ville ancienne et ville moderne via la partie ouest de la ville médiévale, notamment grâce aux nouveaux transports urbains modernes (tramway et automobile). Comme l'écrit J. Abu-Lughod,

« *Ces deux intersections [la rue al-Mūsķī et la rue al-Azhar] symbolisent la connexion symbiotique entre la ville médiévale (...) et les quartiers de transition, occidentalisés (...), à l'ouest, autorisant ainsi la pénétration au cœur de la première des immeubles d'appartements modernes, et dans la seconde, des bureaux et des commerces*³⁰ » (ABU-LUGHOD, 1971, 190).

Néanmoins, les quartiers qui la composent ont tendance à être de plus en plus délaissés par les politiques publiques et leur entretien de plus en plus négligé, alors qu'au tournant du 20^{ème} siècle, une population d'origine rurale toujours plus nombreuse afflue en ville et cherche à se loger dans les quartiers anciens³¹. Les populations les plus riches

29. D'après J. Abu-Lughod, le canal n'assurait plus depuis longtemps sa fonction de liaison entre Le Caire et la mer Rouge; de plus, des sécheresses à répétition l'avaient transformé en une source importante de maladies. C'est la Compagnie du tramway qui, en 1897, a accepté de convertir l'ancien lit du canal en une rue et d'y construire une ligne de tramway (ABU-LUGHOD, 1971, 134).

30. En anglais dans le texte : « *these two intersections [al-Mūsķī and al-Azhar streets] symbolize the symbiotic connection between the medieval city (...) and the transitional and westernized cities (...) to the west, for they bring deep into the heart of the former the modern apartment structures, offices, and commerce of the latter.* » Traduction libre de l'auteur.

31. « *Entre 1882 et 1927, la population des quatre arrondissements (qism) qui composaient la ville ancienne (Ġāmaliyya, Bāb al-Shā'riyya, Mūsķī, Darb al-Ahmar) était passée de 122 411 à 259 535 habitants, soit une augmentation de 112%* » (RAYMOND, 1993, 330).

commencent à quitter ces quartiers, considérés comme trop populaires et vétustes, et se tournent vers les quartiers nouvellement construits à l'ouest, à la recherche de conditions de vie plus confortables et plus modernes. La ville traditionnelle tend alors à devenir « *une cité refuge pour les plus démunis et pour les nouveaux arrivants au Caire; elle se prolétarise, ce qui accélère un déclin qui apparaissait dans son aspect extérieur de plus en plus misérable* » (RAYMOND, 1993, 330-331).

À la fin du 19^{ème} siècle et les premières décennies du 20^{ème} siècle, la ville ancienne semble en voie de marginalisation sociale et économique, en raison notamment de dynamiques migratoires intenses³² et d'une politique de grands travaux ayant conduit à la création d'un nouveau centre-ville moderne. Néanmoins, la ville ancienne est elle aussi touchée par ces politiques urbaines, notamment par la création de grands axes de communication qui traversent les quartiers anciens et la mettent en connexion avec le nouveau centre-ville.

II. 2. 2 La ville ancienne entre dégradations et renouvellement à partir du milieu du 20^{ème} siècle

Crise urbaine et dégradation du bâti dans les années 1950-1960

La vieille ville du Caire entre à partir des années 1950 dans une période de crise³³. Les migrations de populations originaires du monde rural en direction de la capitale, débutées lors de la Première Guerre mondiale, s'intensifient. La Seconde Guerre mondiale cause un arrêt des constructions de logements. Le Caire rencontre alors un problème majeur et grandissant de pénurie de logements, en particulier en direction des classes populaires dont la demande est d'ailleurs difficilement solvable (ABU-LUGHOD, 1971). Les populations les plus pauvres trouvent à se loger dans la ville ancienne³⁴, dont une partie des palais et résidences a été délaissée par les catégories les plus aisées durant les décennies précédentes. La ville ancienne devient « *l'espace des couches inférieures* » (EL KADI, 1985) et concentre des populations plutôt pauvres et ouvrières. La vieille ville connaît alors une importante phase de paupérisation; les densités par habitant s'y accroissent de façon alarmante. En 1966 notamment, la densité du *qism* de Bāb al-Shā'riyya, situé au nord de la ville ancienne, atteint plus de 1 000 habitants à l'hectare, ce qui en fait un des

32. J. Abu-Lughod parle ainsi à la toute fin du 19^{ème} siècle d'une « *révolution démographique* » qui touche de plein fouet la capitale (ABU-LUGHOD, 1965).

33. Raymond qualifie même de « *cauchemars de la croissance* » la dernière partie de son histoire du Caire, traitant de l'histoire la plus contemporaine de la capitale égyptienne (RAYMOND, 1993).

34. Une partie de ces populations trouve à se loger dans les cimetières qui jouxtent la ville ancienne au nord et à l'est. À ce sujet, voir les travaux de G. El Kadi, notamment (EL KADI, 1987; EL KADI et BONNAMY, 2001).

quartiers les plus densément peuplés de la ville.

L'habitat souffre énormément de cette situation de « *sur-densification* » (ZAKARIYA, 1984). Une partie des immeubles, mal entretenue, se dégrade rapidement et tombe en ruine, un processus accéléré par des problèmes liés à des équipements de base très précaires – problèmes d'accès à l'eau courante, à l'électricité et surtout au tout-à-l'égout. M. Zakariya souligne ainsi que dans les années 1950, 70% des habitants de la vieille ville se sont trouvés sans logement du fait d'immeubles s'étant effondrés suite à un manque d'entretien particulièrement critique (ZAKARIYA, 1984).

J. Abu-Lughod décrit à la fin des années 1960 une ville ancienne touchée par la pauvreté, et dont le tissu urbain se « taudifie » progressivement³⁵. Les allées de la ḥārat al-Yahūd, l'ancien quartier juif, aujourd'hui au cœur de l'activité commerciale du quartier, sont décrites par l'historienne américaine, non sans une certaine nostalgie, comme étant

« un monde jamais aperçu par un touriste. C'est un quartier sombre, densément résidentiel, industriel et commercial, maculé de boue et jonché de déchets, dans lequel on pénètre par des passages venteux et étroits, se terminant ici par une porte d'un khan du 13^{ème} siècle, là par un cul-de-sac formé par une maison barrant une ancienne rue. Chaque pas fait voyager dans le temps, car si on pénètre suffisamment loin, on peut remarquer que cette zone, aujourd'hui largement occupée par les musulmans était il y a quelques décennies seulement le ghetto juif dans lequel les représentants les plus pauvres des « Gens du Livre » étaient encore entassés, comme ils l'avaient été depuis que ce quartier leur avait été donné sur le site des Jardins de Kafur avant la création d'al-Qahira³⁶ » (ABU-LUGHOD, 1971, 190).

Les quartiers anciens associent de plus en plus étroitement travail et fonction résidentielle, espaces de production, espaces de vente et de consommation, ce qui accroît la dégradation des immeubles en raison d'activités parfois polluantes. Les franges occidentales de la vieille ville, autour du Mūskī et de la place de l'Azbakiyya, semblent échapper davantage à cette crise urbaine. Qualifiée de « *zone d'osmose* » par Abu-Lughod (1971) ou de « *zone intermédiaire* » par Raymond (1993), faisant la jonction entre la vieille ville et le centre-ville moderne, elle aurait été moins touchée par les dégradations et l'effondrement des bâtiments les plus anciens. Rénové à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème},

35. L'historienne américaine utilise d'ailleurs le terme de « *slum* » pour caractériser les espaces centraux de la vieille ville (ABU-LUGHOD, 1971).

36. En anglais dans le texte : "a world never glimpsed by a tourist. It is a dark and dense residential cum industrial cum commercial quarter, mud spattered and garbage-strewn, penetrated by winding, narrow dirt paths, terminating here at the gate of a thirteenth-century khan, terminating there at a cul-de-sac created by a house that bars a former street. Each step moves one farther back into centuries, for if one penetrates deeply enough, one recognizes that this now largely Muslim-occupied zone was, as recently as a few decades ago, the Jewish ghetto into which poorer remnants of the "People of the Book" were still crowded, as they had been since first granted their quarter here on the site of the Gardens of Kafur which predated al-Qahirah". Traduction par nos soins.

ce quartier aurait néanmoins tendance à devenir de plus en plus populaire.

Le tissu urbain de ces quartiers se transforme progressivement. M. Zakariya recense les différents types d'habitats existant dans ces quartiers, et fait état d'un tissu caractérisé par une « *accumulation urbaine à travers le temps* » (ZAKARIYA, 1984). L'habitat collectif datant de l'époque médiévale – les *wakala*³⁷, les *rab*³⁸ et les grandes demeures, bien souvent dans un état de dégradation avancée et transformés en logements populaires – côtoient un habitat « *colo-traditionnel*³⁹ », construit au début du 20^{ème} siècle et caractérisé notamment par une hauteur plus élevée que les constructions anciennes (quatre à cinq étages au lieu d'un grand étage et demi pour l'habitat traditionnel collectif), ainsi que des constructions informelles qui envahissent les cours des immeubles plus anciens, un habitat léger et de mauvaise qualité souvent auto-construit par les plus pauvres. Les années 1950 voient s'ajouter à ces trois types d'habitat en partie hérités des époques précédentes de nouveaux immeubles composés de petits appartements subdivisés en plusieurs petites pièces, une pièce étant en général louée à une famille entière. La caractéristique commune de ces immeubles datant de différentes époques est qu'ils respectent la taille des parcelles traditionnelles des quartiers et leur forme irrégulière, d'où une impression de permanence des paysages urbains en dépit des changements qui s'y déroulent.

Les quartiers de la ville ancienne font ainsi face à des processus destructifs : percée de grandes artères qui les mettent en relation directe avec les espaces urbains plus modernes, surpopulation et mauvais entretien des bâtiments qui entraînent leur dégradation rapide. A ces processus de destruction viennent s'ajouter des processus de reconstruction de la ville sur elle-même, à travers tout d'abord l'érection de nouveaux immeubles de logement dans les années 1950, puis le développement des activités manufacturières et industrielles qui s'accélère au début des années 1970, et qui s'accompagne d'une intense spéculation immobilière.

Spéculation immobilière, mutations industrielles et commerciales et renouvellement urbain dans les années 1970

Ainsi, au début des années 1970, le tissu urbain de la vieille ville est dans un état géné-

37. *Wakala* (ou parfois *wikala*) : caravansérail. Bâtiment à vocation commerciale qui assure des revenus à un *waqf* (bien religieux) organisé en général avec, au rez-de-chaussée, des magasins permettant l'entreposage des marchandises, et à l'étage des cellules destinées au logement ou à l'artisanat.

38. *Rab* : immeubles d'habitat collectif plutôt populaire.

39. L'habitat « colo-traditionnel » est selon M. Zakariya « le type d'habitat construit au début du siècle, copié sur les modèles de l'Occident, et auquel s'étaient rajoutés des éléments d'ornementation islamique traditionnelle, surtout sur les façades. Cette ornementation est souvent un mélange de divers styles de décor, et les subdivisions internes de ce type de construction sont en grande partie copiées sur les typologies occidentales » (ZAKARIYA, 1984).

ral de dégradation avancée. A. Raymond décrit même un quartier dont l'habitat traditionnel est parvenu « *au dernier stade de l'usure* » (RAYMOND, 1993). Et c'est paradoxalement cette situation, critique en ce qui concerne la sauvegarde des monuments historiques, qui donne alors à ces quartiers des potentialités pour procéder à un renouvellement urbain, en particulier à l'échelle de l'îlot. M. Zakariya fait état de « *quelques-uns des phénomènes de transformation existants [au début des années 1980] à l'intérieur de la vieille ville* » (ZAKARIYA, 1984), mais qui débutent dès le début des années 1970 (MEYER, 1988; EHLERS, 1988) : démolition d'immeubles résidentiels, remplacés par de nouvelles constructions plus hautes dans une dynamique de spéculation immobilière, transformation des activités industrielles, en particulier celles dont l'emprise foncière (et les externalités négatives) est la plus grande, qui sont délocalisées dans les nouvelles périphéries industrielles, laissant alors des locaux vacants aussitôt réutilisés. La construction à l'intérieur de la vieille ville se développe rapidement.

Bien que les densités de population commencent à diminuer dans les quartiers composant la vieille ville à partir des années 1970⁴⁰, fonction résidentielle et fonctions économiques demeurent dans une certaine mesure en compétition pour l'accès au foncier et à l'immobilier. E. Ehlers fait ainsi état de cette compétition croissante et décrit dans les années 1970-1980 « *des demandes concurrentes entre une population résidente défavorisée et en croissance et les forces économiques supérieures du commerce de détail et des activités manufacturières. (...) Il y a de plus en plus de monde sur un espace toujours plus restreint avec, en même temps, des infrastructures urbaines qui se détériorent, en particulier dans le centre historique du Vieux Caire, de Bulaq ainsi que dans le cœur fatimide de la ville*⁴¹ » (EHLERS, 1988).

Néanmoins, une partie de ces industries commence à quitter les quartiers centraux du Caire. En effet, la mécanisation de ces ateliers demande toujours plus place. De plus, face aux conséquences néfastes de ces industries pour les zones urbaines – manque d'égout, fumées nocives, consommation électrique industrielle excessive sans système de sécurité – le gouvernement introduit une loi limitant les heures de travail à l'intérieur des zones urbaines et interdisant de nouvelles installations du courant industriel dans les secteurs urbains. Une partie des industries qui nécessitent le plus d'emprise foncière quitte donc

40. Dans les années 1970, la ville ancienne continue d'accueillir la population la plus pauvre de la ville, et notamment les nouveaux migrants, dont le nombre commence à diminuer. Après avoir atteint un seuil de saturation démographique à la fin des années 1960, les quartiers voient leur population diminuer progressivement et leur densité baisser – les habitants des quartiers anciens partant progressivement s'installer dans les nouvelles périphéries urbaines dans lesquelles des logements sociaux bon marché commencent à se construire. Néanmoins, la demande en logements reste très importante.

41. En anglais dans le texte : "*competitive demands of a growing underprivileged residential population and the economically superior economic forces of retailing and manufacturing (...) More and more people on less and less space with – at the same time – rapidly deteriorating urban infrastructure, esp. in the historic center of Old Cairo, Bulaq and other parts of the Fatimid core*". Traduction par nos soins.

les quartiers centraux traditionnels pour les zones industrielles des villes nouvelles en construction, libérant ainsi de l'espace. Ces espaces de travail prennent alors des fonctions différentes, et sont utilisés comme des entrepôts ou des centres commerciaux dont la production est fournie par la nouvelle zone industrielle (ZAKARIYA, 1984). Les travaux de L. Ammar, M. Chahara et A. Madœuf montrent de même au début des années 1990 que le tissu urbain se renouvelle en lien avec ce dynamisme industriel mais aussi économique, « *parcelle après parcelle, avec la construction de bâtiments associant commerces et logements, ou commerces, artisanat et petites industries* » (AMMAR et al., 1999).

La ville ancienne connaît également un important renouvellement urbain en lien avec une spéculation immobilière très intense. En raison de la politique des loyers bloqués instaurée par le président Nasser pour faire face à la pénurie de logements en direction des plus pauvres, les propriétaires ont eu tendance à démolir les immeubles anciens, bien souvent de façon illégale, afin de mettre fin à ce système de loyers bloqués, « *puisque le prix du terrain est élevé et que de nouvelles constructions permettraient un revenu nettement supérieur* » (ZAKARIYA, 1984). Les nouveaux immeubles ainsi construits, en gardant parfois la façade de l'ancienne construction, présentent souvent une hauteur qui dépasse le cadre légal, afin d'augmenter le nombre d'appartements à louer⁴². Toutes ces constructions se font en dépit des lois régissant la construction dans ces zones « *depuis le début du [20^{ème}] siècle jusqu'à nos jours, mais leurs contradictions, la crise de l'habitat et la surpopulation entravent l'action de ces lois qui deviennent alors inapplicables. L'offre et la demande est la seule loi en application du fait d'un besoin réel et du fait de l'existence de capitaux à investir* » (ZAKARIYA, 1984).

Ainsi, ce mouvement de transformation urbaine profonde, qui n'a pas cessé tout au long du 20^{ème} siècle, se poursuit et s'accroît après les années 1980, comme le notent S. Denoix et al. :

« *Quant aux modifications du 20^{ème} siècle, planifiées ou spontanées, elles sont surtout sensibles ces dernières années. En effet on assiste aujourd'hui à un renouvellement immobilier qui va en s'accéléralant et qui consiste surtout en l'édification d'immeubles de trois ou quatre étages ou même davantage. S'il ne perturbe pas, en général, la structure de l'ensemble du parcellaire, il efface le plan des édifices préexistants à l'échelle de la parcelle : celle-ci est fréquemment occupée dans sa totalité et les techniques utilisées, notamment les fondations profondes en béton armé, contribuent fortement à un tel effacement* » (DENOIX et al., 1999, 2-3).

42. M. Zakariya note d'ailleurs que le prix d'une partie de ces nouveaux appartements est trop élevé pour la population locale, et que ces nouveaux logements, loin de résoudre la crise de l'habitat, s'adressent en réalité à une clientèle plus fortunée, constituée des expatriés dans les pays pétroliers du Golfe et des commerçants du quartier (ZAKARIYA, 1984).

Ceci confirme donc bien les remarques d'A. Madœuf concernant le tissu urbain des quartiers de la ville ancienne, selon laquelle ce dernier est caractérisé par son adaptabilité et sa réactivité, et est transformé par les interactions entre milieu urbain et activités :

« Une des caractéristiques de la ville ancienne tient à une évidence : le fait qu'elle doive se renouveler dans un espace circonscrit ; la dynamique de la construction y est vivace, tout particulièrement celle générée par sa population ; le renouvellement du bâti courant est rapide (la majorité des édifices a moins d'un siècle) ; le tissu urbain est, de ce fait, extrêmement "vivant" et en métamorphose constante. Cette capacité de production, de modification, de remodelage et d'appropriation s'exerce également, à divers niveaux, sur l'espace public. Cette dynamique est aussi le reflet de la vitalité du secteur économique : artisanat, petite industrie et commerce. La ville ancienne est le premier espace commercial de la ville. Bien sûr, les commerces de proximité y sont présents pour satisfaire les besoins d'un marché intérieur considérable, mais surtout, le commerce spécialisé y draine des flux de l'ensemble de l'agglomération » (MADŒUF, 1995).

Conclusion

S. Denoix et al. introduisaient déjà leur étude de la ville ancienne du Caire en constatant que *« [les] mutations urbaines (...), malgré les permanences que nous avons soulignées, ont caractérisé, tout au long de son histoire, ce centre économique »* qu'est le Khan al-Khalili (DENOIX et al., 1999, 5). Ce constat est aujourd'hui toujours d'actualité, tant pour Le Caire que pour Médina J'dida à Oran. Leur mutation en places marchandes majeures s'est réalisée par étapes successives, auxquelles vient s'ajouter le commerce transnational aujourd'hui.

Ces deux quartiers sont marqués par des tendances de fond, tout en ayant connu à différents moments de leur histoire de profonds changements à la fois urbains et commerciaux. Le constat d'une permanence de la fonction commerciale sur le temps long est tout d'abord frappant. Ce développement commercial majeur, en dépit des ralentissements qu'il a pu connaître à plusieurs moments de son histoire notamment dans le cas du Caire, s'est accompagné de recompositions urbaines successives qui sont à l'origine aujourd'hui de paysages urbains composites. Le tissu urbain de ces deux quartiers a montré et montre encore sa plasticité et sa capacité à se transformer pour répondre aux besoins des acteurs économiques passés et actuels.

Ces héritages et ces permanences font le lit d'une nouvelle étape du développement de ces deux quartiers, en lien cette fois-ci avec le commerce transnational de biens de consommation courante importés d'Asie. Le développement actuel de ces quartiers

change ainsi d'échelle grâce à la mondialisation des échanges et des réseaux économiques qui les alimentent mais aussi des réseaux sociaux qui les animent. Ces deux quartiers émergent comme des espaces-clés au sein de circulations commerciales transnationales, et se structurent désormais comme des centralités majeures des produits *made in China*, à l'intersection entre échelle locale et échelle globale.

Chapitre 2

Deux centralités marchandes fonctionnelles et symboliques du *made in China*

Sommaire

I	Des centralités commerciales sur les routes discrètes de la mondialisation	77
I. 1	Le Mūsīkī comme tête de pont du <i>made in China</i> en Égypte : le reflet de l'hypertrophie cairote	77
I. 2	Oran : une place marchande originale, à la fois périphérie nationale de l'import et centralité commerciale régionale	83
II	Des centralités symboliques : l'importance de la réputation des places marchandes	92
II. 1	Au Caire, poids des héritages et rôle de la réputation dans le maintien de la centralité dans le temps long	93
II. 2	À Oran, la réputation d'un quartier-marché attractif et (mais?) populaire	96

LE MŪSKĪ AU CAIRE et Médina J'dida à Oran sont des quartiers à l'épaisseur historique certaine qui sont aujourd'hui saisis dans des enjeux économiques et sociaux relevant de différentes échelles, du local au global. Ces places marchandes d'apparence peut-être banale, fréquentées quotidiennement par les citoyens de ces deux agglomérations voire de plus loin, sont aujourd'hui pleinement intégrées sur la scène globale des échanges. Elles se trouvent insérées depuis une vingtaine d'années dans des réseaux économiques et sociaux d'échelle globale entre Asie et Afrique du Nord grâce à l'importation massive de produits mondialisés *made in China*. Cette situation originale interroge la capacité de ces deux marchés urbains à capter ces réseaux, labiles et parfois réversibles, quelles que soient leur longueur et leur complexité.

Les structurations commerciales et urbaines héritées de ces deux quartiers ainsi que leur fonctionnement à plusieurs échelles (locale, régionale et nationale) ont pleinement joué pour expliquer le fait qu'ils sont aujourd'hui des nœuds à la convergence de routes commerciales globales. Côté égyptien, Le Caire, capitale du pays, plus grande ville d'Afrique d'un point de vue démographique, est incontournable. Elle domine économiquement et politiquement le pays en même temps qu'elle concentre les regards, les populations, et donc les consommateurs potentiels de ces biens d'importation à faibles prix. Le MŪskĪ, situé au cœur de l'agglomération, bénéficie de cette situation hégémonique dans la hiérarchie urbaine, et se retrouve à la tête d'un réseau d'approvisionnement en produits *made in China* tant à l'échelle du pays qu'à celle de la région capitale, réseau que ses opérateurs organisent aussi bien en amont (approvisionnement) qu'en aval (distribution). En Algérie, la hiérarchie urbaine se redéfinit au prisme de la mondialisation. Alger continue d'y tenir un rôle non négligeable, mais ce sont désormais des places marchandes situées dans le nord-est du pays qui structurent de manière croissante les réseaux nationaux des marchandises d'importation. Médina J'dida à Oran s'articule à ces réseaux en jouant un rôle de centralité régionale, relais indispensable en direction de l'Ouest algérien entre les routes de l'Est et d'autres réseaux plus anciens, eux aussi retravaillés par la mondialisation, via le Maroc ou l'Europe du Sud. Le MŪskĪ et Médina J'dida jouent ainsi pleinement leur rôle de centralité commerciale, mais à des échelles différentes (première partie).

Au-delà de cette différence d'échelle, les situations du MŪskĪ et de Médina J'dida sont assez similaires. Il s'agit en effet de deux anciens espaces de relégation – l'ancien centre-ville paupérisé et de plus en plus délaissé pour Le Caire, un ancien quartier colonial pour populations longtemps jugées indésirables pour Oran – qui ont tous deux acquis une centralité renouvelée grâce à l'ancrage au commerce transnational. De plus, le fait que ce soit ce type de quartier qui soit mobilisé et remanié par les circulations commerciales d'échelle mondiale n'est pas si banal. Centralités populaires mais non pas institution-

nelles, connues et réputées depuis longtemps par de nombreuses strates de la société algérienne et égyptienne, elles ont réussi à conserver cette image de cœur du commerce régional ou national à destination d'une clientèle relativement vaste et ont réussi à la redynamiser grâce à l'ancrage du commerce transnational, ce qui explique leur succès tant auprès des commerçants que des particuliers (deuxième partie).

Ainsi, les villes d'Oran et du Caire grandissent et s'étalent, de multiples polarités commerciales se mettent en place pour répondre aux besoins d'une clientèle croissante. Ces deux quartiers sont deux polarités commerciales parmi d'autres, mais ce sont les plus opérantes en ce qui concerne la structuration des réseaux du commerce transnational.

I Des centralités commerciales sur les routes discrètes de la mondialisation ¹

Le Mūsķī au Caire et Médina J'dida à Oran sont deux marchés qui ne jouent pas à la même échelle. Le Mūsķī s'insère au sein de la plus grande ville du monde arabe, une mégapole de plus de 16 millions d'habitants qui concentre activités économiques et populations, donc des consommateurs de toutes natures (grossistes, détaillants, consommateurs individuels) et rayonne à l'échelle de tout le pays. Médina J'dida se trouve quant à elle au cœur de la seconde ville algérienne, capitale régionale, certes, mais qui n'est pas la tête de pont du commerce transnational algérien, et qui ne draine pas un bassin de consommateurs aussi important que celui desservi par Le Caire. Le rôle de ces marchés à l'intérieur du dispositif commercial de leur pays s'exprime selon des modalités différentes : face à l'hypertrophie du Mūsķī à l'échelle nationale et métropolitaine et à son rôle de centralité tant à l'échelle nationale qu'à celle de l'agglomération du Grand Caire répond la centralité d'échelle régionale jouée par Médina J'dida en Algérie. Pour autant, ces deux marchés sont bien des centralités sur les routes algériennes et égyptiennes de la mondialisation, à l'articulation entre routes transnationales entre Asie et Maghreb et routes nationales (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012).

I. 1 Le Mūsķī comme tête de pont du *made in China* en Égypte : le reflet de l'hypertrophie cairote

Le Mūsķī est le principal réceptacle des flux de marchandises *made in China* en Égypte, un vaste marché qui organise les circulations des produits importés à l'échelle

1. Une partie de ce chapitre a déjà été publiée. Voir (BOUHALLI, 2015b, 2016).

du pays, et dont le fonctionnement doit se lire à plusieurs échelles : globale, nationale, et métropolitaine.

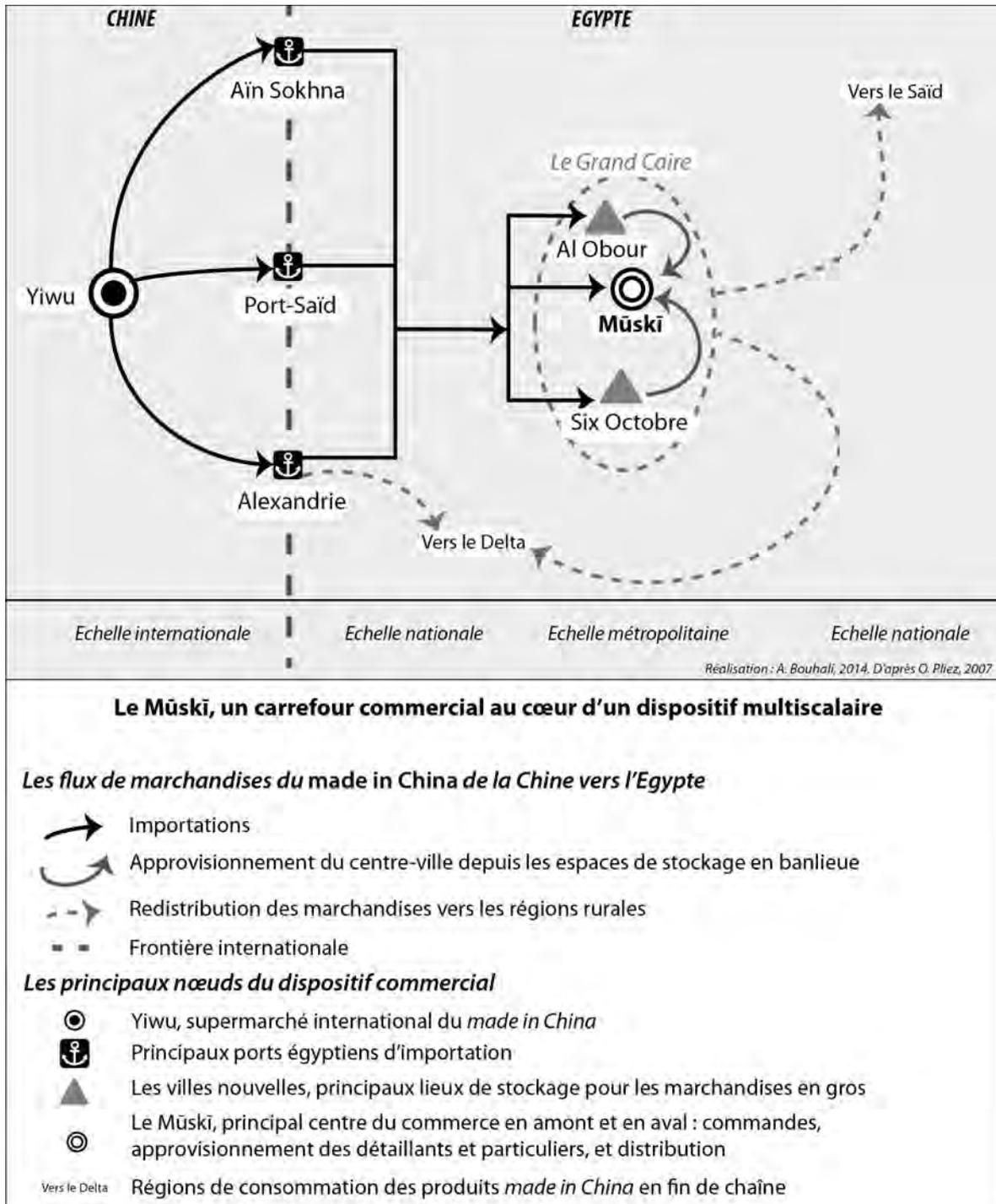
I. 1. 1 Aux échelles mondiale et nationale : le Mūsķī, porte d'entrée des biens d'importation de consommation courante

Le Mūsķī organise les fonctions d'approvisionnement en amont et gère en aval la redistribution des produits *made in China* à l'échelle du pays. C'est un nœud central sur la route du commerce transnational entre Chine et Égypte. A. Doron écrivait déjà en 2006 que le « *Mūsķī domine les réseaux commerciaux comme Le Caire domine l'Égypte : centralité, polarisation, concentration des acteurs majeurs de la filière d'import. (...) [Le] Mūsķī est une plateforme de rassemblement, puis d'éclatement dont les réseaux de distribution et de clientèle dépassent même les frontières de l'Égypte* » (DORON, 2006, 86). Le schéma 2.1 ci-dessous, adapté d'un schéma proposé par O. Pliez (PLIEZ, 2007) montre les imbrications d'échelles de la circulation de produits en direction du Mūsķī et à partir du Mūsķī, et propose une représentation simplifiée du fonctionnement nodal de ce quartier commerçant, que nous allons nous attacher à décrire ci-après.

Comme le montre le schéma 2.1, une fois la commande passée en direct ou à distance par les importateurs dont une large partie se trouve au Mūsķī, les marchandises sont expédiées de Chine mais aussi d'autres pays asiatiques – comme la Corée du Sud pour les bijoux plaqué-or, appelé aussi « or chinois », l'Inde ou encore l'Indonésie – et envoyées en direction des principaux ports égyptiens (PLIEZ, 2007). Port Saïd, Damiette et le binôme Alexandrie-Dekheila, mais aussi Aïn Sokhna sont les principaux ports à conteneurs réceptionnant les marchandises pour les commerçants interrogés². Certains importateurs possèdent parfois des bureaux dans ces ports, en plus de leurs locaux commerciaux au Mūsķī même si, bien souvent, ils travaillent avec des intermédiaires qui s'occupent de réceptionner la marchandise, de la dédouaner et de l'expédier ensuite au Caire. D'autres possèdent un bureau d'activité dans un de ces ports mais travaillent également avec des intermédiaires dans d'autres ports égyptiens et possèdent des boutiques dans les rues du Mūsķī afin de bénéficier de la centralité de la place marchande et de son rayonnement à l'échelle nationale. C'est le cas d'A., jeune importateur de 33 ans rencontré à Alexandrie, héritier d'une grande affaire familiale grâce à son père, qui s'était lancé dans les affaires dans les années 1970 et qui aurait été un des pionniers du commerce avec l'Asie dès les années 1990 (encadré 2.1).

2. Voir également pour plus de détails sur la question des ports et de l'intégration des ports méditerranéens, dont les ports égyptiens, les travaux de N. Mareï et C. Ducruet (MAREÏ, 2014; MAREÏ et DUCRUET, 2015).

SCHÉMA 2.1 – Le Mūsķi, un carrefour commercial au cœur d’un dispositif commercial multiscale



ENCADRÉ 2.1 – Entretien avec A., importateur alexandrin de produits *made in China*³

Les bureaux d'A. se trouvent dans le quartier al-Gomrok, le quartier des douanes, à quelques centaines de mètres du port d'Alexandrie. Il travaille en relation directe avec la Chine, pays dans lequel il se rend depuis le début des années 2000, lorsqu'il travaillait encore pour son défunt père. Depuis, il y a installé un bureau où travaillent pour lui un employé égyptien et des employés chinois arabophones. Il se rend lui-même en Chine régulièrement. Il y achète des bibelots et autres articles touristiques pour alimenter les deux boutiques qu'il possède, l'une derrière la mosquée al-Hussein au Caire et l'autre à Alexandrie, mais aussi des copies de meubles anciens à destination d'une clientèle égyptienne aisée voire très aisée. Ces articles sont ensuite expédiés, parfois en direction du port d'Alexandrie mais le plus souvent au port d'Aïn Sokhna. Là-bas, il travaille avec un intermédiaire qui gère pour lui les questions administratives liées au dédouanement des marchandises. Cela lui évite d'avoir trop souvent affaire aux douanes alexandrines qui connaîtraient trop bien son niveau de richesse et exigeraient, d'après lui, un bakchich trop conséquent pour laisser passer ses marchandises sans trop de vérification. A. a effectivement reconnu qu'il déclarait des valeurs marchandes moins importantes afin d'éviter de payer trop de taxes.

Nombreux sont ainsi les commerçants du Caire à se rendre eux-mêmes en Chine. Cependant, aux dires des importateurs interrogés, les conditions pour importer se seraient durcies avec la révolution. Pour faire de l'import-export en 2012 et 2013, à en croire A., il fallait « montrer patte blanche » : les entreprises doivent déclarer légalement leur activité d'import, motiver leurs demandes de virements bancaires à l'étranger, enfin payer des taxes sur les importations, taxes qui se seraient accrues depuis la révolution, suite à la pénurie de devises étrangères à laquelle l'Égypte fait face depuis 2011 et au début des printemps arabes. Le gouvernement égyptien, redoutant la fuite de capitaux découlant des événements révolutionnaires, a tenté de rendre plus difficile les importations de produits manufacturés jugés non essentiels pour le pays et a également adopté des mesures strictes de contrôle des changes.

Une fois les marchandises arrivées dans les ports égyptiens, elles sont ensuite livrées au Mūsķī par des sociétés privées de transport de marchandises dont les bureaux se trouvent à proximité des zones portuaires, dans le quartier al-Gomrok à Alexandrie par exemple, mais également au Caire. Le Mūsķī concentre ainsi la fonction de grand centre d'importation, en utilisant les interfaces portuaires pour se faire livrer les marchandises asiatiques. Il joue également le rôle de marché de redistribution de la marchandise en direction de toutes les régions du pays, bénéficiant du carrefour régional qu'est le Grand

3. Nous avons réalisé deux entretiens avec A. en mars 2012 en anglais dans l'un des bureaux de ce jeune homme d'affaires.

Caire à l'échelle du pays. C'est ainsi un centre de revente en gros et en demi-gros des marchandises d'importation en direction des autres gouvernorats de province, comme le montre le schéma 2.1, une fonction qui obéit à une temporalité relativement singulière en comparaison avec les autres marchés du pays. Le vendredi, jour de fermeture pour la plupart des commerces du pays, est de fait la journée où l'on trouve dans les commerces du Mūsķī des clients qui sont eux-mêmes commerçants en demi-gros ou au détail dans leur ville ou région d'origine. C'est donc l'occasion pour les commerçants de se rendre chez leurs fournisseurs au Mūsķī, dans le but d'examiner la marchandise proposée et de passer commande. Le directeur d'une boutique de petits accessoires de coiffures et de bijoux fantaisie en plastique a ainsi précisé lors d'un entretien⁴ que, chaque vendredi, se présentaient en moyenne dans sa boutique deux clients, venus de gouvernorats plus ou moins lointains, comme Zagazig, Alexandrie ou certains gouvernorats du Sud. La boutique dont le directeur est responsable pratique la vente en demi-gros : les clients qui se rendent dans cette boutique n'y achètent que quelques cartons et viennent surtout pour avoir un aperçu des nouveaux produits importés par le patron, le Ḥāgg Me., qui est à la tête de six boutiques, la plupart situées au Mūsķī. Elle sert en quelque sorte de vitrine, ou, pourrait-on dire, de « *show-room* ». Pour les grosses commandes, la boutique assure la livraison depuis ses entrepôts situés en grande banlieue et dans les villes nouvelles du Caire.

Les différentes fonctions commerciales ont ainsi tendance à se redistribuer à l'échelle du Grand Caire, le Mūsķī étant le marché organisant et gérant ces circulations à l'échelle métropolitaine. Le Mūsķī joue un rôle de centralité en termes de commandes, mais peut de moins en moins assurer la fonction d'entrepôt, qui a tendance à migrer dans des quartiers périphériques, voire plus loin dans le Grand Caire, dans les villes nouvelles situées à quelques dizaines de kilomètres du centre-ville, notamment les villes d'al-Obour au nord-est de l'agglomération, et Six-Octobre, au sud-ouest. Dans ces villes industrielles créées dans les années 1960 (JOSSIFORT, 1991, 1998), les commerçants trouvent ainsi l'espace qui leur est nécessaire, le prix du mètre carré y étant bien moins élevé qu'en plein cœur du marché, et surtout une bonne connexion aux grands réseaux de transport routier, qui permettent de desservir rapidement les clients situés en province. Le transport vers l'aval se fait par l'intermédiaire de sociétés spécialisées, dont certaines possèdent des bureaux à proximité du cœur commercial du Mūsķī, dans les rues les plus facilement accessibles, entreprises qui expédient ensuite par véhicules utilitaires les produits en direction des gouvernorats de province.

Ainsi, le Mūsķī joue à l'échelle du pays un rôle de plaque-tournante du commerce des

4. Entretien mené le 2 juillet 2013 dans la boutique de vente en gros située rue al-Mūsķī, réalisé en arabe avec l'aide d'une interprète.

produits finis d'importation, dont les opérateurs nouent des relations commerciales avec de nombreux partenaires, que ce soit à l'échelle du pays comme nous venons de le voir, ou à l'échelle de la région métropolitaine.

I. 1. 2 À l'échelle métropolitaine, un marché qui alimente les petits commerces et les marchés intra-urbains

Le Mūsī joue un rôle majeur de centralité du commerce de gros à l'échelle du Grand Caire. Les importateurs et commerçants de gros et demi-gros fournissent un public de professionnels venus d'autres marchés de la capitale égyptienne, en plus d'alimenter via le commerce de détail des consommateurs individuels venus du Caire et d'Égypte en produits de consommation courante. Les ruelles et boutiques spécialisées dans le demi-gros fournissent ainsi les petits commerçants de la capitale qui tiennent une boutique, une table dans un marché, voire, dans le cas des plus petits vendeurs se trouvant au bout de la chaîne, un carton le long d'une rue. C'est par exemple le cas de J., jeune commerçant trentenaire⁵, qui possède une boutique de prêt-à-porter spécialisée dans le vêtement pour femme et enfant dans la partie chrétienne du Muqattam, et qui se fournit une à deux fois par mois auprès de grossistes et importateurs à proximité de la rue du Mūsī, à partir d'un catalogue publié par l'importateur à destination de sa clientèle de professionnels.

J. n'est qu'un exemple parmi d'autres de ces petits commerçants que nous avons eu l'occasion d'interroger dans des centralités commerciales secondaires de la capitale et qui répondent à la demande d'une clientèle très locale.

Nombreux sont les petits marchés des périphéries du Caire à être alimentés par les grands commerçants du Mūsī. C'est le cas par exemple des étals du petit souk du quartier *ḥayy al-Tāmin* (le « huitième district ») ou celui du *ḥayy al-Āchir* (le « dixième district ») à Madinat Nasr, très vaste quartier en périphérie de l'agglomération cairote. Ces marchés, l'un forain en ce qui concerne le huitième district, l'autre construit en dur pour le dixième district, proposent à la clientèle venue des immeubles résidentiels alentours de la vaisselle, des vêtements, quelques articles de décoration intérieure, achetés pour une grande partie au centre-ville. La situation est identique pour le marché situé aux pieds de la mosquée de l'imam al-Chāfiī, à côté de la Cité des morts et de la Citadelle, dans laquelle le marché trouve une partie de sa clientèle, ou encore pour le marché qui se trouve dans les ruelles entourant la mosquée Sayyeda Zeinab. Quelques commerçants interrogés dans ce marché et qui proposaient des vêtements pour femme (lingerie, foulards, pyjamas, etc.) ou des articles pour la maison (vaisselle, nappes et torchons) nous ont confié se fournir

5. Nous avons rencontré J. dans sa boutique au Muqattam le 26 avril 2013 grâce à Gaétan du Roy et à Natalia Duque.

auprès des grossistes cairotes, au Mūsķī pour beaucoup, car c'est « *bien évidemment le quartier le plus connu, le quartier principal* », mais aussi parfois auprès d'autres importateurs situés dans d'autres quartiers de la capitale égyptienne, « *afin de faire marcher la concurrence* »⁶ et bénéficier des prix les plus compétitifs.

Le Mūsķī joue donc un rôle de polarité commerciale à plusieurs échelles, organisant en amont et en aval des réseaux d'approvisionnement et de redistribution des marchandises importées d'Asie, tant à l'échelle du pays qu'à celle de la région métropolitaine et à l'intérieur de l'agglomération. Le quartier se trouve à l'articulation entre grands réseaux transnationaux du commerce du *made in China* et réseaux nationaux et métropolitains. Il approvisionne ainsi des espaces commerciaux plus secondaires, qui sont aussi ceux de la consommation quotidienne de proximité, et permet ainsi d'alimenter une clientèle toujours plus nombreuse et plus populaire.

I. 2 Oran : une place marchande originale, à la fois périphérie nationale de l'import et centralité commerciale régionale

Face à la suprématie et à l'hypertrophie de la capitale égyptienne et au rôle central du Mūsķī dans la circulation des produits du *made in China*, Oran peut paraître bien discrète. Si l'effet de taille joue bien évidemment, à la fois dans les volumes des flux de marchandises échangés et dans la taille du bassin de consommation alimenté en « chinoiseries » depuis cette ville, Oran n'en est pas moins, toutes proportions gardées, une centralité commerciale. Mais cette centralité s'exprime essentiellement à l'échelle régionale du grand Ouest algérien. La particularité de cette place marchande réside tout d'abord dans sa situation : Oran se trouve à l'extrémité des routes algériennes du commerce transnational. Cette situation ne l'empêche pourtant pas d'être une puissante centralité rayonnant à l'échelle régionale, à la fois parce qu'elle est l'aboutissement de circuits commerciaux transnationaux prenant leur origine au Maroc (SUZANNE, 2007; FERHI, 2008) et dans les présides espagnols de Ceuta et Melilla (BERRIANE, 1999; PERALDI, 2007) et, surtout, parce qu'elle joue un rôle de redistribution des marchandises importées depuis l'Est du pays en direction des consommateurs de l'Ouest algérien, qu'ils soient commerçants ou simples consommateurs. Enfin, Oran constitue elle-même un large bassin de consommation pour ces produits. Médina J'dida alimente ainsi une partie de ces marchés, en association avec d'autres centres du commerce transnational situés à l'intérieur de la ville-centre de l'agglomération. Ainsi, Médina J'dida semble répondre à la nécessité d'un maillage de plus en plus serré du réseau commercial à l'échelle du pays autant qu'au besoin d'une place marchande d'approvisionnement de cette envergure pour l'Ouest algérien, qui en était

6. Entretien avec le propriétaire d'une boutique de foulards à Sayyeda Zeinab, le jeudi 12 avril 2012.

jusque-là dépourvu.

I. 2. 1 Une place marchande au bout des routes algériennes du commerce transnational

Même si les registres du commerce indiquent qu'Oran est une ville qui concentre de nombreuses entreprises d'import – la wilaya d'Oran étant la deuxième du pays, après celle d'Alger et avant celle de Sétif pour le nombre d'importateurs⁷ – plus rares sont les importateurs oranais à être spécialisés dans les produits de consommation courante de type habillement, linge de maison, ou petits produits finis – *small commodities* pour reprendre la catégorie de marketing utilisée pour désigner ces petits biens manufacturés à faible valeur ajoutée. D'après A. Boudinar et S. Belguidoum, « *l'approvisionnement en produits de consommation courante et petit équipement domestique est assuré par les réseaux de l'Est algérien. (...) Les importateurs oranais ont investi d'autres créneaux, notamment les équipements industriels, les matériaux de construction, les produits pharmaceutiques, l'agro-alimentaire, les véhicules utilitaires et de tourisme* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

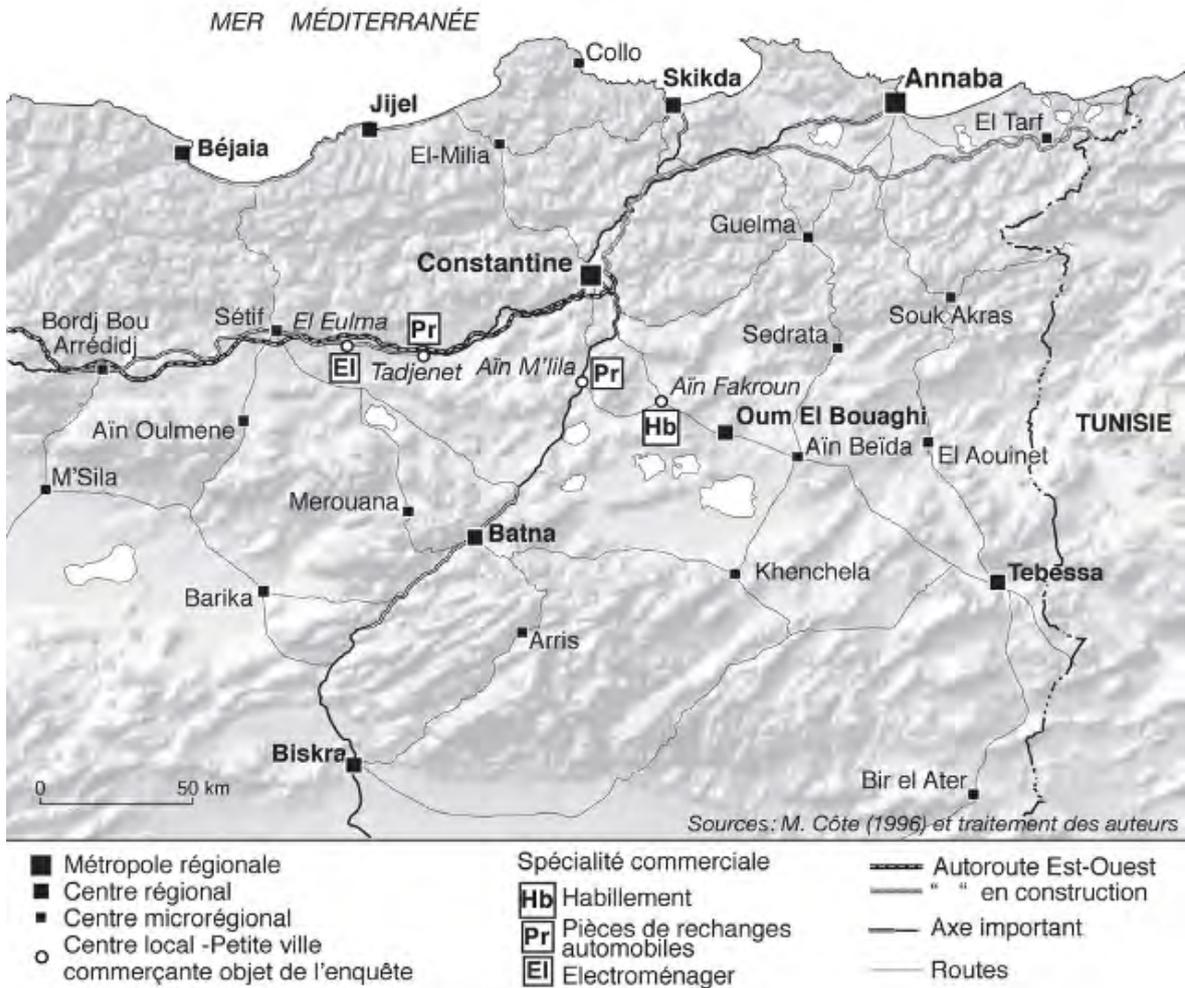
Les importateurs oranais sont peu nombreux à être en mesure de fournir en produits *made in China* les grossistes et détaillants de la ville et de sa région. Ces derniers doivent donc passer leurs commandes auprès d'importateurs localisés dans les grandes villes du pays, notamment à Alger, mais aussi et surtout dans l'Est du pays, région devenue depuis la fin des années 1990 le marché de gros en produits asiatiques à destination de toute l'Algérie. Les deux grandes places marchandes du commerce transnational, réceptacles de la grande majorité des flux de marchandises *made in China*, sont ainsi El Eulma, située dans la région de Sétif (CHOUADRA, 2013) et Aïn Fakroun, située à proximité de Constantine (BELGUIDOUM, 2011; BENLAKHLEF et BERGEL, 2013) (voir carte 2.1).

Ces deux anciennes bourgades se sont progressivement spécialisées dans l'import de marchandises *made in China* (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012), El Eulma étant plutôt spécialisée dans les articles de sport, le meuble et la décoration intérieure, les vêtements pour enfants et le linge de maison, tandis que Aïn Fakroun a plutôt choisi les segments du prêt-à-porter bon marché. Ces deux marchés alimentent toute l'Algérie en général, et Oran en particulier.

La place marchande oranaise fonctionne en liaison directe avec ces grandes plaques-tournantes du commerce transnational (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012). Parfois, les grands

7. A. Boudinar et S. Belguidoum ont indiqué dans leur article que 3 150 importateurs étaient domiciliés dans la wilaya d'Oran en 2014, ce qui fait d'Oran la deuxième wilaya où l'on trouve le plus d'importateurs, derrière Alger et devant Sétif. Source de ces chiffres : Centre national des registres du commerce, http://www.cnrc.org.dz/fr/stats/statistiques_2012/index.html page consultée par les auteurs le 23 janvier 2014. La wilaya est une division administrative, équivalent de la région.

CARTE 2.1 – Système urbain et places marchandes du commerce transnational dans le nord-est algérien. Source : (BENLAKHLEF et BERGEL, 2013)



importateurs d'El Eulma et d'Aïn Fakroun approvisionnent directement les commerçants oranais, petits ou gros, détaillants ou grossistes, via l'envoi de « *kartūnāt* » (cartons en algérien) qui sont livrés aux commerçants par des entreprises spécialisées dans la livraison. Mais les commerçants oranais sont aussi nombreux à faire la navette dans le sens inverse, comme l'ont montré les enquêtes menées auprès des détaillants et grossistes non importateurs de Médina J'dida et des boutiques situées juste en face du quartier, dans le « souk el-Kettane⁸ », l'ancien marché aux tissus aujourd'hui spécialisé dans le prêt-à-porter à destination de toute la famille.

Ainsi, H., détaillant rencontré dans ce marché couvert⁹, et à la tête de deux stands de vente au détail de vêtements pour homme et pour femme, se rend une fois par mois à

8. Le souk el-Kettane, dont le nom signifie le « marché aux tissus », fait partie des marchés couverts, appelés aussi « marchés français », construits lors de la colonisation. Il a été créé en 1956 par la mairie d'Oran.

9. Entretien réalisé en français dans la boutique de vêtements féminins de H. le 6 juillet 2012.

El Eulma pour ses affaires. Il se fait ensuite livrer des cartons de vêtements dont il paye le transport à une entreprise spécialisée pour un prix avoisinant les 300 DA¹⁰ par carton transporté. Les grands importateurs de l'Est algérien ne sont toutefois pas ses seuls fournisseurs. Il se rend en effet une à deux fois par semaine à Alger, dans les quartiers de Bâb Ezzouar et d'el-Ĥamri, ou encore à Bâb el-Raḥba à Blida, qui sont des quartiers commerçants spécialisés dans lesquels on trouve des importateurs pratiquant la vente en gros et en demi-gros.

On trouve néanmoins quelques importateurs à Oran qui réceptionnent les marchandises importées de Chine en ville, avant de les revendre à des grossistes ou à des détaillants. Plutôt spécialisés dans les produits pour la personne et dans le textile, ils sont majoritairement installés dans le quartier du Derb, le centre de commerce de gros de la ville situé à proximité de l'hyper-centre oranais, et travaillent souvent en étroite collaboration avec les commerçants de Médina J'dida, plutôt détaillants dans ces mêmes types de produits.

I. 2. 2 Diversification des réseaux d'approvisionnement : la route marocaine

En plus d'être alimentée en produits asiatiques depuis les grandes places marchandes orientales, Oran bénéficie également d'autres flux de marchandises en raison de la proximité de la frontière marocaine. La ville est ainsi une place de redistribution d'une partie des produits importés illégalement depuis le Maroc vers l'Algérie.

En effet, bien que les relations entre les deux pays soient froides, voire tendues, et la frontière terrestre fermée depuis 1994, les produits « marocains » sont vendus dans les boutiques de Médina J'dida¹¹. D'ailleurs, les commerçants proposant ces produits – babouches en cuir, robes d'intérieur et d'extérieur, caftans pour les mariées, bijoux fantaisie – sont souvent spécialisés dans le seul produit marocain, ou plutôt d'origine soi-disant marocaine. Car en réalité, les produits fabriqués pour être vendus sur le marché marocain le sont bien souvent en Chine, en Inde ou encore au Pakistan. Mais les commerçants algériens parlent bel et bien de « produits marocains », jouant sur l'image d'authenticité et de qualité liée à cette prétendue origine géographique, écho que rencontre l'artisanat marocain dans les imaginaires des consommateurs algériens. Cette filière d'importation concerne des articles très spécifiques : le caftan marocain, la chaussure pour femme en

10. 300 dinars algériens : environ 3 euros au taux de change officiel à la date de l'entretien.

11. Cette traversée de la contrebande s'effectue aussi de l'Algérie vers le Maroc, mais elle concerne essentiellement l'essence et des denrées alimentaires dont le prix est moindre en Algérie. Voir les travaux de G. Suzanne au sujet d'Oujda et de son rôle de place-marchande transnationale entre Maroc et Algérie (SUZANNE, 2007) et ceux de S. Ferhi (FERHI, 2008) ou F.-N. Moussaoui (MOUSSAOUI, 2009, 2015) quant au rôle de plaque-tournante pour la contrebande transfrontalière joué par Maghnia.

cuir, ainsi que les vêtements de marque contrefaite.

Les commerçants vendant ces produits admettent sans grande difficulté avoir recours à des passeurs ou « *harraga* », c'est-à-dire les fameux « brûleurs de frontière » originaires des régions frontalières et qui pratiquent la contrebande, alimentant ainsi le marché des deux côtés de la frontière. Ces passeurs répondent à une demande forte en raison de l'engouement d'une partie des femmes algériennes des classes populaires et des petites classes moyennes pour ces vêtements traditionnels et pudiques. Un de ces commerçants spécialisés dans le produit marocain à Médina J'dida et avec lequel nous avons eu l'occasion de nous entretenir régulièrement durant les trois années de notre travail de terrain, nous a dit se fournir dans la ville de Maghnia, une petite ville algérienne à la réputation sulfureuse située à quelques dizaines de kilomètres seulement de la frontière, connue pour concentrer de nombreux trafics (FERHI, 2008). Lui-même ne se rend pas en personne au Maroc, mais profite du trafic organisé par les populations originaires de cette région. Certains transitaires sont ainsi spécialisés dans le produit marocain d'importation et alimentent ensuite non seulement Oran mais également les marchés de gros situés dans la campagne alentour, comme le marché de Sidi Khettab dans la région de Rélizane.

Oran est ainsi l'un des marchés d'où partent les produits marocains à destination d'autres places marchandes du pays. C'est le cas d'Alger, où l'on trouve ces mêmes produits dans le souk Dubaï situé à la périphérie de la capitale, dans le quartier de Bab Ez-zouar, mais à un prix supérieur de quelques centaines de dinars à celui pratiqué dans les boutiques de Médina J'dida, multiplication des intermédiaires et distance kilométrique obligent¹².

Oran est ainsi alimenté en produits d'importation par plusieurs filières, ce qui montre que cette place marchande a su tirer profit de sa situation, à la fois de capitale régionale, de large bassin de consommation, et de région en position frontalière, pour devenir un pôle régional de la vente aux particuliers et aux professionnels de produits asiatiques.

I. 2. 3 Un carrefour régional du *made in China* pour l'Ouest algérien

Oran joue ainsi un rôle de plateforme de redistribution des marchandises *made in China* en direction des villes secondaires et des bourgades plus petites de la région orientale. Médina J'dida, en association avec le quartier péricentral du Derb en particulier, draine ainsi une clientèle de professionnels et de particuliers venue des wilayat les plus proches, à la recherche de biens d'importation vendus à des prix attractifs (carte 2.2).

12. Entretien réalisé en juillet 2012 dans le souk Dubaï auprès d'un commerçant proposant exclusivement ces mêmes produits marocains aux clientes algéroises. Le prix de ces produits était de 30% supérieur aux prix pratiqués à Médina J'dida.

CARTE 2.2 – Oran, une centralité commerciale régionale, relais oriental du commerce du *made in China* en Algérie



Ce rôle de carrefour régional est rendu visible tout d'abord grâce au relevé des plaques d'immatriculation des véhicules professionnels et des voitures de tourisme qui se garent tant bien que mal dans les rares ruelles de Médina J'dida encore accessibles à la circulation automobile, ou le long des grands boulevards qui bordent la Ville nouvelle. Les camionnettes de professionnels sont surtout visibles la semaine, tandis que les véhicules

des particuliers venus de la région alentour se pressent à Médina J'dida le samedi, l'une des journées les plus fréquentées de la semaine.

Cette attraction est également bien visible dans le quartier du Derb, où l'on remarque, en matinée surtout, un nombre important de véhicules utilitaires dont les plaques d'immatriculation signalent l'origine géographique de leurs propriétaires : wilayat de Mostaganem, d'Aïn Temouchent, de Tlemcen ou encore de Na'ama. Ces indices laissent supposer que les commerçants d'autres centres urbains ou de localités plus rurales viennent se fournir dans ce quartier de gros et demi-gros pour revendre ensuite les produits au détail, dans leurs boutiques, ce que nous ont confirmé plusieurs grossistes du quartier que nous avons eu l'occasion d'interroger.

Les entretiens menés auprès des commerçants ainsi qu'auprès de leur clientèle de professionnels ou de particuliers viennent confirmer ces relevés de terrain. Ainsi, un client d'un des nombreux grossistes et/ou importateurs du Derb spécialisé dans le tissu d'ameublement ou dans le prêt-à-porter s'est avéré être détaillant de ce même produit, ainsi que d'articles de mercerie¹³. Il a déclaré posséder une boutique dans le centre-ville de Tlemcen (voir carte 2.2), ville secondaire située dans la région d'Oran. Ce client était de passage chez son fournisseur habituel, M. L., afin de passer commande de nouveaux rouleaux de tissu. D'après lui, Tlemcen ne compte aucun grossiste en tissus ; comme lui, les commerçants tlemcéniens se fournissent régulièrement à Oran, auprès de fournisseurs avec lesquels ils entretiennent parfois des relations très anciennes, en particulier dans le cas des familles de commerçants héritant leur affaire de leur père ou de leur grand-père. Ainsi, ce commerçant de Tlemcen travaille-t-il avec M. L. comme son père avant lui, M. L. étant lui-même héritier de l'affaire familiale.

I. 2. 4 Médina J'dida et le Derb : une association entre marché de détail et marché de gros

La très grande majorité des commerçants localisés à Médina J'dida propose de la vente au détail au bout des routes algériennes du commerce transnational. Rares sont ceux qui vendent en demi-gros ou en gros. La fonction d'entreposage des marchandises et d'approvisionnement des boutiques de Médina J'dida est en réalité largement assurée par d'autres quartiers d'Oran, par manque de place dans le marché. On trouve des entrepôts dans des quartiers situés en banlieue, mais aussi dans une certaine mesure dans le centre-ville historique, et notamment dans un autre quartier du vieil Oran, le Derb (carte 2.3). Ce quartier est aujourd'hui presque entièrement spécialisé dans la vente en gros et demi-gros. Une partie des commerçants du Derb pratiquent d'ailleurs eux-mêmes l'im-

13. Entretien réalisé en français le 24 mars 2013 dans la boutique de M. L. au Derb.

portation de tissus et de produits textiles pour homme, femme et enfant.

CARTE 2.3 – Des quartiers du *Made in China* qui travaillent ensemble : Médina J'didan, le Derb et Saint-Antoine



Le Derb est un quartier dont la construction remonte à l'époque coloniale et qui était déjà spécialisé dans le commerce lorsqu'il était encore, dans les années précédant l'indépendance, le quartier juif¹⁴ d'Oran, comme le rappellent des grossistes et employés du quartier. L'entreposage y a progressivement pénétré le rez-de-chaussée et l'entresol des immeubles coloniaux, lesquels se trouvaient souvent dans une situation de dégradation avancée, et déborde sur les trottoirs défoncés. Cette fonction d'entreposage est également soulignée par la présence de nombreux camions et camionnettes qui stationnent devant les entrées d'entrepôts, et dont les coffres sont remplis de cartons de produits d'importation.

Chaque entreprise de vente en gros et/ou d'import est spécialisée dans une gamme de produit. Les magasins spécialisés dans le textile d'ameublement et de confection sont nombreux, voire majoritaires, en complémentarité avec la spécialisation de Médina J'dida dans les vêtements pour tous les âges et tous les sexes. D'autres sont spécialisés dans tout

14. Les commerçants juifs qui étaient spécialisés dans la vente de tissu en gros ont progressivement quitté le quartier au moment de la guerre d'Algérie puis de l'indépendance. Certains ont alors cédé leur affaire à leurs anciens clients musulmans. Cette situation est donc semblable à ce qui s'est passé dans les années 1950 dans la ḥārat al-Yahūd au Caire.

ce qui touche à la présentation des articles dans les boutiques (cintres, mannequins en plastique, présentoirs, etc.). La provenance chinoise de ces produits s'affiche partout, et l'on retrouve les mêmes cartons que l'on peut voir dans tous les quartiers proposant du *made in China*, en Algérie mais également ailleurs dans le monde.

Les commerçants du Derb, ainsi que quelques autres grossistes importateurs de l'agglomération oranaise, sont également en relation directe avec les grands centres du commerce transnational situés dans l'Est du pays, région qui concentre un grand nombre d'importateurs algériens. Ces derniers approvisionnent régulièrement les grossistes du Derb en marchandises, et ce grâce à des sociétés de transport pour la plupart localisées à El Eulma, dans la wilaya de Sétif (hautes plaines de l'Algérie de l'Est), qui sont en mesure d'approvisionner le pays tout entier (CHOUADRA, 2013).

L'articulation entre le Derb et Médina J'dida est certes fonctionnelle, mais elle est également familiale, les liens d'interconnaissance et les liens familiaux étant bien souvent une façon de faire des affaires, un moyen de garder l'argent dans la famille et de s'assurer de la fiabilité de ses partenaires commerciaux. Ainsi, H., un commerçant possédant une boutique de vêtements féminins et une autre de vêtements masculins, travaille en partie avec des cousins installés au Derb, qui sont à la tête d'une entreprise de vente en gros de vêtements pour homme, femme et enfant. Les relations familiales sont ainsi très fréquentes dans ce type de commerce, et ce à travers tout le pays.

Néanmoins, bien que le Derb joue un rôle important à l'échelle de la ville d'Oran, les commerçants de Médina J'dida n'en ont pas moins recours à des importateurs et des grossistes situés dans d'autres quartiers d'Oran et dans d'autres villes algériennes. Ils peuvent également se rendre à l'étranger pour limiter le nombre d'intermédiaires et accroître leurs marges, s'ils estiment en avoir les capacités financières et relationnelles.

Bien que situées au terminus algérien des routes du commerce transnational avec l'Asie, Médina J'dida, associée étroitement au quartier du Derb, bénéficie du rayonnement d'Oran sur les wilayat situées dans l'Ouest algérien et de la proximité de la frontière marocaine, ce qui fait d'elle une grande place marchande d'approvisionnement pour l'Ouest algérien. Réseau de marchés et réseau de villes s'articulent ainsi dans l'Ouest algérien.

Médina J'dida et le Mūsķī sont ainsi deux places marchandes intégrées dans des réseaux commerçants fonctionnant à des échelles différentes, reflet à la fois de leur place dans la hiérarchie urbaine de leur pays respectif, et de leur inégalité en termes de masse démographique et de rôle à l'échelle internationale. Le Mūsķī est une grande plaque-tournante du commerce transnational à l'échelle de l'Égypte et à celle de l'agglomération du Grand Caire. Médina J'dida quant à elle, en association avec le quartier du Derb,

est une centralité d'échelle régionale qui rayonne sur l'Ouest du pays, relais des grandes places marchandes orientales qui sont, elles, les principales portes d'entrée en Algérie des marchandises d'importation à destination des consommateurs des classes populaires et moyennes.

II Des centralités symboliques : l'importance de la réputation des places marchandes

« Les rues ne sont pas propres, les façades des magasins sont vilaines, mais c'est ici le cœur du commerce¹⁵ ».

Centralités fonctionnelles dans le dispositif commercial d'échelle nationale et régionale, centralités émergentes échappant à la fonction de représentation et de centre vitrine d'une métropole régionale ou mondiale, Médina J'dida et le Mūsķi sont enfin des centralités populaires, qui font pleinement partie de l'imaginaire des consommateurs. La stabilité sur le temps long de ces deux places marchandes (voir chapitre 1) s'explique en effet également par leur réputation de quartiers-marchés populaires pratiquant des prix intéressants et proposant des marchandises nouvelles à de vastes zones de chalandises.

Comme l'écrit J.-C. David au sujet du Caire, il faut chercher les facteurs expliquant la stabilité d'un quartier commerçant *« dans les règles traditionnelles de fonctionnement du commerce, dans les pratiques des clientèles et des commerçants et leurs interactions, forces socio-économiques et proprement culturelles qui constituent le souk, suivant une fonctionnalité différente de celle des urbanistes »*. Ainsi, le poids du passé joue à plein : *« la force des situations acquises (...) n'est pas seulement force d'inertie mais valeur économique et foncière d'un site, fondée sur les habitudes des clientèles locales ou extérieures à la ville qui doivent se repérer facilement et trouver immédiatement le service dont elles ont besoin »* (DAVID, 1999, 236).

Dans les discours des consommateurs et des commerçants égyptiens et algériens, on pourra noter la différence dans l'appréciation qu'ils font de ces places marchandes. Bien sûr, on ne joue pas à la même échelle au Caire et à Oran. Les termes élogieux, voire dithyrambiques, décrivant le Mūsķi et ses alentours comme *« the place to be »*, *« the place number one »* en Égypte n'ont jamais été prononcés au cours des nombreux entretiens que nous avons eu l'occasion de mener dans la Ville nouvelle, eu égard au rôle de centralité

15. Entretien réalisé en arabe avec l'aide d'une traductrice le 27 juin 2013 dans une boutique de la rue (« *atfa* ») al-Zayt, située dans la Ghūriyya, avec un grossiste spécialisé dans la chaussure *made in China* pour homme.

régionale de Médina J'dida, . Cependant, la réputation de grand centre de commerce régional du *made in China* joue aussi pour la ville nouvelle oranaise. Ces remarques concernant le Mūsķī ont été prononcées en anglais par les commerçants lors d'entretiens réalisés pourtant en arabe (égyptien). Ces termes ont certes été utilisés par ces entrepreneurs afin que nous puissions bien suivre la conversation, mais ils témoignent aussi de l'importance que la langue anglaise a prise dans le quotidien des hommes d'affaires égyptiens, y compris des patrons à la tête de petites entreprises. On retrouve cet usage de l'anglais et la pénétration de mots liés au commerce et à la consommation moderne dans les pratiques de consommation également, comme nous le verrons plus loin (chapitre 5). Cela a aussi été souligné par la sociologue égyptienne M. Abaza lors d'enquêtes menées dans les *malls*, c'est-à-dire les centres commerciaux du centre-ville moderne, à Wusṭ al-Balad et la Corniche, ou dans des quartiers périphériques, fréquentés par des populations jeunes principalement et issues des segments aisés des classes moyennes (ABAZA, 2010).

II. 1 Au Caire, poids des héritages et rôle de la réputation dans le maintien de la centralité dans le temps long

Dans le cas du Mūsķī, la réputation du quartier, héritée de siècles de spécialisation des ruelles et des impasses dans le commerce international, joue toujours dans les représentations que les acteurs du commerce, qu'ils soient importateurs, grossistes, détaillants, ou simples consommateurs, se font du quartier, et permet également de comprendre la continuité des activités dans ce quartier. L'imaginaire lié au Mūsķī participe pleinement d'un succès qui ne s'est pas démenti avec la nouvelle étape que représente le commerce transnational de produits fabriqués en Chine.

Nombreux sont les commerçants du quartier à avoir souligné durant nos entretiens l'importance de la réputation du Mūsķī pour son rayonnement commercial et son attractivité, un argument qui a joué pour les commerçants n'ayant pas hérité leur local commercial, voire leur immeuble, de leur famille ou de leur belle-famille. Le Mūsķī bénéficie ainsi d'une image de marque, à la fois de profusion et de diversité de la marchandise qui y est vendue, et est particulièrement connu pour sa centralité, bien que cette image brillante soit quelque peu ternie par celle d'être un quartier un peu trop « *baladī* », terme qui signifie « populaire » en arabe égyptien.

De nombreux vendeurs et importateurs ont souligné à plusieurs reprises que le Mūsķī était la place marchande où l'on devait s'installer pour réussir, non seulement à l'échelle du Caire mais également à l'échelle de toute l'Égypte. Un importateur qui compterait parmi les pionniers du commerce transnational, ayant débuté son activité au début des

années 1990 au sein du quartier et qui se trouve aujourd'hui à la tête d'une compagnie spécialisée dans les accessoires de marques contrefaites, possède toujours dans l'une des rues du Mūsī la première boutique qu'il avait ouverte à l'époque. Depuis les années 1990, il n'a cessé de développer son activité et l'a étendue à travers le Grand Caire. Il a installé des usines de fabrication d'accessoires dans la ville nouvelle de Six-Octobre. Il a également ouvert des boutiques de prêt-à-porter dans les quartiers fréquentés par des consommateurs appartenant à la classe moyenne supérieure, comme Ma'ādī, Zamalek ou Wusṭ al-Balad. Cependant, ce patron a conservé cette boutique étroite et relativement exiguë située dans une des ruelles les plus fréquentées du quartier. C'est là que nous avons pu interroger son fils cadet¹⁶, qu'il a associé à ses affaires, et dont l'une des fonctions dans l'entreprise familiale est de recevoir les très nombreux clients de sa compagnie et de prendre une partie de leurs commandes. Il travaille depuis son bureau situé au premier étage de la petite bâtisse ancienne qui accueille ses bureaux, tandis que le rez-de-chaussée est utilisé comme espace d'exposition des nouveautés importées. La stratégie de cette entreprise témoigne bien du rôle du Mūsī dont la centralité, en lien avec la réputation, se maintient, en dépit de l'évolution des stratégies économiques et spatiales des entreprises commerciales.

L'exemple d'un héritier d'une entreprise spécialisée dans la vente de matériel de chantier et de travaux publics confirme que cette stratégie spatiale n'est pas rare dans le quartier. La boutique originelle de sa famille, une seule petite pièce très étroite aux rayonnages assez vétustes, se trouve dans le quartier de 'Ataba, dans une des ruelles spécialisées dans la vente et l'entretien d'outils et de matériel industriel pour la construction, les activités industrielles (machines à coudre, machines à fabriquer les boîtes en carton du district de la chaussure de Bāb al-Shā'riyya) et l'aménagement intérieur. Lors de notre rencontre en 2013, ce trentenaire supervisait la construction d'un immeuble commercial de grande hauteur, situé dans la même ruelle à quelques dizaines de mètres de sa boutique. Ce commerçant, une fois l'immeuble commercial terminé et les boutiques ouvertes, comptait garder la boutique ouverte par son grand-père il y a plusieurs décennies car « *personne ne veut perdre la réputation qu'il a acquise, et donc le réseau de sociabilité qu'il a construit dans le quartier : le réseau de connaissances est notre trésor, et il est intimement lié à ce lieu* »¹⁷. Posséder une boutique au cœur du marché du Mūsī donne selon lui tant aux grandes compagnies qu'aux petites boutiques un accès très large à une clientèle originaire non seulement du Caire et du Grand Caire mais aussi à des clients venus de toute l'Égypte.

L'image de grande centralité commerciale a joué également en ce qui concerne l'arri-

16. Entretien réalisé le 9 avril 2012 en arabe et en anglais, avec l'aide d'une traductrice.

17. Entretien réalisé le 6 juin 2013 en arabe avec l'aide d'une traductrice.

vée de quelques commerçants syriens et leur installation dans le quartier en 2013. Nous avons eu l'opportunité de nous entretenir avec trois d'entre eux, des jeunes gens de moins de trente ans, parfois pères de famille, originaires d'Alep ou de Damas, et issus de familles réputées de commerçants syriens. Ils étaient tous spécialisés dans la vente de linge de maison et parfois de vêtements féminins d'intérieur (robes, pyjamas, parures de bain pour les jeunes mariées, etc.). Lorsque nous leur avons demandé, lors d'entretiens menés en arabe mais aussi en anglais – l'un d'entre eux avait appris l'anglais au contact de la très nombreuse clientèle étrangère qui venait visiter le souk d'Alep et s'arrêtait dans la boutique familiale – les raisons pour lesquelles ils étaient venus s'installer au Mūsķī, tous nous ont répondu que c'était l'endroit recommandé par leurs contacts professionnels au Caire.

Les courts entretiens menés auprès de la clientèle fréquentant les ruelles commerciales du quartier du Mūsķī confirment les discours tenus par les commerçants, et attestent bien du rôle de la réputation du quartier au-delà des limites de la capitale égyptienne. Une famille de quatre personnes, croisée dans le quartier de la Ghūriyya, à deux pas de Bāb Zuweyla, devant la boutique d'un marchand de linge de maison (*mafrushāt*), en est un parfait exemple¹⁸. Cette famille était venue de Suez pour la journée afin de finaliser le trousseau de la fille aînée qui devait se marier la semaine suivante. La famille venait régulièrement faire ses achats au Caire, notamment en raison du mariage à venir, car le quartier propose des articles très divers vendus à des prix souvent inférieurs à ceux pratiqués par les commerçants de Suez. Ainsi, la mère de famille pouvait économiser jusqu'à 200 ou 300 EGP sur certains articles en venant directement faire ses achats au Caire. La seconde raison qui motivait ces journées de *shopping* au Caire était le fait que les produits vendus dans les ruelles du Mūsķī étaient bien plus diversifiés que les articles vendus à Suez, et, surtout, que la famille n'avait qu'à se déplacer d'un quartier à l'autre pour trouver tout ce dont elle avait besoin, des biens d'équipement de la maison en passant par la robe portée lors de la cérémonie du mariage ou les vêtements d'intérieur de la jeune femme.

Image de profusion, de prix attractifs, de centralité commerciale à la fois pour les commerçants et pour la clientèle, la réputation du quartier du Mūsķī joue donc pleinement pour expliquer le maintien de cette centralité dans la vie quotidienne des commerçants et des consommateurs, et son rôle dominant dans l'organisation du commerce transnational à différentes échelles. Comme l'écrit J.-C. David, « *la plus importante caractéristique d'un site commercial traditionnel n'est-elle pas justement sa localisation connue, facilement repérable? (...) Le site ancien du centre reste sans rival pour certains produits et certaines clientèles. Pour beaucoup de Caiotes et d'Égyptiens, au moins des classes populaires,*

18. Entretien réalisé en arabe le 27 juin 2013 avec l'aide d'une traductrice.

l'axe al-Azbakiya Khan al-Khalili par la rue al-Mūsī et la rue al-Azhar est un site-phare du Caire, un repère fondamental : la concentration, la cohérence des activités, l'effet de foule, la densité du trafic, renforcent l'image et l'importance d'un équipement central unique » (DAVID, 1999, 236).

II. 2 À Oran, la réputation d'un quartier-marché attractif et (mais?) populaire

La réputation de Médina J'dida en tant que place marchande majeure pour l'agglomération oranaise est héritée d'une histoire relativement ancienne, comme le montrait déjà la thèse de B. Semmoud (SEMMOUD, 1975). Le géographe y décrit Médina J'dida comme une grande place commerciale « *dans le paysage urbain et dans l'esprit des habitants d'Oran (...) [c]'est un pôle d'attraction, attraction qui peut s'opérer ainsi soit par l'attrait de la population, soit par le rayonnement commercial* » (SEMMOUD, 1975, 81).

Le quartier a largement bénéficié du rayonnement de son marché alimentaire central, Sidi Okba, réputé encore aujourd'hui pour être l'un des marchés alimentaires les moins chers de la ville, et l'un de ceux qui attirent la population oranaise depuis sa création dans les années 1930. En 1938 déjà, R. Lespès écrivait : « *le Village nègre était devenu le centre d'approvisionnement des quartiers sud et du sud-est* » (LESPÈS, 1938, 289). C'est d'ailleurs toujours le cas près d'un siècle plus tard : le marché couvert, situé en plein cœur de la ville nouvelle, continue d'attirer les femmes venues des différents quartiers de la ville, y compris des périphéries de l'agglomération, clientèle appartenant tant aux classes moyennes qu'aux classes populaires comme en ont attesté nos observations. Certes, les mères de famille habitant en périphérie à qui nous avons pu poser quelques questions ne viennent pas spécifiquement pour s'approvisionner au quotidien à Sidi Okba, mais elles s'y arrêtent si elles ont l'occasion de passer en centre-ville pour une course.

Médina J'dida est également un marché attractif pour les « touristes », autrement dit les vacanciers venus d'Europe – de France, de Belgique mais aussi d'Allemagne pour celles et ceux que nous avons croisés durant nos observations – et qui achètent des cadeaux à ramener à leurs enfants restés en Europe, ou au contraire pour leurs amis et famille à Oran. Les commerçants interrogés ont souligné à plusieurs reprises l'importance de cette clientèle émigrée qui revient dans sa région d'origine pendant les vacances scolaires et en particulier en période estivale.

Des enquêtes menées par le géographe S.-M. Trache ont également montré que les populations des quartiers périphériques populaires font des achats occasionnels à Médina J'dida ainsi que dans le centre-ville al-Emir : « *quel que soit le lieu de résidence en*

périphérie oranaise, la satisfaction des besoins épisodiques – appelés communément biens anomaux – est assurée principalement par Médina J'dida connue pour sa popularité et le centre-ville d'Oran qui représente le commerce moderne. (...) La population périurbaine oranaise s'adresse exclusivement à Médina J'dida et au centre-ville pour ses besoins occasionnels et rares » (TRACHE, 2010, 303).

Ainsi, afin de profiter de cette polarisation très forte de la clientèle qui se joue à l'échelle de toute l'agglomération, de nombreux commerçants cherchent à s'installer dans le quartier afin d'y ouvrir leur affaire. Nous avons ainsi été témoin de négociations menées entre un vieux moudjahid¹⁹, multipropriétaire foncier dans le quartier de Médina J'dida, et un jeune commerçant spécialisé dans la chaussure qui souhaitait louer un fonds de commerce laissé volontairement vide par le vieux propriétaire suite à des désaccords commerciaux avec l'ancien locataire. Le vendeur de chaussures, âgé d'une trentaine d'années, nous a dit ne pas avoir de boutique dans le quartier mais pratiquer la vente de chaussures sur une table dans les marchés de la région, à M'sila ou encore à Sidi Khettab. Ayant un peu de capital, il cherchait à fixer son affaire et à s'installer à Médina J'dida dans la partie du quartier dédiée aux articles féminins. Lorsque nous lui avons demandé pourquoi il tenait absolument à s'installer dans ces rues en particulier, ce dernier avait éclaté de rire et avait répondu : « *ici, c'est le centre du commerce* », sur le ton de l'évidence, évidence aussitôt confirmée par le propriétaire du fonds de commerce²⁰.

Certains commerçants, qui possèdent parfois une boutique ailleurs en ville, préfèrent mettre en location leur propre bien afin de pouvoir ouvrir leur affaire dans la Ville nouvelle. C'est le cas d'un grossiste spécialisé dans les lunettes de soleil et les bijoux plaqué or rencontré au printemps 2013. L'homme avait hérité de ses parents une boutique située dans la rue très commerçante de la Bastille, un marché forain spécialisé dans les fruits et les légumes et qui accueille de plus en plus des tables proposant des accessoires pour la maison, ainsi que des vêtements et accessoires pour la personne fabriqués en Asie. Quatre ans auparavant, il avait mis en location cette boutique, qui désormais propose des articles d'épicerie, et avait ouvert une boutique d'accessoires et bijoux d'importation donnant sur le boulevard Houha, dans un immeuble neuf, avec un contrat de location. Il rejoignait, selon son expression, le « *centre du commerce* », et pouvait ainsi accéder à la très nombreuse clientèle qui fréquente au quotidien les ruelles commerçantes de Médina J'dida.

19. « Moudjahid » : terme employé en Algérie qui signifie « combattant » et qui désigne en particulier les individus ayant participé à la guerre de libération contre la France. Ce statut donne de très nombreux droits à ces individus mais aussi à leurs ayant-droits, en termes notamment de protection sociale, de droit à la retraite, de droit au logement, d'exonération des droits de douane pour l'achat de voiture à l'étranger ou encore l'accès à la terre agricole. Les moudjahidines peuvent également bénéficier de prêts bancaires pour réaliser des investissements économiques, agricoles ou de services. Voir notamment le texte de la Loi n°99-07 du 5 avril 1999 relative au Moudjahid et au Chahid parue au Journal Officiel n°25 du 12 avril 1999. En ligne : <http://www.elmouwatin.dz/IMG/pdf/ref/Loi9907-05-04-1999.pdf> page consultée le 8 avril 2016.

20. Entretien mené en français et arabe algérien le 20 mars 2013.

Ainsi, « Médina J'dida est un centre commercial pour tout l'Ouest algérien »²¹, le « cœur économique de la région ouest »²², des échos très largement entendus lors de différents entretiens menés auprès des commerçants de la Ville nouvelle.

Mais Médina J'dida, encore plus que le Mūsķī au Caire, jouit d'une réputation à double tranchant. Aux côtés des qualités du marché vantées tant par les commerçants que par la clientèle, son dynamisme, ses prix, ou encore sa forte fréquentation, nombreuses sont les personnes à avoir souligné que Médina J'dida était également une place marchande mal fréquentée, voire dangereuse, où les voleurs étaient nombreux et les vols à la tire fréquents, et où il valait mieux éviter de circuler le soir, particulièrement l'hiver quand la nuit tombe plus vite. Des témoignages de vols et même d'agression nous ont été également rapportés par différentes sources, tant extérieures qu'intérieures au quartier-marché. Ainsi, les recommandations pour arpenter les rues qui nous ont été données à plusieurs reprises, par des ami(e)s et collègues, par les commerçants ou la clientèle (masculine ou féminine) interviewée, étaient bien souvent les mêmes : porter un sac à main bien fermé, le placer devant soi pour éviter qu'il ne soit ouvert à son insu, ne prendre ni son passeport ni trop d'argent, faire attention à son téléphone portable, etc. Mais cela n'empêche pas la clientèle, notamment féminine, de se presser dans les ruelles autour des tables des vendeurs à la sauvette ou des étals d'exposition et les boutiques à la recherche de la bonne affaire.

Conclusion

Comme nous l'avons montré, Médina J'dida et le Mūsķī sont de puissantes centralités commerciales. Le Mūsķī, point d'ancrage de réseaux commerciaux qui se déploient à l'échelle mondiale, est la plaque-tournante du commerce des biens *made in China* à l'échelle nationale et métropolitaine. Médina J'dida joue quant à elle le rôle de relais régional des grandes places marchandes de l'importation algérienne en distribuant ces produits au sein de sa région métropolitaine et en direction du grand Ouest algérien. Grâce à sa situation à proximité de la frontière marocaine, ses opérateurs ont su également profiter d'autres réseaux commerciaux en utilisant la route de la contrebande frontalière algéro-marocaine. Ces deux quartiers du commerce transnational ont su capter et retenir les réseaux du commerce transnational grâce à un tissu économique ancien et solide, et à une place centrale dans la hiérarchie urbaine. Leur situation péricentrale, à proxi-

21. Entretien mené le 7 mars 2014 avec le gérant d'une boutique de chaussures pour homme de la place Tahtaha et son ami, chauffeur de poids-lourds.

22. Entretien mené le 15 mars 2014 avec le directeur d'une boutique proposant des bijoux fantaisie, en compagnie de l'anthropologue Fatima-Nabila Moussaoui, que nous remercions pour l'aide qu'elle nous a apportée.

mité de l'hyper-centre moderne de leur agglomération respective – fonction assurée par Wust al-Balad au Caire et par le quartier al-Emir à Oran – et leur réputation de centralités commerciales populaires, « *quotidiennes, banales, (...) "impulsées par le bas"* » (BERTONCELLO et FETTAH, 2007) ont également joué sur la pérennité de leur fonctionnement dans un cadre globalisé.

L'ancrage du commerce transnational au tournant des années 1990 dans ces deux quartiers-marchés correspond ainsi à une nouvelle étape dans leur développement : celui d'une nouvelle strate économique aux conséquences urbaines profondes. En s'affirmant comme des centralités commerciales d'échelles régionale et/ou nationale, ces quartiers tendent à devenir de plus en plus spécialisés dans la vente en gros et au détail de produits d'importation, ce qui met en péril leur fonctionnement en tant que quartiers habités par les populations qui y résident. L'essor économique mais surtout spatial de la fonction commerciale fait, en effet, pression sur la fonction résidentielle de ces morceaux de ville anciennement appropriés. Ce point fera l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 3

Une spécialisation commerciale conquérante. Quand le commerce l'emporte sur la fonction résidentielle

Sommaire

I	Des quartiers sujets à un déclin ancien de la fonction résidentielle	103
I. 1	A l'échelle métropolitaine : des quartiers centraux en perte de vitesse	103
I. 2	A l'échelle des quartiers : une population chassée par le développement des activités commerciales?	112
II	Disparition de l'ambiance de quartier à Médina J'dida et au Mūsī	121
II. 1	Des quartiers qui fonctionnent au rythme du commerce	123
II. 2	Disparition des commerces de proximité au profit des services aux consommateurs extérieurs	126
II. 3	Discrétion voire invisibilité de la population résidente	132

DANS UN ARTICLE publié au sujet de la vieille ville du Caire, A. Madœuf insistait sur l'enchevêtrement des différentes fonctions urbaines dans les quartiers anciens de la capitale égyptienne : « *habiter, travailler et vivre sont des notions qui, dans la réalité, se mêlent, se complètent, se "répondent"*; un des traits de la personnalité de la ville ancienne réside certainement dans leur complémentarité » (MADŒUF, 1995). Ainsi, en dépit de zones précises dans lesquelles ces fonctions pouvaient parfois s'exclure, la géographe insistait sur le fait que les quartiers de la ville ancienne du Caire étaient encore à la fin des années 1990 des espaces habités, vécus par la population locale. Or nos enquêtes ont montré que c'est aujourd'hui de moins en moins le cas, et que la fonction résidentielle, c'est-à-dire le fait d'habiter et de vivre dans un espace approprié, vécu, connaissait un déclin accéléré, que ce soit dans les rues et ruelles du Mūsķī ou dans celles de la Ville nouvelle à Oran. Les raisons de cette situation sont à chercher dans le fait que ces deux quartiers s'affirment comme les centralités, régionale et métropolitaine pour Médina J'dida, nationale et métropolitaine pour le Mūsķī, du commerce transnational.

En effet, ces deux quartiers connaissent, depuis le milieu du 20^{ème} siècle dans le cas de la ville ancienne du Caire et depuis les années qui suivent l'indépendance dans le cas de Médina J'dida, une baisse continue de la population habitante. Cette baisse se poursuit aujourd'hui, voire même s'accélère dans certaines zones, en corrélation avec le développement des activités liées au commerce transnational de biens *made in China* et l'ouverture de commerces qui l'emportent progressivement sur la fonction résidentielle.

L'hyperspécialisation et la concentration commerciale au Mūsķī et à Médina J'dida amplifient néanmoins des dynamiques déjà existantes. Ce processus qui touche ces quartiers centraux ou péri-centraux s'inscrit dans une tendance à l'œuvre plus généralement dans les centres-villes : la tertiarisation des centres urbains et la déconcentration de leur population en direction des périphéries résidentielles. Médina J'dida et le Mūsķī font en effet face à ce processus de tertiarisation : activités et acteurs du commerce cherchent à profiter de l'effet produit par la centralité, ce qui se fait au détriment de la fonction résidentielle et des pratiques habitantes.

Cette baisse de la population se manifeste tout d'abord dans les chiffres, ce qui est l'objet de la première partie de ce chapitre. Cette tendance relativement ancienne se prolonge jusqu'au début du 21^{ème} siècle et doit se comprendre à la lumière du développement commercial en lien avec le commerce transnational qui s'est ancré dans ces quartiers depuis l'ouverture de l'Égypte et de l'Algérie à la mondialisation. La baisse de la population résidente et le fonctionnement de ces quartiers de plus en plus dépendants des activités commerciales se manifestent également dans les rythmes et les paysages du Mūsķī et de Médina J'dida. La population habitante doit désormais être cherchée plus loin du cœur

du commerce transnational, ce qui est l'objet de la deuxième partie de ce chapitre. Nous pouvons ainsi affirmer que ces deux quartiers sont de moins en moins des espaces vécus par les habitants, construits par des pratiques habitantes quotidiennes, mais de plus en plus des quartiers fonctionnels spécialisés dans le commerce transnational.

I Des quartiers sujets à un déclin ancien de la fonction résidentielle

La baisse de la population résidant tant à Médina J'dida que dans la ville ancienne du Caire n'est pas une nouveauté, bien au contraire. Cette tendance baissière s'inscrit dans un mouvement de fond de longue durée qui doit être replacé dans les dynamiques contemporaines des deux agglomérations. Les contextes oranais et égyptiens ne sont pourtant pas exactement les mêmes, bien que leurs effets soient similaires : un dépeuplement des quartiers centraux au profit des périphéries urbaines et un renforcement de leur fonction commerciale. Il est donc plus commode de distinguer l'analyse de ces deux villes dans les pages qui suivent.

I. 1 A l'échelle métropolitaine : des quartiers centraux en perte de vitesse

Le mouvement de départ des populations des quartiers de la ville-centre s'inscrit dans les recompositions à l'œuvre dans ces deux agglomérations. Oran et Le Caire font tous deux face depuis la seconde moitié du 20^{ème} siècle au développement exacerbé de leurs périphéries, et en particulier de leurs périphéries résidentielles, dans un contexte à la fois de métropolisation et de mondialisation (DENIS, 1998; DENIS et VIGNAL, 2002; EL KADI, 2012; TRACHE, 2010; CÔTE, 2011). Parler du centre nécessite ainsi de parler des marges de l'agglomération. Oran et Le Caire connaissent tous deux un mouvement de desserrement de la population du centre vers les périphéries, en lien avec la question de l'accès au logement pour les ménages populaires. Les quartiers centraux perdent ainsi en importance démographique à l'échelle de l'agglomération : ils conservent les activités de commandement qui leur permettent de rayonner à l'échelle métropolitaine mais voient parallèlement leur population sensiblement diminuer. Même si la conséquence est la même – le dépeuplement des quartiers centraux – il existe cependant de profondes nuances entre les deux contextes urbains.

I. 1. 1 À Oran, la Ville nouvelle entre instabilités postcoloniales et desserrement de la population du centre vers les périphéries

L'évolution de la population à Oran en général, et à Médina J'dida en particulier, a été assez chaotique depuis l'indépendance. Médina J'dida, quartier très densément peuplé par une population indigène avant l'indépendance (LESPÈS, 1938; SEMMOUD, 1975, 1995) a ainsi connu un brusque déclin de sa population au milieu des années 1960, avant de regagner progressivement en population au cours des années 1970, puis d'entrer dans un mouvement de décroissance à partir de la fin des années 1980. S. Mokrane distingue trois étapes de l'évolution de la population de la Ville nouvelle. La première a lieu entre 1846, date du lotissement du quartier, et 1936 : la population a lentement cru, passant de quelques 2 000 habitants à 12 000 environ en un peu moins d'un siècle. La seconde correspond à la période entre 1936 et 1962, qui est celle de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d'Algérie, qui ont « *largement affecté les mouvements de population et favorisé l'émigration vers les centres urbains* » (MOKRANE, 2007), entraînant une augmentation plus rapide de la population. La troisième période, qui a commencé au lendemain de l'indépendance, est une période de décroissance, d'abord très forte entre 1962 et 1966, puis qui se poursuit depuis à un rythme plus modéré.

TABLEAU 3.1 – Évolution de la population à Médina J'dida, entre 1886 et 2008.

Sources : (LESPÈS, 1938; BOUISRI et LAMAZE, 1971; SEMMOUD, 1975, 1995; MOKRANE, 2007; TRACHE, 2010)

	1881	1936	1954	1966	1977	1987	1998	2008
Population d'Oran	60 000	215 000	299 000 ¹	327 000	490 788	603 578	595 069	545 209
Médina J'dida	7 008	12 256	22 000	7 600	²	³	8 402 ⁴	5 274

¹ Dont 110 000 Algériens musulmans, d'après (SEMMOUD, 1995).

² Il ne nous a pas été possible de trouver les données du recensement de 1977.

³ Nous n'avons pas trouvé les données du recensement de 1987.

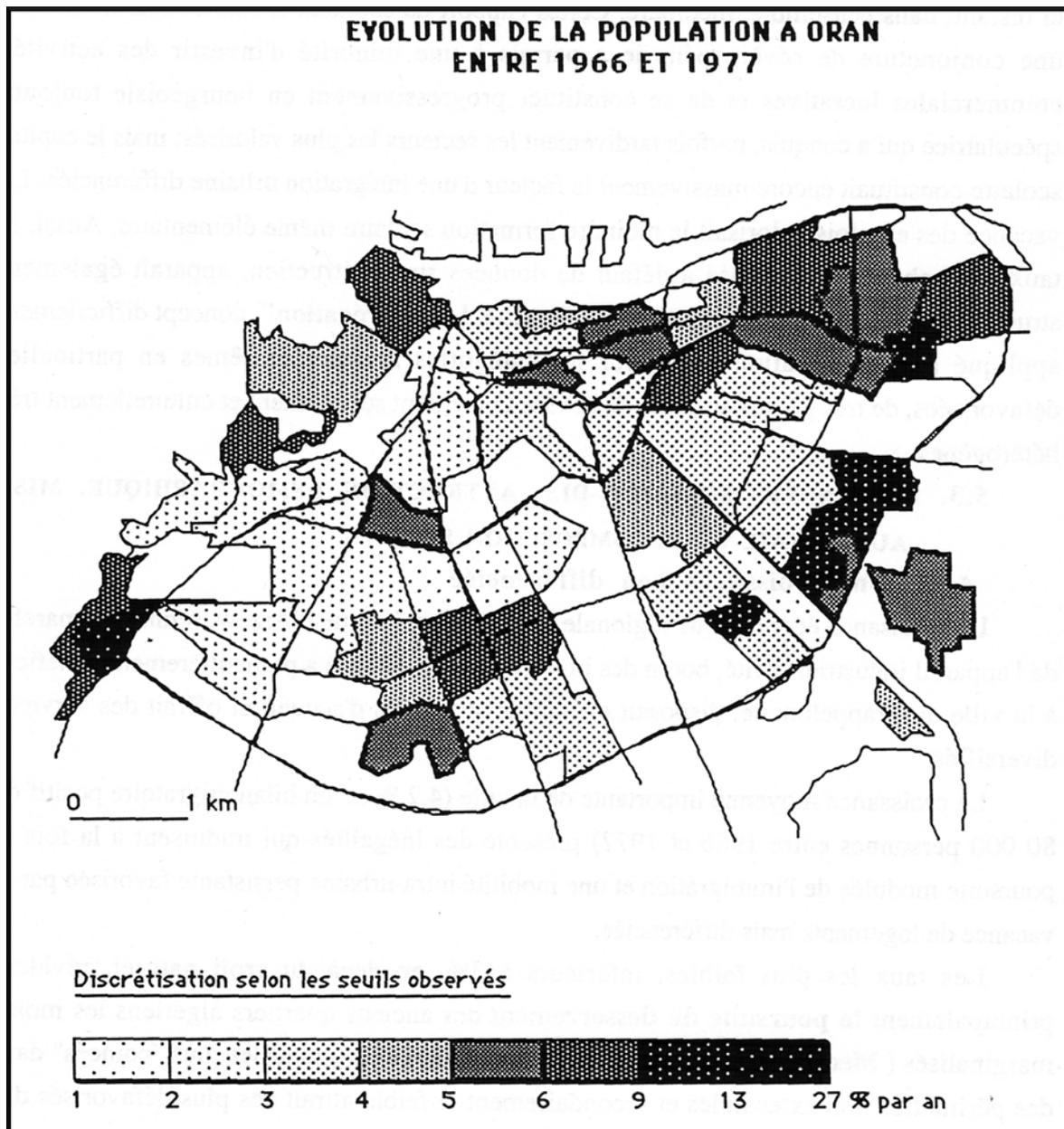
⁴ Chiffres donnés par S.-M. Trache à partir de sa thèse. Les données statistiques concernant Oran ne sont pas toujours les mêmes aux mêmes dates dans les travaux de S.-M. Trache (TRACHE, 2010) et de S. Mokrane (MOKRANE, 2007). Dans ces cas (données de 1998 notamment), nous avons choisi les données statistiques de S.-M. Trache.

Jusqu'à l'indépendance, Médina J'dida était un quartier majoritairement peuplé d'une population musulmane, contenue hors des murs de la cité coloniale européenne (LESPÈS, 1938). Suite à l'indépendance, la population résidente dans la ville-centre s'est effondrée en raison du départ des Européens, population majoritaire dans l'ancienne ville coloniale. En effet, « *le peuplement européen [de certains quartiers centraux] entrainait pour 75% dans [leur] composition démographique jusqu'à l'indépendance* » (PRENANT et SEMMOUD,

1977, 32). L'exode massif des Européens a alors entraîné la libération de plus de 40 000 logements situés essentiellement dans les quartiers centraux, ce qui a été l'occasion d'une « *formidable mobilité conjoncturelle* » pour les populations arabes, à l'origine d'une « *véritable noria* » (SEMMOUD, 1995, 41) à l'échelle intra urbaine. La principale conséquence, en plus de possibilités offertes pour l'installation de populations venues du monde rural, a été le desserrement des quartiers algériens naguère surpeuplés, qu'ils soient péricentraux, comme Médina J'dida, ou périphériques. Ce mouvement de population a également allégé de manière significative les densités urbaines de ces mêmes quartiers. La population algérienne de Médina J'dida est alors passée de 30 000 habitants en 1961 à 7 600 en 1966, comme le montre le tableau 3.1.

Après cet effondrement soudain au milieu des années 1960, la population du quartier a cru lentement et progressivement grâce à l'arrivée de la dernière vague de migrants issus de l'exode rural. B. Semmoud écrit ainsi que « *dans le quartier central de Médina J'dida et dans la périphérie la moins marginalisée (...), le glissement vers les secteurs européens s'est traduit par la libération de logements déjà occupés ou susceptibles de l'être par de nouveaux arrivés* » (SEMMOUD, 1995, 43). En effet, lors de la période qui suit l'indépendance jusqu'au début des années 1970, l'agglomération oranaise est soumise à une croissance démographique importante, en lien avec un exode rural et une forte mobilité intra-urbaine (SEMMOUD, 1975; TRACHE, 2010). La période 1962-1972 se caractérise ainsi par « *des migrations centripètes liées à l'événement historique de l'indépendance (...). Ruraux, urbains et néo-urbains refluent à partir des petites villes et des "villages nègres" – ayant servi comme villages de recasement des populations "indigènes" – vers les quartiers centraux et au fur et à mesure vers les autres quartiers de la ville et les faubourgs* » (TRACHE, 2010, 36). Cela a donc été une « *période de densification [qui] a été plus loin que les tissus urbains centraux [précédemment européens] pour toucher les quartiers dits "musulmans" comme Médina J'dida* » (TRACHE, 2010, 40). S.-M. Trache souligne ainsi que les données des recensements de 1966 et 1977 donnent un taux de croissance annuelle de 3,9% pour la ville d'Oran; « *ceci suppose que l'accroissement était nettement plus élevé de 1962 à 1970, avec le ralentissement du mouvement d'exode après 1970 en raison de la saturation du parc immobilier urbain* » (TRACHE, 2010, 40). À cette même époque, Médina J'dida connaît ainsi un taux de croissance annuel compris entre 2 et 3%, ce qui, comme le montre la carte 3.1, est un taux relativement faible si on le compare au taux de croissance que connaissent les quartiers situés sur le littoral et/ou en périphérie de l'agglomération oranaise.

CARTE 3.1 – Évolution de la population à Oran entre 1966 et 1977. Source : (SEMMOUD, 1995, 48)



Après cette période faste, la croissance urbaine de Médina J'dida connaît un net ralentissement, et tombe à moins de 1% entre 1977 et 1987 (SEMMOUD, 1995) tandis qu'à la même période, l'urbanisation de l'agglomération oranaise n'a jamais été aussi rapide (TRACHE, 2010). Le ralentissement de la croissance de la ville-centre s'inscrit ainsi dans un mouvement de desserrement des quartiers algériens surpeuplés au profit des banlieues oranaises, les plus proches d'abord dans les années 1970, puis les banlieues de plus en plus lointaines. B. Semmoud constate ainsi un desserrement de la population de la ville-centre d'Oran, essentiellement vers la couronne périurbaine dans un premier

temps, puis qui touche ensuite plus systématiquement les zones périurbaines de l'agglomération à partir des années 1980. Les quartiers algériens les moins marginalisés dans la ville-centre, mais qui sont également « *"coincés" dans des périmètres non extensibles* » (SEMMOUD, 1995, 47), connaissent alors un desserrement important de leur population. Médina J'dida en fait partie. B. Semmoud note une « *perte absolue de population ou une stagnation de cette population dans le centre-ville et ses marges, le vieux centre européen, l'ancien centre algérien (Médina J'dida) ainsi que les faubourgs ou les anciennes périphéries sous-intégrées* », expression d'abord d'une « *première exurbanisation à courte distance qui a précédé puis (...) accompagné l'exurbanisation proprement dite* » (SEMMOUD, 1995, 57).

Grâce aux données des recensements de 1998 et 2008, les travaux récents de S.-M. Trache montrent que la croissance contemporaine de la population de la Ville nouvelle n'est plus seulement très ralentie, comme dans les années 1980, mais en réelle diminution. Ainsi, le géographe note que Médina J'dida a connu une baisse de population jamais enregistrée auparavant : elle atteint entre 1998 et 2008 un taux de croissance négatif de -4,6% (TRACHE, 2010). Les quartiers péricentraux et commerciaux situés à proximité de Médina J'dida et fonctionnant avec elle, comme Saint-Antoine ou encore le Derb, sont également touchés par ce mouvement de décroissance, comme l'indique le tableau 3.2.

TABLEAU 3.2 – Évolution de la population dans quelques quartiers péricentraux d'Oran entre 1998 et 2008. Source : (TRACHE, 2010)

Indicateurs	Population en	Population en	Taux
Quartiers	1998	2008	98/08
Ville d'Oran	595 069	545 209	-0,9%
Médina Jdida	8 402	5 274	-4,6%
Saint Antoine	8 898	6 329	-3,4%
Derb	15 432	11 786	-2,7%

S.-M. Trache explique cette décroissance par « *les diverses opérations de recasement et de relogement successifs qui ont eu lieu dans différentes agglomérations et quartiers périphériques d'Oran, suite à des sinistres d'une part; d'autre part, cette régression trouve ses origines dans la production de logements tant en périphérie que dans les agglomérations périurbaines en grande quantité, occasionnant des migrations résidentielles intenses des*

quartiers anciens de la ville » vers ces nouveaux quartiers en développement. Autrement dit, l'agglomération oranaise connaît un vaste mouvement d'exurbanisation, causé à la fois par les stratégies résidentielles des populations oranaises et par des politiques publiques de relogement ou de programmes d'accession au logement (TRACHE, 2010, 220).

Médina J'dida est donc aujourd'hui un quartier qui se vide progressivement de ses habitants, en lien avec les recompositions démographiques et économiques que subit l'agglomération oranaise, et le profond mouvement de périurbanisation et d'exurbanisation qui est à l'œuvre. Ce processus, amorcé depuis les années 1990, a été également favorisé si ce n'est accru par le développement du quartier comme place marchande régionale du commerce de produits asiatiques et l'affinement de la fonction commerciale dans la Ville nouvelle et les autres quartiers centraux ou péricentraux de la ville-centre.

I. 1. 2 Le desserrement de la vieille ville du Caire : le centre ancien en perte de vitesse

À l'instar des quartiers centraux oranais, le centre ancien du Caire a connu de profonds bouleversements qui doivent être replacés dans l'évolution plus générale de la population du Grand Caire depuis les années 1950. L'agglomération cairote a en effet connu une croissance démographique spectaculaire à partir de la seconde partie du 20^{ème} siècle. Elle a gagné 2 millions d'habitants entre 1976 et 1986, et plus d'un million supplémentaire entre 1986 et 1996 (tableau 3.3). D'abord alimentée par des flux migratoires en provenance de la campagne puis des villes secondaires, la croissance y est devenue largement endogène à partir des années 1980 (DENIS, 1998).

TABLEAU 3.3 – L'agglomération¹ du Caire. Source : (DENIS, 1998) pour les données de 1947 à 1998 ; CAPMAS pour les données de 2006

		1947	1960	1966	1976	1986	1996	2006
Population en milliers	Le Caire	2 568	4 250	5 495	7 184	9 487	11 062	16 327
Taux annuel de croissance (%)	Le Caire		3,95	4,38	2,72	2,82	1,51	4,01
	Égypte		2,45	2,47	2,02	2,75	2,07	

À cette forte poussée démographique de l'agglomération répond un très grand développement des périphéries urbaines et un étalement urbain de la capitale égyptienne en direction de ses marges agricoles et désertiques (EL KADI, 1987). La ville ancienne connaît dès lors une baisse relative de sa population en comparaison avec la croissance que connaissent les autres quartiers plus périphériques de l'agglomération ; une tendance

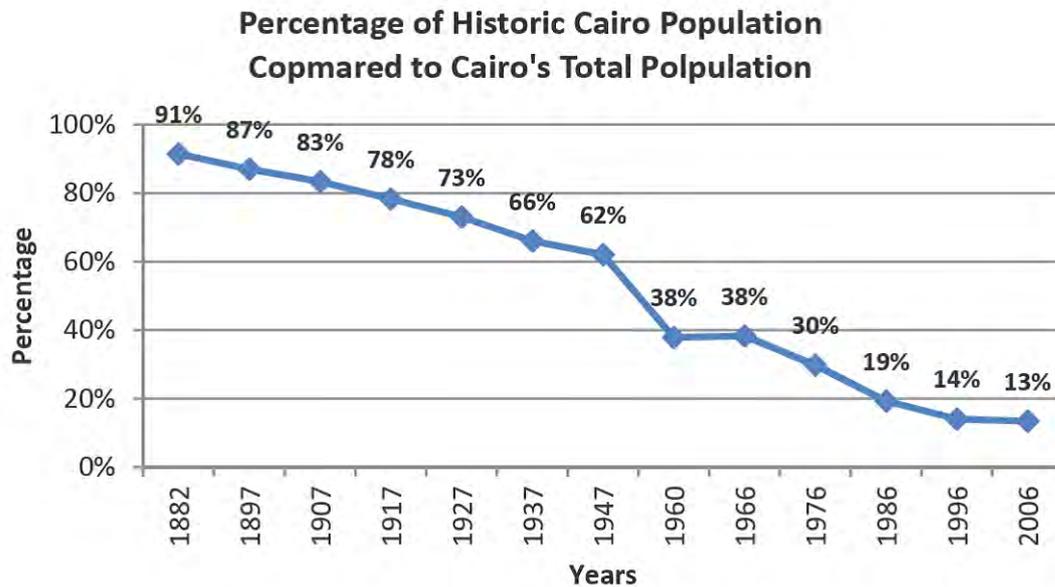
1. Agglomération morphologique selon la définition Géopolis (continuité du bâti < 200 m).

qui se poursuit tout au long du 20^{ème} siècle, voire même qui s'aggrave. Progressivement, les quartiers centraux de la ville perdent en importance à l'échelle de l'agglomération du Grand Caire. Selon J. Abu-Lughod (ABU-LUGHOD, 1971), 400 000 personnes vivaient dans la vieille ville² en 1947, soit un Caireote sur cinq. En 1960, elle comptait encore 475 000 habitants, mais cela ne représentait plus qu'un Caireote sur sept. Ce mouvement s'est largement poursuivi dans les décennies suivantes (graphique 3.1), lorsque l'on rapporte la population habitant dans les quartiers de la vieille ville du Caire à la population totale de l'agglomération. Le graphique met ainsi en évidence le fait que, en comparaison avec la population totale du Caire, les quartiers anciens centraux de l'agglomération n'ont cessé de perdre de l'importance en termes démographiques, et ce depuis les dernières décennies du 19^{ème} siècle. Le mouvement a néanmoins connu une accélération sensible à partir de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, et les quartiers de la ville ancienne³ abritent désormais 13% de la population totale cairote, contre un tiers trente ans plus tôt (graphique 3.1). On a ainsi assisté à « *une accélération d'un mouvement centrifuge de dédensification des quartiers centraux amorcé dès les années 1950 dans les faubourgs les plus dégradés et le centre ancien* » (DENIS, 1998). Dans la période intercensitaire 1976-1986, le centre perd encore 50 000 habitants par an.

2. J. Abu-Lughod délimite la vieille ville, qu'elle appelle « *Medieval Cairo Unreconstituted* » comme suit : au nord, Bāb al-Futūh et Bāb al-Naṣr; au centre, la rue Mu'izz li-Dīn Allah; à l'ouest le long de la rue Bāb al-Baḥr, à travers le *qism* de Bāb al Shā'riyya, le « *business district* » occidental d'Azbakiya, et le tracé de l'ancien canal, qui est aujourd'hui la rue Port-Saïd (ABU-LUGHOD, 1971).

3. Les limites de la vieille ville du Caire, ou *Historic Cairo*, utilisées pour ce graphique comprennent les *qism*-s de Bulaq Abu-Elal, Al-Azbakiya, Bāb al Shā'riyya, al-Gamāliyya, al-Mūskī, al-Darb al-Aḥmar, 'Abdīn, Sayyeda Zeinab, al-Khalīfa et Misr al-Qadīma (le quartier copte). Cela correspond au zonage utilisé par l'UNESCO pour son programme *Urban Regeneration for Historic Cairo*.

GRAPHIQUE 3.1 – Pourcentage de la population de la ville ancienne du Caire rapportée à la population totale. Source : (IBRAHIM, 2011, 3)



Les facteurs explicatifs sont évidemment multiples : le vieillissement de la population et le mouvement de décohabitation orienté vers les périphéries informelles de la capitale qui connaissent à la même époque un très grand dynamisme urbain. Les jeunes ménages des classes moyennes partent s'installer dans les périphéries d'habitat spontané qui sont en plein boom (EL KADI, 1987). Ce processus de dépeuplement est « *amplifié par la dégradation du patrimoine immobilier dans le centre ancien et ses faubourgs. Le stock de logements précaires des quartiers centraux et péri-centraux a longtemps facilité l'accueil des migrants; mais l'insertion progressive des filières régionales de migration dans des quartiers plus périphériques offrant des possibilités d'investissements immobiliers populaires et, tout simplement, le tarissement de l'apport migratoire, contribuent au tassement démographique du centre* » (DENIS, 1998, 131). Le géographe parle ainsi d'une véritable « *hémorragie* » des quartiers centraux du Caire. Le tableau 3.4, à l'échelle des *qism*⁴-s constituant la vieille ville permet de bien saisir la baisse très importante de la population à chaque nouveau recensement⁵. Le tableau 3.4 montre en effet une baisse significative et relativement rapide de la population entre 1986 et 2006, et ce pour tous les quartiers de la ville ancienne. Le quartier du Mūsķī et celui de la Gamāliyya sont ceux qui ont subi la baisse la plus importante entre 1986 et 1996, soit un taux de croissance négatif supérieur à -4%. Même si la baisse a été bien plus importante durant la période intercensitaire 1986-1996,

4. Qism : district urbain, subdivision des gouvernorats urbains au Caire, Alexandrie, Suez et Port-Saïd.

5. A. Madœuf fait néanmoins remarquer qu'on ne peut pas « *envisager une quelconque "désertion du centre" lorsque les densités des qism-s du Mūsķī et de la Gamāliyya sont respectivement d'environ 1 100 habitants et 800 habitants à l'hectare* » à la fin des années 1990 (MADŒUF, 1995).

la population continue encore à diminuer entre 1996 et 2006, à un rythme certes moindre mais non négligeable.

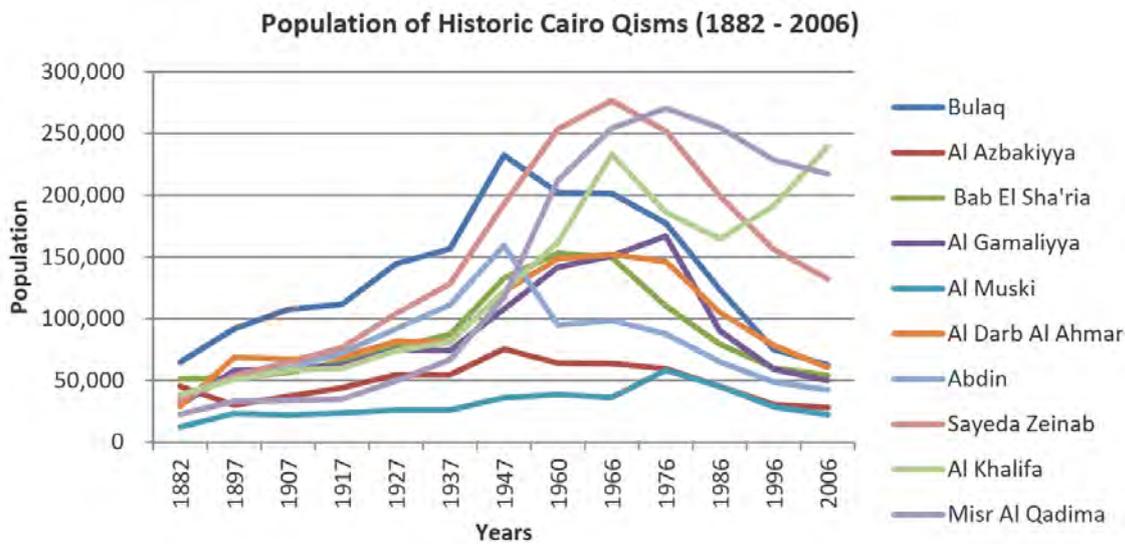
TABLEAU 3.4 – Évolution de la population dans les quartiers constituant la vieille ville du Caire entre 1986 et 2006. Source des données : CAPMAS, 1986-2006

Recensement	1986	1996	2006	Taux 1986/1996	Taux 1996/2006
<i>Qism</i>					
Al-Mūsķī	43 275	28 582	22 550	-4,1	-2,3
Al-Darb al-Aḥmar	105 013	78 375	60 154	-2,9	-2,6
Al-Gamāliyya	90 204	59 159	48 724	-4,1	-1,9
Bāb al-Shā'riyya	79 284	59 956	54 148	-2,8	-1,0

Comme le relève dans un rapport d'expertise l'architecte K. Ibrahim, « *cette baisse de la population n'a pas été uniforme dans tous les qism-s de la vieille ville. D'après les données du CAPMAS, cette baisse a commencé plus tôt, en 1947, dans les zones situées à proximité du Caire khédivial, incluant ainsi Bulaq, 'Abdīn et al-Azbakiya. Deux décennies plus tard, à partir de 1966 selon les données du CAPMAS, les autres qism-s du Caire historique ont connu une baisse similaire, excepté al-Gamāliyya, Misr al-Qadīma et al-Mūsķī qui ont tous commencé à perdre leur population à partir de 1976*⁶ » (IBRAHIM, 2011) (graphique 3.2).

6. En anglais dans le texte : "This decrease of population did not uniformly take place all over the different Qisms of Historic Cairo. According to CAPMAS data, this decrease started to take place at an early stage in 1947 in areas close to Khedival Cairo including Bulaq, Abdin and Al Azbakiyya. Two decades later and starting from 1966 as per CAPMAS data, other Qisms of Historic Cairo started to witness a similar decrease except for Al Gamaliyya, Misr Al Qadima and Al Muski which all started losing their population starting from 1976" (IBRAHIM, 2011, 4). Traduction réalisée par nos soins.

GRAPHIQUE 3.2 – Évolution de la population dans les quartiers (*qism*-s) du Caire historique (1882-2006)⁷. Source : (IBRAHIM, 2011)



La baisse démographique qui touche depuis les années 1970 tant Médina J'dida que les quartiers formant le cœur de la ville ancienne du Caire est donc à replacer dans le contexte des recompositions sociales et spatiales à l'œuvre dans les deux agglomérations. Les périphéries urbaines de ces deux villes s'étendent de plus en plus loin tout en gagnant en importance démographique et ce au détriment du centre-ville, qui connaît au mieux un processus de desserrement de sa population, au pire un processus de dépeuplement.

I. 2 A l'échelle des quartiers : une population chassée par le développement des activités commerciales ?

A côté des dynamiques sociales et spatiales qui touchent les deux métropoles oranaise et cairote – développement des banlieues et desserrement des centres-villes – la diminution de la population habitant dans les quartiers anciens de la ville-centre est également intimement liée au développement du commerce transnational. Le déclin de la fonction résidentielle est semble-t-il inversement proportionnel à la densification commerciale des rues et ruelles de ces deux quartiers-marchés.

Médina J'dida et le Mūsķī perdent leurs habitants, mais cette diminution se fait de façon différenciée. On observe tout d'abord une baisse plus sensible du nombre d'habitants du centre vers les marges, car les ruelles situées au cœur de ces deux quartiers sont éga-

7. Les quartiers de notre étude sont situés dans les *qism*-s d'al-Azbakiya, al-Gamāliyya, al-Mūsķī et al-Darb al-Aḥmar.

lement celles où la présence habitante est la plus réduite voire a complètement disparu. Cette baisse s'observe également de façon verticale, du rez-de-chaussée vers les étages : les logements qui se trouvent encore dans des immeubles mixtes, voire majoritairement commerciaux, sont situés dans les étages supérieurs ou à l'arrière des bâtiments, le rez-de-chaussée et le premier étage étant gagnés de plus en plus par les activités commerciales.

Ce processus est relativement ancien, comme le montrent des enquêtes réalisées une ou deux décennies plus tôt (EL KADI, 1987; MADŒUF, 1997; AMMAR et al., 1999; MOKRANE, 2007; TRACHE, 2010). Néanmoins, la fonction résidentielle, qui était encore bien présente dans les marges des deux quartiers au moment de ces différentes enquêtes, est à son tour menacée par le développement plus contemporain du commerce. On observe cela dans les marges immédiates de ces deux quartiers-marchés, mais ce phénomène touche aussi, dans le cas d'Oran, les quartiers contigus à Médina J'dida.

I. 2. 1 A Médina J'dida, la disparition progressive des îlots associant encore habitat et commerce

Au-delà de ces dynamiques urbaines liées au phénomène de périurbanisation et d'exurbanisation que connaît l'agglomération oranaise, la diminution du nombre d'habitants résidant à Médina J'dida, en particulier entre 1998 et 2008, est intimement corrélée au développement du commerce transnational et à l'affirmation de la Ville nouvelle comme centralité régionale du commerce des produits d'importation.

Dès la fin des années 1990, B. Semmoud notait déjà qu'au développement des périphéries urbaines oranaises répondait une valorisation économique des quartiers centraux en général, et de Médina J'dida en particulier, à travers une spécialisation de l'hypercentre dans les activités tertiaires « *notamment commerciales et spéculatives* » à la faveur de la libéralisation économique des années 1990 (SEMMOUD, 1995, 66). Ce mouvement de tertiarisation des quartiers centraux, et en particulier de Médina J'dida, se traduit notamment par le départ de populations dans des quartiers résidentiels périphériques, et donc par une diminution du nombre de logements occupés entre 1998 et 2008 (tableau 3.5). Le nombre de logements dans le quartier est ainsi passé de 1 520 en 1998 à 699 en 2008, en lien avec la diminution de la population de Médina J'dida, mais aussi avec la transformation d'une partie de ces logements en locaux commerciaux, ce qui en a réduit l'espace habitable, et a entraîné une augmentation du taux d'occupation des logements, passant de 5,5 personnes par logement en moyenne en 1998 à 7,5 en 2008, contre 4,5 en 1987.

TABLEAU 3.5 – L’espace habité dans la ville d’Oran de 1987 à 2008. Source : (TRACHE, 2010) ⁸

Indicateurs	Population en 1998	Population en 2008	Taux 98/08	Logements en 1998	Logements occupés en 2008	TOL ¹ 1987	TOL 1998	TOL 2008
Quartiers								
Ville d’Oran	595 069	545 209	-0,9	99 769	99 938	6,3	6,0	5,5
Médina J’didia	8 402	5 274	-4,6	1 520	699	4,5	5,5	7,5
Saint Antoine	8 898	6 329	-3,4	1 641	1 231	7	5,4	5,1

¹ TOL : taux d’occupation des logements.

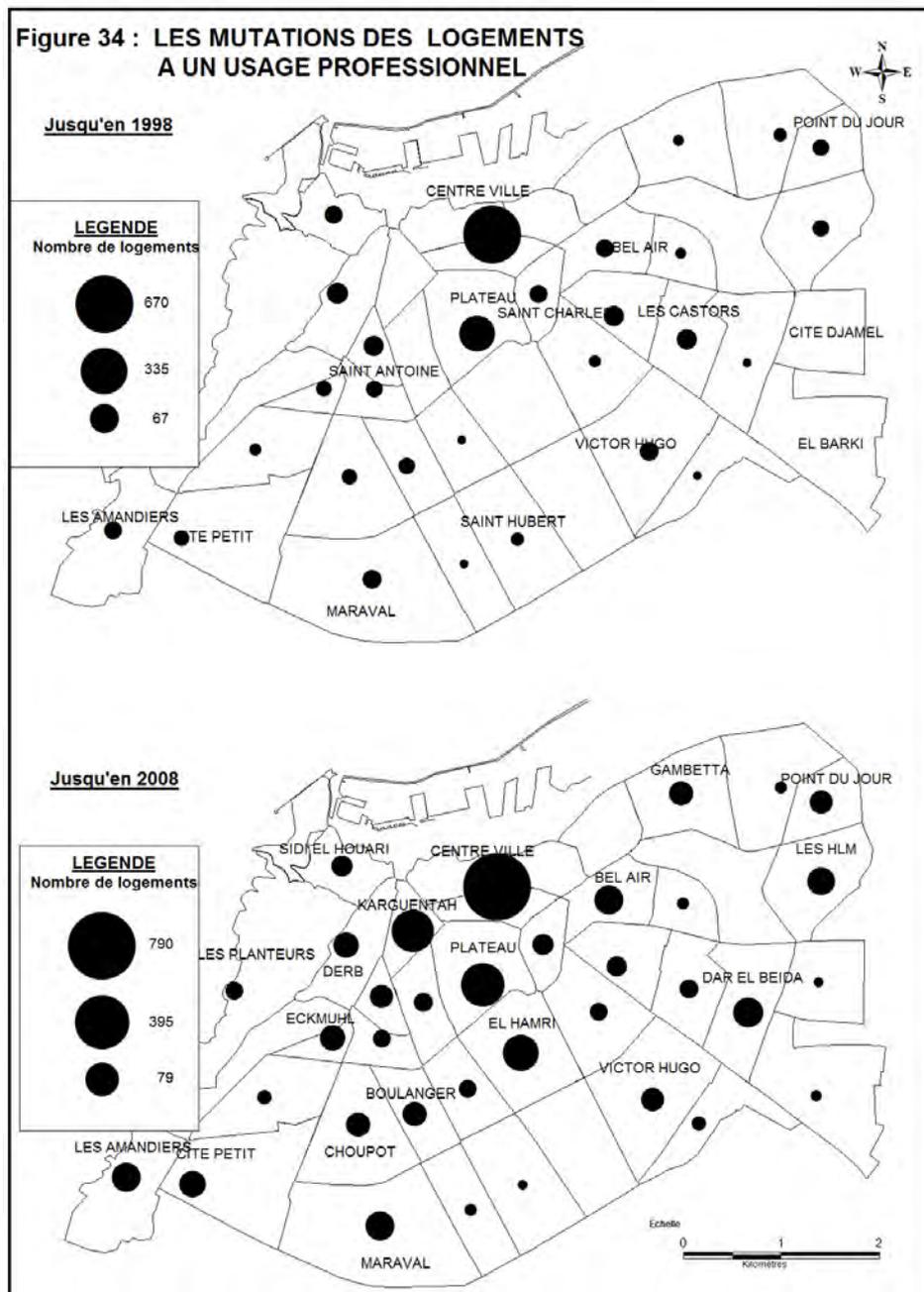
S.-M. Trache, qui a travaillé sur les mobilités résidentielles dans l’agglomération oranaise, note en effet le développement croissant des activités tertiaires dans les quartiers centraux et péricentraux de l’agglomération :

« Depuis la décennie 1980, les espaces centraux et péricentraux d’Oran connaissent des mutations profondes marquées particulièrement par une concentration de plus en plus poussée des activités tertiaires. Cette tertiarisation a été rendue possible par la mobilité résidentielle de ces quartiers vers la couronne périurbaine en particulier. Les logements libérés à la suite de ces mouvements migratoires sont récupérés par la fonction tertiaire » (TRACHE, 2010, 231).

Les travaux de S.-M. Trache montrent ainsi une augmentation des logements à usage professionnel (carte 3.2). Ce phénomène est particulièrement marqué dans le centre-ville al-Emir, l’hyper-centre d’Oran, quartier dans lequel les prix de l’immobilier sont d’ailleurs parmi les plus élevés de l’agglomération. Mais ce processus a aussi gagné progressivement les quartiers péricentraux comme Médina J’didia. D’après S.-M. Trache, les recensements ne permettent pas de savoir quelle activité est exercée dans ces logements à usage professionnel. Néanmoins, le géographe note qu’en plus des professions libérales, attirées par « *les effets de la centralité des quartiers centraux* », qui sont des professions en mesure de payer des loyers assez élevés, les activités commerciales et de service « *apparaissent à la place d’anciens logements* » (TRACHE, 2010, 236).

8. Avec l’aimable autorisation de l’auteur, que nous remercions.

CARTE 3.2 – Les mutations des logements à usage professionnel dans l’agglomération d’Oran.
Source : (TRACHE, 2010)⁹



Ainsi, à Médina J’didia, 13 logements ont été transformés en logements à usage professionnel entre 1998 et 2008¹⁰. On peut faire l’hypothèse que ce phénomène est plus important que ce qu’en montrent ces chiffres. S.-M. Trache souligne en effet que « *quantifier ce phénomène est tout à fait hors de portée et nécessite une enquête très fine* » (TRACHE, 2010,

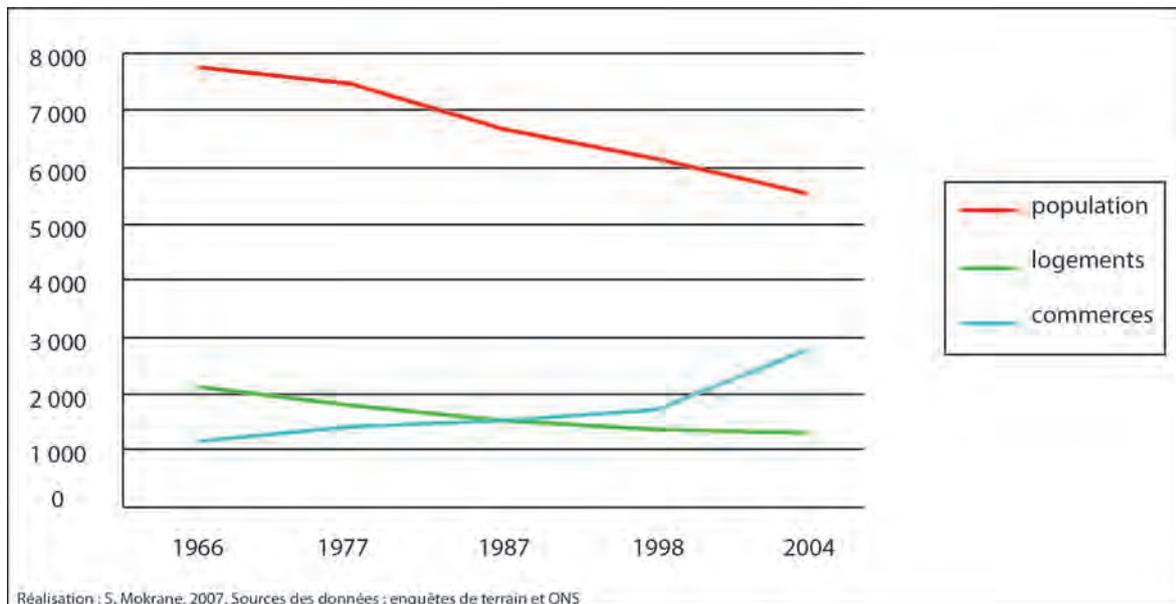
9. Avec l’aimable autorisation de l’auteur.

10. Source : cahiers de districts de 1998 et dépeillement du recensement de 2008. Données rassemblées par (TRACHE, 2010).

224), enquête qu'a néanmoins entreprise le géographe S. Mokrane au début des années 2000 (MOKRANE, 2007)¹¹. Ainsi, entre 1966 et 2004, date des enquêtes de terrain réalisées par S. Mokrane, Médina J'dida a perdu près de 2 400 habitants, a vu doubler le nombre de ses commerces formels et 840 de ses logements désaffectés ou abandonnés (MOKRANE, 2007). D'après le géographe, l'augmentation du taux d'occupation par logement, montre que « *la perte relative en logements par désaffectation est plus importante que la baisse relative de la population. Les îlots à dominante résidentielle ne représentent plus que 18% de l'espace bâti. (...) La fonction commerciale est donc bien en train de prendre le pas sur la fonction résidentielle* » (MOKRANE, 2007, 108).

S. Mokrane montre l'évolution corrélée entre hausse du nombre de commerces dans le quartier et baisse du nombre d'habitants et du nombre de logements (graphique 3.3). Si on en croit les chiffres avancés par l'auteur, le nombre de logements aurait donc été divisé par deux entre 1966 et 2004, tandis que le nombre de commerces à la même époque aurait plus que doublé.

GRAPHIQUE 3.3 – Médina J'dida : évolution comparée de la population, du parc de logements et des commerces. Source : (MOKRANE, 2007, 108)



C'est ce que confirment les données du tableau 3.6 qui montrent une croissance très importante des commerces et services à destination de la clientèle de passage dans le quartier (BENDJELID et TRACHE, 1999; MOKRANE, 2007). D'après les relevés des géographes S. Bendjelid et S.-M. Trache, le nombre de services de type HORECA (hôtellerie,

11. Enquête que nous n'avons pas été en mesure d'actualiser pendant nos terrains menés entre 2011 et 2014.

restauration, café), qui s'adressent donc à une clientèle exogène plus qu'à la population locale, augmente tout au long des dernières décennies du 20^{ème} siècle. Les commerces et services de Médina J'dida s'adressent donc de plus en plus à une clientèle venue de l'extérieur du quartier.

TABLEAU 3.6 – Évolution du nombre de commerces et services à Médina J'dida entre 1972 et 2004. Sources : (MOKRANE, 2007) ¹²

	1972	1992	1999	2004
Total	1 211	1 411	1 905	2 394
Dont HORECA ¹	122	137	186	206

¹ HORECA : catégorie rassemblant les services liés à l'hôtellerie, la restauration et les cafés.

L'espace urbain ainsi libéré par la fonction résidentielle est récupéré par l'activité commerciale, en raison notamment de son « *agressivité plus forte sur le marché foncier* » ¹³ (MOKRANE, 2007, 110). Néanmoins, la vétusté du bâti (voir chapitre 6) dont le coût de réhabilitation peut difficilement être supporté par les habitants, et les nuisances causées par le développement du commerce, notamment informel, sont également des facteurs qui participent au déclin de la fonction résidentielle dans ce quartier-marché.

Les populations qui habitent encore dans le quartier de Médina J'dida sont aujourd'hui plutôt concentrées dans les immeubles donnant sur les grands boulevards qui ceinturent le quartier et dans quelques immeubles anciens qui surplombent la place Tahtaha. Les îlots concentrant la majorité de la population sont actuellement les deux cités d'habitat collectif construites dans les années 1950 : la cité Dar el Hayat et la cité Lamoricière ¹⁴, « *qui regroupent à elles deux 431 logements, soit 61,7 % du parc habité de Médina J'dida* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

12. Mokrane a construit ce tableau à l'aide de mémoires de recherche réalisés par ses étudiants, les données récoltées lors de ses propres enquêtes, l'enquête réalisée par (BENDJELID et TRACHE, 1999) et des statistiques du Centre National du Registre de commerce (CNRC), 2000.

13. Il sera question de la pression foncière et de la compétition spatiale et immobilière qui se joue entre acteurs du commerce transnational et de la ville dans les chapitres 4 et 6.

14. Dar el Hayat est « *une cité de 389 logements [située] au sud du quartier et la cité Lamoricière [est un] immeuble de quarante-deux logements implanté à l'intérieur du tissu* » urbain, tout proche du parking aérien et du marché couvert Sidi Okba (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

I. 2. 2 Au Mūsķī, poursuite du dépeuplement du cœur du quartier

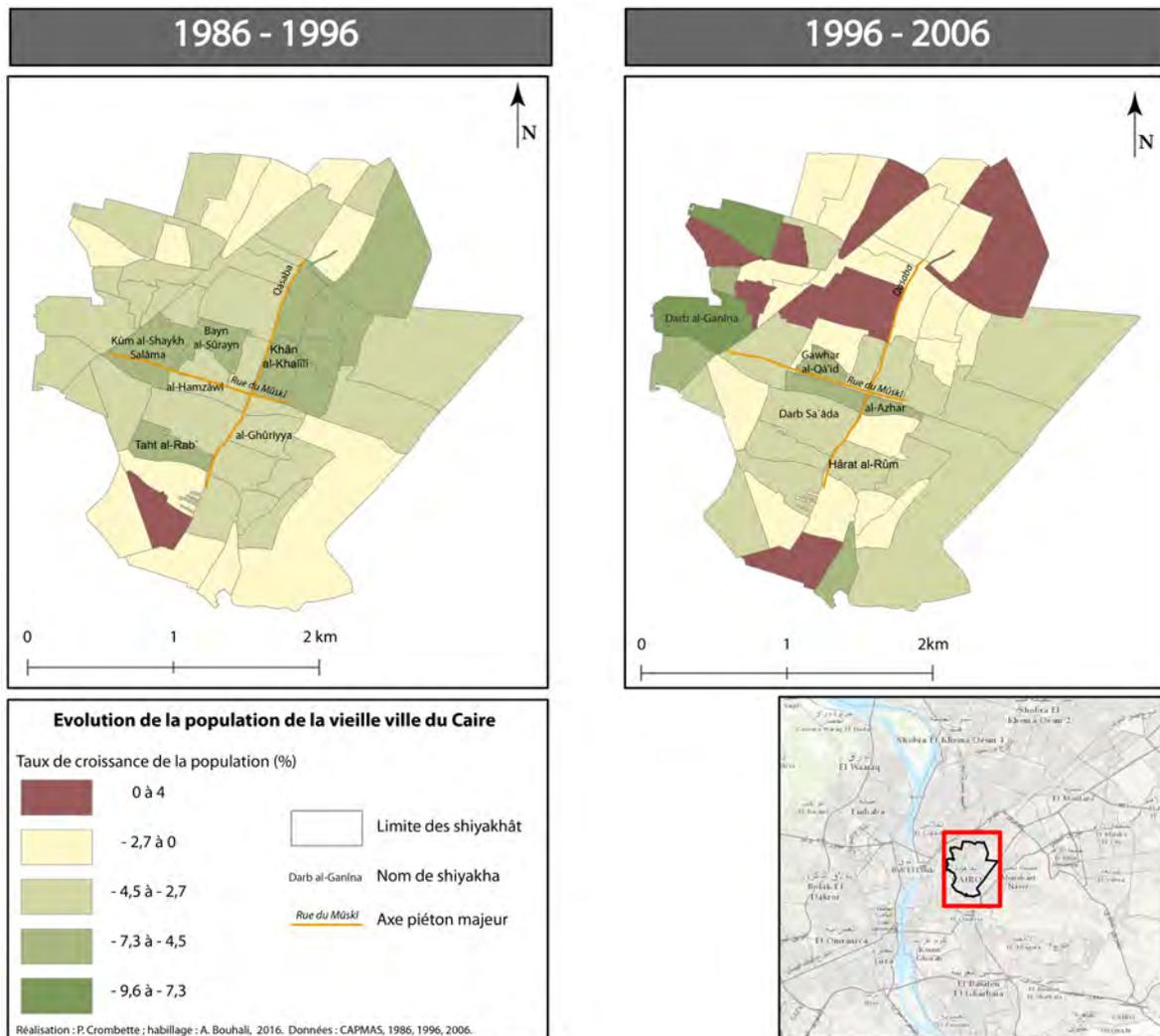
Comme nous l'avons écrit ci-dessus, les quartiers constituant la vieille ville du Caire ont progressivement perdu en importance face à la croissance démographique des périphéries, avant de voir leur population décroître à partir des années 1960-1970, parallèlement au développement et à l'affirmation des activités tertiaires. L'urbaniste G. El Kadi notait dans les années 1980 que « *les quartiers centraux du Caire continuent à se tertiariser de plus en plus et à perdre leur population : Qasr al-Nil¹⁵, Azbakiya et Mūsķī ont enregistré des taux moyens de décroissance annuelle de - 2,5%* » (EL KADI, 1987). Les espaces centraux du Caire, notamment la partie moderne du centre-ville autour de la place Taħrīr, concentrent ainsi des fonctions rares, à rayonnement national, régional et international (EL KADI, 2012). L'espace central du Caire a ainsi connu un processus de dépeuplement, avec une croissance négative marquée depuis les années 1980. La carte 3.3, réalisée à l'aide des données des recensements de la population de 1986, 1996 et 2006 du CAPMAS¹⁶, met en évidence cette baisse importante de la population à l'échelle des *shiyākhāt*¹⁷. Lors de ces deux périodes intercensitaires, on remarque ainsi que les quartiers qui connaissent les taux de croissance négatifs parmi les plus importants correspondent aux quartiers concentrant le plus d'activités commerciales.

15. Qasr al-Nil est un des quartiers du centre-ville moderne du Caire qui accueille aujourd'hui de nombreux sièges sociaux, hôtels, immeubles gouvernementaux. Voir à ce sujet (EL KADI, 2012).

16. Capmas : *Central Agency for Public Mobilization and Statistics*, organisme de la statistique nationale en Egypte.

17. *Shiyākha* (au pluriel *shiyākhāt*) : subdivision du *qism*, sous-secteur urbain.

CARTE 3.3 – Evolution de la population de la vieille ville du Caire¹⁸ entre 1986 et 1996 et entre 1996 et 2006, à l'échelle des *shiyākhāt*. Sources : CAPMAS, 1986, 1996



Sur la carte qui représente l'évolution de la population dans la vieille ville entre 1986 et 1996, on note que toutes les *shiyākhāt* de notre zone d'étude voient leur population diminuer, avec cependant des variations concernant l'ampleur de cette baisse¹⁹. Le mouvement de dépeuplement est donc généralisé au cœur de la vieille ville du Caire. Les quartiers les plus touchés par cette tendance baissière, dont l'évolution est comprise entre

18. Pour réaliser cette carte, nous avons sélectionné les *qism*-s du Mūsķī (ouest), d'al-Gamāliyya (est), de Bāb al-Shā'riyya (nord-ouest) et de Darb al-Aħmar (sud-est), la ville du Caire dite ancienne étant plus vaste que cela, comme en témoigne le graphique 3.2 réalisé par (IBRAHIM, 2011).

19. La seule *shiyākha* à connaître un taux de croissance positif est située tout au sud du quartier de Darb al-Aħmar, soit en dehors de notre zone d'étude. Ce quartier se trouve en effet trop loin du centre du commerce, situé, lui, autour de la rue du Mūsķī, pour que les facteurs expliquant l'évolution de sa population puissent être en lien uniquement avec le développement du commerce ou des activités artisanales et industrielles. Darb al-Aħmar a d'ailleurs fait l'objet d'une enquête très fine par des experts mandatés par la fondation Aga Khan et l'UNESCO. Pour en savoir plus, consulter : (AGA KHAN TRUST FOR CULTURE, 2001) et (EL-RASHIDI et IBRAHIM, 2010).

- 7,3% et - 4,5%, sont pour partie situés de part et d'autre de la rue du Mūsķī, axe commercial central du quartier. Il s'agit notamment de la *shiyākha* Kūm al-Shaykh Salāma, partie sud de la ḥārat al-Ifrang. Ce quartier est ainsi passé en 10 ans de 8 474 habitants à 5 047 habitants, soit une perte de plus de 3 400 habitants, pour un taux de croissance annuelle négatif de - 5,7%. Au cœur de la ḥārat al-Yahūd, le quartier de Bayn al-Sūrayn, au bord de la rue Port-Saïd, est quant à lui passé de 4 269 habitants en 1986 à 2 502 en 1996, soit une baisse de 5,2% par an pendant dix ans. Cette baisse importante de la population a lieu au moment où les activités commerciales, artisanales et industrielles se développent rapidement, y compris dans les ḥārāt encore résidentielles (MADŒUF, 1995, 1997; AMMAR et al., 1999). Ainsi, A. Madœuf notait déjà au milieu des années 1990 que

« des ateliers nouveaux s'installent [dans ces ḥārāt résidentielles], les quartiers sont ouverts aux "étrangers" qui viennent y vivre et s'y installer (...). Fortement dépendant de la morphologie urbaine, l'organisation fonctionnelle de l'espace reste encore marquée par la séparation des zones vouées à l'habitat, aux activités de production et au commerce, mais ces deux dernières fonctions débordent largement hors de leurs sites d'implantation originelle et investissent des lieux d'où elles étaient auparavant absentes. Ce phénomène de pénétration des fonds d'impasses et des ḥārāt traditionnellement réservées à l'habitat modifie la hiérarchie fonctionnelle préexistante. On assiste à un redéploiement des fonctions, la sectorisation s'estompe tandis que l'imbrication se diffuse à des échelles diverses puisqu'au sein d'immeubles anciens, des logements peuvent être transformés en ateliers » (MADŒUF, 1995).

La carte qui montre l'évolution de la population dans les quatre *qism*-s entre 1996 et 2006 montre une réalité plus contrastée. Bien qu'une partie des quartiers situés en marge de notre zone d'étude a connu une évolution contraire à la tendance des années 1986-96 et a vu sa population augmenter, la zone centrale connaît encore une décennie baissière, avec des taux parfois supérieurs à ceux de la période 1986-1996. C'est le cas par exemple de la *shiyākha* Darb al-Ġanīna²⁰ entre 1996 et 2006, sous-district urbain dont les limites correspondent à l'ancien jardin de l'Azbākiya. Ce quartier a ainsi perdu plus de 1 400 habitants en dix ans, passant de 2 243 habitants en 1996 à 816 lors du dernier recensement de 2006. La population a baissé de 4,1% par an entre 1986 et 1996, et cette baisse atteint presque 10% par an entre 1996 et 2006. De même, la *shiyākha* Gawhar al-Qā'id, en plein cœur de la ḥārat al-Yahūd, connaît un taux de croissance négatif de - 5,9% entre 1996 et 2006 contre - 3,4% entre 1986 et 1996, passant de 4 024 habitants en 1986 à 1 557 en 2006. Les autres zones de notre étude connaissent également une évolution négative, avec des taux compris entre - 5,5% et 0% entre 1996 et 2006.

Cette évolution négative touche ainsi les quartiers qui connaissent à partir des années

20. Littéralement, ce toponyme signifie en français « la rue du jardin », c'est-à-dire des jardins de l'Azbakiya, aujourd'hui réduits à peau de chagrin.

1990 un développement accéléré de la fonction commerciale, en lien avec les importations massives de marchandises *made in China* et le développement et la diffusion des activités commerciales, d'abord au cœur du quartier autour de la rue du Mūsī puis en direction des marges du quartier-marché.

Le Mūsī et Médina J'dida connaissent ainsi des dynamiques démographiques similaires et font face depuis plusieurs décennies à une baisse de leur population habitante, en lien avec les dynamiques métropolitaines cairottes et oranaises. Aujourd'hui, la tendance à la baisse se confirme face au développement et à l'extension des activités commerciales depuis les années 1990. Les boutiques et autres centres commerciaux viennent progressivement se substituer à la fonction résidentielle que ce soit horizontalement, à l'échelle des îlots, ou verticalement, avec la transformation d'appartements anciennement à usage résidentiel en locaux à usage commercial.

II Disparition de l'ambiance de quartier à Médina J'dida et au Mūsī

La spécialisation croissante du quartier dans le commerce et la diminution continue de la fonction résidentielle depuis plusieurs décennies se traduit sur le terrain de façon concrète. Le Mūsī et Médina J'dida sont des quartiers qui fonctionnent au rythme des activités commerciales. Et lorsque les boutiques ferment et que les vendeurs de rue emportent leurs tables, les ruelles sont complètement désertées. Le Mūsī et Médina J'dida s'affirment de plus en plus comme des quartiers monofonctionnels spécialisés dans le commerce, et de moins en moins habités, au sens d'espace parcouru, vécu et perçu par les populations résidentes.

Les habitants, bien qu'encore présents dans ces deux quartiers, y compris dans les zones les plus commerciales, sont quasiment invisibles la journée ou difficiles à distinguer de la clientèle de passage. Pour les apercevoir, il faut apprendre à lever les yeux, et à regarder en direction des toits-terrasses des maisons à Médina J'dida, utilisés l'été comme salons extérieurs, repérer les fenêtres obstruées par des rideaux à Oran ou par des volets en bois au Caire et qui trahissent le fait que l'on cherche à préserver l'intimité, guetter les balcons où l'on peut parfois apercevoir une femme accrocher le linge de la famille. En raison de la surface du quartier, plus réduite à Médina J'dida, de la hauteur des immeubles, bien plus haute au Mūsī, et de la fréquentation des espaces publics par la population locale, plus importante dans la Ville nouvelle, les habitants étaient plus facilement visibles à Médina J'dida qu'au Mūsī. La présence habitante est plus facile à saisir après la fermeture des marchés ou le matin tôt avant l'ouverture des boutiques, même si elle est sou-

vent bien tenue, résiduelle même, en particulier dans les rues et ruelles les plus proches du cœur battant du commerce au Mūsī. Surtout, les habitants sont repoussés de plus en plus loin du cœur du marché par l'activité commerciale, et il faut alors aller enquêter dans les marges pour pouvoir trouver les habitants en plus grand nombre et marcher alors dans des quartiers véritablement habités par ceux qui y vivent.

J.-C. David, dans son étude très fine sur les centralités commerciales dans la ville ancienne du Caire, notait déjà que le cœur commercial de la vieille ville du Caire ne présentait pas ou plus une « *ambiance de quartier* » à la fin des années 1990 (DAVID, 1999). Cette expression peut être définie comme une « *atmosphère particulière (...) sécrétée par [la] clientèle, constituée surtout de femmes avec de jeunes enfants mais aussi d'hommes* » (DAVID, 1999), qui fréquentent les commerces de proximité et non les boutiques proposant à une clientèle extérieure au quartier des biens anomaux. Cette « *ambiance de quartier* » est donc la combinaison d'éléments à la fois matériels et sociaux. Matériellement, c'est donc l'existence de services et de commerces à destination des habitants, et en particulier la présence du souk, c'est-à-dire du marché alimentaire de proximité, qui marque cette ambiance de quartier. Elle est aussi construite socialement par la présence des habitants, plutôt issus des classes populaires, et notamment des femmes et des enfants qui sont ceux que l'on voit la journée et qui animent le quartier au quotidien. Les pratiques habitantes qui se déroulent dans les rues et les usages des espaces publics et des services offerts dans le quartier en sont un des autres aspects : faire ses achats courants dans les commerces de proximité, marcher dans les rues pour rendre visite à une connaissance, se rendre à l'école, etc. Tous ces éléments participent donc à la création d'un climat particulier marquant l'espace vécu et habité par la population habitante.

L'accent mis par J.-C. David quant à l'importance des femmes et des enfants dans la création de l'ambiance de quartier est un élément-clé participant de cette ambiance. En effet, la présence des femmes dans les espaces publics des villes arabes, espaces du masculin, est très codifiée, en particulier dans les rues, tant en Algérie (DRIS, 2004) qu'en Égypte (FORTIER, 2012), même si aujourd'hui « *les femmes ont acquis une plus grande liberté de mouvement et de pratiques dans la ville* » (SEMMOUD, 2012)²¹. Ces femmes qui circulent dans les rues des quartiers sont ainsi le signe qu'on est là dans l'espace du proche, de l'intime, et non dans l'espace public, que ce soit dans les rues de Médina J'dida ou dans les *ḥārāt* de la vieille ville du Caire (AMMAR et CHARARA, 1991; DRIS, 2004). À ces éléments visuels, on peut également ajouter, dans la lignée des travaux de l'anthropo-

21. En effet, comme le souligne N. Dris, « *dans le vocabulaire du quotidien, la rue signifie communément un espace de circulation et de stationnement pour les hommes. Connotée, le plus souvent, négativement, la rue est représentée comme un espace de tous les dangers et par voie de conséquence un domaine réservé aux hommes. (...) De nombreux travaux ont souligné les usages sexués de l'espace public en Algérie comme exclusion de la femme de ce type d'espace et sa relégation dans l'espace domestique* » (DRIS, 2004).

logue V. Battesti (BATESTI, 2009, 2013), les paysages sonores de ces quartiers populaires qui donnent aussi à entendre cette « *ambiance* » de la ville dense, marquée par des bruits multiples – ceux des crieurs, des chalands, des porteurs... – et une animation constante²².

Médina J'dida et le Mūsķī, de plus en plus spécialisés dans le commerce des biens *made in China*, deviennent ainsi des quartiers dans lesquels la population vit de moins en moins au quotidien, et en particulier au Caire dans les rues entièrement spécialisées dans l'activité commerciale. Cela s'exprime de différentes façons : les temporalités et les rythmes des quartiers qui sont entièrement fondés sur les temporalités des activités commerciales ; des commerces de proximité absents et/ou qui disparaissent au profit de commerces et services à destination d'une clientèle exogène ; une population difficile à voir et de plus en plus repoussée dans les périphéries de ces quartiers, et dont la présence même est de plus en plus menacée par l'extension spatiale du commerce.

II. 1 Des quartiers qui fonctionnent au rythme du commerce

Les activités commerciales impriment leur rythme aux deux quartiers : les rues s'animent à l'ouverture des commerces, lors de l'arrivée des vendeurs de rue et de la clientèle, et retournent au calme avec la fermeture des commerces et le départ des petits vendeurs de rue. L'aspect dépeuplé de ces deux quartiers aux moments de fermeture des boutiques, qui contraste avec l'animation intense des jours ouvrables, en atteste.

D'une manière générale, la vie commence plus tôt en Algérie qu'en Égypte, que ce soit pour l'ouverture des magasins ou l'arrivée des employés sur leur lieu de travail, tandis que l'animation se prolonge bien plus tard en Égypte qu'en Algérie. Le matin, les ruelles de Médina J'dida commencent à s'animer vers 7 heures, avec l'arrivée des commerçants, l'ouverture des boutiques, les livraisons matinales, puis les boutiques et le souk Sidi Okba ouvrent à la clientèle sur les coups de 9 heures. La fermeture arrive relativement tôt, vers 16h ou 17h, parfois un peu plus tard l'été, et le vendredi matin à l'heure de la prière. Le vendredi après-midi est un jour chômé pour la plupart des commerçants du quartier. Les seuls commerçants que l'on croise alors dans le quartier profitent de cette demi-journée de clôture pour faire de menus travaux ou ranger leurs marchandises.

Au Mūsķī, la journée ne commence pas avant 10 ou 11 heures le matin, mais se finit bien plus tard qu'en Algérie, aux alentours de 22 heures – voire encore plus tard les jours de fête. Le jour de fermeture est le dimanche, contrairement au calendrier habituel des

22. « Les classes populaires (*sha'abiyya*) – toujours associées par les [classes supérieures] à la foule bruyante (*dawsha*) et dense (*zahma*) – disent affectionner la chaleur d'un commerce humain festif, la rassurante "gangue sonore" de l'environnement du quartier dont on se déprend parfois, mais pour ne changer que de quartier et donc d'ambiance » (BATESTI, 2013).

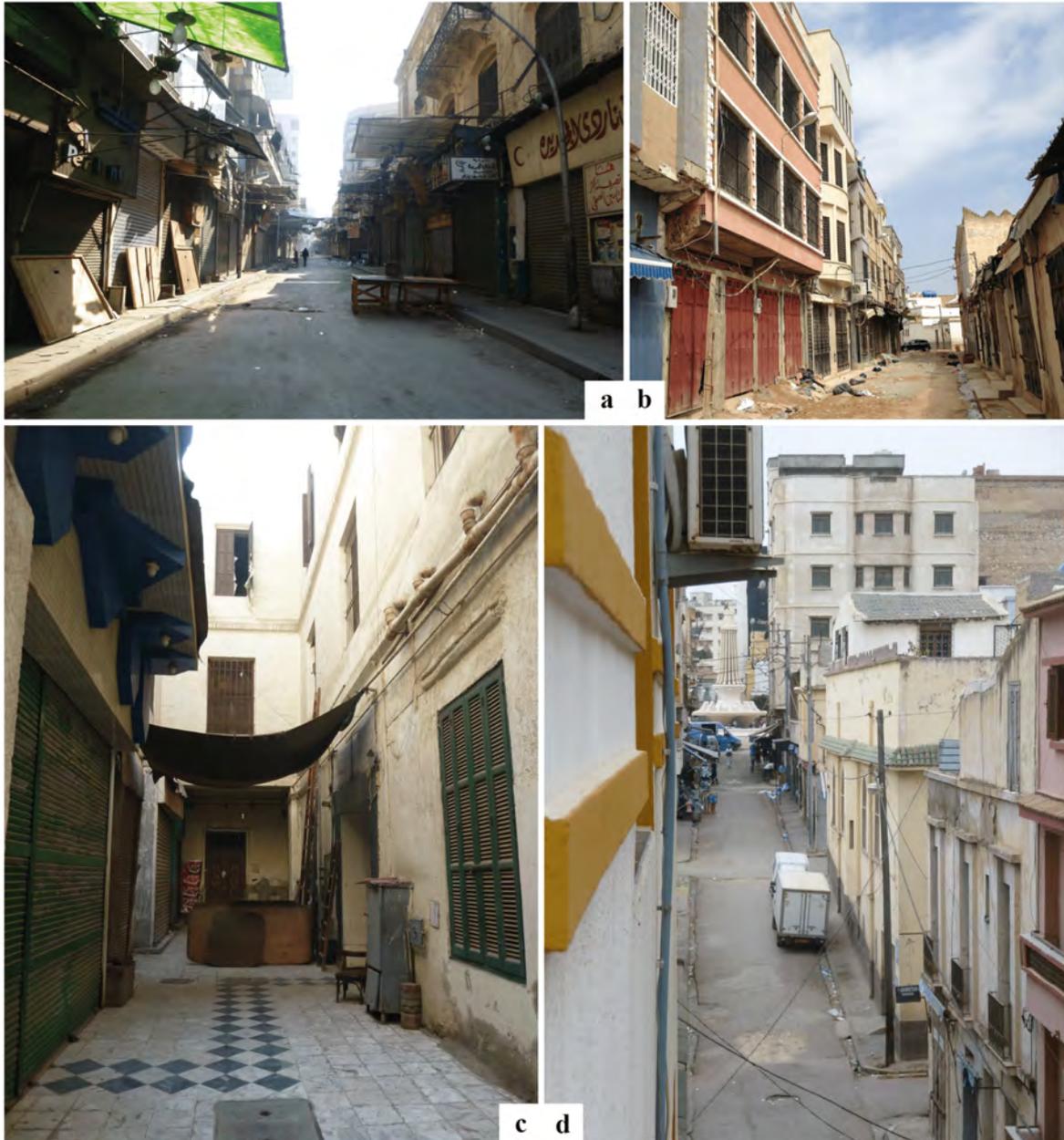
commerces en Égypte pour lesquels le jour de fermeture est le vendredi. Cette particularité permet aux commerçants professionnels de venir s'approvisionner au Mūsķi lorsque leur propre commerce est fermé. Néanmoins, l'heure de la prière du vendredi midi marque un arrêt des activités pendant toute la durée du prêche. Les boutiques baissent alors le rideau, les commerçants arrêtent de travailler, s'assoient sur une chaise dans la rue devant leur boutique ou se rendent à la salle de prière la plus proche. Les clients et clientes cherchent l'ombre pour poser leurs sacs de course et attendent dans le calme la fin de la prière. À ce moment-là, toute l'animation et les bruits habituellement très forts qui règnent dans le quartier – discussions entre vendeurs et clients, appels des rabatteurs annonçant les bonnes affaires, chuintements des porteurs de charrettes demandant aux chalands de leur dégager le passage, claquements métalliques annonçant les vendeurs de jus de réglisse, klaxons des minibus dans les grandes artères – s'arrêtent tous en même temps. Tout le quartier connaît un moment de respiration, qui cesse aussitôt la fin de la prière annoncée par de très nombreux haut-parleurs, qui désignent ainsi les salles de prière et les mosquées au milieu des commerces²³.

En dehors des moments d'ouverture des boutiques, les rues les plus densément commerçantes apparaissent alors complètement désertées, que ce soit au Caire ou à Oran (photographie 3.1). Les clichés a, b et c ont été pris lors de la fermeture hebdomadaire du Mūsķi et de Médina J'dida. Les rues sont complètement vides, les rideaux métalliques des boutiques baissés. Les trottoirs et les caniveaux sont encore jonchés de cartons et autres détritiques laissés derrière eux par les commerçants et les clients, et le silence règne dans les rues, en contraste avec l'ambiance très sonore habituelle. Le cliché d, pris à Médina J'dida un matin avant l'ouverture du quartier, montre ainsi une rue encore vide de la clientèle habituelle. Quelques commerçants ont déjà commencé à installer leurs marchandises devant leur vitrine, utilisant les trottoirs voire une partie de la rue comme des espaces d'exposition de leurs marchandises. De petits utilitaires livrent quelques boutiques. Mais le quartier, extrêmement paisible à cette heure matinale, commence à peine à s'éveiller. On peut apercevoir à ce moment-là de la journée certains habitants du quartier se rendant à leur travail. Tous ces clichés montrent des ruelles désertées, par les commerces et leur clientèle mais aussi par les habitants, et laissent deviner le calme qui règne dans le quartier. Les quartiers semblent ne s'animer vraiment que lorsque les boutiques et centres commerciaux sont ouverts et accueillent la clientèle.

23. Selon V. Battesti, l'esthétique populaire de la bonne ambiance sonore peut être caractérisée par une « *esthétique de la saturation* », à la fois saturation de l'espace sonore et saturation électrique grâce à l'effet des amplificateurs à l'origine d'« *effets électroacoustiques de saturation que l'on éviterait partout ailleurs qu'en Égypte, remplissent volontairement et sans partage tout l'espace public* », lors des appels à la prière, des mariages, des *mawāli d* (BATTESTI, 2013).

PHOTOGRAPHIE 3.1 – Les ruelles au Mūsķi et à Médina J'dida lors de la fermeture des commerces²⁴

Cliché a) La rue du Mūsķi un dimanche matin du mois de mars 2012. Le dimanche est la journée hebdomadaire de fermeture des boutiques en dur du marché. **Cliché b)** Médina J'dida un vendredi de mars 2014 après la prière du midi. **Cliché c)** Un passage, derrière la rue du Mūsķi, un dimanche matin de mars 2012. **Cliché d)** Une rue de Médina J'dida un matin de juillet 2012 vers 7h, avant l'ouverture du marché. Quelques boutiques ont commencé à ouvrir, un petit utilitaire livre les magasins, mais les clients ne sont pas encore arrivés, et la rue est bien vide. À l'arrière-plan, on aperçoit la place Tahtaha et son monument commémoratif. Crédits : A. Bouhali, mars 2012 (b, d), juillet 2012 (c), 2014 (a).



24. Nous n'avons pas eu l'occasion ou la possibilité de prendre des photographies des rues du Mūsķi après la fermeture des boutiques. Celle-ci ayant lieu très tard, autour de 22h, et nos enquêtes de terrain s'étant déroulées dans un contexte de troubles urbains et sociaux importants, nous avons pris la décision de ne pas faire d'enquête tard le soir pour des raisons de sécurité. Les rares fois où nous sommes sortie tard

Les clichés a et c de la photographie 3.1 ont été pris dans la rue du Mūsī, principale artère commerciale du quartier. Les espaces les plus commerciaux du quartier que sont la ḥārat al-Ifrang et la ḥārat al-Yahūd sont ainsi ceux qui sont les plus désertés les jours de fermeture. On ne retrouve de l'animation que sur les marges du quartier, en lien avec la présence des habitants dans ces espaces plus périphériques. A Médina J'dida, ce sont toutes les rues ou presque qui sont dépeuplées, la fonction commerciale ayant désormais gagné la plupart des rues du quartier. Les rythmes et les temporalités de ces deux quartiers sont ainsi davantage impulsés par les pratiques d'achat et de vente d'une population exogène aux quartiers que par les pratiques de la population endogène. Cette désertion des rues est un des indices les plus frappants d'une fonction résidentielle extrêmement ténue voire complètement absente dans les rues centrales des deux quartiers étudiés.

II. 2 Disparition des commerces de proximité au profit des services aux consommateurs extérieurs

Ce fonctionnement des deux quartiers commerciaux majoritairement tournés vers le commerce se retrouve encore dans l'opposition entre commerces et services à destination des habitants des quartiers et commerces et services à destination d'une population de passage. La localisation, et parfois la concentration de commerces et services de proximité d'une rue devient dans ce contexte de diminution de la population habitante un indice d'une fonction résidentielle qui se maintient malgré tout²⁵. Au contraire, leur absence et/ou leur remplacement par des commerces spécialisés dans le *made in China* en marquent le déclin.

À Médina J'dida, les services et commerces qui s'adressent de fait à une clientèle locale sont peu nombreux. De la même façon, les cafés, espaces de sociabilité quasi exclusivement masculine, ouvrent et ferment pour la plupart en même temps que les boutiques. Plusieurs habitants « historiques » du quartier avec lesquels nous avons eu l'occasion de nous entretenir nous ont fait part d'un sentiment de nostalgie, voire de mécontentement, face à cette situation et au manque d'animation et de vie du quartier, par rapport notamment à une situation passée, réelle ou bien fantasmée. Un de nos interlocuteurs²⁶, un propriétaire immobilier âgé de 81 ans, né dans le quartier, regrettait ainsi l'époque où la Ville nouvelle était encore un lieu de vie, de sorties et surtout de vie nocturne. Il se plai-

le soir dans le quartier auront été au moment des *mawālīd* d'al-Hussein, et toujours accompagnée par un ou une ami.e.

25. Certains de ces commerces de proximité s'adressent aux commerçants ou aux chalands de passage, comme les petites boutiques de jus de fruit frais ou de sandwichs au Caire. Mais ce sera moins le cas d'un vendeur de produits laitiers à Médina J'dida ou d'une épicerie au Mūsī.

26. Entretien réalisé en français le 20 mars 2013.

gnait que les cafés ferment aujourd'hui à 17h. Néanmoins, cette fermeture précoce des cafés côté algérien est sans doute une des conséquences de la dizaine d'années de guerre civile qu'a connue le pays dans les années 1990 et dont les effets se font encore sentir, tant dans les grandes villes que dans les plus petites bourgades, notamment en ce qui concerne la fréquentation des espaces publics.

Les quelques boutiques proposant encore des services à la population – vendeur de journaux, boulangerie, petite épicerie de quartier – se font rares et se concentrent dans les ruelles secondaires accueillant quelques bijoutiers ainsi que dans les ruelles qui débouchent sur la place Sidi Bilal, du nom du saint local, du côté de la caserne militaire. C'est finalement autour de cette place qui accueille le mausolée du saint que l'on trouve encore les rares commerces de proximité et que l'on peut apercevoir les habitants de Médina J'dida en journée : les enfants venus acheter du pain aux boulangers, les vieux messieurs achetant leur journal et venant le lire sur les quelques bancs qui entourent le tombeau. Le vendredi, on peut également voir les hommes sortir des quelques mosquées du quartier, dont une partie d'entre eux habite dans la Ville nouvelle. Enfin, les nombreux hammams du quartier ont été soit détruits soit reconvertis en immeubles résidentiels ou en boutiques.

Néanmoins, le grand marché alimentaire de Sidi Okba ainsi que tous les vendeurs ambulants de denrées alimentaires mais aussi d'ustensiles de cuisines en plastique, d'éponges, ou de vaisselle, participent également à pallier l'absence de commerces de proximité (photographie 3.2). Les femmes qui habitent par exemple la Cité Lamoricière au centre de Médina J'dida n'ont ainsi qu'à descendre les quelques étages qui séparent leur appartement de la rue pour trouver à disposition tous ces articles d'usage quotidien, et ce tous les jours de la semaine ou presque. Cependant, elles sont noyées au milieu de la foule des mères de famille venues faire leurs courses dans l'un des marchés les moins chers de l'agglomération oranaise, ce qui dilue de fait toute possibilité de donner à ces ruelles du quartier une ambiance d'interconnaissance, reflet d'une vie locale.

PHOTOGRAPHIE 3.2 – Les stands des vendeurs de rue autour du marché Sidi Okba : des produits qui suppléent au manque de commerces de proximité

Sur le **cliché a**, on aperçoit à gauche la Cité Lamoricière, dont les logements sont pour la plupart encore occupés. L'immeuble vide aux fenêtres sans vitre du **cliché b** est une ancienne minoterie aujourd'hui abandonnée. Clichés : A. Bouhali, octobre-novembre 2011.



Au Mūsī, J.-C. David écrivait déjà que « *les fortes concentrations spécialisées d'activités commerciales centrales excluent d'une zone de 35 à 40 hectares presque tous les services de quartier pour n'offrir que des services de proximité pour les commerçants et leurs clients, surtout cafés būfih*²⁷, *souvent à l'écart de l'espace public, à l'étage des wakāla, restaurants populaires et traditionnels divers et gargotes à sandwiches. Les commerces et services de quartier repoussés à la périphérie et à l'extérieur du centre sont regroupés suivant plusieurs systèmes caractérisés par les spécialités qui les constituent, leur site et leurs dimensions* » (DAVID, 1999, 232). Sur la carte 3.4²⁸, J.-C. David met en évidence la zone concernée par cette absence de services (en grisé sur la carte), centrée autour de l'axe nord-sud de la Qaṣaba, axe traditionnel de la ville ancienne du Caire, et surtout autour de la rue du Mūsī et son prolongement (la rue Gowhar al-Qā'id) qui organise et structure la centralité commerciale contemporaine.

En comparant la carte dressée par J.-C. David à partir de ses relevés et nos propres relevés de terrain, on peut observer qu'une partie des zones que le géographe qualifie de « *centralités intermédiaires* » et qui concentraient à la fin des années 1990 les « *commerces et services de proximité* », participant ainsi à créer une ambiance de quartier, sont devenues aujourd'hui des « *zones sans services et commerces de quartier* » (DAVID, 1999) : plus de dix ans plus tard, elles concentrent des commerces à destination d'une clientèle exogène.

La zone située au cœur de la ḥārat al-Yahūd, à l'est de midān al-Saqālba, en est un bon exemple. Lors de nos enquêtes, cette rue n'accueillait plus de commerces et services à destination des habitants du quartier mais comptait parmi les rues les plus commerçantes du quartier, proposant à la vente en demi-gros et en gros des accessoires féminins (foulards, aiguilles pour accrocher le hidjab, bijoux fantaisie, etc.).

Les ruelles bordant la Ghūriyya, indiquées sur la carte de J.-C. David comme zones de commerce et de services de proximité, ont elles aussi été progressivement grignotées par les commerces du *made in China*. On y trouve désormais, à côtés des petits « *ko-shk*²⁹ » vendant bonbons, cartes téléphoniques et autres rasoirs jetables à l'unité, des pe-

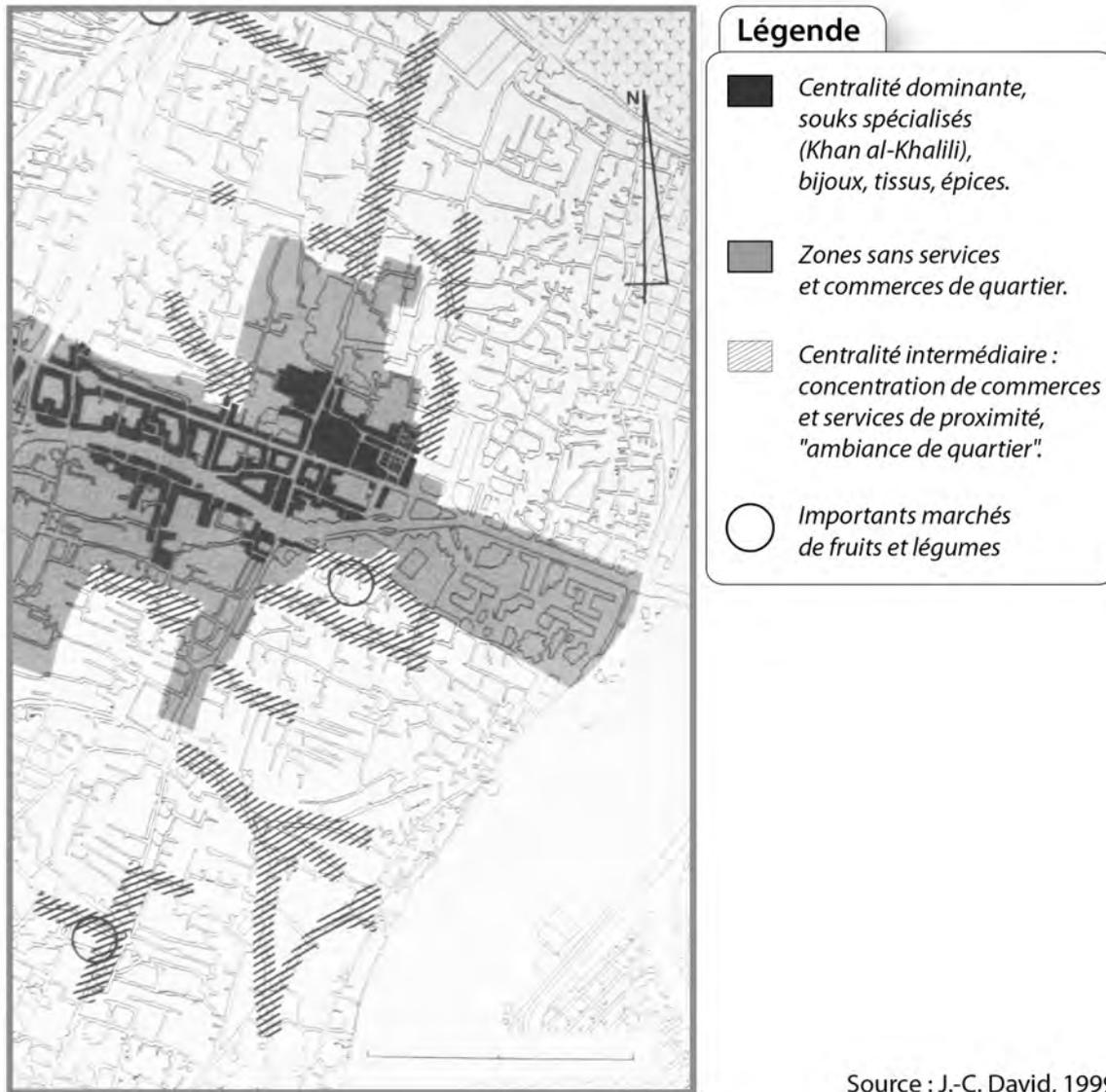
27. Būfih : terme utilisé dans le parler cairote, du mot français « buffet », pour désigner une sorte de « café-placard ». Il s'agit d' « *une espèce de buffet installé contre un mur, dans une rue, sous le porche d'un immeuble, sous un escalier, dans une cour (...) Le būfih contient un réchaud, des ustensiles et des verres... Lorsqu'il n'est pas utilisé, il est fermé par un cadenas. Éventuellement, grâce à un tabouret ou quelques sièges disposés à proximité, il constitue l'embryon d'un café "proprement dit"* » (DEPAULE, 1999).

28. Cette carte est centrée autour de la Qaṣaba car c'est cet espace qui est l'objet de l'ouvrage collectif portant sur l'histoire du quartier du Khan al-Khalili et son rôle de centralité commerciale depuis le 12^{ème} siècle (DENOIX et al., 1999). Elle ne couvre donc malheureusement pas toute la partie orientale du quartier qui nous intéresse pourtant. On peut faire l'hypothèse, au vu de l'article de David et de nos enquêtes de terrain, que cette zone sans commerce ni service de proximité se prolonge en direction de la place 'Ataba et de l'Azbakiya.

29. Équipement de vente de rue. Consulter le glossaire à la fin de la thèse.

CARTE 3.4 – Niveaux de centralité dans les quartiers anciens du Caire. Source : (DAVID, 1999)

Niveaux de centralité dans les quartiers anciens du Caire



Source : J.-C. David, 1999

tites boutiques proposant des habits d'intérieur pour femme. La zone située à l'ouest de la Ghūriyya est également devenue une des rues dans lesquelles se concentrent les grossistes de chaussures d'importation asiatique, telles que les « sneakers », c'est-à-dire les chaussures de sport en matière plastique.

Les souks alimentaires en plein air, parfois couverts par des toits en bois (carte 3.4) existent toujours, comme par exemple celui situé aux portes de la mosquée al-Azhar. C'est dans ces « grands souks de quartier [qui] font plutôt partie de la sphère domestique » (DAVID, 1999) que l'on retrouve cette ambiance de quartier, et qu'on y trouve une clientèle essentiellement locale. Au sud du quartier, une fois Bāb al-Zuweyla franchie, on trouve

enfin les rues et les ruelles habitées et pratiquées par les femmes, les jeunes enfants et les hommes. Et c'est à ce moment-là que la présence du chercheur se fait davantage sentir comme une présence étrangère : on a alors franchi les limites de l'espace public, c'est-à-dire la zone commerciale dans laquelle l'anonymat est plus ou moins assuré et la présence des étrangers est vécue comme normale, et on est entré dans l'espace du proche, dans le quartier au sens d'espace vécu, dans lequel prédominent les relations de proximité.

Dans certaines rues et portions du quartier-marché du Mūsķī, les commerces vendant des produits *made in China* se sont ainsi substitués aux commerces et services de proximité. Plusieurs commerçants et propriétaires fonciers qui faisaient construire de nouveaux immeubles commerciaux, tant dans la ḥārat al-Ifrang que dans la ḥārat al-Yahūd, mais aussi à Médina J'dida, nous ont dit avoir détruit les constructions préexistantes à leur chantier, et notamment des fours à pain, service-clé dans les quartiers populaires. Le jeune gérant d'une boutique de sous-vêtements située au rez-de-chaussée d'une mosquée ancienne située rue al-Shawāzliyya³⁰ dans la ḥārat al-Ifrang, nous a ainsi dit³¹ que ce commerce avait remplacé dix ans auparavant un magasin de légumes. Son oncle avait racheté la boutique au commerçant précédent et en avait alors changé la spécialité. De même, les autres boutiques de la rue, qui proposent toutes aujourd'hui des vêtements d'importation ou fabriqués en Égypte, vendaient dix ans plus tôt des fruits et légumes. Les rares boutiques qui proposent encore des produits à destination des habitants disparaissent les uns après les autres. Mais au détour d'une ruelle, il est encore possible de les découvrir par hasard. Nous avons ainsi eu la chance de nous retrouver face à une boutique vendant des œufs frais et des volailles vivantes en plein cœur de la ḥārat al-Yahūd, à deux pas de la rue du Mūsķī.

Ainsi, les commerces et services de proximité qui participent pour beaucoup à créer une ambiance de quartier disparaissent peu à peu dans les rues les plus centrales du Mūsķī, car ils sont soit transformés en commerces du *made in China* soit démolis à l'occasion de l'érection d'un nouvel immeuble commercial. À Médina J'dida, ils ont presque entièrement disparu. Les deux quartiers semblent désormais être entièrement tournés en direction des besoins d'une clientèle exogène qui les fréquentent pour se fournir en biens anomaux plutôt que banaux – exception faite du souk alimentaire de Sidi Okba à Médina J'dida – tandis que les services et les commerces à destination des ménages habitant encore ces deux quartiers sont de plus en plus repoussés vers les marges du quartier, en particulier au Mūsķī.

30. Cette rue sur les cartes en ligne de Googlemap s'appelle rue al-Shawāzla et non al-Shawāzliyya. Le nom que nous indiquons ici était celui qui se trouvait sur une plaque de rue ancienne, bilingue français-arabe, qui se trouvait accrochée à même le mur de la mosquée.

31. Entretien réalisé le 10 juin 2013 en arabe avec l'aide d'une interprète.

II. 3 Discrétion voire invisibilité de la population résidente

La présence habitante se fait ainsi de plus en plus ténue dans les rues et ruelles. Une fois les acteurs du commerce partis, les habitants de ces deux quartiers sont quasiment invisibles. Les rares logements que nous avons réussi à repérer au cours de nos enquêtes dans les ruelles et impasses étaient particulièrement discrets, et surtout, en plus d'être situés dans des ruelles plutôt périphériques, ils se trouvaient dans les étages les plus hauts d'immeubles qui affichaient à première vue un usage professionnel, signalé par des panneaux publicitaires accrochés aux balcons ou sous les fenêtres.

C'est là que le repérage de traces, de signes de la présence d'habitants lors des journées de fermeture du quartier a été le plus utile, comme le montre la photographie 3.3, dont les clichés ont été pris à Médina J'dida et dans les périphéries qui bordent le quartier commercial du Mūsī. On peut y voir du linge qui sèche aux fenêtres, des climatiseurs, des rideaux qui permettent de cacher les espaces domestiques à la vue des voisins et des passants, et quelques femmes (cliché c et cliché e) qui se penchent à leur fenêtre pour observer les scènes de la rue en contrebas de leur immeuble. Les clichés de la photographie 3.3 montrent également des rues dans lesquelles la présence des femmes et des enfants est importante, marqueur fort d'un quartier habité.

Les clichés d et e ont été pris dans des quartiers qui se trouvent en périphérie du cœur de l'activité commerciale. La présence des habitants dans les quartiers bien plus commerciaux comme la ḥārat al-Ifrang et la ḥārat al-Yahūd est bien plus ténue. On peut néanmoins encore y repérer la présence de logements, en particulier dans les immeubles situés en bordure des grandes artères qui structurent le quartier comme la rue al- Ġaysh et la rue Port-Saïd. Mais leur nombre trop réduit, la discrétion de leurs habitants et la prédominance à l'intérieur de ces immeubles mixtes des logements transformés en locaux commerciaux ne participent pas à la création d'une véritable ambiance de quartier. Ces immeubles mixtes ont tendance à perdre leurs habitants, progressivement remplacés par des bureaux d'import ou par des entrepôts.

À Médina J'dida, la situation est assez différente du Mūsī. La présence habitante est plus ou moins régulièrement répartie dans les rues de la Ville nouvelle, et non pas reléguée dans les marges du quartier comme c'est le cas au Mūsī. Sur la photographie 3.3, on peut noter cette présence habitante aux fenêtres des étages des petits immeubles d'architecture coloniale grâce au linge mis à sécher aux fenêtres (clichés a et b) ou encore à une vieille femme qui se penche à la fenêtre de son appartement pour observer les scènes du quotidien qui se déroulent dans la rue (cliché c).

PHOTOGRAPHIE 3.3 – Des signes attestant de logements habités à Médina J'dida et au Mūsī

Clichés a) et b) À Médina J'dida, le linge accroché sur les balcons, les climatiseurs, les persiennes et les rideaux tirés montrent que les étages de ces bâtisses sont habités. **Cliché c)** À Médina J'dida, on aperçoit au premier étage de la maison au premier plan une petite dame habillée en vêtements d'intérieur de couleur rose et qui se penche pour mieux observer les passants dans la rue en contre-bas. En face d'elle, dans le coin inférieur droit du cliché, on aperçoit une boutique vendant des produits laitiers frais, dernier reliquat des commerces et services à destination des habitants de la Ville nouvelle. **Cliché d)** Au Mūsī, depuis le toit d'un ancien immeuble résidentiel aujourd'hui utilisé comme entrepôt et bureaux, à côté de Darb al-Sa'īda, l'immeuble aux murs sales et aux volets verts est toujours résidentiel : du linge pend aux fenêtres, et au milieu, deux femmes se penchent pour regarder dans la rue. **Cliché e)** Au Mūsī, une rue où se mêlent encore ambiance de quartier et activité commerçante au pied du mausolée du prince Baybars al-Khayyat. Crédits : A. Bouhali, juillet 2013 (d et e), mars 2014 (a, b et c).



Certains espaces publics permettent cependant de l'apercevoir un peu plus longtemps et plus facilement. Mais comme il s'agit d'espaces extérieurs, c'est une présence essentiellement masculine, parfois accompagnée d'enfants en bas âge à l'occasion des soirées d'été et des vacances scolaires. C'est le cas de la place du mausolée de Sidi Bilal dont il était question un peu plus haut, et dont les quelques bancs entourant le mausolée, à l'ombre d'un vieil arbre, accueillent les vieillards en journée. Mais c'est surtout la place Tahtaha qui est utilisée comme un espace de sociabilité par les hommes du quartier, tôt le matin avant l'ouverture du quartier-marché ou tard les soirs d'été. Un soir de juillet 2012, à la tombée de la nuit, nous avons ainsi pu observer des petits groupes d'hommes, jeunes et vieux, discutant sur les bancs, se retrouvant sur les marches du monument commémoratif, terrain de jeu pour les plus jeunes (photographie 3.4). La saison estivale est ainsi un des rares moments où les espaces publics oranais, et en particulier les places ou la promenade en bord de mer, s'animent un peu, à l'occasion notamment de festivals de musique populaire. En juillet 2012, les festivités organisées à l'occasion des cinquante ans de l'indépendance rencontraient les célébrations du mois de Ramadan ainsi qu'un festival de musique populaire : les rues en étaient d'autant plus animées. La place Tahtaha semble ainsi être un des rares espaces de sociabilité à Médina J'dida où les hommes du quartier peuvent se rencontrer après la fermeture des cafés et autres cafétérias de la Ville nouvelle.

PHOTOGRAPHIE 3.4 – Ambiances nocturnes à Médina J'dida

Les marches autour du monument de la place Tahtaha et la fontaine accueillent le soir en été les jeux des plus petits et donnent aux adultes – tous des hommes – un espace de repos et de convivialité. Les drapeaux algériens commémorent les cinquante ans de l'indépendance algérienne. Clichés : A. Bouhali, juillet 2012.



Aux côtés de la population algérienne, cette place est également un lieu de rencontre pour une autre population : les migrants originaires d'Afrique subsaharienne, qui trouvent à se loger dans les hôtels-dortoirs ayant ouvert ces dernières années dans le quartier (voir chapitre 6). Tout au long de nos enquêtes, nous avons ainsi pu observer la présence croissante, tout d'abord d'hommes seuls, bientôt rejoints par des femmes et des enfants en bas âge. De centralité commerciale la journée, la Ville nouvelle se transforme en une centralité immigrée en soirée. Une partie de ces migrants est visible dans le marché la journée. Ce sont souvent des vendeurs de rue proposant sur des tissus et des cartons à même le sol des bijoux artisanaux, des produits traditionnels de type cosmétiques (henné, khôl³²) ou à connotation religieuse voire magique (herbes médicinales, petits talismans, etc.). Mais ces migrants sont surtout visibles le soir après la fermeture des échoppes et la disparition des derniers étals des commerçants ambulants. La place Tahtaha et les taxiphones situés à proximité sont des lieux commodes de rendez-vous, où hommes et femmes peuvent causer tranquillement en profitant des quelques bancs

32. Khôl : poudre minérale de couleur noire utilisée pour maquiller les yeux.

qu'on y trouve (photographique 3.5). La présence de ces populations africaines participe grandement à l'animation des rues et de la place Tahtaha au moment de la fermeture des commerces, comme elle entretient aussi auprès de l'opinion publique oranaise l'image négative de Médina J'dida et le fantasme d'un quartier dangereux dès la fermeture des commerces, les Africains étant perçus bien souvent comme un risque potentiel de troubles.

Médina J'dida et le Mūsķī perdent ainsi progressivement les caractéristiques qui font d'un quartier un espace vécu et habité par la population locale. Le nombre de commerces et services de proximité diminue au profit d'espaces commerciaux tournés vers une clientèle extérieure au quartier. Et les habitants qui demeurent encore dans ces quartiers sont de moins en moins visibles. À Médina J'dida néanmoins, la présence, souvent décriée dans la presse ou dans les discours des commerçants et des habitants, d'une population originaire d'Afrique subsaharienne anime un peu plus le quartier. Médina J'dida et le Mūsķī tendent ainsi à devenir des quartiers de plus en plus spécialisés dans le commerce et dans lesquels l'activité prend le pas sur l'habiter.

PHOTOGRAPHIE 3.5 – Médina J'dida, une centralité pour les migrants originaires d'Afrique subsaharienne

Cliché a) Cliché pris en début d'une soirée d'été. Des habitants du quartier sont venus faire une course au taxiphone, encore ouvert à cette heure tardive. Les adultes sont tous d'origine africaine, tandis que les deux jeunes adolescents au premier plan sont algériens. **Cliché b)** Un vendredi après-midi sur la place Tahtaha après la fermeture des commerces. Les bancs publics sont occupés par des groupes d'hommes africains, en congé le vendredi après-midi. Clichés : A. Bouhali, juillet 2012 (a), mars 2013 (b).



a



b

Conclusion

Ainsi, Médina J'dida et le Mūsķī subissent tous deux un processus de dépeuplement qui se traduit à la fois dans les chiffres et dans les ambiances urbaines qui règnent dans les rues et les impasses de ces deux quartiers. Plus les ruelles sont commerciales et accueillent des commerces à destination d'une clientèle exogène au quartier, moins elles sont habitées par la population locale, mettant ainsi en évidence un gradient de population qui a tendance à être inversement proportionnel à l'augmentation des activités commerciales et à la densification des linéaires commerciaux dans les rues les plus importantes.

Néanmoins, même si le processus subi est le même, il ne se traduit pas exactement de la même manière dans les deux quartiers. À Médina J'dida, cela se joue finalement à l'échelle de tout le quartier, et cela se traduit plutôt verticalement : le commerce s'installe au rez-de-chaussée mais les étages restent encore résidentiels. Hormis les quelques cités et immeubles encore majoritairement résidentiels et répartis un peu partout dans la Ville nouvelle, nos enquêtes n'ont pas pu mettre en évidence des espaces dans lesquels règnerait vraiment une ambiance de quartier, signes d'espaces encore appropriés par la population locale. Finalement, les meilleurs signes de la présence habitante sont les places du quartier – Sidi Bilal et Tahtaha – qui sont à des moments bien précis de la journée et de la soirée, utilisées comme des espaces de sociabilité, essentiellement masculine d'ailleurs. Au Mūsķī par contre, là où le commerce s'est le plus installé au cœur du marché – grossièrement dans une zone située de part et d'autre de la rue du Mūsķī et de la rue al-Azhar – les habitants sont presque entièrement, voire complètement absents. Le gradient de population est donc davantage un gradient allant du centre, dépeuplé, vers les périphéries, encore résidentielles. La présence habitante est reléguée dans les marges qui sont encore des espaces appropriés, arpentés et pratiqués au quotidien. On assiste finalement à la transformation de ces deux quartiers – au sens d'espaces vécus, que les habitants s'approprient par des pratiques à la fois individuelles et collectives – en des quartiers fonctionnels, avant tout caractérisés par les activités économiques qu'on y trouve.

La coexistence de deux espaces, l'un domestique, l'autre commercial, est remise en cause par le développement de la fonction commerciale qui s'étend de plus en plus loin du cœur commerçant au Mūsķī et de plus en plus haut à Médina J'dida. Cette rivalité entre fonction résidentielle et fonction commerciale ne se fait pas sans heurt. Des conflits se nouent, entre les commerçants, les propriétaires qui souhaitent voir se développer le commerce et la rente immobilière qui va avec, et les habitants qui ne veulent pas forcément quitter ces quartiers de leur plein gré, ce qui fera l'objet d'un prochain chapitre (chapitre 8).

Chapitre 4

Nouveaux paysages urbains. Les produits du *made in China*

Sommaire

I	Maintien des principes d'organisation du souk dans les centralités commerciales du <i>made in China</i>	142
I. 1	À l'échelle du quartier : une organisation des marchés par produits et/ou par clientèles	143
I. 2	À l'échelle de la rue : commerces en dur et commerces de rue	158
II	Transformations et adaptation des marchés aux produits asiatiques : quelques études de cas	161
II. 1	Au Caire, entre permanences et transformations des spécialisations commerciales	161
II. 2	À Oran : disparition progressive des commerces alimentaires de gros au profit des produits d'équipement à la personne. Le cas du boulevard Houha	175

DANS UN ARTICLE proposant de dresser un bilan de l'évolution des « lieux de commerce » dans le monde arabe, le géographe J.-F. Troin écrit : « *Les lieux de commerce sont partout dans le monde des marqueurs spatiaux remarquables par leurs localisations, leurs déplacements, les évolutions de leurs infrastructures. En même temps, ils s'adaptent étroitement aux besoins de consommation des sociétés humaines, à leurs mutations rapides, reproduisant ainsi leurs dynamiques. Enfin, ils sont des reflets des évolutions culturelles, de l'organisation des groupes humains, des agents économiques plus encore que des politiques des États, lesquels sont de moins en moins gestionnaires en ce domaine* » (TROIN, 2010).

Cette analyse, illustrée par différents exemples de marchés urbains et ruraux pris au Maroc, en Tunisie et dans les monarchies du Golfe, s'applique également aux quartiers commerçants de Médina J'dida et du Mūskī. Espaces commerçants en situation centrale ou péricentrale, ces deux quartiers-marchés ont su s'adapter aux « *besoins de consommation des sociétés humaines* », à travers des importations massives de produits *made in China*, ce qui s'est traduit par plusieurs dynamiques : la permanence et le renforcement de l'activité commerciale dans des espaces commerciaux anciens (chapitres 1 et 2), la progression du commerce au détriment de la fonction résidentielle (chapitre 3), et des mutations paysagères à l'œuvre en lien étroit avec le commerce transnational.

Dans ces centralités commerciales anciennes, récemment mobilisées par la mondialisation, on peut constater, à la suite de F. Mermier et M. Peraldi, qu'il n'y a pas d'« *inexorable processus de normalisation [lié à la mondialisation] qui aurait dû conduire à la disparition des formes "traditionnelles" de commerce urbain au détriment de l'hydre des hyper et supermarchés* », ni d'une « *destruction inéluctable des formes anciennes [du commerce] au nom de la rationalité et de la monopolisation des bénéfices* ». Bien au contraire, la place du marché est animée d'une vitalité commerciale et urbaine importante. Le marché urbain, le souk, se maintient à Oran comme au Caire, « *en dépit de la place prise aujourd'hui par le shopping mall et le centre commercial dans les sociétés contemporaines, au Maghreb comme au Machrek* » (MERMIER et PERALDI, 2010, 7). Ces formes commerciales modernes et mondialisées n'ont pas entraîné la mort des souks centraux traditionnels, d'une part parce qu'ils proposent toujours une offre répondant à des pratiques de consommation ou à des rites sociaux et religieux particuliers, et d'autre part parce qu'ils offrent à une clientèle diversifiée depuis les années 1990 des produits variés et peu chers importés d'Asie du Sud-est, de Dubaï ou encore parfois d'Europe.

Ainsi, en dépit de la mondialisation des économies et de la diffusion de modes de consommations globalisés qui ont bien souvent entraîné la multiplication de centralités commerciales modernes de type centres commerciaux en périphérie des agglomérations (ABAZA, 2010), « *les souks traditionnels restent un élément important de la visibilité et de*

la personnalité économique [de nombreuses villes arabes]. Ils centralisent encore une part importante des activités économiques et conservent leur centralité historique et leur importance patrimoniale et symbolique »¹.

J.-C. David se posait la question suivante dans l'introduction à une étude très fine de l'appareil commercial de la ville ancienne du Caire : « *les souks centraux actuels sont-ils la survivance d'une forme urbaine en voie de disparition, isolée du reste de la ville, qui aurait conservé une certaine autonomie de fonctionnement, et s'adresserait à une partie seulement de la population, (...) caractérisée par un niveau de modernité inférieur à celui du reste de la population ?* » (DAVID, 1999, 209). La réponse à cette question, en l'appliquant aux contextes urbains du Mūsī d'une part et de Médina J'dida d'autre part, est négative. Si l'activité commerciale est toujours concentrée dans les mêmes espaces urbains – les souks centraux ou péricentraux –, si l'agencement des fonctions commerciales à l'intérieur de ces quartiers semble encore répondre aux règles d'organisation du souk, le tissu commercial s'est adapté, le bâti s'est renouvelé, les produits proposés ont changé, et la clientèle qui vient se fournir dans ces vastes marchés n'est pas uniquement composée des populations urbaines les plus pauvres².

Ainsi la forme urbaine du souk perdure-t-elle : dans la concentration et les fortes densités commerciales, et dans l'organisation du marché selon des principes en apparence traditionnels de répartition des activités commerciales par types de marchandises vendues et/ou par corps de métiers. Néanmoins, les paysages commerciaux actuels sont soumis à d'importantes mutations, à la fois en ce qui concerne les produits vendus dans les boutiques et dans les rues que les immeubles commerciaux dans lesquels sont vendus ces biens d'importation. Ces mutations paysagères se jouent à toutes les échelles : celle du quartier tout entier et celle de la rue. Et c'est ce que nous proposons d'observer dans ce quatrième chapitre.

Ce chapitre propose donc d'étudier l'insertion spatiale de l'activité commerciale dans ces deux places marchandes en étudiant les transformations des paysages commerciaux à l'œuvre à Oran comme au Caire. Par « paysage commercial », nous entendons « *l'ensemble des formes combinées que le commerce inscrit dans le paysage des villes (...) et dans la morphologie urbaine* » (SOUMAGNE, 2008). D'après J. Soumagne, le paysage commercial est composé de quatre éléments : le parc commercial, composé des magasins et de leur assemblage linéaire (rues, passages, corridors) ; les enseignes et publicité ; les espaces de parking aménagés ; et enfin, la voirie, « *essentiellement vouée à la desserte du commerce et au lèche-vitrine* ». La question du remodelage de la morphologie urbaine des quartiers-

1. Source : programme de recherche mené en 2009-2010 par le GREMMO de Lyon et l'IFPO « Espaces et rapports marchands en Méditerranée (2009-2010) ». En ligne : <http://www.ifporient.org/node/118> page consultée le 23 mai 2016.

2. Ce sujet sera traité dans le chapitre 5.

marchés de Médina J'dida et du Mūsķī sera l'objet d'un chapitre à part entière, en raison de l'importance et de la rapidité des modifications à l'œuvre en ce qui concerne les formes urbaines(chapitre 6). Dans ce quatrième chapitre, il sera davantage question des modifications paysagères liées aux importations massives de produits *made in China* – modification des enseignes, modification des linéaires commerciaux, modification enfin des spécialisations commerciales des ruelles ou des boutiques, voire de plus vastes zones. Les produits d'importation ont en effet sensiblement transformé les ambiances urbaines en s'imposant de plus en plus dans les boutiques et sur les tables et les cartons des vendeurs de rue.

Si dans ces deux quartiers-marchés, on retrouve une organisation spatiale du souk qui a tendance à répondre encore aujourd'hui aux principes d'organisation classiques du marché urbain (première partie de ce chapitre), les marchés n'en sont pas moins transformés en profondeur par ces produits fabriqués en Asie. Grâce à la comparaison entre les observations et recensions réalisées au cours de nos enquêtes et celles présentées dans des travaux de recherche plus anciens, il est possible de mettre en évidence au sein de nos deux quartiers d'étude des transformations paysagères qui se font en profondeur et qui sont largement imputables au commerce transnational (deuxième partie du chapitre).

I Maintien des principes d'organisation du souk dans les centralités commerciales du *made in China*

Même si « *la pérennité du terme souk pour désigner le lieu de l'échange commercial n'implique pas son caractère homogène* » dans le temps et dans l'espace, et même si « *la physionomie des souks et leur morphologie architecturale n'ont jamais cessé de se transformer et présentent de nombreuses variantes régionales* », les marchés traditionnels, toujours appelés souks dans nos deux contextes d'étude, présentent des caractéristiques communes (MERMIER et PERALDI, 2010).

Le terme de souk « *désigne à la fois l'échange commercial de biens ou de services et le lieu dans lequel se déroule cet échange* » (ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM, 1998) et caractérise en Afrique du nord et en Orient « *un marché découvert et/ou couvert, ou bien un ensemble de rues (...) aux nombreuses petites boutiques, regroupées en îlots spécialisés selon les marchandises vendues et/ou produites sur place (souk de l'or, aux épices, etc.) ou selon les professions exercées (souk des teinturiers, des orfèvres, des menuisiers, etc.)* » (DESSE et al., 2008). Les souks associent activités de vente, de production (artisanat, petite industrie), stockage des marchandises et accueil des populations marchandes étrangères à la ville. Au sein du souk, on trouve en général une ou des « *ruelles où sont regroupés les*

ateliers ou boutiques d'un même métier, et, à l'extérieur, les différents marchés, notamment alimentaires, situés dans les quartiers ou les faubourgs » (MERMIER et PERALDI, 2010).

Cette organisation du marché par sous-ensembles spécialisés se retrouve aujourd'hui encore au Mūsķī comme à Médina J'dida, mais selon des modalités un peu différentes en raison notamment de la différence de la taille de la surface commerciale entre les deux quartiers. Il s'agit de donner à voir dans les pages suivantes comment ces marchés du *made in China* s'organisent, à l'échelle du quartier mais aussi de la rue commerçante, et de montrer les paysages commerciaux que le chaland comme le chercheur découvrent et observent durant leurs déambulations. Les articles *made in China* vendus dans les boutiques et sur les étals ont finalement maintenu les principes traditionnels de l'organisation de ces marchés urbains.

I. 1 À l'échelle du quartier : une organisation des marchés par produits et/ou par clientèles

En dépit de leurs surfaces commerciales extrêmement inégales – Médina J'dida est un quartier d'une vingtaine d'hectares³ contre plus d'une centaine d'hectares⁴ pour le Mūsķī – Médina J'dida et le Mūsķī obéissent à des principes d'organisation relativement similaires. Mais des nuances existent. À Médina J'dida, la spécialisation se fait davantage en fonction de la clientèle, féminine ou masculine, une distinction qui recoupe plus ou moins parfaitement une distinction entre espaces de vente au détail et espaces de vente en gros, tandis qu'au Caire, c'est davantage la distinction entre zones de vente en gros et zones de vente au détail qui est opérante. Enfin, le cœur du quartier commerçant oranais est occupé par un important marché alimentaire couvert, le souk Sidi Okba, tandis que les souks spécialisés dans le commerce alimentaire de détail se trouvent plutôt en périphérie de la zone commerciale au Mūsķī, plus précisément au nord à Bāb al-Shā'riyya, au sud de la cité fatimide dans le quartier de Darb al-Aḥmar, ou encore aux portes de la mosquée al-Azhar (cartes 4.3 et 4.4).

3. Selon les estimations de (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

4. Les limites de cette zone d'étude sont en effet relativement floues en raison d'un parcellaire plus confus, de ruelles et impasses sinueuses et exigües, voire parfois même invisibles pour un observateur peu attentif, contrairement aux limites de Médina J'dida rendues très claires grâce à l'existence de grandes artères encadrant le quartier. Il est difficile d'indiquer avec une plus grande précision quelle surface les activités commerciales occupent, et où « arrêter les comptes ».

I. 1. 1 Au Mūsķī, une répartition des activités selon le type de produits commercialisés

Le marché du Mūsķī présente une organisation sur le modèle de la plupart des marchés du monde arabe (carte 4.1) : les rues sont spécialisées par types de produits, et on peut distinguer espaces de vente en gros et espaces de vente au détail. Lorsque l'on compare l'organisation des marchés du Mūsķī aujourd'hui à la description des souks centraux du Caire à l'époque ottomane faite par A. Raymond (RAYMOND, 1973, 1993), on constate le peu de changement dans les grands principes d'organisation du quartier. À l'époque ottomane, entre le 16^{ème} siècle et la toute fin du 18^{ème} siècle, « *une spécialisation professionnelle était de règle, chaque activité occupant un secteur déterminé de la ville* » (ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM, 1998), et cette affirmation est encore largement valable aujourd'hui. Les travaux sur le tissu commercial de la ville ancienne du Caire sont nombreux et ont été réalisés à différentes époques. Les derniers à en avoir proposé une étude très fine sont A. Madoeuf (MADŒUF, 1997) et J.-C. David (DAVID, 1999), qui ont mis en évidence le fonctionnement de la centralité commerciale à la fin du 20^{ème} siècle ainsi que l'organisation commerciale à la fois des grands axes structurant la vieille ville et des îlots urbains. Leurs observations sont pour certaines toujours valables aujourd'hui, en particulier pour ce qui concerne la structuration spatiale de cette centralité commerciale.

Arpenter les rues et ruelles du marché : recenser les commerces pour mieux observer la structuration commerciale du quartier

Afin de mieux prendre la mesure des différentes spécialisations à l'œuvre dans le quartier du Mūsķī, nous avons arpenté le quartier à pied à plusieurs reprises, d'abord en observant simplement les ambiances urbaines, les zones de concentration de boutiques et/ou de stands de vendeurs de rue, pour voir quels produits étaient les plus visibles⁵.

La première étape de cette exploration systématique du quartier et de ses produits a tout d'abord consisté en un arpentage régulier des grands axes qui structurent le quartier et le traversent du nord au sud et d'ouest en est, avant de pénétrer ensuite plus profondément dans les ruelles étroites et sinueuses qui caractérisent le réseau viaire secondaire de ces quartiers anciens. En effet, « *pour les clients de l'intérieur et de l'extérieur* » comme pour le chercheur, « *la première démarche vers un souk est un déplacement* » (DAVID, 1999).

5. Nous nous sommes inspirée de la méthode d'enquête proposée par J.-C. David dans son étude très fine de l'appareil commercial du Khan al-Khalili et de ses environs (DAVID, 1999) pour mettre en place une méthodologie d'observation du tissu commercial efficace.

CARTE 4.1 – Spécialisation des zones selon le type de produits au Mūsķī, entre espace de vente en gros et de vente au détail



Dans un second temps, nous avons entrepris de recenser les boutiques ouvertes le long des grands axes et de noter quels étaient les principaux types de produits proposés. Face à la profusion des stands de vendeurs de rue dans la rue du Mūsķī, la rue al-Azhar et autour de la place 'Ataba et de l'Azbakiyya, nous avons dû renoncer à les inclure dans cette recension. Notre enquête s'intéressant aux espaces de vente de produits asiatiques,

arpenter une à une les rues, et surtout les passages et impasses à l'intérieur des zones spécialisées et faire la recension de toutes les boutiques s'y trouvant aurait nécessité un travail difficile à réaliser seule en un temps limité et de façon très rigoureuse. Nous avons donc décidé de nous concentrer sur une observation générale des zones homogènes et sur les grands axes qui traversent les quartiers commerçants, puis de faire quelques enquêtes plus ciblées au cœur de ruelles ou passages nous paraissant particulièrement significatifs⁶.

Mettre en œuvre un « *dispositif de recension (procédure systématique et intensive d'observation et de mesure)* » (OLIVIER DE SARDAN, 1995) avait pour but de rendre plus méthodique l'observation des paysages commerciaux depuis la rue. Cela permettait de ne pas perdre le fil des observations face à la profusion de marchandises, aux flots de clients parfois extrêmement denses, aux bruits du marché (cris des rabatteurs, négociations animées entre vendeurs et clients), à la chaleur déjà écrasante au mois de mai, en résumé à une ambiance urbaine qui a tendance à saturer tous les sens de l'observateur le plus volontaire. Inévitablement, ces recensions ont souvent été rendues difficiles par la circulation piétonne fréquemment chaotique, voire même interrompues par la curiosité des commerçants ou des vendeurs, intrigués et même parfois hostiles à la vue d'un carnet et d'un crayon dans un contexte de méfiance généralisée vis-à-vis des autorités urbaines et policières ou des journalistes étrangers. Pour cette raison, il nous a été impossible de réaliser cette recension à l'aide d'outils de localisation comme un dispositif GPS, ce qui aurait pu faciliter les relevés et surtout une cartographie sans doute bien plus précise que celle proposée dans ce chapitre (voir la carte 4.4).

Ces recensions avaient également comme objectif de repérer des constantes dans les paysages commerciaux, et de bien distinguer les rôles différents que peuvent jouer des artères qui à première vue peuvent paraître semblables. Ces recensions se sont déroulées pendant trois demi-journées de mai 2013⁷. Des relevés ont été réalisés le long des principaux axes structurants : les axes nord-sud que sont la rue al-Ġaysh et la rue Port-Saïd, les axes ouest-est que sont la rue al-Azhar et la rue du Mūsķī, avant de mener une exploration systématique à l'intérieur des grands îlots. Nous avons pu mettre en évidence des nuances assez fines entre ces grands axes routiers et piétons, et entre les différentes zones spécialisées qu'ils desservent.

Pour mener cette exploration systématique, nous avons suivi le flux principal de pié-

6. Nous avons par exemple tenu compte de la densité des commerces, la densité de la clientèle, la taille des boutiques, la hauteur des immeubles, et la présence ou non d'immeubles en construction ou nouvellement construits.

7. Ces recensions ont été réalisées le mardi 14 mai 2013, le vendredi 17 mai 2013 et lundi 20 mai 2013, entre 10h et 15h à chaque fois, afin d'avoir un aperçu du quartier à différents jours de la semaine. Recenser les commerces le vendredi matin a également permis de profiter de rues plus calmes, au moins jusqu'à la fin de la prière du Ďor (mi-journée).

tons, venant plutôt de l'ouest du quartier grâce au nœud de transports urbains constitué par le binôme des places 'Ataba et de l'Azbakiyya. Ces deux places concentrent en effet transports collectifs – station de métro 'Ataba⁸ de la ligne 2 qui traverse du nord au sud l'agglomération, gare routière desservie par de nombreuses lignes de bus, arrêts de plusieurs lignes régulières de microbus privés – mais aussi transports individuels – vaste parking aérien pour véhicules privés à l'Azbakiyya et arrêts intempestifs des taxis autour de la place 'Ataba. Les places 'Ataba et de l'Azbakiyya jouent donc un rôle de porte d'entrée dans le quartier. À l'opposé, la place devant la mosquée al-Hussein, tout à l'est de la zone d'étude, était plutôt une porte d'entrée pour les bus touristiques, qui lors de nos enquêtes étaient devenus bien rares⁹.

Les grands axes structurants : une fonction commerciale très inégale

Il est nécessaire de distinguer les axes nord-sud des axes est-ouest qui ont des fonctions bien différentes. Plus que des linéaires commerciaux, les axes nord-sud jouent un rôle de désenclavement des quartiers en permettant l'accès aux véhicules motorisés ainsi que leur stationnement plus ou moins erratique, tandis que les axes est-ouest ont plutôt tendance à polariser l'activité commerciale.

— *Les rues al-Ġaysh, Port-Saïd et al-Būsta : ouverture du quartier commerçant, espaces de stationnement et de livraison. Quels types de spécialisations commerciales ?*

Ces trois axes de circulation ont un rôle plutôt secondaire par rapport aux percées est-ouest en ce qui concerne l'organisation et la hiérarchisation des activités commerciales, quoiqu'il soit nécessaire de nuancer ce constat.

Comme le montre la photographie 4.1, ces trois artères ont une emprise dans le tissu urbain considérable par leur longueur et leur largeur. Elles constituent les axes nord-sud ayant la plus grande capacité de circulation. La rue al-Ġaysh, la plus récemment construite des trois, semble être un axe de liaison entre la ville-centre du Caire via l'Azbakiyya, et les quartiers nord de l'agglomération cairote (al-'Abbāsiyya, université 'Ayn Shams, Héliopolis), voire même au-delà, en direction d'Ismaïlia et de Port-Saïd. La rue al-Būsta¹⁰ qui dessert l'Azbakiyya, permet l'accès des véhicules particuliers et des bus au

8. Lors de nos enquêtes en 2012 et 2013, la nouvelle ligne de métro n°3 était encore en construction, et la station située au niveau de la place Bāb al-Shā'riyya n'était pas encore ouverte.

9. Les touristes qui descendent encore du bus à proximité d'al-Hussein ne s'aventurent que très peu dans les ruelles que nous avons étudiées et restent plutôt autour de l'axe de la Qaṣaba et dans les ruelles du Khan al-Khalili, hauts lieux du patrimoine fatimide et mamelouk du quartier.

10. La rue al-Būsta signifie la « rue de la poste », en lien avec la grande poste centrale qui se trouve au sud de la place 'Ataba.

parking aérien qui accueille au niveau de la chaussée la station de bus urbains. La rue Port-Saïd, construite sur le tracé de l'ancien canal, le *Khalig*, est un axe majeur de liaison de la ville-centre avec la banlieue nord en direction de Shubra al-Kheima. Ces trois grands boulevards permettent l'entrée des véhicules motorisés dans le quartier, qu'il s'agisse des particuliers, des bus (dans le cas de la rue al-Ġaysh) ou des véhicules de livraison (photographie 4.1). La rue Port-Saïd est également largement utilisée comme espace de stationnement par les commerçants ou par la clientèle (clichés a et b, photographie 4.1) la moindre place étant exploitée comme parking.

Ces artères présentent également des linéaires commerciaux, en particulier dans leur section sud, au croisement avec la rue du Mūsķī, avec la rue al-Azhar pour la rue Port-Saïd, et avec la place 'Ataba pour la rue al-Ġaysh¹¹. La rue al-Būsta est celle qui compte le moins de boutiques, la plupart proposant des chaussures pour homme et femme. Elle assure surtout un rôle de circulation, en raison du parking aérien et de la gare routière qu'elle dessert. La rue al-Ġaysh quant à elle ne présente pas de spécialités fortes. On note certes l'existence d'une zone qui concentre les boutiques mais aussi les stands de vendeurs ambulants proposant produits de naissance et luminaires (voir carte 4.4), stands visibles à l'arrière-plan sur le cliché e. Mais les autres commerces présents consistent surtout soit en des services à destination des commerçants et des résidents¹², soit en des commerces très diversifiés, qui dépendent en fait des spécialisations à l'intérieur des îlots : vêtements pour femme et pour homme, vaisselle et électroménager entre autres. La rue al-Ġaysh propose également des services de livraison pour les commerçants du quartier. Cette avenue est donc davantage un espace de circulation qu'une véritable artère commerçante.

La rue Port-Saïd est la plus commerçante des trois. Certes, elle joue un rôle majeur dans l'accès au quartier et la fourniture d'espaces de stationnement et de chargement/déchargement des marchandises. Mais les commerces y sont beaucoup plus denses que ceux situés de part et d'autre de la rue al-Ġaysh et présentent des spécialisations bien identifiables. En direction de Bāb al-Shā'riyya au Nord, on trouve des grossistes spécialisés dans les produits alimentaires, une spécialité déjà présente au même endroit dans les années 1990. Les autres commerces importants et bien regroupés sont la vente en gros de textiles plastiques d'importation¹³, de cosmétiques ou encore de vêtements et d'articles de mercerie, aujourd'hui massivement importés.

11. Consulter la carte de localisation A.1 en annexe 2.

12. Il s'agit de cafés, de stands de restauration rapide et de rue, de boulangeries, de salons de coiffure pour homme ou encore de boucheries.

13. Au moment de l'enquête menée par J.-C. David dans les années 1990, les commerçants installés dans cette zone du quartier commerçant proposaient encore du cuir, un produit anciennement travaillé dans le quartier car on y trouvait aussi les tanneries

Finalement, on remarque que la densité des commerces s'accroît dans ces deux avenues à mesure que l'on se rapproche des percées est-ouest que sont la rue du Mūsķi et la rue al-Azhar, les principaux axes structurant les activités commerciales aujourd'hui.

PHOTOGRAPHIE 4.1 – Les rues Port-Saïd, al-Būsta et al-Ġaysh, axes d'entrée nord-sud dans le quartier commerçant pour les flux de véhicules

Clichés a et b) La rue Port-Saïd vue depuis la passerelle aérienne pour les piétons, en direction du nord (a) et du sud, avec à l'arrière-plan le carrefour avec al-Azhar (b). **Cliché c)** La rue al-Būsta, vue depuis le dernier niveau du parking aérien, que se partagent les voitures et les vendeurs de rue. **Cliché d)** Le parking aérien, où l'on peut apercevoir de nombreux véhicules privés, et au niveau de la rue, la gare routière où stationnent des bus urbains. **Cliché e)** La rue al-Ġaysh au niveau du carrefour avec al-Azhar, un dimanche matin, jour de fermeture du marché. Crédits : A. Bouhali, 2012, 2013.



— *La rue du Mūsūkī et la rue al-Azhar : deux axes au cœur du quartier commerçant*

La rue al-Azhar et la rue du Mūsūkī sont les deux rues qui concentrent le plus de magasins et dont tout le linéaire ou presque entre la place ‘Ataba et la place al-Hussein est occupé par des boutiques aux spécialisations assez diversifiées. J.-C. David décrivait déjà ces deux axes comme les « polarités » du quartier : « *La rue du Mūsūkī est sans doute un des endroits les plus animés du Caire, au moins l’un de ceux où l’effet de foule est le plus fort, du fait de sa relative étroitesse, de l’encombrement permanent entretenu par les éventaires en plein air (...), du rythme lent et irrégulier des déplacements des chalands. La marche y est toujours difficile : ce n’est pas une rue pour circuler mais une rue pour regarder, acheter, un souk* » (DAVID, 1999).

La rue du Mūsūkī, qui était encore empruntée par des véhicules à la fin du 20^{ème} siècle, est aujourd’hui entièrement piétonne (photographie 4.2, cliché b). La seule façon de livrer les commerces se trouvant sur cet axe est de recourir aux porteurs et à leurs charrettes à bras. Les grosses livraisons sont réalisées de nuit, la densité des chalands dans cette rue rendant toute intervention en journée parfaitement impossible, comme en témoignent les clichés de la photographie 4.2.

Quant à la rue al-Azhar, il s’agit encore aujourd’hui du principal axe de pénétration dans la ville ancienne. De tous les axes est-ouest, il s’agit de la seule artère permettant une circulation relativement aisée des véhicules à moteur, en soirée mais surtout en journée, comme le montre la photographie 4.2. La largeur de la rue et l’existence de recoins, du fait de l’emprise au sol des piliers soutenant l’autopont d’al-Azhar¹⁴, permettent également le stationnement des petites camionnettes assurant l’approvisionnement des magasins et la livraison des clients (cliché a, photographie 4.2).

La rue al-Azhar présente une spécialisation plus forte que la rue du Mūsūkī. La portion de la rue située entre la place ‘Ataba et la rue Port-Saïd concentre, comme à la fin des années 1990, les produits « modernes » : hi-fi et autres équipements audiovisuels, petit électroménager, matériel électrique, petit outillage. Le centre de cette artère, situé entre la rue Port-Saïd et la rue al-Ghūriyya, concentre la vente de textile, en gros ou au détail selon les boutiques. Celles situées sur la rive sud de la rue al-Azhar appartiennent plutôt aux grossistes, tandis que les boutiques situées dans les ruelles à l’arrière sont plutôt tenues par des détaillants. Les boutiques situées sur la rive nord de la rue sont quant à elles spécialisées dans le linge de maison, en gros et au détail.

14. Cet autopont aérien permet aux véhicules arrivant du centre-ville moderne, c’est-à-dire de Wusṭ al-Balad, d’éviter la zone d’engorgement et de bouchons qui résulte des activités commerciales. Réalisée dans les années 1980, sa construction a nécessité la destruction des îlots et le déplacement d’anciens marchés forains se trouvant sur son tracé. Certains des commerçants expulsés sont partis dans d’autres marchés, notamment le souk Gaza, le long de la rue Port-Saïd en direction du nord, dans le quartier de Zawiyat al-Ḥamra. Source : enquêtes dans le marché Gaza, 2012, 2013.

PHOTOGRAPHIE 4.2 – La rue al-Mūsķī et la rue al-Azhar, polarités commerciales du quartier

Cliché a) La rue al-Azhar sous un des piliers de l'autopont un lundi vers 16h. Des clients se frayent un passage entre les petits camions de livraison, les véhicules de particuliers, les taxis (voitures blanches), et les microbus privés. **Cliché b)** La rue al-Mūsķī, un lundi aux alentours de midi. Les étals des boutiques et des vendeurs de rue ne laissent que peu de place pour la circulation piétonne. Crédits : A. Bouhali, mars 2012 (a), mai 2013 (b).



Les spécialisations de la rue du Mūsī sont plus diverses. En effet, la rue du Mūsī permet de desservir les zones spécialisées situées à l'intérieur des îlots, en particulier les quartiers des grossistes, des activités qui influencent une partie des spécialisations de ces rues et expliquent que l'on y trouve les mêmes produits. Sa particularité par rapport aux zones qu'elle dessert est que les boutiques qui donnent sur cette rue pratiquent plutôt la vente au détail à destination des particuliers que la vente en gros. On a donc affaire à un souk spécialisé dans les articles pour la personne et qui privilégie une clientèle de particuliers. La portion occidentale de la rue al-Mūsī située entre la rue al-Ġaysh et la rue Port-Saïd présente une forte spécialisation dans le prêt-à-porter pour homme et pour femme, ainsi que dans le linge de maison, en lien avec la proximité de la rue al-Azhar. Le prêt-à-porter masculin et féminin est finalement l'activité dominante également la portion située entre la rue Port-Saïd et la Qaṣaba, spécialisation à laquelle viennent s'ajouter le linge de maison sur la rive sud, les jouets pour enfants et les articles de mercerie. Les produits touristiques sont de plus en plus visibles de même que les bijoux au fur et à mesure qu'on se rapproche du carrefour avec la Qaṣaba.

Ainsi, la rue al-Azhar et la rue al-Mūsī « *viennent renforcer l'axe est-ouest : elles donnent la mesure du centre actuel qui les englobe* » (DAVID, 1999). Elles donnent également le pouls du quartier, les flux de piétons de la rue du Mūsī et ceux de voitures de la rue al-Azhar donnant à voir l'importance de la fréquentation du quartier, parfois fluctuante au gré des événements et des perturbations politiques et économiques, ou bien selon les temporalités civiles et religieuses.

Les zones homogènes d'activités économiques

Après les axes structurants le quartier commerçant, l'autre élément de l'espace commercial consiste en des zones homogènes d'activités économiques, dont les principales ont été mises en évidence sur la carte 4.1. Le réseau viaire, très ramifié dans la plupart des quartiers anciens, si on met de côté la partie occidentale de la ḥārat al-Ifrang qui a été remaniée au 19^{ème} siècle, a permis la pénétration des activités dans la profondeur du tissu urbain, révélant ainsi un gradient de densité centre/périphérie, la concentration étant la plus forte à proximité des polarités que représentent la rue du Mūsī et la rue al-Azhar. Des indices de ces différentes spécialisations sont donnés grâce aux boutiques ouvrant sur les grandes artères et qui se font bien souvent l'écho des zones d'activités économiques plus homogènes situées à l'intérieur des quartiers.

Autant les détaillants ont tendance à se trouver à proximité des grands axes routiers et surtout piétonniers, car ils ont besoin de la clientèle de chalands qui déambule le long

des grandes rues, autant les grossistes ont souvent tendance à concentrer leurs activités plutôt à l'intérieur du quartier. Cela peut paraître à première vue difficile car les approvisionnements sont compliqués par le réseau de ruelles très étroit. Néanmoins, ces commerçants n'ont pas besoin d'être au contact des chalands pour pouvoir construire leur clientèle. Ils jouent davantage sur les héritages du quartier, les anciennes spécialisations en particulier, la réputation¹⁵ voire la fidélité de leur clientèle plutôt que sur l'accessibilité. C'est le cas par exemple de la rue al-Saqāliyya, une rue parallèle à la rue du Mūsķī côté nord, dont l'entrée depuis la rue du Mūsķī est relativement discrète. Elle est aujourd'hui le cœur de la vente des articles en plastique, notamment les jouets pour enfant mais aussi les accessoires de mode féminine (peignes, bijoux de pacotilles importés de Chine et d'Inde, épingles à foulard, etc.), et qui concentre une densité de boutiques de grossistes très impressionnante.

Les grossistes de chaussures, dont une partie est importée¹⁶ et une partie est produite sur place dans de petits ateliers familiaux, se trouvent plutôt dans les marges du quartier commerçant : soit à proximité de Bāb al-Shā'riyya, soit à l'ouest de la Ghūriyya. Les détaillants par contre se trouvent du côté de la place 'Ataba et surtout de l'Azbakiyya, dans les rues et passages aménagés dans la partie occidentale de la ḥārat al-Ifrang. Les boutiques de linge de maison au détail et en gros se trouvent plutôt concentrées dans les ruelles situées entre la rue du Mūsķī et la rue al-Azhar, à proximité également des boutiques proposant des articles pour la maison (vaisselle, petit électroménager), qui elles se situent davantage dans la partie ouest du quartier du Mūsķī autour de la rue Ḥammām al-Talāt, et le textile à la coupe ou au rouleau du côté sud de la rue al-Azhar. Les zones spécialisées dans le prêt-à-porter au détail et en gros sont de plus en plus nombreuses. En plus de celles situées autour de la rue du Mūsķī, le quartier al-Ghūriyya est désormais un des centres spécialisés dans ce produit, et cible ainsi une clientèle venue de l'est de la ville ancienne. C'est le cas également des immeubles modernes de la place 'Ataba, dont les boutiques proposent au détail dans de grands magasins et sur plusieurs étages des vêtements pour toute la famille.

La centralité commerciale cairote du *made in China* présente de ce fait à l'échelle du quartier des spécialisations extrêmement nombreuses et diverses. Les produits asiatiques sont venus se loger le long des avenues, dans les ruelles et les boutiques, et ont redessiné une géographie du produit, tout en respectant les grands principes d'organisation des souks : regroupement et concentration des boutiques vendant les mêmes produits par rue voire par zone constituée de plusieurs rues et ruelles, distinction entre zones de commerce de détail et commerce de gros. Les produits du *made in China* sont venus se

15. Voir chapitre 2.

16. Notamment les chaussures de sport dites « baskets », appelées « sneakers » par les commerçants égyptiens qui utilisent le mot anglais.

substituer aux produits précédemment vendus dans le quartier, dont une part était encore produite sur place dans les années 1990, et ont maintenu des principes d'organisation plus anciens : polarité jouée par la rue du Mūsī et la rue al-Azhar renforcée, utilisation des grands axes pénétrants nord-sud davantage comme des espaces de livraison que comme des espaces commerciaux très spécialisés, et pénétration des productions au cœur du tissu urbain, reformant ainsi des zones spécialisées, mais cette fois-ci dans le produit d'importation.

I. 1. 2 Espace des hommes, espace des femmes à Médina J'dida

Comme nous l'avons souligné précédemment, le quartier de Médina J'dida est bien plus petit que celui du Mūsī. Le parcellaire du quartier est également plus régulier que celui du Caire : les rues sont plutôt larges, rectilignes, et se coupent à angle droit. Si leur encombrement en boutiques, en marchandises exposées sur des cartons par les vendeurs de rue et en chalands qui y déambulent est extrêmement important, et crée parfois de véritables embouteillages piétonniers, identifier les spécialisations des rues de la ville nouvelle est bien moins ardu qu'au Caire, d'où le fait que nous n'ayons pas utilisé une méthode de recension comme celle utilisée dans les rues du Caire.

Nos observations répétées et nos déambulations fréquentes dans le quartier de la Ville nouvelle à différents moments du jour et de la soirée nous ont permis de mettre en évidence une organisation de l'espace commercial relativement claire, fondée plutôt sur la clientèle à laquelle sont destinés les produits vendus dans le quartier, un critère recoupé également par la distinction entre commerces de détail et commerces de gros. On retrouve à l'échelle du quartier un gradient centre/périphérie : les activités commerciales (boutiques et vendeurs de rue) et la clientèle sont plus denses dans les ruelles formant le cœur du quartier, en particulier l'ex-rue du Figuier¹⁷ et les ruelles autour du marché alimentaire, que sur les boulevards qui encadrent le quartier.

Ce quartier-marché se caractérise d'abord par une division genrée de l'espace urbain, que l'on remarque dès que l'on y pénètre (carte 4.2). Deux espaces commerçants coexistent ainsi à l'intérieur du quartier lui-même, séparés par une place centrale, la place Tahtaha¹⁸, qui concentre les seuls lieux réellement mixtes du quartier que sont les espaces de service. Cette place est le cœur de Médina J'dida (photographie 4.3). C'est là qu'on trouve par exemple les cafétérias dans lesquelles une salle est toujours réservée aux

17. Il s'agit officiellement de la rue Mezouar, qui se trouve au cœur de Médina J'dida et qui borde côté est le marché couvert Sidi Okba. Le nom « rue du Figuier » se trouve toujours inscrit sur des plaques métalliques émaillées de bleu, vissées sur les murs des immeubles aux extrémités de la rue, héritage de la période coloniale.

18. La place Tahtaha s'appelle officiellement place de l'Indépendance.

familles et aux femmes faisant du shopping en groupe, les cafés, ou les quelques magasins s'adressant indifféremment aux deux sexes, comme les étals et boutiques proposant des livres scolaires par exemple voire des articles religieux – livres de prière, foulards, musique de récitation coranique, etc.

PHOTOGRAPHIE 4.3 – La place Tahtaha, au cœur de Médina J'dida

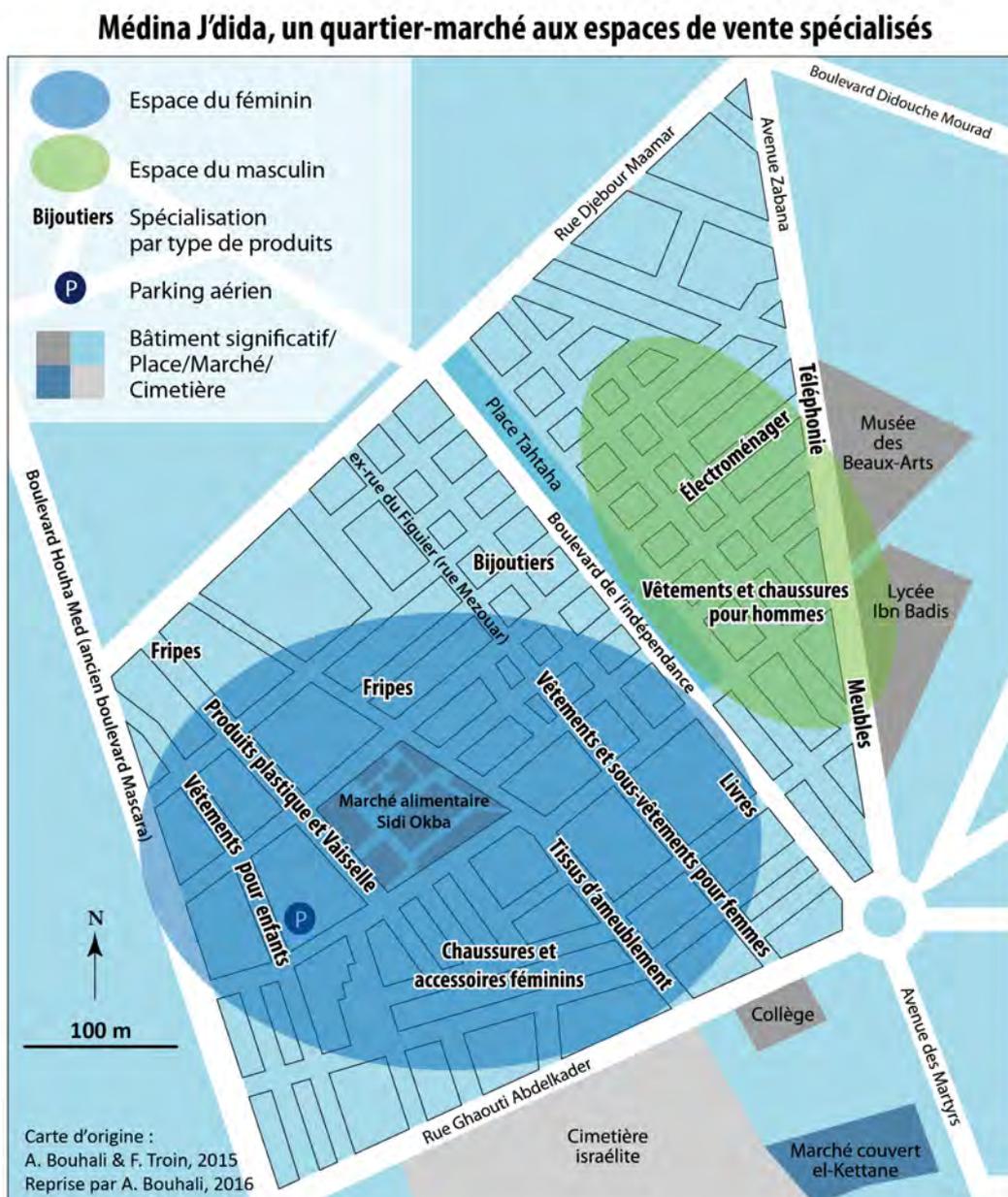
La place joue un rôle de transition et de contact entre espace du masculin (à droite de la photographie) et espace du féminin. Au fond, le monument aux morts. Les drapeaux algériens commémorent le cinquantième anniversaire de l'indépendance algérienne. Crédits A. Bouhali, juillet 2012.



Comme le montre la carte 4.2 on trouve dans la partie sud-ouest de Médina J'dida le « quartier féminin », dans lequel sont vendus les produits pour femme (chaussures, vêtements, cosmétiques, accessoires, etc.) mais également les produits pour la maison (textile d'ameublement, linge de maison, vaisselle). Ce quartier est non seulement féminin dans le type de produits qu'il propose, mais aussi dans le type de clientèle qu'il draine. Les clients sont avant tout des clientes se promenant la plupart du temps en groupe. Les femmes seules sont l'exception. Les hommes que l'on croise dans le quartier sont les vendeurs, et quelques rares hommes qui accompagnent leur femme ou leur mère. La plupart des articles vendus dans cette partie du quartier-marché le sont plutôt au détail. Mais on trouve également des boutiques spécialisées dans la vente de ces mêmes articles en demi-gros ou en gros – bijoux fantaisie, vêtements pour femme, accessoires entre autres – qui se concentrent plutôt le long du boulevard Houha Mohamed, face au quartier Saint-

Antoine. La partie située au nord-est de la place est quant à elle quasi exclusivement masculine. Cette partie du marché propose vêtements et chaussures de sport pour homme, au détail, en gros et en demi-gros. Les boutiques pratiquent parfois ces trois types de vente et s'adaptent aux différents clients qui viennent s'approvisionner dans le quartier. Une des ruelles de cette portion du quartier est également consacrée aux biens domestiques qu'ils choisissent généralement (appareils hi-fi et électroménager) tandis que les ruelles plus excentrées proposent des pièces détachées d'occasion, et quelques magasins de mobilier, héritage de l'histoire commerciale et artisanale du quartier.

CARTE 4.2 – Médina J'dida, un quartier-marché aux espaces de vente spécialisés : division genrée de l'espace commercial et organisation par types de produits



Les ruelles sont organisées par type de produits (carte 4.2). C'est une seconde ligne de division à l'intérieur du quartier. Il y a par exemple la ruelle des produits en plastique pour la maison située à proximité du marché couvert alimentaire et dans la continuité avec les étals de marchands ambulants proposant fruits et légumes; les ruelles des bijoutiers spécialisés dans l'or, à côté de ceux spécialisés dans l'argent; celles spécialisées dans les robes d'intérieur et d'extérieur pour femme. On trouve également toute une partie en périphérie du marché dédiée à la fripe et aux articles d'occasion (vaisselles, montres, petit électroménager, etc.). La fripe est vendue par différents types de vendeurs. C'est tout d'abord une activité pratiquée de façon professionnelle par de jeunes hommes sur des étals qui sont situés à l'une des entrées du quartier, à l'angle nord-ouest au croisement entre la rue Maamar et le boulevard Houha Mohamed. Ce type d'articles est également vendu en bien plus petites quantités par des femmes¹⁹ dans les ruelles bordant le mur nord-ouest du marché Sidi Okba.

Quant aux quatre grands boulevards qui entourent le quartier, certains présentent un linéaire commercial assez dense. C'est le cas notamment du boulevard Houha, le plus important des quatre, et dont les deux côtés sont bordés de boutiques. Le trottoir situé côté Médina J'dida est plutôt spécialisé dans les vêtements et accessoires dans sa partie sud, sa partie nord ne présentant pas de spécialisation dominante significative. Le trottoir de gauche propose des boutiques encore plus diversifiées : lunettes, articles ménagers, quelques rares (et dernières) boutiques de produits alimentaires (dattes, épices). La rue Abdelkader au sud présente un linéaire commercial uniquement côté Médina J'dida, l'autre trottoir bordant un cimetière et un collège. Dans sa partie occidentale, la rue est bordée par de nombreuses boutiques spécialisées dans les tissus et le linge de maison, en gros et au détail, et dans sa partie orientale des produits plus « traditionnels », notamment des magasins alliant produits artisanaux – vaisselle en terre cuite, paniers en osier – et herboristerie. L'avenue Zabana ne présente un linéaire commercial que sur son flanc ouest, le trottoir faisant face à Médina J'dida étant occupé par de grands équipements scolaires et culturels (musée, lycée, etc.), et est divisée en deux parties : côté sud des magasins de meubles, côté nord des magasins spécialisés dans la téléphonie mobile, une activité que l'on retrouve également dans le quartier situé derrière le musée des Beaux-Arts. Enfin, la rue Maamar, qui est bordée au nord par une caserne militaire, est celle qui concentre encore le moins d'activités commerciales. Il s'agit plutôt de petits commerces s'adressant à la population du quartier : épiceries, coiffeur pour homme, artisans spécialisés dans l'électricité ou la plomberie, etc.

Ainsi, la spécialisation des rues de Médina J'dida est-elle un peu moins complexe que

19. Nos enquêtes auprès de ces femmes, de tous âges, ont montré que la fripe était une activité de survie pour elles, veuves ou divorcées, qui doivent assurer sans soutien familial ni marital leur quotidien.

celle du Caire, mais, comme au Caire, les produits asiatiques viennent s'inscrire dans une trame existante qu'ils renforcent par leur présence voire qu'ils modifient, comme nous le verrons un peu plus loin.

I. 2 À l'échelle de la rue : commerces en dur et commerces de rue

Les produits asiatiques ont remplacé progressivement les produits des boutiques. Ils ont envahi les rues et les ruelles de Médina J'dida et du Mūskī, que ce soit dans des bacs dans lesquels les commerçants installés dans les boutiques exposent leurs marchandises afin d'attirer le chaland et de le faire entrer dans la boutique, ou sur les étals et les cartons des vendeurs de rue.

Pour les petits vendeurs ne possédant pas suffisamment de capital pour louer un fonds de commerce, la rue fonctionne comme ressource. Elle « *représente pour les activités de l'informel à la fois une ressource entrepreneuriale, que l'on peut décrire en suivant les stratégies de commerçants et artisans à la recherche d'espaces marchands "ouverts", et une opportunité foncière. Cette première approche, qui est au principe même de la visibilité des activités informelles de rue, ne doit évidemment pas conduire à évacuer la dimension circulatoire : elle est pour ces activités vitale, permettant la circulation des consommateurs, des marchandises et même des commerçants eux-mêmes, colporteurs ou non* » (STECK, 2006). La rue est devenue un espace de vente à part entière pour nombre de petits commerçants. La dégradation des conditions économiques et de l'accès à l'emploi en Algérie et en Égypte a en effet poussé une partie de la jeunesse sans emploi à chercher à bénéficier elle aussi de la manne financière produite par l'arrivée des produits asiatiques sur les marchés. Certains de ces jeunes se sont donc lancés dans le commerce de rue. Parmi ces jeunes vendeurs, on trouve parfois de jeunes diplômés de l'université n'ayant pas trouvé d'emploi dans leur branche et cherchant à gagner leur vie grâce au commerce informel d'articles d'importation (menus objets, mais aussi vêtements, chaussures, etc.)²⁰.

Les produits *made in China* s'accumulent ainsi dans les rues et les ruelles commerciales des deux quartiers commerçants, vendus par les petits vendeurs sur des tables, sur des cartons voire même à la main, la marchandise étant placée dans un sac de sport aux pieds du vendeur, mais aussi proposée par les commerçants des boutiques dans des bacs ou sur des tables devant leur boutique. Il est parfois difficile de distinguer le stand du vendeur de rue de celui tenu par un vendeur travaillant pour la boutique devant laquelle se trouve son stand, notamment dans les rues les plus fréquentées de ces quartiers, comme la rue du Mūskī au Caire ou l'ex-rue du Figuier à Oran (photographie 4.4).

20. Source : entretiens menés avec des vendeurs de rue au Caire en 2012 et 2013.

PHOTOGRAPHIE 4.4 – Les rues les plus denses et animées du Caire et d’Oran : produits et clients encombrant la chaussée

Cliché a) L'ex-rue du Figuier à Médina J'dida vers midi. Les clientes ont du mal à circuler entre les stands de vendeurs de rue et les étals des boutiques. **Cliché b)** La rue du Mūsķī au Caire vers 14h. Les stands des vendeurs de rue et des boutiques s'entremêlent à l'entrée de la rue face à la place 'Ataba. Crédits : A. Bouhali, 2013.



À Oran comme au Caire, les espaces concentrant à la fois les flux de clients, vitaux pour le bon fonctionnement du commerce de rue, et « disponibilité foncière » sont densément occupés par les étals des vendeurs de rue proposant des articles *made in China*²¹. De véritables marchés forains parfaitement illégaux se sont ainsi formés à Oran et au Caire sur les espaces publics les plus vastes, même si à Oran les autorités urbaines ont imposé leur fermeture et le déguerpissement de leurs commerçants²². À Médina J'dida en effet, les vendeurs de rue ont d'abord constitué un véritable marché forain sur le côté de la place Tahtaha faisant face à la partie « masculine » du quartier. Les stands étaient montés tous les matins par les vendeurs de rue et abrités du soleil et des intempéries par des parasols. Ce marché forain a néanmoins été démonté par les forces de l'ordre à la Toussaint 2012, et les vendeurs de rue se sont alors repliés dans les ruelles situées au cœur des quartiers « féminin » et « masculin ». Quant au commerce de rue au Caire, il était encore relativement peu contrôlé par les autorités lors de nos deux terrains en 2012 et 2013²³. De véritables marchés forains en dur avaient été créés par les vendeurs de rue. Ces derniers ont utilisé des matériaux de récupération pour fabriquer des stands permanents entre la station de métro 'Ataba, le marché des bouquinistes et le parking aérien, créant ainsi de nouveaux linéaires commerciaux et cherchant à capter les flux de clients sortant du métro. Les autres vendeurs de rue utilisent quant à eux soit des carrioles permettant de déplacer leurs marchandises facilement, soit des stands en cartons posés sur des briques, comme sur la place 'Ataba au débouché avec la rue al-Ġaysh. Ces stands sont laissés la nuit, leurs marchandises protégées par des cartons maintenus par de la ficelle.

Les produits du *made in China* saturent ainsi les quartiers de Médina J'dida et du Mūsķī, s'amoncellent dans les boutiques, s'accumulent sur les trottoirs et sur les chaussées, et impriment leur marque dans l'espace urbain, tout en respectant les principes d'agencement des activités économiques du souk. Les importations de produits asiatiques dans ces deux quartiers ont néanmoins entraîné des modifications paysagères, non

21. Ces menus articles sont soit achetés auprès des grossistes du quartier, que ce soit au Caire, à Médina J'dida ou au Derb (voir chapitre 2), soit dans des marchés de gros dans le cas algérien. Les petits commerçants s'adressent alors directement aux importateurs venus de l'est algérien comme c'est le cas au marché hebdomadaire de Sidi Khettab, situé à proximité de la ville de Rélizane, marché dans lequel les grossistes et importateurs venus de Aïn Fakroun et d'El Eulma sont nombreux (source : enquête de terrain à Sidi Khettab, 2011 et 2014).

22. La question de la gestion et du contrôle du commerce de rue informel par les autorités urbaines sera étudiée dans le chapitre 7.

23. Ceci a bien changé depuis la fin de notre terrain. Débarrasser les espaces publics, en particulier les rues, de leurs vendeurs informels est devenu un objectif du gouvernement égyptien depuis la reprise en main du pouvoir par le maréchal al-Sissi et son gouvernement, qui passe également par une reprise en main de l'occupation des espaces publics au Caire. La presse se fait régulièrement l'écho d'interventions de la police dans toute la ville centre, à Wuṣṭ al-Balad ou dans la ville ancienne. De plus, les images satellites disponibles sur *Google Earth* montrent que les vendeurs de rue ne se trouvent plus aujourd'hui qu'au cœur des artères commerciales du Mūsķī et ont été évincés de la place 'Ataba, de l'espace situé entre le marché des bouquinistes et le parking aérien devant la station de métro, ainsi que de l'Azbakiyya.

seulement en se substituant à des produits plutôt fabriqués dans ces deux pays, mais surtout en modifiant parfois les spécialisations : les grands principes sont respectés – les produits sont vendus dans des zones et/ou des rues bien identifiables – mais les spécialisations ont parfois évolué dans le temps.

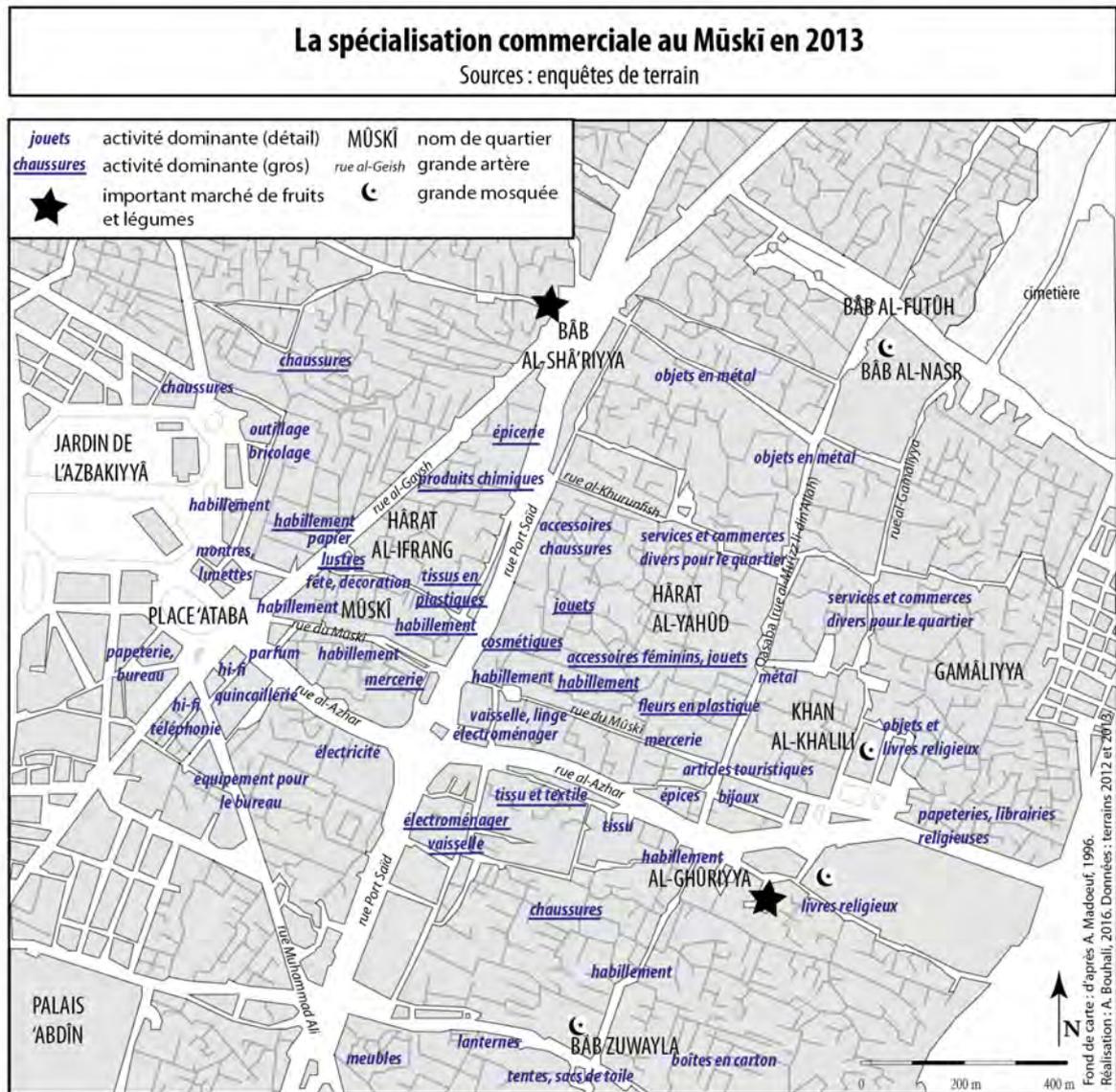
II Transformations et adaptation des marchés aux produits asiatiques : quelques études de cas

Si l'organisation générale des quartiers-marchés n'est pas remise en cause dans son principe par la diffusion massive des produits *made in China*, on observe néanmoins des changements dans le temps en ce qui concerne certaines zones, dont la spécialisation a pu changer. Ces changements se sont opérés en quelques années seulement, comme on peut le constater en comparant nos propres relevés aux relevés réalisés antérieurement par d'autres chercheurs, A. Madœuf (MADŒUF, 1997) et J.-C. David (DAVID, 1999) pour Le Caire, B. Semmoud (SEMMOUD, 1975) et S. Mokrane (MOKRANE, 2007) pour Oran. On peut donc noter à la fois de grandes stabilités dans le temps dans la spécialisation commerciale d'une rue ou d'un ensemble de rues. Mais des glissements discrets peuvent également se dessiner, la mondialisation substituant en partie à des productions anciennement réalisées localement des produits fabriqués en Chine ou en Asie. Parfois, de véritables mutations ont lieu, impliquant un changement complet de la spécialisation commerciale d'une rue ou d'un îlot, l'ancienne spécialisation disparaissant presque complètement sous les assauts de la seconde.

II. 1 Au Caire, entre permanences et transformations des spécialisations commerciales

La carte 4.3 a été réalisée à partir des données collectées par J.-C. David (DAVID, 1999) et A. Madœuf (MADŒUF, 1997) qui ont ainsi pu observer et délimiter des zones cohérentes et homogènes d'activités économiques. En comparant ces données avec la carte 4.4 réalisée à partir de nos propres observations, il nous est possible de mettre en évidence des transformations importantes concernant les spécialisations commerciales au Mūsķī qui sont à mettre en relation avec l'essor du commerce transnational dans le quartier, mais aussi des permanences assez fortes.

CARTE 4.4 – La spécialisation commerciale au Mūsķi en 2013. Sources : enquêtes de terrain, 2012-2013



II. 1. 1 Vingt ans plus tard : la spécialisation reste, l'origine du produit évolue

Certaines spécialisations commerciales mises en évidence par A. Madœuf (MADŒUF, 1997) et J.-C. David (DAVID, 1999) à la fin des années 1990 se sont maintenues vingt ans après, comme ont pu le montrer nos observations et les relevés réalisés dans les grandes artères passantes du quartier.

Tout d'abord, le maintien de ces activités concerne pour une part des productions culturelles, en lien avec la fonction religieuse très importante jouée par les deux grandes mosquées se situant à l'est de la ville ancienne, al-Azhar et al-Hussein. Ces deux mosquées ont concentré autour d'elles à la fois des ateliers – papeteries, ateliers de travail

du bois, ateliers de luminaires traditionnels – et des commerces spécialisés dans la fabrication d'articles religieux. Ces articles (tapis de prière, chapelets, sourates du Coran calligraphiées, etc.) sont vendus dans de petites boutiques spécialisées et les *wakālāt*²⁴ regroupées autour d'al-Azhar et d'al-Hussein. Dans les petites ruelles situées derrière la mosquée d'al-Hussein et le long de la rue al-Azhar, on trouve également de nombreuses librairies religieuses, en lien avec la proximité du prestigieux complexe universitaire d'al-Azhar, grand centre de formation religieuse pour les musulmans sunnites.

Dans les rues qui bordent de part et d'autre la mosquée al-Hussein, on peut ainsi remarquer la juxtaposition de boutiques en dur, associant produits culturels et produits touristiques, en raison de l'immédiate proximité du marché du Khan al-Khalili, haut lieu touristique au Caire. Les petits stands de commerçants ambulants y sont nombreux, et proposent bijoux de pacotille religieux ou non et produits culturels traditionnels, comme le montre la photographie 4.5. Ces carrioles se massent aux portes de la mosquée, tant du côté de la grande entrée que de l'entrée latérale réservée aux femmes, afin de profiter du flux des fidèles les vendredis ou des flux plus quotidiens des touristes musulmans qui profitent de leurs vacances au Caire pour faire un pèlerinage. Les clichés de la photographie 4.5 ont été pris à l'occasion du *mūlid* d'al-Hussein en avril 2012, fête religieuse commémorant le martyr d'Hussein, fils d'Ali et petit-fils du prophète, qui attire dans la ville ancienne pour quelques jours chaque année d'énormes flux de fidèles venus de toute l'Égypte²⁵. Ces différents articles religieux, autrefois majoritairement produits dans les zones artisanales et industrielles de la vieille ville, sont de plus en plus importés d'Asie du Sud-est, comme nous l'expliquait une femme à la tête d'une boutique associant produits religieux et articles touristiques²⁶. Parmi les chapelets qu'elle propose, ceux en bois ou en pierre sont toujours fabriqués dans la Ğamāliyya ou dans les ateliers du Khan al-Khalili, mais les modèles en plastique, qu'elle achète à des importateurs du quartier, sont désormais importés d'Asie. La spécialisation se maintient, mais la provenance des biens commercialisés change.

24. Caravansérail. Voir le glossaire à la fin du manuscrit.

25. Au sujet du *mūlid* d'al-Hussein, voir (MADŒUF, 2010).

26. Entretien réalisé en arabe le 28 avril 2012 avec l'aide d'un interprète.

PHOTOGRAPHIE 4.5 – Vente d'articles religieux, pour certains *made in China*, autour de la mosquée al-Hussein au Caire

Cliché a) La carriole d'une commerçante ambulante proposant des articles religieux (chapelets de prière, chapelets décoratifs, décoration murale) à l'entrée des femmes de la mosquée al-Hussein. **Cliché b)** Des vendeurs de tapis de prière et d'objets religieux décoratifs dans une *wakāla* située au sud-est de la mosquée al-Hussein, face au secteur des librairies religieuses. Les tapis de prière ont été fabriqués en Chine. Crédits : A.Bouhali, avril 2012.



a



b

C'est le cas également des articles touristiques, toujours vendus le long de l'axe milénaire de la Qaşaba, aujourd'hui devenue la rue al-Mu'izz li-Dīn Allah, qui concentre la plupart des monuments fatimides et mamelouks encore debout dans la ville ancienne, et attire chaque année des millions de touristes²⁷. Ces menus articles, autrefois fabriqués par de petits ateliers dans les allées industrielles de la Ğamāliyya ou du Khan al-Khalili (MADŒUF, 1997), sont aujourd'hui majoritairement importés d'Asie du Sud-est. En ce sens, la spécialisation commerciale du Khan al-Khalili, des ruelles et placettes autour d'al-Hussein et du carrefour entre la rue Ğawhar al-Qā'id et la rue al-Mu'izz li-Dīn Allah s'est maintenue, mais les produits sont désormais en grande partie commandés directement en Asie, principalement en Chine, par les commerçants. Certains produits, comme les tableaux décoratifs portant des inscriptions religieuses, ou certains objets en bois, restent néanmoins produits dans le quartier.

Les zones spécialisées dans la production et la vente d'articles plutôt traditionnels, qui s'adressent à une clientèle très large et/ou qui sont d'usage courant n'ont quant à elles pas été mises en péril par la mondialisation. C'est le cas notamment des souks spécialisés dans la fabrication et la vente des bijoux en gros et au détail, en or ou en argent. Les bijoux en or font en effet partie de la dot des femmes. Les familles et les couples continuent de venir acheter ces produits de luxe au cœur de la vieille ville, en particulier les classes moyennes pour qui « *la référence de la centralité* » (DAVID, 1999) que représente le Khan al-Khalili, et en particulier la Sagha, le souk des orfèvres, existe toujours. C'est le cas également des ruelles encore industrielles qui proposent toujours des ustensiles de cuisine en métal, notamment les batteries de cuisine, qui se trouvent encore du côté de Khūrūnfish, au nord de la ḥārat al-Yahūd, ou dans la partie nord de la Ğamāliyya.

Enfin, on peut souligner que la vente en gros et au détail de tissus à la coupe ou au rouleau et autre linge de maison s'est maintenue dans la partie médiane de la rue al-Azhar. J.-C. David notait déjà le dynamisme de cette zone, devenue « *l'un des principaux centres d'approvisionnement en tissus, en gros et au détail, importés ou produits de l'industrie locale modernisée* », et ce en dépit des difficultés de stationnement et d'approvisionnement qui « *rendent ces localisations paradoxales en apparence* ». Le géographe justifiait ainsi le maintien de cette activité par « *le coût social et économique d'un déplacement, même progressif, de ces activités sur un autre site* », par « *la force des habitudes ou plutôt par*

27. Les flux touristiques en provenance des grands bassins traditionnellement émetteurs (Europe, Amérique du Nord) ont considérablement diminué en raison de la période d'instabilité politique profonde qui s'est ouverte en Égypte avec la révolution du 25 janvier 2011. Voir par exemple à ce sujet le bilan réalisé par le World Travel and Tourism Council dans un rapport publié en 2015, *Travel and Tourism Economic Impact 2015. Egypt*. Source : <http://www.wttc.org/-/media/files/reports/economic%20impact%20research/countries%202015/egypt2015.pdf> page consultée le 27 mai 2016. Voir également un billet publié par la Mission économique de l'ambassade de France au Caire, « Le tourisme rebondit après une année noire en 2013/14 », http://www.tresor.economie.gouv.fr/13381_le-tourisme-rebondit-apres-une-annee-noire-en-201314 page consultée le 27 mai 2016.

le rôle fondamental des pratiques collectives qui donnent une valeur économique importante à des espaces apparemment mal adaptés mais connus et repérés» (DAVID, 1999). C'est ce qu'ont confirmé nos enquêtes menées auprès de grossistes ou de détaillants installés dans cette zone. Parmi les différents commerçants rencontrés, nous avons eu l'occasion de nous entretenir au printemps 2013 avec plusieurs commerçants syriens arrivés très récemment d'Alep ou de Damas en raison de l'intensification des affrontements en Syrie. Au cours de ces entretiens, ces commerçants, qui étaient dans leur pays d'origine à la tête de magasins spécialisés dans le linge de maison et/ou le tissu, voire même dont la famille possédait des usines textiles, ont tous insisté sur le fait que, s'ils s'étaient installés dans cette partie du quartier, c'était en raison de sa spécialisation ancienne dans le tissu en gros et au détail. Cette spécialisation étant connue à la fois par les commerçants et par la clientèle égyptiens, cela devait leur permettre de se (re) constituer une clientèle²⁸.

Ainsi, ces différents exemples montrent que certaines spécialisations commerciales, et notamment celles au cœur de la ville fatimide, ont su se maintenir. Soit les produits asiatiques ont eu peu d'impacts sur elles, soit ils sont venus renforcer ces spécialisations.

II. 1. 2 Mutations des spécialisations commerciales : entre glissement et substitution par les produits *made in China*

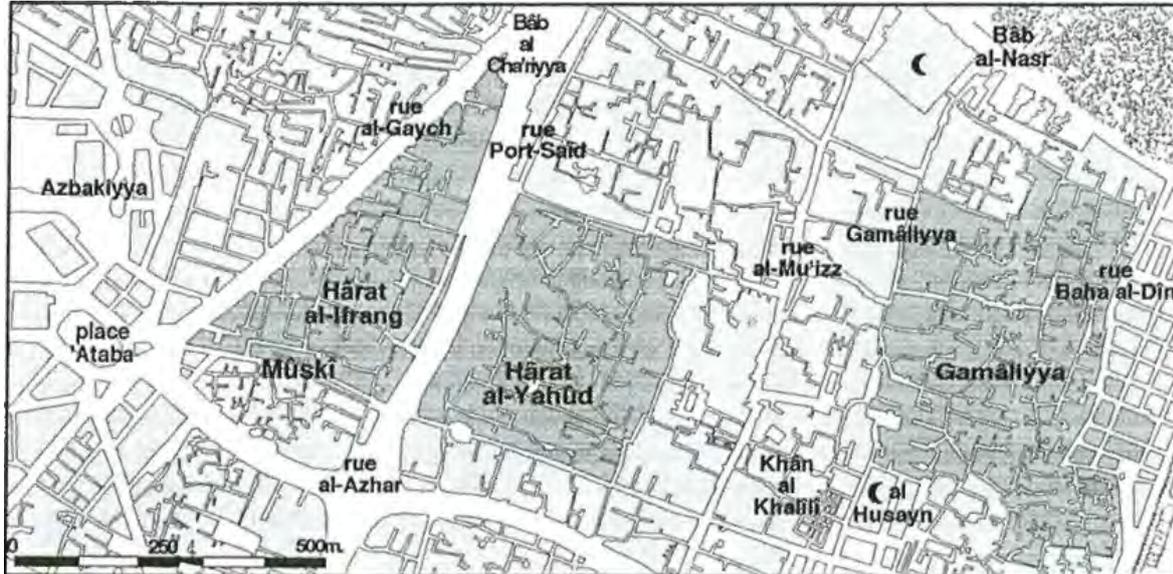
Face à la généralisation et la massification des échanges avec l'Asie du Sud-est, une partie des zones et des rues spécialisées ont quant à elles connu d'importantes mutations, notamment les zones les plus dynamiques se trouvant dans les espaces commerciaux les plus denses. Il s'agit en particulier des commerces situés autour du cœur commercial du quartier, le long de la rue du Mūsķī et de la rue al-Azhar, ainsi que ceux situés au cœur de la ḥārat al-Ifrang et de la ḥārat al-Yahūd (carte 4.5).

Plutôt que de décrire une à une chacune des zones soumises à des transformations importantes liées aux produits d'importation qui y sont désormais vendus, nous ne développerons que deux études de cas qui permettront de souligner les différentes nuances de transformations possibles imputables au commerce transnational et leurs impacts sur les paysages urbains et commerciaux. Ces deux cas se trouvent de part et d'autre de la rue al-Ġaysh : l'un est situé au cœur de la ḥārat al-Ifrang, un quartier formant un triangle délimité à l'ouest par la rue al-Ġaysh, à l'est par la rue Port-Saïd, et au sud par la rue du

28. Quatre entretiens ont été réalisés avec trois commerçants syriens différents, tous à la tête de boutiques proposant au détail ou en gros du linge de maison : le 21 avril 2013, d'abord seule, puis le 29 avril 2013 avec l'aide d'un assistant de recherche du CEDEJ dans une boutique d'un centre commercial neuf donnant sur la rue al-Azhar côté nord avec un homme d'une trentaine d'années; le 14 mai 2013 avec M., commerçant syrien, 25 ans, à la tête d'une petite boutique de linge de maison en association avec son père, rue al-Azhar côté nord, mené en anglais; le 25 juin 2013, avec un commerçant d'une vingtaine d'années rue al-Azhar côté sud, mené en arabe avec l'aide d'une traductrice.

Mūsķī²⁹, le second se trouve dans la partie plus récente de ce quartier, dans une zone délimitée par les anciens jardins de l'Azbakīyya à l'ouest, la place 'Ataba au sud et la rue al-Ġaysh à l'est³⁰.

CARTE 4.5 – Le cœur commerçant de la ville ancienne : le Mūsķī, la ḥārat al-Ifrang et la ḥārat al-Yahūd. Source : (MADŒUF, 1997, 335)



Les deux études de cas sélectionnées permettent de décrire deux façons qu'a eu le quartier-marché de se transformer sous l'influence croissante des importations de produits asiatiques : soit par un glissement des activités, les produits asiatiques entraînant la disparition d'une partie des produits proposés sans que la thématique globale n'en soit véritablement modifiée ; soit par une mutation complète des produits proposés et par une transformation de la spécialisation commerciale dans un domaine complètement différent de l'activité commerciale précédente, qui demeure sous une forme résiduelle ou qui disparaît complètement.

29. « Ḥārat al-Ifrang » signifie le « quartier franc ». Il s'agit d'un ancien faubourg de la ville ancienne qui s'est développé à partir du 17^{ème} siècle et a été loti par des opérations successives, d'où un réseau viaire plus rectiligne et moins ramifié que les réseaux des ruelles dans les anciens quartiers centraux (MADŒUF, 1997). C'est également un espace anciennement marqué par la présence d'une communauté chrétienne, comme en témoigne la toponymie du quartier : on y trouve encore la « rue des Khawaga » (« rue des étrangers »), ou le « Darb al-Ifrang » (« chemin ou ruelle des Francs ») (MADŒUF, 1997, 339). Une partie des commerçants de cette zone est encore copte aujourd'hui, ce dont témoignent de discrètes icônes religieuses que l'on trouve parfois accrochées aux murs des boutiques. Un couvent franciscain se trouve également en bordure de la rue Port-Saïd. Ce couvent est d'ailleurs propriétaire des commerces adossés à ses murs, qui sont loués à des commerçants à des prix relativement bas pour le quartier. Ces commerçants, anciennement spécialisés dans la vente de cuir en demi-gros ou en gros, vendent aujourd'hui des textiles d'importation dont une partie est en matière plastique. Source : enquêtes de terrain, 2012, 2013.

30. Les ruelles dont il est question ici font partie d'une zone située aux portes du quartier franc, qui présentait au début des années 1870 de nombreux espaces non bâtis (un grand jardin, des cimetières), espaces alors en périphérie de la vieille ville et qui ont été lotis durant les trente dernières années du 19^{ème} siècle (ARNAUD, 1991).

La fête continue : les confiseries ont disparu mais les produits de naissance et de mariage sont toujours là

Le choix de cette portion de la ḥārat al-Ifrang spécialisée dans les articles relatifs aux fêtes de la vie (naissances, mariages) ne s'est pas fait par hasard. La géographe A. Madœuf s'était déjà penchée dans sa thèse sur ces ruelles qui donnent sur la rue al-Ġaysh, et dans lesquelles une jeune-femme en âge de se marier pouvait trouver dans les années 1990 une partie des articles nécessaires pour constituer son trousseau de mariage. Madœuf décrit ainsi un quartier embaumé par l'odeur des pâtisseries et des dragées, une odeur diffusée par les fours des confiseries-pâtisseries encore présentes alors dans cette portion du quartier, des boutiques qui étaient tenues en grande partie par des Coptes (MADŒUF, 1997). J.-C. David y comptait en 1999 « *neuf grandes confiseries (Tseppas, Barki, ...) marqu[a]nt l'entrée d'un étonnant ensemble spécialisé dans la vente des bonbons, dragées, et de leurs emballages (petites boîtes, coffrets pour les mariages et les fêtes). Certains magasins vendent le produit et son emballage, d'autres seulement le contenant et le décor : bolduc, rubans, cierges, lustres, luminaires... Presque tous ces commerces sont regroupés au sud du quartier limité par la rue al-Mūskī au sud, la rue al- Ġaysh à l'ouest, la rue Port-Saïd à l'est* » (DAVID, 1999). La présence des confiseries avait ainsi « *induit maintes activités complémentaires : diverses fabriques de boîtes en carton, ateliers de tissage du tulle pour les dragées, fabrication de bonbonnières et de faveurs... Le luminaire semble être l'activité la plus en expansion, elle est en rapport avec la confiserie dans le sens où, pour tout mariage, les familles viennent passer commande de dragées et achètent sur place les lustres pour l'appartement des mariés. Les fabricants de lustres confectionnent aussi des panières étagées et décorées sur lesquelles sont placées les dragées* » (MADŒUF, 1997, 340).

Aujourd'hui, les confiseries ont presque toutes disparu. Comme le montrent les clichés de la photographie 4.6, la confiserie Barki, dont la devanture très ouvragée a été conservée, est aujourd'hui une boutique dans laquelle la vente de dragées est devenue minoritaire. D'ailleurs, les dragées qu'on y trouve ne sont presque plus fabriquées dans le quartier³¹. Y sont désormais proposés de petits coffrets et figurines importés d'Asie du Sud-est qui servent de contenant à ces dragées. Sur les neuf confiseries qui existaient encore à la toute fin du 20^{ème} siècle, il n'en reste plus que deux, d'après le propriétaire de la confiserie *Arizona* que nous avons pu rencontrer (voir encadré 4.1).

31. Nous avons constaté lors des entretiens avec différents commerçants et vendeurs, que les dragées sont à présent principalement produites dans des ateliers installés dans les zones industrielles des villes nouvelles du Grand Caire.

ENCADRÉ 4.1 – Entretien avec le propriétaire de la pâtisserie « Arizona », ḥārat al-Brabrah³²

C'est aujourd'hui un vieil homme de plus de 80 ans, retraité, mais qui vient parfois aider à la boutique quand les employés en ont besoin.

Enfant, il a commencé à travailler dans le quartier en 1944, d'abord comme commis. Il est ensuite devenu chef pâtissier et a travaillé dans quatre pâtisseries différentes qui se trouvaient dans les ruelles qui s'enfoncent dans le quartier, avant d'acheter sa propre affaire en 1975. Lorsqu'il a commencé à travailler, le quartier était entièrement spécialisé dans la pâtisserie. Il y avait une vingtaine de boutiques qui avaient chacune leur atelier. Elles étaient alors tenues par des commerçants et artisans étrangers, turcs, grecs, juifs, français ou allemands. Ces derniers sont tous partis dans les années 1948-1950 au moment de la révolution et de l'arrivée de Nasser au pouvoir.

Aujourd'hui, il ne reste plus que sa pâtisserie et celle d'un collègue. Toutes les autres ont été progressivement vendues par leurs anciens propriétaires ou leurs héritiers et remplacées par des commerces qui proposent désormais des dragées, des bibelots pour les naissances et les mariages ou des lustres. L'immeuble commercial de deux étages, contigu à sa boutique, comprenait il y a quelques années encore une pâtisserie au rez-de-chaussée. À la mort du père puis de son fils, la mère a vendu la boutique, qui a été transformée en centre commercial de luxe; des luminaires y sont à présent vendus au rez-de-chaussée tandis que les étages ont été transformés en entrepôts.

Les bonbons qui sont encore vendus dans certaines petites boutiques sont aujourd'hui fabriqués non plus dans le quartier mais dans des usines situées dans les zones industrielles des villes nouvelles de la périphérie du Caire. Lui-même a conservé son atelier de fabrication dans la même rue que la boutique où il vend ses gâteaux : cet atelier se trouve d'ailleurs à quelques pas seulement, caché derrière des vitres opaques, et qu'il nous a fait visiter.

Sa pâtisserie est aujourd'hui une affaire familiale. Ses deux fils et sa fille travaillent avec lui : les fils gèrent la partie fabrication, tandis que sa fille dirige le magasin et tient la caisse. Son fils aîné, pâtissier, est parti se former en Suisse avant de revenir au Caire pour prendre la direction de l'atelier. Un de ses petits-fils travaille également avec eux. Lui vient donner un coup de main de temps à autre, malgré son grand âge, quand le besoin s'en ressent.

En plus de pâtisseries, sa boutique propose également des figurines en métal fabriquées en Chine, qui sont offertes avec les gâteaux à l'occasion des fêtes. Il se fournit en marchandises auprès d'importateurs dont les bureaux se trouvent en dehors du Mūsķī – Masr al-Gedida, Nozha al-Gedida, ou encore à Salah Salem – car les importateurs du quartier ne pourraient pas lui fournir les produits de qualité qu'il demande. D'ailleurs, il revend une partie de ces produits aux autres commerçants du quartier, et joue ainsi un rôle de demi-grossiste auprès des boutiques du quartier, uniquement pour ce type de produit.

32. Entretien réalisé en arabe le 24 juin 2013, avec l'aide d'une traductrice. L'entretien s'est déroulé dans la boutique même puis dans l'atelier attenant, le propriétaire étant venu ce soir-là tenir la caisse à la place de sa fille.

Les boutiques situées en bordure de la rue al-Ġaysh vendent désormais des bibelots ou de petits articles religieux à visée décorative³³, comme le montrent les clichés de la photographie 4.6.

PHOTOGRAPHIE 4.6 – De la pâtisserie aux produits de fête et au luminaire *made in China*

Cliché a) L'ancienne pâtisserie Barki, aujourd'hui spécialisée dans la vente de produits de fête *made in China*. **Cliché b)** Zoom sur les produits commercialisés par la pâtisserie Barki, offerts à l'occasion des naissances et/ou des mariages. **Cliché c)** La façade de la pâtisserie Geldina n'a pas changé mais la boutique vend désormais des coffrets de naissance et des figurines *made in China*, qu'on peut apercevoir derrière les vitres au-dessus de l'enseigne de la boutique. **Cliché d)** Au premier plan, la boutique « Boma », un *show-room* exposant des lustres d'importation (de Chine mais aussi d'Europe), et à l'arrière-plan, l'ancienne pâtisserie Geldina. *NB. Les clichés c et d ont été pris un dimanche, jour de fermeture de la plupart des boutiques du quartier.* Crédits : A. Bouhali, 2012 (c, d) 2013 (a, b).



33. Ces articles peuvent être qualifiés de religieux car ils portent un signe religieux, comme le nom de Dieu ou du prophète pour la clientèle musulmane, ou le visage du Christ ou du pape pour la clientèle copte. Ces articles à destination d'une clientèle chrétienne sont d'ailleurs disposés tout au fond de la boutique, le plus loin possible de la porte du magasin pour échapper à la vue des chalands ne cherchant pas spécifiquement ce type de produits, en raison sans doute des tensions qui existent ponctuellement entre les deux communautés.

En plus de ces boutiques d'articles de naissance et de mariage, l'activité qui a pris le plus d'essor et qui a su bénéficier de la fermeture progressive des confiseries est la vente en gros et au détail de luminaires, qui s'impose de plus en plus dans les ruelles à l'arrière de la rue al-Ğaysh. Sur le cliché d (photographie 4.6), on peut d'ailleurs apercevoir les lustres en question derrière une vitrine. Les commerçants à la tête de ces boutiques spécialisées dans le luminaire sont souvent les héritiers des anciens patrons de confiserie, comme l'ont montré plusieurs entretiens. Cette spécialisation dans le lustre est directement liée à la confiserie : les fabricants de lustre du quartier, qui utilisaient du métal, participaient à la constitution des coffrets servant de présentoir aux confiseries et dragées (MADŒUF, 1997). Aujourd'hui, cette activité a eu tendance à s'autonomiser de celle des articles de naissance, bien que les commerçants proposant ces menus articles possèdent parfois également des boutiques spécialisées dans le luminaire. Ces articles sont pour partie fabriqués dans le quartier pour les luminaires en métal martelé ou en fer blanc, mais la grande majorité est importée d'Asie ou d'Europe, les modèles les plus luxueux étant produits en Italie.

Le propriétaire de l'ancienne pâtisserie Barki est un bon exemple de ce type de commerçants, car il possède à la fois des magasins spécialisés dans les produits de naissance et dans le luminaire. Ce commerçant est le fils d'un célèbre glacier et pâtissier du Caire, auprès de qui il a appris le métier avant de se lancer dans son propre commerce de vente de produits de naissance et de mariage. Aujourd'hui, il possède en plus de la boutique Barki deux autres boutiques dans la même rue qui proposent toutes deux des articles de naissance. Il a été un des premiers commerçants de ce quartier à se lancer dans l'importation de produits fabriqués en Chine et fait partie des pionniers de l'importation³⁴. Son fils, rencontré un autre jour en compagnie d'un de ses amis³⁵, nous a ensuite appris qu'en plus de ces boutiques d'articles de naissance, son père possédait également un peu plus loin un grand magasin de luminaires haut-de-gamme, qu'il nous a fait visiter : il s'agit du magasin « Boma » (cliché d, photographie 4.6). Les bureaux d'importation de la société paternelle sont également situés dans le même quartier, dans les étages d'un immeuble d'apparence résidentielle.

Progressivement, la confiserie, activité traditionnelle, s'est effacée au profit du commerce de boîtes et bibelots pour les naissances et mariages qui ont eux-mêmes fait place au luminaire. Les importations de produits asiatiques ont ainsi entraîné un glissement progressif de la spécialisation : de la confiserie aux coffrets de naissance, des coffrets de naissance aux luminaires.

34. Entretien réalisé le 14 mars 2012 avec l'aide d'Olivier Pliez.

35. Entretien réalisé le 15 mars 2012, toujours avec l'aide d'Olivier Pliez.

Le quartier des papetiers : nouveau centre du commerce en gros du prêt-à-porter masculin

Ce quartier, situé au cœur de la ḥārat al-Ifrang (voir carte 4.4) qui était spécialisé dans la vente en gros de papier et carton, fournissant notamment les autres commerces en papier d'emballage ou en étiquettes par exemple, a connu une profonde transformation avec la généralisation des importations de produits asiatiques.

PHOTOGRAPHIE 4.7 – Les ruelles de la portion de la ḥārat al-Ifrang autrefois spécialisée dans le papier et le carton laissent place de plus en plus aux commerces de gros de vêtements pour homme

Cliché a) Les magasins situés sur la gauche vendent encore du papier en gros et en demi-gros, mais on observe à droite et au fond de la ruelle la présence grandissante de vêtements de sport pour homme. **Cliché b)** Au premier plan, on aperçoit encore des piles de papiers et cartons. Mais les boutiques de l'immeuble encore en construction au second-plan proposent des vêtements pour homme, femme et enfant. Crédits : A. Bouhali, juin 2013.



Les clichés de la photographie 4.7 mettent en évidence cette transformation progressive du quartier, débuté il y a une douzaine d'années. Les boutiques de vêtements ont commencé à s'y implanter alors que les papetiers le quittaient, en direction du quartier al-Shams notamment, à la recherche de surfaces commerciales plus grandes leur permettant de développer leur activité³⁶. L'arrivée de commerces spécialisés dans le prêt-à-porter est à mettre en lien avec la présence de ces mêmes activités autour de la place 'Ataba, qui se sont diffusées progressivement dans tout le quartier, ainsi qu'avec l'existence d'entrepôts permettant le stockage de ces produits à quelques rues de là, en direction du Nord et du quartier de Bāb al-Shā'riyya.

La photographie 4.7 montre la coexistence des deux spécialités, le papier et le vêtement, le vêtement ayant tendance à gagner en surface commerciale au détriment du commerce du papier. La vente du papier se maintient encore, mais de façon résiduelle dans les boutiques les plus anciennes, et surtout dans celles qui sont relativement enclavées (cliché b). Les commerces de prêt-à-porter gagnent aussi les ruelles étroites, mais privilégient néanmoins des localisations plus visibles, plus exposées, dans des bâtiments situés le long des rues les plus larges qui permettent plus aisément de desservir le quartier et d'ainsi faciliter les approvisionnements – un approvisionnement qui se fait néanmoins le plus souvent par charrette à bras (cliché a). Ces magasins s'installent de préférence dans des bâtiments plus hauts et souvent plus récents (photographie 4.7).

Les grossistes en vêtements, pour homme surtout, et un peu moins pour femme, ont cherché progressivement à s'implanter à proximité de la place 'Ataba, comme en atteste notamment un entretien réalisé avec un commerçant spécialisé dans la vente en gros de vêtements pour homme³⁷, T. S. Cet homme, âgé d'une trentaine d'années environ, est importateur et grossiste en vêtements pour homme et enfant. Il se trouve également à la tête d'un atelier de couture situé dans le quartier, et il est issu d'une famille de commerçants. Il était également propriétaire avec son père de deux boutiques spécialisées dans le vêtement avant d'ouvrir la boutique dans cette partie du quartier dans laquelle notre entretien a eu lieu. Une de ses deux boutiques se trouve en direction de la place 'Ataba et l'autre dans une autre ruelle de ce quartier anciennement spécialisé dans le papier. Au moment de l'entretien, T.S. venait tout juste de se porter acquéreur de son nouveau local commercial. Son objectif était ainsi de gagner en visibilité et d'atteindre une nouvelle clientèle en changeant de quartier et en choisissant un emplacement favorable, le long

36. Source : entretien mené auprès du Ḥāgg M., âgé d'une soixante d'années et installé dans le quartier depuis une quarantaine d'années. Il est commerçant spécialisé dans le papier et le carton, et supervisait en juin 2013 le chantier d'un très vaste centre commercial commencé en 2011, dont il commençait déjà à commercialiser les boutiques à des commerçants spécialisés dans le textile. Entretien réalisé en arabe le 3 juin 2013 avec l'aide d'une traductrice.

37. Entretien réalisé en arabe le 3 juin 2013 dans la boutique de T.S. qui se trouve au rez-de-chaussée du centre commercial du Ḥāgg M., avec l'aide d'une traductrice.

d'une rue transversale à la ḥārat al-Ifrang, axe qui permet de relier la place 'Ataba à la rue al-Ġaysh.

Le nombre de boutiques mais aussi de centres commerciaux spécialisés dans le vêtement augmente ainsi, les ruelles se remplissant non plus de palettes de papier et de carton, mais de ballots de vêtements. Ce quartier est devenu, en plus d'autres espaces spécialisés comme al-Ghūriyya ou la ḥārat al-Yahūd (voir carte 4.4), un espace où se concentrent les entreprises vendant aux professionnels des articles de prêt-à-porter, pour partie importés d'Asie, mais aussi des articles fabriqués au Caire ou ailleurs en Égypte dans des ateliers de confection à partir de tissus importés en gros d'Asie du Sud-est.

Ainsi, la zone auparavant spécialisée dans la confiserie et la pâtisserie et la zone anciennement spécialisée dans la papeterie en gros sont deux exemples parmi d'autres de mutations de la spécialisation commerciale des sous-ensembles au sein du vaste quartier du Mūskī. Elles sont toutes deux représentatives des évolutions imputables aux importations de produits de consommation courante. Le *made in China* peut parfois complètement transformer un quartier, les commerçants spécialisés dans l'ancien produit soit quittant le quartier, soit faisant le choix de changer de spécialité. Mais cette transformation se fait parfois par *glissement*, c'est-à-dire par le maintien de la spécialisation – le produit de fête sans la confiserie – ou par *substitution*, un produit jusque-là plus minoritaire prenant le dessus sur l'ancienne spécialité – le luminaire, plutôt situé dans le fond des impasses à fin des années 1990, qui gagne de plus en plus en importance aujourd'hui.

II. 2 À Oran : disparition progressive des commerces alimentaires de gros au profit des produits d'équipement à la personne. Le cas du boulevard Houha

L'évolution liée à l'arrivée massive de produits *made in China* touche également la centralité commerciale de Médina J'dida à Oran, mais plutôt par un processus de *substitution* : une activité gagne de plus en plus en importance à l'échelle d'une rue voire du quartier et a tendance à faire disparaître une spécialisation plus ancienne.

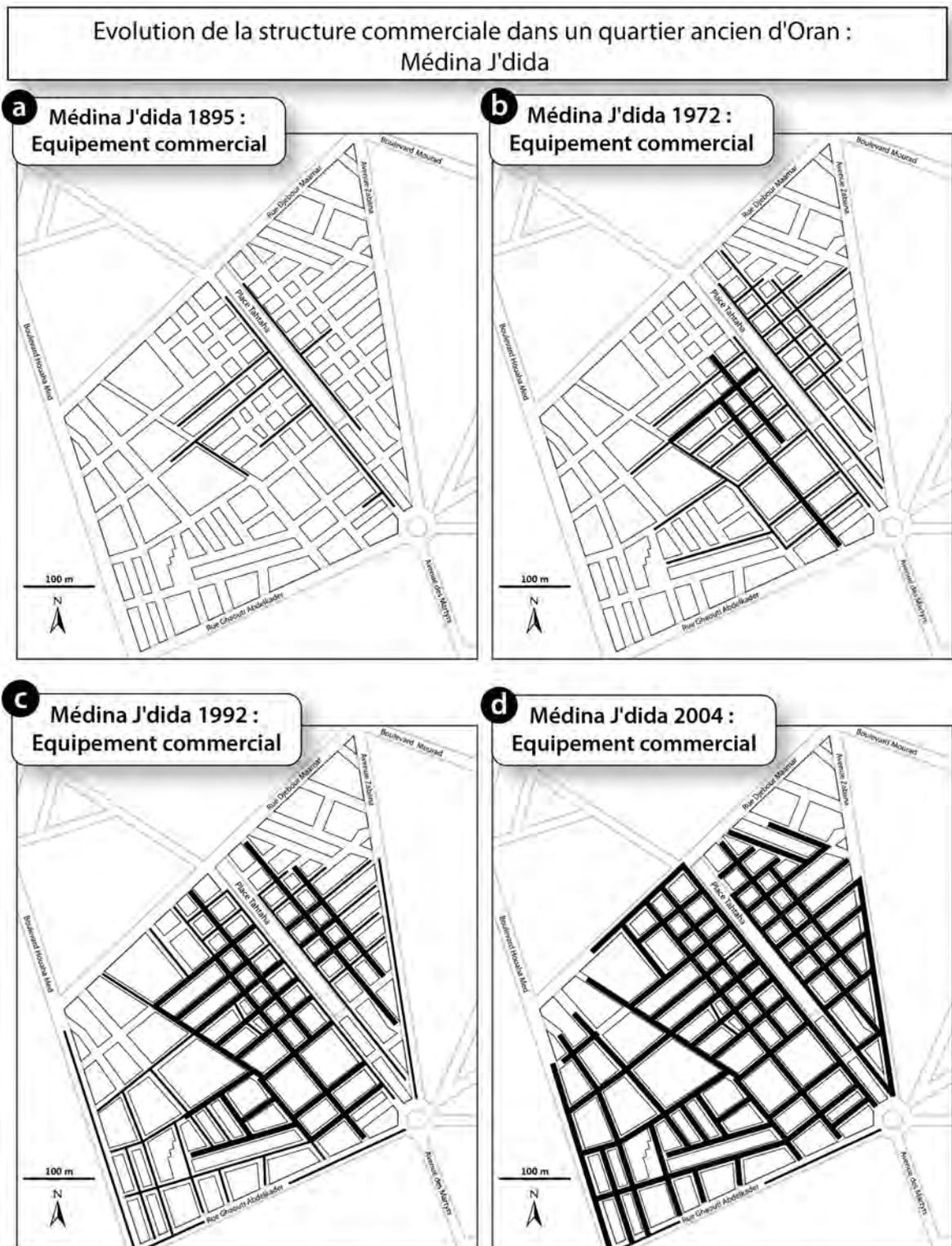
Comparer les données obtenues grâce à nos enquêtes de terrain aux données recueillies antérieurement par d'autres géographes permet de mettre en évidence une évolution des spécialisations des différentes rues de Médina J'dida, évolutions dont certaines sont directement à imputer à l'importation de produits *made in China*. Les travaux de B. Semmoud (SEMMOUD, 1975) et de S. Mokrane (MOKRANE, 2007) permettent de mieux saisir ces évolutions, et de mettre en évidence à la fois des évolutions sur le long terme, avec un aperçu du quartier il y a quarante ans, et des évolutions sur un temps bien

plus court, d'une dizaine d'années seulement.

Le travail de cartographie de S. Mokrane, qui a synthétisé différents travaux et les résultats d'enquêtes menées pendant de nombreuses années, a tout d'abord mis en évidence le fait que les activités commerciales de Médina J'dida n'avaient cessé de s'étendre et de gagner de nouvelles rues entre 1895 et 2004 (carte 4.6). De plus, l'offre commerciale s'est considérablement densifiée tout au long du 20^{ème} siècle à travers tout le quartier.

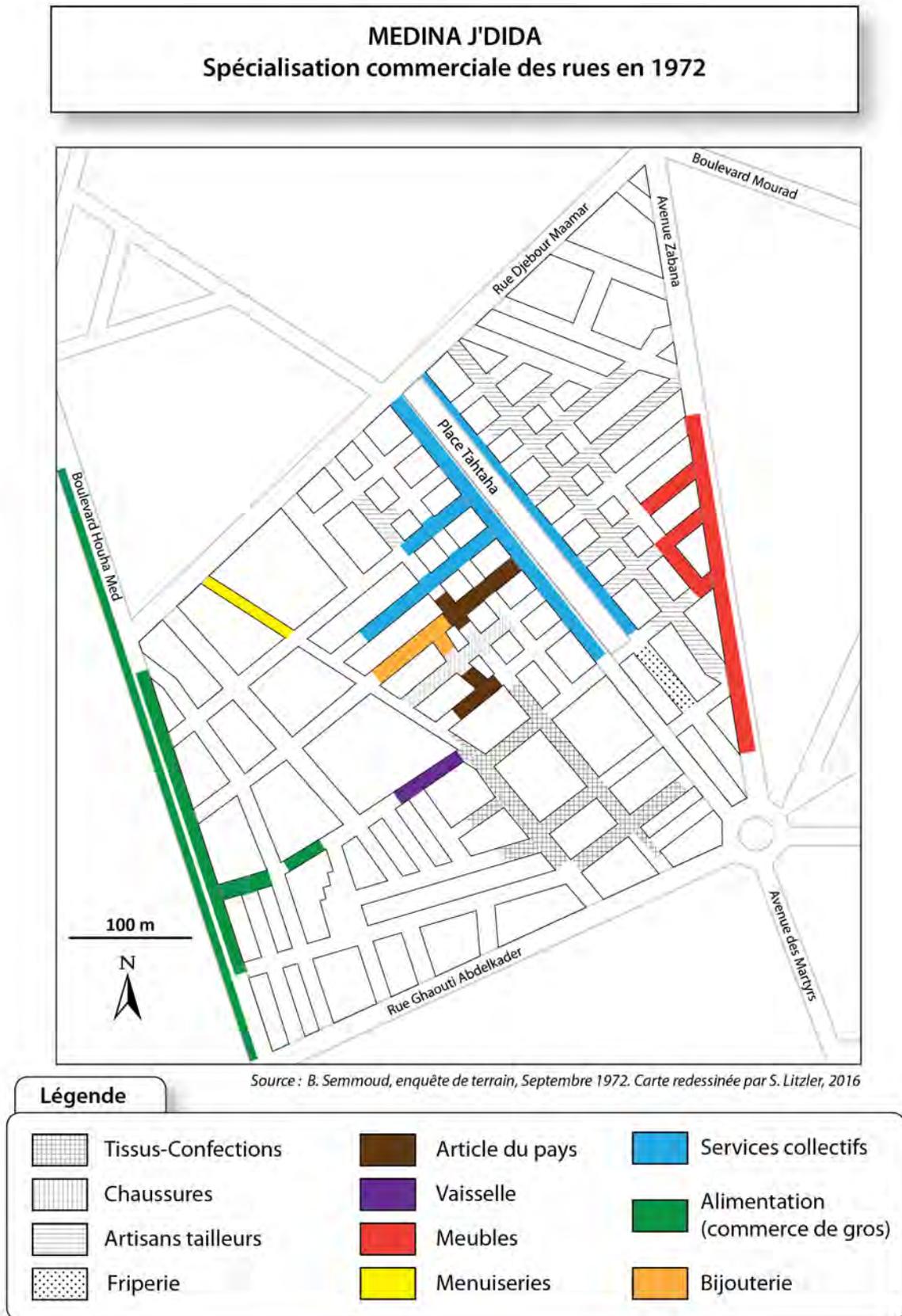
Avant de mettre en évidence ces transformations liées à l'arrivée de produits d'importation et à la massification de ces flux de marchandises, on peut observer la permanence, depuis plusieurs décennies parfois, de certaines des activités aujourd'hui encore proposées à Médina J'dida. C'est le cas notamment de la bijouterie, qui, comme le montre la carte réalisée par B. Semmoud suite à des enquêtes menées en 1972 (carte 4.7), se trouve toujours au même endroit quarante ans après, au cœur du marché. On remarque également que les boutiques qui proposent encore actuellement des meubles et qui sont situées sur le boulevard Zabana sont les dernières héritières d'une spécialisation qui existait déjà dans les années 1970. Ce que B. Semmoud appelle les « articles du pays », c'est-à-dire la vaisselle traditionnelle en terre, les paniers en osier, et d'autres articles issus de productions artisanales, sont également vendus aujourd'hui dans les mêmes ruelles que dans les années 1970.

CARTE 4.6 – Évolution de la structure commerciale à Médina J'dida. Source : (MOKRANE, 2007, 102)



Réalisé d'après R. Lespès, 1938, B. Semmoud, 1975, et enquêtes terrain par S. Mokrane, 2007. Carte redessinée par S. Litzler, 2016

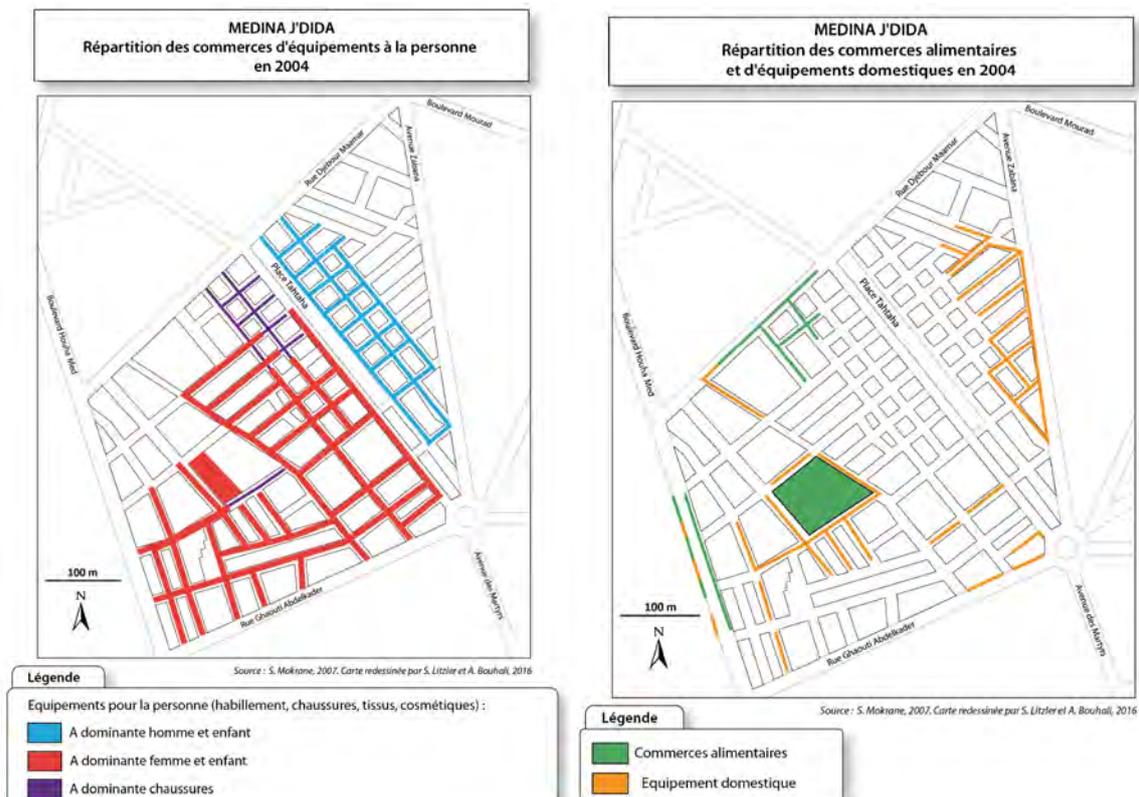
CARTE 4.7 – Médina J'dida, spécialisation commerciale des rues en 1972. Source : (SEMMOUD, 1975)



On note cependant qu'entre la spécialisation des ruelles de Médina J'dida dans les années 1970 (carte 4.7) et les spécialisations mises en évidence en 2004 par S. Mokrane (carte 4.8), des évolutions notables apparaissent : les ruelles qui concentraient en 1972 des ateliers d'artisans-tailleurs proposent en 2004 des « *équipements à la personne à dominante homme et enfant* ». On reste donc dans la même thématique, mais les artisans ont disparu, au profit des commerçants vendant du prêt-à-porter, dont une grande partie est importée, l'autre étant produite sur place dans de petits ateliers. La rue qui concentrait les menuiseries en 1972 (en jaune sur la carte 4.7) a presque disparu aujourd'hui. Ne restent que quelques boutiques qui proposent encore des meubles de type salon marocain. Mais ce sont plutôt l'habillage des meubles et la production des coussins qu'on y pratique encore.

À partir de ces états des lieux en 1972 et en 2004, nos enquêtes ont permis de mettre en évidence les changements les plus récents, advenus entre 2004 et 2014. Comparer nos résultats à ceux des enquêtes très précises du géographe S. Mokrane permet de montrer que l'arrivée des produits manufacturés d'Asie du Sud-est a entraîné de nouvelles spécialisations dans le quartier. Certaines activités commerciales sont ainsi en train de disparaître au profit de l'extension de boutiques proposant essentiellement des produits *made in China*.

CARTE 4.8 – Spécialisation commerciale à Médina J'dida en 2004. Source : (MOKRANE, 2007)



Le secteur qui semble le plus touché est ainsi le commerce de gros de produits alimentaires situé sur le boulevard Houha Mohamed, qu'on trouve sur les cartes de B. Semmoud et de S. Mokrane (cartes 4.7. et 4.8). S. Mokrane notait déjà en 2007 une baisse de ce type d'activités dans Médina J'dida lors de ses enquêtes en 2004, voire même son remplacement par d'autres activités commerciales : « *Après avoir doublé son effectif entre 1972 et 1992, le commerce alimentaire a subi une baisse importante qui l'a ramené à son niveau de 1972. Ce constat confirme la tendance actuelle de la branche à se déplacer vers la zone voisine de Sidi Hasni et Sananès³⁸ (moins chère et plus accessible) où est en train de se constituer une véritable petite concentration commerciale spécialisée dans le commerce alimentaire de gros. La composition commerciale du boulevard Mascara³⁹, longtemps dominé par la branche alimentaire, est aujourd'hui en train de se diversifier avec les branches des cosmétiques, des équipements ménagers* » (MOKRANE, 2007, 97).

Ce constat est toujours d'actualité, et il s'est même accru (photographie 4.8). Les boutiques situées au pied des immeubles bordant le boulevard Houha, tant côté Médina J'dida (est) que Saint-Antoine (ouest), sont aujourd'hui spécialisées plutôt dans les produits pour la personne. Ainsi, la boutique aux volets métalliques blancs au premier plan sur le cliché a est une boutique proposant en gros et demi-gros des accessoires pour homme et enfant (bonnets, gants, casquettes, chaussettes de sport, etc.). D'autres commerces proposent des bijoux en « or chinois », autrement dit plaqué or, importés notamment de Corée du Sud. D'autres encore proposent des jouets pour enfants (boutiques sur les clichés b et c à l'arrière-plan) ou des produits pour la maison en plastique (cliché c).

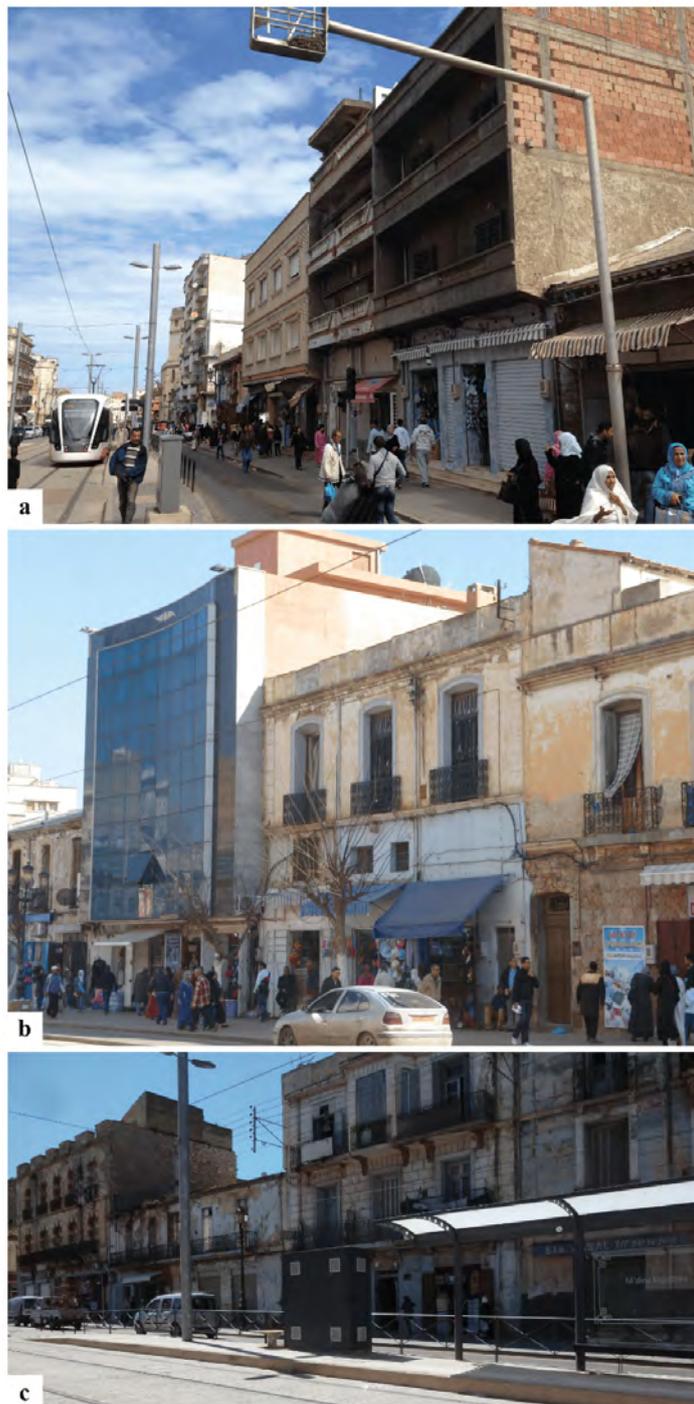
La disparition progressive du commerce alimentaire en gros sur cette avenue est tout d'abord liée au fait que les grossistes étaient pour une partie d'entre eux au moins à la recherche de plus d'espace. C'est ce que soulignait déjà S. Mokrane en 2007 et ce qu'en ont dit également les commerçants que nous avons pu interroger, propriétaires ou locataires d'une boutique voire d'un immeuble entier sur le boulevard Houha. Une partie de ces grossistes est donc allée s'installer dans des quartiers plus périphériques de l'agglomération oranaise, notamment le quartier Boulanger, qui se trouve au sud de Médina J'dida (lire l'encadré 4.2).

38. Sananès est aujourd'hui situé dans le quartier « al-Mokrani ».

39. Le boulevard Mascara est l'ancien nom hérité de la période coloniale du boulevard Houha Mohamed. Le géographe S. Mokrane, à l'instar des Oranais, a tendance à utiliser dans son mémoire de recherche les noms de rues coloniaux plutôt que ceux instaurés après l'indépendance algérienne. Au sujet de l'algérianisation des noms de rues, voir l'article de (BOUMEDINI et HADRIA, 2012).

PHOTOGRAPHIE 4.8 – Le boulevard Houha Mohamed, ancien espace du commerce alimentaire de gros, accueille aujourd’hui des grossistes spécialisés dans les produits pour la personne ou la maison

Clichés a et b) Le trottoir côté Médina J'dida (est), où on aperçoit des boutiques vendant des accessoires, des jouets pour enfant, des vêtements. **Cliché c)** Le trottoir côté quartier Saint-Antoine, avec au premier plan l’arrêt du tramway. Les immeubles plutôt vétustes accueillent au rez-de-chaussée des boutiques vendant à droite des articles ménagers et à gauche des jouets en plastique pour enfants. Crédits : Anne Bouhali, 2013 (a et c), 2014 (b).



ENCADRÉ 4.2 – Entretien avec un commerçant à la retraite devant le petit immeuble commercial dont il est propriétaire⁴⁰

C'est un vieil homme aux cheveux blanchis et qui se soutient à l'aide d'une canne. Ce commerçant travaille dans le quartier depuis cinquante ans. Il a hérité de son père ce petit immeuble commercial constitué d'un rez-de-chaussée et d'un étage. Quand il travaillait encore, il était grossiste spécialisé dans les produits pour la confiserie, et c'était également le cas de nombreux magasins de l'avenue Houha Mohamed, ainsi que les boutiques se trouvant de l'autre côté du boulevard dans le quartier de Saint-Antoine. Les magasins le long du boulevard proposaient tous des marchandises en gros car la largeur de la rue permettait un fonctionnement optimal, notamment des livraisons. À côté de sa boutique se trouvait avant la construction d'un centre commercial un immeuble commercial de la taille du sien et qui faisait lui aussi du commerce alimentaire en gros. Toute l'avenue était d'ailleurs bordée de bâtisses anciennes comme la sienne; aujourd'hui une partie a été détruite et remplacée par des centres commerciaux^a.

Aujourd'hui, la boutique qu'il exploitait et qui est aujourd'hui tenue par son fils cadet et un associé, située au pied de son immeuble, a été reconvertie dans le commerce en demi-gros et au détail de produits ménagers. Les autres locaux commerciaux au rez-de-chaussée de son immeuble ont tous été loués à de jeunes commerçants spécialisés dans le gros et le demi-gros, l'un dans la chaussure, et l'autre dans les jouets et articles pour enfant.

Les fils de ce commerçant ont tous deux repris le flambeau. Le cadet tient la boutique de Médina J'dida, mais en a changé la spécialité, tandis que l'aîné a repris le commerce alimentaire de gros qu'il a déplacé dans le quartier Boulanger, car là-bas « on peut circuler et les camions peuvent se garer ».

Auparavant le premier étage accueillait des locataires. Aujourd'hui, le commerçant s'en sert comme appartement privé pour se reposer lorsqu'il est à la boutique. L'entresol sert actuellement d'espace de stockage car sa boutique fait de la vente en demi-gros, ce qui nécessite d'avoir un peu de stock sur place pour pouvoir répondre à la demande rapidement.

Les loyers qu'il pratique pour ses deux boutiques sont élevés : 50 000 dinars chacune, car la demande en locaux commerciaux est très forte, surtout pour obtenir des boutiques situées en rez-de-chaussée ou au premier étage. Des commerçants lui ont déjà demandé de leur louer le premier mais il a toujours refusé pour l'instant.

^a. Ce point fera l'objet du chapitre 6

Une autre raison du départ des grossistes en produits alimentaires, dont les chargements sont très souvent volumineux, ont été les travaux du tramway et le réaménagement du boulevard Houha. Les photographies ci-dessus montrent bien qu'en raison de la créa-

40. Entretien réalisé le 18 mars 2014 au matin devant l'immeuble du commerçant. On peut voir l'immeuble commercial en question sur le cliché b (photographie 4.8) : c'est celui qui est contigu à un centre commercial à la façade en verre teinté.

tion des voies du tramway, la largeur de la chaussée attribuée aux véhicules a été considérablement réduite, sans compter l'aménagement de trottoirs suffisamment vastes pour accueillir les flux de clients de Médina J'dida. Les activités des grossistes ont été d'une part gênées dans le fonctionnement quotidien de leur affaire par les travaux qui ont duré quatre ans, d'autre part par la réfection de la voirie et la création des voies du tram. Les livraisons de marchandises sont désormais compliquées par l'impossibilité pour les gros véhicules de livraison de stationner sur le boulevard sans créer de perturbations. « *No parking, no business* », nous a fait remarquer un jeune commerçant du boulevard. La présence assez fréquente de policiers ayant pour mission de fluidifier le trafic et d'empêcher tout stationnement gênant est également un frein au stationnement sauvage des véhicules de livraison.

PHOTOGRAPHIE 4.9 – Une ancienne alimentation générale transformée en magasin de jouets vendus en gros

Boutique située dans le quartier Saint-Antoine, à proximité du boulevard Houha. Le propriétaire aidé d'un vendeur décharge des marchandises. Le nom de la boutique n'a pas encore été changé. Crédit : A. Bouhali, mars 2014.



D'autres commerçants qui étaient des grossistes dans l'alimentation se sont également tournés vers une autre activité, en particulier le commerce en gros de produits *made in China*. La boutique qu'on voit sur la photographie 4.9, située dans une rue du quartier Saint-Antoine à quelques mètres du boulevard Houha, est aujourd'hui spécialisée dans le

vente en gros de jouets pour enfant fabriqués en Chine. Le patron (l'homme baissé sur la photographie 4.9) nous a dit s'être lancé dans le produit chinois il y a à peine six mois, après avoir été grossiste plusieurs années dans les produits alimentaires⁴¹.

Ainsi, sur le boulevard Houha Mohamed, on trouve encore des commerces proposant des produits alimentaires en gros voire au détail, en particulier au bas du boulevard, au pied des anciennes minoteries. Mais ces boutiques sont les derniers vestiges de cette activité commerciale qui disparaît progressivement. Les boutiques qui ouvrent aujourd'hui sont certes pour partie spécialisées dans la vente en demi-gros, mais elles proposent désormais des produits davantage en lien avec les activités dominantes de Médina J'dida : le prêt-à-porter et les accessoires masculins et féminins, et les produits pour la maison, la plupart importés de Chine ou d'Asie du Sud-est.

Conclusion

Les produits *made in China* importés depuis la fin des années 1990 à Médina J'dida et au Mūsī marquent les paysages de leur présence grandissante. Ils inondent les rues et les trottoirs, débordent des étals, s'amoncellent dans les boutiques. Leur essor et leur diffusion attestent de l'important développement commercial que connaissent le Mūsī et Médina J'dida, et montrent bien que le souk est encore aujourd'hui une forme urbaine souple, adaptable et réactive aux nouvelles circulations commerciales globalisées. Les modalités d'insertion de ces produits dans le tissu urbain et économique de ces deux marchés sont diverses mais néanmoins toujours respectueuses des règles d'organisation classiques d'un marché urbain : une spécialisation à l'échelle de la rue ou d'une zone un peu plus vaste selon le type de vente (gros, demi-gros ou détail) et surtout selon le type d'article vendu, seul ou en association avec d'autres à l'intérieur d'une gamme.

Dans certaines rues, les produits d'importation se sont substitués à des productions plus anciennes, un type de produit précédemment minoritaire s'imposant comme le nouveau produit de prédilection du quartier. Ailleurs, la spécialisation est la même qu'avant, mais c'est désormais un produit d'import et non un article produit localement qu'on y vend. Ailleurs enfin, la nouvelle spécialisation peut avoir complètement fait disparaître l'ancienne. Mais partout, ces articles de consommation courante venus d'Asie ont pris le dessus, et on assiste parfois à une certaine uniformisation des paysages commerciaux en lien avec la diffusion de produits similaires au Caire et à Oran. Une ruelle de Médina J'dida devient parfois difficile à distinguer d'une ruelle du Mūsī. Ils se forment ainsi des palimpsestes paysagers de l'article commercialisé, quelques signes témoignant de ces re-

41. Très rapide entretien réalisé le 18 mars 2014.

compositions paysagères passées ou en cours.

À ces transformations paysagères par l'article *made in China* font écho des transformations culturelles majeures. En effet, le commerce transnational, en diffusant ces produits d'importation, modifie également les modes de consommation de la clientèle à laquelle ils sont destinés et leurs pratiques dans les places marchandes. Analyser la place du commerce du *made in China* dans la structuration et la recomposition des centralités commerciales du Mūsūkī et de Médina J'dida ne pourrait être complète sans en mesurer et en expliquer les conséquences culturelles et sociales⁴². À la géographie des espaces commerciaux doit ainsi répondre une géographie de la consommation, qu'il s'agira de proposer dans le chapitre suivant.

42. Nous paraphrasons ici la géographe N. Lemarchand qui écrivait : « *Les situations sociales mais aussi culturelles observées au cours de ces études suscitaient mon intérêt et me persuadaient que la compréhension de la place qu'occupe le commerce de détail dans la structuration des territoires ne pouvait être complète sans mesurer et expliquer ces phénomènes* » (LEMARCHAND, 2009).

Chapitre 5

Une consommation globalisée : nouveaux produits, nouveaux modèles, nouvelles pratiques ?

Sommaire

I	De nouveaux modèles de consommation dans les souks du <i>made in China</i>?	189
I. 1	Des lieux de la consommation mondialisée : apparition des centres commerciaux dans les souks du <i>made in China</i>	190
I. 2	Les fêtes sacrées et profanes à l'aune de la mondialisation	200
II	Les marchés du <i>made in China</i> : pour quelle(s) clientèle(s), et pour quelles pratiques?	207
II. 1	De nouvelles pratiques de consommation à Médina J'dida, le signe d'une montée en gamme du quartier?	209
II. 2	Des pratiques plus classiques au Mūsī	214

DANS SON ÉTUDE dédiée au centre commercial du Mūsī et du Khan al-Khalili, J.-C. David posait la question suivante : « *les souks centraux actuels sont-ils la survivance d'une forme urbaine en voie de disparition, isolée du reste de la ville, qui aurait conservé une certaine autonomie de fonctionnement, et s'adresserait à une partie seulement de la population, résidant sans doute dans les quartiers anciens et caractérisée par un niveau de modernité inférieur à celui du reste de la population ?* » (DAVID, 1999, 209). Le chapitre 2 a montré que les marchés du Mūsī et de Médina J'dida étaient insérés dans des réseaux commerciaux, jouant ainsi un rôle de centralité commerciale à différentes échelles, de l'échelle de l'agglomération à l'échelle régionale et nationale. Dans le chapitre 4, nous nous sommes attachée à montrer que l'organisation spatiale de ces marchés avait été modifiée par la diffusion de produits d'importation de consommation courante. Il s'agit dans ce nouveau chapitre de montrer que les quartiers du Mūsī et de Médina J'dida, quoique fréquentés par des catégories sociales plutôt populaires, ne sont pas limités à des modes de consommation immuables et « traditionnels » contrairement aux quartiers plus chics, qui seraient au contraire plus « modernes » et plus mondialisés. Bien au contraire, par les importations massives de biens de consommation, les consommateurs et consommatrices cairotes et oranais ont été mis au contact de la mondialisation. Ce ne sont pas seulement des produits qui sont importés dans les souks du *made in China*, mais avec eux des modèles culturels et des pratiques de consommation globalisés. Certes, une partie de ces produits sont standardisés, tandis que d'autres ont été adaptés aux goûts et aux habitudes locales des consommateurs et consommatrices algériens et égyptiens. À travers eux sont consommées de nouvelles façons de pratiquer l'espace marchand, « *la consommation contribu[ant] à changer la forme de l'urbain et en son sein, la vie et les pratiques sociales*¹ » (MILES et PADDISON, 1998, 821).

Comment la mondialisation transforme-t-elle ces espaces marchands ? Comment le développement de ce commerce transnational dans les places marchandes du Mūsī et de Médina J'dida modifie-t-il les modes de consommation des populations qui s'y retrouvent, à la fois issues des classes populaires mais également des petites classes moyennes ? Nous verrons dans une première partie qu'avec les produits d'importation *made in China* pénètrent aussi des nouveaux modèles de consommation. Cela passe par de nouveaux espaces marchands, à travers l'apparition et la diffusion de centres commerciaux à l'intérieur des quartiers-marchés. Cela passe également par l'importation de nouveaux rites sociaux, à travers des fêtes profanes en particulier – certains diraient à but commercial –, ou l'intégration de ces produits d'importation dans des fêtes traditionnelles, témoignant ainsi d'une hybridation des pratiques et une adaptation de la mondialisation aux contextes culturels et sociaux locaux. À côté de ces nouveaux produits

1. En anglais dans l'article : "*the realization of the consumption contributes to the changing form of the urban and to social life and practices within it*". Traduit par nos soins.

et de ces nouvelles modes, ce sont également de nouvelles pratiques qui apparaissent dans les espaces marchands, comme nous le verrons dans une seconde partie. Il s'agira de montrer à la fois ce qui rapproche le Mūsķi de Médina J'dida et ce qui les différencie, en lien avec leurs contextes locaux, et notamment la question de la fréquentation et des usages des espaces publics, en particulier pour les consommatrices des produits *made in China*.

I De nouveaux modèles de consommation dans les souks du *made in China*?

Avec les importations massives de produits de consommation courante fabriqués en Asie orientale et du Sud-est, circule également une culture mondialisée, largement occidentalisée, passée au filtre des représentations locales. Les marchés du *made in China* proposent pour partie des produits standardisés à destination du marché algérien et du marché égyptien, ce qui pose d'ailleurs la question de l'existence d'un marché nord-africain, voire arabe ou musulman. On retrouve par exemple à Oran ou au Caire exactement les mêmes objets décoratifs portant des inscriptions religieuses, coraniques ou coptes (dans le cas égyptien uniquement), les mêmes jeans, les mêmes fleurs en plastique qui décoorent les intérieurs algériens et égyptiens. Mais on y trouve également des produits très spécifiques, adaptés aux particularités locales et aux habitudes de consommation propres à l'Algérie et à l'Égypte, et qui ne sont pas les mêmes.

Avec les circulations de ces produits, ce sont également des modèles urbains qui se diffusent dans les centralités marchandes du *made in China*. On constate ainsi, une dizaine d'années après leur apparition dans les banlieues huppées du Caire (ABAZA, 2006a), l'apparition de centres commerciaux d'un genre nouveau en plein milieu de ces places marchandes transnationales : les *malls*, comme les appellent les Égyptiens, ou les *bazars*, nom usité côté algérien. On assiste selon nous à la percolation en direction des consommateurs de ces places marchandes populaires de modèles de consommation qui étaient jusqu'alors destinés aux classes moyennes supérieures ou supérieures, en particulier dans le contexte socio-économique fortement polarisé du Caire (DE KONING, 2005, 2009). La situation en Algérie est un peu différente de celle en Égypte. En effet, l'ouverture de ces centres commerciaux huppés, associant commerces, hyper et supermarchés, espaces de restauration et de loisirs, est beaucoup plus récente. La presse algérienne a fait état il y a peu de l'arrivée de cette nouvelle offre commerciale dans la banlieue d'Alger. L'Algérie semble ainsi un peu à la traîne par rapport à ses voisins maghrébins, des centres commerciaux s'étant implantés de façon un peu plus ancienne dans les grandes villes du Maroc

(HARROUD, 2009) ou de Tunisie (DLALA, 2007; BARTHEL, 2008). Ces nouveaux espaces de la consommation globalisées, inspirés de la culture occidentale, sont d'ailleurs bien souvent passés au filtre des modèles des grandes villes du Golfe (ELSHESHTAWY, 2006).

Les entrepreneurs marchands qui commercialisent ces produits et les commandent auprès des usines mondiales asiatiques, comme à Guangzhou ou à Yiwu (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2015b,c), ont ainsi un rôle culturel : à travers eux, et avec ces produits, ce sont de nouvelles formes et pratiques de consommation qui circulent, réécrites, traduites, modifiées à la lumière des pratiques locales.

I. 1 Des lieux de la consommation mondialisée : apparition des centres commerciaux dans les souks du *made in China*²

Depuis le début des années 2000, Médina J'dida et le Mūsķī ont connu un développement urbain accéléré, via notamment la construction de nouveaux immeubles commerciaux, lesquels, par leur hauteur parfois, par leur style architectural souvent, tranchent avec le tissu urbain et commercial plus ancien (voir chapitre 6). À travers le développement de ces immeubles d'un genre nouveau, c'est en fait un modèle de consommation globalisé, le centre commercial ou le « *shopping center* » (CAPRON, 1998), qui se diffuse dans ces deux centralités commerciales. Néanmoins, il s'agit là d'une version réécrite du centre commercial, adaptée à des places marchandes qui s'adressent avant tout à une clientèle issue des classes populaires et des petites classes moyennes. Les caractéristiques du *shopping center*, qui associe consommation, flânerie et loisirs, autrement dit le « *commerce distractif* » (LEMARCHAND, 2008), ne sont pas complètement reprises dans les contextes cairote et oranais. On est plutôt face à « la *logique du khan sous les apparences du mall* » (MERMIER et PERALDI, 2010) : l'organisation des boutiques à l'intérieur des centres commerciaux et la disposition des marchandises sont plus proches du marché urbain que du centre commercial moderne.

Comparer la présence de ce nouveau type d'urbanisme commercial et son inscription dans les deux places marchandes oranaise et cairote est intéressant en tant qu'il s'agit là d'un marqueur majeur de la mondialisation culturelle qui accompagne la diffusion des produits *made in China*. Notre hypothèse face à cette vague de développement immobilier est que la diffusion du modèle du centre commercial dans ces places marchandes témoigne de l'accès des consommateurs et consommatrices au sein du monde arabe à

2. Une partie du texte ci-dessous a été présentée lors d'une journée d'étude des doctorants qui s'est tenue au laboratoire Migrinter à Poitiers le 20 septembre 2013, intitulée « Les méthodologies de la recherche sur les migrations internationales ». D'autres parties de ce texte ont également été publiées séparément (BOUHALI, 2015a, 2016).

des formes de consommation mondialisées.

I. 1. 1 Réécriture populaire d'un espace de consommation à destination des élites?

L'apparition et la diffusion des centres commerciaux modernes remontent en Égypte à la fin des années 1990 et au début des années 2000, en direction de la frange de la population la plus riche et dans des espaces urbains bien précis (ABAZA, 2006a). Lors de ses enquêtes menées en 2003, M. Abaza en comptait déjà 23, distribués dans les quartiers de la capitale qui accueillent les classes moyennes supérieures et les classes supérieures : Madinat Nasr, Héliopolis, Downtown, ainsi que le quartier d'affaire situé sur la Corniche du Nil dans la partie orientale de Bulaq (ABAZA, 2006b, 2010). Pour cette sociologue, spécialiste de la consommation, l'apparition et le développement de ce modèle urbain sont révélateurs de la diffusion parmi les élites égyptiennes d'une « *nouvelle culture de la consommation* », fortement marquée à la fois par des modèles occidentaux notamment américain, mais aussi par des modèles de consommation venus du Golfe (ABAZA, 2006a). Mais ces espaces s'adressent uniquement à une faible portion de la population égyptienne, capable de s'offrir les produits vendus dans les boutiques à des prix équivalents à ceux pratiqués en Europe ou en Amérique du Nord (BOUHALI, 2008), reprenant les codes des centres commerciaux internationaux : architecture contemporaine, espaces de restauration et de loisirs, grandes marques internationales.

Ce type d'espace de consommation mondialisé qui est apparu ensuite dans les places marchandes du commerce transnational à destination des classes populaires et moyennes est un écho de ces grands *malls* luxueux que l'on trouve dans les banlieues cairottes et qui ont commencé à apparaître dans la banlieue d'Alger depuis le début des années 2010. En Algérie, on observe ce phénomène à Oran, à Médina J'dida ou à Choupot, mais aussi dans les grandes places marchandes de l'Est algérien, comme à Constantine (BERGEL et KERDOUD, 2010; BENLAKHLEF et BERGEL, 2013; KERDOUD, 2015a), à El Eulma (CHOUADRA, 2013) ou encore à Aïn Fakroun (BELGUIDOUM et MOUAZIZ, 2010).

C'est également le marqueur d'une certaine modernité commerciale. C'est ce que confirme un entretien réalisé avec un commerçant dans le district de la quincaillerie dans le quartier du Mūsī³. Ce commerçant, grossiste et importateur en quincaillerie, confirme cette idée de percolation des modèles de consommation des classes supérieures vers les quartiers populaires. En 2013, cet homme était à la tête d'un vaste chantier de construction d'une tour commerciale de 12 étages, destinée à être un centre commercial spécialisé dans les articles de décoration et de bricolage pour la maison. Quand nous lui avons demandé pourquoi il avait choisi de faire construire une tour en verre bleuté en

3. Entretien réalisé le 6 juin 2013, en arabe, avec l'aide d'une interprète.

plein milieu d'un quartier ancien, plutôt bas, aux édifices en brique peints d'un enduit beige, il nous avait répondu que les quartiers chics de la ville, Madinat Nasr, Héliopolis et Mohandessin, avaient tous des tours de commerce, et qu'aujourd'hui il fallait proposer la même chose dans le vieux Caire. Construire de grands immeubles commerciaux est donc un signe évident de modernité à l'intérieur de quartiers populaires, d'autant que ces édifices tranchent par leur forme et leur style architectural avec le bâti existant (voir chapitre 6).

Cependant, ces *malls*, comme le soulignait le directeur et propriétaire du *mall* al-Kamel à Ḥammām al-Talāt, sont différents des « *malls* classiques » (le directeur faisait référence aux *malls* dans les banlieues chics de la capitale) : « *il n'y a pas de café, de jeux pour les enfants, de zones de loisirs; ici il y a juste des magasins et du travail concernant le commerce* »⁴. Ainsi, en passant des quartiers riches au quartier du Mūsī, les entrepreneurs-marchands n'ont gardé du *mall* que la forme, que le contenant – l'immeuble commercial d'assez grande hauteur, qui concentre des boutiques nombreuses, de différentes tailles – sans en conserver le contenu, la dimension récréative du centre commercial.

Le fait que ces centres commerciaux soient des éléments indiquant une certaine modernité commerciale se retrouve dans les termes employés pour désigner ces centres commerciaux, en particulier en Égypte. En arabe égyptien, deux termes coexistent. À côté du terme générique « *markaz tugarī* », signifiant littéralement « centre commercial », on trouve très fréquemment les termes « *mall* » et « *center* », deux termes anglais, écrits en caractères latins mais également transcrits en caractères arabes (« *mūl* » et « *sintir* »). En arabe algérien, on trouve de même l'expression « *markaz tujarī* » aux côtés du terme *bazar*, ou beaucoup plus rarement aux côtés du terme « galerie ». Ces dénominations sont particulièrement significatives et montrent deux influences culturelles différentes entre l'Algérie et l'Égypte, liées à leur contexte postcolonial. Dans le cas égyptien, l'utilisation de termes anglais qui sont passés dans la langue du quotidien témoigne bien de la diffusion des modèles de consommation internationaux, plutôt occidentaux, revisités *via* les pays du Golfe et en particulier Dubaï (ELSHESHTAWY, 2006). D'ailleurs, cette utilisation de l'anglais, qu'on remarque aussi souvent dans les noms donnés aux boutiques – par exemple, « *Lord* » ou « *Classic* » – était jusqu'alors plutôt un indicateur de la globalisation culturelle des classes moyennes supérieures égyptiennes, signe de leur « *capital cosmopolite* » (DE KONING, 2009). La sociologue A. de Koning souligne ainsi dans son étude sur cette catégorie des classes moyennes supérieures que la langue utilisée au quotidien est un mélange entre l'anglais et l'arabe égyptien. Avec le passage du terme *mall* dans la langue quotidienne des entrepreneurs-marchands et des clients, c'est bien une forme de

4. Entretien réalisé le 18 juin 2013, en arabe, avec l'aide d'une interprète, dans le bureau du directeur situé au dernier étage du *mall* al-Kamel.

mondialisation qui se glisse dans le quotidien.

Côté algérien, les trois termes employés ne sont pas parfaitement synonymes. « Galerie » (écrit en français) n'a été trouvée qu'une seule fois dans tout le périmètre du marché et désigne un seul grand magasin de Medina J'dida, qui semble plutôt ancien. Ce terme français pourrait faire référence au modèle français de la galerie commerçante. L'expression « centre commercial » (« *markaz tujari* ») désigne un seul et même magasin, neuf, vendant des produits d'importation, tandis que « bazar⁵ » désigne uniquement les immeubles commerciaux abritant en leur sein des boutiques indépendantes, qui bien souvent vendent le même produit (KERDOUD, 2012, 2015a,b). L'influence des modèles du Golfe est moins marquée dans le contexte oranais, même si elle n'en est pas pour autant complètement absente⁶.

I. 1. 2 Des centres commerciaux qui reflètent l'histoire commerciale des places marchandes

Au-delà d'une simple adaptation du modèle global du centre commercial, les noms utilisés pour désigner ces nouveaux immeubles commerciaux sont les témoins de l'extension spatiale des réseaux d'approvisionnement de ces deux places marchandes et des étapes urbaines successives des opérateurs du commerce du *made in China*.

À Médina J'dida, les enseignes font souvent référence à des réseaux commerciaux plus anciens et à des places marchandes qui ont été les premières dans lesquelles se sont rendus les commerçants algériens suite à la fermeture des frontières françaises et à la diminution des flux commerciaux informels entre les deux rives de la Méditerranée (TARRIUS, 2002; PERALDI, 2001a, 2002). Par exemple, on trouve à Médina J'dida un des centres commerciaux qui compte parmi les plus anciens qui a pour nom « *Istamboul*⁷ » (cliché a, photographie 5.1), rappelant ainsi que la métropole turque est une des premières places marchandes dans lesquelles les commerçants algériens se sont fournis à partir des années 1990 en produits textiles de bonne qualité (PÉROUSE, 2002, 2007; PÉROUSE et MARTIN, 2013).

Côté égyptien, les enseignes font référence à d'autres places marchandes plus anciennes (photographie 5.1). Nous avons noté plusieurs noms de centres commerciaux

5. Il faut noter que « bazar » dans le contexte égyptien signifie en principe une galerie marchande rassemblant de nombreux vendeurs d'articles, mais que, aujourd'hui, le terme a largement perdu cette signification et s'emploie souvent pour désigner une boutique d'antiquaire ou un brocanteur.

6. Même si on n'en trouve pas à Oran, les premiers marchés algériens qui proposaient des biens *made in China* étaient appelés des « souks Dubaï », en référence à l'Émirat dans lequel les commerçants algériens s'approvisionnaient avant de se rendre eux-mêmes en Chine. On en trouve également en Libye et en Tunisie (PLIEZ, 2007; BELGUIDOUM et PLIEZ, 2012).

7. Écrit avec cette orthographe sur l'enseigne du magasin.

faisant directement référence à la Syrie ou à Gaza, deux territoires anciennement pourvoyeurs de vêtements et de tissus (BOISSIÈRE, 2011). Sur le cliché d (photographie 5.1), l'enseigne du *mall* indique « *sūriya center* », c'est-à-dire « centre (commercial) La Syrie ». Si ce *mall* peut éventuellement faire référence à la nationalité de son propriétaire, quelques commerçants syriens étant venus s'installer au Mūsī à partir de 2012 en raison de la guerre civile syrienne, ce nom, qu'on a trouvé sur les enseignes d'autres centres commerciaux ou d'autres boutiques de grossistes, témoigne également d'une histoire commerciale plus ancienne. Mais c'est actuellement la référence aux modèles du Golfe qui domine, avec des noms comme « le *mall* Le Royaume » (*al-mūll al-mamlaka*) dont l'enseigne montre une femme portant un *hidjab* à la mode saoudienne ou émiratie, faisant directement référence à cette région (cliché c). Cette référence aux pays de la péninsule arabique – on peut également lire « *khalīḡī* » au-dessous du « *sūriya center* » (cliché d), adjectif qui désigne cette région, le « *khalīḡ* » – témoigne de la forte influence des pays du Golfe, notamment de leur pratique religieuse rigoriste, sur la société égyptienne auprès des classes populaires. Cela rappelle également que les vêtements pudiques pour femme, en particulier les *abaya*-s, les robes noires couvrant entièrement le corps de la femme mais qui laissent le visage découvert, étaient achetés à Dubaï et le sont encore parfois, l'Émirat étant un avant-poste des productions chinoises en direction du monde arabe et musulman (MARCHAL, 2001). Certains commerçants interrogés, en particulier au Mūsī, prétendent que ces articles sont encore produits en Arabie Saoudite ou à Dubaï alors qu'ils le sont en Asie.

Cette référence aux Émirats a gagné Medina J'dida il y a peu. Un centre commercial a en effet ouvert en 2013 avec pour nom « *centre commercial* Les Émirats » (cliché b, photographie 5.1), ce qui indique selon nous la diffusion de cette référence culturelle auprès des consommateurs algériens, ou plutôt dans ce cas précisément, des consommatrices, le centre commercial se trouvant dans la partie féminine de Médina J'dida et proposant des boutiques spécialisées dans les articles de mode féminine et de robes de mariage.

Ainsi, ce ne sont pas tout à fait les mêmes modèles qui circulent dans les places marchandes de Médina J'dida et du Mūsī, même s'il semblerait que le tropisme culturel émirati semble à son tour gagner la culture algérienne populaire. Ce n'est pas sans lien sans doute avec la diffusion des médias, le Maghreb étant une région très consommatrice des programmes produits et diffusés par le Moyen-Orient (MILLER, 2010). Ainsi, la mondialisation ne se fait pas nécessairement des pays du Nord vers les pays du Sud, mais grâce à l'exemple du centre commercial, on remarque que la circulation des modèles culturels se fait également entre pays du Sud (PERROT et MALAQUAIS, 2009).

PHOTOGRAPHIE 5.1 – Les noms des centres commerciaux, marqueurs des étapes commerciales de la mondialisation par le bas à Médina J'dida et au Mūsī

Cliché a) A Médina J'dida, le centre commercial « *Istamboul* » situé dans la partie masculine du quartier, spécialisé dans les vêtements pour homme. **Cliché b)** Sur la banderole, qui tient lieu d'enseigne temporaire de ce nouveau centre commercial, on peut lire : « *markaz tujari al-'Imārāt* », ce qui signifie « centre commercial des Émirats (arabes unis) ». Il est situé dans la partie féminine et spécialisé dans les vêtements pour femme. **Cliché c)** Le « *mall al-mamlaka* » (« centre commercial Le Royaume »), sous-entendu le royaume saoudien, dans la ḥārat al-Yahūd au Caire, spécialisé, entre autres choses, dans la vente d'*abaya*-s pour femme. **Cliché d)** Le « *sūriya center* » (« centre La Syrie ») dans la ḥārat al-Yahūd, encore en construction, propose des vêtements pudiques pour femme. Crédits : A. Bouhali, avril 2012 (c, d), mars 2013 (b), mars 2014 (a).



I. 1. 3 A l'intérieur des centres commerciaux, une mise en scène des produits entre logique d'abondance et luxe

Le modèle globalisé du centre commercial a été transformé dans le cas du Mūsī et de Médina J'dida et adapté au contexte du marché urbain et populaire. En effet, la mise en scène des produits à l'intérieur des boutiques est bien différente de celle que l'on retrouve dans les centres commerciaux à destination des catégories les plus riches de la population.

Une partie des boutiques situées dans ces centres commerciaux, que ce soit au Caire ou à Oran, continue de présenter les marchandises en mettant en scène, plus que le produit lui-même, l'abondance du produit, montrant ainsi au client ou à la cliente, qu'il ou elle soit un professionnel de l'habillement ou un particulier, qu'il ou elle aura un choix pléthorique de formes, de couleurs, et de tailles en entrant dans le magasin. Comme dans les boutiques du quartier Barbès à Paris, « *c'est la présence et la diversité des marchandises qui frappent : leur abondance, voire leur débordement visible dans les magasins, dans les bacs de présentation disposés sur les trottoirs, dans les vitrines mais aussi dans les sacs mêmes des clients* » (LALLEMENT, 2010b, 137). Le stock est ainsi mis en spectacle devant les boutiques des centres commerciaux.

Le cliché a (photographie 5.2) montre par exemple la boutique d'un grossiste spécialisé dans le vêtement pour homme au Mūsī, boutique qui se trouvait dans un *mall* flambant neuf situé dans l'ancien quartier des papetiers. Les vêtements, enveloppés par petits lots dans des sachets en plastique, sont posés en tas, à même le carrelage de la boutique. Certains sont sortis de leur emballage et exposés sur des cintres et des mannequins afin que le client de passage puisse avoir une idée des produits vendus, mais la majorité des produits n'est pas exposée. Le grossiste a plutôt choisi de mettre en scène la capacité de son entreprise à répondre à une commande allant d'une demi-douzaine d'articles à une douzaine, voire à peine plus. La situation est la même à Médina J'dida, comme en témoigne le cliché b (photographie 5.2) qui montre quelques boutiques situées au rez-de-chaussée du vaste centre commercial « *al-Baraka* », qui venait à peine d'ouvrir lors de nos enquêtes en février-mars 2014. Les boutiques sont organisées comme toutes les petites boutiques plus anciennes de Médina J'dida : les marchandises sont soigneusement rangées à l'intérieur sur des étagères qui courent le long des murs, et le client doit passer par le commerçant pour pouvoir manipuler la marchandise, et débattre du prix. Quelques modèles sont mis en valeur à l'entrée sur des cintres, posés sur des cartons sur le trottoir, ou bien placés en vrac dans des bacs, en vue d'attirer le regard du chaland, le pousser à entrer dans la boutique et à s'adresser au vendeur, assis à côté de son comptoir ou posté à l'entrée du magasin.

PHOTOGRAPHIE 5.2 – Agencement intérieur des boutiques dans les centres commerciaux de Médina J'dida et du Mūsī

Cliché a) Dans le quartier du Mūsī, la boutique d'un grossiste spécialisé dans les vêtements pour homme. Elle se trouve au rez-de-chaussée d'un *mall* encore en chantier, très moderne, et pourtant, elle reprend les codes de la présentation des produits des boutiques plus classiques. **Cliché b)** À Médina J'dida, dans la partie masculine, au rez-de-chaussée du nouveau centre commercial « *al-Baraka*⁸ », les boutiques sont déjà ouvertes et exposent leurs marchandises – chaussures de sport et vêtements pour homme – de façon plutôt traditionnelle. Le trottoir est utilisé comme extension de l'espace de vente sur lequel les marchandises sont présentées, disposées sur des cartons. La clientèle n'a pas accès à tous les produits et doit s'adresser au vendeur pour manipuler les produits. Clichés : A. Bouhali, juin 2013 (a), mars 2014 (b).



Ainsi, même dans les boutiques qui ouvrent dans des centres commerciaux flambant neufs, la mise en scène des produits s'inscrit dans la tradition des souks : la médiation du commerçant est toujours nécessaire pour avoir accès au produit, et d'autant plus quand il s'agira de discuter du prix de l'article désiré. La présentation de la quantité est plus importante que celle de la qualité ou que le produit individuel, que ce soit à destination des particuliers ou des professionnels d'ailleurs. Seuls quelques articles sont extraits du lot pour pousser la clientèle à pénétrer dans la boutique.

Cependant, dans quelques-uns des centres commerciaux qui venaient d'ouvrir lors de nos différentes enquêtes, nous avons pu observer des changements par rapport à la présentation plus classique des produits, que ce soit dans les boutiques de grossistes ou dans celles qui s'adressent à une clientèle de particuliers. La mise en scène y était plus recherchée, parfois plus luxueuse, et impliquait dans un cas en particulier un changement important dans la relation entre clients et vendeurs : le centre commercial al-Dardīr (du nom de son propriétaire), spécialisé dans le linge de maison vendu au détail et en demi-gros. Ce *mall*, qui avait ouvert à la fin de l'année 2012, a été construit avec des matériaux luxueux. Le carrelage brillant, les tonalités blanches de la décoration, très sobres, le travail soigneux sur les éclairages, le fait que les boutiques soient délimitées dans l'espace du centre commercial par des vitrines derrière lesquelles sont exposés et soigneusement mis en valeur quelques articles, tout ceci se rapproche des codes esthétiques qui régissent les aménagements intérieurs des « *shopping centers* » plus luxueux des périphéries chics du Caire. De fait, les loyers s'en ressentaient, si on en croit un commerçant syrien⁹ qui louait une des boutiques du rez-de-chaussée pour un loyer très élevé.

À Oran, quelques boutiques de grossistes dans les centres commerciaux, plutôt que d'exposer l'abondance, proposaient également une mise en scène plus soignée et plus aérée, signe de la recherche d'un standing supérieur, le luxe jouant davantage avec le vide qui est signe de rareté et de singularité du produit. Cette présentation s'accompagne d'ailleurs en général des produits plus chers que le simple *made in China* : magasin de robes de mariage, qui sont des produits souvent coûteux, ou bien boutique de grossistes proposant des marchandises importées non pas directement de Chine mais d'Europe du Sud (France, Italie, Espagne), des filières réputées pour proposer des produits de meilleure qualité que le *made in China* à destination du marché algérien.

Cette association entre luxe de l'immeuble commercial et qualité des produits vendus

8. La « baraka », terme passé en français, désigne l'abondance de Dieu (en argent, en biens matériels, en bonnes choses pour la famille). Ce nom est très souvent donné aux nouveaux magasins ou centres commerciaux, que ce soit à Médina J'dida ou au Mūsķī. C'est en général un indice de la forte religiosité du propriétaire, voire de son appartenance à ou tout du moins sa sympathie envers le mouvement des Frères musulmans en Égypte.

9. Entretien réalisé en arabe avec l'aide d'un interprète le 29 avril 2013.

est particulièrement sensible dans le centre commercial BRAG, situé dans la partie « masculine » de Médina J'dida. Les finitions de cet immeuble de trois étages sont extrêmement soignées : marbre au sol, parement décoratif très coûteux aux murs, éclairage moderne, climatisation dans toutes les boutiques et dans les couloirs, rideau métallique à fermeture électrique. Le caractère relativement luxueux du centre commercial se retrouvait dans les boutiques, par la mise en scène des marchandises. Dans une des boutiques tenue par un grossiste, un exemplaire de chacun des modèles de chaussures de marque disponibles était exposé individuellement sur un petit présentoir en bois soigneusement fixé au mur. Les vêtements, là encore un exemplaire seulement de chaque modèle, étaient soigneusement pliés sur des cintres. La boutique ne croulait pas sous la marchandise, mais son propriétaire avait privilégié une mise en scène sobre, reflet du luxe et de l'exclusivité de ses produits. Car à la mise en scène soignée de la boutique répondait également la sélection soignée des produits. Le grossiste qui tient cette boutique n'achetait plus ses articles auprès des grossistes algériens mais préférait se rendre en France, en Italie ou en Espagne, à la recherche du *made in China* produit et vendu pour les marchés européens¹⁰. Il affirmait que ces produits correspondaient davantage à la mode recherchée par sa clientèle et étaient de bien meilleure qualité que le *made in China* bas de gamme à destination du Maghreb, certes meilleur marché mais au détriment du style et de la qualité de la finition. Il disait se rendre très régulièrement à Paris, au moment des soldes notamment, dans le 18^{ème} arrondissement. Il y achète des vêtements pour homme de marques internationales, pour lesquels il bénéficie de prix attractifs grâce à la dernière démarque. Il se rend également dans le quartier de République, où il sait pouvoir s'approvisionner dans un ou deux magasins proposant des vêtements de ces mêmes marques à des prix cassés toute l'année (type magasin d'usine). Enfin, il se rend à Marseille, dans le quartier de Bel-sunce, centralité commerciale qui fonctionnait avec le commerce à la valise et qui semble être toujours d'actualité (TARRIUS, 1987, 1995, 2002; PERALDI, 1999; MAZZELLA, 2004).

Enfin, dans de très rares boutiques de vente au détail, les commerçants ont installé un système de libre-service à destination de la clientèle, avec affichage des prix sur des étiquettes portant des codes-barres et antivols fixés au vêtement, sur le modèle des boutiques des centres commerciaux luxueux. Nous en avons visité une au Mūsī dans la ḥārat al-Yahūd, rue al-Saqāliyya, spécialisée dans la vente d'accessoires, de bijoux fantaisie et de menus objets de décoration de différentes origines (Turquie, Inde, Chine). Les prix étaient affichés pour l'achat à l'unité sur des étiquettes accrochés aux bibelots, portant des codes-barres. C'est également le cas du magasin « *Yabkam* » à Médina J'dida rue Maa-mar, ouvert en 2010 et spécialisé dans les vêtements et articles pour enfants, des produits relativement coûteux. Le gérant travaille uniquement avec deux vendeurs, dont le rôle est

10. Entretien réalisé le 5 juillet 2012 dans la boutique du commerçant.

de conseiller la clientèle et de tenir la caisse, et non de négocier les prix. Lors de l'entretien qu'il nous a accordé¹¹, le gérant du magasin a souligné que son patron, qui vend des produits de bonne qualité fabriqués en Algérie ou importés de Chine, de Turquie, d'Europe, a souhaité proposer un magasin sur le modèle des centres commerciaux que l'on trouve à Choupot, autre centralité commerciale du *made in China* plutôt à destination d'une clientèle de classes moyennes voire moyennes supérieures. Le souhait de ce patron était de proposer un modèle de consommation plus chic que celui de la petite boutique traditionnelle du type de celle qu'on trouve au marché couvert Sidi Okba, et cela passait entre autre par la mise en scène du produit et le changement complet de la relation de vente entre clientèle et vendeurs.

Ainsi, on a là l'exemple de réécritures du modèle du centre commercial, ou plutôt une hybridation du modèle du centre commercial avec celui de la boutique du souk. Ces centres commerciaux populaires révèlent dans leur aménagement intérieur et dans la mise en scène de la marchandise « *une idée du souk* » : ces centres commerciaux sont révélateurs des « *effets d'une mondialisation somme toute (...) "banalisante" mais qui diffuse un modèle indéfiniment reproduit, et en même temps un souci de conservation ou de re-création d'une identité propre* » (TROIN, 2010). Cette tendance, présente à la fois à Médina J'dida et au Mūsī, témoigne aussi de la volonté d'une partie des commerçants et propriétaires de centres commerciaux de monter en gamme et de s'adresser à une clientèle plus moderne, marquée par les modèles de consommation occidentalisés et qui souhaite y avoir accès. Ces nouveaux espaces marchands sont ainsi les « *reflets fidèles des changements intervenant dans les structures sociales, les modes de vie et de consommation, les modèles que se donnent les sociétés en profonde transformation dans l'ensemble du monde arabe. Ils traduisent aussi bien leurs aspirations, tout comme leur souci de se rattacher au reste du monde* » (TROIN, 2010).

I. 2 Les fêtes sacrées et profanes à l'aune de la mondialisation

Ce « *souci de se rattacher au reste du monde* » se traduit également sous la forme de l'importation de nouvelles habitudes de consommation qui se diffusent au Caire et à Oran, en particulier auprès des petites classes moyennes. Les objets importés véhiculent avec eux des formes de consommation qui jusqu'à présent n'existaient pas dans ces deux pays. C'est le cas de la fête de la Saint-Valentin¹² au Caire qui a fait son apparition dans

11. Entretien avec le gérant du magasin réalisé le 31 mars 2013.

12. Comme le souligne l'anthropologue A. Kreil, la Saint-Valentin est un « *phénomène international* », célébré également dans d'autres pays, notamment en Afrique ou dans d'autres pays arabes. Cependant, cette fête a été en partie égyptianisée dans les façons de la célébrer, dans les objets qui sont échangés à cette occasion, et dans ce que l'on fête, hésitant entre célébration de l'amour romantique et célébration de

la capitale au début des années 2000 « sous le nom de "Ayd el-Hubb", la "fête de l'Amour", ou "el-Falentayn", arabisation de la prononciation anglaise du prénom Valentin » (KREIL, 2011). Par l'importation de produits spécifiques, la mondialisation est également venue se glisser au milieu de fêtes religieuses, comme le ramadan au Caire, ou de rituels sociaux, comme le mariage à Oran. Les importations de marchandises *made in China* n'ont pas modifié en profondeur le rôle de ces deux marchés : ils demeurent aujourd'hui les espaces privilégiés dans lesquels les clientes et les clients sont sûrs de pouvoir se fournir en produits spécifiques propres aux rituels sociaux ou religieux. Tout en maintenant ces consommations de produits plus classiques, la commercialisation de produits d'importation a été « le mode d'entrée-clé » de nouvelles pratiques de consommation (KIMURA et BELK, 2005), de nouvelles habitudes marquées à la fois par la globalisation et l'hybridation avec les modes de consommation locaux. À travers la consommation de ces produits soit standardisés soit redessinés à l'aune de la tradition, c'est finalement la manifestation de la participation à la mondialisation des populations des classes populaires et des petites classes moyennes.

I. 2. 1 Diffusion de la Saint-Valentin au Caire depuis la ḥārat al-Yahūd : le rôle des articles d'importation

Suite à des enquêtes réalisées au Caire en 2008 et 2009, l'anthropologue A. Kreil avait remarqué « une très large diffusion dans les villes égyptiennes depuis une dizaine d'années » de la fête de la Saint-Valentin (KREIL, 2011). « *Phénomène social total* » qui questionne notamment le modèle du couple ou l'influence des médias occidentaux, la diffusion de cette fête est concomitante de l'arrivée et de la massification des flux de marchandises en provenance d'Asie du Sud et du Sud-est. A. Kreil note ainsi que, en plus de « la constitution et [du] renforcement d'un espace médiatique international », c'est bien la diffusion de « biens de consommation romantiques de masse » qui est à l'origine du développement de la fête dans la capitale égyptienne et du succès rencontré, notamment en direction des jeunes gens : « l'extrême disponibilité d'accessoires chinois à bas prix a, en effet, vraisemblablement considérablement aidé à l'implantation de la Saint-Valentin au Caire, où elle a essaimé dans tous les quartiers, riches ou populaires » (KREIL, 2011).

Le Mūsī étant la porte d'entrée au Caire des marchandises *made in China*, c'est là que l'on trouve des magasins qui commercialisent en gros ces articles saisonniers à destination des détaillants de l'agglomération cairote ou des consommateurs individuels. Lors de nos enquêtes entre février et avril 2012, nous avons eu l'occasion de découvrir dans la ḥārat al-Yahūd, centre marchand des menus articles de décoration et des jouets

l'amour familial (KREIL, 2011).

pour enfants, des boutiques qui proposaient encore les restes des articles commandés en Chine pour l'occasion. Ce sont la plupart du temps des ours en peluche, appelés « *dabdūb* », rouges de préférence mais qui sont déclinés dans d'autres couleurs et sous d'autres formes (comme des chatons), des cadres décoratifs portant des inscriptions romantiques bien souvent en anglais ou d'autres petits bibelots avec des cœurs (voir photographie 5.3).

PHOTOGRAPHIE 5.3 – Les articles *made in China* pour la Saint-Valentin dans la ḥārat al-Yahūd

Clichés a, b et d) Place al-Saqāliyya, les magasins proposent les ours en peluche rouges, les fameux *dabdūb*, dont une partie jeunes urbains raffole. Ces articles sont stockés dans des cartons devant une boutique spécialisée dans les menus articles d'importation. **Cliché c)** Dans la boutique d'un grossiste proposant des produits de décoration religieuse, visibles sur la gauche du cliché (éventails, blasons), les restes de la Saint-Valentin de 2012 : peluches et autres accessoires de décoration floqués d'« *I love you* ». Clichés : A. Bouhali, mars 2012.



Il n'existe pas à proprement parler de boutiques ne proposant que ce type d'articles. Certains grossistes de la ḥārat al-Yahūd, spécialisés dans la vente des produits religieux – tableau décoratif avec des calligraphies de textes religieux, boîtes pour contenir le Coran, etc. – en proposent aussi. C'est un moyen pour eux de relayer les creux de la vente d'articles religieux, dépendant du calendrier religieux, par la vente d'objets de décoration et de cadeaux pour la Saint-Valentin. Le cliché c (photographie 5.3) montre cette association cocasse entre des éléments décoratifs religieux et des cœurs rouges et autres bibelots plutôt kitsch portant l'inscription, en langue anglaise, « *I love you* », reliquats de la précédente Saint-Valentin. D'autres grossistes spécialisés dans les bijoux fantaisie ou encore dans les jouets pour enfants profitent également de cette nouvelle fête et bénéficient d'un autre moment où les petites classes moyennes seront prêtes à dépenser et à consommer pour témoigner à leurs proches de leur affection. Les ours en peluche sont devenus « *d'ailleurs aujourd'hui un signe conventionnel d'affection, y compris hors des fêtes amoureuses* » (KREIL, 2011), ce qui justifie pour les commerçants de conserver quelques étagères ou quelques bacs remplis de ces articles, y compris lorsque la Saint-Valentin est passée depuis plusieurs semaines.

Fêter la Saint-Valentin passe ainsi par la consommation de ces menus objets. Ce peut être interprété comme « *un signe d'urbanité et de cosmopolitisme* » (KREIL, 2011), même si cette fête ainsi que les valeurs et les produits qu'elle diffuse, sont régulièrement dénoncés. Certains y voient le signe de la domination de la culture occidentale en Égypte, d'autres critiquent le fait qu'il s'agit là d'une fête chrétienne ce qui serait contraire aux valeurs de l'islam. D'autres enfin dénoncent les dépenses liées à cette fête qu'ils jugent excessives (KREIL, 2011). Ainsi, un des grossistes proposant ce type de produits aux côtés d'autres articles religieux¹³, et manifestement très religieux lui-même¹⁴, reconnaissait proposer ce type de produits « *car ils se vendent bien* ». Mais il préférerait vendre des articles religieux, car c'était plus moral.

À travers les produits du *made in China*, c'est donc aussi une culture exogène, mondialisée, qui se diffuse parmi la clientèle du Mūsī. Et, par le média des détaillants qui viennent s'approvisionner au Mūsī en produits de la Saint-Valentin, c'est toute la ville, des boutiques jusqu'aux petits *koshk-*¹⁵ de rue qui proposent aux jeunes gens des classes populaires et moyennes des ours rouges ou des petits chats violets en peluche.

13. Entretien réalisé en arabe avec l'aide d'une interprète le 3 avril 2012.

14. Cet homme, qui avait une petite cinquantaine d'années, présentait sur le front une « *zebiba* », terme qui signifie littéralement « raisin sec ». Il s'agit d'une bosse en général de couleur sombre, située sur le front, dont la taille peut parfois être conséquente, et qui résulterait des prosternations effectuées lors de la prière cinq fois par jour et du frottement du front sur le tapis de prière. C'est le signe visible d'une piété qui se veut ostentatoire, l'« *expression reconnue de la ferveur* » (KREIL, 2006)).

15. Petit équipement démontable de vente de rue. Consulter le glossaire à la fin de la thèse.

I. 2. 2 Pénétration des produits *made in China* au cœur des fêtes traditionnelles : le cas du ramadan au Mūsķi et du trousseau de mariage à Médina J'dida

Mais ce ne sont pas uniquement des fêtes étrangères qui sont importées par les filières du commerce transnational en même temps que les produits. Les temps forts rituels, religieux ou non, sont eux aussi touchés et transformés par l'importation de ces produits *made in China*.

C'est le cas par exemple du ramadan. Au Caire, ce mois de jeûne et de fête est l'occasion pour la population musulmane d'allumer un *fanūs*¹⁶, c'est-à-dire une lanterne, à sa fenêtre, devant sa boutique, ou au-dessus des *hārāt* à l'intérieur des quartiers. Traditionnellement, ces lanternes sont fabriquées en métal argenté ou doré et en verre coloré dans des ateliers situés dans la ville ancienne du Caire, notamment dans le quartier qui se trouve au pied de Bāb al-Zuweyla. Depuis la fin des années 2000 et le début des années 2010, la presse égyptienne francophone et anglophone s'est fait l'écho de la dénonciation de ces lanternes importées majoritairement de Chine qui mettraient en péril les artisans lanterniers en leur faisant une compétition déloyale et en tirant les prix vers le bas¹⁷. Au moment de nos enquêtes à la veille du ramadan de juillet 2013, les rues de la *hārāt* al-Yahūd étaient en effet encombrées par de nombreux stands sur lesquels étaient disposées ces fameuses lanternes de toutes tailles et de toutes sortes, presque toutes importées d'Asie. Certaines de ces lanternes, fabriquées en tissu synthétique, reprennent d'ailleurs exactement les codes de quelques modèles égyptiens en utilisant les motifs des tissus traditionnels utilisés pour fabriquer tentes et coussins derrière Bāb al-Zuweyla (clichés a et b, photographie 5.4). Ce sont ces lanternes qui prennent une part du marché de la lanterne de ramadan égyptienne, car, en raison de leur origine, elles coûtent bien moins cher que les lanternes originales, dont le prix de vente a grimpé ces dernières années en raison de la hausse des prix des matières premières, et en particulier du métal. Ces lanternes sont aussi déclinées sous la forme de bibelots en plastique, de porte-clés, ou de lanternes magiques pour les enfants (cliché b, photographie 5.4). D'autres, lumineuses, musicales et montées sur roulettes, sont des jouets offerts pour les enfants à l'occasion de la fête.

16. Ces lanternes de ramadan se retrouvent également sur les marchés orientaux à l'occasion du mois de ramadan : en Palestine, au Liban, ou encore en Irak. Consulter notamment le diaporama en ligne sur le site du *Huffingtonpost Algérie* : http://www.huffpostmaghreb.com/2016/06/06/musulmans-ramadan-2016-ph_n_10320442.html page consultée le 5 août 2016.

17. Déjà en 2012 et 2013, il était question dans la presse que le gouvernement des Frères musulmans interdise les importations de lanternes *made in China*. Il aura fallu attendre le retour au pouvoir de l'armée pour que cette décision soit prise. En avril 2015, le ministère de l'Industrie et du Commerce a promulgué un décret ministériel (n°232/2015) « *interdisant l'importation des lanternes, et toutes sortes d'articles en cuivre et en étain dans le but de protéger certains métiers et promouvoir l'industrie nationale. Pourtant, cette décision ne concerne pas les contrats d'importation des fawānis Made in China signés l'an dernier, car le ministère ne pouvait empêcher leur livraison.* » Source : Dina Bakr, « Ramadan. Le fanous égyptien reprend la main », *Al Ahrām Hebdo*, édition du 17 juin 2015. En ligne, page consultée le 5 août 2016 : <http://hebdo.ahram.org.eg/NewsContent/1080/34/107/11791/Ramadan--Le-fanous-%C3%A9gyptien-reprend-la-main-.aspx>

Ces objets en plastique sont des marqueurs de la diffusion de modèles via la culture de masse. Ils sont en effet réalisés à l'effigie des héros de la culture mondiale occidentale et surtout nord-américaine que les enfants connaissent bien grâce aux chaînes par satellite. On trouvait ainsi des lanternes « *Sponge Bob* » (Bob l'éponge), petit personnage de dessin animé très à la mode parmi les jeunes Égyptiens comme les moins jeunes, « *Hello Kitty* » ou encore des Schtroumpfs (clichés b et c, photographie 5.4). Un autre modèle, s'adaptant avec une rapidité incroyable aux dernières évolutions politiques, et notamment au coup d'État de l'armée égyptienne était apparu dès l'été 2013 : la lanterne de ramadan mobile « maréchal al-Sissi » (cliché c, photographie 5.4), dont le succès ne s'est pas démenti les ramadans suivants si on en croit la presse nationale.

À côté de cet exemple cocasse mais non moins parlant des lanternes du ramadan au Caire, on trouve à Médina J'dida un bon exemple de la rencontre entre produits importés et adaptation aux particularités locales de la demande : le mariage, ou plus exactement, l'achat du trousseau en vue du mariage à Médina J'dida, qui fait aujourd'hui la part belle aux produits *made in China*. Du fait des nombreuses bijouteries, et en particulier celles spécialisées dans les bijoux en or, et des magasins de robes traditionnelles, Médina J'dida est un des hauts lieux d'Oran où les jeunes femmes qui préparent leur mariage, et donc leur trousseau, viennent faire les boutiques, accompagnées de leurs mères¹⁸. Lors de la cérémonie de mariage, les femmes oranaises doivent être parées de bijoux typiques de leur région, traditionnellement réalisés dans l'Ouest – comme les bracelets de cheville en cuivre de Tlemcen – et dont certains sont en matières précieuses – comme les multiples rangs de colliers de perles baroques que la mariée oranaise doit porter sur une des robes de la cérémonie. Avec l'arrivée des produits chinois, les futures mariées ont la possibilité d'acheter des parures entières de bijoux de pacotille pour des prix défiant toute concurrence, des « faux » particulièrement réussis. Des commerçants à Médina J'dida sont ainsi spécialisés dans ces bijoux fantaisie à destination des futures mariées. Le succès de ces produits est tel que l'un de ces commerçants¹⁹, grossiste et importateur, avait ouvert courant 2013 son quatrième magasin de bijoux fantaisie à Médina J'dida en plus d'une boutique de lingerie, et pratiquait à la fois la vente au détail et en gros. Certaines boutiques ont complètement changé de spécialisation commerciale pour se reconvertir dans les bijoux fantaisie. Celles donnant sur la place des Daouadj par exemple (nouvelle place Gounani Mohamed), qui étaient spécialisées lors de nos enquêtes entre 2011 et 2013 en vêtements et chaussures pour femme, vendaient pour nombre d'entre elles en 2014 ces bijoux fantaisie.

18. Source : enquête de terrain d'une demi-journée passée à Médina J'dida le 15 mars 2014 en compagnie d'une collègue qui préparait son mariage.

19. Entretien réalisé le 15 mars 2014 en arabe avec le gérant d'une des quatre boutiques, avec l'aide précieuse de notre collègue Nabila Moussaoui.

PHOTOGRAPHIE 5.4 – Les lanternes de ramadan *made in China* dans la ḥārat al-Yahūd, Le Caire

Clichés a et b) Des lanternes plus traditionnelles en tissu, qui reprennent les motifs des toiles vendues à Bāb al-Zuweyla (utilisées pour fabriquer des tentes). Mais ces lanternes sont couvertes d'un tissu synthétique qui trahit leur origine étrangère. D'autres modèles plus originaux sont également proposés. **Cliché c)** Lanternes à destination des enfants. On voit là la réactivité du marché : les lanternes de ramadan à la figure du maréchal al-Sissi ont fait fureur dès l'été 2013, détrônant *Sponge Bob* (Bob l'éponge) ou *Hello Kitty* (au premier plan de la photographie). Crédits : A. Bouhali, juin 2013 (clichés a et b) ; Mai Shaheen, 29 juin 2012, *Ahram Online*.



Ce succès des bijoux fantaisie serait à mettre au crédit de l'audience que rencontrait en 2013-2014 la série turque « Harim El Sultan²⁰ » auprès d'un public familial, qui se passe à l'époque du sultan turc Soliman Ier (16^{ème} siècle). Le goût pour cette série s'est également traduit par une adaptation des robes de mariées et des modifications de style concernant les caftans, avec un allongement des manches grâce à des traînes allant jusqu'à terre, afin que ces tenues ressemblent aux robes portées par les personnages féminins dans la série.

Les modèles culturels qui circulent parmi les consommateurs du Mūsī et de Médina J'dida et qui se retrouvent dans les produits *made in China* ne viennent donc pas uniquement du monde occidental. La globalisation culturelle se joue aussi entre pays musulmans, de la Turquie vers le Maghreb, de la péninsule arabique vers le Machrek et désormais le Maghreb.

Les produits *made in China* sont ainsi de bons indicateurs des transformations des modes de consommation tant au Caire qu'à Oran. On assiste à la fois à une certaine conformité avec la consommation de masse (QACHA, 2015), qui se manifeste par des lieux ou des fêtes particulières comme la Saint-Valentin, et en même temps à une adaptation de ces produits à des formes locales et spécifiques de consommation. Ces produits qui circulent traduisent également des influences culturelles diverses, et pas seulement des cultures occidentales en direction des cultures égyptiennes et algériennes. On note ainsi la récupération de modèles occidentaux, certes, mais qui sont passés au filtre émirati ou saoudien, et l'importance de modèles culturels venus d'autres pays comme la Turquie, dont l'influence gagne en importance et en visibilité dans ces deux pays, notamment à travers la production télévisuelle. Ce ne sont pas donc pas uniquement les produits qui circulent mais toute une culture de la consommation globalisée, dont les espaces commerciaux des classes populaires et moyennes sont un puissant révélateur.

II Les marchés du *made in China* : pour quelle(s) clientèle(s), et pour quelles pratiques ?

À côté de la diffusion de nouvelles pratiques culturelles, comme fêter la Saint-Valentin, et la construction de nouveaux espaces marchands inspirés de modèles urbains globalisés, on assiste également au développement de nouvelles pratiques de consommation de la part d'une partie de la clientèle qui s'approvisionne au quotidien dans ces marchés. Ceci se traduit par la pratique de la flânerie dans les rues commerçantes, ou encore les sorties au restaurant dans de nouveaux établissements, les *fast-foods*. Ces pratiques

20. Traduit en français sous le titre « Le Siècle magnifique ».

sont celles d'une clientèle qui jouit donc d'une « *situation de petite prospérité* » (DARBON, 2013) : les petites classes moyennes. Les commerçants ont su répondre aux désirs de consommation de cette clientèle, en mettant en œuvre des stratégies de vente particulières et en lui proposant des services qui répondent à ces envies.

Ces pratiques nouvelles sont plus visibles et plus développées à Médina J'dida qu'au Mūsķī, en lien selon nous avec le fait que les populations qui fréquentent ces centralités commerciales ne sont pas exactement les mêmes. Dans le contexte égyptien, la société est fortement polarisée. Les petites classes moyennes, notamment celles qui avaient fait l'objet de nombreuses politiques publiques durant les années nassériennes, ont subi un déclassement depuis l'ouverture économique du pays à partir des années 1970. Ces classes moyennes sont ainsi plus proches des classes populaires dans leurs pratiques urbaines et de consommation, tandis que les élites et les classes moyennes supérieures ont adopté des pratiques de consommation globalisées qui se déroulent à l'intérieur d'espaces fermés bien spécifiques, à l'écart des autres catégories sociales (DE KONING, 2009). Les petites classes moyennes comme les classes populaires ont été particulièrement fragilisées par la crise économique qui sévit en Égypte depuis 2008 et qui s'est largement aggravée en raison des troubles politiques à partir du début de l'année 2011. Les prix de l'alimentation se sont envolés lors de l'année 2011 en raison notamment d'une inflation très forte²¹, ce qui a considérablement grevé le budget des classes populaires mais également des petites classes moyennes. Cette crise était particulièrement visible dans les rues du Mūsķī, dans lesquelles la clientèle se faisait rare en février 2012, du jamais vu si on en croit tous les commerçants interrogés cette année-là. À Oran et plus largement en Algérie, les classes moyennes sont montées en puissance depuis les années 1970 (ABDI, 1985). Elles ont bénéficié de l'ouverture économique de l'Algérie après la décennie de guerre civile, ce qui s'est traduit par la création d'emplois publics et privés, une hausse des salaires et l'élévation du pouvoir d'achat. N. Kerdoud dans ses enquêtes fait ainsi le constat de l'alignement des ménages algériens sur les standards de la consommation mondiale (KERDOUD, 2012). De plus, ce manque de visibilité de pratiques plus globalisées au Caire s'expliquerait également par la différence concernant les usages des espaces publics et des rues commerçantes à Oran ou au Caire, plus spécifiquement autour de la place des consommatrices dans ces espaces. Tandis qu'en Algérie, « *la ville rend libre* » et « *les femmes [y] ont acquis une plus grande liberté de mouvement et de pratiques* », notamment en dehors de leur quartier d'appartenance (SEMMOUD, 2012) et dans les espaces commerciaux (DRIS, 2004), la situation est très différente au Caire, où les femmes sont exposées à des formes de violences et de domination qui ne les incitent pas à s'y attarder, bien au contraire. Ces conditions déjà défavorables n'ont d'ailleurs pas été améliorées par les troubles politiques

21. Par exemple, au début de l'année 2011, le prix du pain était de 30% supérieur à ce qu'il était l'année précédente à la même date.

qui ont suivi le printemps arabe de 2011.

En plus de comparer Médina J'dida et le Mūsķī, et afin d'observer et d'analyser plus finement ces pratiques des consommateurs et des consommatrices, nous avons également comparé les deux centralités commerciales avec d'autres espaces marchands dans lesquels nous avons mené des enquêtes. Il s'agissait de mieux comprendre de l'extérieur nos cas d'étude, en allant voir comment sont organisées et comment fonctionnent d'autres centralités commerciales situées dans la même ville ou dans d'autres villes du pays. Nous avons ainsi mené des observations dans le quartier de Choupot, nouvelle centralité commerciale oranaise en plein boom, également étudiée par A. Boudinar et S. Belguidoum (2015). Côté cairote, nous avons mené des enquêtes à la fois dans des espaces marchands plus privilégiés socialement, comme dans le quartier de Ma'ādi ou dans le marché de vêtements neufs et de seconde main importés d'Europe à Bulaq Abū 'Alā, et dans des espaces à destination des petites classes moyennes et populaires, comme le souk de Sayyeda Zeinab situé au sud de la ville ancienne et dans le souk Gaza à Zawiyya al-Ḥamra²².

Ainsi, tandis qu'à Médina J'dida on assiste au développement au sein des petites classes moyennes de pratiques de consommation globalisées qu'on avait plutôt tendance à trouver dans des quartiers commerçants plus huppés, les petites classes moyennes cairotes ne se distinguent pas vraiment des classes populaires dans leur pratiques de consommation.

II. 1 De nouvelles pratiques de consommation à Médina J'dida, le signe d'une montée en gamme du quartier ?

À la fois perçue par la clientèle et les commerçants comme une centralité commerciale importante et incontournable de l'agglomération oranaise et comme un marché permettant aux commerçants, installés ou de rue, de toucher une vaste clientèle, Médina J'dida est aussi décrite comme un marché populaire et donc un peu dangereux, qui abriterait des voleurs et qui serait risqué, au moins pour les sacs à main (voir chapitre 2). Nous ne nions pas la réalité de ces représentations : nous avons-nous-même été témoin des stratégies d'un groupe organisé de jeunes voleurs pour surveiller le quartier et repérer les victimes potentielles de leur prochain larcin et avons recueilli quelques témoignages d'agressions et de vols à la tire. De plus, une majorité de la clientèle est plutôt issue des classes populaires. Les vêtements portés par les clientes en sont un bon indicateur. Il est fréquent aujourd'hui par exemple de croiser des femmes âgées portant la tenue tradition-

22. Ce quartier est situé au Nord du Mūsķī en direction de Shubra al-Kheima et desservi par la rue Port-Saïd.

nelle composée d'un voile blanc couvrant la tête et les épaules assorti ou non d'un voile de visage. Les femmes sont également assez nombreuses à venir vêtues d'une djellaba passée rapidement sur leurs vêtements d'intérieur en été, ou d'un grand manteau couvrant en hiver, indices de leur respect d'un code vestimentaire pudique plutôt associé aux classes populaires. Enfin, les produits, en particulier ceux vendus sur les tables des petits vendeurs de rue, sont très peu chers. Cependant, la clientèle est plus diversifiée que cela si on y prête attention, et les prix pratiqués par les commerçants plus hétérogènes également si on pénètre dans les boutiques.

Nous soutenons donc que la Ville nouvelle, plus qu'un marché uniquement à destination des classes sociales les plus populaires d'Oran, est une centralité commerciale qui vise également une clientèle issue des classes moyennes. Cela passe à la fois par des produits un peu différents, plus haut de gamme et plus chers, vendus aux côtés des importations bas de gamme *made in China* et des articles textiles fabriqués dans des ateliers algériens à partir des tissus importés d'Asie. Les pratiques de consommation adoptées par la clientèle sont également un peu différentes de celles que l'on voit dans les rues-marchés, comme à la rue de la Bastille située en centre-ville, ou dans les marchés forains. Ces pratiques se repèrent à travers les types de service proposés à la clientèle, qui reste très familiale à Médina J'dida, ainsi qu'à travers les comportements de la clientèle. Nous pensons notamment à la flânerie, qu'on peut aussi plus simplement appeler des pratiques de *shopping* et qui est assez récente dans les espaces commerciaux algériens (BERGEL et KERDOUD, 2010; KERDOUD, 2015a).

Nos analyses s'appuient ainsi sur les observations réalisées à Médina J'dida et sur quelques discussions que nous avons eues avec des clientes dans différentes boutiques du quartier pendant nos entretiens avec les commerçants ou en étant nous-même cliente. La comparaison avec les observations réalisées dans d'autres centralités commerciales dans le quartier Choupot et aux Castors, deux centralités commerciales oranaises en plein essor ces dernières années, ou dans d'autres grandes villes algériennes²³, est un outil précieux pour mieux comprendre, de l'extérieur, les particularités de la Ville nouvelle et surtout celles de sa clientèle.

23. Nous avons eu l'opportunité de faire des enquêtes à l'été 2012 dans plusieurs grandes villes algériennes, Alger, Constantine et Sétif, ainsi que dans les nouvelles places marchandes de l'Est algérien, El Eulma et Aïn Fakroun, grâce à une bourse de recherche du programme américain *Dissertation Proposal Development Fellowship* du *Social Sciences Research Council*. D'autres collègues ont également étudié plus finement ces places marchandes, et nous nous servons ici de leurs travaux en appui de nos propres observations. Nous pensons notamment à S. Belguidoum pour El Eulma et Aïn Fakroun (BELGUIDOUM et MOUAZIZ, 2010; BELGUIDOUM, 2011), S. Choudra pour El Eulma (CHOUADRA, 2013), N. Kerdoud pour Constantine (BERGEL et KERDOUD, 2010; KERDOUD, 2012, 2015a,b), B. Benlakhlef et P. Bergel pour diverses villes de l'Est algérien (BENLAKHLEF et BERGEL, 2011, 2013), A. Boudinar à Choupot à Oran (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

II. 1. 1 S'adapter au goût (et aux moyens) de la clientèle issue des classes moyennes? Mode européenne et articles de sport de contrefaçon

Les commerçants de Médina J'dida ont su répondre aux envies de cette clientèle de petites classes moyennes, en s'adaptant à ses nouvelles pratiques des espaces marchands, à ses goûts, plus occidentalisés, et en lui proposant des articles différents du *made in China* « tout venant ». Ainsi, aux côtés de la filière asiatique, on trouve également d'autres filières qui passent par l'Europe du sud, héritières des anciens liens mobilisés dès les années 1980 par les trabendistes²⁴ (TARRIUS, 2002; PERALDI, 2005). Ces produits destinés au marché européen, quoique fabriqués en Asie et en Chine, et aujourd'hui importés en Algérie, sont des produits plus haut-de-gamme, ou tout du moins réputés pour être de meilleure qualité que le *made in China* à destination des pays maghrébins. Les prix s'en ressentent. Les modèles de ces articles passés par la filière européenne diffèrent des produits plus basiques à destination directement du marché algérien, et correspondraient davantage aux goûts et aux attentes de cette clientèle issue des classes moyennes.

Cette stratégie de vente est celle adoptée par un commerçant importateur d'articles *made in China* rencontré à Sidi Okba. Ce dernier, à peine trentenaire, et locataire d'un fonds de commerce à l'intérieur du marché couvert²⁵, commercialise des articles achetés en Europe. Ancien étudiant en droit à l'Université de l'USTO, il s'est reconverti dans le commerce, bien plus lucratif selon lui²⁶. Le commerçant venait de recevoir sa « *collection printemps* ». La petite échoppe était remplie de jeans moulants de couleurs vives, de baskets dorées et de chemisiers et autres T-shirts à manches courtes, tous achetés en France à Aubervilliers²⁷, et en Espagne, à Madrid ou à Alicante²⁸. Les produits qu'il propose sont plus chers que ceux qui arrivent de Chine sans faire le détour par l'Europe, mais la qualité en serait meilleure, et surtout, les modèles bien plus « *tendance* », comme cette paire de

24. Voir le chapitre 1 et le glossaire.

25. Une grande partie du marché couvert est en effet aujourd'hui dédiée à tout autre chose que l'alimentaire : chaussures, vêtements, lingerie, foulards, maquillage, etc.

26. Entretien réalisé en arabe (algérien) le 15 mars 2013 avec l'aide précieuse de notre collègue Fatima-Nabila Moussaoui. Un indicateur de la réussite sociale de ce jeune homme grâce au commerce transnational : son mariage avec la fille d'un professeur de médecine alors que ce commerçant n'a même pas obtenu sa licence de droit.

27. Le commerçant faisait sans doute référence au Centre International de Commerce de Gros France-Asie qui a ouvert récemment à Aubervilliers et qui accueille environ 250 boutiques de grossistes asiatiques proposant des vêtements, des chaussures et des accessoires de mode (CHOPLIN et PLIEZ, 2015).

28. Il n'achète que peu de produits à chaque fois, parfois à la valise. Mais, parce que le risque est gros de se voir saisir la marchandise par les douaniers et de devoir payer de grosses amendes, il préfère se faire livrer ses marchandises par conteneurs, parmi d'autres commandes réalisées par d'autres commerçants. Étant inscrit au registre du commerce comme détaillant, il passe donc par un prête-nom qui possède un registre du commerce lui autorisant l'importation. Ce dernier passe la commande, puis sous-déclare la valeur de la marchandise importée auprès des douanes algériennes en sous-facturant ses marchandises. Par exemple, un article payé 12 € sera indiqué comme ayant été acheté pour 1 ou 2 €, ce qui permet de payer des droits de douanes moindres, et donc de préserver ses marges.

baskets dorées qu'il nous tend et qu'on retrouvait effectivement ce printemps 2014 dans toutes les grandes métropoles françaises. C'est une clientèle « *qui peut se le permettre* » qui vient acheter dans sa boutique. Une partie de cette clientèle est constituée au moment des vacances scolaires par les immigrés de retour en Algérie. Les prix que ce jeune-homme propose sont moins chers pour ces immigrés grâce à un euro fort par rapport au dinar algérien, d'autant plus lorsque la clientèle fait son change au marché noir. Au quotidien, sa clientèle est composée d'habituées, comme cette cliente d'une quarantaine d'années avec qui nous discutons en français, venue avec sa fille adolescente. Elle est cadre dans l'administration de l'université de l'USTO et vient régulièrement dans cette boutique en raison du style moderne des vêtements, qu'elle achète à sa fille ou pour elle.

Du côté de l'espace masculin, ce sont plutôt les vêtements de sport de contrefaçon qui attirent la clientèle jeune et branchée. Une partie des boutiques propose des articles contrefaisant les grandes marques internationales. Là aussi on retrouve différents niveaux de qualité, du plus bas de gamme à destination d'une clientèle populaire ayant peu de moyens, au produit dont les finitions ne permettent pas à l'œil peu averti de distinguer l'article contrefait de la marque originale, si ce n'est bien-sûr son prix.

Médina J'dida touche ainsi une clientèle de classes moyennes de différents niveaux, qui reste néanmoins assez discrète dans les rues de la Ville nouvelle.

II. 1. 2 Flânerie et *fast-foods* en famille dans les rues de la Ville nouvelle

Autre indice d'un quartier qui se tournerait davantage vers les classes moyennes : les pratiques de consommation modernes qui sont proposées à la clientèle. Les enquêtes menées par N. Kerdoud et P. Bergel à ONAMA-El-Ghazi à côté de Constantine ont mis en évidence une évolution des pratiques de consommation des classes moyennes et notamment une occidentalisation qui passe par la pratique du *shopping*, autrement dit par la flânerie dans les espaces marchands. Cette pratique est encore relativement moderne en raison de la décennie noire des années 1990, pendant laquelle la rue, et en particulier la rue commerçante, a largement perdu de son importance : l'islamisation de la société l'a transformée en un « *espace de normativité renforcée, notamment pour les femmes* » tandis que les violences civiles la rendaient particulièrement menaçante (BERGEL et KERDOUD, 2010). Depuis la fin de la guerre civile, les rues connaissent un regain d'activité et d'attractivité, et en particulier les rues commerçantes. À ONAMA/El-Ghazi, N. Kerdoud et P. Bergel notaient la présence de jeunes couples venus faire du repérage pour aménager leur futur appartement familial, ou des femmes faisant du *shopping* entre amies. À Médina J'dida, ce sont les familles qui sont les plus nombreuses, ou tout du moins les plus visibles. Les groupes de jeunes femmes venues faire les boutiques entre amies existent bien, mais ils

sont moins nombreux que les femmes accompagnées de leurs filles, sans doute en raison de la réputation trouble du quartier contre laquelle nous avons été nous-même prévenue à plusieurs reprises. Pour pouvoir observer des groupes de jeunes filles flâner dans les rues, il faut plutôt se rendre à Choupot, un quartier qui se veut plus moderne et où le cadre urbain permet de flâner sous les arbres de l'avenue ou de s'asseoir en terrasse pour manger une glace ou boire un café, y compris lorsqu'on est une femme²⁹.

Un autre indice de la recherche de modernité commerciale à Médina J'dida à destination d'une clientèle plus classe moyenne serait celui du développement des restaurants types *fast-food* qui est allé croissant tout au long de nos enquêtes. Ces établissements de restauration rapide tranchent en effet avec les petites cantines traditionnelles par leur mise en scène et leur décoration intérieure de même que par les plats qu'ils proposent. Les cantines sont, contrairement aux *fast-foods*, très discrètes. Leur présence n'est bien souvent signalée par aucune enseigne publicitaire, ce qui indique qu'il faut les connaître pour s'y rendre ou bien avoir de la chance. Elles s'adressent en effet davantage aux commerçants et aux travailleurs du quartier, qui sont nombreux à y prendre leurs repas mais aussi à y tenir quelques rendez-vous professionnels, comme nous avons pu le faire nous-même avec certains d'entre eux.

Tandis que les cantines proposent des *shorbas* (soupes) et des plats du jour, les nouveaux restaurants *fast-foods* proposent pizzas, kebab, gratins de pâte et autres sandwichs modernes, nourriture plutôt d'inspiration occidentale ou en tout cas globalisée. Ces *fast-foods* s'adressent bien à cette clientèle familiale de petites classes moyennes : chacun de ceux dans lesquels nous avons pénétré proposaient une salle dite « familiale », c'est-à-dire réservée aux familles ainsi qu'aux couples et aux femmes seules ou en groupe. Or on ne trouve pas de telles salles dans les cantines, ou même dans les *fast-foods* et autres « crémeries »³⁰ situés à Choupot : les cantines parce qu'elles s'adressent avant tout aux commerçants, qui sont majoritairement des hommes, les *fast-foods* de Choupot car ils sont plutôt des lieux de sociabilités mixtes pour la jeunesse oranaise moderne. Rares au début de nos enquêtes, ces restaurants type *fast-food* n'ont cessé de se développer à Médina J'dida, en plus de ceux situés sur l'esplanade Tahtaha, d'abord discrètement dans les étages de centres commerciaux, jusqu'à occuper un petit immeuble entier³¹.

29. En Algérie, il est rare pour une femme de pouvoir s'asseoir dans les cafés, seule ou accompagnée d'un homme, ces lieux étant plutôt l'espace du masculin, même s'ils ne sont pas formellement interdits aux femmes.

30. Ce terme désigne les glaciers.

31. Au sujet de ce nouveau *fast-food* ouvert l'année 2014, nous avons eu vent qu'il s'agissait là avant tout d'une opération de blanchiment d'argent par le propriétaire. Quand bien même ce serait le cas, le choix d'ouvrir un *fast-food* montre en soi le choix d'un investissement dans un type particulier de restauration réputé rémunérateur car à destination d'un segment précis de la clientèle. C'est également un indice d'une occidentalisation des pratiques alimentaires en Algérie.

Ainsi, Médina J'dida est une centralité commerciale qui essaye de se diversifier en direction des petites classes moyennes et des classes moyennes médianes. Sa cible principale semble plutôt être la mère de famille, partie à la recherche de produits peu onéreux ou moyenne gamme pour pouvoir habiller toute la famille. Cependant, la présence des *fast-foods* et de ces boutiques qui essayent de monter en gamme et de se rapprocher un peu de l'offre commerciale proposée notamment à Choupot en direction des populations plus jeunes et plus branchées, montre que Médina J'dida est une place marchande qui se veut plus généraliste, au sein de laquelle les classes populaires et les classes moyennes peuvent se croiser et chacune y trouver son compte en termes de produits et de prix pratiqués.

II. 2 Des pratiques plus classiques au Mūsķī

L'image de quartier populaire de la ville ancienne continue d'être associée à la place marchande du Mūsķī, sans doute en lien avec l'histoire contemporaine de son peuplement (voir chapitre 1). Néanmoins, ce marché ne s'adresse pas uniquement aux classes populaires, même si elles semblent les plus nombreuses, et touche également les petites classes moyennes. Mais contrairement à la situation à Oran et dans d'autres villes d'Algérie, nous n'avons pas observé de transformations sensibles des pratiques de consommation de ces clientèles au Mūsķī. Les phénomènes que l'on observe à Médina J'dida – *shopping* et flânerie en famille, développement de services marqués par la globalisation et l'occidentalisation des pratiques culturelles – n'apparaissent pas dans les rues du cœur du commerce transnational au Caire.

Les importations massives de biens d'Asie du Sud-est vendus à faible prix ont certes permis l'accès à des produits standardisés à une clientèle très large, ce qui implique « *une extension des modes de consommations "standards" à des groupes sociaux à bas revenus* » (IRETON, 2006). Comme le note F. Ireton, cette diffusion auprès des plus pauvres passe d'abord par le média de la distribution de rue. Nous pouvons ajouter qu'elle passe auprès des classes populaires solvables – celles ayant accès à « *une petite prospérité* » pour reprendre les termes de D. Darbon (2013) – et des petites classes moyennes par les commerçants de produits *made in China* des boutiques en dur.

Les classes moyennes, présentes parmi la clientèle de la place marchande, comme cette famille croisée en juin 2013 dans la Ghūriyya et venue de Suez pour constituer le trousseau de mariage de la fille aînée (voir chapitre 2), sont pourtant discrètes, ou en tout cas difficiles à distinguer des classes populaires, les codes vestimentaires étant relativement semblables pour ces différentes strates sociales³². Ce sont les entretiens avec

32. Par exemple, le voile, c'est-à-dire le simple *hijab*, porté par les femmes ne permet pas de distinguer

les détaillants et quelques entretiens avec des clientes, au Mūsķī mais également dans d'autres marchés, qui nous ont permis de distinguer des nuances à l'intérieur de la foule qui se presse dans les rues du Mūsķī. Nous avons demandé aux commerçants à la tête d'une boutique de vente au détail quel(s) type(s) de clientèle venai(en)t se fournir chez eux, et comment ils caractérisaient les différentes zones du quartier en fonction du type de clientèle majoritairement présente. Leurs remarques permettent de dessiner une géographie de la répartition des consommateurs à l'intérieur du marché à partir des représentations des professionnels de la vente. Le quartier de 'Ataba serait ainsi plutôt tourné vers les classes moyennes, tandis que les classes populaires se rendraient plus volontiers dans le quartier proprement dit du Mūsķī ou à la Ghūriyya, ce dernier étant le quartier le plus populaire de tous, comme nous l'ont affirmé plusieurs commerçants. Certains parmi eux, afin de toucher les différents segments de cette clientèle, avaient d'ailleurs ouvert d'autres boutiques dans différents quartiers de la place marchande, voire à l'échelle de toute l'agglomération du Caire, dans le but de vendre à tous types de clientèles.

Le directeur d'un magasin de trois étages qui proposait du prêt-à-porter à destination de toute la famille, situé dans l'ancien grand magasin Tiring (voir chapitre 6), a ainsi souligné au cours d'un entretien³³ que l'entreprise familiale possédait plusieurs boutiques pour pouvoir toucher différentes catégories de la population. La boutique à 'Ataba dans laquelle a eu lieu notre entretien s'adressait plutôt aux clients de classe moyenne. L'aménagement intérieur s'en ressentait : à l'étage dédié aux vêtements pour femmes, des vendeuses, et non des vendeurs comme dans la plupart des petites boutiques plus traditionnelles et surtout plus populaires du quartier, accueillait les clientes. Ces dernières pouvaient disposer de cabines d'essayage, un service introuvable ailleurs. Les prix étaient également notés sur des étiquettes agrafées aux vêtements. Cette présentation tranchait considérablement avec de nombreux magasins du quartier du Mūsķī, et ressemblait beaucoup plus aux boutiques qu'on trouve par exemple à Wusṭ al-Balad et qui sont, elles, tournées explicitement vers les classes moyennes supérieures³⁴. De même, trois frères associés³⁵ dans le prêt-à-porter vendu au détail possédaient plusieurs boutiques dans toute la place marchande, développées à partir de l'implantation originelle de l'affaire paternelle rue al-Ghūriyya. Ils ont fait construire en 1997 un centre commercial (« *sharkat* ») dans la même rue en face de la petite boutique paternelle, avant ensuite

celles appartenant aux classes populaires de celles appartenant aux classes moyennes. En effet, dans les espaces publics, qui sont peu fréquentés voire évités par les femmes des classes moyennes supérieures et supérieures (DE KONING, 2009), la grande majorité des femmes égyptiennes ont la tête et le cou couverts, exception faite des femmes coptes.

33. Entretien réalisé en arabe le 6 juin 2013 avec l'aide d'une interprète.

34. Enquêtes menées dans quelques boutiques de prêt-à-porter et de chaussures à Wusṭ al-Balad, rue du 26-Juillet, rue Cherif et rue Fouad en juin 2013.

35. Informations données lors d'un entretien avec le directeur du centre commercial dont les frères sont propriétaires, situé dans la rue al-Ghūriyya, réalisé le 6 juin 2013 en arabe avec l'aide d'une interprète.

d'acheter trois autres magasins à 'Ataba et au Mūsķī proprement dit afin de profiter de la clientèle arrivant du métro et qui ne ferait pas le chemin nécessaire pour se rendre à la Ghūriyya ou qui ne souhaiterait pas s'y rendre du fait de sa réputation plus populaire que la zone commerciale de 'Ataba³⁶.

En dépit de cette apparente diversité de la clientèle, à la fois d'origine populaire et moyenne, et de sa mise en contact avec des produits standardisés et mondialisés, les pratiques des consommateurs et des consommatrices dans les rues commerçantes du Mūsķī restent majoritairement représentatives des pratiques de consommation du souk, pris au sens de marché populaire, et ce malgré l'introduction massive des produits globalisés et du développement de centres commerciaux modernes. En effet, au Caire, la flânerie est difficilement conciliable avec les espaces publics, en particulier pour les femmes. Bien que ces dernières aient acquis récemment des « *droits à l'usage des espaces publics* » au Maghreb comme au Machrek (DENÈFLE et MONQID, 2012), leur place dans la ville en Égypte en général et au Caire en particulier a été rendue encore plus difficile ces dernières années en raison de l'aggravation des violences faites aux femmes³⁷ (ABU AMARA, 2012; LACHENAL, 2015; PIQUEMAL, 2015). Cette situation est *de facto* peu propice au déplacement lent et sans but précis qu'implique la flânerie³⁸, même lorsqu'elle est pratiquée dans les espaces marchands (CAPRON et al., 2007). De fait, les clientes, et même les clients, ne se rendent au Mūsķī que pour faire des achats précis, et ne font pas de lèche-vitrine. Ainsi l'allure de la clientèle est-elle relativement rapide, et ce malgré les « bouchons » qui peuvent se créer au moment des pics de fréquentation en raison de l'étroitesse des passages laissés entre les tables des vendeurs de rue. Et, surtout, l'allure est toujours vigilante. Si elle n'est pas rapide, elle reste toujours affairée et semble constamment avoir un but précis³⁹. Ces agressions contre les femmes, non pas fréquentes mais toujours possibles, impliquent également le fait que les jeunes femmes ne se déplacent pas seules, mais restent le plus souvent sous la surveillance et la protection de leur mère ou de leur

36. À pied, en sortant de la station de métro, il faut presque une demi-heure de marche pour arriver à la Ghūriyya, en évitant les voitures si on passe par la rue al-Azhar ou en slalomant entre les clients si on marche dans la rue du Mūsķī, les seules artères à traverser la place marchande d'est en ouest.

37. Comme l'écrit la sociologue N. Abu Amara, « *le harcèlement sexuel contre les femmes en Égypte contient deux aspects, social et politique, qui contribuent à limiter les libertés individuelles, celles des femmes mais aussi des hommes dans cette société. Le "harcèlement social", c'est-à-dire l'agression verbale ou physique à l'encontre des femmes dans un contexte urbain dense, pourrait représenter une réaction aux tensions entre le conservatisme d'une grande majorité de la société égyptienne, et entre un mode de vie plus "libéral" disponible à travers les publicités, l'Internet, les vidéo-clips. La deuxième forme de ce harcèlement peut être perçue comme une violence politique, exercée à l'encontre des femmes, dans l'objectif de les dissuader de participer à la vie politique* » (ABU AMARA, 2012).

38. Les auteurs de ce chapitre de *Vies citadines* reprennent la définition proposée par Sansot, 1998 : « *avancer librement, lentement dans une ville pressée, n'attacher de prix qu'à la merveille de l'instant, dans une société marchande* » (CAPRON et al., 2007). Cette attitude est impossible à adopter dans les espaces publics cairotes. Voir introduction générale

39. C'est d'ailleurs un mode de marche dans la ville que nous avons nous-même adopté, que ce soit pendant et en dehors de nos enquêtes, d'autant plus que la plupart du temps nous marchions seule.

conjoint.

De plus, contrairement à Médina J'dida ou à d'autres centralités commerciales s'adressant aux classes moyennes supérieures au Caire, les services proposés à la clientèle ne témoignent pas de pratiques de consommation globalisées. On ne trouve pas de restaurants types *fast-food* accueillant les familles. Le seul exemple d'un tel établissement est un restaurant « Gad », célèbre chaîne de *fast-food* égyptien que l'on retrouve dans les quartiers plutôt classes moyennes au Caire⁴⁰. Cet établissement est situé à proximité de la place 'Ataba, du côté du métro, un indice peut-être de la présence discrète de ces petites classes moyennes parmi la clientèle qui fréquente le quartier et de l'orientation de ce quartier en direction de ce segment de consommateurs et consommatrices.

Ainsi, ces pratiques, alliant consommation de nourriture mondialisée et flânerie dans les espaces marchands et qu'on trouve à Médina J'dida, sont plutôt le fait des classes moyennes supérieures et sont adoptées dans des espaces fermés – *coffee-shops* du centre-ville, ou centres commerciaux – qui eux permettent des pratiques de *shopping* et de flânerie, ce que n'autorisent que fort rarement les espaces publics au Caire (DE KONING, 2005; ABAZA, 2006b, 2010). Les classes moyennes médianes ont plutôt tendance à fréquenter d'autres centralités commerciales qui ont une meilleure réputation, comme les boutiques plus chics et surtout plus chères du centre-ville moderne⁴¹, ou le marché de Bulaq, situé à côté du pont du 26 Juillet. Ce marché, anciennement spécialisé dans la fripe importée plus ou moins légalement d'Europe, est devenu ces dernières années le marché des vêtements de fin de série de marques européennes (type Zara, Camaïeu ou Etam) importées directement d'Europe, et achetées au moment des soldes par les commerçants⁴².

Ainsi, Médina J'dida et le Mūsķī, bien qu'elles soient toutes deux des centralités commerciales fréquentées à la fois par les classes populaires et les classes moyennes inférieures et médianes diffèrent dans les pratiques qui y sont possibles ou pas. Cela est dû selon nous au statut et aux usages des espaces publics, différents dans les contextes algérien et égyptien, ainsi qu'à la place de la femme, ici comme consommatrice, et aux possi-

40. On trouve des restaurants « Gad » surtout dans des quartiers plutôt classes moyennes, voire classes moyennes supérieures, comme Doqqi, Wusť al-Balad, Mohandessin et Ma'ādi, et même dans les villes nouvelles et les *new settlements* embourgeoisés de Six Octobre, de Sheikh Zayed et du technopôle Smart Village. La chaîne « Gad » s'est même développée à l'étranger, à Abu Dhabi par exemple, la présence de travailleurs égyptiens y étant très importante et constituant sa clientèle-cible principale.

41. Les boutiques de ce quartier s'adressent clairement par leurs prix aux classes moyennes aisées. Cependant, les rues de Wusť al-Balad sont utilisées par les classes populaires comme des espaces de flânerie à parcourir en famille le soir. D'après V. Battesti, ces quelques rues ainsi que les rares jardins publics ou espaces verts seraient les seuls vrais espaces publics du Caire (BATTISTI, 2004, 2009). Cependant, les classes populaires n'y consomment pas, si ce n'est des friandises achetées aux petits vendeurs de rue qui n'ont cessé de se développer jusqu'à leur déguerpissement à partir de 2014 et 2015, opérations menées par le gouvernorat du Caire, avec l'appui du nouveau gouvernement du maréchal al-Sissi.

42. Observations menées à plusieurs reprises dans le quartier et entretiens réalisés auprès de commerçants de Bulaq au printemps 2012.

bilités de déplacements qui lui sont offertes ou non. En Algérie, malgré les perturbations liées à la guerre civile dans les années 1990, on observe le développement de nouvelles pratiques de consommation, plus modernes et plus globalisées, qui se traduisent par la fréquentation de *fast-foods* et par la possibilité de flâner, tout du moins en famille, dans les rues de Médina J'dida, et ce en dépit d'une image un peu dépréciée. Cette situation n'est pas possible au Caire dans les rues du Mūsķī, les espaces publics marchands de ce quartier n'étant pas ouverts aux pratiques de consommation que l'on pourrait qualifier d'occidentalisées.

Conclusion

Les petites classes moyennes et les classes populaires participent ainsi via le commerce transnational à une certaine modernité commerciale. On assiste dans les rues du Mūsķī et de Médina J'dida à la diffusion de modèles de consommation qui sont autant d'indicateurs de la globalisation culturelle à l'œuvre parmi les classes populaires et une partie des petites classes moyennes. Dans le cas de Médina J'dida, cela s'accompagne de la transformation des pratiques citadines.

Le quartier du Mūsķī ne paraît pas aussi transformé que Médina J'dida. On ne flâne pas en faisant du *shopping* dans les rues commerçantes de la ville ancienne du Caire. Les espaces qui accueillent ces déambulations sont soit des espaces fermés, centres commerciaux ou *coffee-shops* à l'américaine situés dans les quartiers plus huppés de la capitale et fréquentés surtout par les catégories sociales moyennes supérieures et supérieures (DE KONING, 2009; ABAZA, 2010), soit certaines rues du centre-ville moderne (Wuṣṭ al-Balad) qui accueillent les déambulations diurnes et nocturnes de nombreux Cairotes issus des classes populaires et moyennes (BATTESTI, 2004).

À travers l'importation de modèles culturels et de pratiques de consommation, on constate à Oran que c'est également le rapport à la ville et à ses espaces marchands qui se transforme. Le commerce de petits produits globalisés participe d'une nouvelle citadinité, au moins dans les rues de Médina J'dida, la citadinité étant entendue comme la dimension sociale du rapport à la ville, les modalités du vivre en ville (BERRY-CHIKHAOUI, 2009). À travers les espaces marchands, ce sont les modalités de fréquentation des espaces publics qui se transforment, et en particulier celles des femmes. Même dans une centralité commerciale *a priori* populaire, l'espace public de la ville marchande n'est plus seulement un lieu de passage mais devient un lieu de déambulation et de flânerie.

Les articles du *made in China* sont désormais pour partie vendus dans des centres commerciaux d'un type nouveau et jusqu'alors réservés à des espaces urbains économi-

quement et socialement privilégiés. Le commerce transnational imprime ainsi sa marque, non seulement sur les modes de consommation, sur la structuration spatiale des deux quartiers-marchés mais également sur le tissu urbain en étant à l'origine d'un puissant renouvellement urbain, objet du chapitre suivant.

Chapitre 6

Les formes urbaines du commerce du *made in China*. Aspects spatiaux du renouvellement urbain à Médina J'dida et au Mūsķī

Sommaire

I	Transformation des paysages de la ville marchande	223
I. 1	La dégradation du tissu urbain, une opportunité pour le renouvellement urbain	224
I. 2	Les formes de la rénovation urbaine : une nouvelle image de la modernité commerciale	231
I. 3	Un rythme de construction effréné : montée des prix et soupçons de spéculation immobilière	240
II	Un renouvellement urbain au service de toute la filière : des marges en plein développement	251
II. 1	La diffusion de la fonction d'entrepôt dans les quartiers-marchés et leurs marges	252
II. 2	La construction de bureaux à destination des importateurs dans les périphéries du Mūsķī	260
II. 3	Accueillir les commerçants de passage : développement de la fonction hôtelière à Médina J'dida	262

DANS LEUR OUVRAGE collectif portant sur les places marchandes en Méditerranée, F. Mermier et M. Peraldi font l'éloge de la place du marché dans le bassin méditerranéen, « *porteuse d'une vitalité urbaine* » (MERMIER et PERALDI, 2010). Pour les deux chercheurs, cette vitalité s'exprime par la diversité des formes spatiales adoptées par le commerce, des plus traditionnelles – boutiques, marchés de rue – jusqu'aux plus contemporaines – les *malls*, autrement dit les centres commerciaux modernes qui sont « *si prisé[s] au Maghreb comme au Machrek* » (MERMIER et PERALDI, 2010). Les observations menées à Médina J'dida et au Mūsķi et les entretiens réalisés auprès des commerçants et des propriétaires immobiliers ont permis de mettre en évidence que cette vitalité urbaine s'y exprime par un puissant et rapide renouvellement urbain renvoyant au dynamisme commercial vigoureux du commerce transnational.

Dans le chapitre 4, il s'agissait de montrer que les transformations paysagères qui touchaient le Mūsķi et Médina J'dida étaient intimement liées à l'importation de produits estampillés *made in China*, entraînant à la fois une réécriture de la forme urbaine du souk, et la recomposition des modèles et des pratiques de consommation de la clientèle (chapitre 5). Dans ce chapitre analysant les transformations paysagères en cours, l'enjeu est de montrer que l'insertion spatiale du commerce transnational dans ces deux places marchandes et la vente de marchandises d'importation en modifient profondément les formes bâties. De nouveaux immeubles commerciaux sont donc construits par des entrepreneurs marchands désireux de développer leur affaire ou des propriétaires cherchant à profiter du boom commercial du quartier¹, répondant ainsi aux besoins liés à toute la filière du commerce transnational : besoins en nouveaux espaces de vente en gros et au détail, de bureaux d'import et d'espaces de stockage.

La morphologie assez souple de ces deux quartiers, héritée de plusieurs siècles d'histoire urbaine (chapitre 1) et bien souvent dans un mauvais état de conservation, a offert à ces deux quartiers des possibilités originales de reconversion et de transformation. Le développement et l'affirmation du commerce transnational dans ces quartiers-marchés anciens entraînent ainsi des recompositions urbaines nouvelles depuis la fin des années 1990. La dégradation du bâti, par les possibilités de rénovation urbaine qu'elle permet, a en effet été un des facteurs favorisant de profondes transformations paysagères de Médina J'dida et du Mūsķi. Le commerce des produits *made in China* a été à l'origine d'une nouvelle vague de renouvellement urbain. On remarque ainsi la persistance des formes anciennes du commerce qui ont été remodelées et réhabilitées pour bénéficier également du dynamisme économique et commercial, et le développement de nouvelles formes urbaines qui jusque-là n'existaient pas dans ces centralités commerciales populaires.

1. La question des acteurs privés à l'origine du renouvellement urbain de Médina J'dida et du Mūsķi sera traitée plus finement dans le chapitre 8.

Ce sixième chapitre propose dans un premier temps de montrer que le mauvais état général du tissu urbain, tant au Caire qu'à Oran, a favorisé un renouvellement commercial qui se traduit à la fois par la réhabilitation sélective de certains immeubles commerciaux et la construction de nouveaux pour la vente en gros, demi-gros et au détail d'articles *made in China*. Ce vaste mouvement de démolition-reconstruction et de réhabilitation à l'intérieur des deux places marchandes est source d'un rythme de construction très rapide, qui s'accompagne également d'une pression importante sur les prix de l'immobilier. Ces processus soulèvent la question d'une spéculation immobilière à l'œuvre dans ces deux quartiers : ce dynamisme urbain, en plus de répondre à la demande en locaux commerciaux, serait aussi le résultat de la recherche par des investisseurs de placements dans la pierre rentables rapidement. Le renouvellement urbain à l'œuvre entraîne également, dans un second temps, le développement d'immeubles commerciaux d'un autre genre, tant au Mūsķī qu'à Médina J'dida : création d'espaces de stockage, y compris au cœur de ces quartiers commerçants, construction de locaux accueillant les bureaux des importateurs dans le cas du Mūsķī, et développement de la fonction hôtelière à Médina J'dida à destination des commerçants de passage pour affaire. C'est donc toute une filière commerciale qui se construit économiquement et spatialement au Mūsķī et à Médina J'dida, d'amont en aval.

I Transformation des paysages de la ville marchande

Tout au long de nos enquêtes, nous avons pu constater le développement extrêmement rapide de chantiers de construction au beau milieu de Médina J'dida et du Mūsķī, et la multiplication de nouveaux immeubles commerciaux, en remplacement du tissu urbain plus ancien. Cette nouvelle phase de dynamisme urbain et commercial est directement liée à l'ancrage du commerce transnational dans ces deux quartiers depuis la décennie 1990. Des études plus anciennes faisaient déjà état de la constructions d'immeubles dès la fin des années 1980 au Caire, et le début des années 1990 à Oran (AMMAR, CHARARA et MADCEUF, 1999). Mais ce processus de renouvellement urbain s'est véritablement confirmé voire accéléré depuis le début des années 2000, si l'on en croit les commerçants et les propriétaires d'immeubles récents que nous avons pu interroger à Médina J'dida et au Mūsķī.

Ces deux quartiers, en raison de l'état souvent mauvais voire très dégradé des bâtiments à usage résidentiel ou commercial, représentent une opportunité foncière pour les propriétaires immobiliers et les commerçants à la recherche d'un terrain à bâtir ou à reconstruire, dans un contexte de montée des prix de l'immobilier et face à une demande croissante en locaux commerciaux. Tout immeuble qui tombe en ruines est une nouvelle

possibilité de développement immobilier et commercial dans un marché tendu. Les acteurs privés – commerçants, propriétaires immobiliers – ont ainsi la possibilité de façonner ces quartiers et de mieux les adapter à la vente et au stockage des produits d'importation. Les paysages commerciaux, et en particulier le parc commercial, c'est-à-dire « *les magasins et (...) leur assemblage linéaire (rues, passages, corridors)* » (SOUMAGNE, 2008), en sortent profondément transformés, à la fois par des opérations de réhabilitation et des opérations de rénovation urbaine². Derrière ces remodelages urbains se dessinent des mécanismes immobiliers : le développement à la fois urbain et commercial de Médina J'dida et du Mūsī a pour conséquence une montée spectaculaire des prix de l'immobilier sur ces dix dernières années, ce qui pose la question de l'existence d'un mouvement de spéculation.

I. 1 La dégradation du tissu urbain, une opportunité pour le renouvellement urbain

La littérature scientifique existante s'est largement fait l'écho de la profonde dégradation dont a souffert le tissu urbain de Médina J'dida et du Mūsī dans la seconde partie du 20^{ème} siècle et qui a favorisé le développement d'activités nouvelles tant à Médina J'dida que dans la vieille ville du Caire (VOLAÏT, 1987; MEYER, 1988, 2000; EHLERS, 1988; AMMAR, CHARARA et MADŒUF, 1999). M. Volait décrivait ainsi à la fin des années 1980 dans la vieille ville du Caire « *une activité fébrile de construction, au point que les bâtiments, tout à fait contemporains, voire franchement récents, ont envahi le tissu ancien* ». L'historienne notait également un processus d' « *écroulement du bâti [qui] aurait ainsi chassé les "anciens" migrants installés dans la vieille ville (...). Et lorsque les parcelles n'ont pas été immédiatement rebâties, les activités semi-industrielles se sont fort bien accommodées de ces espaces à ciel ouvert dégagés par les ruines* » (VOLAÏT, 1987). L. Ammar, M. Charara et A. Madœuf avaient également remarqué à la fin des années 1990 que « *les constructions récentes à usage commercial, artisanal et industriel (...) pren[ai]ent une part croissante de la constitution du tissu actuel* » et remplaçaient d'anciens immeubles résidentiels (AMMAR, CHARARA et MADŒUF, 1999). À Médina J'dida également, nombreux sont les auteurs à souligner également l'existence d'un bâti en mauvais état général à la fin des années 1990. B. Semmoud décrit des conditions d'habitat dégradées à Médina J'dida, en lien avec un bâti ancien et abîmé, et la tendance des « *activités de commerce et d'entrepôt [à] phagocyt[er] progressivement l'habitat (...) globalement médiocre* » (SEMMOUD,

2. La réhabilitation désigne des « *procédures visant la remise en état d'un patrimoine architectural et urbain longtemps déconsidéré et ayant récemment fait l'objet d'une revalorisation économique, pratique et/ou esthétique (...). [Cela] suppose un respect du caractère architectural du bâtiment* ». La rénovation urbaine quant à elle implique « *la démolition en vue d'une construction nouvelle, d'un secteur urbain* », terme impropre donc pour désigner un processus de démolition-reconstruction (MERLIN et CHOAY, 2015).

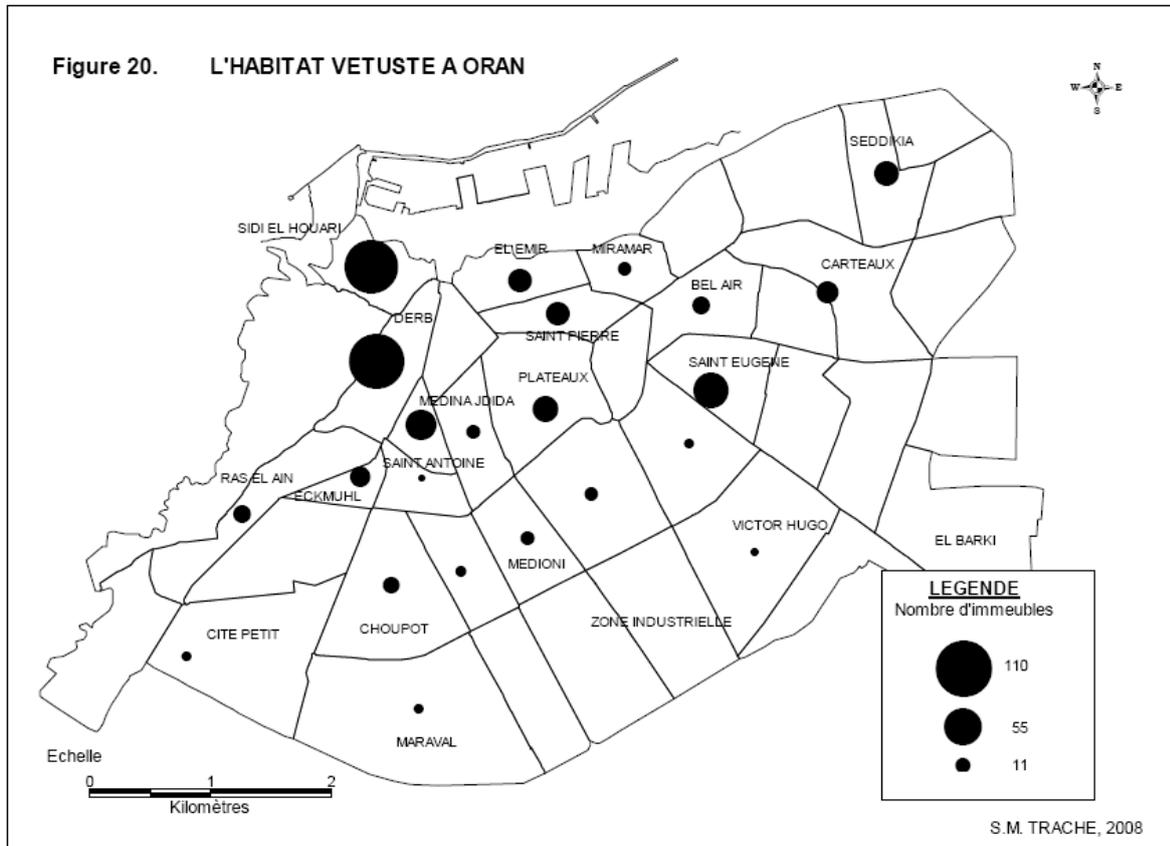
1995, 59). Cette dégradation générale a des causes différentes selon le contexte urbain (chapitre 3). À Oran, cela s'explique par le statut très flou de la copropriété en lien avec le peuplement par substitution des quartiers anciens lors de l'indépendance : les habitants qui sont venus remplacer les colons ont profité de « biens vacants » de l'État dont ils ont parfois pu devenir propriétaires dans les années 1980, mais sans qu'il n'y ait de mise en place de mécanismes de gestion de la copropriété (BAZIN, 2013). En Égypte, les loyers des immeubles résidentiels anciens ont été bloqués à l'époque nassérienne en raison de la très grande pénurie de logements. Les loyers de certains immeubles sont ainsi restés à leur niveau des années 1950, d'où l'impossibilité pour les propriétaires d'avoir les fonds permettant un entretien régulier des bâtisses. Les populations résidentes ont eu tendance à quitter progressivement ces quartiers dégradés et à partir en périphérie, grâce notamment aux politiques publiques de lutte contre l'habitat insalubre qui ont permis le relogement d'une partie d'entre elles en périphérie (Oran) ou au développement de l'habitat spontané à l'initiative des populations citadines (Le Caire)³, laissant le champ libre à la reconversion des appartements en locaux à usage professionnel industriel (le Mūsķī) ou commercial (Médina J'dida).

L'état général du bâti dans les deux quartiers-marchés étudiés ne s'est pas amélioré depuis ces derniers constats, comme l'ont montré nos enquêtes de terrain. Sa dégradation, hier un facteur de départ des populations résidentes, est aujourd'hui devenue propice au développement des activités commerciales spécialisées dans l'import et la vente de produits *made in China*, car elle favorise bien souvent la destruction de ce tissu endommagé et la reconstruction d'immeubles neufs, plus adaptés aux formes contemporaines du commerce (chapitre 5).

La carte 6.1, réalisée par le géographe S.-M. Trache à l'échelle de l'agglomération oranaise, montre ainsi que les quartiers centraux, donc les plus anciens, sont les plus touchés par le processus de dégradation de l'habitat. Après Sidi el-Houari, le noyau originel oranais, et le Derb, l'ancien quartier juif de la ville coloniale, Médina J'dida est elle aussi très touchée, tandis que Saint-Antoine l'est un peu moins. S.-M. Trache recense ainsi une cinquantaine d'immeubles vétustes dans le quartier en 2008.

3. Voir à ce sujet l'article du sociologue L. Bazin (Bazin, 2013) pour la question du traitement de l'habitat insalubre côté algérien en général et dans le cas oranais en particulier, et les travaux de G. El Kadi (EL KADI, 1994) au sujet des politiques d'urbanisation et de logement au Caire.

CARTE 6.1 – L’habitat vétuste à Oran. Source : (TRACHE, 2010)



Néanmoins, cette dégradation est parfois difficilement visible dans les ruelles de Médina J'dida ou dans celles du Mūsķī. En effet, les façades des immeubles ont tendance à disparaître sous la profusion des articles *made in China* que les commerçants accrochent très souvent à même la façade, et ces produits dissimulent de fait le mauvais état général du bâtiment et de la boutique. De même, l'étroitesse des rues, leur encombrement et la hauteur souvent conséquente des immeubles résidentiels et commerciaux, en particulier au Caire, ne permettent pas toujours à l'observateur d'avoir un point de vue bien dégagé sur les immeubles. Réussir à observer les espaces marchands oranais et cairotes de haut, depuis les étages des centres commerciaux voire les toits-terrasses des bâtiments les plus élevés du quartier dans le cas du Caire, ou prévoir des moments d'observation lors des journées de fermeture des boutiques ont été deux moyens d'observer plus facilement et plus sereinement les bâtiments et de faire un état des lieux plus précis du tissu urbain. Que ce soit au Caire ou à Oran, nous avons ainsi pu remarquer qu'une partie non négligeable des immeubles, qu'ils soient résidentiels et/ou commerciaux, était dans un état de délabrement souvent avancé (photographies 6.1 et 6.2).

PHOTOGRAPHIE 6.1 – Des immeubles dans un état de dégradation avancé, voire très avancé à Médina J'dida

Cliché a) Dans la portion nord-est du quartier, l'état de dégradation de l'immeuble au premier plan n'a pas empêché le lancement de travaux de création d'un étage supplémentaire. **Cliché b)** Le rez-de-chaussée de ce petit immeuble est aujourd'hui encore utilisé comme local commercial, et ce en dépit du mauvais état général de la bâtisse. **Cliché c)** Ce petit immeuble commercial situé face au marché Sidi Okba est tombé en ruines à la fin de l'année 2012. **Cliché d)** Un ancien hammam, le dernier encore debout, aujourd'hui, a été reconverti en un immeuble mixte, entre appartements résidentiels dans les étages et locaux commerciaux au rez-de-chaussée. **Cliché e)** A droite, le premier étage de l'immeuble le plus ancien, mal entretenu, est occupé par un appartement privé, qu'on remarque grâce à l'antenne satellite et aux rideaux des fenêtres. Crédits : A. Bouhali, mars 2013 (a, b, c et e) et 2014 (d).



PHOTOGRAPHIE 6.2 – Des immeubles anciens dans un état de dégradation avancé, voire très avancé au Mūsī

Cliché a) Rue al-'Isīlī, vue depuis le toit de l'immeuble Tiring. Les toits des immeubles donnent un bon aperçu de leur mauvais entretien général. **Cliché b)** Dans les ruelles situées à l'ouest de la Ghūriyya, le premier étage construit en bois de ce très vieil immeuble résidentiel est en très mauvais état. **Cliché c)** Rue al-Azhar, derrière le centre commercial en construction, on aperçoit des bâtiments bien plus anciens, comme en attestent les briques utilisées pour la construction, et qui menacent ruine. **Cliché d)** Vue de la ḥāra Disūqī depuis le toit de l'immeuble Tiring, avec à l'arrière-plan la rue al-Ġaysh. Les petits immeubles bas situés au premier plan sont mal entretenus, comme en atteste l'état de leurs toits-terrasses. Au second plan, l'immeuble résidentiel, datant du début du 20^{ème} siècle, n'est pas en très bon état non plus. Crédits : A. Bouhali, juin 2013.



L'immeuble que l'on voit sur le cliché d (photographie 6.1) est un exemple de ce type d'habitat vétuste. Il s'agit d'un ancien hammam ⁴, dont les étages accueillent aujourd'hui des appartements, tandis que le rez-de-chaussée est occupé par deux petits locaux commerciaux. De même, l'immeuble de droite sur le cliché e, dont l'architecture indique qu'il a été construit dans la première moitié du 20^{ème} siècle (balcons en fer forgé, moulures sur la façade, toit-terrasse), est un immeuble mixte : le rez-de-chaussée est occupé par

4. Le quartier de Médina J'dida comptait plusieurs bains turcs, qui ont presque tous été détruits et/ou reconvertis en locaux commerciaux. À notre connaissance, il ne reste que ce dernier hammam.

des locaux commerciaux, tandis que le premier étage est un appartement occupé par des habitants, comme en attestent les rideaux qui obstruent les fenêtres et l'antenne satellite, deux caractéristiques de base des logements algériens. Il s'agit ainsi des derniers immeubles dont la construction remonte à la deuxième mutation d'Oran, qui a vu une nouvelle phase de constructions de petits immeubles mixtes en matériaux solides au tournant du 20^{ème} siècle (chapitre 1), les autres immeubles de cette époque ayant été progressivement détruits et remplacés par des locaux commerciaux au style architectural plus moderne, comme nous le verrons un peu plus loin.

Le mauvais état de ces bâtiments encore résidentiels peut parfois entraîner leur effondrement. C'est ce qui s'est passé sur le cliché c⁵ (photographie 6.1) pris à Oran en mars 2013. Ce terrain, situé face à l'entrée principale du marché couvert alimentaire Sidi Okba, accueillait jusqu'à la fin de l'année 2012 une vieille bâtisse du début du 20^{ème} siècle, dont le rez-de-chaussée était occupé par un local commercial proposant de la lingerie et des vêtements d'intérieur pour femme. Très mal entretenu depuis de nombreuses années, il s'est finalement écroulé au tout début de l'année 2013, comme nous l'a indiqué un habitant de Médina J'dida avec qui nous avons fait une visite du quartier un matin de mars 2013. Néanmoins, le vide qu'il a laissé s'est rempli rapidement : profitant de ce terrain temporairement vacant, encore recouvert de décombres, des vendeurs de rue se sont appropriés la parcelle et y dressent leurs étals les jours d'ouverture du marché, afin de bénéficier de cet emplacement inespéré le long d'une des rues les plus passantes et les plus commerciales de Médina J'dida.

Au Caire, les bâtiments de la vieille ville sont eux aussi en mauvais état en raison d'un manque d'entretien certain, lié à la paupérisation des locataires du quartier, aux effets négatifs de densités de peuplement extraordinaires dans les années 1960 et 1970, et au blocage des loyers depuis les années 1950 (chapitre 1 et 3). Cette situation a été aggravée au début des années 1990 par un violent tremblement de terre qui a secoué la capitale égyptienne le 12 octobre 1992⁶, ce qui a *de facto* accéléré le processus de dégradation à l'œuvre depuis plusieurs décennies. G. El Kadi, dans une revue de presse réalisée peu après cet événement, fait le constat suivant :

« *le tremblement de terre du 12 octobre [1992], d'une amplitude inférieure à 6*

5. Le cliché a été pris un vendredi après-midi du mois de mars 2013, journée de fermeture pour les commerces de Médina J'dida, d'où le fait que les ruelles soient complètement désertes. En mars 2013, nous n'avions pas réussi à savoir quelle construction remplacerait l'immeuble ruiné. D'après un habitant du quartier, rencontré à plusieurs reprises au printemps 2012 puis au printemps 2013, cet immeuble appartenait à la municipalité d'Oran et dépendait du marché Sidi Okba, mais nous n'avons pas pu vérifier cette information auprès des autorités compétentes.

6. B. Florin, citant des sources journalistiques, fait état de 208 morts, 800 immeubles détruits et 9 000 bâtiments détériorés, uniquement dans le gouvernorat du Caire. La vieille ville, du fait de ses bâtiments dont certains sont très anciens, a été particulièrement touchée (FLORIN, 1995).

[sur l'échelle de Richter], n'est pas entièrement responsable des dommages causés aux constructions en milieux urbain et rural. C'est l'état de délabrement avancé des vieux immeubles et la mauvaise qualité des constructions neuves qui sont à mettre en cause. (...) Les causes de cette situation sont bien connues. Dans la vieille ville, c'est l'absence d'entretien, l'augmentation des densités et, plus récemment, la remontée de la nappe phréatique et des eaux usées qui ont contribué à la détérioration et à la ruine des habitations dans ces secteurs. (...) Le séisme n'a fait qu'accélérer un processus qui était en cours, ou plutôt, il a exécuté des décisions qui étaient restées lettre morte à ce jour. Seulement, le séisme n'a accompli qu'une infime partie du travail : des dizaines de milliers d'immeubles vétustes sont encore debout, mais ils sont sérieusement endommagés, à tel point que "le passage d'un tracteur dans la rue peut provoquer leur écroulement", comme le constate avec humour le président du département du béton armé au Ministère de l'Habitat (Huruyyatī, 18/10). » (EL KADI, 1993).

Les effets conjugués de la dégradation sur le long terme du bâti de la vieille ville et le coup d'accélération donné par le séisme de 1992 se font encore ressentir aujourd'hui, comme en ont témoigné différents propriétaires d'immeubles au cours d'entretiens. Cette situation a ainsi facilité le processus de renouvellement à l'œuvre au Mūsī. Quelques propriétaires ont en effet mentionné que l'état de vétusté avancé de leur bien, en partie accentué par le tremblement de terre, leur avait donné l'occasion d'abattre l'immeuble en question et de construire à la place un nouvel immeuble commercial⁷. À la suite du tremblement de terre, l'administration locale avait en effet autorisé la destruction des immeubles considérés comme trop dangereux pour accueillir des habitants et obligé ces derniers à quitter leur logement⁸. Certains propriétaires y ont alors vu une opportunité pour reconstruire sur la parcelle ainsi libérée un immeuble commercial moderne.

C'est le cas notamment du Ḥāgg Ma., grossiste et importateur spécialisé dans le commerce en gros de papier et de carton, qui supervisait le chantier de son nouveau centre commercial de trois étages dans le quartier de la ḥārat al-Ifrang lorsque nous l'avons rencontré⁹. Le Ḥāgg Ma. a obtenu l'autorisation de détruire son bien pour cause de vétusté. Il s'agissait d'un « *vieil immeuble*¹⁰ » mixte qui comprenait au rez-de-chaussée un magasin

7. Les modalités juridiques pour obtenir l'autorisation de démolir et construire un nouvel immeuble sont assez complexes dans la vieille ville du Caire en raison de l'existence de monuments historiques classés et donc théoriquement protégés pour leur importance patrimoniale. Cet aspect du renouvellement urbain fera l'objet du chapitre suivant (chapitre 7).

8. Ces derniers obtenaient alors un logement fourni par le gouvernorat : « *Après avoir établi la liste des habitations détruites ou endommagées, les gouvernorats doivent fournir un logement à chaque famille. (...) [Entre novembre 1992] et jusqu'en juin 1993, les familles seront progressivement dirigées vers différentes cités de la grande périphérie du Caire* » (FLORIN, 1995).

9. Entretien mené le 3 juin 2013 en compagnie d'une traductrice.

10. Cette expression de « *vieil immeuble* » pour désigner les bâtisses qui existaient avant la construction

et dans les étages des logements occupés par des locataires. Le Ḥāgg Ma. a mis cinq ans à faire partir ses locataires, moyennant finance pour certains, car il lui était impossible de démolir sa propriété si des locataires s’y trouvaient encore. Il affirmait d’ailleurs que cette situation était fréquente dans le quartier ; les propriétaires dont les locataires étaient obligés de partir étaient d’ailleurs privilégiés selon lui puisque cela leur évitait d’avoir à indemniser leurs locataires.

Ainsi, l’état globalement médiocre des immeubles dans les quartiers de Médina J’didā et du Mūskī a été paradoxalement un moteur important du renouvellement urbain de ces deux places marchandes. Car la dégradation avancée de ces deux quartiers offraient alors des possibilités de constructions nouvelles aux acteurs, tant aux propriétaires immobiliers et fonciers qu’aux commerçants, qui sont d’ailleurs parfois les mêmes, dans un contexte de marché foncier et immobilier très tendu.

I. 2 Les formes de la rénovation urbaine : une nouvelle image de la modernité commerciale

Ce renouvellement à la fois urbain et commercial s’est traduit par deux processus : un mouvement de réhabilitation qui a touché certaines façades d’immeubles anciens, et un mouvement de rénovation, c’est-à-dire de démolition puis de reconstruction, d’immeubles voire même parfois d’îlots complets. Le choix de faire l’une ou l’autre de ces opérations est dépendant à la fois des capacités financières des entrepreneurs marchands et immobiliers, la réhabilitation étant moins coûteuse que la rénovation complète¹¹, du statut des commerçants (propriétaires ou locataires) mais aussi des règlements d’urbanisme en vigueur et des permis de réaliser des travaux obtenus par les propriétaires auprès des autorités urbaines¹². Ce renouvellement commercial produit ainsi de nouveaux paysages urbains marqués par la recherche d’une certaine modernité. Et cette modernité s’exprime dans la grammaire architecturale utilisée pour ces différentes modifications, largement influencée par des modèles urbains plus internationaux, le *building* à vocation commerciale (chapitre 5). Les paysages urbains ainsi créés tranchent sensiblement avec le tissu urbain plus ancien.

d’un nouvel immeuble commercial est récurrente dans la bouche des propriétaires et commerçants qui participent au renouvellement urbain dans le quartier. Cela désigne selon nous des immeubles qui ne sont pas considérés comme historiques et relevant des « antiquités » à sauvegarder et à préserver, et désigne ainsi indifféremment les immeubles de style colonial construit (fin du 19^{ème} siècle, début du 20^{ème} siècle) comme les immeubles construits dans les années 1950, de style « nassérien » (ZAKARIYA, 1984).

11. Il sera question des stratégies socio-économiques des entrepreneurs marchands et immobiliers dans le chapitre 8.

12. Ces aspects juridiques seront abordés dans le chapitre 7.

I. 2. 1 La réhabilitation des façades d'immeubles anciens

La modification des paysages commerciaux de Médina J'dida et du Mūsķī s'est traduite tout d'abord par la rénovation d'une partie des façades des immeubles anciens et par l'aménagement de nouvelles devantures. A. Boudinar et S. Belguidoum ont noté durant leurs enquêtes à Oran que la « *quasi-totalité des bâtisses a[vait] subi un aménagement de la devanture et pratiquement une sur deux a[vait] fait l'objet d'une réhabilitation ou d'une rénovation* » en 2013 (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015). Cette mutation paysagère se retrouve également dans les ruelles commerçantes du Mūsķī. Les photographies 6.3 et 6.4 donnent quelques exemples de ces transformations, respectivement au Mūsķī et à Oran. La comparaison des façades des immeubles oranais et cairotes met en évidence des constantes dans le choix de la grammaire visuelle et des éléments de marketing urbain utilisés dans ces deux marchés.

Tout d'abord, les devantures modifiées utilisent dans la plupart des cas des couleurs vives, voire criardes, en vue d'attirer l'œil des chalands et de se distinguer des autres commerces, dans un contexte où le regard est déjà attiré par de très nombreuses sollicitations visuelles. Ces couleurs très vives permettent à la boutique de ne pas disparaître complètement derrière celles toutes aussi vives des produits d'importation.

La typographie utilisée pour le nom des centres commerciaux ou des boutiques ensuite est plutôt moderne, avec une recherche certaine d'un effet de style. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les boutiques de Médina J'dida ont plutôt tendance à utiliser les caractères latins, y compris pour écrire les noms en arabe, plutôt que l'alphabet arabe. C'est le cas pour la boutique « *Açala* » (cliché d, photographie 6.4), mot arabe qui signifie « authenticité », ou le centre commercial « *Istamboul* » (cliché a, photographie 6.4). Sous ces deux noms, on trouve d'ailleurs l'appellation « centre commercial » écrite en français et non en arabe, indice de cette recherche de modernité visuelle et commerciale (chapitre 5). Côté cairote, c'est plutôt la langue arabe qui domine (clichés c et d, photographie 6.3.), avec parfois le choix du bilinguisme anglais-arabe¹³ (clichés a et b, photographie 6.3), que ce soit sur les exemples sélectionnés dans les photographies ou plus généralement dans les rues.

On remarque également l'ouverture de vitrines dans des immeubles qui n'en présentaient pas jusqu'alors, ou bien uniquement en rez-de-chaussée. Au Caire, dans le cas de l'immeuble de style occidental sur le cliché c (photographie 6.3), on voit que les vitrines ont gagné également les premier et deuxième étages de cet immeuble, des étages plutôt utilisés normalement comme appartements et bureaux pour professions libérales. Les commerçants installés dans les étages ont percé la façade et ont remplacé les murs et

13. Consulter le chapitre 5 au sujet du bilinguisme français-arabe à Oran et anglais-arabe au Caire.

les fenêtres par un grand linéaire de vitrines, modifiant complètement l'architecture du bâtiment. L'immeuble ainsi transformé, un exemple de l'architecture de style occidental adoptée lors du lotissement de la ḥārat al-Ifrang au tournant du 20^{ème} siècle (ARNAUD, 1991), donne directement sur la rue al-Ġaysh. Construire des vitrines à la place de la façade permet aux commerçants qui exploitent ces boutiques – des grossistes et des importateurs essentiellement – de rendre visible leur boutique depuis la rue en contre-bas. En y présentant quelques produits phares sur des mannequins (ici, des vêtements pour femme), leur objectif est d'inciter la clientèle de détaillants et de grossistes qui vient s'approvisionner dans le quartier à monter visiter leur *show-room*. On retrouve également l'installation de vitrines dans les étages de certains centres commerciaux à Oran, et notamment pour le centre « *Istamboul* ». La construction de ces baies vitrées dans les étages des petits immeubles anciens de Médina J'dida, qui étaient encore des locaux à usage résidentiel il y a peu, indique que les boutiques gagnent les étages supérieurs des immeubles commerciaux au détriment de la fonction résidentielle du quartier.

Le choix de rénover et de moderniser les façades, et non de détruire les immeubles existants pour reconstruire des centres commerciaux modernes à la place, est motivé par plusieurs facteurs, en plus du coût que représenterait une rénovation complète de l'immeuble commercial que tous les commerçants et propriétaires de Médina J'dida et du Mūsķi ne peuvent financièrement supporter. Les commerçants sont pour certains des locataires, comme c'est le cas du patron de la boutique spécialisée dans la vente en gros et demi-gros de cuir d'importation et de tissus synthétiques que l'on voit sur le cliché d (photographie 6.3). La boutique occupe le rez-de-chaussée du couvent franciscain auquel elle loue son fonds de commerce. Dans ce cas, moderniser la façade est la seule façon pour le commerçant de suivre le mouvement de requalification commerciale du quartier et de redonner « un coup de neuf » à sa boutique. L'intérieur de la boutique n'a d'ailleurs subi aucuns travaux : les rouleaux de tissus synthétiques sont exposés sur de grands comptoirs en bois patinés par le temps.

PHOTOGRAPHIE 6.3 – Au Mūsī, les devantures rénovées des locaux commerciaux contrastent fortement avec le bâti existant

Cliché a) Donnant sur la place ‘Ataba, l’immeuble Tiring, un ancien grand magasin datant de 1913, accueille aujourd’hui des boutiques spécialisés dans le prêt-à-porter et des ateliers de couture dans les étages. **Cliché b)** Devantures de magasins situés aux premier et deuxième étages d’un immeuble « belle époque » de la rue al-Ġaysh. **Cliché c)** La devanture d’un magasin de vente en demi-gros et en gros de cuir et de tissus synthétiques qui occupe un des fonds de commerce au rez-de-chaussée du couvent franciscain, ḥārat al-Ifrang. Les fenêtres des étages au-dessus de la boutique appartiennent aux locaux du couvent. **Cliché d)** Un magasin situé sur la place ‘Ataba, à côté de l’entrée de la rue du Mūsī, spécialisé dans les jouets pour enfants *made in China*. Crédits : A. Bouhali, printemps 2013.



PHOTOGRAPHIE 6.4 – Façades rénovées de boutiques et centres commerciaux à Médina J'dida

Clichés a, c et d) Trois centres commerciaux ou magasins « Istamboul », « Bazar pyramides » et « Açala », spécialisés dans la vente en gros et demi-gros de prêt-à-porter pour homme, tous situés dans la partie masculine. **Cliché b)** Magasin « Yabkam » rue Maamar face à la caserne militaire, et spécialisé dans les vêtements pour enfant. Crédits : A. Bouhali, 2013 (a, b, c), 2014 (d).



Une autre raison de cette réhabilitation des façades tient au fait qu'une partie des immeubles anciens dans la vieille ville du Caire est classée comme patrimoine architectural ¹⁴. Rénover l'immeuble par sa destruction est donc impossible. C'est le cas de l'ancien grand magasin « Tiring » que l'on voit sur le cliché a (photographie 6.3). Ce bâtiment, érigé en 1913 à l'initiative de la famille Tiring, de riches commerçants juifs originaires de Constantinople (FELISATTI, 2011), est classé par la *National Organization of Urban Harmony* (NOUH) ¹⁵ sur la liste des bâtiments dits « de grande valeur » et en tant que tel il est

14. Nous reviendrons sur la question des mesures visant à la protection du patrimoine urbain dans le chapitre 7.

15. La *National Organization of Urban Harmony*, en français l'« Organisation nationale pour l'harmonie urbaine » est une agence créée en 2011 par Farouk Hosni, le ministre de la Culture sous Moubarak. Elle

protégé de toute destruction. Cette protection s'avère dans les faits assez faible comme en témoigne la transformation des murs par des façades clinquantes, en complète opposition avec le style architectural du bâtiment originel. Le directeur du magasin « Primus » (cliché a, photographie 6.3) que nous avons eu l'occasion de rencontrer¹⁶ a souligné l'impossibilité de modifier la structure de l'immeuble en raison de ce classement, ce qui n'interdisait pas, toujours selon lui, d'adjoindre à la façade une devanture moderne. On peut émettre l'hypothèse que la situation des immeubles sur les clichés b et d (photographie 6.3) doit être la même, puisqu'on remarque dans ces deux cas, que la nouvelle devanture a été plaquée sur une façade « belle époque »¹⁷.

Les paysages commerciaux sont donc extrêmement variés : dans la même impasse commerciale du Mūsī ou dans la même ruelle de Médina J'dida, on peut trouver côte à côte un immeuble vétuste à la devanture vieillotte voire en très mauvais état, un immeuble ancien sur lequel aura été plaquée une nouvelle devanture très « *bling bling* », et enfin un centre commercial moderne. Le bâti devient de plus en plus hétéroclite dans ces deux centralités marchandes du *made in China*. Et cette tendance est commune aux deux quartiers-marchés, indépendamment de leur histoire urbaine respective et des styles architecturaux qu'on pouvait y trouver avant le développement exacerbé du commerce des produits *made in China*.

I. 2. 2 De nouveaux immeubles commerciaux au style architectural original et moderne

À côté de la réhabilitation des façades d'une partie des immeubles anciens, un processus de rénovation urbaine a conduit à la destruction d'immeubles ou d'îlots entiers et à la reconstruction de nouveaux centres commerciaux. Ce second type d'opération urbaine participe pleinement et de façon parfois très spectaculaire au remodelage des deux quartiers-marchés, et traduit ainsi des investissements importants de la part des entrepreneurs marchands et des propriétaires en faveur du développement commercial et économique du Mūsī et de Médina J'dida. Ces centres commerciaux participent également à une modernisation architecturale et visuelle de ces quartiers, et sont un indicateur de la circulation de modèles urbains mondialisés qui accompagne celle des produits *made in China* (chapitre 5). Comme le montrent les photographies 6.5 et 6.6, le style architectural de ces nouveaux immeubles commerciaux est très différent du bâti plus ancien cairote

dépend du ministère de l'Habitat et a pour mission de protéger les bâtiments remarquables, c'est-à-dire présentant un fort intérêt patrimonial.

16. Entretien réalisé en arabe le 6 juin 2013 avec l'aide d'une interprète.

17. Les expressions « style occidental » et architecture « belle époque » sont reprises d'un article écrit par G. El Kadi et D. Elkerdany traitant de la valorisation du patrimoine de la ville moderne au Caire (EL KADI et ELKERDANY, 2005).

ou oranais, contrastant avec le tissu urbain des quartiers. L'utilisation de matériaux modernes, comme le verre, pour les façades de ces immeubles est fréquente, ce qui tranche avec l'uniformité des quartiers commerciaux. De même, ces immeubles commerciaux sont souvent plus hauts que les immeubles précédemment construits, adoptant là encore les codes de la grammaire architecturale mondiale.

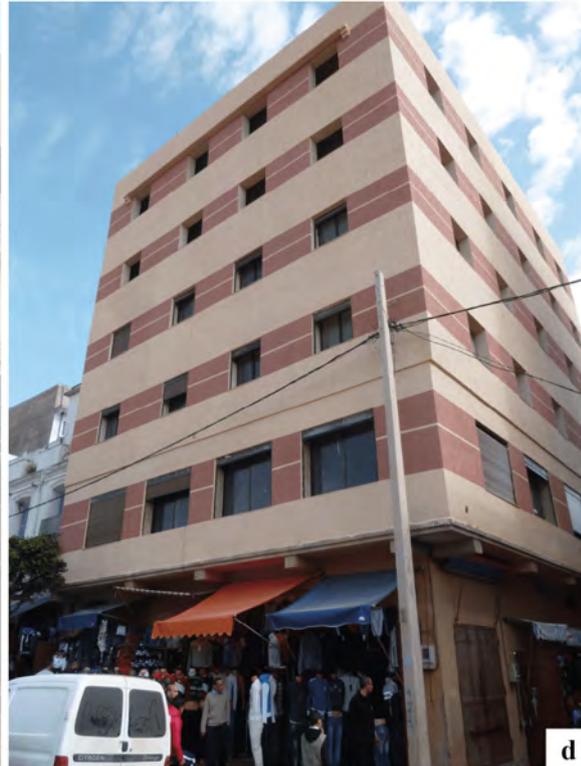
PHOTOGRAPHIE 6.5 – Centres commerciaux récents ou en construction dans les rues du Mūsī

Cliché a) Rue al-Rowā'ī, un centre commercial de 12 étages en construction en 2013, financé par un groupe d'associés, la plupart commerçants dans le quartier. **Cliché b)** Rue Khush al-Ḥīn, une tour construite en 2012-2013, et occupée par un seul magasin faisant de l'import et de la vente en gros de tissus *made in China*. **Cliché c)** Centre commercial dans la ḥārat al-Ifrang, appartenant à un grossiste spécialisé dans le papier, le Ḥāgg Ma., qui commençait à vendre les boutiques une à une en 2013. **Cliché d)** Centre commercial ouvert au début des années 2000, accueillant des grossistes, dont un magasin de vêtements appartenant à l'entreprise Eid Labīb. **Cliché e)** Immeuble commercial accueillant un seul magasin, rue al-Isti'nāf, spécialisé dans l'importation et la vente en gros de petit électroménager de marque. Crédits : A. Bouhali, 2013.



PHOTOGRAPHIE 6.6 – Centres commerciaux récents ou en construction à Médina J'dida

Cliché a) Un centre commercial en construction dans la partie « féminine » du quartier. **Clichés b à d)** Centres commerciaux récemment construits dans la partie masculine du quartier, les immeubles des clichés c et d donnent sur la place Tahtaha. Crédits : A. Bouhali, 2012 (c), 2013 (b), 2014 (a et d).



Au Caire, nous avons noté la construction de deux centres commerciaux dont les façades ont été réalisées dans un verre bleuté (clichés a et b, photographie 6.5). Ce type d'immeuble n'existait quasiment pas auparavant dans la ville ancienne. Tout d'abord, ce matériau est très peu usité. Habituellement, les immeubles les plus récents sont principalement construits en béton en ce qui concerne la structure porteuse et en briques pour les murs¹⁸, avec des fenêtres étroites. De plus, la hauteur de ces tours, et notamment celle sur le cliché a (photographie 6.5) qui compte douze étage auxquels s'ajoutent deux niveaux en sous-sol¹⁹, est complètement étrangère au style du quartier. La construction d'une tour commerciale en plein cœur de la ville ancienne, caractérisée par une ligne d'horizon très basse traversée çà et là par quelques minarets, et le côté clinquant du style architectural adopté reprennent en réalité les codes architecturaux des *buildings* que l'on trouve dans les quartiers modernes et surtout plus chics de la capitale égyptienne, notamment celui de la Corniche à côté du centre-ville moderne (ABAZA, 2011) ou dans les *compounds* situés dans les périphéries du Grand Caire (BOUHALI, 2008). Construire une tour au cœur de la vieille ville indique donc la recherche d'une image de standing et de modernité²⁰. Le commerçant ayant initié le projet de la tour commerciale que l'on voit sur le cliché a (photographie 6.5) a abondé dans ce sens. Lors d'un entretien²¹, il a souligné qu'il avait lui-même choisi de faire dessiner par une équipe d'architectes et d'ingénieurs une tour assez haute plutôt qu'un immeuble commercial plus bas et plus large. Il s'est inspiré des tours que l'on trouve au Caire dans les quartiers les plus chics de la ville – et de citer Madinat Nasr, Masr Gedida (Héliopolis) et Mohandessin – insistant sur le fait que l'urbanisme avait changé aujourd'hui et qu'il fallait s'y adapter pour construire les nouveaux immeubles commerciaux. La construction de tours permet enfin de construire un nombre optimisé de locaux commerciaux, la demande étant très forte dans cette centralité du commerce transnational.

D'autres centres commerciaux cairotes ont plutôt choisi de s'inspirer de l'architecture islamique de la ville ancienne, comme c'est le cas notamment de l'immeuble commercial du cliché e (photographie 6.5), construit en 2007. D'après le gérant de l'entreprise rencontré en 2013²², l'architecte choisi par le propriétaire pour dessiner l'immeuble a des-

18. Au sujet des méthodes de construction des immeubles récents, tant résidentiels qu'industriels ou commerciaux, consulter (AMMAR, CHARARA et MADŒUF, 1999).

19. Le *hayy* (district urbain) a exigé des copropriétaires de cette tour la construction de deux niveaux de parking souterrain. Cependant, l'un des copropriétaires nous a dit que les sous-sols n'accueilleraient pas de véhicules, l'accès en voiture dans ce quartier étant quasiment impossible : les rues sont trop étroites et surtout bien trop encombrées de 10h à 22h par des piétons. À la place, les parkings seront utilisés comme des espaces de stockage supplémentaire de la marchandise qui sera exposée dans les étages supérieurs. Source : entretien réalisé en arabe avec l'aide d'une interprète le 6 juin 2013.

20. Cet aspect est également abordé dans le chapitre 5.

21. Entretien réalisé en arabe le 6 juin 2013 dans la boutique familiale rue al-Rowā'ī avec l'aide d'une traductrice.

22. Entretien réalisé en arabe le 11 juin 2013, avec l'aide d'une traductrice.

siné la façade en s'inspirant de l'histoire architecturale du quartier dans lequel se trouve le magasin, faisant ainsi écho aux nombreux monuments mamelouks et fatimides qu'on trouve encore dans le quartier. L'immeuble ainsi dessiné se veut chic en même temps qu'il vend une marchandise assez coûteuse : les produits proposés ne sont pas des contrefaçons mais bien des articles de marque originale achetés grâce aux licences commerciales négociées auprès de ces entreprises internationales. La présence d'un vigile à l'entrée du bâtiment – le seul que nous ayons vu d'ailleurs de tous nos terrains, au Caire comme à Oran – vient ainsi renforcer l'impression de luxe dégagée par le magasin.

On retrouve les mêmes logiques à Médina J'dida, bien que les immeubles commerciaux oranais proposent un style architectural assez différent (photographie 6.6). Les immeubles sont souvent plus petits qu'au Caire, quoique plus hauts que bien d'autres immeubles dans le quartier. Mais le style choisi par les propriétaires cherche aussi à exprimer une idée de nouveauté et peut-être de luxe : un enduit coloré et plutôt clinquant, des fenêtres assez larges permettant de mettre en valeur les produits et les rendre parfois visibles depuis la rue, la climatisation, l'installation d'un ascenseur dans l'immeuble sur le cliché d (photographie 6.6), une décoration intérieure soignée avec des matériaux coûteux, tout cela vient donner à ces immeubles commerciaux une image de luxe. On remarque également que la forme de ces immeubles est plutôt verticale, ce qui permet d'accroître les surfaces commerciales et le nombre de boutiques ouvertes à l'intérieur de ces immeubles, répondant ainsi à la demande très forte de nouveaux locaux commerciaux en plein cœur des quartiers spécialisés dans le commerce transnational.

I. 3 Un rythme de construction effréné : montée des prix et soupçons de spéculation immobilière

Les opérations de rénovation urbaine sont très nombreuses dans les quartiers de Médina J'dida et du Mūskī, et répondent ainsi à la forte demande en locaux commerciaux. Les immeubles commerciaux sortent de terre à un rythme très rapide, comme l'ont montré nos observations régulières, ce qui ne suffit pas toujours à satisfaire la demande des investisseurs et des commerçants. Les prix des locaux commerciaux sont poussés à la hausse par ce décalage entre offre et demande, que ce soit à la location ou à l'achat. Cependant, face aux volumes financiers ainsi investis dans l'immobilier, se pose la question de l'existence d'un mouvement de spéculation dans ces deux marchés. Investir dans l'immobilier commercial dans deux places marchandes dynamiques, et ce en dépit des fluctuations que l'activité commerciale connaît, en particulier au Caire, semblerait être un moyen pour certains grands commerçants et propriétaires fonciers de bénéficier d'une rente immobilière régulière ainsi qu'une façon détournée de réinvestir dans la pierre des capitaux qui

n'ont pas toujours été légalement acquis.

I. 3. 1 Les effets d'une multiplication des centres commerciaux au Mūsī et à Médina J'dida

Le rythme de construction de ces nouveaux immeubles commerciaux est particulièrement rapide au Mūsī et à Médina J'dida. Entre notre premier terrain en novembre 2011 et le dernier en mars 2014 à Oran, et entre février 2012 et juillet 2013 au Caire, nous avons pu noter l'érection de nouveaux centres commerciaux dans de nombreuses ruelles de ces deux quartiers-marchés. De nouveaux chantiers apparaissaient chaque année. Par exemple, à Médina J'dida, entre notre terrain de juillet 2012 et celui de mars 2013, nous avons remarqué qu'au moins quatre nouveaux immeubles de commerce étaient en construction, et ces chantiers avaient été lancés après nos enquêtes de l'été 2012. Certains immeubles commerciaux ou résidentiels, voire des îlots entiers, ont ainsi été démolis d'une année sur l'autre, et remplacés par des immeubles très modernes. Les clichés de la photographie 6.7, pris dans une des ruelles les plus commerçantes de la ḥārat al-Yahūd, donnent à voir un exemple parmi tant d'autres de cette rapidité du processus de transformation urbaine à l'œuvre. Sur le cliché a (photographie 6.7) pris au printemps 2012, on remarque que le gros œuvre de ce centre commercial, l'un des plus grands du quartier,

PHOTOGRAPHIE 6.7 – Des chantiers de construction au Mūsī très rapides

Le même centre commercial, en 2012 (**cliché a**) et en 2013 (**cliché b**) dans la ḥārat al-Yahūd. Crédits : A. Bouhali, 2012, 2013.



est encore en cours dans cette ruelle. Seul le rez-de-chaussée est construit, et le coffrage du premier étage est posé. Sur le cliché b, pris un an plus tard, le gros œuvre est terminé : le centre commercial compte désormais trois niveaux en plus du rez-de-chaussée, la façade est en cours de finition, les couloirs intérieurs sont carrelés et l'immeuble est prêt à être livré aux investisseurs qui vont ensuite prendre à leur charge l'aménagement et la décoration intérieure de leur boutique.

Tenir l'inventaire de ces nouvelles destructions-reconstructions était souvent difficile à cause de ce rythme effréné, en particulier dans les ruelles de la vieille ville du Caire : la longueur du réseau viaire, la densité des boutiques et des immeubles, et la très forte fréquentation des ruelles et des impasses commerçantes en rendaient la recension compliquée. Côté Médina J'dida en revanche, en croisant nos relevés avec ceux réalisés par d'autres chercheurs ou étudiants (ROUAN SERIK, 2013; BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015) nous avons pu constituer la carte suivante, qui met en évidence la distribution des centres commerciaux modernes à l'intérieur du marché (carte 6.2).

On remarque ainsi à Médina J'dida que l'apparition d'immeubles commerciaux concerne tant la partie « féminine » (sud-ouest) que la partie « masculine » (nord-est) du quartier, même si certaines zones ou ruelles sont plus touchées que d'autres par ce phénomène. Les immeubles commerciaux récents se trouvent pour beaucoup dans la partie « masculine », et leurs boutiques sont essentiellement spécialisées dans la vente en demi-gros et en gros d'articles de prêt-à-porter masculin et de chaussures, bien souvent de contrefaçon. Le cœur de la partie « féminine » du quartier autour de la rue Bey Ibrahim concentre également plusieurs immeubles de commerce modernes qui accueillent plutôt quant à eux des boutiques de vente au détail. Enfin, plusieurs de ces bâtiments ont été construits le long de l'avenue Houha Mohamed, face au quartier Saint-Antoine et aux voies du nouveau tramway, spécialisés soit dans le demi-gros soit dans le détail (chapitre 4).

CARTE 6.2 – Localisation des principaux immeubles commerciaux modernes à Médina J'dida en 2014



I. 3. 2 Une hausse avérée des prix de l'immobilier commercial dans les deux quartiers-marchés

Ce rythme de construction frénétique entraîne une pression croissante sur les deux places marchandes, ce qui a pour conséquence une montée des prix de l'immobilier tant

au Mūsī qu'à Médina J'dida. La compétition spatiale que se livrent les commerçants pour accéder à ces deux quartiers et y trouver à tout prix des locaux disponibles a ainsi un impact direct sur le marché de l'immobilier commercial²³. Nous avons pu saisir ce mouvement de spéculation immobilière grâce à quelques prix en vigueur à l'achat et à la location qu'ont accepté de nous donner des commerçants avec lesquels nous nous sommes entretenu dans différentes rues du Mūsī et de Médina J'dida. En effet, il n'existe pas de données fiables concernant les marchés immobiliers de ces deux quartiers produites par un quelconque appareil statistique et nous ne pouvons pas prétendre ici à une enquête qui aurait été exhaustive. Mais il est possible de saisir les dynamiques en cours, et d'en donner des ordres de grandeur grâce aux observations et aux entretiens auprès des acteurs qui œuvrent sur ce marché immobilier.

Au Caire, nombreux sont les commerçants à avoir relevé lors de nos entretiens que les prix dans ces deux quartiers avaient beaucoup augmenté depuis une dizaine d'années (voir carte 6.3). Un grossiste en chaussures de sport²⁴, dont l'une des boutiques est située dans le quartier de la Ghūriyya, a affirmé que les prix avaient été multipliés par dix en huit ans dans sa rue. Il avait ainsi acheté sa propre boutique pour 1,5 millions EGP, soit environ autour de 100 000 EGP²⁵ le mètre carré, alors que le mètre carré coûtait entre 15 et 20 000 EGP²⁶ huit ans auparavant. Au vu de nos entretiens avec les acteurs de la filière, nous avons pu établir la carte 6.2 montrant quelques exemples de prix, certes approximatifs, qui sont pratiqués dans différentes rues du quartier. On observe tout d'abord un gradient des prix, entre le rez-de-chaussée, plus cher à l'achat ou à la location que les étages supérieurs, car il donne par définition sur la rue marchande et permet donc l'accès direct à la clientèle. Les étages sont bien souvent d'ailleurs achetés ou loués par des grossistes qui cherchent des espaces de stockage ou qui n'ont pas nécessairement besoin d'avoir accès à une clientèle de particuliers, mais uniquement aux professionnels qui hésitent moins à monter dans les étages de ces immeubles. Par exemple, dans le *mall* du Ḥāgg Ma., situé dans le quartier des papetiers de la ḥārat al-Ifrang, le mètre carré au rez-de-chaussée était proposé à 150 000 EGP, une boutique coûtant en moyenne 5 à 6 millions de livres²⁷ égyptiennes. Au premier étage, le prix tombait à 70 000 EGP le mètre carré, puis à 50 000 EGP au deuxième étage et enfin à 40 000 EGP le mètre carré au troisième et dernier étage. A la location, une boutique au rez-de-chaussée coûtait entre 180 000 et 200 000 EGP par an, contre 100 à 150 000 EGP au dernier étage.

23. Cet aspect sera spécifié dans le chapitre 8.

24. Entretien réalisé le 27 juin 2013 en arabe avec l'aide d'une interprète.

25. Soit environ 10 000 € le mètre carré commercial au cœur du Mūsī.

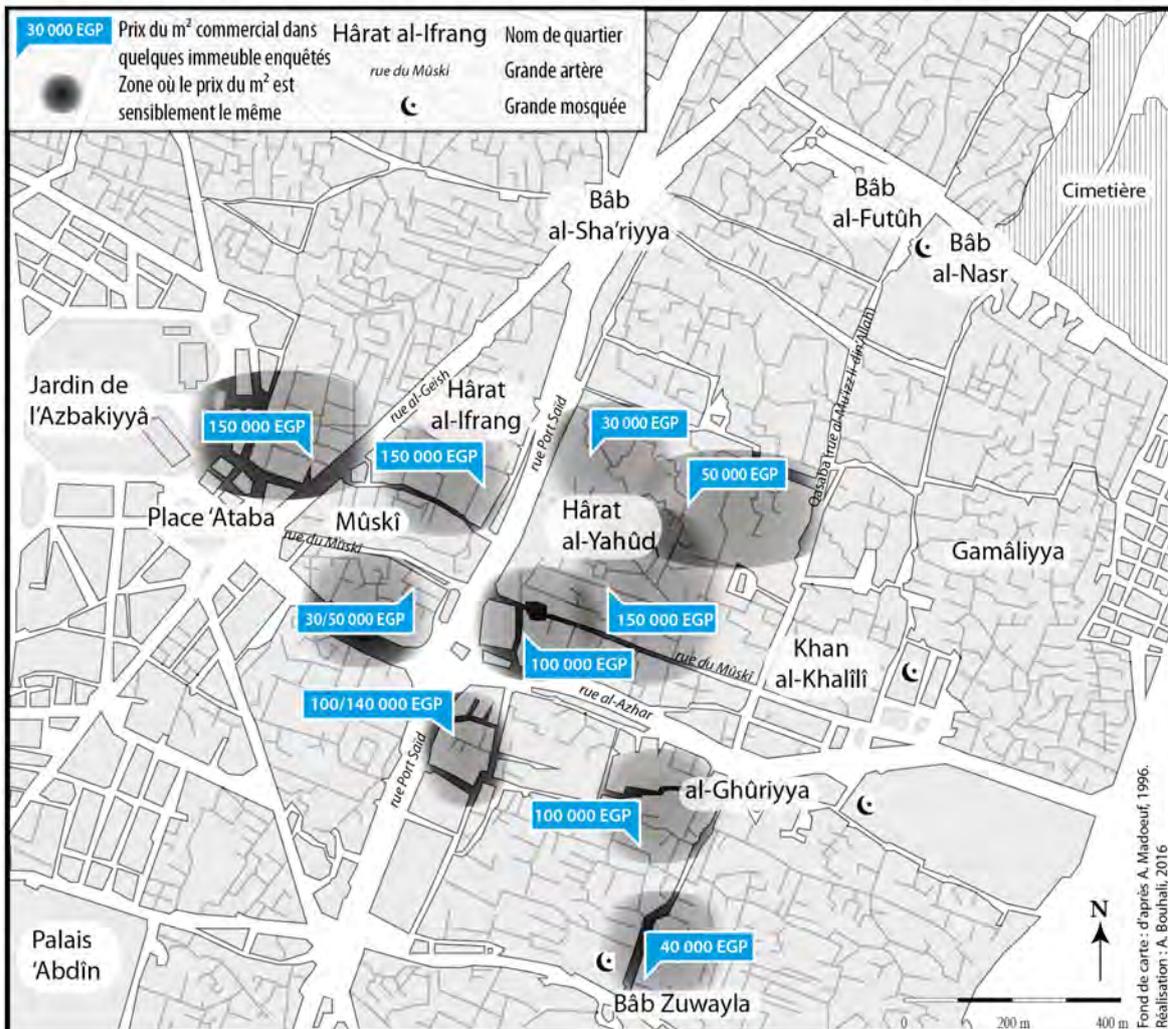
26. Soit entre 1 500 et 2 000 € le mètre carré commercial.

27. Soit entre 500 000 et 600 000 € la boutique.

CARTE 6.3 – Au Mūsķi, quelques indications des prix du mètre carré commercial à l'achat au rez-de-chaussée d'immeubles de commerce neufs en avril-juin 2013.

Sources : enquêtes auprès de commerçants et propriétaires immobiliers

Prix du mètre carré commercial à l'achat au rez-de-chaussée au Mūsķi (avril-juin 2013)



Ensuite, certaines zones sont bien plus attractives, et donc bien plus chères que d'autres au mètre carré commercial acheté ou loué. C'est le cas notamment des boutiques situées à 'Ataba, dans lesquelles le mètre carré commercial peut atteindre jusqu'à 150 000 EGP. La portion centrale de la rue du Mūsķi, le cœur de la harāt al-Yahūd, ou encore la partie sud de la harāt al-Ifrang comptent également parmi les zones les plus chères. Il s'agit en effet des zones commerciales qui sont les plus dynamiques et qui sont également les mieux desservies. La zone de 'Ataba est accessible en métro, en bus grâce à la gare routière et en voiture grâce au parking aérien et aux grandes artères qui la desservent. La largeur de la rue semble être un critère également important, car cela permet soit des circulations piétonnes massives, soit le passage des poids lourds, et donc des livraisons et une fréquentation facilitées. À l'inverse, les zones les moins accessibles

par des véhicules, y compris des véhicules légers, et dans lesquelles les livraisons doivent se faire à bras grâce aux livreurs et à leurs chariots, coûtent moins cher. C'est le cas des zones commerciales qui se sont développées le plus récemment, comme par exemple les ruelles qui se trouvent tout au nord de la ḥārat al-Yahūd (carte 6.3).

La situation est sensiblement la même à Médina J'dida, quartier qui connaît également une hausse des prix du mètre carré commercial. Les prix indiqués sur la carte 6.4 ont été obtenus lors de nos entretiens auprès de plusieurs commerçants, locataires ou propriétaires, et de propriétaires immobiliers²⁸. En effet, comme le faisait remarquer S. Mokrane, « *les transactions foncières en Algérie relèveraient plutôt d'un concept informel relié lui-même à un marché foncier opaque, non régulé et tout aussi informel. Les statistiques relatives à ce marché sont inexistantes, et quand elles existent (Domaines, Cadastres), elles sont toutes inaccessibles et leurs aspects financiers sont loin de rendre compte de la réalité des transactions* » (MOKRANE, 2007, 112).

La location mensuelle d'un local commercial à Médina J'dida peut varier selon la taille du local et sa localisation dans le quartier entre 5 millions de centimes²⁹ (soit 50 000 DA³⁰) et 15 millions de centimes (soit 150 000 DA³¹). Par exemple, à l'intérieur de la partie « féminine » du quartier, un commerçant propriétaire d'une bâtisse assez vieillotte avec un fonds de commerce situé au rez-de-chaussée souhaitait louer ce local pour 5,5 millions de centimes. Sur le boulevard Houha Mohamed, un des propriétaires de deux boutiques situées au rez-de-chaussée d'un immeuble ancien les louaient pour 6 millions de centimes par mois chacune, tandis qu'un voisin grossiste, qui louait une boutique dans un immeuble commercial neuf, payait un loyer mensuel de 15 millions de centimes à l'achat, une boutique se vend pour environ 3 milliards de centimes, c'est-à-dire 30 millions DA. La hausse des prix a également gagné le quartier Saint-Antoine en même temps que s'y est développée la fonction d'entrepôt. Les prix y sont également très élevés, et dépendent de la localisation de la boutique à l'intérieur de l'immeuble commercial : les prix au rez-de-chaussée sont plus élevés que dans les étages, comme au Mūskī. Ainsi, en mars 2014, une boutique dans un immeuble-dépôt se vendait à 3 milliards de centimes voire à 3,5 milliards si elle était située au rez-de-chaussée tandis que les locaux commerciaux situés dans les étages étaient proposés à 1,5 milliards de centimes pour la même surface. Ainsi, même les anciennes marges de Médina J'dida sont elles aussi gagnées la hausse des prix. De fait, « *la baisse du gradient de la densité des*

28. Nous avons également confronté les informations ainsi obtenues à celles récoltées lors de ses nombreuses enquêtes par le sociologue Saïd Belguidoum, que nous remercions.

29. En Algérie, on compte en centimes de dinars en particulier lorsqu'il s'agit de grosses sommes comme ici.

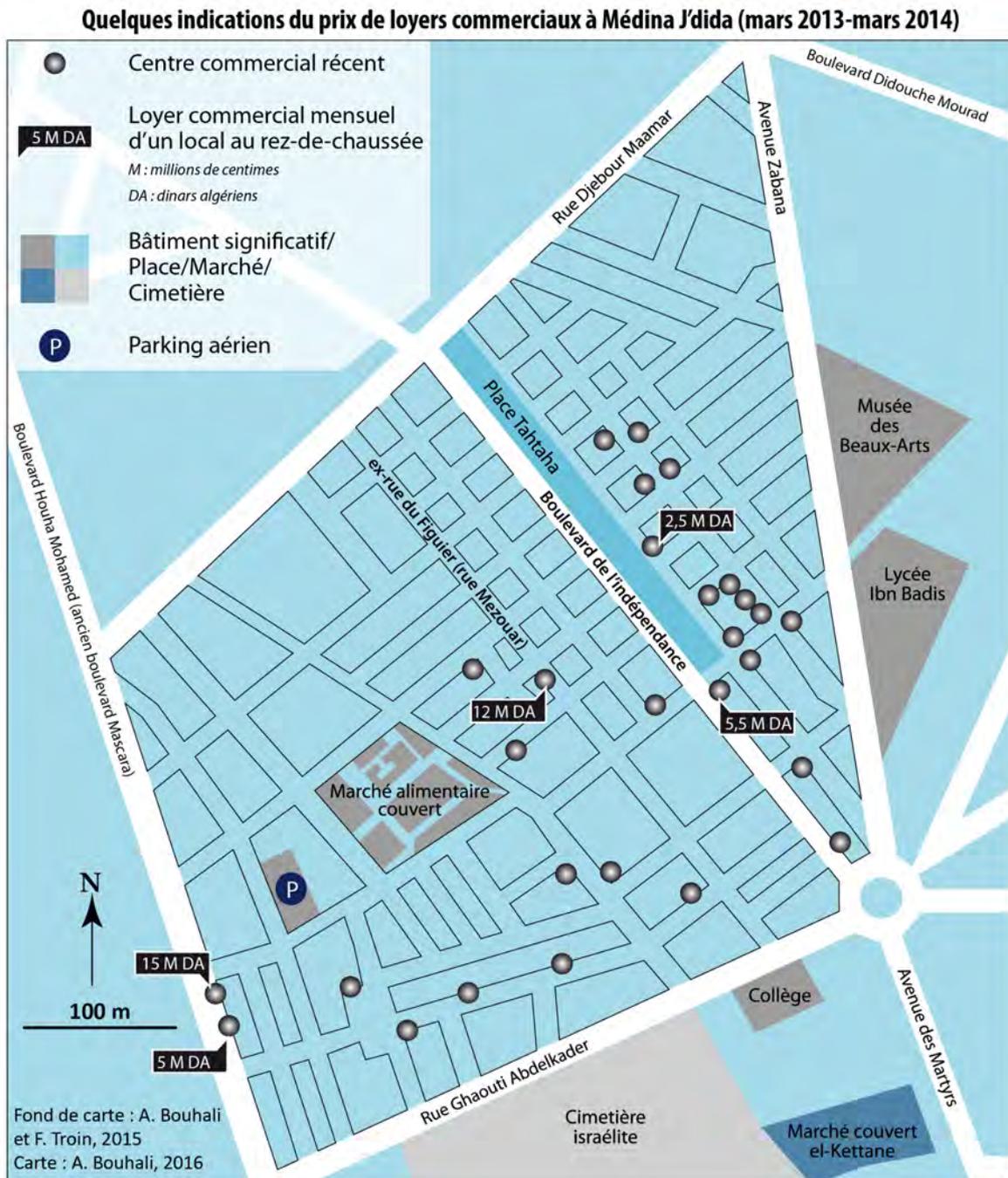
30. Soit entre 400 et 500 € selon que l'on passe par le marché noir de la devise ou par les banques étrangères.

31. Soit entre 1 200 et 1 500 €.

commerces et du prix du foncier qui a longtemps prévalu (jusqu'aux années 1970) entre le centre et la périphérie du quartier, n'est plus de mise. Les locaux et le foncier en marge, longtemps boudés et dépréciés par l'activité commerciale, malgré les bas niveaux de leur valeur foncière et locative par rapport à la partie centrale du quartier, sont aujourd'hui cédés ou loués à des niveaux de prix égaux et parfois supérieurs à ceux du noyau central » (MOKRANE, 2007, 114).

CARTE 6.4 – Quelques indications du prix de loyers commerciaux à Médina J'dida entre mars 2013 et mars 2014.

Source : entretiens avec les commerçants et propriétaires immobiliers du quartier



Tous les commerçants enquêtés nous ont précisé que la location d'une boutique se fait pour deux ans, et le locataire doit avancer l'argent en une seule fois au propriétaire. Les travaux un peu plus anciens de S. Mokrane faisaient état de baux d'une durée inférieure à deux années au moment de ses enquêtes en 2004, le géographe précisant que « *la contractualisation des locations sur des périodes courtes de moins de deux années [permettait d'éviter les baux de location et la création d'un fonds de commerce qui [serait devenu] propriété cessible du locataire* » (MOKRANE, 2007, 116). Pendant longtemps, les propriétaires ont en effet hésité à établir des baux de peur que les locataires ne partent plus. Les contrats étaient principalement oraux. Les pouvoirs publics et la justice sont devenus très prompts depuis quelques années pour sanctionner les locataires mauvais payeurs ou ceux dont les baux ont expiré, et les baux de deux ans et parfois plus se sont généralisés, les propriétaires en limitant néanmoins la durée, afin d'en pouvoir réévaluer le prix, qui est en hausse constante³². S. Mokrane notait également « *une grande fréquence de changement de la nature des activités* » que nous avons nous-même pu constater au cours de nos enquêtes, un indice peut-être de changement de propriétaires, mais plus sûrement de la réactivité et de l'adaptation très rapide des commerçants à l'état du marché. Un exemple nous en a ainsi été donné par un commerçant installé dans une boutique du souk Sidi Okba donnant sur l'ex rue du Figuier. En deux ans, il avait fermé la boucherie paternelle³³, pour vendre des chaussures pour femme, puis des sandwiches et de la restauration rapide, et enfin de la lingerie féminine³⁴.

Le géographe S. Mokrane fait état d'une première hausse de l'immobilier commercial à partir des années 1970, en lien avec le développement du commerce de l'or. Les prix ont encore crû avec le développement du commerce d'importation par les trabendistes puis par les commerçants professionnels du *made in China* à partir des années 1990. Cette hausse des prix a également touché les biens communaux, c'est-à-dire les souks de Sidi Okba et d'el-Kettane. Théoriquement, les commerçants qui louent un local à l'APC³⁵ payent 300 DA le mètre carré que ce soit à Sidi Okba ou au souk el-Kettane³⁶, des prix bien inférieurs à ceux pratiqués sur le marché privé de l'immobilier commercial. L'APC a d'ailleurs tenté de réévaluer le montant de ces baux, particulièrement bas aujourd'hui. Cette tentative s'est soldée par une grève des commerçants du souk el-Kettane qui ont refusé de verser leurs loyers pendant plusieurs années et ont même intenté un pro-

32. Source de ces informations : un échange avec Saïd Belguidoum, que nous remercions pour son aide précieuse.

33. L'enseigne de la boucherie, en partie brisée, était d'ailleurs toujours accrochée au-dessus de la boutique en mars 2014.

34. Entretien réalisé le 26 mars 2013.

35. Assemblée populaire communale.

36. Source : entretien avec M. Mekki, directeur de la division des affaires économiques (DAE) de l'APC réalisé le 26 mars 2013 dans les locaux de la DAE.

cès à l'APC, procès qu'ils ont d'ailleurs remporté en mars 2012³⁷. Cependant, il existe un important trafic de ces locaux commerciaux : les opérations de cession illégale des pas de porte et la sous-location sont des pratiques courantes dans les deux marchés couverts. Certains locaux commerciaux étaient ainsi loués entre 15 000 et 20 000 DA mensuels ou cédés illégalement pour une somme entre 200 et 250 millions de centimes en 2004-2005 (MOKRANE, 2007, 114). Les prix à Médina J'dida sont ainsi particulièrement élevés. A titre de comparaison, « *ces ordres de prix relevés à Médina J'dida entre 2004 et 2005 [étaient] aussi élevés que dans le centre-ville d'Oran et d'Alger* » (MOKRANE, 2007, 114).

I. 3. 3 Des quartiers qui font l'objet d'une spéculation immobilière ?

Face à ces prix très élevés tant au Mūsī qu'à Médina J'dida, la question de la spéculation se pose. Acheter, démolir d'anciens immeubles résidentiels et/ou commerciaux, et construire à la place de nouveaux immeubles qui seront ensuite vendus plus chers seraient ainsi des opérations financières en vue de réaliser des bénéfices, de s'assurer d'une rente immobilière régulière voire d'investir son argent acquis de façon plus ou moins légale, dans le commerce transnational ou des trafics illégaux tels que le trafic de drogue. S. Mokrane soulevait déjà cette question lors de ses enquêtes menées en 2004 et 2005 à Médina J'dida :

« Il apparaît certes, dans des espaces très convoités et de surcroît non "dilatables" comme Médina J'dida des déséquilibres entre l'offre et la demande qui conduisent à une hausse des prix, mais les niveaux atteints par les prix et la rapidité de leur progression ne peuvent être expliqués par une évolution normale des lois du marché foncier. L'appropriation du foncier commercial est aujourd'hui de moins en moins justifiée par la rentabilité de l'exercice d'un commerce légal. Elle constitue de plus en plus en un investissement rentier et plus particulièrement un placement spéculatif, une valeur refuge au recyclage des capitaux d'origine occulte » (MOKRANE, 2007, 115).

C'est le constat fait par le directeur d'un des nouveaux hôtels qui ont fleuri ces dernières années à Médina J'dida, à destination des commerçants de passage dans la Ville nouvelle. Cet homme, alors que nous l'interrogeons sur les prix immobiliers du quartier, se posait la question suivante³⁸ : « *comment ces gens [les commerçants] peuvent-ils payer un loyer de 15 millions [de centimes] et n'avoir des revenus que d'un million ?* ». Il attribuait ainsi leurs revenus au trafic de drogue (marijuana et cocaïne) qui se pratique à travers la frontière avec Oujda et sa région au Maroc, Médina J'dida étant connue pour son trafic intense avec la petite ville frontalière de Maghnia et à travers elle avec la région nord-est

37. Soit après dix ans de refus de payer et cinq années de procès.

38. Entretien réalisé le 18 mars 2014 dans le bureau du gérant de l'hôtel.

du Maroc (chapitre 2). Ce serait également un moyen pour les commerçants de blanchir l'argent gagné dans le commerce transnational du *made in China*³⁹.

Côté Mūsķī, les prix ne cessent de grimper comme le notaient plusieurs commerçants interrogés, alors que l'activité commerciale connaît pourtant des difficultés certaines depuis la révolution de janvier 2011. Les commerçants faisaient tous le constat, en particulier lors de notre premier terrain en 2012, d'un net ralentissement de l'activité économique et une diminution significative de la fréquentation du marché par la clientèle depuis la fin de l'année 2011 et le début de l'année 2012. Autant 2011 avait été une année relativement bonne, avec des niveaux de revenus encore élevés pour les commerçants, et ce malgré les premiers mois de l'année difficiles pendant lesquels le marché avait temporairement fermé en raison des événements révolutionnaires. Les commerçants attribuaient la reprise de l'activité commerciale dans la seconde moitié de l'année 2011 à la liesse populaire qui avait accompagné la destitution de l'ancien président Moubarak, et se serait traduite par un regain de la consommation. Mais lors de nos enquêtes au printemps 2012, nous avons nous-mêmes noté que les rues commerçantes du quartier étaient bien souvent désertées par la clientèle de particuliers, notamment au mois de février, l'activité croissant très lentement jusqu'en avril 2012. En 2013, les affaires fonctionnaient mieux mais restaient assez incertaines, la fréquentation oscillant au gré des manifestations et des diverses annonces politiques de coup d'État. Les consommateurs et consommatrices s'étaient soudainement précipités au Mūsķī à la veille du mois de ramadan, qui avait lieu cette année-là en juillet, car le début du ramadan allait coïncider avec les annonces de coup d'État et de destitution du président Morsi. La population cairote, craignant des difficultés d'approvisionnement à la veille de ce mois de fête, avait donc fait des achats en grande quantité en prévision d'une éventuelle nouvelle période de troubles politiques qui se serait éventuellement accompagnée de la fermeture du marché.

À ce niveau d'affaire incertain répondaient des difficultés pour certains propriétaires de *malls* à trouver des acquéreurs ou des locataires pour les boutiques proposées dans leur nouveau centre commercial. Dans la harāt al-Sarbakīs, c'était le cas en juillet 2013 d'un commerçant qui hésitait à lancer les travaux de construction d'un nouvel et vaste immeuble de commerce. C'était aussi le cas du Ḥāgg Ma. dont le *mall*, construit dans l'ancien quartier des papetiers, avait vu l'ouverture d'une seule et unique boutique en juin 2013. Le Ḥāgg nous avait d'ailleurs fait part de ses difficultés à trouver des investisseurs, alors qu'il était plutôt confiant lorsqu'il avait lancé son projet de centre commercial en 2008. Nous avons également rencontré à plusieurs reprises des commerçants locataires

39. En effet, les sommes du commerce transnational sont systématiquement sous-déclarées à l'administration par rapport aux sommes réelles au moment du passage en douane des marchandises, comme nous l'ont déclaré de nombreux importateurs rencontrés à Oran, Alger, El Eulma, Constantine et Aïn Fakroun à l'été 2012.

de boutiques dans de nouveaux centres commerciaux et qui se trouvaient incapables, en raison d'un volume d'affaires trop faible, de payer leur loyer au propriétaire, comme ce commerçant syrien rencontré dans le *mall* al-Dardīr en mai 2013.

La question se pose donc, comme à Médina J'dida, d'un marché immobilier qui serait davantage le résultat d'investissements de la part des commerçants et importateurs qui se sont enrichis par le commerce du *made in China* qu'uniquement celui d'une inadéquation entre l'offre et la demande en locaux commerciaux. Les commerçants eux-mêmes seraient responsables de cette hausse des prix, en réinvestissant les sommes gagnées par le commerce transnational dans la pierre, un moyen de sécuriser leur capital, de blanchir l'argent gagné en partie illégalement et de bénéficier ainsi d'une rente régulière. On peut également poser la question, face à ce décalage temporel entre le niveau de l'activité commerciale qui ralentit nettement, et le rythme de la construction de ces nouveaux immeubles commerciaux qui reste soutenu, de l'existence d'une bulle immobilière dans le quartier du Mūskī en particulier : les investisseurs continueraient à parier à la hausse, alors que les revenus du commerce transnational seraient en train de diminuer.

Les opérations de réhabilitation et de rénovation urbaine menées à l'intérieur de ces quartiers-marchés recomposent en profondeur les paysages urbains. L'habitat délabré est progressivement nettoyé de ses scories ou remplacé par des immeubles commerciaux plus modernes. Ces opérations répondent à une forte demande en locaux commerciaux, à la fois de la part des commerçants qui cherchent à s'y installer (voir le chapitre 8) et de la part de propriétaires et d'hommes d'affaires désireux d'investir dans des quartiers qui montent, ce qui a pour conséquence une montée des prix à l'achat et à la location et des marchés immobiliers très tendus. Progressivement, le cœur de ces marchés étant de plus en plus saturé et de plus en plus cher, les activités commerciales ont eu tendance à se diffuser dans les marges des deux quartiers-marchés, qui sont également touchées par un renouvellement urbain, à destination de toute la filière du commerce transnational.

II Un renouvellement urbain au service de toute la filière : des marges en plein développement

En effet, tant au Mūskī qu'à Médina J'dida, tous les immeubles nouvellement construits ou qui étaient en construction au moment de nos enquêtes ne sont pas de (futurs) centres commerciaux. Certes, la grande majorité d'entre eux aura un usage commercial directement lié à l'achat et à la vente. Mais une partie de ces bâtiments a été construite pour accueillir d'autres fonctions, toutes directement liées au commerce transnational, dont une majorité se trouve dans les ruelles plus périphériques de ces

marchés. Ces chantiers d'un autre genre sont une autre conséquence de l'hyperspécialisation des deux quartiers-marchés dans le commerce du produit *made in China* en plus du fait qu'ils témoignent d'une extension de la place marchande et d'une diffusion des activités commerciales de plus en plus loin du cœur des marchés. Ils participent tout autant que les nouveaux centres commerciaux à la transformation des paysages urbains.

Certains de ces nouveaux immeubles sont consacrés à l'entreposage. Bien que cette fonction ait eu tendance à diminuer, voire à disparaître dans certaines rues des marchés (chapitre 2), elle existe encore et occupe parfois des étages entiers dans des immeubles commerciaux neufs. Au cœur du Mūsķī et de Médina J'dida, certains des centres commerciaux les plus récents possèdent un ou plusieurs étages destinés à l'entreposage des marchandises *made in China* vendues par les grossistes. On assiste également, mais au Mūsķī uniquement, à l'érection d'immeubles d'activités plutôt consacrés à l'accueil de bureaux des importateurs de produits *made in China*. Ce ne sont pas là les immeubles les plus nombreux, mais certains propriétaires fonciers ont fait le choix d'investir dans ce type de construction. Enfin, à Médina J'dida, la fonction hôtelière a connu un développement récent remarquable. Le quartier jouait déjà le rôle de porte d'entrée en ville des populations rurales musulmanes dans le contexte du fort exode rural à l'époque coloniale (SEMMOUD, 1975). Avec l'affirmation de la fonction commerciale du quartier et sa spécialisation dans la vente de produits *made in China*, ce sont désormais les commerçants, petits ou grands, qui descendent dans des hôtels du quartier dont certains sont flambant neufs.

Ainsi, le renouvellement urbain, très vivace au Mūsķī comme à Médina J'dida, ne concerne pas uniquement les espaces de vente des articles *made in China*, mais est aussi au service de toute la filière : en amont, avec la construction de locaux à usage professionnel pour les importateurs, celle de locaux destinés au stockage de ces marchandises à proximité des magasins et des nouveaux centres commerciaux, et en aval pour l'accueil des commerçants de passage.

II. 1 La diffusion de la fonction d'entreposage dans les quartiers-marchés et leurs marges

Cette fonction d'entreposage, quoique présente dans les deux quartiers étudiés, ne se traduit pas tout à fait de la même façon. À Médina J'dida, les étages dédiés à l'entreposage sont encore nombreux. De plus, la fonction d'entreposage se diffuse dans des quartiers anciens situés à proximité de la Ville nouvelle, et dont le développement, notamment dans le cas du quartier Saint-Antoine, est une conséquence directe de celui de Médina

J'dida. Au Mūsķī cette fonction est plutôt résiduelle, et on ne la trouve encore que dans les étages des immeubles commerciaux spécialisés dans la vente en gros et en demi-gros. Le stockage se fait majoritairement dans des quartiers plus périphériques du Caire, voire dans les villes nouvelles (chapitre 2). Nos enquêtes ne nous ont pas permis de mettre en évidence la construction d'immeubles entiers complètement dédiés au stockage. En effet, les immeubles fraîchement construits au cœur de la place marchande du Mūsķī privilégient les surfaces qui permettent d'exposer des échantillons des marchandises proposées par les grossistes et non toutes les marchandises, sans doute en raison du coût de l'immobilier commercial au Mūsķī⁴⁰.

II. 1. 1 L'entreposage à Médina J'dida et au Mūsķī : utilisation des étages supérieurs des immeubles commerciaux par les grossistes⁴¹

À Médina J'dida comme au Mūsķī, la fonction d'entreposage est encore assurée par quelques immeubles qui se trouvent au cœur de ces quartiers. Ces entrepôts, ou plutôt ces « dépôts » comme on les nomme à Médina J'dida, occupent les étages supérieurs de certains immeubles commerciaux. De cette façon, le rez-de-chaussée reste disponible pour exposer la marchandise, ou tout du moins des échantillons, et peut accueillir la clientèle. Les étages permettent aux commerçants de stocker une partie de leurs marchandises sur place pour pouvoir répondre rapidement aux commandes des clients.

C'est le cas notamment d'une partie des immeubles exploités par un unique grossiste, qui se sert alors d'un ou plusieurs étages comme d'espaces de stockage. Cette situation est fréquente, notamment dans la partie « masculine » de Médina J'dida, où certains des immeubles commerciaux en construction sont en fait des magasins, pour reprendre la distinction proposée par A. Boudinar et S. Belguidoum⁴², c'est-à-dire des locaux dont la surface de vente est comprise entre « 300 [et] 400 m² de surface de vente (...) tenu par un même exploitant, aidé par des vendeurs, exposant un type ou plusieurs types de produits » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

Nous avons un exemple d'un de ces magasins sur le cliché a (photographie 6.8). L'immeuble est un magasin qui venait juste d'ouvrir au début de l'année 2014. Un jeune ven-

40. Cette organisation est également celle que l'on retrouve par exemple à Yiwu, grande ville chinoise dans laquelle les importateurs passent leurs commandes (PLIEZ, 2010; BELGUIDOUM et PLIEZ, 2015b). Il s'agit peut-être ici d'un mimétisme de la part des importateurs.

41. Voir (BOUHALI, 2015b).

42. Boudinar et Belguidoum distinguent ainsi la boutique, « un local d'un seul tenant proposant une ou plusieurs gammes de produits », du magasin, « un local plus grand, compris entre 300 à 400 m² de surface de vente (...) tenu par un même exploitant, aidé par des vendeurs, exposant un type ou plusieurs types de produits » et du centre commercial, « un immeuble qui abrite des boutiques sur plusieurs niveaux, louées à des commerçants » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

deur qui y travaillait, rencontré au premier étage du bâtiment, nous avait expliqué que ce magasin était spécialisé dans la vente en gros de sous-vêtements pour homme, des marchandises importées pour leur grande majorité⁴³. Tandis que le rez-de-chaussée était loué à d'autres commerçants, des détaillants proposant du prêt-à-porter pour homme qu'on aperçoit au bas du cliché, le propriétaire en exploitait lui-même les étages supérieurs. Le premier étage est dédié à la vente, le second est un espace de stockage – d'où les volets fermés sur le cliché – tandis que le troisième et dernier étage est un local privé, que le commerçant utilise comme appartement lorsqu'il doit travailler de nuit. Le second immeuble commercial (cliché b, photographie 6.8) se situe quant à lui dans la partie « féminine » dans l'une des ruelles spécialisées dans la vente de prêt-à-porter féminin. Le principe est le même : le rez-de-chaussée et l'entresol de cet immeuble commercial très récent accueillent la clientèle, tandis que les cinq étages permettent le stockage de la marchandise.

PHOTOGRAPHIE 6.8 – L'entreposage au cœur de la Ville nouvelle

Les étages de ces nouveaux immeubles commerciaux sont dédiés au stockage de marchandise, tant dans la partie « masculine » (**cliché a**), que dans la partie « féminine » du quartier (**cliché b**). On aperçoit d'ailleurs les marchandises entassées derrière les vitrines. Crédits : A. Bouhali, mars 2014.



Au Mūsūkī, même si nos enquêtes et les entretiens menés avec les commerçants du quartier ont montré que la fonction d'entreposage tend à devenir plutôt résiduelle,

43. Entretien mené le 17 mars 2014 en français et en arabe avec l'aide précieuse de notre collègue Fatima-Nabila Moussaoui.

quelques gros commerçants, suffisamment riches pour posséder ou louer un immeuble commercial entier au cœur du quartier, entreposent leurs marchandises dans les étages, comme à Médina J'dida. Cette fonction est rarement visible depuis la rue. L'immeuble commercial (cliché a, photographie 6.9), derrière les vitrines duquel on voit bien la marchandise empilée, est plutôt une exception dans les rues du Mūsķī. En général, pour savoir si l'entreprise pratique ou non la vente en gros, et surtout stocke ou non sa marchandise dans les étages de l'immeuble commercial qu'elle exploite, il faut entrer dans le magasin et monter dans les étages.

PHOTOGRAPHIE 6.9 – La fonction d'entreposage dans les étages des immeubles au cœur du Mūsķī

Cliché a) L'immeuble commercial « markaz Bashār al-tuġārī », situé rue du Mūsķī. Le rez-de-chaussée est dédié à l'accueil de la clientèle et les étages au stockage de marchandises. On peut apercevoir derrière la vitrine du deuxième étage des boîtes de chaussures empilées les uns sur les autres. Le cliché a été pris un dimanche matin, jour de fermeture de la place marchande, ce qui explique les rideaux métalliques des boutiques baissés. **Cliché b)** Vue de l'intérieur d'un des magasins de la société « Eid Labīb », rue du Mūsķī. Crédits : A. Bouhali, mars 2012 (a), avril 2013 (b).



C'est ainsi que nous avons pu découvrir l'intérieur d'un des magasins exploités par l'entreprise Eid Labīb. Cette grande entreprise familiale possède plusieurs immeubles commerciaux situés dans différentes rues du quartier-marché, en général les plus accessibles pour les véhicules de transport de marchandise, ou en tout cas sont assez proches d'une des grandes artères qui dessert le quartier. La photographie ci-dessous (cliché b,

photographie 6.9) a été prise dans la « branche »⁴⁴ qui se trouve rue du Mūsķī. Les marchandises, ficelées en ballots que l'on aperçoit sur le cliché b (photographie 6.9), sont d'abord déchargées rue Port-Saïd, puis les ballots sont transportés par charrettes à bras à travers la rue du Mūsķī et livrés au magasin. La livraison peut éventuellement se faire de nuit, les petits camions pouvant alors rouler dans la rue du Mūsķī, carrossable lorsque les magasins sont fermés et les vendeurs de rue partis. Grâce à un monte-charge, les ballots sont ensuite ventilés dans les étages du magasin, chaque étage étant dédié à un type de marchandise : prêt-à-porter pour homme et garçon, prêt-à-porter pour femme et fillette.

Enfin, dans certains grands centres commerciaux du Mūsķī, les commerçants peuvent louer un petit espace de stockage dans les étages supérieurs, d'une dizaine de mètres carrés, car la clientèle de particuliers n'a pas pour habitude de monter dans les étages de ces centres commerciaux. C'est le cas par exemple d'un des plus grands centres commerciaux de la rue Ḥammām al-Talāt⁴⁵, le *mall* el-Kamel, dont le rez-de-chaussée est occupé par de très nombreux petits magasins de vente au détail de vaisselle, de petit-électroménager et de linge de maison, tandis que les deux étages sont divisés en locaux commerciaux loués à de nombreux commerçants du quartier afin que ces derniers puissent stocker à proximité de leur boutique une partie de leurs marchandises⁴⁶.

II. 1. 2 Diffusion et développement des immeubles-dépôts à Médina J'dida, à Saint-Antoine et au Derb

À côté de ces immeubles dont les étages servent comme entrepôts, on observe à Médina J'dida le développement d'un certain nombre d'immeubles neufs qui ressemblent plutôt à des immeubles d'habitation, mais qui sont souvent encore vides bien que terminés. La question se pose alors de leur usage et de leur destination, entre immeubles de bureaux ou espaces de stockage complémentaires aux boutiques récentes et anciennes. Certains enquêtés, commerçants, gérants d'hôtel, ou vendeurs, nous ont dit qu'il s'agissait là principalement de dépôts, achetés par des commerçants du quartier particulièrement aisés, car les prix élevés de l'immobilier dans le quartier font que seuls les plus riches peuvent investir et placer leur argent. Mais la rumeur veut aussi qu'il s'agisse là d'investissements immobiliers réalisés par de riches hommes d'affaires afin de blanchir les sommes conséquentes gagnées dans le commerce transnational mais surtout dans

44. C'est le terme qu'emploient les commerçants caiotes pour parler des différentes succursales d'une même entreprise commerciale.

45. La rue Ḥammām al-Talāt est le cœur de la zone commerciale spécialisée dans la vaisselle et le petit équipement électroménager. Cette zone est délimitée au sud par la rue al-Azhar, à l'ouest la rue Port-Saïd, et au nord la place du Mūsķī. Voir la carte 4.4 des spécialisations commerciales de la vieille ville du Caire dans le chapitre 4.

46. Source : entretien avec l'un des propriétaires, directeur du *mall* el-Kamel, réalisé le 18 juin 2013 en arabe avec l'aide d'une interprète.

le trafic de drogue en provenance du Maroc, dont la ville de Maghnia serait l'une des plaques-tournantes et Oran un centre d'investissement.

Ces nouveaux immeubles-dépôts sont particulièrement nombreux dans le quartier Saint-Antoine, contigu à Médina J'dida, situé de l'autre côté du boulevard Houha Mohamed. Ils ont fleuri ces dernières années dans les rues du quartier, et les chantiers de construction ou d'adaptation du bâti ancien à cette nouvelle fonction étaient particulièrement nombreux lors de notre dernier terrain en mars 2014. Saint-Antoine fait partie des quartiers les plus anciens d'Oran. Une partie du tissu urbain date encore du début du 20^{ème} siècle⁴⁷ et son état est, tout comme à Médina J'dida ou d'autres quartiers de la ville-centre, dans un état de dégradation avancé (carte 6.1). Depuis quelques années, en lien avec le développement commercial de Médina J'dida⁴⁸, le quartier s'est progressivement spécialisé dans l'entreposage, la vente en gros et en demi-gros. Aujourd'hui, Saint-Antoine est devenu une extension de Médina J'dida. De nouveaux immeubles servant de locaux pour les grossistes et permettant l'entreposage sont en construction (cliché a, photographie 6.10), tandis que d'autres immeubles plus anciens sont transformés grâce à l'ajout d'étages supplémentaires permettant de créer des surfaces commerciales nouvelles (cliché b, photographie 6.10). Le ballet des camions et des camionnettes des grossistes qui commence tôt le matin révèle l'existence de ces entrepôts. D'après un vieil homme, ancien commerçant rencontré sur le pas de sa boutique du boulevard Houha⁴⁹, Saint-Antoine a connu un développement rapide et récent lié au réaménagement du boulevard et à l'arrivée du tramway. À Médina J'dida, il est désormais difficile pour les véhicules de livraison de stationner et le commerce en gros a donc décliné. Les rues larges de Saint-Antoine, rectilignes et surtout vides des stands des vendeurs ambulants, permettent au contraire de facilement charger et décharger la marchandise. Les « appartements-dépôts »⁵⁰, à l'image de ceux de la photographie 6.10, ont ainsi fleuri le long des principales artères qui structurent ce quartier.

47. On retrouve encore dans certaines rues de Saint-Antoine, et notamment celles qui sont encore très résidentielles, derrière la poste, des bâtisses datant de la colonisation française, dans le même style que les anciennes maisons R+1 ou +2 de Médina J'dida.

48. Source : entretien avec le gérant d'une entreprise spécialisée dans la vente en gros d'appareils électroniques et son vendeur devant leur dépôt à Saint-Antoine. Entretien mené le 18 mars 2014 en arabe et en français.

49. Entretien mené en français le 18 mars 2014.

50. C'est le terme sous lequel des vendeurs et des porteurs livrant les marchandises entre Saint-Antoine et Médina J'dida à l'aide de « *charetta* », c'est-à-dire de charrette à bras, parlaient de ces nouveaux immeubles lors d'une demi-journée d'enquête passée dans les ruelles de Saint-Antoine le 18 mars 2014 au matin. Ces discussions informelles ont été réalisées en mélangeant l'arabe et le français.

PHOTOGRAPHIE 6.10 – Des immeubles-dépôts à Saint-Antoine

Cliché a) L'immeuble de gauche est entièrement neuf. **Cliché b)** Le second semble être un immeuble construit à l'époque coloniale, composé anciennement d'un rez-de-chaussée et d'un étage, mais qui a subi très récemment l'ajout de deux niveaux supplémentaires et un remodelage de sa façade. Crédits : A. Bouhali, mars 2014.



Aux côtés de Saint-Antoine, le *Derb*⁵¹ s'est vu lui aussi confirmé ces dernières années comme un quartier pratiquant la vente en gros de marchandises et donc le dépôt. Dans ce quartier déjà spécialisé dans le commerce bien avant l'indépendance, l'entrepôt a pénétré le rez-de-chaussée et l'entresol des immeubles coloniaux. Cette fonction d'entrepôt est également soulignée par la présence de nombreux camions et camionnettes qui stationnent devant les entrées d'entrepôts, et dont les coffres sont remplis de cartons contenant des produits d'importation (cliché a, photographie 6.11). Quelques immeubles, parfois de très grande taille, y ont été construits ces dernières années, dans le but pour les grossistes de pouvoir stocker et exposer la marchandise. L'immeuble commercial (cliché b, photographie 6.11) appartient à un commerçant qui l'a fait construire en 2003 à la place de l'ancienne demeure familiale. Ce magasin, qui comprend un sous-sol, un rez-de-chaussée et trois étages, est entièrement dédié à la vente en gros de tissus, dont une grande partie est importée de Chine, le reste étant acheté en France et en Tur-

51. Le nom « *Derb* » est en fait le raccourci de « *darb al-Yahūd* », le quartier juif. À l'époque coloniale, le quartier était le quartier de résidence de la population juive oranaise, et était déjà un quartier ayant une forte fonction commerciale (BENKADA, 1998).

quie. Le sous-sol et les étages supérieurs servaient au moment de notre entretien d'entrepôt⁵². Cependant, le patron, M. L., avait comme projet de déplacer son dépôt en banlieue d'Oran et d'utiliser les étages du magasin comme un très vaste *show-room*, en n'y présentant que des coupons, et non plus des rouleaux de tissu. Le Derb semble ainsi être gagné par les mêmes logiques que Médina J'dida : les travaux liés à la construction du tram, qui passe désormais en bordure du quartier, ont rendu les chargements et déchargements de marchandises plus compliqués. Une partie des grossistes qui y travaillent cherche donc à faire sortir la fonction d'entreposage du quartier, et à faire de leurs boutiques des espaces d'exposition des marchandises.

PHOTOGRAPHIE 6.11 – Le Derb assure une fonction d'entreposage en lien avec les grossistes spécialisés dans le tissu en gros ou le prêt-à-porter

Cliché a) Un camion et deux utilitaires de plus petite taille ainsi que des cartons estampillés *made in China* qu'on aperçoit empilés sur la droite signalent la fonction de commerce de gros de l'immeuble de gauche. **Cliché b)** L'immeuble récent d'un grossiste issu d'une grande famille de commerçants, la famille L., construit en 2003 à la place de la maison paternelle. Crédits : A. Bouhali, juillet 2012.



52. Entretien réalisé en français le 24 mars 2013, avec le vendeur puis avec le propriétaire de l'affaire.

II. 2 La construction de bureaux à destination des importateurs dans les périphéries du Mūsķī⁵³

Aux côtés des locaux utilisés pour l'entreposage de marchandises, l'immobilier de bureau à destination des commerçants spécialisés dans l'importation et la vente en gros de produits *made in China* connaît un développement certain au Mūsķī. Dans quelques ruelles commerçantes du quartier, plutôt dans les marges que dans les espaces les plus densément commerçants du quartier, on peut remarquer en levant les yeux de nombreux panneaux signalant des locaux professionnels occupés par des importateurs (« *sharkat al-istīrād wa al-taṣdīr* », c'est-à-dire « centre d'import et d'export »). Ces panneaux se trouvent le plus souvent au niveau des étages supérieurs d'immeubles datant de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, voire parfois dans des immeubles plus anciens, le rez-de-chaussée étant toujours laissé aux activités nécessitant d'avoir un contact direct avec la clientèle.

Comme c'est le cas des dépôts, certains importateurs trouvent à louer des locaux professionnels dans les centres commerciaux les plus récents, et les plus hauts. C'est le cas notamment de la grande tour commerciale située dans la rue al-Ruwā'ī, du côté de la place 'Ataba (cliché a, photographie 6.5). Le commerçant à l'origine de l'opération immobilière avait prévu dans les étages les plus hauts de la tour des locaux commerciaux à destination soit de l'entreposage des marchandises, soit des bureaux professionnels des commerçants associés au projet d'immobilier commercial⁵⁴.

Nous avons eu l'occasion à quelques reprises de découvrir dans les marges du quartier du Mūsķī des immeubles mixtes entièrement neufs, associant espaces de stockage et bureaux d'import-export, sans aucun espace de vente de prévu (au moins dans le projet avant commercialisation). En général, ce type d'immeuble se trouve relativement loin du cœur battant du commerce transnational. Les prix très élevés de l'immobilier commercial et du foncier expliquent que les parcelles les plus chères, donc les mieux situées, soient plutôt utilisées comme des espaces de vente. Nous avons ainsi trouvé ce type d'immeubles dans les périphéries du quartier : au nord de la ḥārat al-Yahūd, à la limite avec les espaces dans lesquels la fonction résidentielle est encore dominante; du côté de la Ghūriyya, dans le district de l'importation et de la vente en gros de chaussures *made in China*; dans le quartier de Bāb al-Shā'riyya, district industriel de la chaussure en cuir, dont la matière première est de plus en plus importée d'Asie.

53. Nos observations répétées entre 2011 et 2014 dans les rues de Médina J'dida ne nous ont pas permis de mettre en évidence l'existence de tels locaux professionnels dans la Ville nouvelle. Cela est sans doute lié au fait que Médina J'dida n'est pas un grand centre d'import, comme l'est le Mūsķī, mais une place marchande d'échelle régionale redistribuant dans l'ouest algérien les marchandises achetées auprès des gros importateurs algériens, dont les bureaux se trouvent dans la capitale ou dans l'est du pays (chapitre 2).

54. Entretien réalisé en arabe avec l'aide d'une interprète le 6 juin 2013.

L'immeuble de la photographie 6.12, situé dans la ḥārat al-Yahūd, place (*midān*) al-Saqālba, est un des rares immeubles de ce genre. Nous avons eu l'occasion de visiter le chantier avec le propriétaire lors de notre premier terrain en 2012. Ce dernier, après avoir détruit sur la parcelle un immeuble hérité de sa famille, y construisait une bâtisse comprenant un rez-de-chaussée et cinq étages qu'il souhaitait vendre par lot à des commerçants cherchant des locaux pour leurs bureaux ou leurs dépôts⁵⁵. Lors de notre second passage en juin 2013, date à laquelle nous avons pris le cliché, le gros œuvre était terminé et la décoration intérieure et extérieure était en cours. Une des vendeuses travaillant dans une boutique voisine nous a alors dit que le choix de la façade, d'allure plutôt résidentielle avec ses grilles en fer forgé doré aux étages supérieurs et la loggia au deuxième étage, s'expliquait par le fait qu'il ne s'agissait pas d'un centre commercial mais de locaux professionnels, dont une partie devait accueillir des bureaux.

PHOTOGRAPHIE 6.12 – Place al-Saqālba dans la ḥārat- al-Yahūd, un immeuble associant bureaux et dépôt de marchandises en phase finale d'aménagement. Crédits : A. Bouhali, juin 2013.



55. Entretien réalisé le 3 avril 2012 avec l'aide d'une interprète.

II. 3 Accueillir les commerçants de passage : développement de la fonction hôtelière à Médina J'dida⁵⁶

Dans la Ville nouvelle, un autre type d'immeubles neufs s'est largement développé dans le quartier et de façon récente, contribuant également aux mutations des paysages urbains du quartier : l'érection d'hôtels modernes et spacieux, des immeubles dont le style architectural et la taille (au moins cinq étages) les rendent assez semblables aux centres commerciaux qui se sont multipliés depuis une vingtaine d'années, et parfois même difficilement distinguables des immeubles à usage commercial.

La fonction d'accueil des populations étrangères à la ville se trouve aux fondements mêmes de l'existence du quartier : Médina J'dida recevait déjà les populations migrantes d'origine rurale lors de la colonisation, alors que la ville était une ville blanche et européenne (LESPÈS, 1938). Cette fonction était toujours d'actualité après l'indépendance, comme l'ont montré les travaux de B. Semmoud. Le boulevard de l'Indépendance⁵⁷ accueillait la plupart des services à la personne proposés dans le quartier, parmi lesquels quelques établissements assumant la fonction d'hôtel pour les populations rurales fraîchement arrivées à Oran au début des années 1970. Cette avenue était également le lieu de départ et d'arrivée des taxis urbains, suburbains et régionaux, d'où le fait que la place Tahtata était déjà à cette époque un « *lieu de rencontre, de repos succédant à un long voyage ou d'attente du retour* » (SEMMOUD, 1975, 9). Dans les ruelles adjacentes, on trouvait des cafés et quelques « gargotes-restaurants » à destination des voyageurs. Cependant, les hôtels et dortoirs étaient paradoxalement très peu nombreux pour une zone d'accueil. B. Semmoud cite uniquement l'hôtel Afrique et l'hôtel *Brag*⁵⁸, situés pour l'un sur l'ex-place Roux, aujourd'hui place du 11 décembre 1960, et pour l'autre le long du boulevard Zabana. Au moment des enquêtes de B. Semmoud, ce sont les hammams qui assuraient la fonction d'accueillir les ruraux, d'où leur nombre très élevé : 19 en 1974 (SEMMOUD, 1975).

Médina J'dida assure toujours cette fonction aujourd'hui, comme l'ont montré nos

56. Nous n'avons pas observé ce phénomène au Mūsī. Quelques petits hôtels se trouvent bien dans les immeubles qui entourent la place 'Ataba, comme par exemple le *funduq* (hôtel) *Mūsī* à l'entrée de la rue du Mūsī. Nous savons par expérience que ces petits hôtels, très peu chers, accueillent parfois des touristes étrangers désargentés, du type « routards », mais nous ne sommes pas en mesure de dire si des commerçants ou des clients du marché y descendent ou non, spécifiquement pour faire affaire dans le quartier.

57. Il s'agit de la rue qui traverse Médina J'dida et qui borde le côté sud de la place Tahtaha.

58. L'hôtel Afrique semblerait encore exister, s'il s'agit bien de l'hôtel *Ifriqiyya* que nous avons pu repérer lors de nos enquêtes et qui donne sur cette même place. Nous n'avons pas retrouvé l'hôtel *Brag*. Par contre, ce nom est désormais celui d'un centre commercial dont l'ouverture avait eu lieu lors d'un de nos terrains en juillet 2012 et qui est visible sur le cliché b (photographie 6.7). L'hypothèse que l'on peut faire est qu'il s'agit du même propriétaire, ou de la même famille, qui est passé de l'investissement dans la fonction hôtelière à l'investissement dans un centre commercial, dans le but de capter une partie de la richesse produite par le quartier-marché.

enquêtes⁵⁹. Mais il ne s'agit plus aujourd'hui d'accueillir des migrants d'origine rurale. Deux types de populations très différentes trouvent à se loger aujourd'hui dans la Ville nouvelle. Il s'agit soit de migrants arrivés récemment d'Afrique sub-saharienne, dont la présence dans les ruelles de Médina J'dida a été de plus en plus importante au fur et à mesure de nos terrains, soit des commerçants algériens venus faire des affaires dans le quartier.

Ces deux populations ne descendent plus dans les hammams qui ont aujourd'hui presque tous disparu. Désormais, les migrants africains trouvent à se loger dans des hôtels-dortoirs, très discrets, repérables surtout grâce à la présence de linge aux fenêtres, et dans lesquels il leur est possible de trouver un lit pour pas cher. Quelques-uns de ces migrants travaillent dans le quartier, parfois comme commerçants de rue, parfois dans les chantiers de construction. Les commerçants algériens descendent plutôt quant à eux dans de petits hôtels vieillots, sur le modèle de l'hôtel (*funduq*) « M'sili⁶⁰ » (cliché b, photographie 6.13) ou de l'hôtel-dortoir du cliché a (photographie 6.13). Certains de ces petits hôtels ont parfois été rénovés récemment, comme l'hôtel « *el-Madina* », construit en 1988, et rénové vers 2010⁶¹ (cliché c, photographie 6.13). Les hôtels-dortoirs proposent la location d'un lit pour 7 à 800 dinars la nuit⁶² et s'adressent donc à une clientèle de petits commerçants peu fortunés ou très économes. D'autres enfin trouvent à se loger dans des hôtels plus modernes et plus confortables, nouvellement construits (clichés d et e, photographie 6.13).

Ces immeubles neufs tranchent par leur taille avec les petits hôtels plus anciens. Ils peuvent en effet atteindre 5 à 6 niveaux, tandis que les petits hôtels plus anciens ne com-

59. S.-M. Trache nous a remis en 2014 un tableau de données recensant les différents types d'immeubles et leur fonction (immeuble d'habitation, maison individuelle, maison traditionnelle, hôtel/pension, établissements professionnels) obtenus auprès des autorités compétentes. Dans ce tableau, il est noté qu'il n'y a que deux hôtels et pensions à Médina J'dida, tous deux abandonnés. Or ce n'est pas du tout la situation décrite par Mokrane en 2007 (MOKRANE, 2007), ni ce qu'ont montré nos observations et nos enquêtes auprès de deux gérants d'hôtel. On peut ici proposer deux hypothèses expliquant ce phénomène. Une partie de l'offre hôtelière est très récente, et s'est développée après le recensement de 2008, ce qui est très possible, mais ne permet pas de tout expliquer, S. Mokrane ayant déjà noté lors d'enquêtes menées par lui ou ses étudiants en 2004 que ces hôtels existaient, et qu'ils étaient en activité. Autre solution : une partie de cette offre n'est pas déclarée, ce qui est aussi une possibilité, une large partie de l'économie algérienne relevant du secteur informel (BELLAL, 2008).

60. Lors de notre enquête de 2013, le propriétaire de l'hôtel *M'sili*, un vieil homme de 81 ans, ancien moudjahid, n'exploitait plus son établissement. Il y avait même installé son logement principal après s'être séparé de sa femme. Mais il avait mentionné à l'occasion de discussions informelles la possibilité de rouvrir son établissement pour profiter de la clientèle de commerçants qui venaient à Médina J'dida pour affaire, les « *affairistes* » mentionnés par (MOKRANE, 2007). En février 2014, lors de notre dernière enquête, les travaux n'avaient pas encore commencé, mais le propriétaire avait loué les boutiques situées au rez-de-chaussée et logeait désormais dans un autre hôtel, l'Alhambra, mais comme client cette fois-ci.

61. Source : enquête menée à l'accueil de l'hôtel le 5 juillet, en français. En raison de la méfiance et de l'hostilité du préposé à l'accueil face à nos questions, nous n'avons pu récupérer que très peu d'information au sujet de cet hôtel.

62. Source : entretien avec le gérant de l'hôtel l'Alhambra mené le 18 mars 2014 en français.

prennent qu'un ou deux étages. C'est le cas par exemple l'hôtel « l'Alhambra », « *Qaṣr al-Ḥamra'* » en arabe (cliché d, photographie 6.13) situé entre le tombeau du saint local et la caserne militaire de la rue Maamar, ou bien de l'hôtel « "Charme" el-Sheikh », une bâtisse flambant neuve au crépi jaune et blanc, qui fait face au Musée des Beaux-Arts sur le boulevard Zabana. Ces nouveaux immeubles sont érigés aussi bien dans les rues autour de la place Tahtaha, qui continue à assurer une partie des fonctions de service à destination des populations de passage, mais aussi le long des grandes artères qui desservent le quartier : boulevard Zabana, boulevard Mohamed Houha, face au tramway, rue Ghaouti Abdelkader, autour de la place du 11 décembre 1960 au sud-est du quartier.

Ce renouvellement urbain s'accompagne bien souvent d'une montée en gamme qui se traduit, en plus du style architectural plus moderne des immeubles en question, par l'offre de services (dont des restaurants) et surtout par des prix pratiqués plus élevés. Ainsi, tandis qu'à l'été 2012, l'hôtel « el-Madina » proposait une chambre pour 900 à 1 100 DA⁶³, l'hôtel « Charme el-Sheikh », qui s'appelait encore l'hôtel « Ville nouvelle », offrait, après négociations, une chambre pour 3 000 DA. Le changement de nom de cet hôtel indique également selon nous la volonté du patron de monter en gamme et de renvoyer à la clientèle une image de luxe et de modernité, en jouant sur l'association entre le nom de la célèbre station balnéaire de la mer Rouge et le mot français « charme ».

Ces nouveaux hôtels, à l'instar des centres commerciaux, ont bien souvent été construits après la démolition du ou des anciens bâtiments qui occupaient auparavant la parcelle. L'hôtel « l'Alhambra » en est un bon exemple. Ouvert en 2004, il a été construit à la place d'un îlot dans lequel se trouvaient un bain turc et une boulangerie au rez-de-chaussée, et des logements loués à l'étage. Les propriétaires, deux frères très fortunés, l'avaient hérité de leur famille. La motivation à l'œuvre pour ces deux héritiers aurait été la rentabilité de ce type d'investissement, si on en croit le gérant de l'hôtel. La clientèle étant relativement assurée dans le quartier, entre les vacanciers en haute-saison estivale et les commerçants et commerçantes qui se rendent toute l'année à Médina J'dida pour affaire, seuls ou en groupe dans le cas des commerçantes, cela permet « *un retour sur investissement très rapide* »⁶⁴. Les propriétaires ont également pris soin d'ouvrir au rez-de-chaussée une cafétéria moderne, captant ainsi la clientèle de passage pour une seule journée ou quelques heures de *shopping* dans les rues de Médina J'dida.

Construire un nouvel hôtel est ainsi une façon pour les propriétaires fonciers et immobiliers de bénéficier de la richesse produite par la place marchande oranaise, en même temps que cela participe d'un renouvellement urbain plus profond. Et ce proces-

63. Enquête menée à l'accueil de l'hôtel avec le gérant le 5 juillet 2014, en français. Le gérant a aussi un rôle d'homme de confiance ou de secrétaire pour l'un des associés.

64. Entretien mené en français le 18 mars 2014 en français.

sus touche non seulement la Ville nouvelle elle-même mais se diffuse également dans les quartiers commerçants situés à proximité, et en particulier à Saint-Antoine, qui semble devenir une annexe commerciale de la Ville nouvelle.

PHOTOGRAPHIE 6.13 – Une autre forme du renouvellement urbain à l'œuvre à Médina J'dida : la multiplication de l'offre hôtelière

Clichés a et b) Deux hôtels bon marché dans des immeubles anciens. **Cliché c)** L'hôtel « el-Madina » existe depuis 1988, mais sa façade a été rénovée récemment. **Clichés d et e)** Deux hôtels récemment construits dans le quartier, « l'Alhambra » et l'hôtel « el-Amir ». Sur le cliché e, on aperçoit à l'arrière-plan l'hôtel « Charme el-Sheikh », au crépi jaune et blanc, donnant sur le boulevard Zabana. Crédits : A. Bouhali, juillet 2012 (a, b, c, e) et mars 2013 (d).



Conclusion

La vente de produits *made in China* au Mūsī et à Médina J'dida et la fréquentation accrue de ces deux centralités du commerce transnational a suscité un fort dynamisme commercial qui s'est accompagné d'un intense renouvellement urbain. Le commerce transnational, en important des produits *made in China*, est à l'origine d'une vague de renouvellement urbain différente des précédentes par son ampleur, par sa rapidité, et par les modifications qu'elle a apportées aux paysages urbains. Les bâtisses les plus anciennes, bien souvent en mauvais état, sont soit rénovées pour être adaptées à la vente et aux activités liées à l'importation et la vente de produits asiatiques, soit détruites par leur propriétaire. Et sur la parcelle ainsi libérée, les propriétaires et investisseurs peuvent alors construire des immeubles commerciaux aux façades modernes, magasins de gros ou de détail, dépôts, bureaux d'import. Les deux quartiers-marchés se transforment à une vitesse très rapide. Non seulement leur cœur est touché, mais également leurs marges, voire même, principalement dans le cas de Médina J'dida, des quartiers situés à proximité et qui ont tendance à fonctionner de plus en plus comme des annexes pour le commerce transnational.

La hauteur croissante des immeubles ainsi construits, qui tranche avec la ligne plutôt horizontale du bâti plus ancien, entraîne une densification importante de ces quartiers. Le Mūsī et Médina J'dida peuvent ainsi offrir de nouveaux locaux commerciaux à vendre ou à louer. La demande en est en effet extrêmement forte, ce qui entraîne une certaine compétition entre acteurs et surtout la montée des prix de l'immobilier commercial. En effet, la place est chère dans ces deux centralités marchandes, car ces quartiers sont déjà densément construits, et les espaces libres sont rares voire quasiment inexistantes, d'où le fait que, pour faire naître ces immeubles d'un nouveau genre, les propriétaires doivent d'abord détruire le tissu urbain préexistant.

Cette revalorisation à la fois économique, commerciale et urbaine des deux quartiers-marchés, réalisées par des commerçants et des propriétaires immobiliers, pose question aux regards de la fabrique de la ville dans ces deux quartiers-marchés. Comment ces opérations de rénovation urbaine et de réhabilitation, aux conséquences particulièrement visibles et spectaculaires, s'articulent-elles avec les politiques urbaines et les règlements d'urbanisme qui existent dans ces deux villes du monde arabe? Face à ces dynamiques privées, quelle place jouent les autorités urbaines à la fois dans la planification et l'encadrement de ce puissant renouvellement urbain? Il s'agira de répondre à ces questions dans le chapitre suivant.

Chapitre 7

Gérer et aménager les quartiers-marchés du *made in China*. Entre tentatives de régulations et contournements

Sommaire

I	Régulation par le haut de l'urbanisation au Mūsķī et à Médina J'dida : une efficacité très limitée	270
I. 1	Au Caire, la question urbaine dans une situation de vide juridique	271
I. 2	À Oran, des politiques urbaines marginalisées?	280
II	Des citoyens ordinaires face à des autorités urbaines affaiblies : entre détournements et négociations	287
II. 1	Une urbanisation qui se poursuit en dépit des règles au Mūsķī	287
II. 2	Usages et occupation des espaces publics par les vendeurs de rue	292

LES VILLES DU MONDE ARABE sont marquées par le poids de l'intervention étatique, particulièrement sensible dans les processus d'organisation et de gestion des villes (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000). Les villes algériennes et égyptiennes n'y font pas exception. La présence de l'État dans la production de la ville y est forte, à la fois comme décideur, comme producteur de règlements urbains et de lois, et comme planificateur. Cependant, depuis les vingt ou trente dernières années, la littérature scientifique fait état de la montée du rôle de diverses formes d'action, privées, associatives, individuelles ou collectives, dans la fabrique de la ville et de leur importance dans la production du tissu urbain dans les villes du monde arabe (MUTIN et MÉTRAL, 1985; SIGNOLES, EL KADI et SIDI BOUMEDIENE, 1999; BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000).

Dans le cas des deux quartiers que nous étudions ici, les acteurs du commerce transnational – entrepreneurs marchands, vendeurs de rue, propriétaires immobiliers – jouent un rôle important quant à la transformation et à la recomposition de la ville, par leurs pratiques, formelles mais aussi informelles, et ce au cœur de la ville légale. Car en Algérie comme en Égypte, la ville, que ce soit les périphéries urbaines ou les espaces centraux, « est le produit d'une combinaison d'interventions où production "programmée" et production "spontanée" se rencontrent, s'affrontent ou se complètent » (BELGUIDOUM et MOUAZIZ, 2010). L'informel participe pleinement à la fabrication de la ville et c'est « la place et le statut qu'il occupe dans ce processus » face aux décisions des autorités urbaines qu'il s'agit d'évaluer ici. La question est également de savoir quelle place accorder à l'analyse de l'espace public et de sa gestion dans des quartiers où l'observateur ne distingue au premier abord que de l'informel. Il s'agit donc ici d'aborder la question de la régulation de la ville, une question qui ouvre, « en plus de la nécessaire identification des acteurs en présence, sur celles de leurs stratégies croisées – confrontation(s) et/ou compromis – et, au-delà, sur les enjeux de pouvoir dont la Ville est l'objet » (SIGNOLES, EL KADI et SIDI BOUMEDIENE, 1999, 5).

Comme le notent P. Signoles, G. El Kadi et R. Sidi Boumediene, chaque pays est « un cas de figure particulier », en raison de « la nature de son État, sa place dans le système-monde, (...) ses structures et dynamiques sociales, ou encore, plus spécifiquement, [des] dispositifs dont il a hérité en matière de planification ou de gestion urbaine. Il résulte alors des spécificités nationales – sans doute relatives – des temporalités différentes, des priorités distinctes (...), des jeux dont les règles ne sont pas identiques, etc., dans les finalités et la mise en œuvre des nouvelles conceptions et modalités du gouvernement des villes » (SIGNOLES, EL KADI et SIDI BOUMEDIENE, 1999, 5). Les modalités de la gestion urbaine diffèrent entre l'Égypte et l'Algérie, entre Le Caire et Oran, même si des points communs existent. En particulier, les réglementations urbaines dictées par les pouvoirs publics (État déconcentré,

administrations locales) s'avèrent souvent peu ou pas opérantes sur le terrain. Mais cette faible efficacité diffère elle-même selon les contextes et obéit à des modalités variables qu'il s'agit de mettre en évidence.

En Égypte, la gestion et la planification urbaines présentent un caractère très centralisé, situation que la révolution de janvier 2011 n'a pas vraiment modifiée, bien qu'elle ait bousculé les différents organes en charge de la planification et de la gestion de la ville en même temps qu'elle a renversé l'ancien président Hosni Moubarak. La période allant de janvier 2011 à juillet 2013, pendant laquelle nous avons réalisé nos enquêtes, est néanmoins marquée par un flou important en ce qui concerne l'application des lois et des décrets censés organiser la ville. Au Mūsī, les règles d'urbanisme en vigueur sont surtout dépendantes d'une réglementation d'exception, la ville ancienne ayant été inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO¹ en 1979. Le quartier a ainsi connu un moment de flottement en ce qui concerne sa gestion et son urbanisation, ce dont ont su largement tirer parti les acteurs du commerce transnational, gros ou petits, par des transgressions récurrentes et des pratiques de contournements.

À Oran, on observe la montée des initiatives privées dans la production de la ville depuis une vingtaine d'années (BELGUIDOUM, 2008, 2011; MOUAZIZ-BOUCHENTOUF, 2009), et ce en dépit de la prise en considération assez faible de la société civile par le pouvoir central dans la planification urbaine (SIDI BOUMEDIENE, 2013). Le sociologue S. Belguidoum écrit ainsi que « *de nouvelles dynamiques privées, portées principalement par des promoteurs immobiliers, marquent de plus en plus fortement l'espace urbain et participent pleinement à sa reconfiguration (...). Toutes les villes sont aujourd'hui touchées par ces dynamiques privées multiformes qui se sont engouffrées dans les différents dispositifs légaux, les interprétant et les retournant au gré des rapports de forces locaux* » (BELGUIDOUM, 2008). Oran ne fait pas exception à cette règle, et Médina J'dida non plus. L'informel a pris possession de la ville en Algérie et est aussi pratiqué par l'État lui-même : « *dans son mode de fonctionnement, l'État est obligé de composer avec les forces qui le traversent et avec les clientèles qu'il doit satisfaire. Ce sont ces compromis qui font la ville algérienne* » (BELGUIDOUM et MOUAZIZ, 2010).

L'objectif de ce chapitre est donc d'éclairer le contexte de gouvernance urbaine propre aux quartiers de Médina J'dida et du Mūsī, et de comprendre comment s'articulent dans ces deux quartiers les pratiques des acteurs « du bas » et celles des acteurs « du haut », distinction schématique mais pratique afin de distinguer divers niveaux d'action. La première partie de ce chapitre revient ainsi sur les textes, les règlements et les instruments qui régissent la production de l'urbain et la gestion urbaine de ces deux quartiers-marchés, d'abord au Caire puis à Oran, en mettant en évidence les particuli-

1. UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

tés de chacune des villes. Ces textes, plus ou moins étoffés, plus ou moins contraignants, sont finalement peu opérants sur le terrain comme nous le verrons, même si les raisons varient pour chacun des cas d'étude. La seconde partie met ensuite en évidence comment certaines pratiques des citoyens ordinaires, commerçants et propriétaires et même petits vendeurs de rue pratiquant le commerce informel, contournent ce cadre juridique et réglementaire, et participent ainsi à la production de la ville marchande, en dehors, à côté, ou en dépit de ces règles. Ainsi, les dynamiques commerciales et les acteurs du commerce transnational prennent-ils de court les politiques urbaines.

I Régulation par le haut de l'urbanisation au Mūsūkī et à Médina J'dida : une efficacité très limitée

L'Égypte et l'Algérie ont comme point commun le fait d'être des États très centralisés qui laissent peu de place à l'échelon local et à la société civile dans les questions urbaines. L'État égyptien est « *un système politico-administratif qui ne connaît pas le maillon municipal et où l'administration locale (maḥalliyyāt) est gérée par l'État central* » (STADNICKI, 2015a). C'est donc l'État central et ses services déconcentrés qui dominent dans la gestion urbaine, l'administration locale ayant plutôt un rôle de contrôle et de gestion du quotidien. Cet État a produit un dense appareil de lois et de décrets concernant l'urbain au cours des dix dernières années de règne du président Moubarak. En Algérie, la ville est gérée à la fois par l'autorité municipale, l'assemblée populaire communale (APC), c'est-à-dire le conseil municipal dont les membres sont élus, ainsi que par l'État déconcentré, à l'aide d'instruments d'urbanisme très critiqués pour leur manque de réactivité par rapport à la réalité urbaine et leur incapacité à « *organiser et [à] réglementer la fabrique de la ville algérienne* » (KADRI et MADANI, 2015).

Les règlements et les outils de planification et de gestion urbaine produits par les pouvoirs publics ont peu d'effet sur le terrain, comme l'ont montré les observations répétées dans les quartiers-marchés et des entretiens menés auprès des « *citadins ordinaires* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000) – commerçants, vendeurs de rue, propriétaires immobiliers – et également des représentants des administrations ou des chargés de mission au sein de ces administrations.

I. 1 Au Caire, la question urbaine dans une situation de vide juridique

La période à laquelle nos enquêtes se sont déroulées coïncide avec un moment d'intenses perturbations politiques et sociales. Les rassemblements populaires à partir de la fin janvier 2011, notamment sur la place Taḥrīr au Caire, ont entraîné la démission de l'ancien président Moubarak le 11 février 2011. Des élections parlementaires se sont tenues en décembre 2011 puis des élections présidentielles ont eu lieu en juin 2012 qui ont permis l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, et à leur tête le président Mohamed Morsi. Ce dernier a ensuite été destitué le 3 juillet 2013². De ces trois années a résulté une situation de flou et d'incertitude en ce qui concerne la question urbaine.

Les quelques années précédant la révolution, plutôt marquées par une « *gestion de la crise quotidienne* » (SIMS, 2012), avaient pourtant permis le lancement de quelques réformes. Mais les différentes mesures décidées n'ont pu être mises en œuvre en raison de l'instabilité politique ainsi que du passage au second plan de la question urbaine sous le gouvernement des Frères musulmans (STADNICKI, 2015b). L. Debout, G. du Roy et C. Steuer notent à ce propos que « *la production urbaine – encore très fortement centralisée – a été majoritairement gelée pendant la période de révolte. Face à ce vide des politiques publiques, et dans le contexte d'une absence de contrôle de l'État, les démarches informelles et/ou communautaires ont été les seules initiatives visant à transformer les paysages urbains durant les mois, voire les années, qui ont suivi le soulèvement de 2011* » (DEBOUT et al., 2015).

Cette moindre présence des pouvoirs publics a été rapidement mise à profit par les acteurs privés, entrepreneurs marchands, petits vendeurs des rues mais aussi propriétaires immobiliers qui ont su imposer leurs pratiques à la fois dans la profondeur du tissu urbain et dans les usages des espaces publics. R. Stadnicki décrit deux tendances majeures dans les dynamiques urbaines en Égypte en général, et au Caire en particulier, pendant cette période révolutionnaire. D'un côté, l'aménagement de la ville dite « formelle », « *autrement dit, les portions des agglomérations aménagées et projetées par les pouvoirs publics* », est en partie bloqué par le contexte révolutionnaire. Les grands projets urbains, lancés sous le gouvernement Moubarak, sont arrêtés. Le schéma directeur du « Grand Caire 2050 », envisagé par Gamal Moubarak, l'un des fils du président déchu, et porté par le GOPP³ est par exemple abandonné. Il s'agissait d'un plan d'aménagement qui avait pour objectif d'accroître la compétitivité de la capitale égyptienne à l'échelle mondiale. D'un

2. Pour une frise chronologique précise des événements politiques et sociaux les plus marquants de ces années révolutionnaires et post-révolutionnaires, consulter la thèse de l'anthropologue P. Lachenal (LACHENAL, 2015, 43).

3. *General Organization for Physical Planning*, agence gouvernementale chargée de la planification et de l'aménagement du territoire en Égypte.

autre côté, la ville dite « informelle », « *autrement dit, les portions non réglementaires des agglomérations* », poursuit son développement : les acteurs interrogés par le géographe « *ne se cach[ai]ent pas d'avoir profité de la chute du régime de Moubarak pour contourner encore plus facilement la réglementation concernant l'urbanisation* » (STADNICKI, 2015a).

Il est cependant nécessaire de compléter ces propos. En effet, la distinction entre ville formelle et ville informelle est souvent difficile à faire sur le terrain. D'ailleurs, dans les quartiers dits informels de la capitale égyptienne, tout n'est pas effectué de façon informelle. De même, nos enquêtes montrent que l'informel se trouve aussi en centre-ville, soit au cœur de la ville « formelle » dans le cas de la place marchande du Mūsī. Les acteurs « du bas », autrement dit, les opérateurs de la ville que sont les entrepreneurs marchands, les propriétaires immobiliers, ont su profiter de la vacance du pouvoir local et de la baisse temporaire de la surveillance par les autorités publiques pour construire la place marchande et en occuper les espaces publics.

I. 1. 1 La question urbaine secondaire, des autorités locales affaiblies

R. Stadnicki décrit à plusieurs reprises une situation de blocage institutionnel qui fait suite à la révolution de janvier 2011. Avec l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, « *la période post-révolutionnaire est synonyme d'inertie décisionnaire en matière d'aménagement urbain, de blocage, non plus physique ici, mais institutionnel, de la ville* » (STADNICKI, 2012). La question urbaine passe au second plan, en raison des difficultés sociales, politiques et économiques très sensibles au même moment, et devient un sujet secondaire lors des élections de 2011 puis de 2012.

Les autorités locales et régionales en charge de la gestion quotidienne de l'urbain sont fragilisées par les événements. À l'échelon régional, les pouvoirs concernant la gestion urbaine du Grand Caire sont concentrés entre les mains des gouverneurs placés par le pouvoir présidentiel à la tête des gouvernorats (*muḥāfazāt*) du Grand Caire⁴. « *Chaque gouvernorat (...) opère grâce à une législation qui lui donne, au moins sur le papier, de larges pouvoirs sur les affaires locales*⁵ » (SIMS, 2012, 253). Les fonctions urbaines qui relèvent de la compétence du gouvernorat sont les suivantes : entretien et amélioration de

4. Ces gouvernorats sont au nombre de trois : le gouvernorat du Caire en rive droite, celui dont dépend le Mūsī, la ville ancienne du Caire et Wusṭ al-Balad, une partie du gouvernorat de Giza en rive gauche du Nil, et une partie du gouvernorat de Qalyubiya au nord. En mai 2008, deux décrets présidentiels avaient modifié la carte administrative : les gouvernorats de Six Octobre et Helwan avaient été créés aux dépens des gouvernorats du Caire et de Giza. Cependant, ce changement de frontières administratives a été invalidé en avril 2011, ramenant le découpage administratif à celui de la situation antérieure.

5. En anglais dans le texte : "*Each governorate (...) operates under legislation that, on paper at least, gives it wide authority over local affairs*" (Sims, 2012, 253). Traduction par nos soins.

la voirie, contrôle et délivrance des permis de construire, entretien et aménagement des espaces verts et des espaces publics. D'autres fonctions en lien avec la gestion et le gouvernement urbain, pourtant du ressort du gouvernorat, du gouverneur, et de son administration technique, sont en réalité assurées par des institutions, ou agences, de niveau étatique. En effet, « *les lois sur les administrations locales placent sous la responsabilité des unités locales l'ensemble des services de l'État, sauf ceux susceptibles d'être mieux gérés au niveau national. Dans ce cas, le Président doit promulguer les décrets nécessaires afin d'exempter les institutions locales de cette règle. Or, les exemptions sont devenues la règle et nombre d'institutions nationales sont en charge de prérogatives qui incombaient auparavant aux gouvernements locaux* » (DEBOUT, 2012, 85). C'est le cas de la planification urbaine qui est théoriquement du ressort des services techniques du gouvernorat. Ces derniers, trop faibles techniquement, sont déchargés de cette fonction par la *General Organization for Physical Planning* (GOPP). Cependant, ce système a été perturbé par la révolution de janvier 2011. Comme le souligne R. Stadnicki, « *la plupart des acteurs, publics ou privés, impliqués dans l'aménagement du territoire égyptien, subissent de plein fouet le séisme politique. Outre le phénomène de turnover au sein des ministères compétents (Logement, Transport, Environnement, etc.) et les gouvernorats, l'agence officielle d'aménagement du territoire (General Organization for Physical Planning) a également été contrainte de remplacer un nombre important de ses cadres dirigeants après leur démission et/ou éviction, empêchant de facto l'implémentation des différents schémas directeurs produits par cette institution avant la révolution et au lendemain de celle-ci* » (STADNICKI, 2014).

Au niveau local, l'administration, déjà faible avant la révolution de 2011, est sortie encore plus affaiblie des soubresauts politiques. Les districts urbains (*ahyā'*), échelons inférieurs au gouvernorat urbain et qui ont un simple rôle d'exécution des décisions du gouvernorat, voient leurs capacités encore amoindries. Pourtant, ils jouent sur le papier un rôle non négligeable concernant la gestion de la ville au quotidien. Ce sont eux qui prennent en charge, dans les limites de leur territoire, l'octroi des permis de construire et de démolir, celui des licences commerciales⁶ nécessaires pour ouvrir un magasin, ou encore des permis de location et d'achat de matériaux de construction. Ils sont également responsables de « *la supervision du nettoyage des espaces publics sur leur territoire, de la construction et de l'entretien de la voirie et de l'application du règlement de construction* » (DEBOUT, 2012, 83). Or à la suite de la révolution, « *la plupart des mécanismes de contrôle urbain, déjà faibles, se sont simplement désintégrés*⁷ » (SIMS, 2015, 131). Les autorités locales ont disparu des rues, et avec elles le contrôle sur l'urbanisation de leur territoire.

6. Ces licences ne doivent pas être confondues avec l'inscription aux registres du commerce, qui elle se fait auprès du tribunal de commerce, et non auprès de l'administration locale.

7. En anglais dans le texte original : "most already weak mechanisms of urban control simply disintegrated". Traduit par nos soins.

C'est le constat réalisé par l'urbaniste D. Sims qui écrit que « *l'effet matériel probablement le plus frappant qui résulte de la révolution de janvier a été l'augmentation frénétique de la construction informelle de logements à travers la ville, et principalement dans et autour des lotissements informels situés sur les franges agricoles. (...) Cette situation résulte de la disparition des agents de l'État qui sont censés interdire ce phénomène (les fonctionnaires du logement au niveau du district ou du markaz⁸, et les inspecteurs des directions agricoles). Ces agents étaient en règle générale partiellement efficaces, mais aujourd'hui ils sont surtout absents, et pour une large partie de la société, la situation actuelle représente une opportunité en or pour construire⁹* » (SIMS, 2012, 279).

L'absence des autorités locales, et, *de facto*, le manque de surveillance des espaces publics ont été plusieurs fois relevés par les commerçants, petits ou grands, et par les propriétaires que nous avons interrogés dans les rues du Mūsī entre 2012 et 2013. Nombreux sont ceux à nous avoir dit que les agents du *ḥayy* de même que la police avaient complètement disparu des rues du quartier et n'assuraient plus le contrôle des constructions en cours, des nouvelles surélévations de bâtiments ou de l'occupation des rues par les vendeurs informels. Le directeur du *ḥayy* du Mūsī, qui nous a accordé un entretien en juin 2013¹⁰, à la veille du coup d'État de l'armée de juillet, a lui-même souligné les difficultés rencontrées par ses services à se rendre dans le quartier, effrayés à l'idée de se faire agresser verbalement et physiquement par la population¹¹. Les forces de police municipale chargées de veiller à la non-occupation des rues par les vendeurs informels se trouvaient également face à la même situation. La sévérité des services de police concernant le problème de l'occupation illégale des espaces publics par les vendeurs informels aurait ainsi diminué avec les événements révolutionnaires, ce dont attestent également nos propres enquêtes.

8. *Markaz* : subdivision administrative dans les gouvernorats non urbains. Voir en Annexe 5 le schéma A.1 présentant le fonctionnement de l'administration égyptienne tiré de la thèse de (DEBOUT, 2012).

9. En anglais dans le texte original : "*Probably the single most striking physical effect result of the January Revolution has been the frenetic increase in informal housing construction across the city, mainly in and around informal settlements on the agricultural fringes. (...) This is attributable to the disappearance of agents of the state who should prohibit the phenomenon (mainly district and markaz housing directorate officials, and agricultural directorate inspectors). These agents were always only partially effective, but now they are largely absent, and for a large segment of the society the current situation presents a golden opportunity to begin construction*". Traduit par nos soins.

10. Entretien réalisé en arabe dans le bureau du directeur à 'Ataba, avec l'aide d'une interprète le 13 juin 2013.

11. La relative inaction de la police municipale était en effet liée à la très mauvaise image dont elle souffre en Egypte, en raison des violences policières dont elle s'est rendue responsable à de nombreuses reprises. Les policiers avaient donc peur de la population locale, jusqu'à la reprise en main autoritaire du maréchal président al-Sissi

I. 1. 2 Un appareil juridique et réglementaire pléthorique et théoriquement contraignant¹²

Un important appareil de lois et de décrets régit l'urbanisation dans le quartier du Mūsī, tout du moins sur le papier, et impose des règles qui concernent à la fois la préservation et la protection des monuments historiques, et qui imposent des contraintes quant aux destructions et aux nouvelles constructions dans le quartier.

Une partie du Mūsī a été classée en 1979 sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en raison d'un nombre important d'édifices de grande valeur culturelle et historique. Ce classement implique en particulier la protection des monuments anciens appartenant au patrimoine architectural égyptien¹³. Ils ont été recensés, classés et sont placés sous la protection du *Supreme Council of Antiquities* (SCA)¹⁴, « une mégainstitution centrale chargée de la gestion, de la sauvegarde, des travaux de restauration et réhabilitation d'un patrimoine immense avec tout ce que cela implique comme mesures d'expropriation, de permis de démolir et de construire, de protection des monuments et de leurs abords » (EL KADI et ELKERDANY, 2005). Le classement d'un édifice dans la liste des monuments historiques par le SCA, confirmé par décret présidentiel, a pour conséquence d'en interdire la démolition ainsi que toute modification. De plus, comme le prévoit la loi 117/1983 « *Antiquity Law* », les propriétés entourant les monuments historiques peuvent également se voir assigner des droits de servitude en vue de préserver les caractéristiques ou la forme extérieure du monument classé. Enfin, aucun permis de construire ne peut être délivré pour les terrains voire pour une zone entourant les monuments classés, et dont les limites restent à définir au cas par cas (FAHMY, 2013). Ces règlements concernent donc au moins une partie du Mūsī, celle située au contact de la Qaṣaba¹⁵, qui compte le plus grand nombre de monuments classés et protégés dans la ville ancienne (voir annexes

12. Cette sous-partie s'appuie sur un entretien réalisé en anglais avec deux architectes, consultants auprès du bureau égyptien de l'UNESCO, rencontrés le 30 avril 2013 dans leurs bureaux de Garden City. Ces architectes avaient en charge la gestion du projet « *Urban Regeneration of Historic Cairo* » visant à l'amélioration de la protection et de la mise en valeur du patrimoine architectural et artisanal de la ville ancienne. Les sources également utilisées sont un entretien que nous a accordé le Dr Soheir Hawas le 10 juin 2013 lorsqu'elle était encore directrice des études au NOUH (*National Organization for Urban Harmony*), et qui s'est tenu, en anglais, dans les bureaux de l'Agence à la Citadelle. Cet entretien a également été complété par celui donné quelques années plus tôt par le Dr Hawas au géographe P.-A. Barthel (BARTHEL et MONQID, 2011, 42-51).

13. Le patrimoine est ainsi défini par la loi 117 de 1983 comme « *tout immeuble ou meuble qu'ont produit les arts, les sciences, les lettres, les religions, les mœurs, etc., depuis l'époque préhistorique jusqu'en 1883* » et aussi « *tout immeuble ou meuble découvert sur le territoire égyptien et produit par une civilisation étrangère ayant eu des relations avec l'Égypte à l'une des époques précitées* ». Texte de loi cité par (EL KADI et ELKERDANY, 2005).

14. En français, le Conseil suprême des antiquités. Ce conseil a été créé par la loi 117/1983, qui « *confirme la prédominance du pouvoir central au détriment des autorités locales sur les questions de patrimoine* » (EL KADI et ELKERDANY, 2005).

15. La Qaṣaba est l'axe nord-sud de la ville ancienne du Caire, aujourd'hui la rue al-Mu'izz al-Dī Allah et la rue al-Ghūriyya. Voir chapitre 1.

6, cartes A.3 et A.4).

Suite au tremblement de terre de 1992 qui a fragilisé et parfois détruit une partie importante du tissu urbain de la ville ancienne et de ses monuments classés, et face au risque de destruction par leurs propriétaires des bâtiments devenus dangereux, de nouvelles lois sont édictées et différents décrets sont pris entre 1993 et 1998 en vue d'interdire toute démolition et toute nouvelle construction dans cette zone. Cet appareil juridique concerne le patrimoine placé sous l'autorité du SCA ainsi que le patrimoine de la ville moderne du Caire, c'est-à-dire « *les sites et les objets de la fin du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle* » (EL KADI et ELKERDANY, 2005). Ces différents textes sont confirmés par « *l'ordonnance militaire 2-1998 qui clôt le dispositif réglementaire visant à gérer la sauvegarde des bâtiments [dits] "de grande valeur"* » (EL KADI et ELKERDANY, 2005).

D'autres mesures sont progressivement prises pour continuer à régir l'urbanisation et à protéger le patrimoine de la ville ancienne. En 2006 est votée la loi 144/2006 intitulée « *Regulating the demolition of non-dilapidated buildings and establishments, and the preservation of architectural heritage*¹⁶ ». Cette loi protège uniquement les immeubles inventoriés en raison de leur valeur architecturale exceptionnelle (« *oustanding architecturale value* ») et de leur « portée historique » (« *historic significance* ») et concerne les bâtiments du patrimoine moderne, celui de la « Belle époque » (VOLAÏT, 2009). La loi de 2006 régleme également les procédures de démolition concernant les immeubles ordinaires. Les bâtiments ayant un intérêt patrimonial sont classés en trois catégories induisant des niveaux de protection plus ou moins forts. Le classement en catégorie A interdit toute transformation, intérieure et extérieure, du bâtiment. La catégorie B interdit toute modification de la façade de l'édifice concerné, mais certains aménagements intérieurs restent possibles. La catégorie C interdit de modifier la façade, mais il est possible de détruire tout l'intérieur du bâtiment¹⁷.

Mission a été donnée au *National Organization for Urban Harmony* (NOUH)¹⁸ d'identifier les zones ayant une forte valeur historique et d'y assurer la protection des bâtiments modernes dits remarquables – le patrimoine plus ancien étant sous la pro-

16. En français : loi de « Régulation de la démolition des immeubles et établissements non dégradés, et préservation du patrimoine architectural ». Voir la traduction en anglais de la deuxième section de la loi en annexe 7.

17. La catégorie C correspond donc à la pratique du « façadisme » en urbanisme, qui consiste à ne conserver que les façades de bâtiments anciens et à reconstruire derrière, dissimulé par la façade ancienne réhabilitée, un nouvel édifice.

18. L'Agence nationale pour l'harmonie urbaine a été créée en 2001 par le Ministre de la Culture de l'époque, Farouk Hosni, et placée directement sous l'autorité du ministère de la Culture. Pour plus de détails concernant ses compétences, consulter le site internet de l'initiative citoyenne « *Tadamun Initiative* » : http://www.tadamun.info/?post_type=gov-entity&p=508&lang=en&lang=en. Page consultée le 22 juillet 2016. Lire également l'interview du Dr Soheir Hawas réalisée par P.-A. Barthel et publiée dans (BARTHEL et MONQID, 2011).

tection du SCA. Bien que cette mission de protection du patrimoine ait été confiée par dérogation à une agence gouvernementale, les gouverneurs ont également un rôle à jouer car ils doivent créer au sein de chaque district urbain un comité ayant pour mission de dresser la liste des bâtiments qui seront protégés par cette loi.

Enfin, en 2008 a été votée la loi 119/2008 dite « *Building Law* ». En plus de réformes concernant la gouvernance de la planification urbaine au Caire et en Égypte¹⁹, cette loi prévoit la création dans chacun des gouvernorats égyptiens d'un office de régulation des bâtiments le temps que le NOUH, devenue *National Agency for Urban Harmony*²⁰, puisse prendre en charge la régulation permanente de la construction et de la protection des bâtiments appartenant au patrimoine moderne. La « *Building Law* » crée également des « zones de grande valeur » (« *areas of peculiar value* ») dans lesquelles « *aucun immeuble, projet, établissement mobile ou fixe ne pourra être érigé, modifié, surélevé ou restauré, ni occupé temporairement ou de façon permanente sans avoir obtenu le permis nécessaire. L'Agence est chargée de faire l'inventaire des bâtiments et des zones de grande valeur et d'établir des standards d'harmonie urbaine en vue de leur protection. Elle peut aussi proposer la confiscation des bâtiments de grande valeur au profit d'une utilité publique, après résolution prise par le Supreme Council for Urban Planning and Development (SCUPD) et sous réserve de compensation. Elle peut demander la suppression des violations à l'intérieur de ces zones, au frais des contrevenants*²¹ » (FAHMY, 2013, 16).

Ces zones de grande valeur sont divisées en trois catégories, définissant trois niveaux de réglementation. La zone A, ou « zone cœur », est la zone au sein de laquelle le patrimoine doit bénéficier du niveau de protection le plus élevé et où les règles régissant l'urbanisme sont les plus contraignantes, toujours sur le papier. La zone B lui est contiguë et bénéficie d'un niveau de protection moindre. La zone C, appelée « zone de transition » (« *buffer zone* »), présente un niveau de protection plus faible encore. Il existe pour chacune des règlements spécifiques plus ou moins contraignants, concernant notamment la

19. Voir la traduction en anglais d'une partie de cette loi placée en annexe 8. La « *Building Law* » crée ainsi un *Supreme Council for Urban Planning and Development* (Conseil supérieur pour la planification et le développement urbains, SCPUD), une haute autorité placée directement sous l'autorité du Premier ministre et qui rassemble les principaux représentants des ministères et institutions concernés par le développement urbain. Ce Conseil doit entièrement chapeauter la planification urbaine, à la place donc des gouvernorats. Pour plus de détails concernant les fonctions et missions du SCPUD, consulter le site internet « *Tadamun initiative* » : http://www.tadamun.info/?post_type=gov-entity&p=506&lang=en&lang=en. Page consultée le 21 juillet 2016.

20. En français, l'« Agence nationale pour l'harmonie urbaine ».

21. En anglais dans le texte original : " *Within these areas no buildings, projects, movable or fixed establishments may be erected, modified, heightened or restored, nor temporary or permanently occupied without obtaining the necessary license. The Agency is entitled to create an inventory of the buildings and areas of peculiar value and set out standards of urban harmony for their protection. It may suggest the confiscation of buildings of peculiar value for public utility, issued on a resolution by the Council, after compensation is given. It may request the removal of violations within areas of peculiar value at the expense of the violator*". Texte traduit en français par nos soins.

hauteur des nouveaux bâtiments. De même, certaines activités économiques peuvent ne pas y être autorisées ou y être limitées en raison des nuisances (pollution de l'air et des sols, nuisances sonores, congestion urbaine, etc.) et des dégradations qu'elles pourraient causer.

Tout cet appareil juridique et réglementaire, qui régleme à la fois la protection du bâti existant plus ou moins ancien, les conditions de démolition de ce bâti et les normes présidant à la reconstruction, n'a finalement pas été mis en œuvre sur le terrain. Les événements révolutionnaires début 2011 ont mis un frein non seulement à l'appareil réglementaire concernant la partie patrimonialisée et mise en tourisme de la ville ancienne du Caire, mais également à toutes les autres réformes urbaines prévues par ces lois.

I. 1. 3 L'urbain dans une situation de vide juridique durant la période post-révolutionnaire

Toutes ces mesures, lancées peu avant le séisme politique de janvier 2011, n'avaient toujours pas pu être mises en œuvre au moment de nos enquêtes au Caire, créant ainsi une situation de « *vide juridique*²² ». L'année précédant la révolution avait été une année fortement perturbée par les élections²³ et les autorités politiques avaient dû reporter à plus tard la mise en œuvre des lois de 2006 et de 2008 et la formation des équipes techniques en charge de leur application.

L'UNESCO, en collaboration avec le Ministère des Antiquités, le *Central Agency for Public Mobilization and Statistics*²⁴ (CAPMAS), le NOUH et le gouvernorat du Caire, avait lancé dès 2009-2010 un grand projet de « réhabilitation urbaine du Caire historique²⁵ ». Les consultants mandatés par l'institution avaient en effet constaté que, en dépit de l'ancienneté de l'inscription du site de la vieille ville du Caire au patrimoine mondial de l'humanité, « *la délimitation du site et les mesures de protection destinées à conserver ses valeurs architecturales et urbaines [étaient] soit imprécises soit totalement absentes* ». L'UNESCO, en lançant ce projet, proposait d'élaborer des outils de conservation et de gestion en collaboration étroite avec les partenaires égyptiens étatiques et régionaux et de délimiter précisément le périmètre de protection et les mesures qui y seraient applicables en vue de mieux préserver ce site classé. Cependant, lors de notre rencontre en avril 2013

22. Expression employée par une des chargés de mission de l'UNESCO en charge du projet « *Urban rehabilitation of Historic Cairo* » lors de notre entretien le 30 avril 2013.

23. Au sujet des élections présidentielles et législatives qui se sont déroulées en Égypte entre 2005 et 2010, consulter le numéro spécial « Fabrique des élections » paru dans la revue *Égypte/Monde arabe* en 2011, et notamment l'introduction écrite par (KOHSTALL et VAIREL, 2010).

24. Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques.

25. En anglais : « *Urban Regeneration of Historic Cairo* ». Consulter le site institutionnel : <http://whc.unesco.org/fr/activites/663/> page consultée le 22 juillet 2016.

avec les consultants chargés de piloter le projet et les études sur le terrain, le projet en était au point mort. Des études et des inventaires sur l'état de dégradation des zones concernées avaient été produits²⁶, des zones de « haute valeur patrimoniale » avaient été délimitées, des mesures de protection et des outils d'intervention et de préservation avaient été proposés, mais aucune décision n'avait été prise par les partenaires égyptiens du projet²⁷.

De même, l'inventaire des bâtiments et édifices appartenant au patrimoine moderne égyptien (post 1863), prévu pourtant dans la loi de 2006, n'était pas terminé en avril 2013. L'application de cette loi avait également été rendue difficile par les habitants et propriétaires de certains de ces édifices classés, qui avaient porté leur cas devant les tribunaux afin de contester le classement de leur propriété comme bien de grande valeur à protéger²⁸.

Enfin, les prérogatives de la « *Building Law* » de 2008 sont restées en suspens depuis les événements révolutionnaires. Le classement et la délimitation des périmètres des zones urbaines à protéger, dans lesquelles les constructions et démolitions doivent être régulées, ont été partiellement réalisés par le NOUH. Au moment de notre entretien dans les bureaux de l'UNESCO en avril 2013, trois zones avaient été officiellement identifiées par le NOUH et validées par le SCUP, soit Le Caire historique, le quartier de Ma'ādī et Le Caire khédivial. Trois autres zones à protéger étaient encore en cours d'approbation par le SCUP. Un décret prévoyant une régulation des constructions à l'intérieur de ces zones avait également été promulgué, mais, pour reprendre les propos de l'un des chargés de mission de l'UNESCO, « *rien n'a à ce jour été mis en œuvre* ».

Ce chargé de mission donnait un exemple pour illustrer ses propos. La loi de 2008 prévoit de ne pas autoriser la construction d'immeubles neufs de plus de six étages, voire même de plus de quatre étages dans certaines zones. Or cette simple règle n'est pas respectée et la plupart des bâtiments construits ou en construction aujourd'hui dans la ville ancienne, et en particulier dans la place marchande, ne tiennent pas compte de cette réglementation. Ainsi, pour ce chargé de mission, « *tout ce qui se passe dans cette zone concernant le renouvellement du tissu urbain est illégal* ». Autre point important : la formation des architectes employés par les districts urbains pour instruire les permis de construire visant à leur permettre d'appliquer la « *Building Law* » venait simplement de débiter à la mi-avril 2013, soit cinq ans après le vote de cette loi. Auparavant, nous disais ce même chargé de mission, les architectes employés par l'administration locale jon-

26. Tous et toutes disponibles en ligne sur le site de l'UNESCO : <http://www.urhcproject.org/Studies> page consultée le 22 juillet 2016.

27. Les partenaires égyptiens du projet URHC sont les suivants : le Ministère des Antiquités, le gouvernorat du Caire, le SCA, le NOUH, le CAPMAS.

28. Source : entretien avec deux chargés de missions de l'UNESCO le 30 avril 2013.

glaient entre les lois antérieures à celle de 2008 et la « *Building Law* » de 2008, sans savoir quels règlements appliquer vraiment, d'où des incertitudes quant à la bonne application des règlements d'urbanisme.

Ainsi, l'appareil législatif et juridique existe bel et bien. Mais les troubles politiques et sociaux liés à la révolution, le manque de volonté politique concernant la question urbaine ainsi que, sans doute, la corruption ont produit une vacance juridique. Les règles sont floues, mal connues des techniciens du district urbain pourtant en charge au quotidien de leur application et du contrôle de la conformité des chantiers de construction et de démolition dans la ville. La police a déserté les rues du Mūsī et ne sanctionne peu ou plus les infractions à la règle. La place était donc libre pour que les « *citadins ordinaires* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000) aient toute latitude pour transformer la ville par le bas, par l'occupation des espaces publics avec le développement massif du commerce de rue des menus articles *made in China*, et la transformation du bâti lui-même.

I. 2 À Oran, des politiques urbaines marginalisées ?

Contrairement au contexte égyptien, l'appareil juridique et réglementaire qui s'applique aux espaces centraux de l'agglomération oranaise est bien plus léger que celui qui concerne théoriquement le centre de la métropole du Caire. Ses préconisations sont également plus floues.

Les acteurs institutionnels qui gouvernent, qui gèrent et qui planifient la ville sont duels dans le cas algérien : d'un côté le pouvoir local élu, représenté par l'Assemblée populaire communale (APC) à l'échelon local et l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) à l'échelon régional; de l'autre, les représentants du pouvoir central, le wali et les directeurs de wilaya de différents secteurs, désignés par l'État. De fait, « *la marge de manœuvre de l'APC et à sa tête le maire, et le poids de la société civile en matière d'aménagement et de gestion de la ville sont très réduits* », si on en croit N. Mouaziz-Bouchentouf (MOUAZIZ-BOUCHENTOUF, 2009), et c'est finalement la wilaya, et en particulier sa Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC) qui prend la plus grande partie des décisions concernant l'urbanisme à Oran. Ainsi, au moment de nos enquêtes, lorsque nous nous intéressions aux questions de gouvernance et de réglementation urbaine et que nous nous sommes tournée vers les services communaux de la ville d'Oran, c'est vers la DUC que nous avons été systématiquement renvoyée. Nous avons eu la possibilité de nous rendre dans les bureaux de ce service et de consulter les documents d'urbanisme réglementant les aménagements urbains, et de nous entretenir avec une architecte employée à la DUC, grâce à la recommandation d'un collègue de l'université de l'USTO qui

avait été son enseignant quelques années plus tôt²⁹. Cette dernière nous a apporté un éclairage utile concernant le fonctionnement des instruments d'urbanisme et le rôle des différents acteurs publics concernant le quartier de Médina J'dida.

I. 2. 1 Des instruments d'urbanisme flous

Les instruments de base qui encadrent et règlementent l'urbanisme et l'aménagement du territoire en Algérie sont le Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) et le Plan d'occupation des sols (POS), en vigueur depuis la loi 90-29 de 1990 (KADRI et MADANI, 2015). Le PDAU à Oran a été réalisé à l'échelle du Grand Oran³⁰ et adopté en 1997. C'est la troisième phase de ce PDAU, intitulée « Rapport d'orientation et règlement » qui détermine les règles qui s'appliquent à Médina J'dida. Médina J'dida appartient à la « surface urbanisée³¹ » (SU) n°4 « Sidi el Bachir », et plus précisément à la SU4-1 du « *ḥayy* Sidi Okba » (quartier Sidi Okba). Le PDAU constatait en 1997 un « *état de dégradation avancé* » du bâti, hérité de la période coloniale, d'une voirie en bon état, d'équipements obsolètes ou en friches (entrepôts – sans doute les minoteries désaffectées – casernes) et de quelques monuments historiques à préserver, comme les casernes militaires. Le PDAU préconise la mise en place de POS et en fixe les principales orientations. Est tout d'abord recommandée la « *rénovation* » du cadre bâti, c'est-à-dire « *une intervention en profondeur sur le tissu urbain avec destruction d'immeubles vétustes et reconstitution sur la même place d'immeubles de même fonction ou de fonction différente* » en vue « *d'accorder les tissus avec les normes maximales d'hygiène* » (article 19 du PDAU). Le document prévoit également « *la recomposition urbaine des axes* » et en particulier le boulevard de l'Indépendance (esplanade Tahtaha) et le boulevard Mascara (boulevard Houha Mohamed) qui accueille aujourd'hui le tramway, la « *recomposition* » étant entendue comme « *le contrôle de la forme urbaine par la détermination du droit de l'utilisation du sol, la typologie de l'habitat, les règles d'implantation et le traitement des façades* » (article 19 du PDAU). Les monuments et sites historiques doivent être préservés et mis en valeur. Il est également prévu d'élargir le boulevard de l'Indépendance au

29. Rencontre qui a eu lieu le 13 mars 2013 dans les locaux de la DUC. Il nous a en effet été assez difficile d'obtenir des informations concernant les documents d'aménagement et d'urbanisme et le fonctionnement de la gouvernance urbaine à Oran. Sans contact « à l'intérieur », cela nous aurait été presque impossible.

30. Le groupement d'Oran est composé des quatre communes d'Oran, d'Es Senia, de Bir El Djir et de Sidi Chahmi.

31. Les zones « SU » pour « surface urbanisée » concernent le bâti existant avant la création du PDAU. D'après Y. Kadri et M. Madani, le PDAU retient « *une approche en termes de zoning* » et « *entreprind de répartir les espaces d'urbanisation en secteurs. Ces derniers sont des fractions continues du territoire communal auxquelles la loi 90-29 (art. 19) attribue quatre sortes de vocation les distinguant en quatre catégories : secteurs urbanisés (SU), secteurs à urbaniser (SAU), secteurs d'urbanisation future (SUF) et secteurs non urbanisables (SNU)* » (KADRI et MADANI, 2015).

niveau de la caserne militaire. Enfin, la caserne « *située au niveau du quartier Sidi Okba* » devra être transférée « *à long terme* », comme le précise le document.

Le PDAU prévoit également des règles d'urbanisation qui devront être précisées dans les futurs POS. L'article 87 autorise « *toute densification en hauteur* », « *au minimum R+4 le long des axes principaux et au maximum R+4 à l'intérieur des tissus* » urbains. L'article 88 autorise des coefficients d'occupation du sol, entre 2 et 3 pour les îlots bordant les axes principaux, et entre 1,4 et 2 à l'intérieur des îlots. Ces préconisations « *laissent libre champ aux initiatives individuelles (...). Le PDAU permettait ainsi de doubler les COS de Médina J'dida (...). Dans l'ensemble, les constructions respecteront ces préconisations et la taille dominante des constructions récentes (R+2 et R+3) s'inscrit dans ces recommandations. Seuls quelques immeubles, les hôtels et les grands centres commerciaux, dépasseront largement ces COS* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015).

Néanmoins, en dépit des préconisations données par le PDAU, d'ailleurs accusé d'être déjà dépassé par le rythme d'urbanisation actuel à Oran et ailleurs en Algérie (MOUAZIZ-BOUCHENTOUF, 2009; SIDI BOUMEDIENE, 2013; KADRI et MADANI, 2015), le POS du *hayy* Sidi Okba n'était toujours pas paru au moment de notre entretien avec l'architecte de la DUC en mars 2013. Cette dernière a donc précisé que, lorsqu'il n'y a pas de POS, ce sont les préconisations du PDAU qui établissent les règles à suivre. C'est ensuite véritablement le permis de construire³² ou de démolir demandé par les propriétaires privés qui autorise ou non la construction d'un nouvel immeuble. « *Ce sont les permis de construire qui font la ville* » (MOUAZIZ-BOUCHENTOUF, 2009); or ils ne sont pas des outils efficaces et contraignants de contrôle et de régulation de la fabrique de la ville par les pouvoirs publics, bien au contraire. N. Mouaziz-Bouchentouf et S. Belguidoum écrivent ainsi que « *le permis de construire et les pratiques de construction sont des illustrations de détournement systématique des règles d'urbanisme. Dans les faits, le permis de construire en tant qu'instrument de contrôle a priori, au lieu de précéder la construction, lui succède et s'adapte à elle. Il est réduit à une simple autorisation administrative rarement respectée. Même s'il connaît un regain d'intérêt depuis que les banques l'exigent pour délivrer les prêts à la construction, les modifications introduites lors de la construction sont nombreuses (hauteur et gabarit des constructions, emprise au sol et détournement de la vocation d'habitation par la transformation du rez-de-chaussée en local de commerce). La demande d'un permis modificatif, acte nécessaire en cas de vente ou de succession, permet systématiquement de régulariser la construction* » (BELGUIDOUM et MOUAZIZ, 2010).

Ces règles d'urbanisme assez floues, le tuilage entre les différents acteurs impliqués

32. Là encore les rôles sont répartis entre l'APC et la DUC. L'APC vérifie la recevabilité du document – et notamment la validité du titre de propriété – mais c'est la DUC qui est garante de la bonne application des instruments d'urbanisme et qui se substitue souvent à l'APC dans l'instruction et la délivrance de ces permis.

dans la planification urbaine et la marge de manœuvre des citoyens ordinaires expliquent ainsi la possibilité pour certains propriétaires immobiliers et fonciers de construire des bâtiments qui ne respectent pas les COS pourtant en vigueur. Il est intéressant de noter que ce sont d'ailleurs les nouveaux centres commerciaux, proposant à la vente les marchandises *made in China*, et les nouveaux hôtels qui bénéficient de la manne générée par ces activités³³, qui transgressent les règles d'urbanisme pourtant déjà assez souples, ce qui témoigne du rôle important de ces entrepreneurs commerçants dans la fabrique de la ville et de leur capacité à détourner ou à pouvoir ne pas tenir compte des règlements urbains en usage.

I. 2. 2 Des interventions ponctuelles de la part des pouvoirs publics

Les préconisations assez vagues du PDAU concernant le quartier de Médina J'dida, n'ont pas donné lieu à des aménagements de grande ampleur. La commune d'Oran s'est contentée d'opérations assez ponctuelles et plutôt cosmétiques, cherchant essentiellement à traiter les espaces publics en assez mauvais état et à gérer l'habitat insalubre. Comme le font remarquer A. Boudinar et S. Belguidoum, « *les interventions des pouvoirs publics (...) consistent en l'aménagement d'espaces publics, la réhabilitation de la voirie, la construction d'un parking et la résorption de l'habitat vétuste* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015). Le seul véritable grand aménagement aura été l'installation du tramway sur le boulevard Mohamed Houha, qui s'accompagnait, lors de nos enquêtes, de la réhabilitation des façades donnant sur le boulevard, en particulier au niveau de la place d'Armes (place de l'hôtel de ville) et en limite des quartiers Kargentah et du Derb, projet d'embellissement d'ailleurs décidé par le wali sur fonds publics d'État (MOUAZIZ-BOUCHENTOUF, 2009). La place Tahtaha a également été réaménagée à partir de 2004, des travaux qui se sont terminés en 2012 et qui ont été financés par la Division des Travaux et de la Maintenance de la commune d'Oran³⁴. Une opération de réfection de la voirie et du réseau d'adduction en eau dans le quartier a également été lancée par la municipalité en 2014, en cours pendant notre dernier terrain. Les travaux étaient d'ailleurs réalisés au moment de la fermeture des commerces, en soirée, mais les engins de chantier étaient laissés en plein milieu des rues commerçantes, comme le montre le cliché a (photographie 7.1), donnant d'ailleurs l'occasion aux vendeurs de rue d'aménager de nouveaux espaces de vente à la sauvette à même l'engin de chantier (cliché b, photographie 7.1).

33. Les hôtels les plus récents et les plus modernes sont destinés à accueillir les commerçants et commerçantes de passage à Médina J'dida pour affaires. Voir à ce sujet le chapitre 6.

34. Source : Tegguer Kaddour, « Mdina Jdida : l'esplanade Tahtaha en chantier », *El Watan*, édition du 7 mai 2012, en ligne : http://www.elwatan.com/-00-00-0000-169511_135.php page consultée le 28 juillet 2016.

PHOTOGRAPHIE 7.1 – Les travaux de réfection de la voirie et des réseaux d'eau à Médina J'dida

L'engin de chantier est laissé la journée dans les rues commerçantes de Médina J'dida (**cliché a**) et a été utilisé le lendemain matin même par un vendeur de rue comme nouvel espace d'exposition de ses marchandises (**cliché b**). Crédits : A. Bouhali, mars 2014.



Un autre projet d'aménagement a été lancé par la wilaya d'Oran à partir de 2006 : la construction d'un parking aérien de sept niveaux et deux sous-sols, en plein cœur du quartier, à deux pas du marché couvert Sidi Okba. Les travaux de construction ont réellement démarré en 2011 en raison de problèmes techniques. Le parking a été construit à l'emplacement d'une ancienne minoterie détruite par un incendie. Il fait partie d'un programme plus large, mené par la wilaya à l'échelle de l'agglomération et qui prévoit la réalisation de neuf parkings à étages, dans le cadre d'un programme de développement décidé par le président de la République en visite à Oran en 2006³⁵. Ces parkings en lien avec la réalisation de la ligne de tramway, ont pour objectif de décongestionner le centre d'Oran, en incitant les visiteurs à laisser leur voiture au parking et à utiliser le tramway. Cependant, la construction de ce parking est « *une des incongruités de la programmation urbaine* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015) à Médina J'dida. En effet, ce parking, prévu pour accueillir dans les étages entre 500 et 3 000 véhicules, selon différentes sources journalistiques, et une trentaine de locaux commerciaux au rez-de-chaussée³⁶, n'est desservi

35. Source : M. Mazari, « Le parking à étages de Médina J'dida opérationnel dans une année », *Le Quotidien d'Oran*, édition du 31 janvier 2012. En ligne, <http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5163686> page consultée le 28 juillet 2016.

36. Source : A. Foued, « Médina Jédida : un parking à étages bientôt en service », *El Watan*, édition du

que par quelques ruelles étroites, encombrées par les marchandises des boutiques et les stands des vendeurs ambulants (photographie 7.2). Il sera donc particulièrement difficile pour les véhicules privés de s'y garer au moment des heures d'ouverture des boutiques de la place marchande, en particulier à cause des stands des vendeurs de rue. Ainsi, « *à l'échelle de la ville, ce projet [peut paraître] rationnel, mais à l'échelle locale il ignore la réalité du quartier* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015). Les autorités publiques risquent de devoir faire démolir des immeubles pour permettre aux véhicules d'accéder au parking, et vont donc se retrouver dans l'obligation de trouver un terrain d'entente avec les propriétaires de ces îlots.

Finalement, les projets et les chantiers qui transforment réellement la Ville nouvelle sont davantage l'œuvre d'acteurs privés que des acteurs publics.

PHOTOGRAPHIE 7.2 – La construction du parking aérien à Médina J'dida

Les travaux se poursuivaient encore en 2013 (**cliché a**). Mais les rues qui entourent le parking sont encombrées par les chalands et les vendeurs de rue (**cliché b**), ce qui pose la question de l'accessibilité et donc de la pertinence même de ce parking. Crédits : A. Bouhali, mars 2013.



II Des citoyens ordinaires face à des autorités urbaines affaiblies : entre détournements et négociations

Face à un État absent et/ou fragilisé, qui n'est pas en mesure de contrôler l'urbanisation en plein cœur de la ville légale, les « *citadins ordinaires* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000), petits et grands commerçants spécialisés dans le commerce du *made in China* ou propriétaires immobiliers et fonciers, ont su saisir cette opportunité et cette relative liberté pour construire de nouveaux immeubles commerciaux ou en détruire de plus anciens sans respect des règlements en vigueur. Dans le cas des commerçants qui ne sont pas propriétaires ou locataires d'un fonds de commerce, cela s'est également traduit par l'occupation des espaces publics et l'installation temporaire voire semi-permanente dans le cas du Caire, de stands permettant la vente dans la rue. Ces acteurs privés ont ainsi su « *développe[r] des stratégies de contournement et de négociation visant à la préservation de leurs positions ou à l'acquisition de nouvelles* » (SIGNOLES, 1999, 11) dans les deux quartiers.

II.1 Une urbanisation qui se poursuit en dépit des règles au Mūsķī

Les solutions de contournement et de négociations des citoyens ordinaires avec les autorités urbaines étaient déjà monnaie courante avant la révolution de janvier 2011 dans la capitale égyptienne. D. Sims en fait état dans différentes études portant sur le Grand Caire, en particulier en ce qui concerne l'urbanisation informelle dans les périphéries de l'agglomération aux marges des terres agricoles (SIMS, 2003, 2012). Or ces pratiques ne sont pas propres aux périphéries spontanées de la capitale égyptienne : on retrouve également des pratiques de contournement des règles régissant l'urbanisation et ses normes assez similaires au cœur même de quartiers plus anciens supposés réglementaires³⁷. Quelques propriétaires immobiliers interrogés dans les rues du Mūsķī nous ont ainsi expliqué les démarches et les négociations, parfois très conflictuelles, qu'ils avaient dû mener auprès de l'administration locale en vue de pouvoir faire démolir un immeuble ancien et en faire construire un nouveau, et ce parfois bien avant la révolution et le changement d'attitude de l'administration locale sur le terrain. Les encadrés 7.1 et 7.2 donnent deux exemples de ces négociations avec le *ħayy* du Mūsķī : la première très conflictuelle et assez longue, la seconde, beaucoup plus simple, si on en croit ces deux propriétaires.

37. On pensera notamment aux logements précaires construits sur les toits-terrasses en plein centre-ville moderne (BLANQUI et ILBERT, 1981) cités par (VOLAIT, 1988), ou à l'occupation des cimetières (EL KADI et BONNAMY, 2001).

ENCADRÉ 7.1 – Un exemple de conflit autour de la construction d'un immeuble commercial situé rue Darb al-Ġedīd³⁸

Entretien avec un vieux monsieur, ancien habitant du quartier aujourd'hui à la retraite, issu d'une famille de commerçants. Il s'est associé à d'autres commerçants du Mūsķī et propriétaires immobiliers pour construire un immeuble commercial dans la rue Darb al-Ġedīd, une ruelle parallèle à la rue du Mūsķī et qui donne sur la rue Port-Saīd.

L'immeuble en construction a été bâti à la place d'un ancien immeuble comprenant des boutiques et cinq ou six appartements, dont celui dont ce monsieur était propriétaire. L'homme avait habité dans cet appartement toute sa vie avant de le quitter il y a une vingtaine d'années, la zone étant devenue trop commerciale. Il avait alors transformé son appartement en local pour entreposer des marchandises.

Il a eu l'idée de détruire cet immeuble et d'y construire un nouvel immeuble entièrement commercial il y a une vingtaine d'années. Mais il a commencé la construction du centre commercial il y a cinq ou six ans seulement. Cela lui a pris une quinzaine d'années pour convaincre les autres propriétaires de détruire leur immeuble et d'en construire un nouveau. Il s'est en effet associé à d'autres commerçants pour la construction de cet immeuble afin de mutualiser l'investissement financier. Alors que l'immeuble précédent comptait cinq étages, le nouveau en a sept. Or le règlement d'urbanisme, établi par le ḥayy, ne prévoit en théorie que des immeubles de trois étages dans cette partie du quartier. Obtenir l'autorisation pour ce nouvel immeuble a été très compliqué et a nécessité un gros travail de recherches documentaires. En effet, l'immeuble situé devant son futur centre commercial de l'autre côté de la rue, et qui le sépare de la rue du Mūsķī, est inscrit sur les documents d'urbanisme comme devant être détruit. Il était prévu, d'après de vieux documents d'urbanisme qu'il a consultés, d'élargir encore davantage la rue du Mūsķī pour qu'elle atteigne une vingtaine de mètres de largeur afin d'y fluidifier la circulation automobile^a. Son immeuble est donc situé sur le papier en bordure de la rue du Mūsķī. Or il est possible de construire des immeubles plus hauts le long des grandes artères du quartier, tandis que dans les rues plus petites, la hauteur maximale autorisée est seulement de R+3 (rez-de-chaussée et trois étages). Son immeuble échappe donc à cette règle et lui et ses associés ont pu construire en toute légalité, après une longue bataille juridique avec le ḥayy.

La consultation des documents, les négociations avec le ḥayy, tout cela a duré plus de deux ans avant que les permis de démolir et de construire ne lui aient été donnés. Le ḥayy avait d'abord refusé de délivrer ces permis. L'homme a dû aller consulter les documents d'urbanisme et de planification au « markaz al-buḥūth al-a'māl al-bana' ». Le comité technique du ḥayy est ensuite venu faire des enquêtes. Enfin, en ce qui concerne le style de la façade du bâtiment (encore vierge de toute décoration lors de l'entretien), le quartier étant un quartier « islamique » au sens de « historique » selon le propriétaire, il a dû faire valider son projet par le ḥayy pour que ce dernier agrée la façade. Enfin, les dernières contraintes imposées par le ḥayy auront été la démolition sans engins de chantier et la construction « à la main ». Les rues sont en effet trop étroites pour laisser passer les engins de chantier. Les travaux ont été enfin réalisés de nuit, après la fermeture des commerces, pour pouvoir avoir accès à la rue et travailler en toute sécurité pour le public.

a. Il était en effet prévu que la rue du Mūsķī soit praticable en voiture, ce qui paraît aujourd'hui, au vu de la densité commerciale de cet axe entièrement piéton, assez incongru (voir chapitre 1).

38. Entretien réalisé le 25 juin 2013, en arabe, avec l'aide d'une interprète.

ENCADRÉ 7.2 – Un exemple de construction non conflictuelle d'un immeuble commercial³⁹

Entretien avec le directeur et propriétaire du *mall* al-Kamel, le Ḥāgg M. al Q., à Ḥammām al-Talāt. Ce monsieur, associé à son frère, est également propriétaire d'une usine fabriquant des ustensiles de cuisine en fer blanc dans la Gamāliyya.

Le mall a été construit dans une des zones les plus commerciales du quartier dans les années 1990, et en cela, le Ḥāgg M. al Q. a été un précurseur, car le concept du mall était à cette époque une idée originale qui n'existait pas en Égypte si on en croit le directeur. Le mall a été construit sur un ancien bien waqf^a, racheté au Ministère des Awqāf^b par la famille de ce monsieur en 1959. C'était un terrain vague qu'il a fait lotir, après avoir fait les démarches nécessaires auprès du ḥayy, « sans aucune malversation ni manipulation », précise le Ḥāgg. Pour obtenir le permis de construire, il a d'abord dû présenter les titres de propriété ainsi que les plans du nouvel immeuble. En raison du classement de cette zone dans un périmètre historique, il a fallu proposer une façade d'un style rappelant le style islamique, avec l'utilisation de briques spéciales, « comme celles utilisées pour les mosquées », et ce à la demande du ḥayy. L'équipe technique du ḥayy a ensuite examiné le dossier, et vérifié sa conformité avec les règlements d'urbanisme en vigueur. Lui et son frère ont alors obtenu le permis de construire pour un immeuble comptant uniquement deux étages.

Le centre commercial était en chantier lors de l'entretien : un troisième étage était en construction. Le Ḥāgg avait sollicité il y a peu un permis de construire pour ce nouvel étage, obtenu assez facilement auprès du ḥayy, bien que cette partie du quartier soit classée pour son patrimoine et soumise à des mesures de protection. Il a lancé cette surélévation car le marché du Mūsķī a aujourd'hui besoin de nouveaux espaces commerciaux, notamment pour des bureaux d'importation et des entrepôts de marchandises.

a. Un *waqf* est un bien immobilier dont le revenu est affecté à une œuvre pieuse ou charitable, comme l'entretien d'une mosquée ou d'une fontaine par exemple. En étant consacré comme *waqf*, un bien devient inaliénable et ne peut plus faire l'objet de vente, achat, expropriation ou hypothèque. La gestion de ces biens a été l'objet de réformes successives, notamment sous le règne du président Nasser à partir de 1952, qui ont permis la mise en vente de certains de ces biens, mesures dont a bénéficié le père du commerçant interrogé. Le président Sadate est revenu ensuite en 1973 sur une partie des mesures prises sous Nasser, ce qui a conduit à la restitution au Ministère des *waqfs* des biens transférés, tandis que « l'organisme égyptien des *waqfs* » était créé pour gérer les biens *waqfs*. Pour en savoir plus, consulter (BARBAR et KEPEL, 1981).

b. Pluriel de *waqf*.

Ces deux encadrés dressent le portrait de producteurs de la ville ayant lancé leurs projets immobiliers et commerciaux avant la révolution de 2011, et montrent ainsi des situations variées, mais dans lesquelles le ḥayy est bel et bien présent et impose ou régule les modifications réalisées dans le quartier. Cependant, nos observations récurrentes menées entre 2012 et 2013 ont montré de nombreux immeubles encore en construction ou

39. Entretien réalisé le 18 juin 2013, en arabe, avec l'aide d'une interprète.

dont la construction était manifestement très récente et qui ne respectaient pas du tout les limites de hauteur mentionnées par ces deux propriétaires. On peut alors se poser la question des modalités de contournement des règles d'urbanisme au Mūsķī, et en particulier celle de la corruption.

Même si l'on convient avec P. Signoles qu'il est impossible de rendre entièrement compte du « *contournement systématiques des règles (d'urbanisation et d'urbanisme) en les attribuant [uniquement] aux pratiques de corruption, quelles que soient la réalité et l'ampleur de celles-ci* » (SIGNOLES, 1999, 28), ces pratiques existent de façon courante au Caire, et notamment au niveau de l'administration locale, ce qui contribuait déjà avant la révolution à autoriser des écarts à la règle dans les questions d'aménagement urbain (SIMS, 2012). L'urbaniste américain décrit un état assez classique de corruption, non seulement au niveau des employés, mais surtout à celui des directeurs des *ahyā'*. En effet, « *les directeurs de districts, nommés par le Ministère des Affaires locales parmi les anciens officiers de l'armée ou de la police pour une durée excédant rarement deux ans, possèdent dans les faits un pouvoir important car ce sont eux qui constituent les principaux intermédiaires vers le bureau du gouverneur*⁴⁰ », ce qui peut permettre d'obtenir des dérogations ou des passe-droits. Quant aux membres du personnel des districts, ils « *ont gagné la réputation d'être particulièrement corrompus, principalement parce que la plupart de leurs fonctions est liée au contrôle des activités de la construction (et les pots-de-vin inévitables payés pour regarder ailleurs, en particulier dans les quartiers informels); mais il n'y a aucune preuve qu'ils soient plus prompts à la corruption que les autres fonctionnaires*⁴¹ ». (SIMS, 2012, 255). La « *petite corruption quotidienne* » (BLUNDO et OLIVIER DE SARDAN, 2001) était déjà assez courante au niveau de l'administration locale qui se trouve au contact avec les acteurs privés et, si on en croit le ton un peu provocateur employé par D. Sims, elle est relativement banalisée. Elle est également dénoncée de façon récurrente depuis janvier 2011 par les acteurs de la société civile préoccupés par le devenir de leur ville, désignés sous le terme d'« *activistes urbains* » (STADNICKI, 2013)⁴².

Cependant, suite à la disparition des rues du Mūsķī de l'administration locale et de la police, la corruption est devenue récurrente, si on en croit à la fois les remarques des com-

40. En anglais dans le texte : "the district chiefs, appointed by the Ministry of Local Development from a pool of largely ex-military and ex-police officers for durations that rarely last more than a couple of years, exercise considerable power and influence as the main conduit to the governor's office.". Traduit par nos soins.

41. En anglais dans le texte : "District personnel have gained a reputation as being particularly corrupted, mainly because most of their functions relate to the control of building activities (and the inevitable bribes paid to look the other way, especially in informal areas), but there is no evidence that they are any more prone to corruption than other civil servants". Traduit par nos soins.

42. Par exemple, le jeune docteur en architecture Mohamed Elshahed, qui tient le blog *Cairo Observer*, en fait la critique dans une interview donnée en juin 2013 au blog « Les observateurs ». En ligne : <http://observers.france24.com/fr/20130625-caire-historique-menace-disparition-architecture-mosquees-hammam-patrimoine-unesco> Page consultée le 23 juillet 2016.

merçants et propriétaires immobiliers interrogés entre 2012 et 2013 et surtout la multiplication des chantiers de construction entre nos deux séjours dans la capitale égyptienne. Certains propriétaires d'un immeuble commercial ou d'une partie d'un immeuble, mais aussi des commerçants, patrons ou employés, ont en effet spontanément abordé la question, sans invitation particulière de notre part durant les entretiens, ce qui témoigne selon nous du fait que la période post-révolutionnaire s'inscrit dans la continuité des pratiques antérieures. Le directeur d'une des branches d'une entreprise spécialisée dans l'import et la vente en gros d'accessoires féminins *made in China*, alors que nous évoquions avec lui l'ampleur des constructions et des surélévations autour de la rue du Mūsķī, nous a ainsi spontanément parlé d'une corruption assez banale des propriétaires de ces bâtisses en direction des agents du district voire même de la police, pour qu'ils « *regardent ailleurs* »⁴³. D'après ce directeur, ancien enseignant dans le secteur public, rares sont les personnes aujourd'hui, dans le contexte politique troublé, à demander des permis de construire et de démolir à l'administration, bien que théoriquement ce soit obligatoire. L'administration locale, si elle respectait la règle, devrait dresser des procès-verbaux pour arrêter les constructions illégales qui sont de plus en plus nombreuses. Mais, selon lui, les commerçants distribuent des pots-de-vin à la police et aux agents administratifs : « *les gens d'ici sont très riches et ils peuvent se permettre d'arroser tout le monde* ».

Les conditions dans lesquelles s'est déroulée notre rencontre avec le directeur du *ħayy* du Mūsķī en juin 2013 témoignent, si ce n'est de corruption à proprement parler, de l'existence de marges de négociation avec l'administration. L'entretien s'était déroulé en arabe, en compagnie d'une de nos traductrices, dans un niveau de langue très élevé, indiquant à la fois le caractère très officiel de notre rencontre, caractère accentué par la présence de notre interprète, et la haute fonction de notre interlocuteur. Les conditions dans lesquelles nous avons obtenu cet entretien étaient déjà un bon indicateur de la disponibilité du directeur pour la discussion « à l'improviste ». En effet, accompagnée de notre traductrice, nous sommes entrées dans les locaux du *ħayy* sans nous être au préalable annoncées par téléphone. Nous avons demandé à l'agent posté à l'entrée de rencontrer le directeur ou la directrice technique en charge de la délivrance des permis de construire et de démolir. Ce dernier nous a alors renvoyées vers un homme d'une cinquantaine d'années qui semblait être l'adjoint au directeur, qui nous a alors introduites sans plus de façon dans le bureau du directeur. Ce dernier a accepté sans aucune difficulté, et avec beaucoup de gentillesse, de nous rencontrer et de répondre à nos questions pendant presque deux heures. Pendant que nous l'interrogeons au sujet du rôle du *ħayy* dans la gestion urbaine et du contexte juridique de l'urbanisation dans son territoire, deux hommes ont successivement été introduits tour à tour dans le bureau et ont interrompu l'entretien.

43. Entretien réalisé en arabe et avec l'aide d'une traductrice le 1^{er} juillet 2013.

Le premier des sollicitateurs, un homme d'une quarantaine d'années, très énervé et parlant très fort, venait rencontrer à l'improviste le directeur du *ḥayy* au sujet d'un immeuble pour lequel il avait obtenu un permis de démolir. Il demandait l'autorisation de démolir la propriété à l'aide d'engins de chantier afin d'accélérer les travaux. Cependant, le directeur a réaffirmé la nécessité d'avoir recours à des ouvriers et à un travail exclusivement manuel, de peur de voir s'effondrer les immeubles alentour à cause d'une erreur, par exemple dans le maniement des engins de chantiers – un cas manifestement déjà arrivé dans le passé. Le propriétaire est donc reparti furieux sans obtenir gain de cause.

Le second protagoniste venait solliciter l'autorisation de rénover la façade du magasin de son oncle. Cependant, n'étant pas lui-même le propriétaire de la boutique, le directeur a refusé de donner son aval au « neveu », demandant que l'oncle en question se présente lui-même devant le directeur et un comité technique pour exposer son projet de travaux. Le sollicitateur a alors affirmé que son oncle était trop vieux et trop malade pour se déplacer jusqu'aux bureaux du *ḥayy*, qui sont situés tout en haut du parking aérien donnant sur la place 'Ataba. Le directeur a alors proposé de recevoir le vieil homme sur le parking, dans sa voiture, réitérant néanmoins son refus de délivrer le permis pour l'instant. Le directeur disait vouloir s'assurer que le vrai propriétaire était toujours bien vivant et surtout bien à l'origine de cette demande de travaux.

Le fait que le directeur accepte de rencontrer les sollicitateurs venus contester des décisions administratives laisse deviner qu'une négociation reste possible, ou en tout cas, que la porte du bureau du directeur du *ḥayy* est toujours ouverte pour discuter. Cette scène montre que l'accès au directeur est très aisé, pour la chercheuse en quête d'informations « officielles » comme pour les habitants et propriétaires immobiliers du quartier. Enfin, aux côtés d'éventuelles pratiques de corruption mentionnées par d'autres interlocuteurs, et qu'il ne nous est pas possible de confirmer ou d'infirmier, le directeur du *ḥayy* a souligné au cours de notre entretien le fait que ses agents ne pouvaient plus se rendre dans les rues du Mūsķī depuis le début de l'année 2011. Les fonctionnaires n'étaient donc plus en mesure de constater les infractions au règlement d'urbanisme : ils craignaient en se rendant dans le quartier, de se faire agresser physiquement par les commerçants et/ou les propriétaires pour lesquels ils constateraient des infractions. La police ne pouvait pas se déplacer systématiquement avec eux pour assurer leur protection, déjà mobilisée ailleurs, ce qui limitait de fait les capacités d'intervention et de régulation des services administratifs.

II. 2 Usages et occupation des espaces publics par les vendeurs de rue

Un autre exemple du non-respect des règles émises par les autorités urbaines et de la fabrication des paysages urbains par les citoyens ordinaires est celui du développe-

ment massif du commerce de rue dans les espaces publics et la voirie, que ce soit à Oran ou au Caire. « *L'installation d'activités informelles le long et dans les rues marque fortement le paysage* » dans la grande majorité des villes des suds, en particulier dans les villes d'Afrique subsaharienne (STECK, 2006); mais ce phénomène s'est considérablement accentué avec le développement du commerce transnational en Algérie et en Égypte et les difficultés politiques et économiques égyptienne.

Le développement actuel de cette offre commerciale est une des formes que prend le commerce transnational de bien *made in China*. « *Cette distribution de rue est, en effet, l'un des canaux, et probablement le principal, de l'entrée [des produits d'importation globalisés] dans les modes de consommation courants des "pauvres"* » (IRETON, 2006, 3). Les vendeurs de rue qui pratiquent l'ambulantage⁴⁴ se sont installés dans et autour des places marchandes qui commercialisent les biens issus du commerce transnational, ainsi que dans les centres-villes modernes, afin d'avoir accès à une clientèle importante et de profiter de l'effet de centralité de ces marchés. C'est également un moyen pour une partie de la jeunesse algérienne et égyptienne de trouver à s'employer dans un contexte économique qui lui est peu favorable⁴⁵.

Face au développement fulgurant du commerce de rue, les autorités algériennes et égyptiennes tentent de réagir. Les pouvoirs publics affichent un discours très dépréciatif⁴⁶ et proposent un appareil juridique répressif afin de remettre en ordre les espaces publics des places marchandes et de réguler les usages et les pratiques qui s'y déroulent. Tant au Mūsī qu'à Médina J'dida, les autorités cherchent à interdire la vente dite « informelle » dans les espaces publics. Cependant, face à l'ampleur à la fois numérique – le nombre de vendeurs de rue est ainsi pléthorique, en particulier au Caire, en même temps qu'il est difficile à évaluer – et spatiale de ce phénomène, le curseur ne cesse d'osciller entre tolérance de fait et déguerpissement des vendeurs de rue. La régulation est ainsi très inégale, et exprime des rapports de force entre pouvoirs publics et acteurs privés quant aux usages des espaces publics dans ces deux places marchandes.

44. Ambulantage : « *les activités d'échange économique qui se déroulent dans les espaces d'accès public, rues, places, transport collectif* » (MONNET et al., 2007).

45. En Algérie, d'après l'Office national algérien des statistiques (ONS), un jeune actif ayant entre 16 et 24 ans sur quatre était au chômage en 2013. Source : ONS, « *Activité, emploi et chômage au 4^{ème} trimestre 2013* », en ligne, http://www.ons.dz/IMG/pdf/Donnees_Stat_Emploi_2013.pdf, page consultée le 27 juillet 2016. Voir également à ce sujet l'article de L. Benhabib consacré au chômage des jeunes en Algérie (BENHABIB, 2014). En Égypte, la presse s'est fait l'écho d'un rapport produit par le CAPMAS et rendu public le 12 août 2014 qui évaluait pour l'année 2014 le taux de chômage des jeunes actifs ayant entre 18 et 29 ans à 29%, contre 23,7% en 2013. Source : <http://thecairopost.youm7.com/news/121714/news/youth-unemployment-rises-to-29-in-2014-capmas> page consultée le 27 juillet 2016.

46. En Égypte, les vendeurs de rue sont accusés d'être responsables d'anarchie, de désordre voire de violence dans les rues, d'accroître la congestion automobile et surtout de ternir l'image d'une Égypte civilisée. On retrouve un discours similaire dans la presse en Algérie, en plus d'accusations d'atteinte à la santé publique des consommateurs et des habitants du quartier.

II. 2. 1 Au Caire, un laisser-faire de la part des autorités urbaines ?

Au Caire, l'usage des espaces publics était régulé jusqu'au début de l'année 2011 par la loi d'État d'urgence qui interdisait notamment tout rassemblement sur la voie publique (BATTESTI, 2004). De plus, « *le maintien de l'ordre traditionnel dans les espaces urbains en Égypte – qui s'appuyait sur la tristement célèbre loi d'urgence, une présence policière massive dans les rues et la construction des hauts murs des gated communities⁴⁷ et des centres commerciaux (« shopping malls») – a pendant longtemps intimidé les citoyens et a défini les limites de leur droit à fréquenter les espaces publics. (...) Les Égyptiens se voyaient physiquement interdire l'accès aux espaces publics⁴⁸* » (ABDELRAHMAN, 2013).

La présence policière, relativement importante sous la présidence de Moubarak, assurait la régulation des usages dans les espaces publics et empêchait les vendeurs de rue de stationner sur les trottoirs et au bord des routes – entre autres pratiques, comme le racket et la confiscation des marchandises des vendeurs de rue pris en flagrant délit. D'après une enquête quantitative sur les vendeurs de rue de « petits objets globalisés », réalisée sous la direction de F. Ireton en 2006, les vendeurs de rue interrogés menaient pour 55% d'entre eux leur activité dans des gares et des stations de bus, contre 12% seulement dans ou en périphérie des « *marchés, ou dans ce qui est considéré au Caire comme des rues ou places-marchés comme le petit quartier marchand de 'Ataba, proche du centre-ville, par exemple* » (IRETON, 2006, 19).

Avec la révolution de janvier 2011 et l'occupation de la place Taḥrīr par des milliers de manifestants pendant plusieurs mois, les vendeurs de rue sont venus s'y installer en masse, fournissant aux manifestants – révolutionnaires comme Frères musulmans – ce dont ils avaient besoin au quotidien, la place étant occupée parfois jour et nuit. À côté de cette occupation du centre-ville moderne, les vendeurs de rue ont renforcé leur présence autour de la place 'Ataba ainsi que dans les rues commerçantes du Mūsķī et des alentours, afin de profiter des miettes du commerce transnational.

Face à l'essor spectaculaire de ce commerce de rue, l'État, fragilisé et se sentant menacé par les manifestations qui se déroulaient dans les rues et sur les places, réagit immédiatement après la chute de H. Moubarak : « *l'objectif poursuivi est de restaurer l'ordre public dans les rues, et, plus important encore, de regagner l'image d'un État fort et d'une*

47. *Gated communities* : connus également sous le nom de « *compounds* », ce sont des quartiers entourés par des murs et placés sous la garde d'un service de sécurité privé, qui sont construits en grande banlieue du Caire par des promoteurs privés à destination du marché immobilier des classes moyennes supérieures et supérieures égyptiennes. Pour en savoir plus, consulter notamment (BOUHALI, 2008).

48. En anglais dans le texte : " *The traditional policing of Egypt's urban spaces—backed by the infamous emergency law, a huge police presence on the street and the sprawling high walls of gated communities and shopping malls—has long intimidated citizens and defined the limits of their entitlement to public space. (...) Egyptians were physically barred from accessing public spaces*". Traduit par nos soins.

société égyptienne "respectable", ce qui, si on poursuit le raisonnement, était menacé par l'occupation des espaces publics⁴⁹ » (ABDELRAHMAN, 2013). Est alors votée la loi 105/2012 qui prévoit d'accroître les mesures punitives contre les vendeurs de rue. Les peines prévues pour avoir enfreint la loi 33/1957 qui régulait jusqu'à présent le travail des vendeurs de rue en Égypte, ont été augmentées avec cette loi : trois mois de prison au lieu d'un seul et une amende de 5 000 EGP au lieu des 1 000 EGP prévues par la loi précédente⁵⁰.

Pourtant, en dépit de ce discours de fermeté, largement relayé par la presse nationale pro-gouvernementale qui associe bien souvent vendeurs de rue et voleurs (« *balṭagiya*⁵¹ ») et les rend coupables de tous les maux – rixes entre les vendeurs, augmentation de la congestion routière, prétendue dangerosité pour la santé des produits vendus dans la rue, etc. – le commerce de rue, que ce soit à Wusṭ al-Balad ou au Mūsī, n'a cessé de se développer au moment de nos enquêtes entre 2012 et 2013⁵².

49. En anglais dans le texte : "These attempts are meant to restore public order to the streets and more importantly to regain the image of a powerful state and of the "respectability" of Egyptian society, which, the logic goes, was being threatened by occupation of public spaces". Traduit par nos soins.

50. Source : (ABDELRAHMAN, 2013).

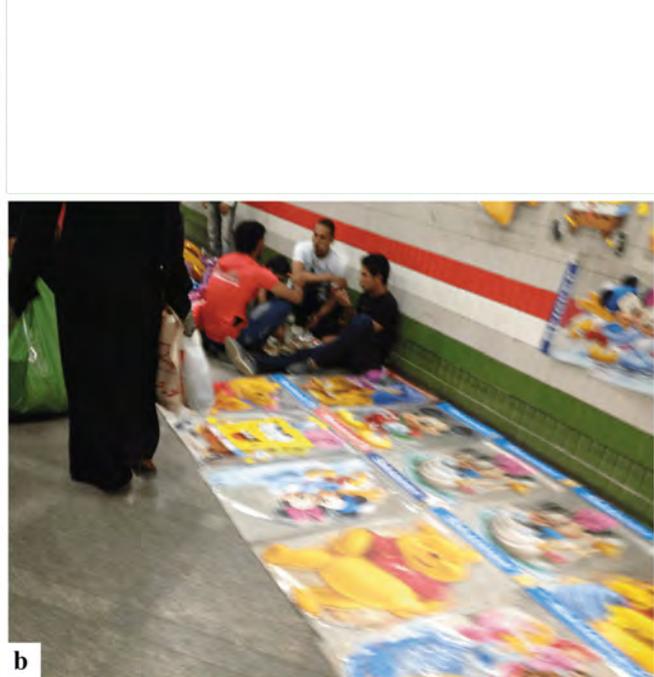
51. Pluriel de « *balṭagi* ». Le « *balṭagi* » est le voyou qui incarne une menace pour l'ordre public, synonyme de « professionnel du crime ». « C'est comme cela par exemple que sont appelés les "agents" habillés en civil, utilisés et embauchés ponctuellement pour attaquer les manifestations et intimider ceux et celles que le pouvoir leur désigne ». Source : CEDEJ, <http://egrev.hypotheses.org/1237> page consultée le 27 juillet 2016.

52. Le retour au pouvoir de l'armée derrière le maréchal al-Sissi, suite au coup d'État de juillet 2013, marque cependant une remise au pas de la société égyptienne et la volonté de rétablir l'ordre urbain dans les espaces centraux, comme l'a étudié dans son mémoire de Master 1 de géographie L. Monfleur (MONFLEUR, 2015). Voir aussi à ce sujet les revues de presse réalisées par le CEDEJ : sur la fermeture du centre-ville par des murs en 2013 : <http://egrev.hypotheses.org/755> et sur la remise en ordre du centre-ville en 2015 : <http://egrev.hypotheses.org/1248> pages consultées le 27 juillet 2016.

Nous avons été témoin à quelques reprises des tentatives occasionnelles de contrôle et de régulation de la présence des vendeurs de rue dans les couloirs du métro de la station ‘Ataba (photographie 7.3). De temps à autre, des policiers étaient en effet placés dans les couloirs du métro, devant les escaliers qui débouchent dans le marché aux livres d’occasion de l’Azbakyya, aux pieds de la place marchande. Les vendeurs de rue disparaissaient quasiment instantanément à leur arrivée, mais reparaissaient aussitôt les policiers partis.

PHOTOGRAPHIE 7.3 – Stands de vendeurs de rue dans les couloirs du métro ‘Ataba

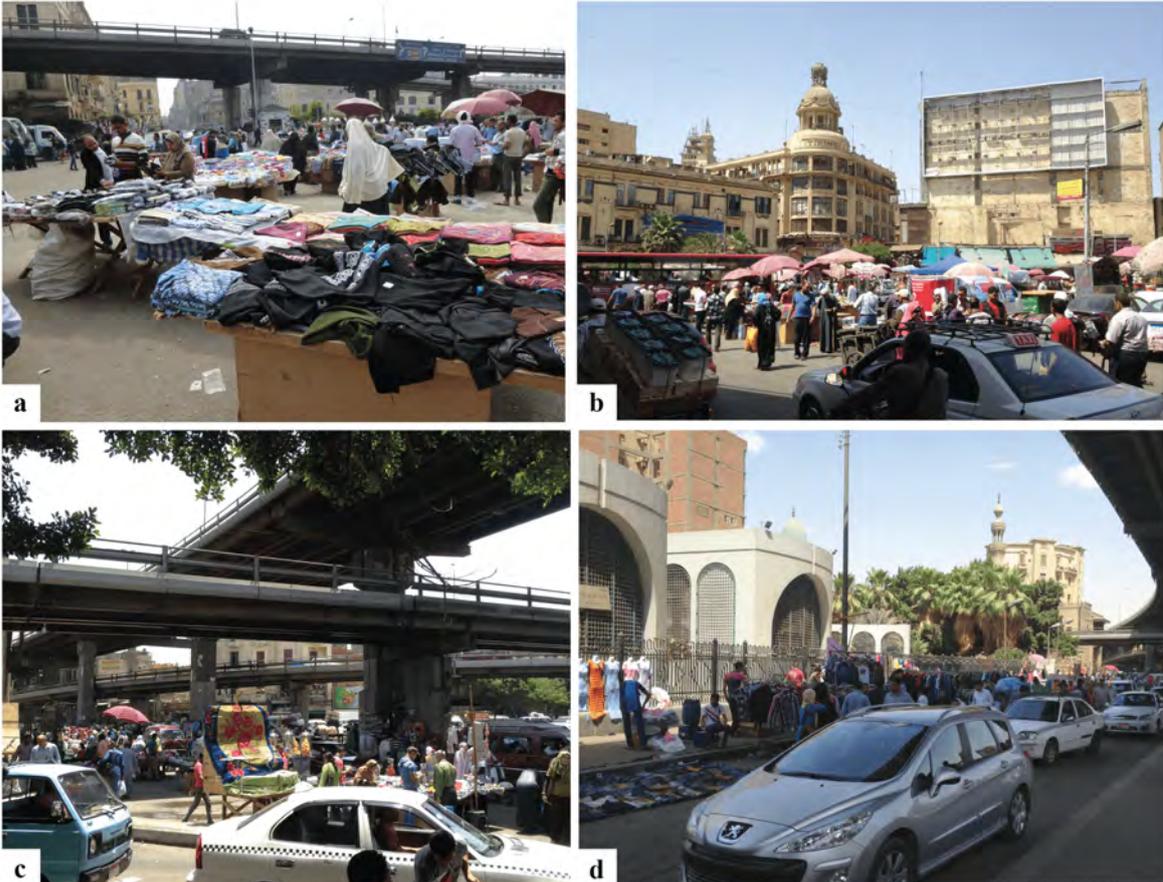
En règle générale, les vendeurs de rue occupaient les couloirs, proposant aux piétons, contraints de passer par ces couloirs avant ou après leurs courses, des jouets pour enfants ou des bijoux fantaisie. Il s’agit essentiellement de jeunes voire très jeunes vendeurs. Les photos sont floues car elles ont été prises en marchant à l’aide d’un téléphone portable par souci de discrétion. Crédits : A. Bouhali, avril 2013.



La moindre présence policière dans les rues et les espaces publics a clairement facilité le développement des marchés informels autour de la place marchande et l'installation de stands mobiles ou fixes le long des principaux axes de passages piétonniers mais aussi routiers (photographie 7.4). Tous les espaces libres sont ainsi utilisés par les vendeurs de rue : la voirie là où la rue al-Ġaysh et la rue al-'Isilī se rejoignent sur la place 'Ataba (clichés a et b) ; les trottoirs encadrant les piles de l'autopont al-Azhar (cliché c) ou les grilles d'une mosquée rue al-Azhar, dont se servent les vendeurs de rue pour exposer sur des cintres les vêtements (cliché d). L'objectif est pour ces vendeurs est de se placer à des endroits très stratégiques où les circulations piétonnes sont les plus importantes, mais aussi là où les véhicules sont obligés de s'arrêter à cause des bouchons particulièrement fréquents (clichés c et d).

PHOTOGRAPHIE 7.4 – Vendeurs de rue au Mūsī

Clichés a et b) Stands et voitures à bras sur la place 'Ataba. **Cliché c)** Des stands de vendeurs de rue au croisement entre la rue Port-Saïd et la rue al-Azhar, au pied des piles de l'autopont d'al-Azhar. **Cliché d)** Utilisation du mobilier urbain et des trottoirs par les vendeurs de rue devant l'enceinte d'une mosquée sous l'autopont d'al-Azhar. Crédits : A. Bouhali, 2012 (cliché a) et 2013 (clichés b, c et d).



Ces vendeurs de rue ont pour certains réussi à s'installer dans la moyenne durée, grâce à la construction de marchés couverts informels réalisés avec des matériaux légers de construction. C'est le cas tout autour du parking aérien de 'Ataba ainsi qu'à la sortie de la bouche de métro, juste après le célèbre marché aux livres d'occasion de l'Azbakiyya, où un véritable marché couvert a été érigé, avec des stands construits en bois protégés du soleil par des parasols ou des toiles (photographie 7.5).

PHOTOGRAPHIE 7.5 – Les marchés couverts informels à la sortie de la station de métro 'Ataba

Cliché a) Le marché vu depuis le parking aérien de 'Ataba. **Clichés b et c)** En été, les étals sont construits de sorte que des bâches et des tissus peuvent être tendus au-dessus des allées pour atténuer les rayons du soleil et protéger la clientèle, très dense à cet endroit à cause de la bouche de métro. Crédits : A. Bouhali, printemps 2013.



Ce sont aussi des tables que les vendeurs de rue laissent la nuit une fois leur journée de travail terminée, les marchandises bien ficelées sous des cartons pour les protéger de la poussière et des vols potentiels et placées sous la surveillance d'une société privée pen-

dant la nuit, comme c'est le cas des tables du souk al-Ġoharī (photographie 7.6). Enfin, ce sont parfois des roulottes que les vendeurs poussent, et qui leur permettent alors d'être très mobiles.

PHOTOGRAPHIE 7.6 – Le marché de rue al-Ġoharī, situé aux pieds de l'immeuble Tiring, au croisement entre la rue al-Ġoharī et la rue al-'Isilī

Cliché a) La rue al-Ġoharī et son marché vus de haut depuis l'immeuble Tiring. **Clichés b et c)** Le souk juste à l'ouverture du marché et de l'arrivée des clients, rue al-'Isilī : des cartons, maintenus par des ficelles et des poids, protègent les marchandises de la poussière et des voleurs. Crédits : A. Bouhali, juin 2013.



Une partie des vendeurs informels que nous avons interrogés est constituée de jeunes gens, ayant entre 20 et 30 ans, bien souvent diplômés de l'université – en droit, en histoire, ou encore en littérature arabe pour ceux que nous avons rencontrés. Ces jeunes gens n'ayant pas réussi à trouver d'emploi salarié, ils se sont lancés dans le commerce de rue, d'abord ambulants, puis ils ont réussi, à la faveur des troubles révolutionnaires, à s'installer plus durablement, sur une table devant la boutique d'un commerçant rue du Mūsī, comme c'était le cas de Mahmoud, vendeur de lingerie d'une vingtaine d'années et diplômé en histoire⁵³. C'est aussi le cas d'un autre jeune vendeur, ayant entre 25 et 30

53. Discussion qui s'est déroulée de manière assez informelle dans la rue du Mūsī le lundi 20 mai 2013 au matin, en arabe.

ans et « propriétaire » d'un étal dans le marché informel construit en dur au lendemain de la révolution devant le marché aux livres d'occasion de l'Azbakiyya (voir encadré 7.3).

ENCADRÉ 7.3 – Un jeune vendeur de rue tenant un stand à la sortie du métro 'Ataba⁵⁴

Le jeune homme est titulaire d'une licence de droit. Cependant, il n'a jamais trouvé d'emploi dans ce domaine à la fin de ses études et il est devenu vendeur de rue. Il propose des articles pour homme qu'il achète aux grossistes ou à des ateliers de couture dans le quartier

Il travaille à 'Ataba depuis presque sept ans comme commerçant ambulante. Il a travaillé longtemps dans différentes rues du quartier avant de pouvoir s'installer sur ce stand, juste après la révolution, en même temps que l'ouverture du marché informel. Il reconnaît être un commerçant informel : il n'est pas inscrit au registre du commerce, et il ne paye aucune taxe ni loyer commercial pour avoir l'autorisation de vendre sa marchandises ici. Selon lui, il bénéficie de la tolérance de la police vis-à-vis de l'existence de ce marché car elle sait que les gens qui travaillent là n'ont pas d'autres sources de revenus. Il nous fait d'ailleurs remarquer que de nombreux diplômés comme lui travaillent dans le commerce de rue. De toute façon, tout le marché occupe illégalement l'espace public.

Il laisse ses marchandises sur son stand la nuit car il y a un service de sécurité privé payé par les vendeurs du marché pour surveiller les étals la nuit de minuit à 10h du matin environ, c'est-à-dire au moment de l'ouverture du marché. Il se contente donc juste de recouvrir ses marchandises de plastique et de cartons, qu'il ficèle ensuite et qu'ils protègent par des cartons.

D'autres vendeurs de rue sont plus organisés et appartiennent à une longue « lignée » de vendeurs de rue qui ont su profiter également de la baisse de la présence policière pour pouvoir installer, ou plutôt réinstaller leur activité dans les rues du Mūskī. C'est notamment le cas des vendeurs de rue du souk al-Ġoharī, pour la plupart issus de familles originaires de Haute-Égypte, la région du Sa'īd, ou ayant eux-mêmes migré dans leur jeunesse du Sa'īd au Caire pour les plus vieux. Ce marché, pourtant illégal, comme le relate l'encadré 7.4 ci-dessous, fonctionne toujours aujourd'hui. Les tables, particulièrement nombreuses, sont installées très près les unes des autres, afin d'optimiser l'espace de vente et de permettre à tous les commerçants de rue de s'installer et de proposer leurs marchandises à la clientèle de passage.

54. Entretien réalisé le 6 juin 2013 au moment de l'ouverture du marché vers 10h, en arabe avec l'aide d'une traductrice.

ENCADRÉ 7.4 – Histoire du souk al-Ġoharī

Source : entretien réalisé le 19 juin 2013 avec le « *sheikh al-sūq*⁵⁵ » du souk al-Ġoharī du quartier de Zawiyya al-Ḥamra, au nord de la ville, le long de la rue al-Ġaysh.

Le souk al-Ġoharī « original », « historique », se trouvait là où il est actuellement, dans la rue al-Ġoharī au Mūsķī. Ses vendeurs sont tous ou presque originaires de Haute-Égypte. Comme le sheikh nous dit en riant très fort, « al-‘Ataba, c’est le quartier que nous avons acheté! ». La plupart des vendeurs seraient ainsi originaires d’Assiout, ou du gouvernorat de Sohag. Leurs vêtements – pour la plupart, des galabeyya et de petits couvre-chefs de tissu blanc – et leur accent, très rude, l’indiquent clairement.

Le souk al-Ġoharī était un marché de rue. En 1954, sous la présidence de Gamal Abdel Nasser, un décret présidentiel de 1954 en a ordonné la fermeture et son déplacement dans un autre quartier. Ce décret prévoyait également la fermeture et le déplacement d’autres marchés de rue du Mūsķī en vue de démolir des îlots et des rues entières pour réaliser notamment d’importants travaux visant à rendre cette zone praticable en voiture.

Cependant, la décision n’a été suivie d’aucun effet jusqu’en 1993, date à laquelle le souk a été officiellement fermé (sous la présidence Moubarak). Les commerçants déguerpis se sont tournés vers la justice contre le gouvernorat du Caire afin d’obtenir un nouvel emplacement, compensation que prévoyait le décret de 1954. La justice a confirmé la fermeture de l’ancien marché, car ce dernier occupait illégalement les espaces publics, et a ordonné l’ouverture d’un nouveau marché pour ces vendeurs de rue. C’était chose faite en 2002 avec l’ouverture du souk Gaza à Zawiyya al-Ḥamra. Le 15 mars 2002, tous les vendeurs qui avaient des autorisations – qui étaient déclarés, donc – ont pu obtenir un nouveau fonds de commerce en location dans ce marché situé dans un quartier plus périphérique mais desservi par la rue Port-Saïd, donc bien connecté au Mūsķī. Les autres sont restés vendeurs ambulants, mais informels (sans patente commerciale), à ‘Ataba. Aujourd’hui, le souk al-Ġoharī de ‘Ataba est donc parfaitement illégal, selon le sheikh al-sūq du souk al-Ġoharī de Zawiyya al-Ḥamra.

Le fonctionnement du marché, si on en croit un vendeur de rue de ce marché, qui semblait le plus vieux de tous⁵⁶, a connu deux périodes, en lien avec la présence et surtout le comportement de la police municipale. Ces vendeurs de rue, organisés selon des

55. Le « *sheikh al-sūq* » joue un rôle à la fois de représentant des commerçants d’un marché et de médiateurs entre eux et entre eux et les autorités urbaines.

56. Entretien réalisé en arabe, le 3 juin 2016 avec l’aide d’une interprète, particulièrement nécessaire ce jour-là. En effet, les autres vendeurs de rue voulaient également participer à la conversation et donner leur avis, se coupant la parole les uns les autres, et empêchant presque parfois le vieux commerçant, spécialisé dans la lingerie féminine bon marché, de nous parler. La conversation aurait été impossible à mener si nous avions été seule ce jour-là : nous aurions manqué de précieuses informations. Ce commerçant, septuagénaire, portant l’habit traditionnel des populations rurales de la Haute-Égypte, nous a dit être originaire du gouvernorat d’Assiout. Il a hérité son affaire de son grand-père, et travaille dans ce marché depuis plus de trente ans.

liens apparemment familiaux, ont su tirer profit de la disparition des pouvoirs publics du quartier – administration locale (*baladiyya*) et police – pour y réinstaller de façon un peu plus pérenne, mais néanmoins incertaine, leur activité informelle. Avant la révolution, le marché avait été déplacé dans le quartier de Zawiyya al-Ḥamra (voir encadré 7.4), et seuls les commerçants qui avaient une licence délivrée par le gouvernorat avaient pu obtenir un local commercial là-bas. Après la révolution, les vendeurs de rue n’ayant pas les autorisations nécessaires ont pu s’installer ici. Il n’y avait plus de police, ils ne pouvaient donc plus être chassés.

Avant 2011, ces vendeurs de rue étaient obligés de quitter la rue et de libérer leur emplacement commercial la nuit, car la *baladiyya* les y contraignait. Depuis la révolution, un service de sécurité privé, payé pour être présent de minuit à 7 ou 8 heures du matin, assure la protection de leurs marchandises et leur permet de laisser leurs tables et tous leurs produits à même la rue, moyennant un coût de 2 à 5 EGP par table surveillée. Ce service de sécurité est d’ailleurs organisé par un commerçant du quartier, qui possède une boutique de vente de vêtements, et qui a diversifié son activité dans la sécurité privée à destination de ses collègues et confères.

Avant la révolution, il fallait négocier constamment avec la police, voire même lui distribuer des pots-de-vin, pour un coût pouvant aller jusqu’à 200 EGP, afin que celle-ci ne saisisse pas les marchandises. Si les vendeurs menacés de saisie ne pouvaient pas donner cette somme aux policiers corrompus, les marchandises étaient alors confisquées et conservées au poste de police ; les vendeurs devaient payer une taxe plus importante encore pour pouvoir les récupérer. Depuis la révolution, la police ne vient plus dans le quartier, et n’exerce plus de pression sur les vendeurs.

Auparavant, il fallait payer l’administration locale pour qu’elle les laisse occuper, illégalement, cette rue. Depuis la révolution, l’administration locale se contente de passer dans les grandes avenues principales et de veiller à les garder libres pour faciliter la circulation automobile. Mais désormais, elle ne passe plus dans les petites rues du quartier comme celle où est installé le marché.

L’étude des vendeurs de rue donne ainsi à voir un exemple très parlant d’adaptation des citoyens ordinaires et de mise à profit de la disparition des pouvoirs publics dans les rues de ‘Ataba et du Mūsī. Les commerçants petits et grands, formels ou informels, ont pu développer dans l’espace, en hauteur ou en surface, leur activité, ce qui va à l’encontre de la régulation des espaces publics voulue par les autorités urbaines.

II. 2. 2 À Médina J'dida, des tentatives de régulation et d'encadrement du commerce de rue par les pouvoirs publics défiées par les vendeurs de rue

L'occupation des espaces publics – trottoirs, places et esplanades – et de la voirie par les vendeurs de rue est régulièrement dénoncée tant dans la presse⁵⁷ que par les pouvoirs publics. Les discours décrivant l'anarchie qui règnerait dans les rues, se plaignant du manque d'hygiène et de propreté lié à la vente dans la rue sont fréquents dans la presse, comme par exemple dans un article publié dans le quotidien national *El Watan* en avril 2012 :

« Sur la plupart des artères situées aux alentours des marchés, on s'aperçoit que l'anarchie s'est érigée en maîtresse des lieux, même à l'intérieur des marchés, désormais vides de tous commerçants, où les autorités se déclarent impuissantes, le consommateur est tenu de payer les prix affichés qui ne sont régis par aucune loi, aucun règlement, ni aucune conscience. Le client est servi dans des conditions déplorables, la propreté et l'hygiène n'ont jamais été respectées. (...) Le consommateur ne peut rien devant le diktat des vendeurs qui imposent leur loi⁵⁸ ».

Les pouvoirs publics ont tenté d'interdire à plusieurs reprises la présence de ces vendeurs de rue à Oran en général, et en particulier à Médina J' dida, où ils sont particulièrement nombreux. Des interventions des forces de l'ordre sont épisodiquement organisées par la wilaya, et à chaque fois relatées abondamment dans la presse. C'est l'occasion pour la police de saisir les marchandises des vendeurs de rue, de détruire leurs stands et de libérer, pour un temps limité néanmoins, les espaces publics. Leurs efforts se concentrent notamment sur les principales artères qui desservent la Ville nouvelle, en particulier le boulevard de l'Indépendance (place Tahtaha) et le boulevard Zabana, boulevard qui accueillait au moment de nos enquêtes d'octobre-novembre 2011 des vendeurs à la sauvette spécialisés dans les téléphones portables (*made in China* et/ou volés). En novembre 2012, la direction de la sûreté de la wilaya d'Oran a lancé une vaste opération d' « *éradication du commerce informel* » et de déguerpissement des vendeurs de rue à Médina J'dida. Si on en croit la presse et le témoignage d'une de nos collègues toulousaines qui était sur place lors de ces interventions, les agents de police, venus avec des camions, ont délogé les vendeurs de rue et détruit leurs stands. Le *Quotidien d'Oran* annonçait ainsi 160 tonnes de débris nettoyées par les services municipaux en charge de la propreté, et plus de 310

57. Nous avons régulièrement consulté et fait des recherches dans les archives des principaux quotidiens francophones, nationaux et régionaux, traitant de Médina J'dida et du commerce informel, comme le quotidien national *El Watan*, le régional *Le quotidien d'Oran* ou encore *L'Expression*. Notre niveau de langue en arabe littéraire n'était en effet pas suffisant pour nous plonger efficacement dans la presse arabophone.

58. Source : Yacine A., « Commerce : que faire contre l'informel »? *El Watan*, édition du 29 avril 2012. Disponible en ligne : http://www.elwatan.com/archives/article.php?id_sans_version=168588 page consultée le 28 juillet 2016.

« *auvents et marquises* » démantelés par la police⁵⁹. À notre retour sur le terrain en février 2013, la présence policière était encore particulièrement visible et nombreuse, comme le montre la photographie 7.7 ci-dessous⁶⁰.

PHOTOGRAPHIE 7.7 – Une présence policière renforcée sur les boulevards principaux de Médina J'dida après l'opération de déguerpissement des vendeurs de rue menée en novembre 2012

Cliché pris derrière la vitre d'une fenêtre située au premier étage d'un centre commercial donnant sur le boulevard de l'Indépendance. La présence policière, particulièrement visible, vise à faire fuir les vendeurs de rue et à gêner le trafic de drogue (du cannabis importé du Maroc) qui a cours à Médina J'dida. Crédits : A. Bouhali, mars 2013.



Ainsi, les stands qui occupaient les trottoirs de l'esplanade Tahtaha ont tous disparu brutalement après une grande opération de déguerpissement (photographie 7.8). Le cliché a, pris en novembre 2011, soit un an avant la reprise en main des espaces publics par la police, montre les fameuses marquises et auvents utilisés par les vendeurs de rue pour exposer leurs produits – de ce côté de la rue, des articles de sport et des chaussures de contrefaçon pour hommes, en lien avec les produits commercialisés dans la partie « masculine ». Le cliché b, pris en février 2013, soit quelques mois après le déguerpissement des

59. Source : Djamel B., « Mдина Jdida : 310 auvents et marquises démantelés, hier », *Le Quotidien d'Oran*, édition du 13 novembre 2012. En ligne : <http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5175437> page consultée le 28 juillet 2016.

60. Lors de notre dernière enquête en février-mars 2014, cette présence policière s'était estompée au quotidien mais les opérations de police étaient encore régulières. Nous avons nous-même été témoin d'une opération de police dans la partie masculine de Médina J'dida, qui s'est terminée en course poursuite à pied dans les rues entre deux policiers et deux ou trois vendeurs de rue qui vendaient également de la drogue. L'un d'entre eux, en s'échappant, avait en effet jeté un sachet contenant de la drogue à un des vendeurs d'une boutique en dur pour que celui-ci le cache de la police.

vendeurs de rue, montre que cet espace vacant a aussitôt été récupéré par les commerçants et la clientèle pour garer leurs utilitaires et leurs véhicules personnels.

PHOTOGRAPHIE 7.8 – Évolution de la présence des vendeurs de rue sur l’esplanade Tahtaha entre 2011 et 2013

Cliché a) En novembre 2011, les vendeurs de rue avaient dressé des stands, protégés des intempéries et du soleil par des parasols, tout autour de la place Tahtaha. **Cliché b)** Après une descente policière en novembre 2012 qui avait mené au déguerpissement des vendeurs de rue dans les rues principales du quartier, la place n’était plus utilisée que comme parking pour les véhicules de commerçants et de la clientèle de passage. Crédits : A. Bouhali, novembre 2011 (a) et mars 2013 (b).



a



b

Cependant, les pouvoirs publics ont dû reconnaître l'impossibilité d'interdire complètement le commerce de rue, car il s'agit d'une source de revenus pour une partie non négligeable de la population algérienne. À Médina J'dida, la wilaya et la mairie d'Oran ont autorisé les vendeurs de rue à rester à Médina J'dida, mais uniquement dans les ruelles commerçantes plus étroites où leur présence ne gêne pas la circulation routière, comme l'ont annoncé le chef de la Sûreté de wilaya et le maire d'Oran lors d'une réunion à l'hôtel de ville en juin 2012⁶¹. Les vendeurs de rue qui étaient précédemment installés à Tah-taha sont pour partie venus s'installer à l'intérieur de la Ville nouvelle, dans les rues plus étroites qui sont entièrement piétonnes au moment de l'ouverture du marché.

Enfin, un programme d'échelle nationale, lancé dans la seconde moitié de l'année 2012, prévoit la construction de « marchés de proximité », appelés aussi « marchés parisiens », afin d'y accueillir les vendeurs de rue et lutter contre le commerce informel, et ce dans toutes les wilayât du pays. À Oran, le directeur de la Division des activités économiques (DAE) pour la mairie d'Oran, M. Mekki, rencontré lors d'un entretien le 26 mars 2013, nous a présenté cette politique pour la région d'Oran. Une commission *ad hoc* a été créée, associant plusieurs partenaires : la Chambre nationale des registres du commerce, plusieurs services de la wilaya comme la Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC) et la Direction de la concurrence et des prix, et enfin l'APC d'Oran. Cette commission est chargée d'identifier des sites pouvant accueillir ces marchés, liste qu'elle doit transmettre ensuite via le wali d'Oran au Ministère de l'intérieur, qui décidera de la possibilité de construire un marché couvert. Les vendeurs de rue doivent pendant ce temps se constituer en association et déposer une demande de régularisation afin de pouvoir obtenir un local commercial, qui sera loué à un prix qui reste à définir mais qui devrait rester abordable pour ces petits commerçants.

Cependant, au moment de notre entretien avec le directeur de la DAE, plus de 1 400 vendeurs de rue avaient déposé une demande de local commercial, ce qui pose la question de la capacité des pouvoirs publics à répondre à ces demandes pléthoriques. De plus, le programme à Oran prévoyait la construction de sept marchés de proximité, tous situés en banlieue. Or les deux centralités commerciales les plus importantes et celles qui drainent le plus de clients et de clientes sont Médina J'dida et le centre-ville Larbi Ben M'hidi. On peut donc se demander si les heureux élus qui pourront bénéficier à la fois d'une régularisation et d'un local commercial l'utiliseront réellement, les Oranais habitant en banlieue se rendant principalement dans les quartiers centraux pour réaliser des achats occasionnels (BENDJELID et TRACHE, 1999; TRACHE, 2010).

61. Source : Hafida Benmaras, « Lutte contre le commerce informel : la restitution des marchés hebdomadaires réclamée », *El Watan*, édition du 27 juin 2012. En ligne, http://www.elwatan.com/regions/ouest/oran/lutte-contre-le-commerce-informel-la-restitution-des-marches-hebdomadaires-reclamee-27-06-2012-176295_135.php page consultée le 28 juillet 2016.

Les constructions informelles dans les rues du Mūsķi et l'occupation illégale des espaces publics en vue d'y pratiquer le commerce montrent ainsi que ce sont bien les acteurs privés, les commerçants, les propriétaires immobiliers et les vendeurs de rue qui construisent la place marchande, en dépit des règlements d'urbanisme et des contraintes que tentent de faire peser sur ces quartiers-marchés les pouvoirs publics. Ces acteurs arrivent ainsi à négocier leur présence et des usages non planifiés dans ces places marchandes, au moins pendant un temps limité : celui de la période post-révolutionnaire en Égypte, et en Algérie selon une oscillation à un rythme irrégulier entre période de laisser-faire, et moments brutaux de contrainte forte visant à remettre de l'ordre dans la ville marchande. En somme, ce sont des formes de régulation, brutales et cycliques, qui n'empêchent pas les places marchandes d'être de manière continue adaptées à l'évolution des pratiques de consommation et des réseaux de l'échange auxquels elles sont connectées.

Conclusion

Ainsi, face à un État égyptien fragilisé, qui conserve néanmoins un discours de fermeté et affiche une volonté forte de contrôle, et à un État algérien qui tente de contraindre pour réguler tout en laissant paradoxalement une marge de manœuvre aux citoyens ordinaires, les acteurs du commerce transnational, grands ou petits, propriétaires d'immeubles commerciaux ou d'un petit stand de rue, contournent les réglementations existantes et transforment activement les deux quartiers-marchés. Comme l'écrivaient I. Berry-Chikhaoui et A. Deboulet, « *c'est au quotidien et à travers des actes souvent très ordinaires, intimes parfois, que les habitants contribuent à dessiner la ville, à lui conférer une matérialité, des fonctionnalités et des symboliques qui s'enracinent dans l'histoire sociale et urbaine mais qui sont renouvelées, reforgées et ravivées dans le contexte de l'agglomération et de la société contemporaine. Les citoyens, individus ou collectifs, réécrivent sans relâche la ville, planifiée ou léguée par l'histoire, en opposant à ses rationalités, aux normes qui la fondent, des résistances ou d'autres rationalités et en réécrivant un ensemble de règles intermédiaires* » (BERRY-CHIKHAOUI ET DEBOULET, 2000, 17).

Ces savoir-faire de la part de ces citoyens ordinaires participent donc pleinement à la construction de la place marchande : construction du bâti en dépit des règlements urbains, occupation des espaces publics, transformation des paysages. Les entrepreneurs du commerce transnational mettent ainsi en œuvre des stratégies spatiales, individuelles ou collectives, afin d'assurer leur présence dans la place marchande et d'y défendre leurs intérêts et leur place, face aux pouvoirs publics tout d'abord, face également aux autres acteurs en présence. Ces stratégies et leurs conséquences sociales, économiques et spatiales seront analysées dans le chapitre suivant.

Chapitre 8

Les stratégies spatiales des entrepreneurs marchands.

Aspects socio-économiques du renouvellement urbain à Médina J'dida et au Mūsūkī

Sommaire

I	Construire les places marchandes du <i>made in China</i> : stratégies spatiales et sociales des commerçants	312
I. 1	Entrer dans le quartier et y développer son affaire : entre stratégies individuelles et stratégies collectives	313
I. 2	Développer la place marchande : les commerçants, nouveaux promoteurs immobiliers?	320
II	Négocier sa place dans la ville marchande : tensions et conflits dans les centralités du <i>made in China</i>	331
II. 1	Accéder à la place marchande : arrangements et tensions entre commerçants et vendeurs de rue	331
II. 2	S'imposer : conflits entre commerçants et habitants. Le cas de la ḥārat al-Sarbakīs au Caire	336

LE CHAPITRE PRÉCÉDENT s'intéressait aux négociations et aux arrangements entre pouvoirs publics et acteurs du commerce transnational pour gérer et aménager la ville, en insistant sur les détournements et contournements mis en œuvre par ces acteurs privés, qui participaient de cette façon à la production de la ville (chapitre 7). Les opérateurs « du bas » prennent ainsi de court la planification urbaine voulue et décidée par « le haut ». Le développement commercial et urbain de Médina J'dida et du Mūsķī est également le résultat de négociations entre différents types d'acteurs privés eux-mêmes, c'est-à-dire entre entrepreneurs marchands, propriétaires immobiliers, vendeurs de rue et habitants. Tous ces « *co-acteurs*¹ » participent à la fabrication de la ville marchande et aux transformations urbaines tant au Caire qu'à Oran, mais de façon inégale.

Ce dernier chapitre permet ainsi de finir de lier deux approches complémentaires de la fabrique de la ville, qui consiste à la fois en la production matérielle, c'est-à-dire le bâti (chapitre 6) et les pratiques spatiales qui « *font de la ville* » (SIGNOLES, 2010), deux approches qui s'intéressent à des acteurs différents de la fabrique urbaine, les acteurs institutionnels (chapitre 7) et les citoyens². Il s'inscrit ainsi dans la filiation des travaux d'I. Berry-Chikhaoui et A. Deboulet qui donnent le statut d'acteurs aux « *citadins ordinaires* », qu'elles définissent comme des individus ou des collectifs « *peu sollicités par l'institution dans le cadre de processus de concertation* », et qui sont caractérisés par le fait de « *ne pas être dotés d'attributions officielles dans le champ de la production de normes et d'artefacts urbains* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000, 12). Dans le cas des deux centralités du commerce transnational dans le monde arabe, les commerçants, les propriétaires immobiliers, mais aussi les vendeurs de rue et les habitants, participent « *à part entière à la fabrication et la transformation urbaine, à l'émergence d'une ville nouvelle ou renouvelée* ». Ils disposent, au même titre que les acteurs publics et/ou institutionnels, de compétences, de savoirs et de savoir-faire qui sont « *autant d'arts de faire contribuant matériellement et symboliquement à façonner, modeler et (re)qualifier l'espace urbain* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000, 16-17). Les entrepreneurs marchands du *made in China* et les propriétaires immobiliers à Médina J'dida et au Mūsķī sont des producteurs de la ville marchande, et c'est ce qu'il s'agira de mettre en évidence dans ce dernier chapitre.

Ces acteurs mettent en œuvre des stratégies diverses visant à développer leur affaire à l'intérieur des deux quartiers-marchés, des stratégies à la fois sociales et économiques qui ont de ce fait des conséquences spatiales profondes sur le tissu urbain du Mūsķī et de Médina J'dida, en étant à l'origine d'un profond renouvellement urbain. Or, ce renouvel-

1. Ce terme est utilisé par I. Berry-Chikhaoui et A. Deboulet dans l'introduction de leur ouvrage (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000).

2. Nous reprenons ici la distinction faite par P. Signoles entre les différents sens donnés à la « *fabrique de la ville* » (SIGNOLES, 2010).

lement s'exerce parfois aux dépens de la présence et des pratiques d'autres acteurs. Ces stratégies, entendues comme « *une vision à long terme pour la défense de ses intérêts, un comportement calculateur* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000, 33), sont révélatrices de ce qui est en jeu dans ces quartiers : la prise de pouvoir sur la ville marchande. En effet, la compétition entre commerçants est rude pour prendre place dans ces deux quartiers. Les locaux commerciaux disponibles y sont très recherchés en raison du niveau d'activité de ces deux places marchandes et de leur rôle dans les réseaux commerciaux des produits *made in China* (chapitre 2). Mais ces locaux sont également de plus en plus rares, victimes du succès rencontré par le Mūsķi et Médina J'dida et, surtout, ils coûtent de plus en plus chers (chapitre 6). La « *lutte des places* » (LUSSAULT, 2009) y est donc féroce entre commerçants, et les propriétaires immobiliers, qui sont parfois eux-mêmes des commerçants, ont su en tirer parti.

Face à cette pression immobilière et commerciale croissante sur les deux places marchandes, les tensions et les conflits sont de plus en plus forts avec les autres acteurs plus minoritaires, car ayant moins de pouvoir sur l'espace : habitants locataires ou vendeurs de rue. Ces derniers tentent de se maintenir dans les rues et les immeubles des deux quartiers-marchés en dépit de cette pression à la fois commerciale et urbaine de la part des entrepreneurs marchands qui tend à les évincer du quartier – dans le cas des habitants – ou à en contrôler l'accès et la présence – dans le cas des vendeurs de rue. L'espace marchand constitue une ressource pour tous ces acteurs : ressource financière et économique pour les commerçants du *made in China* et les propriétaires qui profitent du boom commercial; ressource économique également pour les petits vendeurs de rue qui peuvent avoir accès aux « miettes » du commerce transnational; ressource sociale enfin pour les habitants qui n'auraient pas forcément les moyens de se loger ailleurs (chapitre 3). Il est l'objet d'enjeux forts de pouvoir entre tous ces acteurs et support à leurs « *stratégies croisées [entre] confrontation(s) et/ou compromis* » (SIGNOLES, EL KADI et SIDI BOUMEDIENE, 1999, 5). Les tensions qui se dessinent pour l'accès à la place marchande mettent dès lors en évidence des rivalités de pouvoir sur le territoire et traduisent des rapports de force entre acteurs. En tant que « *ressource ou richesse* » faisant « *l'objet d'appétits de convoitises, de projets ou de pratiques d'appropriation de la part de groupes ou d'acteurs aux intérêts contradictoires* » (SUBRA, 2012), les modalités actuelles du réaménagement du Mūsķi et de Médina J'dida traduisent la défense d'intérêts contraires pour l'accès à la place marchande. Plusieurs groupes d'acteurs entrent en scène : les commerçants qui veulent s'installer ou rester dans le quartier, les propriétaires d'immeubles ou de terrains qui veulent profiter de la manne financière produite par l'écart entre offre et demande, les vendeurs de rue qui veulent eux aussi avoir accès à la clientèle attirée par ces marchés célèbres, et les habitants de moins en moins nombreux, qui ne partent pas pour autant de leur plein gré.

La première partie de ce chapitre sera consacrée aux stratégies spatiales et sociales mises en œuvre par les commerçants pour assurer leur présence aux côtés des autres acteurs du commerce transnational. Face à cette pression sur la place marchande, les propriétaires immobiliers, qu'ils soient commerçants ou non, sont à l'origine d'un mouvement puissant de (re)construction par le bas de la place marchande au Caire et à Oran, par lequel ils s'approprient de façon croissante les deux quartiers. La seconde partie analysera la mise en place et les modes d'éclatement des conflits, en germe dans ces deux centralités du commerce *made in China* en raison de cette appropriation croissante de l'espace urbain par les entrepreneurs marchands. Les tensions peuvent être aiguës, non seulement avec les vendeurs de rue, dont la place est sans doute la plus fragile à l'intérieur du Mūsķī ou de Médina J'dida, mais aussi avec les habitants, dont la présence est sans cesse menacée par l'essor du commerce³.

I Construire les places marchandes du *made in China* : stratégies spatiales et sociales des commerçants

Accéder aux deux centralités commerciales que sont le Mūsķī et Médina J'dida représente pour les commerçants, grands ou petits, un enjeu majeur pour la construction et le développement de leur affaire. Louer voire acheter ne serait-ce qu'un fonds de commerce dans l'une des ruelles de ces quartiers, d'autant plus lorsqu'on peut s'installer dans le cœur le plus commerçant de ces quartiers, c'est avoir accès à une clientèle de particuliers ou de professionnels, nombreuse et régulière, attirée par la réputation de ces marchés (chapitre 2). Cependant, en raison du succès que rencontrent le Mūsķī et Médina J'dida, la compétition pour acquérir un lieu de vente est de plus en plus rude entre acteurs. Petits et grands commerçants doivent mettre en œuvre des stratégies leur permettant d'entrer sur ces marchés et d'y développer leur affaire une fois qu'ils ont réussi à s'y installer. Ceci peut se faire de façon individuelle dans le cas des *self-made men* du commerce transnational arrivés après les débuts du commerce du *made in China* : ils ont dû construire leurs réseaux professionnels et leur affaire sans appui familial, que celui-ci soit financier et/ou relationnel. Cela se fait également de façon plus collective dans le cas des familles de commerçants de père en fils, parfois sur plusieurs générations, une situation très fréquente au Mūsķī et à Médina J'dida. Il s'agit d'abord d'entrer dans le quartier, en particulier pour les commerçants qui ne profitent pas de la présence d'un père, d'un frère ou d'un oncle qui y seraient déjà installés pour les aider. Pour les fils de commerçants qui décident de s'inscrire dans la continuité du projet paternel et/ou familial, il faut développer l'entreprise

3. Consulter le chapitre 3 qui traite de la baisse de la fonction résidentielle dans les deux quartiers.

familiale, ce qui passe notamment par l'ouverture de nouvelles boutiques. Pour répondre à cette forte demande, les propriétaires immobiliers de ces deux quartiers, en fonction de leurs moyens, entreprennent de modifier le bâti existant ou d'ériger de nouveaux immeubles commerciaux, devenant ainsi de véritables promoteurs immobiliers.

I. 1 Entrer dans le quartier et y développer son affaire : entre stratégies individuelles et stratégies collectives

Il existe en effet une forte compétition entre commerçants pour accéder aux deux centralités marchandes. Les diverses stratégies mises en œuvre par ces acteurs dépendent d'abord de leurs capacités financières à louer, à sous-louer ou à acheter un fonds de commerce, puis de leur position, soit comme commerçants ne bénéficiant pas de supports familiaux ou amicaux déjà dans le commerce, soit comme héritiers d'une famille de commerçants, parfois sur plusieurs générations, ou associés à des membres de la famille. Parmi les commerçants interrogés, une majorité était des héritiers, en particulier au Mūsķī. À Oran, les héritiers étaient plus nombreux dans le cas d'entreprises de vente en gros que celles de vente au détail. C'est au Derb et non à Médina J'dida que nous avons trouvé le plus de familles de commerçants, dans lesquelles l'entreprise familiale se transmet à un fils ou à un neveu, parfois sur plusieurs générations. À l'échelle de ces familles de commerçants se mettent ainsi en place des stratégies d'extension de l'entreprise familiale quand cela est possible, afin de couvrir davantage le quartier et de profiter d'un rayonnement plus grand pour atteindre une clientèle plus large et plus diverse (chapitre 5). Lorsque le commerçant est un nouvel entrant sur le marché du commerce du *made in China*, s'installer nécessite parfois de passer plusieurs années à travailler comme vendeur ou comme gérant pour d'autres commerçants plus fortunés et plus anciennement implantés dans le quartier, avant de pouvoir louer voire acheter un local commercial.

I. 1. 1 Trouver un local commercial disponible : une difficulté accrue pour les *self-made men*

Le Mūsķī et Médina J'dida sont deux centralités commerciales très denses, dans lesquelles la demande en locaux commerciaux s'avère supérieure à l'offre, d'après les nombreux entretiens réalisés auprès des commerçants. Que ce soit pour s'installer ou pour y développer son activité, les commerçants doivent trouver un local commercial disponible dans l'une des rues de la place marchande, sachant que la demande est encore plus forte et l'offre plus rare dans l'hyper-centre, selon un modèle centre-périphérie. Il faut également pouvoir y mettre le prix, un local commercial coûtant à l'achat plusieurs dizaines

voire une centaine de milliers de livres égyptiennes selon sa surface, sa localisation et sa date de construction, ou plusieurs millions de dinars algériens⁴.

Les commerçants désireux de trouver un local doivent enquêter à l'intérieur des quartiers auprès des propriétaires qui auraient éventuellement un local disponible à la vente ou la location. Dans le cas du Mūskī et de Médina J'dida, il ne semble pas en effet exister de marché officiel de l'immobilier commercial qui permettrait d'avoir une estimation correcte du nombre de locaux disponibles ou des prix à la vente et à la location. Les transactions immobilières paraissent s'effectuer de façon relativement obscure. Le géographe S. Mokrane décrit le marché immobilier de Médina J'dida comme un marché « *opaque, non régulé et tout aussi informel* » (2007, 112). Nous avons parfois vu passer de petites annonces sur internet ou dans la presse régionale faisant la promotion de locaux commerciaux disponibles et indiquant parfois le prix de la location, plus rarement celui de la vente, mais l'information reste rare. Au Mūskī, les opérations immobilières semblent obéir au même schéma. Les propriétaires d'un immeuble commercial ancien ou neuf n'ont bien souvent aucune publicité à diffuser dans le quartier pour annoncer qu'ils possèdent des locaux libres, car ce sont les commerçants qui viennent eux-mêmes les démarcher et se renseigner sur les disponibilités de leurs locaux. C'est ce que nous a dit le directeur du *mall* el-Kamel⁵, qui avait lancé au moment de nos enquêtes d'importants travaux de surélévation dans son centre commercial, qui allaient permettre la création d'une trentaine de nouveaux locaux : c'est une situation relativement exceptionnelle à Ḥammām al-Talāt, quartier commercial ancien, très dense et très recherché. Avant même de lancer les travaux, le directeur et son frère, son associé, avaient déjà reçu des demandes de la part de commerçants qui cherchaient à s'agrandir ou tout simplement à s'installer dans le quartier. La commercialisation de ses boutiques ne s'est donc pas faite grâce à une quelconque campagne publicitaire ou grâce à l'existence d'un marché immobilier officiel : le quartier étant connu de tous et très recherché par tous, tout fonctionne par le bouche à oreille et les relations interpersonnelles.

Il faut ensuite négocier avec le propriétaire de l'immeuble commercial pour pouvoir louer la boutique en question à un prix acceptable. Cela implique de la part de ces commerçants, en particulier pour ceux qui sont nouveaux dans le commerce des articles *made in China*, la mise en œuvre de compétences relationnelles, afin de bien connaître le marché et de démarcher les propriétaires qui pourront leur louer un local. Lors d'un de nos entretiens avec Y., multipropriétaire dans la Ville nouvelle, un commerçant âgé d'une trentaine d'années, un forain qui vendait des chaussures *made in China* dans les marchés de la région oranaise, était venu demander s'il était possible de louer ce local et pour

4. 1 € vaut entre 10 et 14 DA.

5. Entretien réalisé en arabe avec l'aide d'une interprète le 18 juin 2013 dans le bureau du directeur au dernier étage du centre commercial.

quel prix. Y. avait prétendu négocier le montant du loyer, pour ensuite nous dire en aparté qu'il ne louerait pas sa boutique à cet homme parce qu'il ne le connaissait pas. Dans le contexte algérien, les commerçants locataires s'engagent en effet pour des baux de location de deux ans, et doivent être en mesure d'avancer une grande partie voire la totalité de la somme au moment de la signature du contrat, ce qui nécessite une solide assise financière de la part des locataires. Pour les commerçants ne bénéficiant pas d'un soutien familial préalable, louer une boutique n'est possible que dans un second temps de leur vie professionnelle. Avant de louer et d'acheter un local commercial, ils ont bien souvent travaillé comme vendeur ou directeur de boutique pour un patron, comme marchand forain dans un des marchés de la campagne oranaise, et parfois comme vendeur de rue et/ou trabendiste. À terme, les commerçants que nous avons interrogés et qui louaient ou avaient loué leur boutique avaient pour ambition de devenir propriétaires de leur commerce, et d'ainsi pouvoir investir dans la pierre une partie des bénéfices produits par leur affaire. Un grossiste en chaussures *made in China*, rencontré en juin 2013, est un exemple-type de ce profil de commerçant qui, sans soutien financier quelconque de la part de sa famille, a progressivement construit sa carrière dans le quartier, débutant comme vendeur pour devenir ensuite son propre patron, et de locataire devenant multipropriétaire de boutiques dans tout le quartier (encadré 8.1).

Face à la difficulté de trouver un local commercial à louer ou à acheter, certains commerçants font le choix d'acquérir des appartements et de les transformer ensuite en locaux commerciaux. À Médina J'dida, ce processus commence à se développer (chapitre 3) et les statistiques obtenues par S.-M. Trache révèlent ce phénomène naissant de conversion des logements en locaux à usage commercial (TRACHE, 2010). Au Mūsķī, c'est également une situation assez fréquente : ce type d'opération est souvent réalisé par des grossistes dont l'activité, orientée vers une clientèle de professionnels, ne nécessite pas d'avoir accès à la rue commerçante et aux flots de chalands qui la parcourent quotidiennement. L'intérêt de cette opération immobilière réside bien évidemment dans le prix d'achat du mètre carré, qui est moindre pour un appartement que pour un local commercial. Un commerçant rencontré à l'entrée de la rue Khush al-Khīn, Abou al-S.⁶, expliquait ainsi que dans ce quartier desservi par la rue al-Ġaysh, le prix du mètre carré commercial était de 100 000 EGP⁷, tandis que le mètre carré résidentiel coûtait dix fois moins, d'où le fait que les commerçants achètent de plus en plus souvent des étages entiers pour les transformer ensuite en magasins. Ce serait le cas, d'après lui, dans le quartier de Bāb al-Shā'riyya. Lui-même ancien investisseur dans l'immobilier résidentiel à destination d'une clientèle d'expatriés occidentaux au Caire, dans des quartiers plus chics comme Mohan-dessin ou Doqqi, il nous disait regretter de n'avoir pas investi dans le quartier du Mūsķī

6. Entretien réalisé en arabe avec l'aide d'une interprète le 10 juin 2013.

7. Soit environ 10 000 €.

plus tôt, avant le boom commercial et immobilier, car il aurait été aujourd'hui bien plus riche.

ENCADRÉ 8.1 – Entretien avec un *self-made man*, grossiste en chaussures à côté du quartier de la Ghūrriya⁸

Ancien étudiant en arabe à l'université d'al-Azhar, cela fait huit ans qu'il travaille dans la chaussure de sport comme patron. Auparavant, il travaillait comme employé dans un magasin dans la chaîne Tawhīd al-Nūr. Il n'a pas trouvé de travail après ses études à al-Azhar, et s'est donc lancé dans le commerce.

Il est grossiste, de même que les autres commerçants de cette rue. Il vend essentiellement des produits chinois, ainsi que quelques rares articles fabriqués en Égypte, plutôt des chaussures en cuir. Il s'est rendu cinq fois en Chine mais là-bas, on ne vend que de grosses quantités (conteneurs de 40 pieds) qu'il n'est pas en mesure d'acheter. Aujourd'hui, il achète donc essentiellement sa marchandise auprès d'importateurs à Port Saïd et au Caire.

Lorsqu'il s'est lancé dans les affaires, il louait un petit magasin. Après être devenu propriétaire, il a transféré son activité dans la rue dans laquelle se trouve la boutique où nous l'avons rencontré. Les prix sont très élevés dans ce quartier, même s'ils le sont un peu moins que dans la zone autour de 'Ataba. Le mètre carré commercial coûte ici 100 000 EGP. Les prix étaient beaucoup plus faibles quand il a acheté il y a huit ans : le mètre carré se vendait alors entre 10 et 20 000 EGP. Il a acheté ce magasin il y a six mois, pour 1,5 million de livres pour une surface d'environ 15 m². « Les rues n'y sont pas propres, les façades des magasins sont en mauvais état, mais ici c'est le cœur du commerce, et la clientèle vient de toute l'Égypte. » Il possède désormais trois magasins.

Il ne vient pas d'une famille de commerçants mais des classes populaires : son père était un paysan, sa mère était femme au foyer. Se lancer seul dans les affaires a été difficile pour lui. L'argent manquait, l'expérience aussi, il n'avait pas de soutien et il a dû construire lui-même sa clientèle : « lorsque tu es jeune, tu n'as pas de magasin, tout est difficile ». Les banques n'aident pas non plus : « ce sont tous des voleurs, elles n'aident que les hommes d'affaires », pas les petits entrepreneurs qui débutent.

Lorsqu'il a commencé, ne sachant pas si la réussite serait au rendez-vous, il ne s'est pas inscrit au registre du commerce pour ne pas payer de taxes. Il ne devrait pas tarder à le faire. La plupart des commerçants font d'ailleurs comme lui : ils ne s'enregistrent pas au début, puis le font une fois que leur affaire est bien lancée. Cela permet de ne pas payer d'impôts pendant les premières années difficiles.

L'entrée dans le quartier pour les commerçants ne bénéficiant pas de soutien familial et/ou de réseau professionnel préexistant est donc assez ardue et nécessite à la fois du temps, du savoir-faire commerçant, et surtout de l'argent, les prix de ces locaux, que ce soit à l'achat ou à la location, étant de plus en plus élevés à Médina J'dida et au Mūsī.

8. Entretien dans sa boutique réalisé en arabe le 27 juin 2013 avec l'aide d'une interprète.

I. 1. 2 Faire jouer les réseaux familiaux pour développer l'entreprise

Les commerçants qui sont des héritiers de plus ou moins longue lignée peuvent, contrairement aux nouveaux entrants, profiter de soutiens importants et des capacités financières et relationnelles de leur famille pour s'installer dans le quartier, que ce soit au Mūsķī ou dans la Ville nouvelle à Oran. L'appartenance à une famille de commerçants permet en effet aux héritiers d'entrer plus facilement dans ces quartiers commerçants, en héritant la boutique paternelle ou en étant aidé par le père ou par l'oncle pour ouvrir sa propre boutique. Cette entrée dans les deux quartiers-marchés s'inscrit souvent dans une stratégie à la fois sociale et spatiale qui se joue à l'échelle de la famille. Elle vise à développer le commerce familial, économiquement bien sûr, ce qui a des implications directes sur l'espace commercial.

Parmi les commerçants interrogés, les héritiers étaient très nombreux au Mūsķī, sans doute en raison de la très longue histoire commerciale du quartier (chapitre 1). À Médina J'dida, la situation était certes plutôt courante, mais elle était encore bien plus fréquente parmi les commerçants que nous avons rencontrés dans le quartier du Derb. Cela s'explique sans doute par le fait que les grossistes de ce quartier sont les descendants pour la plupart de commerçants ayant acheté leur affaire à la fin des années 1950 et au début des années 1960 aux anciens commerçants juifs, grossistes en tissus, qui ont quitté l'Algérie peu avant ou peu après la déclaration d'indépendance. Le Derb à Oran, comme la ḥārat al-Yahūd au Caire, est en effet l'ancien quartier juif de la ville coloniale; son nom est en fait le « *Derb li-Hūd* », le « quartier juif », abrégé en « Derb » aujourd'hui, la population juive ayant totalement disparu. Ces commerçants, les premiers de leur lignée familiale, ont ensuite été soucieux de léguer leur entreprise à leurs fils qui sont encore en activité aujourd'hui et qui espèrent pour la plupart transmettre à leur tour leur entreprise à leurs enfants, quand leurs fils ou leurs neveux ne sont pas déjà leurs associés.

Le soutien familial s'exprime tout d'abord dans l'aide apportée pour ouvrir une nouvelle boutique dans le quartier commerçant. C'est le cas par exemple de la seule femme que nous ayons rencontrée au Mūsķī qui était à la fois commerçante et patronne de sa boutique⁹. Le magasin, situé dans la rue al-Saqāliyya, cœur battant de la ḥārat al-Yahūd, occupe la moitié d'un immeuble commercial qui appartenait à son père; ce dernier l'avait divisé entre ses deux enfants, elle et son frère. Elle est aujourd'hui maîtresse d'une branche de l'entreprise : elle décide elle-même des produits vendus, des accessoires principalement féminins qu'elle propose à la vente en demi-gros, surtout à des femmes exerçant des métiers de petites revendeuses à domicile ou patronnes de boutiques. Elle se rend d'ailleurs elle-même en Chine à la recherche de nouveaux

9. Entretien réalisé en arabe et en anglais le 18 juin 2013, avec l'aide d'une interprète.

produits et de nouveaux partenariats commerciaux. Son frère quant à lui propose dans la boutique d'à côté des jouets pour enfant et s'adresse surtout à une clientèle de grossistes, des hommes au premier chef. En reprenant la boutique du père, les deux enfants sont donc à l'origine d'une diversification à la fois de la marchandise vendue et de la clientèle visée par l'entreprise paternelle. Au Derby, cette situation se retrouve très fréquemment parmi les grossistes en tissus ou en prêt-à-porter. Ainsi la famille L. est-elle une lignée de commerçants depuis plusieurs générations. L'affaire, héritée du père, lui-même fils de commerçant ambulant, a été transmise et développée par les quatre fils – en particulier l'aîné – qui aujourd'hui y ont à leur tour associé leurs descendants. En 2013, l'entreprise comptait une dizaine de boutiques à Oran. Les fils, associés à leur père, étaient désireux de s'investir davantage dans le commerce, notamment dans le secteur de l'importation de marchandises *made in China* (encadré 8.2).

ENCADRÉ 8.2 – La famille L. au Derby : un exemple de développement à la fois social et spatial d'une entreprise familiale

Source : entretien avec deux des frères L., l'aîné et l'un des cadets, rencontrés dans leur magasin respectif au Derby les 24 et 30 mars 2013. Ils sont tous deux vendeurs en gros et en demi-gros de tissus d'importation.

La famille L. est une famille ancienne très respectée dans le quartier. Le grand-père, né à la toute fin du 19^{ème} siècle ou dans les premières années du 20^{ème} siècle, était un petit commerçant ambulant dans les campagnes de l'Ouest algérien. Le père, né en 1930, a pu devenir commerçant et ouvrir une boutique dans la petite ville de Tiaret, située à 200 km à l'est d'Oran. Il est arrivé ensuite à Oran dans les années 1960, moment où il a pu racheter la boutique de ses fournisseurs de l'époque, des frères juifs qui étaient associés et qui étaient spécialisés dans le tissu. Il a ensuite développé son affaire et a pu ouvrir cinq boutiques en plus de la boutique originale.

L'affaire paternelle a été ensuite transmise aux quatre fils. L'aîné a pris le relais du père et a progressivement développé l'affaire familiale afin de permettre à ses cadets d'avoir aussi leur propre boutique. Aujourd'hui, les quatre frères sont toujours commerçants dans le tissu, et ont associé leurs fils à l'entreprise familiale. L'aîné s'est un peu dissocié de l'entreprise familiale en travaillant de façon privilégiée avec ses fils, tandis que les trois autres frères, dont l'un n'a pas de fils mais deux filles, sont restés en affaire ensemble, avec leurs fils.

L'aîné venait tout juste de demander sa retraite lors de notre entretien. Un de ses fils est en train de monter une société d'import; un second est à la tête d'un autre local paternel; le troisième gère la boutique du Derby au quotidien en remplacement du père.

Aujourd'hui, largement grâce à ce travail familial, la famille L. se trouve à la tête d'une dizaine de magasins dans le quartier.

L'appartenance à une entreprise familiale permet aussi de mener à plusieurs une stra-

tégie de développement et d'expansion de l'entreprise, qui se traduit spatialement grâce à l'ouverture de nouvelles « branches » dans les quartiers commerçants. À Médina J'dida, nous avons pu interroger deux frères, des grossistes spécialisés dans les accessoires et autres petits éléments de prêt-à-porter (gants, bonnets, sous-vêtements, etc.), tous deux associés. Ils venaient juste d'ouvrir au moment de notre entretien une nouvelle boutique sur le boulevard Houha dans un petit immeuble commercial récemment construit. Ils possédaient déjà une autre boutique de vente au détail de ces accessoires située à l'intérieur de Médina J'dida, dans la partie « féminine ». Être associés leur permettait de pratiquer dans deux locaux différents le demi-gros, le gros et le détail. Ils s'adressaient ainsi à deux clientèles différentes, des professionnels et des particuliers, ce que traduisaient également les deux emplacements de leurs boutiques, l'une au cœur de la partie « féminine » dans laquelle se presse la clientèle de particuliers, l'autre sur le boulevard Houha, plutôt spécialisé dans le gros (chapitre 4). Des démarches semblables étaient également très fréquentes au Mūsķī, comme ces trois frères associés, à la tête de trois grands magasins en plus de la toute petite échoppe paternelle située dans la Ghūriyya : ils avaient acheté ces boutiques dans trois quartiers différents, afin de pouvoir avoir accès à des clientèles de niveau social et donc de niveau de revenus hétérogènes, comme nous l'avait expliqué un de leurs directeurs de magasins¹⁰. Enfin, cette stratégie de développement a des conséquences sur l'éducation des enfants, qui seront bientôt les associés puis les successeurs de leur père. Parmi les jeunes commerçants que nous avons pu rencontrer tant à Médina J'dida qu'au Mūsķī, ils étaient très nombreux à avoir fait ou à être en train de faire des études spécialisées dans le commerce. Au Caire, la femme commerçante dont il est question plus haut était titulaire d'un diplôme dans le domaine commercial de niveau *bachelor* (licence), et suivait en parallèle de son travail, des études de magister en « business international ». D'autres jeunes commerçants, formés dans des « *language schools*¹¹ » durant leur enfance et leur adolescence, poursuivaient des études en commerce dans des universités privées du Caire, et parlaient couramment anglais, ce qui facilitait considérablement leur travail auprès de leurs fournisseurs en Asie¹².

Ainsi, entrer dans le Mūsķī ou Médina J'dida est plus difficile pour les nouveaux venus

10. Entretien réalisé le 11 juin 2013 en arabe, avec l'aide d'une interprète, dans le magasin récent construit rue de la Ghūriyya en face de l'échoppe historique de la famille. Voir chapitre 5

11. Ces « *language schools* » sont des écoles privées dans lesquelles l'enseignement se fait principalement en langue étrangère, surtout en anglais, parfois également en français ou en allemand. Elles accueillent les enfants des classes moyennes supérieures et supérieures soucieuses de la réussite de leurs enfants, en particulier dans des milieux très internationalisés. Voir à ce sujet la thèse de la sociologue A. de Koning (DE KONING, 2009).

12. Entretiens avec un héritier dans une des boutiques de la famille située rue Khush al-Khīn le 9 avril 2012, et avec deux autres jeunes commerçants héritiers devant la boutique paternelle, dans la ḥārat al-Sarbakīs, le 27 juin et le 1^{er} juillet 2013. Entretiens réalisés en anglais. Ces jeunes gens avaient entre 22 et 30 ans et travaillaient tous, en parallèle ou à la suite de leurs études supérieures de commerce et leurs études secondaires dans une « *language school* » avec leur père et parfois leur frère.

que pour les commerçants inscrits dans des réseaux commerciaux familiaux qui bénéficient d'appuis et qui peuvent s'inscrire dans une stratégie familiale souvent solide et construite spatialement. La compétition est rude pour avoir accès à ces deux places marchandes, car pouvoir s'installer dans le quartier, c'est avoir accès à une clientèle souvent importante et à une source de revenus commerciaux. Elle est d'autant plus rude que le nombre de fonds de commerce disponibles se raréfie, en dépit d'un vaste mouvement de construction de locaux commerciaux lancé par des propriétaires immobiliers désireux de profiter de la manne produite par le commerce transnational et par des commerçants souhaitant réinvestir les bénéfices de leur affaire dans l'immobilier (chapitre 6).

I. 2 Développer la place marchande : les commerçants, nouveaux promoteurs immobiliers ?

Face à la demande très forte en locaux commerciaux à la fois de la part des commerçants déjà installés et des nouveaux entrants, les propriétaires d'immeubles à Médina J'dida et au Mūskī ont entrepris de construire de nouveaux immeubles commerciaux. Ces derniers sont en règle générale plus hauts et surtout bien plus vastes que les bâtisses plus anciennes, afin de multiplier les possibilités d'installation, et de profiter des revenus liés à la vente par morceaux de ces immeubles ou à la location des fonds de commerce nouvellement créés. Ces propriétaires immobiliers peuvent bénéficier de legs familiaux, notamment d'immeubles résidentiels situés dans les marges du Mūskī. D'autres sont des commerçants qui se sont enrichis grâce à la vente d'articles *made in China*, parfois déjà propriétaires de leur boutique voire d'un immeuble entier, et qui trouvent ainsi une façon rémunératrice d'investir leurs bénéfices commerciaux. Ces grands commerçants ont en général les fonds nécessaires pour construire un immeuble commercial sur une parcelle au préalable achetée construite puis démolie. Les plus riches sont en mesure de racheter des îlots entiers, participant ainsi à un mouvement de remembrement à l'œuvre à la fois au Mūskī et à Médina J'dida. D'autres, des commerçants plus petits, choisissent de s'associer afin de réunir les fonds nécessaires à la construction d'un nouvel immeuble. Les propriétaires les moins fortunés se contentent enfin de rajouter des étages au-dessus de leur immeuble commercial, participant eux aussi, quoique de façon moins spectaculaire, au renouvellement urbain de ces deux places marchandes.

Tous ces commerçants et propriétaires fonciers sont, de façon inégale et plus ou moins importante, à l'origine d'un renouvellement du bâti au Mūskī et à Médina J'dida. Les immeubles commerciaux fleurissent dans les deux places marchandes, une réponse à la fois au besoin en locaux commerciaux de plus en plus grands et à la recherche d'investissements immobiliers. Les entrepreneurs marchands du *made in China* sont ainsi de puis-

sants agents de la transformation urbaine.

I. 2. 1 Des opérations de remembrement au Mūsī et à Médina J'dida

Le renouvellement urbain le plus spectaculaire à l'œuvre tant au Mūsī que dans la Ville nouvelle consiste en la construction de vastes immeubles commerciaux édifiés à partir du rachat et de la réunion de plusieurs parcelles de terrain déjà construites, car les terrains vacants sont rares voire inexistant, puis de leur démolition. Le parcellaire de Médina J'dida est en fait très morcelé, et les parcelles disponibles relativement petites, comme le notent A. Boudinar et S. Belguidoum : « *les contraintes d'un parcellaire très morcelé, où les transactions et les partages entre héritiers ont été nombreux, ont suscité des stratégies d'installation privilégiant les boutiques de petite taille, des centres commerciaux et des magasins moins imposants que ceux de Choupot* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015). La situation est sensiblement la même au Mūsī, les quartiers de la ville ancienne étant marqués également par un parcellaire assez morcelé. Les parcelles de grande surface accueillent en général de grands édifices comme les mosquées et d'autres monuments du Caire islamique, ainsi que de grands équipements publics, par exemple la Poste à 'Ataba ou ce qui reste de l'ancien jardin de l'Azbakiyya.

Quelques commerçants parmi les plus riches du quartier sont parvenus à acheter progressivement des parcelles de terrain mitoyennes, opérations qui ont pris en général plusieurs années, puis ont entrepris de détruire les bâtiments qui s'y trouvaient afin d'y construire des centres commerciaux de grande voire très grande surface. Ainsi, plus qu'à du renouvellement urbain, on assiste à de véritables opérations de rénovation urbaine créant dans les deux centralités commerciales anciennes des paysages commerciaux nouveaux et modernes qui tranchent par leur forme et bien souvent par leur hauteur avec le bâti plus ancien¹³. Le réseau viaire principal reste le même, mais les propriétaires bâtisseurs n'hésitent pas parfois à fermer un passage, ou à construire par-dessus, ce qui permet d'accroître d'autant plus la surface construite, et avec elles les revenus immobiliers.

Au Mūsī, cette tendance est ancienne et avait déjà été remarquée par les architectes et géographes L. Ammar, M. Charara et A. Madœuf. Elles soulignaient dès les années 1990 dans les quartiers autour du Khan al-Khalili « *la tendance à la densification et rentabilisation maximum des capacités constructives des terrains (...). Qu'il soit imputable à la pression spéculative entraînant la rareté du terrain dans la ville ancienne ou à la forte demande en lieux de travail pour les habitants artisans et commerçants de ces quartiers, le mouvement de construction s'intensifie, produisant, malgré la réglementation officielle*

13. Il est question de ces aspects dans le chapitre 5 qui traite de la modernisation et la globalisation des lieux et des modes de consommation dans les deux quartiers-marchés.

qui limite les immeubles d'activités dans la vieille ville, une pénétration d'activités économiques diversifiées dans les ruelles et impasses à l'écart des axes principaux » (AMMAR, CHARARA et MADŒUF, 1999, 158). La ḥārat al-Yahūd en particulier est touchée par ce processus dès les années 1990, en raison de l'« attrait que représentent les quartiers proches de la vieille ville et du centre-ville et la volonté [des commerçants] de s'établir à proximité des zones d'échanges et des souks centraux (*al-Mūsķī, Khan al-Khalili, al-Sagha, al-Azhar, al-ʿAtaba, Bayn al-Surayn*) » (AMMAR, CHARARA et MADŒUF, 1999, 158). Ce processus de transformation urbaine est toujours vif aujourd'hui, en particulier dans les marges des quartiers commerçants les plus actifs, comme dans la partie nord de la ḥārat al-Yahūd ou encore dans la ḥārat al-Ifrang. Nous y avons découvert de vastes immeubles commerciaux construits à partir de la réunion de différentes parcelles de terrain, la plupart encore en construction, ce qui n'empêchait d'ailleurs pas le début de leur location et de l'aménagement intérieur des boutiques par les nouveaux locataires et/ou propriétaires. Les centres commerciaux ainsi érigés comptent parmi les plus grands immeubles du quartier. Certains, comme le centre commercial « *al-Quds* » construit par le Ḥāgg S. et le Ḥāgg M., père et fils, sont tellement vastes qu'ils possèdent plusieurs entrées donnant sur des ruelles différentes et des espaces commerciaux aux spécialités différentes (photographie 8.1 et encadré 8.3). Dans plusieurs d'entre eux, il est possible de trouver un ou deux niveaux en sous-sol qui sont proposés à la vente ou à la location pour l'entreposage des marchandises¹⁴, ce qui permet de maximiser la surface constructible tout en respectant les limites de hauteur d'immeuble imposées par les autorités urbaines – ce qui n'est d'ailleurs pas toujours le cas (chapitre 7).

14. Au sujet du développement de la fonction d'entreposage, consulter le chapitre 6 sur les aspects spatiaux du renouvellement urbain du quartier.

ENCADRÉ 8.3 – Entretien avec le directeur du *mall* « *al-Quds* », l'un des plus grands *malls* en construction dans la *ḥārat al-Yahūd*¹⁵

Le centre commercial « al-Quds » (Jérusalem en arabe) est la propriété du Ḥāgg S., et de son père le Ḥāgg M. La construction a commencé en 2009, sur une parcelle de 1 200 m², une taille conséquente pour le quartier. Auparavant s'y trouvaient de petits immeubles résidentiels anciens et quelques commerces de proximité, dont un marchand de volailles et un boulanger. L'intérieur de l'îlot était déjà en ruine au moment où les propriétaires ont acheté le terrain. Le Ḥāgg S. et son père ont acheté petit à petit toutes ces propriétés, une démarche qui a pris une quinzaine d'années, avant de pouvoir détruire l'îlot et y faire construire cet immeuble. Ce mall aurait ainsi la plus grande superficie de tous les centres commerciaux du quartier, et serait, selon son directeur, le plus moderne du Mūsī, en raison de son aménagement intérieur et de sa décoration de standing.

Toutes les boutiques de ce mall sont destinées à être mises en location afin que les propriétaires puissent jouir d'une rente régulière^a. Le centre commercial sera à terme spécialisé dans les articles de prêt-à-porter ainsi que les accessoires, ou encore les lustres. Ceci s'explique par le fait qu'il se trouve au contact entre deux zones commerciales différentes : au nord, la ruelle est spécialisée dans le lustre (cliché b, photographie 8.1), tandis qu'au sud, le centre commercial donne sur la partie de la ḥārat al-Yahūd qui propose des vêtements et des accessoires féminins (cliché a, photographie 8.1)

a. En avril 2012, vingt boutiques étaient déjà louées, mais la demande semblait supérieure à l'offre du centre commercial.

15. Entretien réalisé le 28 avril 2012 dans l'entrée du centre commercial alors en construction. Entretien qui s'est déroulé en arabe, avec l'aide d'un interprète.

PHOTOGRAPHIE 8.1 – Le mall « *al-Quds* », un des plus grands centres commerciaux du Mūsī

Cliché a) Entrée sud du centre commercial, donnant sur la partie de la ḥārat al-Yahūd spécialisée dans le vêtement pour femme. En avril 2012, le centre commercial était encore en construction. **Cliché b)** Entrée nord du centre commercial donnant sur une des rues spécialisées dans la luminaire et la vente de produits de naissance. On aperçoit au rez-de-chaussée des boutiques spécialisées dans ces produits, tandis que les boutiques situées au premier étage proposent des vêtements. **Cliché c)** En 2012, une des allées principales du centre commercial, au rez-de-chaussée. Au fond, on aperçoit la rampe d'un escalier qui dessert les sous-sols. Crédits : A. Bouhali, avril 2012 (a et b), 2013 (c).



Ce processus s'est également diffusé jusque dans des quartiers plus discrets que la ḥārat al-Yahūd ou la ḥārat al-Ifrang, là où le développement commercial est plus récent. C'est le cas de la ḥārat al-Sarbakīs, rue parallèle à la rue al-Azhar devenue le nouveau pôle du commerce de gros de vaisselle et de petit électroménager d'importation depuis les années 1990. Elle est touchée par un processus très rapide et intense de développement à la fois commercial et urbain. Un commerçant a progressivement pu racheter un immeuble résidentiel situé à l'entrée de la rue, ainsi que les parcelles situées à l'intérieur de l'îlot. Il a ensuite fait démolir le tout, dans la perspective d'y faire construire un centre commercial qui, au vu de la taille de la parcelle, sera très vaste (photographie 8.2). Cependant, comme nous l'a rapporté un de ses voisins, également commerçant¹⁶, cet investisseur a renoncé à lancer tout de suite les travaux de construction en raison de la situation économique actuelle qu'il juge incertaine. Le propriétaire attend la reprise économique afin d'être sûr que le centre commercial, une fois construit, trouvera des commerçants intéressés par la location ou l'achat d'un fonds de commerce. En attendant, le terrain laissé vacant est utilisé comme espace de stationnement pour les véhicules de livraison des commerçants du quartier, installés dans la ḥārat al-Sarbakīs ou dans la rue parallèle, et que l'on aperçoit à l'arrière-plan de la photographie 8.2.

16. Entretien mené en anglais avec un commerçant d'une trentaine d'années, fils et petit-fils de commerçants, le 1^{er} juillet 2013. Ce jeune-homme tenait la gérance du centre commercial de son père, ouvert en 2005, immeuble neuf lui aussi, et spécialisé dans la vente de vaisselle et de petit électroménager.

PHOTOGRAPHIE 8.2 – Un terrain vague à l'entrée de la ḥārat al-Sarbakīs, un futur centre commercial?

Un propriétaire a racheté progressivement plusieurs parcelles lui permettant de constituer un terrain d'une taille considérable dans le quartier en vue d'y faire ériger un vaste centre commercial. Mais le terrain est laissé vacant aujourd'hui : il est utilisé comme espace de stationnement, dans l'attente d'un regain des activités qui ont été touchées par la crise économique et politique que connaît le pays depuis 2011. Crédit : A. Bouhali, juillet 2013.



À Oran, on retrouve exactement le même processus à l'œuvre pour quelques-uns des plus vastes centres commerciaux de la Ville nouvelle : « *le foncier et l'immobilier ont connu une hausse spectaculaire obligeant à des transactions coûteuses pour permettre un remembrement par le rachat de parcelles mitoyennes qui autorisent la construction de locaux plus spacieux. Quelques gros investisseurs sont parvenus à racheter plusieurs parcelles et à édifier des centres commerciaux de grande taille (il en existe trois)* » (BOUDINAR et BELGUIDOUM, 2015). C'est le cas par exemple d'un centre commercial, certes bien moins vaste que les centres commerciaux du Mūsķī, qui donne sur le boulevard Houha, devant le tramway. Le propriétaire, qui loue ce petit centre commercial pour moitié à des frères associés spécialisés dans la vente d'accessoires, et pour moitié à un commerçant spécialisé dans les bijoux en plaqué or et les lunettes, est un ancien boulanger. Il a fait construire son centre commercial à la place de son ancien four à pain et après avoir racheté un petit immeuble résidentiel¹⁷. Il a pu faire détruire toutes ces parcelles et ainsi reconstruire à la place un centre commercial relativement vaste qu'il a mis en location. Le centre commercial « *al-Baraka* », qui donne sur la place Tahtaha, serait lui aussi le résultat de rachats

17. Source : entretien avec le commerçant spécialisé dans les bijoux plaqué or et les lunettes, le 31 mars 2013.

successifs de petites parcelles par le propriétaire, dont un ancien hammam ¹⁸.

Ainsi, ces grands commerçants et propriétaires fonciers participent à un mouvement de remembrement du parcellaire des deux centralités commerciales. Ils sont des moteurs particulièrement puissants de transformation urbaine à l'intérieur des deux quartiers-marchés.

I. 2. 2 Construire un immeuble, seul ou en s'associant, ou surélever un immeuble existant

Aux côtés de ces entrepreneurs marchands qui possèdent les capacités financières suffisantes pour acquérir plusieurs parcelles de terrain et entièrement les détruire, on trouve des propriétaires un peu plus petits qui érigent des centres commerciaux sur une seule parcelle et de taille moindre. Certains sont bénéficiaires d'un legs familial et profitent de la montée des prix de l'immobilier commercial dans le quartier en détruisant l'immeuble hérité – résidentiel, commercial ou mixte – afin d'y reconstruire un centre commercial plus fonctionnel. C'était le cas en particulier au Mūsķī, où nous avons eu l'occasion de rencontrer deux propriétaires du côté de midān al-Saqālba dans la ḥārat al-Yahūd. Ils avaient tous deux hérité d'une voire plusieurs propriétés dans le quartier grâce à leur famille respective, et avaient pris la décision à la fin de l'année 2011 de démolir puis de faire construire, pour l'un, un immeuble commercial, pour l'autre, un immeuble de bureaux à destination des importateurs du quartier ¹⁹. En raison du parcellaire plutôt exigu, cela produit souvent des immeubles aux formes biscornues, qui épousent parfaitement les contours de la parcelle afin de maximiser la surface commerciale constructible. Un petit immeuble commercial situé aux confins nord de la ḥārat al-Yahūd, où nous avons pu rencontrer le jeune propriétaire d'un centre commercial de deux étages, spécialisé dans les jouets pour enfants, en fournit une illustration claire ²⁰. La façade de ce bâtiment, très étroite, débouchait sur un couloir assez large dont la partie gauche était visiblement utilisée comme un local commercial ou une simple zone de stockage de la marchandise. Le couloir, après s'être rétréci, débouchait sur un escalier tout aussi biscornu qui distribuait les étages et enfin ouvrait sur une pièce plus grande, sans fenêtre, servant de lieu d'entreposage de la marchandise. Le centre commercial était entouré sur trois côtés par d'autres immeubles mitoyens. Les autres centres commerciaux situés dans la même ruelle, que nous avons visités, présentaient des plans tout aussi irréguliers.

18. Source : conversations informelles à plusieurs reprises avec Y., multipropriétaire foncier à Médina J'dida en mars 2013.

19. Entretiens réalisés en arabe à plusieurs reprises : le 15 mars 2012 avec Olivier Pliez, avec seulement l'un des deux protagonistes, puis le 3 avril 2012 avec les deux propriétaires, à l'aide d'une interprète.

20. Entretien réalisé le 18 juin 2013 en arabe avec l'aide d'une interprète.

D'autres entrepreneurs de la ville marchande sont de plus petits commerçants, souvent propriétaires d'un seul local commercial à l'intérieur d'un immeuble commercial ou mixte (fonction résidentielle/fonction commerciale), et qui s'associent à plusieurs afin de rassembler les fonds nécessaires pour détruire le bâti existant et construire un immeuble commercial neuf. C'est le cas du propriétaire d'une boutique de souvenirs et d'artisanat algérien située au milieu de la Ville nouvelle à Oran²¹. Héritier au début des années 1980 de son fonds de commerce par son père, lui-même fils de commerçant, il s'est associé à ses voisins, commerçants, et à des investisseurs immobiliers pour financer la démolition puis la reconstruction d'un nouvel immeuble commercial sur la même parcelle. L'état de ce dernier s'était considérablement dégradé, et les anciens habitants de l'immeuble avaient pu être relogés par l'État, ce qui a permis aux commerçants de détruire ensuite l'immeuble²². Les dix copropriétaires ont ensuite fait construire le petit immeuble commercial aujourd'hui composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages. Le vendeur d'artisanat a conservé une boutique au rez-de-chaussée, tout en agrandissant la surface. Deux autres commerçants possèdent et exploitent également un local commercial au rez-de-chaussée, tandis que les autres copropriétaires ont investi dans des espaces de stockage dans les étages.

Enfin, une dernière façon pour les commerçants de construire davantage de locaux, à leur usage ou à destination d'autres commerçants, est d'ajouter à l'immeuble existant un ou plusieurs étages supplémentaires, parfois en transgressant les règlements d'urbanisme, comme dans le cas du Mūsū en particulier (cliché b, photographie 8.3). Les cas d'ajouts d'étages, en particulier sur d'anciens immeubles datant de l'époque coloniale, sont relativement nombreux dans le quartier de Médina J'dida, tant dans la partie dédiée aux articles pour homme (clichés a et c, photographie 8.3) que dans la partie dédiée aux articles pour femme de la Ville nouvelle, y compris dans les ruelles spécialisées dans la bijouterie, une spécialité qui se maintient d'ailleurs, malgré le déferlement des produits d'import. Ajouter un étage est une stratégie parmi les moins coûteuses de toutes celles préalablement décrites, puisque l'entrepreneur bénéficie d'un bien dont il est déjà propriétaire. Construire un étage supplémentaire lui permet soit d'en faire un espace de stockage à destination de son propre usage, soit, en le louant, une source de rente régulière dans un quartier où, nous l'avons vu, la demande est importante, même si elle est soumise aux oscillations du marché.

21. Entretien réalisé le mars 2014 dans la boutique du commerçant.

22. Au vu des informations que ce commerçant nous a données, du bout des lèvres et/ou de façon incomplète, nous faisons l'hypothèse que l'ancien immeuble datait de l'époque coloniale, sans doute du début du 20^{ème} siècle comme tous les autres petits immeubles anciens encore debout à Médina J'dida. Il avait été occupé par des habitants, voire peut-être par le père du commerçant, suite aux départs des anciens colons et/ou Juifs du quartier, dans le vaste mouvement de noria qu'ont connu les quartiers coloniaux au moment de la guerre d'indépendance algérienne.

Ainsi, tous ces entrepreneurs, petits ou grands, renouvellent le tissu urbain en construisant des centres commerciaux de tailles et de formes différentes à la place de petits immeubles plus anciens²³. Les commerçants mettent ainsi en place des stratégies, individuellement ou bien collectivement, en vue d'entrer dans ces places marchandes, et d'y étendre leur activité commerciale. Pour répondre à cette forte demande en locaux commerciaux, les entrepreneurs et les propriétaires immobiliers deviennent de véritables promoteurs de la ville marchande, en détruisant le bâti ancien, inadapté et insuffisant pour répondre aux besoins actuels en surfaces commerciales exploitables, et en multipliant les nouveaux locaux commerciaux via la construction d'immeubles neufs ou via des surélévations du bâti existant. Les paysages urbains se modifient de plus en plus sous l'effet de ce vaste renouvellement urbain. Commerçants et propriétaires immobiliers sont ainsi devenus avec l'essor du commerce transnational des acteurs majeurs de la fabrique de la ville.

Ces stratégies sociales ont des conséquences spatiales relativement similaires au Caire et à Oran. La différence entre les deux quartiers se joue plutôt dans l'ampleur du mouvement de construction et de développement à la fois commercial et urbain, qui est bien supérieur au Mūsī par rapport à Médina J'dida. Ceci est un excellent indicateur selon nous du niveau d'affaires de chacune de ces places marchandes, à défaut d'avoir des chiffres précis, qui est à mettre en relation avec leur échelle de fonctionnement. En effet, le Mūsī est une centralité d'échelle nationale voire internationale, tandis qu'Oran fonctionne au rythme d'une polarité commerciale d'échelle régionale (voir chapitre 2).

Les entrepreneurs marchands et les propriétaires immobiliers, en construisant ces deux places marchandes du commerce transnational et en faisant grimper les prix de l'immobilier, font également pression sur d'autres acteurs de ces quartiers-marchés, tant ceux qui ont un lien avec le commerce, c'est-à-dire les vendeurs de rue, que les habitants, qui semblent, pour certains, subir ces transformations urbaines et, pour d'autres, s'y adapter.

23. Consulter le chapitre 5 dédié à la modernisation des pratiques de consommation de la clientèle dans les marchés du *made in China*.

PHOTOGRAPHIE 8.3 – Surélévation des immeubles commerciaux à Médina J'dida et au Mūsķī

Clichés a, c et d) A Médina J'dida, certains propriétaires construisent un ou deux étages supplémentaires au-dessus de leur boutique. Les immeubles sont la plupart du temps de petites bâtisses coloniales disposant seulement d'un rez-de-chaussée et d'un étage (R+1). **Cliché b)** Au beau milieu de la rue du Mūsķī au Caire, des propriétaires ont récemment fait construire un étage supplémentaire à leur centre commercial, dépassant ainsi les règlements d'urbanisme qui prévoient de limiter la hauteur des constructions dans la ville ancienne. Crédits : A. Bouhali, 2012 (cliché d), 2013 (clichés a, b et c).



II Négocier sa place dans la ville marchande : tensions et conflits dans les centralités du *made in China*

Le développement du commerce, l'extension des surfaces commerciales et la montée des prix de l'immobilier commercial et résidentiel au Mūsķī et à Médina J'dida ne sont pas sans poser problème pour une partie des autres acteurs présents dans ces centralités commerciales. Les tensions et la compétition qui se jouent entre commerçants pour l'accès à la place marchande s'expriment aussi à l'encontre d'autres acteurs. Tout d'abord, les vendeurs de rue doivent négocier leur présence non seulement avec les autorités urbaines (chapitre 7) mais aussi avec les commerçants gérants ou propriétaires des pas de porte devant lesquels ils installent leur étal. Les habitants qui vivent encore dans les immeubles résidentiels ou dans les étages des immeubles mixtes anciens, et ce en dépit de la baisse de la fonction résidentielle depuis de nombreuses années (chapitre 3), voient leur présence de plus en plus menacée par le développement du commerce et les stratégies d'expansion spatiale des commerçants. Ces tensions entre citoyens de différentes catégories, ayant un pouvoir inégal sur l'espace, se retrouvent aussi bien au Mūsķī qu'à Médina J'dida. Pour ces deux catégories d'acteurs, il s'agit de négocier leur présence dans les rues ou les immeubles des centralités commerciales et parfois la défendre contre les velléités d'expansion et de développement des commerçants, d'une façon qui peut être occasionnellement violente.

II.1 Accéder à la place marchande : arrangements et tensions entre commerçants et vendeurs de rue²⁴

Les vendeurs de rue qui souhaitent installer leurs stands à l'intérieur ou sur les marges du Mūsķī et de Médina J'dida doivent non seulement négocier avec les pouvoirs publics, qui tentent de réguler voire d'éradiquer tout « commerce informel » dans les rues du Caire et d'Oran (chapitre 7), mais également avec les commerçants installés dans des boutiques en dur. Ces derniers voient parfois d'un mauvais œil ces petits vendeurs, qu'ils accusent bien souvent de leur faire de la concurrence déloyale. En effet, occuper une table à Médina J'dida, pousser une charrette ou ouvrir un sac posé à terre au Mūsķī permet à ces hommes – car les vendeurs de rue sont pour leur grande majorité des hommes – de ne pas payer de taxes ou de loyer commercial, qu'ils n'auraient la plupart du temps pas les moyens de payer de toute façon. Les relations avec les commerçants oscillent ainsi entre acceptation *de facto* de leur présence par les commerçants « officiels », relations de patronage et de

24. Voir également (BOUHALI, 2015b).

dépendance, voire conflit ouvert porté à l'arbitrage des autorités urbaines, comme cela a été le cas dans le quartier de Médina J'dida.

II. 1. 1 Négociations et arrangements entre vendeurs de rue et commerçants

Que ce soit au Caire ou à Oran, des relations de clientélisme et de dépendance existent entre commerçants installés et vendeurs informels ayant placé leurs marchandises devant la vitrine dudit commerçant. Se joue la possibilité pour le vendeur de rue d'occuper une portion de l'espace pourtant public : le trottoir ou la rue du marché. Cependant, les commerçants considèrent ces espaces comme le prolongement de leur propre boutique, un espace mettant en valeur leur vitrine et/ou un espace d'exposition de leurs marchandises. À Médina J'dida, nous avons pu avoir des discussions régulières avec le gérant d'une boutique vendant au détail des vêtements d'intérieur pour femme, M., la quarantaine²⁵. Nos visites régulières nous ont permis d'assister aux échanges entre M., les jeunes vendeurs de rue installés en face de sa boutique et un autre vendeur de rue, O., la cinquantaine. Ce dernier pose son étal contre le mur de la boutique de M., et propose des articles scolaires et de petits livres pour les enfants. O. est en fait l'obligé du gérant : c'est lui qui va chercher le café, lui qui fait toutes les courses pour M. ou qui surveille sa boutique lorsque ce dernier prend une pause pour le déjeuner. Quant aux jeunes vendeurs de rue, ils proposent parmi les menus articles exposés sur leurs tables quelques fins de série qu'ils achètent à M. après en avoir négocié le prix. Cet exemple donne ainsi à voir des arrangements en échange d'avantages et de droits d'utilisation d'un espace, qui pourtant n'appartient théoriquement pas au commerçant M. Mais parce que les vendeurs de rue travaillent devant ou à côté de sa boutique, ils doivent s'acquitter de certains services auprès de M. et de son patron, D., dans le cas de O., ou au minimum de relations entre fournisseur et clients, comme dans le cas des jeunes vendeurs de rue.

Certains commerçants tentent également de s'opposer à la présence de ces vendeurs de rue, ou en tout cas de la gêner, en utilisant la rue comme espace de vente supplémentaire pour les articles de leur boutique. Ils empêchent ainsi les vendeurs de rue de disposer leurs tables ou leurs cartons dans ces ruelles, la place étant déjà prise et surtout bien gardée. C'est le cas dans la rue du Mūskī au Caire, où les stands sont en fait pour leur majorité des étals tenus par les boutiques situées de part et d'autre de la rue. Les vendeurs de rue peuvent s'installer dans les rues qui sont les plus larges, ce qui leur permet de créer un nouveau linéaire de stands sans offenser les patrons des boutiques « officielles ». À Médina J'dida, les stands des vendeurs de rue forment un nouveau linéaire commercial dans l'ex rue du Figuier, également devant le parking en construction, dont les fonds de

25. Entretiens qui ont eu lieu entre l'été 2012 et le printemps 2014.

commerce situés au rez-de-chaussée n'avaient toujours pas ouvert lors de nos dernières enquêtes en 2014. On trouve un autre espace du « commerce informel » – terminologie utilisée par tous les acteurs du commerce mais aussi par les autorités urbaines, la presse ou la clientèle pour désigner cette activité – rue Mohamed el-Kebir. Là on trouve deux espaces de vente bien distincts de part et d'autre du marché couvert Sidi Okba : d'un côté les vendeurs d'accessoires féminins ou de toilette, et de l'autre les vendeurs de fruits et légumes et autres accessoires pour la maison. Les stands des vendeurs de rue y sont légions, à tel point qu'ils gênent souvent la circulation des piétons lors des moments de grande affluence, en particulier le samedi. Les vendeurs utilisent également les terrains vagues – devant le parking à Médina J'dida, à l'emplacement d'un petit immeuble récemment tombé en ruines devant le marché couvert –, les trottoirs situés devant les bâtiments publics (écoles, maison médicale), ou devant les anciennes minoteries situées dans la partie « féminine » du quartier. Au Mūskī, les rideaux baissés des magasins qui ont mis la clé sous la porte sont utilisés comme espaces d'exposition de la marchandise. La façade de la banque d'Alexandrie sise au milieu de la rue du Mūskī sert également de support d'exposition aux stands d'une vendeuse de rue²⁶ (voir photographie 8.4). Placer ses marchandises devant une boutique désertée ou un bâtiment officiel est ainsi un moyen pour ces vendeurs de rue d'éviter de s'attirer le courroux du voisinage commerçant.

26. C'est la seule femme vendeuse de rue que nous avons eu l'occasion de croiser durant nos enquêtes au Mūskī. À Médina J'dida, nous n'en avons vu aucune.

PHOTOGRAPHIE 8.4 – Des espaces d'exposition originaux pour les marchandises des vendeurs de rue : les façades de banque ou les devantures de magasins ayant fait faillite

Au Mūsķī, les façades de bâtiments, comme la banque d'Alexandrie (**cliché a**), ou les devantures de magasins ayant mis la clé sous la porte (**cliché b**) sont utilisées par les vendeurs de rue, leur permettant de s'installer sans tension ou conflit aux côtés des boutiques des commerçants. On note d'ailleurs que le stand de cette femme est constitué de structures fixes en bois, indice d'une installation sédentarisée, comme de nombreux autres vendeurs de rue au Mūsķī, dans un contexte de surveillance moindre des espaces publics par les autorités urbaines. Clichés : A. Bouhali, mai 2013.



II. 1. 2 Un exemple de conflit ouvert à Médina J'dida : les vendeurs de rue face aux commerçants du souk el-Kettane

En dépit de toutes ces stratégies mises en œuvre par les vendeurs de rue pour s'assurer sans trop de tension une place dans les rues du commerce du *made in China*, cet investissement de la rue commerçante peut entraîner des conflits avec certains commerçants installés. À Médina J'dida, plusieurs commerçants se sont plaints lors de nos entretiens, et parfois abondamment, de la présence de ces vendeurs de rue devant leurs boutiques. Les commerçants qui disaient le plus souffrir de cette concurrence, avant l'éviction par les pouvoirs publics de ces vendeurs à la sauvette à l'automne 2012²⁷, étaient avant tout ceux qui proposent exclusivement ou quasi exclusivement des produits de même qualité et de même origine que ceux que l'on retrouve sur les étals, c'est-à-dire des vêtements de qualité moyenne voire médiocre *made in China*. Autrement dit, ce sont les petits commerçants détaillants qui disent davantage pâtir de la concurrence exercée par les vendeurs de rue. Et ils accusent les vendeurs informels de détourner la clientèle de leurs boutiques et de leur faire une concurrence déloyale. Ces derniers proposeraient en effet les mêmes marchandises, mais à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans les boutiques car ils n'ont pas de loyer commercial à payer et pratiquent des marges plus faibles que les commerçants installés dans un local. Les commerçants plutôt spécialisés dans les produits haut de gamme, ou dans les produits traditionnels importés du Maroc, comme les robes de mariage et les caftans, ne se sentent quant à eux pas du tout menacés par ces petits commerçants à la sauvette.

La tension a été portée à son comble par les commerçants installés dans le marché couvert el-Kettane, ancien marché au tissu ouvert dans les dernières années de l'Algérie coloniale²⁸, aujourd'hui spécialisé dans le prêt-à-porter pour toute la famille. Les commerçants de ce marché, réunis en association, ont fait pression sur l'APC d'Oran afin d'obtenir le déguerpissement des commerçants informels qui installaient leurs marchandises devant l'entrée du marché couvert, le long de l'avenue des Martyrs de la révolution. L'un des commerçants de ce marché, H., avait ainsi insisté lors d'un entretien sur le fait que le souk el-Kettane était en grande difficulté depuis deux ou trois ans, en raison d'une part de la vive concurrence des vendeurs de rue, mais aussi du boom commercial du quartier de Médina J'dida qui lui faisait de l'ombre. Le marché aurait également été menacé par un projet d'aménagement de l'APC qui souhaiterait détruire le marché couvert pour y construire un centre commercial moderne²⁹. L'association avait réussi à évincer les ven-

27. Ce cas est traité dans le chapitre 7.

28. Le souk el-Kettane fait partie des marchés couverts, appelés aussi « marchés français », construits lors de la colonisation. Depuis sa création en 1956 par la mairie d'Oran, une partie des commerçants s'est transmis les baux de père en fils.

29. Nous n'avons pas pu vérifier cela auprès des autorités compétentes, mais la menace qui pèse sur le marché el-Kettane dont nous ont fait part H. et le président de l'association des commerçants du marché

deurs de rue en 2012 grâce à l'opération de déguerpissement puis de surveillance des espaces publics menée par la police depuis le mois de novembre 2012, ce dont se réjouissait le président de l'association, lui-même commerçant³⁰.

Les relations entre commerçants installés dans des boutiques et vendeurs informels sont donc complexes, faites de négociation et de tolérance mais aussi, parfois, de conflits ouverts. Dans le cas de Médina J'dida, les autorités urbaines ont finalement été sollicitées par une partie des commerçants contre ces vendeurs de rue, ce qui vient encore une fois illustrer l'ambivalence des relations entre citoyens ordinaires et pouvoirs publics. Des jeux de pouvoir se nouent, entre vendeurs de rue et commerçants, mais aussi entre commerçants et autorités urbaines contre ces mêmes petits vendeurs. Ce qui est en jeu finalement, c'est bien la maîtrise de l'espace marchand dans le but de bénéficier de l'accès à une clientèle variée et nombreuse, et donc à des revenus commerciaux potentiellement importants. Mais c'est également l'exercice d'un pouvoir sur l'espace : il s'agit de savoir qui contrôle l'accès et l'installation dans la place marchande, ce qui conduit à des alliances de circonstances entre les différents acteurs agissant à l'intérieur de ces deux quartiers.

II. 2 S'imposer : conflits entre commerçants et habitants. Le cas de la hārat al-Sarbakīs au Caire

Développer et étendre la centralité commerciale peut donc causer des tensions entre commerçants et vendeurs de rue quant à l'accès à la rue et la maîtrise des espaces publics à l'intérieur des deux quartiers-marchés de Médina J'dida et du Mūsķī. Les stratégies de développement des commerçants peuvent également entraîner des conflits avec les habitants qui sont restés dans ces deux quartiers. Même si la fonction résidentielle se fait de plus en plus rare au cœur des quartiers, leurs marges sont bien souvent restées résidentielles, même de façon résiduelle (chapitre 3). Et c'est dans ces espaces que se nouent ces tensions entre commerçants, propriétaires immobiliers et résidents.

Au Caire ou à Oran, les mutations des paysages urbains et commerciaux gagnent parfois des ruelles entières qui jusqu'à récemment avaient été épargnées par le développement commercial. À Oran, les opérations de relogement des habitants dans le cas des politiques publiques de gestion de l'habitat insalubre qui sont menées épisodiquement

couvert ressemble à ce qui s'est passé pour l'ancien marché couvert situé dans le quartier péricentral de Kargentah. Après l'avoir détruit, on y a érigé il y a quelques années une grande tour de commerce qui domine tous les quartiers centraux d'Oran. Cette dernière, censée devenir un centre commercial dynamique, était encore en travaux lors de nos enquêtes de mars 2014.

30. Entretien réalisé grâce à l'aide apportée par un des commerçants du marché, H., francophone, qui nous a permis de rencontrer le président et nous a aussi servi d'interprète pendant l'entretien. Le président de l'association comprenait le français mais ne le parlait pas ou presque pas et nous a répondu en arabe algérien. Entretien qui a eu lieu dans la boutique du président de l'association des commerçants à l'intérieur du souk le 21 mars 2013.

dans les quartiers coloniaux de la ville, dont Médina J'dida et Saint-Antoine, permettent parfois aux commerçants de récupérer ces espaces désaffectés par les habitants, de les démolir et d'y faire construire des immeubles commerciaux³¹. Les tensions ne semblent pas être particulièrement vives entre commerçants et habitants, si ce n'est peut-être sous la forme de plaintes de la part de certains habitants quant aux nuisances sonores causées par les activités commerciales et surtout celles contre l'état de malpropreté des rues, duquel sont rendus responsables, à tort ou à raison d'ailleurs, les vendeurs de rue. La presse oranaise et nationale en rend compte épisodiquement dans ses colonnes.

Au Mūsķī en revanche, les tensions entre commerçants et habitants sont plus vives, et peuvent parfois virer à l'affrontement par la médiation d'un tribunal (IBRAHIM, 2009) voire aux violences physiques, comme au mois de juin 2013 dans la ḥārat al-Sarbakīs. C'est une petite rue située au sud de la rue al-Azhar, devenue depuis la fin des années 1990 une annexe pour le quartier de Ḥammām al-Talāt, spécialisé dans la vaisselle et le petit électroménager importés d'Asie. Ḥammām al-Talāt, quartier historique pour la vente de ces produits, a été victime de son succès. Cette zone est centrale car elle est desservie à la fois par la rue al-Azhar au sud et la rue du Mūsķī au nord, ce qui explique son développement spectaculaire. Les locaux commerciaux disponibles y sont aujourd'hui particulièrement rares. Même si des aménagements ont été faits ces dernières années, et si certains centres commerciaux ont obtenu le droit de créer un ou deux étages supplémentaires, l'offre y est toujours plus faible que la demande. Une partie des commerçants déjà implantés dans ce quartier, ou plus exactement des fils de commerçants installés à Ḥammām al-Talāt ont ainsi progressivement développé leurs affaires dans la ḥārat al-Sarbakīs. Ce sont avant tout des grossistes que l'on trouve dans cette rue, car elle est relativement large en comparaison avec le reste du réseau viaire de la ville ancienne du Caire, suffisamment pour permettre aux semi-remorques d'y passer, ce qui facilite considérablement le chargement et déchargement des marchandises (voir clichés b et d, photographie 8.5).

Depuis une dizaine d'années, le rythme de construction de centres commerciaux s'est accéléré, de même que le rythme de démolition des anciens immeubles résidentiels. Aujourd'hui, il ne reste plus que deux immeubles résidentiels dans cette rue. L'un d'eux venait juste de s'effondrer au moment de nos enquêtes en juin 2013 (cliché b, photographie 8.5), tandis que le second, toujours debout (cliché c, photographie 8.5), était de plus en plus menacé par le développement commercial de la ḥāra. Cependant, le développement commercial de ce quartier ne s'est pas fait sans heurts, comme nous l'a rapporté le

31. À ce sujet, lire les recherches de l'anthropologue L. Bazin qui travaille sur le quartier du Derb à Oran, quartier commerçant datant de l'époque coloniale (chapitre 2) et dans lequel la question de l'habitat insalubre et de la politique de relogement des populations par l'État est particulièrement sensible (BAZIN, 2013).

PHOTOGRAPHIE 8.5 – La ḥārat al-Sarbakīs, nouveau centre commercial du petit électroménager

Cliché a) Les vitrines des nouveaux centres commerciaux qui proposent de la vaisselle et de l'électroménager d'importation asiatique. **Cliché b)** Les centres commerciaux en construction viennent progressivement remplacer les immeubles résidentiels. **Cliché c)** Au premier plan, le dernier immeuble résidentiel ancien encore debout, qui accueille au rez-de-chaussée une boutique spécialisée dans les jouets pour enfants; au second plan, un nouvel immeuble commercial. **Cliché d)** Derrière la bâche, un immeuble résidentiel très récemment tombé en ruines au premier plan, et, à l'arrière-plan, le dernier immeuble résidentiel encore debout, dernières traces de l'ancienne fonction résidentielle de la rue. Clichés A. Bouhali, juillet 2013.



fil du propriétaire d'un des nouveaux centres commerciaux de cette rue³². Tous les immeubles commerciaux de cette rue ont été construits sur des parcelles qui accueillait auparavant des immeubles plutôt mixtes, avec au rez-de-chaussée un ou deux fonds de commerce et dans les étages des appartements. Leurs locataires bénéficiaient majoritairement de loyers bloqués depuis les années nassériennes³³. Une illustration en est donnée par l'immeuble situé en face du *mall* du père de ce jeune homme, recouvert au moment de l'enquête d'une bâche verte (clichés b et d de la photographie 8.5) pour réduire

32. Entretien réalisé en anglais le 27 juin 2013, devant le *mall* familial.

33. Voir le chapitre 3.

le risque de chutes de pierres sur la voirie. Les locataires de cet immeuble payaient au propriétaire un loyer d'environ 60 à 70 EGP par mois, une somme dérisoire aujourd'hui. Or le propriétaire voulait détruire cet immeuble afin de faire construire sur la parcelle libérée un nouveau centre commercial. Ne pouvant expulser ses locataires, qui refusaient de toute façon de partir, il a pris le parti de ne plus entretenir l'immeuble. Il s'est en outre mis d'accord avec les deux commerçants qui louaient les fonds de commerce situés au rez-de-chaussée de son immeuble. Les commerçants bénéficieraient de quelques mètres carrés gratuits dans le futur centre commercial, correspondant à 25% de la surface louée dans l'ancien immeuble, en échange de l'absence d'entretien pendant plusieurs années de l'immeuble mixte dans lequel ils étaient installés. La bâtisse s'est progressivement dégradée et a fini par tomber en ruine. Suite à cet accident qui aurait pu causer de graves dommages corporels, les habitants en sont venus aux mains avec le propriétaire au début du mois de juin 2013, et la police a dû intervenir en raison de la violence de l'affrontement. Les locataires ont de la sorte tout perdu, sans compensation. Le commerçant a désormais prévu de faire raser l'immeuble pour y construire un nouvel immeuble de quatre à cinq étages.

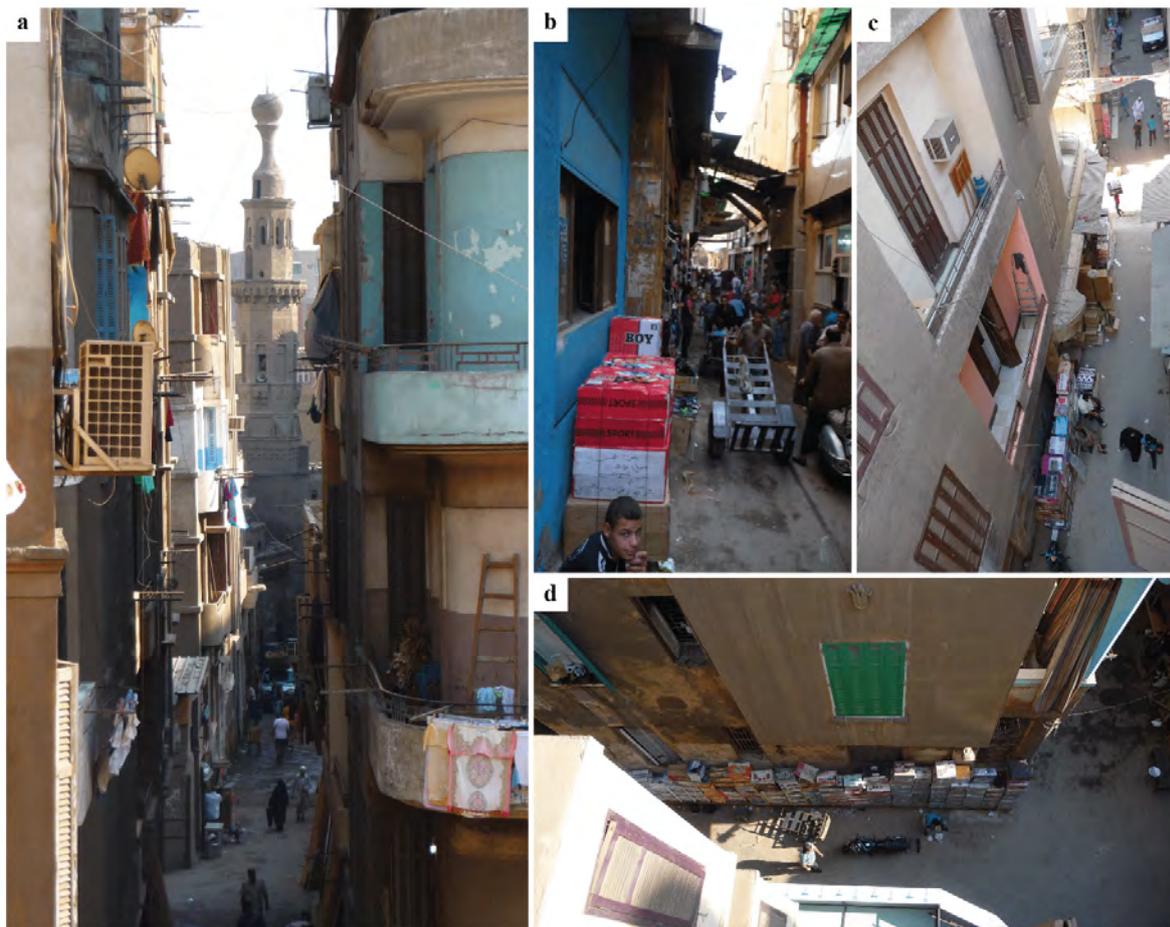
Ce type de situations particulièrement conflictuelles semble être relativement fréquent dans la ville ancienne depuis quelques années. L'architecte K. Ibrahim rendait compte d'un conflit similaire dans le quartier de Darb al-Aḥmar à la fin des années 2000 (IBRAHIM, 2009). Un propriétaire peu scrupuleux avait sciemment laissé un immeuble résidentiel se dégrader, et en avait même accéléré lui-même la dégradation en détruisant la façade à coups de marteaux ainsi que les réseaux d'eau et d'électricité, au grand dam des habitants, des locataires bénéficiant d'un loyer bloqué, et des architectes et autres membres de la société civile soucieux de la protection du patrimoine urbain. S'en était suivie une bataille juridique, qui avait d'ailleurs été perdue par les habitants et les défenseurs de la protection de l'architecture moderne du Caire.

La ḥārat al-Sarbakīs est devenue l'un des nouveaux fronts urbains du commerce transnational. Les habitants de ce quartier sont de plus en plus minoritaires au fur et à mesure de la destruction des immeubles résidentiels, et de l'érection de nouveaux centres commerciaux destinés à la vente en gros de produits d'importation. Le commerce continue d'ailleurs de s'étendre en direction du quartier desservi par la ḥāra. Le fils du commerçant qui nous a fait part de ce conflit entre commerçants et habitants nous a conduit dans le quartier, encore dominé par la fonction résidentielle, et nous a fait faire la visite d'un autre immeuble dont son père est propriétaire. Il s'agit d'un petit immeuble résidentiel datant des années 1930. Le père utilise les appartements au rez-de-chaussée et dans les étages comme espaces de stockage. Les quelques pièces construites sur le toit-terrasse sont quant à elle utilisées comme bureaux pour le service comptabilité de l'en-

treprise. Mais le père de ce jeune homme envisage aujourd'hui de détruire cet immeuble ancien pour construire à la place un immeuble commercial plus fonctionnel. Cela signifierait donc à terme une pénétration encore plus profonde du quartier par le commerce, en plein milieu d'une vaste zone encore majoritairement résidentielle. Les cartons de marchandises *made in China* ont d'ailleurs commencé à remonter les ruelles, empilés le long des façades des immeubles, de plus en plus vers l'intérieur du quartier, à l'assaut des immeubles résidentiels (photographie 8.6). On peut y lire les prémices des futures transformations urbaines réalisées à l'initiative des entrepreneurs marchands.

PHOTOGRAPHIE 8.6 – Derrière la ḥārat al-Sarbakīs, les marchandises partent à l'assaut des rues encore majoritairement résidentielles

Cliché a) Aujourd'hui, le Darb al-Sa'īda, rue desservie par la ḥārat al-Sarbakīs, reste encore à dominante résidentielle. On aperçoit du linge qui sèche aux balcons, des femmes et des enfants marchent dans les rues. **Clichés b, c et d)** Cependant, les commerçants de la ḥārat al-Sarbakīs ont commencé à stocker des cartons de marchandises dans la partie nord de Darb al-Sa'īda, le long des immeubles résidentiels. La frénésie de l'activité commerciale commence à pénétrer ce quartier. Crédits : A. Bouhali, juin 2013.



L'espace – la place marchande, la rue commerçante, voire l'immeuble de commerce – est donc une ressource pour tous ces acteurs, commerçants comme vendeurs de rue

ou habitants. C'est leur présence dans ces deux quartiers que tous souhaitent développer ou imposer pour les uns, préserver pour les autres, et c'est bien là ce qui pose problème. Ceci mène à des arrangements, des négociations voire des conflits ouverts plus ou moins violents entre citoyens ordinaires mais aux pouvoirs inégaux sur la ville, des conflits plus ou moins, d'ailleurs, médiatisés par les autorités urbaines.

Conclusion

Les entrepreneurs marchands mettent donc en œuvre des compétences à la fois sociales, individuellement pour prendre pied et se développer dans le secteur du commerce transnational ou collectivement au sein de leur réseau familial, et économiques en investissant dans la pierre, seul ou avec des associés. Ces stratégies transforment profondément la ville marchande en renouvelant son tissu urbain. Elles sont à l'origine d'une flambée des prix de l'immobilier, ce qui rend d'autant plus difficile l'installation dans le marché, mais aussi pousse au développement commercial de plus en plus loin en direction des marges encore résidentielles de ces quartiers.

Les entrepreneurs marchands et propriétaires immobiliers, en investissant dans les centralités commerçantes, « *recherchent la maîtrise spatiale, c'est-à-dire [qu'ils] veulent garantir leur capacité à se placer* » dans les rues commerçantes (LUSSAULT, 2009, 77) afin d'avoir accès à une clientèle nombreuse et d'y imposer un certain contrôle de l'espace, et ce aux dépens parfois d'autres d'acteurs : de leurs pairs comme des vendeurs de rue et des habitants. Prendre place dans ces deux quartiers marchés, c'est profiter de la renommée de ces places marchandes, cœur du commerce transnational, être en mesure de toucher une clientèle relativement diverse et importante malgré les vicissitudes économiques et/ou politiques. Le Mūsī et Médina J'dida sont ainsi des marchés où la « *lutte des places* » est forte entre les différents protagonistes (LUSSAULT, 2009) et surtout à l'origine de conflits pour le contrôle de l'espace : maintien ou départ contraint des habitants, tolérance ou lutte des commerçants installés contre la présence dans la rue et sur les trottoirs des vendeurs de rue, location, achat et/ou construction de nouveaux espaces commerciaux. C'est donc une question de compétition et de pouvoir sur l'espace marchand qui se joue ici. Et ce sont les entrepreneurs et les propriétaires immobiliers les plus dynamiques qui semblent être ceux qui impriment le plus fortement leur pouvoir sur la ville marchande.

La ville marchande se fabrique donc dans ces deux centralités du commerce transnational par des dynamiques impulsées par des citoyens ordinaires, les entrepreneurs marchands. En mettant en œuvre leurs stratégies à la fois économiques, sociales et spatiales,

en négociant avec les autres citoyens ordinaires ainsi qu'avec les autorités urbaines, ils participent collectivement à une fabrication complexe de la ville, à l'intersection entre logiques et intérêts des citoyens ordinaires et logiques des autorités urbaines.

Conclusion

A TRAVERS L'ÉTUDE de deux ancrages urbains situés sur quelques-uns des chemins discrets et labiles de la mondialisation, cette recherche s'est attachée à mener une géographie de la ville marchande en contexte mondialisé grâce à la mise en œuvre d'une approche à la fois ethnographique et locale. Étudier la ville par la mondialisation non hégémonique participe ainsi à renouveler les cadres de lecture de travaux plus anciens à la lumière des profondes mutations intervenues depuis les années 2000. Les recherches portant sur la « mondialisation par le bas » insistaient jusque-là sur les pionniers de ce commerce, les entrepreneurs migrants. Cette recherche s'est penchée quant à elle sur les effets territoriaux de ces circulations et les actions et stratégies des opérateurs du commerce transnational sur la ville et son tissu urbain. Elle apporte ainsi un éclairage renouvelé sur les échelles de la production de la ville marchande, y compris dans ses espaces les plus discrets, et propose une lecture au plus près des acteurs urbains, certes peu visibles, mais dont les stratégies économiques et sociales ont des conséquences concrètes sur la ville du quotidien.

Les circulations de marchandises et les acteurs qui en sont à l'origine apparaissent ainsi comme de puissants moteurs des mutations urbaines actuelles à l'œuvre à Médina J'dida à Oran et au Mūsķī au Caire, deux places marchandes du commerce de biens *made in China*. Choisir de comparer deux dispositifs du commerce transnational a également permis de mieux distinguer les dynamiques de ces quartiers, étroitement liées aux circulations des produits de consommation courante, d'autres processus, davantage liés à des effets de contexte, sans pour autant gommer les différences et les nuances qui existent entre Médina J'dida et le Mūsķī, et qui permettent d'éviter de proposer une lecture trop lisse de la mondialisation et de ses effets territoriaux.

Si ces deux places marchandes sont aujourd'hui des nœuds insérés dans des réseaux commerciaux du *made in China* très dynamiques, c'est d'abord parce que ce sont deux

quartiers commerçants à l'épaisseur historique certaine, qui se sont constitués sur plusieurs siècles et qui rayonnaient déjà à différentes échelles sur un territoire plus ou moins vaste avant leur ancrage dans la mondialisation – celle de l'Ouest algérien pour Médina J'dida à Oran, celle du pays pour le Mūsķī au Caire. Ces structurations anciennes, à la fois commerciales et urbaines, ont été un facteur extrêmement favorable pour le développement du commerce transnational, qui constitue aujourd'hui une nouvelle étape à la fois urbaine et commerciale pour ces quartiers.

Ancrés aux réseaux de la mondialisation discrète (CHOPLIN et PLIEZ, 2015), Médina J'dida et le Mūsķī s'affirment de plus en plus comme des quartiers hyper spécialisés dans le commerce, au détriment notamment de la fonction résidentielle. La centralité commerciale vient ainsi concurrencer les pratiques habitantes, au bénéfice de pratiques davantage liées à la consommation et réalisées par des populations exogènes au quartier. En ce sens, les quartiers aux prises avec la mondialisation non hégémonique rejoignent les dynamiques liées à la métropolisation et la mondialisation « par le haut », bien que les acteurs ne soient pas les mêmes : tertiarisation des centres urbains, déconcentration de la population habitante en direction des périphéries, et tendance à la mono fonctionnalité.

Mais mondialisation « par le haut » et mondialisation non hégémonique ne s'inscrivent pas exactement dans les mêmes quartiers. En effet, les acteurs des circulations du *made in China* ont, pour nos deux cas d'étude – et il ne serait pas difficile de généraliser à ce propos (BELGUIDOUM et PLIEZ, 2015a) –, choisi des souks intra-urbains anciens, en position centrale dans leur agglomération respective certes, mais qui sont plutôt des centralités que l'on pourrait qualifier d'interstitielles. Il ne s'agit pas de centralités choisies, sélectionnées, gérées et aménagées par les autorités urbaines et/ou les acteurs majoritaires des échanges globaux (firmes transnationales par exemple), mais des centralités impulsées par les pratiques des citoyens ordinaires, commerçants et consommateurs. Cette autre mondialisation élit ainsi des espaces plus discrets, plus banals aussi, plus quotidiens peut-être, que ceux de la mondialisation hégémonique, et propose une structuration différente des territoires urbains. Mais elle n'en est pas moins dynamique et fonctionnelle, et étoffe quelque peu la lecture de la ville qui se mondialise, hors des sentiers battus d'une lecture réduite par le haut et par les villes des Nordes.

Ce décentrement de la lecture de la mondialisation pourrait être encore accentué, en suivant la piste des réseaux du commerce transnational depuis ces centralités commerciales situées dans les grandes villes, en direction par exemple des villes secondaires voire des espaces ruraux qu'elles desservent. La question de la structuration des pôles plus petits à l'intérieur des réseaux du *made in China* à l'échelle de la région ouest-algérienne pourrait être approfondie : suit-elle la hiérarchie urbaine de la région? Comment s'articule-t-elle également à d'autres routes que nos enquêtes ont décelées sans avoir

le temps de les suivre? Nous pensons par exemple en Algérie à la filière marocaine par laquelle passent certains produits du *made in China* (QACHA, 2015), et au rôle de la ville frontalière de Maghnia, espace de tous les trafics (FERHI, 2008; MOUSSAOUI, 2015), ou bien au marché de gros rural de Sidi Khettab, ancien souk aux bestiaux aujourd'hui approvisionné par des commerçants venus de l'Est du pays. Ces marchés sont-ils des polarités concurrentes ou au contraire complémentaires à la centralité commerciale urbaine qu'est Médina J'dida? Changer d'échelle permettrait ainsi d'analyser plus finement le rôle de centralité commerciale de Médina J'dida.

En s'inscrivant dans des centralités interstitielles à Oran et au Caire, le commerce transnational a entraîné la requalification positive, c'est-à-dire la revalorisation économique mais aussi sociale, de quartiers anciennement dégradés – des quartiers populaires, au bâti en mauvais état, à la réputation un peu trouble – pour en faire des centres commerciaux dynamiques dont le bâti est aujourd'hui puissamment renouvelé à travers des opérations à la fois de réhabilitation et de rénovation urbaines. De quartiers anciennement dépréciés, Médina J'dida et le Mūsī sont devenus des quartiers recherchés par les commerçants, justement pour leur rôle de centralité commerciale rayonnant sur des territoires plus ou moins vastes. Ces quartiers conservent néanmoins une trace de ce passé à travers leur réputation ambivalente, à la fois centres du commerce très dynamiques et réputés, où l'on peut tout trouver à des prix bon marché et où le commerce est florissant, et quartiers trop populaires, voire dangereux.

Cette requalification de marchés intra-urbains témoigne également du dynamisme et de la vitalité de la place marchande urbaine, du souk, qui reste l'espace commerçant du quotidien pour les clientèles urbaines. Cela ne veut pas dire pour autant que cette forme reste immuable, bien au contraire. Le commerce transnational est plutôt venu redessiner de l'intérieur les souks oranais et cairote, produisant d'ailleurs des innovations intéressantes en termes d'urbanisme commercial.

Tout d'abord, les fonctions de ces marchés se sont affinées, délaissant la production au profit de la filière du commerce, depuis l'amont avec les fonctions d'importation, vers l'aval, avec la vente et le stockage des articles *made in China*. Mais cela ne se traduit pas de la même façon au Caire et à Oran. Au Caire, zones de vente en gros, de vente au détail et d'importation sont contiguës, résultat à la fois du maintien de structurations et de modes de fonctionnement plus anciens et de la volonté des acteurs du commerce de demeurer à proximité de la centralité commerciale, en dépit du manque d'espace. Cela n'empêche pas néanmoins le déplacement progressif de la fonction d'entreposage dans des quartiers

périphériques de l'agglomération cairote. A Oran, les fonctions ont été grossièrement réparties et divisées entre plusieurs quartiers qui fonctionnent étroitement ensemble : à Médina J'dida la vente en demi-gros et au détail, au Derb la vente en gros et l'import, et à Saint-Antoine la fonction d'entreposage.

Autre modification de l'intérieur de la forme du souk : les produits sont désormais en grande majorité importés d'Asie orientale, mais les règles traditionnelles d'organisation du souk et de la rue marchande sont toujours respectées. Médina J'dida et le Mūsķī sont en effet organisés par zones ou par rues spécialisées dans un produit ou une gamme de produits, certaines spécialisations perdurant parfois depuis plusieurs décennies. Les circulations de marchandises d'importation se sont ainsi progressivement substituées à des productions antérieures, lesquelles, pour certaines, étaient auparavant produites localement. La question de la réaction et de l'éventuelle recomposition du tissu industriel de ces deux villes reste donc en suspens dans notre étude, un point qu'il serait intéressant sans doute d'étudier plus en profondeur. La littérature existante soulignait la disparition, notamment au Caire, des petites activités de production industrielle dans les quartiers centraux situés pour certains en contiguïté avec le Mūsķī, et précisait que la très forte concurrence des produits *made in China* avait largement désorganisé voire détruit tout ou partie de l'industrie locale. Néanmoins, nos enquêtes nous ont permis de noter l'importance croissante dans les boutiques et sur les étals de produits textiles fabriqués en Égypte et en Algérie, qui sont de plus en plus vendus aux côtés des articles chinois. Au cours de nos terrains, nous avons également pu remarquer l'existence de petits ateliers textiles qui semblent s'être maintenus en dépit de la concurrence des articles *made in China*. Côté cairote, ces ateliers, quoique très discrets, se trouvent pour la plupart dans les quartiers situés aux marges du quartier commerçant; certains se sont même installés dans les étages des immeubles commerciaux en plein cœur des rues les plus commerçantes. Côté oranais, certains de nos interlocuteurs ont mentionné l'existence d'ateliers de couture dans des quartiers plus périphériques de la ville qui alimenteraient Médina J'dida. A l'étude de la ville marchande pourrait ainsi faire suite l'étude de la ville industrielle, et son adaptation aux circulations de biens manufacturés d'importation. C'est finalement toute la ville productive et consommatrice qui semble être modifiée en profondeur par l'importation massive des articles *made in China*.

Aux côtés de la transformation de l'origine des produits, c'est également la scénographie urbaine et commerciale des souks du *made in China* qui connaît elle aussi des transformations. Dans la continuité du marché urbain populaire et quotidien, les commerçants jouent toujours sur la mise en scène de l'abondance et de la diversité des produits en les exposant à la fois dans leurs boutiques, sur les trottoirs et dans les rues. Mais des éléments plus modernes montrent que les produits qui sont vendus ne sont plus les mêmes,

et surtout véhiculent avec eux une certaine forme de modernité commerciale : usage du bilinguisme dans les deux quartiers, mode vestimentaire qui évolue, et surtout, des boutiques et des immeubles dans lesquels sont vendus ces articles qui sont aujourd'hui très différents d'un point de vue formel. En effet, le développement du commerce transnational a entraîné un profond renouvellement du bâti des deux quartiers commerçants, et l'apparition de nouveaux immeubles commerciaux, au style architectural original, et dont la verticalité tranche avec l'horizontalité du souk et des espaces urbains centraux plus largement. Il s'agit là de centres commerciaux, de *malls*, mais dans une version bien différente des centres commerciaux à destination des catégories sociales les plus riches de la population algérienne et égyptienne. La construction de ce type d'immeuble commercial au style architectural influencé par des modèles urbains qu'on trouve dans les villes mondiales, montre bien que les circulations de produits asiatiques s'accompagnent également de la circulation de modèles culturels, mais qui sont passés au filtre de la mondialisation discrète, et de la clientèle plus populaire à laquelle elle s'adresse.

Cette circulation culturelle par le commerce transnational est visible également à travers de nouveaux modèles de consommation. Grâce à ces produits vendus à bas prix, les consommateurs et consommatrices de Médina J'dida et du Mūskī qui s'approvisionnent dans les deux quartiers-marchés accèdent à des produits standardisés, globalisés, de consommation courante et à bas prix. Avec ces produits circulent également de nouveaux modèles de consommation qui n'existaient pas auparavant. Cependant, cette uniformisation culturelle, dont on devine çà et là quelques indices, n'est pas aussi uniforme que ce que l'on pourrait penser. Les modèles diffusés ne sont pas seulement occidentaux, liés à la culture mondiale de masse largement américanisée. Ils sont aussi turcs ou émiratis, ce qui traduit une diversité des influences culturelles à l'œuvre dans les sociétés urbaines égyptiennes et algériennes. Aux côtés de ces influences exogènes, on trouve aussi des formes d'hybridation entre consommation locale et produits d'importations. Nos enquêtes nous ont ainsi permis de mettre en évidence un phénomène de « *glocalisation*³⁴ » culturelle, c'est-à-dire d'adaptation des produits mondialisés aux réalités et aux cultures locales.

Ces circulations de produits s'accompagnent aussi de l'émergence et du développement de nouvelles pratiques de la clientèle, et notamment de nouvelles relations aux espaces publics de la ville marchande : la pratique de la flânerie et la consommation alimentaire en dehors du foyer familial. Ceci est beaucoup plus sensible d'ailleurs dans les

34. C. Ghorra-Gobin définit le « *glocal* » comme « *un produit conçu pour un marché global [qui est] adapté pour un marché local (à l'échelle de l'Etat ou d'une région infranationale). (...) L'intérêt de l'usage de ce mot provient de sa capacité à remettre en cause l'idée généralement répandue du caractère homogénéisant de la globalisation alors qu'en fait celle-ci produit variété et diversité. (...) Il souligne aussi l'intérêt de la scène locale dans les logiques de consommation* » (GHORRA-GOBIN, 2006).

rués de Médina J'dida qu'au Mūsī, en lien avec des relations différentes aux espaces publics dans les deux villes. Ces pratiques mises au jour dans la centralité du *made in China* à Oran permettent aussi de nuancer une vision trop réductrice des consommateurs de ces produits mondialisés, un marché souvent désigné sous l'expression de « *marché des pauvres* ». En effet, ces filières n'approvisionnent pas uniquement les petites classes populaires : elles sont aussi un moyen pour les petites classes moyennes, fragilisées économiquement et politiquement, en particulier en Égypte, d'avoir accès à une consommation globalisée³⁵. Comme le soulignaient déjà F. Mermier et M. Peraldi, « *le commerce urbain a capacité, vaille que vaille, à former des classes moyennes urbaines* » (MERMIER et PERALDI, 2010, 8). Ces centralités du commerce transnational semblent dessiner de nouvelles formes de « *citadinité* », terme renvoyant au « *rapport construit au territoire urbain* » (BERRY-CHIKHAOUI, 2009), par le biais des consommations dans notre cas. Cette question du lien entre consommation et citadinité mériterait sans doute d'être davantage approfondie par des enquêtes plus fines, et surtout menées dans d'autres centralités commerciales des deux villes pour faire apparaître éventuellement des différences de pratiques et de cultures selon les différents segments de la clientèle visée. Mais nos enquêtes auront permis de mettre en évidence le fait que les acteurs de la culture mondialisée ne sont pas seulement les élites culturelles de ces pays : les classes populaires et les petites classes moyennes y participent également très activement, mais à travers des voies peut-être un peu plus discrètes.

Ainsi, la ville marchande est travaillée puissamment par des transformations culturelles qui touchent aux modes de consommation mais aussi aux pratiques de la ville plus largement et de ses espaces publics. Les centralités discrètes de la mondialisation sont ainsi porteuses d'une vitalité qui n'a rien à envier aux dynamiques impulsées par le haut, par la mondialisation « *hégémonique* » (RIBEIRO, 2006, 2012).

Au-delà de l'étude des formes urbaines et commerciales et de leurs transformations dans les places marchandes du Mūsī et de Médina J'dida, notre recherche a également permis d'identifier les acteurs en présence, ceux qui fabriquent la ville marchande et qui se la disputent. Car ces places sont devenues en effet des quartiers dans lesquels l'espace commercial et urbain est une ressource de plus en plus disputée, en lien avec les volumes très importants de marchandises qui y sont échangés et les volumes financiers qui y circulent, aux frontières entre légalité et illégalité, et surtout, une ressource qui est limitée spatialement par la situation même de ces marchés, en plein cœur d'aggloméra-

35. K. Bennafla fait le même constat au Maroc dans le cadre de son étude d'un marché urbain à Salé (BENNAFLA, 2015).

tions urbaines. Cette situation de tension produit des rentes que les différents acteurs en concurrence – États, autorités urbaines, grossistes, détaillants, vendeurs de rue – tentent de capter. Des conflits mais aussi des complémentarités apparaissent pour le contrôle et la gestion de ces places marchandes.

Tout d'abord, les entrepreneurs marchands, commerçants et/ou propriétaires immobiliers et fonciers, jouent un rôle croissant dans la transformation de ces espaces. Parce qu'ils s'insèrent efficacement dans les filières du commerce transnational, ils bénéficient de ressources financières conséquentes, dont une partie, nous l'avons vu, échappe au contrôle des autorités. Cela leur permet ainsi d'être à l'origine de ce puissant mouvement de renouvellement urbain qui transforme à la fois Médina J'dida et le Mūsī grâce à l'investissement dans l'immobilier, un moyen par lequel ces entrepreneurs peuvent à la fois réinvestir les sommes gagnées dans le commerce et profiter d'une nouvelle source de revenus grâce à la rente immobilière produite par une revente ou une location. Par une approche qualitative de ce phénomène très diffus, nous avons pu pointer l'existence d'un marché immobilier, discret sinon opaque, dans lequel de nombreuses transactions financières s'effectuent. L'approche qualitative au plus près du terrain a donc été un moyen pour essayer de saisir l'ampleur de la spéculation immobilière à l'œuvre dans ces deux quartiers dans des situations où les données précises et officielles n'existent pas. Mais tout un travail reste à mener sur ce marché de l'immobilier et du foncier commercial, de même qu'une étude plus fine et plus rigoureuse sur les circulations d'argent en lien avec le commerce transnational.

Notre travail a également permis de donner à voir les compétitions à l'œuvre entre les différents acteurs dans la ville marchande. Les entrepreneurs marchands, commerçants et/ou propriétaires, ne sont que des acteurs parmi d'autres au sein de la catégorie des « *citadins ordinaires* » (BERRY-CHIKHAOUI et DEBOULET, 2000), même s'ils sont ceux qui ont le plus de pouvoir sur la ville marchande. Leurs relations avec les vendeurs de rue et les habitants montrent l'existence de négociations et parfois de conflits dans le but d'accéder ou de se maintenir dans les quartiers du *made in China*. Une « *lutte des places* » (LUSSAULT, 2009), parfois agressive, se joue ainsi entre les différents groupes d'acteurs qui cherchent à défendre leurs intérêts particuliers.

Surtout, nos enquêtes ont permis de mettre en évidence les relations très ambiguës entre ces entrepreneurs marchands, aujourd'hui force majeure de la transformation urbaine, et les autorités urbaines. Les logiques de gouvernance à l'œuvre dans ces quartiers sont en effet complexes. La dichotomie, très pratique, entre acteurs « du bas » et acteurs « du haut » doit être nuancée, car les relations entre ces groupes d'acteurs sont plus hybrides qu'il peut y paraître à première vue. La fabrique de la ville marchande est une action collective, menée à l'intersection entre acteurs institutionnels de la ville et cita-

dins ordinaires. Les seconds ont développé des savoir-faire leur permettant de négocier, de louvoyer entre acteurs institutionnels et règlements urbains plus ou moins bien appliqués, et parfois même d'utiliser les premiers pour servir leurs intérêts. Ces relations fluctuantes montrent ainsi que les catégories de « formel » et d'« informel » appliquées à la ville marchande dans le contexte de ces deux villes du monde arabe ne sont pas opérantes, « *les relations locales entre agents de l'État et [entrepreneurs marchands et/ou citoyens ordinaires] relèv[a]nt ainsi plus de la symbiose que d'une opposition* » (BENNAFLA, 2014).

Les autorités urbaines hésitent en effet entre attitude de tolérance et de laisser-faire vis-à-vis des acteurs du commerce transnational, et tentatives volontaires et parfois violentes de réguler les places marchandes et leur aménagement, au gré des fluctuations politiques bien sûr, mais également des relations de compromission des autorités locales avec les acteurs quotidiens de la ville marchande. La question de la négociation et des pratiques de la « *petite corruption au quotidien* » (BLUNDO et OLIVIER DE SARDAN, 2001) a été soulevée durant nos enquêtes, sans que nous soyons vraiment en mesure de l'approfondir, ni d'en cerner véritablement les contours. Ce sont là des aspects qui mériteraient d'être davantage approfondis.

La ville marchande est ainsi enjeu de pouvoirs, à la fois politiques, pour la maîtrise de la ville et de son aménagement, économiques, pour l'accès à la rente immobilière et foncière et aux revenus commerciaux, et symboliques, pour l'accès à un espace commercial réputé, à la fois entre citoyens ordinaires, et entre citoyens et autorités urbaines. La reprise en main des quartiers centraux au Caire depuis le retour au pouvoir de l'armée en Égypte et les rumeurs d'aménagement contraint par le haut de la centralité marchande est une nouvelle illustration de ces jeux de pouvoir entre acteurs et de leurs fluctuations. On assiste en effet à une reprise en main du pouvoir par l'État central qui se traduit depuis 2014, entre autres choses, par une remise en ordre de la ville à travers la régulation forcée de ses espaces publics et de ses espaces marchands. Il semblerait que l'État cherche à rétablir, à travers la remise au pas d'une centralité interstitielle, un ordre social, économique et politique. Maîtriser la ville marchande, ce serait ainsi maîtriser plus largement la ville et l'ordre urbain.

La question de la capacité des acteurs de cette centralité commerciale et des réseaux commerciaux de cette mondialisation discrète à s'adapter aux soubresauts et aux perturbations politiques risque ainsi de se poser, et plus généralement celle de la capacité de la place marchande à résister aux aléas affectant ou modifiant les conditions de son succès.

Bibliographie

- ABAZA, M. 2006a, *Changing consumer cultures of modern Egypt. Cairo's urban reshaping*, Leiden, Pays-Bas.
- ABAZA, M. 2006b, « Egyptianizing the American dream. Nasr City's shopping malls, public order and the privatized military », dans *Cairo Cosmopolitan. Politics, culture ad urban space in the new globalized Middle East*, sous la direction de D. Singerman et P. Amar, American University in Cairo Press, Le Caire, New-York, pp. 193–220.
- ABAZA, M. 2010, « Les centres commerciaux du Caire et la reconfiguration urbaine », dans *Mondes et places du marché en Méditerranée. Formes sociales et spatiales de l'échange*, sous la direction de F. Mermier et M. Peraldi, Karthala, Paris, pp. 137–175.
- ABAZA, M. 2011, « Critical commentary. Cairo's Downtown imagined : dubaisation or nostalgia? », *Urban Studies*, 48 (6), pp. 1075–1087.
- ABDELRAHMAN, M. 2013, « Ordering the disorderly? Street vendors and the developmentalist state », 2013. URL <http://www.jadaliyya.com/pages/index/9542/ordering-the-disorderly-street-vendors-and-the-dev>.
- ABDI, N. 1985, « Classes moyennes et économie dominante en Algérie et en Libye », *Tiers-Monde*, 26 (101), pp. 93–102.
- ABOUKORAH, O. 2007, « Un Caire chaque jour un peu plus "historique", une institution patrimoniale chaque jour un peu moins garante de sa sauvegarde », *Chroniques égyptiennes/Egyptian Chronicles 2006*. URL http://www.cedej-eg.org/IMG/pdf/11-CE2006-Omnia_Aboukorah.pdf.
- ABOUKORAH, O. 2008, « La sauvegarde du patrimoine architectural et urbain de la vieille ville du Caire », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (16), pp. 77–82.
- ABU AMARA, N. 2012, « Le débat sur le harcèlement sexuel en Égypte : une violence sociale et politique », *Égypte/Monde arabe*, (9), pp. 119–135.
- ABU-LUGHOD, J. 1965, « Tale of two cities : the origins of Modern Cairo », *Comparative Studies in Society and History*, 7 (04), pp. 429–457.
- ABU-LUGHOD, J. 1971, *Cairo : 1001 years of the city victorious*, Princeton studies on the Near East, Princeton University Press, Princeton (N.J.).

- AGA KHAN TRUST FOR CULTURE. 2001, *Urban Rehabilitation and Community Development in Historic Cairo : The Darb-Ahmar Project*, Aga Khan Trust for Culture, Genève.
- ALBA VEGA, C. 2011, « La mondialisation par le bas et ses formes de régulation politique », *Revue Tiers Monde*, 208 (4), pp. 103–119.
- AMMAR, L. et M. CHARARA. 1991, « À travers les hâra du Caire fatimide », *Égypte/Monde arabe*, (5), pp. 97–118.
- AMMAR, L., M. CHARARA et A. MADŒUF. 1999, « Éléments pour une typologie des implantations contemporaines », dans *Le Khan al-Khalili et ses environs : un centre commercial et artisanal au Caire du XIIIe au XXe siècle*, sous la direction de S. Denoix, J.-C. Depaule et M. Tuchscherer, IFAO, Le Caire, Égypte, 4, pp. 151–186.
- APPADURAI, A., éd. 1986, *The social life of things. Commodities in cultural perspective*, Cambridge, États-Unis.
- APPADURAI, A. 2005, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, Paris.
- ARNAUD, J.-L. 1991, « Densification urbaine et typologie des immeubles de rapport au Caire à la fin du 19^{ème} siècle », dans *Le Khan al-Khalili et ses environs : un centre commercial et artisanal au Caire du XIIIe au XXe siècle*, sous la direction de S. Denoix, J.-C. Depaule et M. Tuchscherer, IFAO, Le Caire, pp. 133–150.
- ARNAUD, J.-L. 1997, « Politiques et formes urbaines dans Le Caire de la fin du XIX^e siècle », dans *Sciences sociales et phénomènes urbains dans le monde arabe*, sous la direction de M. Naciri et A. Raymond, Fondation du roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les études islamiques et les sciences humaines, Casablanca, pp. 171–184. URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00423975>.
- ARNAUD, J.-L., éd. 2014, *L'urbain dans le monde musulman de Méditerranée*, Connaissance du Maghreb, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Rabat.
- BARBAR, K. T. et G. KEPPEL, éd. 1981, *Les waqs dans l'Égypte contemporaine*, Dossiers du Cedej, CEDEJ - Égypte/Soudan, Le Caire.
- BARTHEL, P.-A. 2008, « Faire du "grand projet" au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis) », *Géocarrefour*, 83 (1).
- BARTHEL, P.-A. 2009, « Grand Caire 2050 : nouvelle stratégie métropolitaine », *Urbanisme*, (369), pp. 60–64. URL http://www.cedej-eg.org/IMG/pdf/Le_Caire_Dossier-369.pdf.
- BARTHEL, P.-A. et S. MONQID. 2011, *Le Caire. Réinventer la ville*, n° 21 dans *Villes en mouvements, villes durables*, Autrement, Paris.
- BATTEGAY, A. 2003, « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la Place du Pont à Lyon », *Revue européenne des migrations internationales*, 19 (2), pp. 9–22.

- BATTEGAY, A. 2005, « Dubaï : économie marchande et carrefour migratoire. Étude de mise en dispositif », dans *Mondes en mouvements. Migrants et migrations au Moyen-Orient au tournant du XXIe siècle*, sous la direction de H. Jaber et F. Métral, Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth, pp. 271–291.
- BATTESTI, V. 2004, « Des espaces publics au Caire : les jardins publics », Communication orale, IRD. 2004. URL <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00004009/document>.
- BATTESTI, V. 2009, « Ambiances sonores du Caire. Proposer une anthropologie des environnements sonores », *Les cahiers du GERHICO*, 2009 (13), pp. 35–49. URL <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00341934>.
- BATTESTI, V. 2013, « "L'ambiance est bonne" ou l'évanescence : rapport aux paysages sonores au Caire. Invitation à une écoute participante et proposition d'une grille d'analyse », dans *Paysages sensoriels. Essai d'anthropologie de la construction et de la perception de l'environnement sonore*, sous la direction de M.-B. Le Gonidec et J. Candau, éditions du CTHS, Paris, n° 26 dans Orientations et Méthodes, pp. 70–95.
- BATTESTI, V. et F. IRETON, éd. 2011, *L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant révolution*, Sindbad, Paris.
- BATTESTI, V. et N. PUIG, éd. 2006, *Terrains d'Égypte. Anthropologies contemporaines*, n° 3, 3e série dans Égypte, monde arabe, CEDEJ, Paris.
- BAVA, S. et O. PLIEZ. 2009, « Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire », *Afrique Contemporaine*, (231), pp. p. 187–207.
- BAYAT, A. et E. DENIS. 2000, « Who is afraid of ashwaiyyat? Urban change and politics in Egypt », *Environment and Urbanization*, 12 (2), pp. 185–199.
- BAZIN, L. 2013, « L'Etat endetté en Algérie. Demande d'Etat, conflits sociaux et ressorts imaginaires du pouvoir », dans *Dettes de qui, dettes de quoi? Une économie anthropologique de la dette*, sous la direction de B. Hours et P. Ould-Ahmed, L'Harmattan, Paris, pp. 171–200.
- BEKKOUCHE, A. 2005, « Un quartier nommé ville nouvelle. Du village nègre colonial à la Médina J'dida », *Annales de la recherche urbaine*, 98 (2005).
- BELGUIDOUM, S. 2008, « La ville en question. Analyse des dynamiques urbaines en Algérie », dans *Actes du colloque international "Penser la ville, approches comparatives"*, Khenchela, Algérie. URL <http://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00380510>.
- BELGUIDOUM, S. 2011, « Le dynamisme des nouvelles places marchandes de l'Est algérien : reconfiguration urbaine et nouvelles données sociales », dans *Entre le licite et l'illicite : migrations, travail, marchés*, Cerisy. URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00936444>.
- BELGUIDOUM, S. et N. MOUAZIZ. 2010, « L'urbain informel et les paradoxes de la ville algérienne : politiques urbaines et légitimité sociale », *Espaces et sociétés*, 143 (3), pp. 101–116.

- BELGUIDOUM, S. et O. PLIEZ. 2012, « Construire une route de la soie entre l'Algérie et la Chine », *Diasporas*, (20), pp. 115–130.
- BELGUIDOUM, S. et O. PLIEZ. 2015a, « Made in China. Commerce transnational et espaces urbains autour de la Méditerranée », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <http://emam.revues.org/909>.
- BELGUIDOUM, S. et O. PLIEZ. 2015b, « Pratiques transnationales dans un comptoir de « la Route de la soie » : Algériens et Égyptiens à Yiwu (Chine) », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <http://emam.revues.org/927>.
- BELGUIDOUM, S. et O. PLIEZ. 2015c, « Yiwu : The creation of a global market town in China », *Articulo - Journal of Urban Research*, (12). URL <http://articulo.revues.org/2863>.
- BELLAL, S. 2008, « Changement institutionnel et économie parallèle en Algérie : quelques enseignements », *Revue du Chercheur*, (06), pp. 01–09.
- BENBOUZID, M. 1999, « Réseaux financiers et marchés parallèles de devises. Des Algériens dans l'économie informelle », *Revue européenne de migrations internationales*, 15 (2), pp. 123–139.
- BENDJELID, A. et S. M. TRACHE. 1999, « Les structures commerciales et les dysfonctionnements intra-urbains dans la ville d'Oran », Projet CNEPRU code G 3101/05/99, inédit.
- BENHABIB, L. 2014, « Le chômage des jeunes en Algérie : l'enjeu des inégalités de diplôme et de genre », dans *Ehtique, entrepreneuriat et développement*, Université Cadi Ayyad, Marrakech. URL http://www.academia.edu/7325811/Le_ch%C3%B4mage_des_jeunes_en_Alg%C3%A9rie_lenjeu_des_in%C3%A9galit%C3%A9s_de_dipl%C3%B4me_et_de_genre.
- BENKADA, S. 1998, « La création de Médina Jdida, Oran (1845) : un exemple de la politique coloniale de regroupement urbain », *Insaniyat Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, (5), pp. 103–111.
- BENLAKHLEF, B. et P. BERGEL. 2011, « Les "nouveaux riches" de l'importation algérienne : des agents de la transformation sociale et urbaine? », *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens / Journal of Mediterranean geography*, (116), pp. 17–24.
- BENLAKHLEF, B. et P. BERGEL. 2013, « Les "nouveaux riches" du commerce mondialisé et leur rôle dans la transformation urbaine. Le cas de Sidi Mabrouk (Constantine, Algérie) », *Annales de la recherche urbaine*, octobre 2013 (108), pp. 68–81.
- BENNAFLA, K. 2014, « État et illégalisme : quelle géographie? Une approche par les flux marchands depuis l'Afrique et le Moyen-Orient », *Annales de Géographie*, (700), pp. 1338–1358.
- BENNAFLA, K. 2015, « Le commerce transnational « informel », vecteur d'une nouvelle hiérarchie de lieux. L'exemple de la périphérie urbaine de Salé (Maroc) », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <http://emam.revues.org/912>.

- BERGEL, P. et N. KERDOUD. 2010, « Nouveaux lieux du commerce et transformation des pratiques de consommation dans les villes algériennes. Étude de cas à El Eulma et Onama/El-Ghazi (Constantine) », *Noroi*, (216), pp. 75–89.
- BERRIANE, M. 1980, *L'espace touristique marocain. Etude réalisée de 1977 à 1979*, Université François Rabelais, Tours.
- BERRIANE, M. 1999, *Nador (Maroc) : petite ville parmi les grandes*, URBAMA, Tours.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. 2009, « Les notions de citoyenneté et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (18), pp. 9–20.
- BERRY-CHIKHAOUI, I. et A. DEBOULET, éd. 2000, *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Karthala, Paris.
- BERTONCELLO, B. et S. BREDELOUP. 2007, « De Hong Kong à Guangzhou, de nouveaux "comptoirs" africains s'organisent », *Perspectives chinoises*, (2007/1). URL <http://perspectiveschinoises.revues.org/2053>.
- BERTONCELLO, B. et S. BREDELOUP. 2009, « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, 25 (1), pp. 45–70.
- BERTONCELLO, B., S. BREDELOUP et O. PLIEZ. 2009, « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine », *Critique Internationale*, 44 (3), pp. 105–121.
- BERTONCELLO, B. et S. FETTAH. 2007, « Introduction. Centralités en mouvement », *Rives méditerranéennes*, (26), pp. 5–8.
- BLANQUI, G. et R. ILBERT. 1981, « Les toits du Caire », *Maghreb-Machrek*, (91).
- BLUNDO, G. et J.-P. OLIVIER DE SARDAN. 2001, « Introduction au thème. La corruption au quotidien », *Politique africaine*, (3), pp. 5–7.
- BOISSIÈRE, T. 2011, « Espaces et pratiques du commerce dans les villes du Proche-Orient. Des souks anciens aux malls de la mondialisation », Communication orale, GREMMO, Lyon. 2011.
- BOISSIÈRE, T. 2014a, « Alep : de l'économie de souk à la mondialisation », dans *Alep et ses territoires. Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, sous la direction de T. Boissière et J.-C. David, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, pp. 297–317.
- BOISSIÈRE, T. 2014b, « Entre développements des espaces de commerce et mutations urbaines, le quartier de 'Aziziyé à Alep », dans *Alep et ses territoires. Fabrique et politique d'une ville (1868-2011)*, sous la direction de J.-C. David et T. Boissière, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, pp. 369–389.
- BOUBAKRI, H. 2010, « Ben Gardane (frontières tuniso-libyennes) : plateforme des transactions, des réseaux et des mobilités entre Suds et Nords », Communication orale, Université de Toulouse 2 le Mirail. 2010.

- BOUCHEMAL, S. 2010, « La production de l'urbain en Algérie : entre planification et pratiques », dans *L'étalement urbain : un processus incontrôlable?*, sous la direction de Y. Djellouli, C. Emelianoff et A. Bennisar, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 135–150.
- BOUDINAR, A. et S. BELGUIDOUM. 2015, « Dynamique marchande et renouveau urbain à Oran. Médina J'dida et Choupot, deux quartiers du commerce transnational », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <https://emam.revues.org/1027>.
- BOUHALI, A. 2008, *Les compounds cairotes ou la fabrique d'un nouveau mode d'habiter. Des communautés fermées à la ville privatisée?*, Mémoire non publié, Master 1 en géographie, Ecole normale supérieure Lettres et Sciences humaines, Lyon. URL <http://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01079628/document>.
- BOUHALI, A. 2011, *Souks du monde arabe : étude géographique de la globalisation des places marchandes*, Mémoire non publié, Master 2 en géographie, Université Paris 10 Nanterre, Nanterre.
- BOUHALI, A. 2015a, « Comparer deux espaces urbains du commerce transnational (Le Caire et Oran), ou comment gérer les écarts entre théorie de la comparaison et pratique sur le terrain », *e-Migrinter*, (13). URL <http://e-migrinter.revues.org/556>.
- BOUHALI, A. 2015b, « Médina J'dida (Oran), un quartier-marché sur les routes algériennes du commerce transnational », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <http://emam.revues.org/889>.
- BOUHALI, A. 2016, « Ancien lieu du commerce et nouveau commerce transnational du made in China au marché al-Muski (Le Caire) : une fabrique de la ville par le bas sous tensions », dans *Mutations de l'espace marchand*, sous la direction de R.-P. Desse et S. Lestrade, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 353–369.
- BOUISRI, A. et F. P. D. LAMAZE. 1971, « La population d'Algérie d'après le recensement de 1966 », *Population*, 26 (1), pp. 25–46.
- BOUMEDINI, B. et N. D. HADRIA. 2012, « Les noms des quartiers dans la ville d'Oran. Entre changement officiel et nostalgie populaire », *Droit et cultures. Revue internationale interdisciplinaire*, (64), pp. 149–160.
- BREDELOUP, S. 1994, « L'aventure contemporaine des diamantaires sénégalais », *Politique africaine*, 56, pp. 77–93.
- BREDELOUP, S. 2001, « Marseille. Carrefour des mobilités africaines », dans *Cabas et containers : activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, sous la direction de M. Peraldi, Maisonneuve et Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Paris, pp. 65–105.
- BREDELOUP, S. 2007, « A propos des centralités immigrées », *Rives méditerranéennes*, (26). URL <http://rives.revues.org/881>.
- BRUNET, R., R. FERRAS et H. THÉRY. 1993, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, GIP RECLUS, Montpellier, France.

- CAPRON, G. 1998, « Des centres commerciaux à Buenos Aires », *Annales de la recherche urbaine*, (78), pp. 55–63.
- CAPRON, G., S. DIDIER, P. GERVAIS-LAMBONY et S. LEHMANN-FRISCH. 2007, « Flâner », dans *Vies citadines*, sous la direction de E. Dorier-Apprill et P. Gervais-Lambony, Belin, Paris, pp. 191–208.
- CHABROL, M. 2011, *De nouvelles formes de gentrification? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris)*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers, Poitiers. URL <http://hal.archives-ouvertes.fr/tel-00658852>.
- CHALINE, C. 1996, *Les villes du monde arabe*, A. Colin, Paris.
- CHARMES, E. et A. SANDER. 2006, « Avant-propos. La rue, entre réseaux et territoires », *Flux*, 66-67 (4), pp. 4–7.
- CHEBALLAH, H. 2010, « Le Hamiz : un quartier résidentiel à vocation commerciale, ou comment naît le commerce sans la ville », dans *Commerce et ville ou commerce sans la ville? Production urbaine, stratégies entrepreneuriales et politiques territoriales de développement durable*, sous la direction de A. Gasnier, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 233–245.
- CHOPLIN, A. 2006, *Fabriquer des villes capitales entre monde arabe et Afrique noire. Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée*, Thèse de doctorat en géographie, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, Paris. URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00419957>.
- CHOPLIN, A. et O. PLIEZ. 2015, « The inconspicuous spaces of globalization », *Articulo - Journal of Urban Research*, (12). URL <http://articulo.revues.org/2905>.
- CHOUADRA, S. 2008, « De la fragmentation à la recomposition. Cas de la ville algérienne », dans *Actes du colloque international "Penser la ville, approches comparatives"*, Khenchela, Algérie. URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00380512>.
- CHOUADRA, S. 2013, « Genèse et évolution spatiale d'un lotissement résidentiel en un marché urbain transnational : "Charaa Dubaï, El Eulma, Algérie" », Communication orale, Université Toulouse 2 le Mirail. 2013.
- COCHOY, F. 2002, « Figures du client, leçons du marché », *Sciences de la société*, (56), pp. 3–23.
- CÔTE, M. 2011, « L'Algérie, mondialisation et nouvelles territorialités », *Méditerranée*, (116), pp. 77–84.
- DARBON, D. 2013, « Classe(s) moyenne(s) : une revue de la littérature », *Afrique contemporaine*, (244), pp. 33–51.
- DAVID, J.-C. 1999, « Centralités anciennes et actuelles dans "Al-Qahira" », dans *Le Khan al-Khalili et ses environs : un centre commercial et artisanal au Caire du XIIIe au XXe siècle*, sous la direction de S. Denoix, J.-C. Depaule et M. Tuchscherer, IFAO, Le Caire, Égypte, pp. 209–244.

- DE COSTER, J. 2006, « New Egyptian Consumers Want China Retail Prices », *International Marketing News*. URL <http://emerging-markets-research.hktdc.com/business-news/article/Middle-East/New-Egyptian-consumers-want-China-retail-prices/imn/en/1/1X4U1FK7/1X008CCO.htm>.
- DEBARBIEUX, B. 2014, « Enracinement - Ancrage - Amarrage : raviver les métaphores », *L'Espace géographique*, Tome 43 (1), pp. 68–80.
- DEBOUT, L. 2012, *Gouvernements urbains en régime autoritaire. Le cas de la gestion des déchets ménagers en Égypte*, Thèse de doctorat en géographie, aménagement et urbanisme, Université Lumière - Lyon II. URL <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00801650/document>.
- DEBOUT, L., G. DU ROY et C. STEUER. 2015, « Faire du terrain dans l'Égypte révolutionnaire », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (138), pp. 47–60.
- DENÈFLE, S. 2004, *Femmes et villes*, Presses Universitaires François-Rabelais, Tours.
- DENÈFLE, S. et S. MONQID. 2012, « Introduction. Gouvernance locale dans le monde arabe et en Méditerranée : quel rôle pour les femmes? », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série (9), pp. 13–17.
- DENIEUIL, P.-N. et M. MADOUÏ, éd. 2010, *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, Karthala, Paris.
- DENIS, E. 1995, « Le Caire : aspects sociaux de l'étalement urbain », *Égypte/Monde arabe*, (23), pp. 77–130.
- DENIS, E. 1998, « Croissance urbaine et dynamique socio-spatiale. Le Caire de 1950 à 1990 », *Espace géographique*, 27 (2), pp. 129–142.
- DENIS, E. et L. VIGNAL. 2002, « Dimensions nouvelles de la métropolisation dans le Monde arabe : le cas du Caire », *Cahiers de la Méditerranée*, (64), pp. 119–166.
- DENIS, E. et L. VIGNAL. 2006, « Cairo as regional/global economic capital? », dans *Cairo cosmopolitan. Politics, culture, and urban space in the new globalized Middle East*, sous la direction de D. Singerman et P. Amar, Cairo, Egypt, États-Unis, pp. 47–72.
- DENOIX, S., J.-C. DEPAULE et M. TUCHSCHERER, éd. 1999, *Le Khan al-Khalili et ses environs : un centre commercial et artisanal au Caire du XIIIe au XXe siècle*, Institut français d'archéologie orientale, Le Caire, Égypte.
- DEPAULE, J.-C. 1999, « Entre travail et habitat, le café », dans *Le Khan al-Khalili et ses environs : un centre commercial et artisanal au Caire du XIIIe au XXe siècle*, sous la direction de S. Denoix, J.-C. Depaule et M. Tuchscherer, IFAO, Le Caire, Égypte, pp. 245–256.
- DESSE, R.-P., A. FOURNIÉ et A. GASNIER, éd. 2008, *Dictionnaire du commerce et de l'aménagement*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- DETIENNE, M. 2000, *Comparer l'incomparable*, Le Seuil, Paris.
- DETIENNE, M. 2002, « L'art de construire des comparables », *Critique internationale*, (1), pp. 68–78.

- DI MÉO, G. 1994, « Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain », *Annales de Géographie*, 103 (577), pp. 255–275.
- DLALA, H. 2007, « Métropolisation et recomposition territoriale du Nord-Est tunisien », *Cybergeo : European Journal of Geography*. URL <http://cybergeo.revues.org/13863?file=1>.
- DOLLFUS, O. 2007, *La mondialisation*, Presses de Sciences Po, Paris.
- DORIER-APPRILL, E., P. GERVAIS-LAMBONY, F. MORICONI-EBRARD et F. NAVEZ-BOUCHANINE, éd. 2001, *Vocabulaire de la ville : notions et références*, Éditions du Temps, Nantes.
- DORON, A. 2006, *Les réseaux transnationaux de commerce sud-sud. Exemple de trois nœuds d'échange en Égypte : Alexandrie, le Caire, Nuweiba*, Mémoire non publié, Master 1 en géographie, Université Lumière Lyon 2, Lyon.
- DORON, A. 2015, « De la marge au monde : la structuration mouvementée d'une place marchande transnationale à Ben Gardane (Tunisie) », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <http://emam.revues.org/1065>.
- DRIS, N. 2004, « Espaces publics et limites. Les implications du genre dans les usages de la ville à Alger », dans *Femmes et ville*, sous la direction de S. Denèfle, Presses Universitaires François-Rabelais, Tours, pp. 249–264.
- EHLERS, E. 1988, « Cairo, old and new. Land use conflicts in Central Cairo », dans *Éléments sur les centres-villes dans le monde arabe*, sous la direction de C. d'études et de recherches sur l'urbanisation du monde arabe, URBAMA, Tours, n° 19 dans Fascicule de Recherches URBAMA, pp. 55–74.
- EL KADI, G. 1985, « La division sociale de l'espace au Caire : ségrégation et contradictions », *Maghreb Machrek*, (110), pp. 35–51.
- EL KADI, G. 1987, *L'urbanisation spontanée au Caire*, URBAMA, ORSTOM, Tours.
- EL KADI, G. 1993, « Le tremblement de terre en Égypte », *Égypte/Monde arabe*, (14), pp. 163–196.
- EL KADI, G. 1994, « Le Caire : la ville spontanée sous contrôle », *Maghreb Machrek*, (143), pp. 30–41.
- EL KADI, G. 2012, *Le Caire centre en mouvement*, IRD Orstom, Marseille.
- EL KADI, G. et A. BONNAMY. 2001, *La cité des morts : Le Caire*, IRD/Mardaga, Paris.
- EL KADI, G. et D. ELKERDANY. 2005, « Valorisation patrimoniale en cours de la ville moderne du Caire », *Autrepart*, 1 (33), pp. 89–107.
- EL-RASHIDI, S. et K. IBRAHIM. 2010, « Contemporary observations of al-Darb al-Ahmar », dans *Living in Historic Cairo : Past and Present in an Islamic City*, sous la direction de F. Daftary, E. Fernea et A. Nanji, University of Washington Press, Seattle (WA), pp. 172–179.

- ELLIS, S. et Y.-A. FAURÉ. 1995, *Entreprises et entrepreneurs africains*, Hommes et sociétés, Karthala, ORSTOM, Paris.
- ELSHESHTAWY, Y. 2006, « From Dubai to Cairo. Competing global cities, models, and shifting centers of influence? », dans *Cairo Cosmopolitan. Politics, cultures and urban space in the new globalized Middle East*, sous la direction de D. Singerman et P. Amar, American University in Cairo Press, Le Caire, New-York, pp. 235–250.
- ELSHESHTAWY, Y. 2013, « Where the sidewalk ends. Informal street corner encounters in Dubai », *Cities*, 31, pp. 382–393.
- ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM, éd. 1998, E.J. Brill, Leiden, Pays-Bas.
- ENDELSTEIN, L. 2008, *Une géographie du renouveau religieux. Judaïsme et expérience urbaine en quartier cosmopolite. Paris, 19^e arrondissement*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers, Poitiers.
- EQUIPE DE RECHERCHE ASSOCIÉE AU CNRS n°706, éd. 1982, *Présent et avenir des médinas (de Marrakech à Alep)*, n° 10-11 dans *Urbanisation au Maghreb*, Institut de géographie, Tours.
- ESCALLIER, R. 1996, « Elites, pouvoirs et villes dans le Monde Arabe : éléments d'analyse de la citadinité », dans *La citadinité en questions*, sous la direction de M. Lussault et P. Signoles, Maison des sciences de la ville/URBAMA, Tours, n° 29 dans Fascicule de recherche URBAMA, pp. 19–32.
- FADIL, M. A. 1985, « Les effets de l'émigration de main-d'œuvre sur la distribution des revenus et les modèles de consommation dans l'économie égyptienne », *Tiers-Monde*, 26 (103), pp. 507–522.
- FAHMY, H. 2013, « Egyptian legislations in relation to the rehabilitation of historic cairo », produced in the framework of the urban regeneration project for historic cairo, UNESCO, World Heritage Centre, Le Caire, Égypte.
- FELISATTI, F. 2011, *The Tiring of Ataba. A rehabilitation case study in downtown Cairo*, Mémoire non publié, Master en architecture, Katholieke Universiteit Leuven, Leuven.
- FERHI, S. 2008, « Maghnia est-elle la petite Sangatte algérienne? », Communication, Paris. 2008. URL <https://www.reseau-terra.eu/IMG/doc/FERHI.doc>.
- FLEURY, A. 2004, « La rue : un objet géographique? », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, (5), pp. 33–44.
- FLEURY, A. 2007, *Les espaces publics dans les politiques métropolitaines. Réflexions au croisement de trois expériences : de Paris aux quartiers centraux de Berlin et Istanbul*, Thèse de doctorat en géographie, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, Paris. URL <http://hal.archives-ouvertes.fr/tel-00259957>.
- FLEURY, A. 2008, « Croiser les terrains en géographie », dans *A travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie*, Arras, France. URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00358339>.

- FLORIN, B. 1995, « "Masâkin al-zilzâl" ou la cité du tremblement de terre », *Égypte/Monde arabe*, (23), pp. 11–56. URL <https://ema.revues.org/962>.
- FORTIER, C. 2012, « Vulnérabilité, mobilité et ségrégation des femmes dans l'espace public masculin : point de vue comparé (France-Mauritanie-Égypte) », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série (9), pp. 71–102.
- GASNIER, A., éd. 2010, *Commerce et ville ou commerce sans la ville? Production urbaine, stratégies entrepreneuriales et politiques territoriales de développement durable*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- GASNIER, A. et N. LEBRUN. 2008, « Anomal/banal », dans *Dictionnaire du commerce et de l'aménagement*, sous la direction de R.-P. Desse, A. Fournier, A. Gasnier, N. Lemarchand, A. Metton et J. Soumagne, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- GASNIER, A. et N. LEMARCHAND, éd. 2014, *Le commerce dans tous ses états. Espaces marchands et enjeux de société*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- GEERTZ, C. 2003, *Le souk de Sefrou. Sur l'économie du bazar*, Bouchène, Saint-Denis.
- GERVAIS-LAMBONY, P. 1994, *De Lomé à Harare. Le fait citadin*, Karthala, Paris.
- GERVAIS-LAMBONY, P. 2003, *Territoires citadins : quatre villes africaines*, Belin, Paris.
- GHARIPOUR, M., éd. 2012, *The bazaar in the Islamic city. Design, culture, and history*, Le Caire, Égypte, États-Unis.
- GHORRA-GOBIN, C., éd. 2006, *Dictionnaire des mondialisations*, A. Colin, Paris.
- GRATALOUP, C. 2007, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, Collection U, A. Colin, Paris.
- HANCOCK, C. 2007, « "Délivrez-nous de l'exotisme" : quelques réflexions sur des impensés de la recherche géographique sur les Suds (et les Nords) », *Autrepart*, (41), pp. 69–81.
- HARROUD, T. 2009, « Les nouveaux espaces marchands dans la périphérie de Rabat », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (18), pp. 69–88.
- HASSOUN, J.-P. 2005, « La place marchande en ville : quelques significations sociales », *Ethnologie française*, 35 (1), pp. 5–16.
- HUGON, P. et J. MARQUES PEREIRA. 2011, « Introduction. Économie politique tricontinentale : les nouveaux paradigmes Suds-Suds », *Revue Tiers Monde*, 208 (4), pp. 7–26.
- IBRAHIM, K. 2009, « Extract from a diary. Marginal notes on the soft dialectics of Historic Cairo », dans *Cairo contested. Governance, urban space, and global modernity*, sous la direction de D. Singerman, The American University in Cairo Press, Le Caire, Égypte, pp. 235–268.
- IBRAHIM, K. 2011, « Housing rehabilitation study », rapport, UNESCO, Le Caire, Égypte. URL http://www.urhproject.org/Content/studies/5_ibrahim_housing.pdf.

- IGUÉ, O. J. et B. G. SOULÉ, éd. 1992, *L'État entrepôt au Bénin. Commerce informel ou solution à la crise?*, Karthala, Paris.
- ILBERT, R. 1982, « Le Caire a-t-il une médina? », dans *Présent et avenir des médinas (de Marrakech à Alep)*, sous la direction de E. de recherche associée au CNRS n°706, Institut de géographie, Tours, n° 10-11 dans Fascicule de Recherches URBAMA, pp. 263–281.
- IRETON, F. 2006, *Les vendeurs de rue de petits objets semi-durables "globalisés" au Caire : premiers résultats de recherche*, CEDEJ, Le Caire, Égypte.
- JOSSIFORT, S. 1991, *Les "new settlements" : une tentative inachevée de promotion d'un habitat social au Caire*, Mémoire de DEA non publié, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), Institut d'urbanisme de Paris, Créteil.
- JOSSIFORT, S. 1998, *L'aménagement de la région métropolitaine du Caire. La contribution des villes nouvelles et des "new settlements" du désert*, Thèse de doctorat en urbanisme, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), Institut d'urbanisme de Paris, Créteil.
- KADRI, Y. et M. MADANI. 2015, « L'agglomération oranaise (Algérie) entre instruments d'urbanisme et processus d'urbanisation », *EchoGéo*, (34). URL <https://echogeo.revues.org/14386>.
- KERDOUD, N. 2012, *Nouvelles centralités commerciales périphériques et recompositions territoriales. L'exemple des villes de l'Est algérien*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen Basse-Normandie, Caen. URL <http://www.theses.fr/2012CAEN1667>.
- KERDOUD, N. 2015a, « De la villa-immeuble au bazar. Sidi Mabrouk (Constantine), l'émergence d'un quartier commercial », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <https://emam.revues.org/961>.
- KERDOUD, N. 2015b, « Du commerce étatique au commerce mondialisé : les "Dubai" et les "bazars" dans le Constantinois, révélateurs de changements en Algérie », dans *Mutations de l'espace marchand*, sous la direction de R.-P. Desse et S. Lestrade, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 337–354.
- KIMURA, J. et R. W. BELK. 2005, « Christmas in Japan : Globalization Versus Localization », *Consumption Markets & Culture*, 8 (3), pp. 325–338.
- KOHNSTALL, F. et F. VAIREL. 2010, « Fabrique des élections », *Égypte/Monde arabe*, (7). URL <http://ema.revues.org/2980>.
- DE KONING, A. 2005, *Global dreams : Space, class and gender in middle class Cairo*, PhD thesis, Amsterdam Institute for Social Science Research (AISSR), Amsterdam. URL <http://dare.uva.nl/record/1/261273>.
- DE KONING, A. 2009, *Global Dreams. Class, gender, and public space in Cosmopolitan Cairo*, The American University in Cairo Press, Le Caire, New-York.
- KREIL, A. 2006, *La piété et la foi. La zebîba, marque de prière, et les signes d'engagement religieux masculins au Caire*, Mémoire non publié, Licence d'ethnologie, Institut d'ethnologie de Neuchâtel, Neuchâtel. URL https://doc.rero.ch/record/6272/files/mem_KreilA.pdf.

- KREIL, A. 2011, « La Saint-Valentin au pays d'al-Azhar. Éléments d'ethnographie de l'amour et du sentiment amoureux au Caire », dans *Sacrés familles! Changements familiaux, changements religieux*, sous la direction de M. Gross, S. Mathieu, S. Nizard et M. Godelier, Erès, Toulouse, France, pp. 71–83.
- LACHENAL, P. 2015, *Self-défense féminine dans le Caire en révolution. Techniques du genre et jeux de violence*, Thèse de doctorat en anthropologie, Université d'Aix Marseille, Marseille. URL <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01318971/document>.
- LALLEMENT, E. 2010a, *La ville marchande, enquête à Barbès*, Téraèdre, Paris.
- LALLEMENT, E. 2010b, « Paris métropole marchande, entre singularité et uniformisation urbaine? », *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, (73), pp. 65–73. URL <http://quaderni.revues.org/449>.
- LALLEMENT, E. 2013, « La ville marchande : une approche ethnologique », *Espacestems.net*. URL <http://www.espacestems.net/articles/la-ville-marchande-une-approche-ethnologique-2-2-2-2-2-2-2>.
- LALLEMENT, E. et S. CORBILLÉ. 2007, « Quand le commerce fait la ville », dans *Paris sous l'oeil des chercheurs*, Belin / Mairie de Paris, Paris, pp. 59–74.
- LAVERGNE, M. 2001, « Le monde arabe face aux défis de la mondialisation », *Revue internationale et stratégique*, Hiver 2000-2001 (40), pp. 69–76. URL <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00528055/document>.
- LE RENARD, A. 2010, « Pratiques du shopping mall par les jeunes Saoudiennes. Sociabilité et consumérisme à Riyad », dans *Mondes et places du marché en Méditerranée. Formes sociales et spatiales de l'échange*, sous la direction de F. Mermier et M. Peraldi, Karthala, Paris, pp. 187–213.
- LEMARCHAND, N. 2008, *Géographie du commerce et de la consommation : les territoires du commerce distractif*, Habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Sorbonne - Paris IV, Paris. URL <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00441196/document>.
- LEMARCHAND, N. 2009, « De la géographie du commerce à la géographie du commerce et de la consommation », *Bulletin de la Société géographique de Liège*, (52), pp. 139–141.
- LEMARCHAND, N. 2011, « Nouvelles approches, nouveaux sujets en géographie du commerce. Une géographie renouvelée par l'analyse culturelle », *Géographie et cultures*, (77), pp. 9–24.
- LESPÈS, R. 1938, *Oran : étude de géographie et d'histoire urbaines*, F. Alcan, Paris.
- LOMBARD, J., V. MESCLIER et S. VELUT, éd. 2006, *La mondialisation côté Sud. Acteurs et territoires*, IRD, ENS, Paris.
- LUSSAULT, M. 1996, « La citoyenneté : pour une approche problématique », dans *La citoyenneté en questions*, sous la direction de M. Lussault et P. Signoles, Maison des sciences de la ville/URBAMA, Tours, n° 29 dans Fascicule de Recherches URBAMA, pp. 33–48.

- LUSSAULT, M. 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Mondes vécus, B. Grasset, Paris.
- LUSSAULT, M. et P. SIGNOLES, éd. 1996, *La citadinité en questions*, n° 29 dans Fascicule de Recherches URBAMA, Maison des sciences de la ville/URBAMA, Tours.
- LÉVY, J. et M. LUSSAULT, éd. 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris.
- MA MUNG, E. 2006, « Négociations identitaires marchandes », *Revue européenne des migrations internationales*, 22 (2), pp. 83–93.
- MA MUNG, E. 2009, « Le prolétaire, le commerçant et la diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, 25 (1), pp. 97–118.
- MADŒUF, A. 1993, « Activités et pratiques enfantines autour du quartier du Khan al-Khalili », *Égypte/Monde arabe*, (14), pp. 113–132.
- MADŒUF, A. 1995, « Cohérence et cohésion d'un espace. Une présentation de la ville ancienne du Caire », *Égypte/Monde arabe*, (22), pp. 97–121.
- MADŒUF, A. 1996, « La ville ancienne, espace de tous les patrimoines », *Égypte/Monde arabe*, (26), pp. 59–78.
- MADŒUF, A. 1997, *Images et pratiques de la ville ancienne du Caire : les sens de la ville*, Thèse de doctorat en géographie, Université François-Rabelais, Tours.
- MADŒUF, A. 2010, « Éphémérides de la ville en fête : une lecture des mouleds du Caire », dans *Les pèlerinages au Maghreb et au Moyen-Orient. Espaces publics, espaces du public*, sous la direction de S. Chiffolleau, Presses de l'Ifpo, Beyrouth, Contemporain publications, pp. 289–309.
- MADŒUF, A. 2011a, « The old city of Cairo and the beautiful park. Contemporary urban tale », *Égypte/Monde arabe*, (8), pp. 157–170.
- MADŒUF, A. 2011b, « Souk d'aujourd'hui et bazar oriental. Le Khan al-Khalîlî au Caire », *Géographie et cultures*, (77). URL <http://gc.revues.org/937>.
- MAHMOUD, R. A. et A. S. ABD ELRAHMAN. 2014, « La planification controversée du Grand Caire avant/après 2011 », *Égypte/Monde arabe*, (11). URL <https://ema.revues.org/3305>.
- MANRY, V. 2006, « Trabendo au féminin. Les femmes algériennes dans le commerce à la valise », *Anthropologie du voyage et migrations internationales*, FASOPO, Paris. URL http://fasopo.org/publications/anthropologievoyage_vm_1206.pdf.
- MARCHAL, R. 2001, *Dubaï : cité globale*, CNRS Éditions, Paris.
- MARCHAL, R. 2007, « Hôtel Bangkok-Sahara », dans *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, sous la direction de F. Adelhah et J.-F. Bayart, Karthala, Paris, pp. 183–218.

- MAREÏ, N. 2014, « La Méditerranée sous le regard de la conteneurisation », *Note de synthèse ISEMAR*, (163). URL <http://www.isemar.asso.fr/fr/pdf/note-de-synthese-isemar-163.pdf>.
- MAREÏ, N. et C. DUCRUET. 2015, « L'intégration économique de la Méditerranée par les réseaux maritimes et portuaires », *Maghreb - Machrek*, N° 220 (2), pp. 11–33.
- MATHEWS, G., G. L. RIBEIRO et C. ALBA VEGA, éd. 2012, *Globalization from below. The world's other economy*, Londres, Royaume-Uni, États-Unis.
- MAZZELLA, S. 2004, « Belsunce, laboratoire urbain de la migration? », *Terrains & travaux*, (2), pp. 19–24.
- MERLIN, P. et F. CHOAY. 2015, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, 4^e éd, Quadrige, Presses universitaires de France, Paris.
- MERMIER, F. et M. PERALDI, éd. 2010, *Mondes et places du marché en Méditerranée. Formes sociales et spatiales de l'échange*, Karthala, Paris.
- MEYER, G. 1988, « Manufacturing in old quarters of Central Cairo », dans *Éléments sur les centres-villes dans le monde arabe*, sous la direction de C. d'études et de recherches sur l'urbanisation du monde arabe, URBAMA, Tours, n° 19 dans Fascicule de Recherches URBAMA, pp. 75–90.
- MEYER, G. 2000, « Survival of small-scale manufacturing in Cairo during structural adjustment. Results from a long-term study », *Economic Research Forum for the Arab Countries, Iran and Turkey*. URL <http://www.erf.org.eg/CMS/uploads/pdf/2021.pdf>.
- MILES, S. et R. PADDISON. 1998, « Urban consumption. An historiographical note », *Urban Stud*, 35 (5-6), pp. 815–823.
- MILLER, C. 2010, « Langues et médias dans le monde arabe/arabophone. Entre idéologie et marché, convergences dans la glocalisation. Document de travail », 2010. URL <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00578851/document>.
- MISSION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE. 2012, « Le commerce extérieur de l'Égypte 2011-2012 », 2012.
- MOISSERON, J.-Y. et H. YOUSSEF. 2005, « Contraintes structurelles et ajustement par les changes en Égypte », *Maghreb-Machrek*, (182), pp. 2004–2005.
- MOKRANE, S. 2007, *Évolution de la structure commerciale dans un quartier ancien d'Oran : Médina J'dida*, Mémoire non publié, magister en géographie et aménagement du territoire, Faculté des Sciences de la Terre, de Géographie et d'Aménagement du territoire, Oran, Oran, Algérie.
- MONFLEUR, L. 2015, *A l'épreuve des murs. Sécurisation contre-révolutionnaire et pratiques ordinaires dans les espaces centraux du Caire*, Mémoire non publié, Master 1 en géographie, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, Paris.
- MONNET, J., A. GIGLIA et G. CAPRON. 2007, « Ambulantage et services à la mobilité : les carrefours commerciaux à Mexico », *Cybergeo*, 6 (371). URL <http://cybergeo.revues.org/5574?file=1>.

- MOREAU, S. 2007, « Une géographie du regard », dans *Les raisons de la géographie. Itinéraires au Sud avec Jean-Pierre Raison*, sous la direction de F. Landy, E. Lézy et S. Moreau, Karthala, Paris, pp. 233–250.
- MORELLE, M. 2006, *La rue des enfants, les enfants des rues. L'exemple de Yaoundé (Cameroun) et d'Antananarivo (Madagascar)*, Atelier national de Reproduction des Thèses, Paris, France.
- MOUAZIZ-BOUCHENTOUF, N. 2009, « Le mythe de la gouvernance urbaine en Algérie, le cas d'Oran », dans *Actes du colloque international "Penser la ville, approches comparatives"*, Khenchela, Algérie. URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00381584>.
- MOUSSAOUI, N. 2009, « Oujda-Maghnia, au-delà des frontières politiques. La contrebande, un secteur économique transnational », *Critique économique*, (25). URL <http://revues.imist.ma/?journal=CE&page=article&op=view&path%5B%5D=1599>.
- MOUSSAOUI, N. 2015, « Le trabendo ou la mondialisation par la marge », *Politique africaine*, N° 137 (1), pp. 117–128.
- MÖRTENBÖCK, P. et H. MOOSHAMMER, éd. 2015, *Informal market worlds atlas : the architecture of economic pressure*, Nai010 Publishers, Rotterdam, Pays-Bas.
- MUTIN, G. 2002, « Le Caire, métropole du monde arabe », *Texte inédit, Edelec, Lyon*. URL <http://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00361536>.
- MUTIN, G. et J. MÉTRAL, éd. 1985, *Politiques urbaines dans le monde arabe*, Maison de l'Orient Méditerranéen, Lyon.
- PAGÈS, D. et L. VIGNAL. 1998, « Formes et espaces de la mondialisation en Égypte. Une lecture spatiale des changements récents », *Revue de géographie de Lyon*, 73 (3), pp. 247–258.
- PERALDI, M. 1999, « Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar », *Cultures & Conflits*, (33-34). URL <http://conflits.revues.org/232>.
- PERALDI, M., éd. 2001a, *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Maisonneuve et Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Paris.
- PERALDI, M. 2001b, « L'esprit de bazar. Mobilités transnationales maghrébines et sociétés métropolitaines. Le comptoir démantelé », dans *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, sous la direction de M. Peraldi, Maisonneuve et Larose, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Paris, pp. 33–64.
- PERALDI, M., éd. 2002, *La fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Maisonneuve et Larose, Paris.
- PERALDI, M. 2005, « Nouvelles routes migratoires et commerciales algériennes », dans *Liens et lieux de la mobilité : ces autres territoires*, sous la direction de G. Capron, G. Cortes et H. Guetat-Bernard, Belin, Paris, pp. 273–290.

- PERALDI, M. 2007, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile », dans *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, sous la direction de F. Adelhah et J.-F. Bayart, Karthala, Paris, pp. 73–114.
- PERALDI, M. 2010a, « Enjeux autour des études transnationales des circulations économiques. Entretien conduit par Boris Petric, novembre 2010 », *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, (8/9). URL <http://transcontinentales.revues.org/183>.
- PERALDI, M. 2010b, « Informalités, nouvelles perspectives analytiques », dans *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, sous la direction de P.-N. Denieuil et M. Madoui, Karthala, Paris.
- PERALDI, M. 2010c, « L'économie politique du bazar », dans *Mondes et places du marché en Méditerranée. Formes sociales et spatiales de l'échange*, sous la direction de F. Merrier et M. Peraldi, Karthala, Paris, pp. 43–55.
- PERROT, F. 2011, *Les entreprises multinationales au bas de la pyramide économique : un cadre d'analyse des stratégies*, Thèse de doctorat en économie et finance, Ecole Polytechnique X. URL <https://pastel.archives-ouvertes.fr/pastel-00643949/document>.
- PERROT, S. et D. MALAQUAIS. 2009, « Introduction au thème. Penser l'Afrique à l'aune des globalisations émergentes », *Politique africaine*, 2009/1 (113), pp. 5–27. URL http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=POLAF_113_0005.
- PICARD, J. 2013, *Le Caire des migrants africains chrétiens. Impasse migratoire et citadinités religieuses*, Thèse doctorat en géographie, École des hautes études en sciences sociales, Toulouse.
- PIQUEMAL, L. 2015, « Introduction. Nouvelles luttes autour du genre en Egypte depuis 2011 », *Égypte/Monde arabe*, (13). URL <https://ema.revues.org/3493>.
- PLIEZ, O. 2007, « Des jeans chinois dans les rues du Caire, ou les espaces discrets de la mondialisation », *Mappemonde*, 4-2007 (88). URL <http://mappemonde.mgm.fr/num16/articles/art07404.html>.
- PLIEZ, O. 2009, « Salloum (Égypte), une bourgade bédouine sur les routes de la mondialisation », *L'Espace géographique*, 38 (1), pp. 31–42. URL <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2009-1-page-31.htm>.
- PLIEZ, O. 2010, « Toutes les routes de la soie mènent à Yiwu (Chine) », *Espace géographique*, Vol. 39 (no 2), pp. p. 132–145. URL <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00570464>.
- PLIEZ, O. 2012, « Following the new silk road between Yiwu and Cairo », dans *Globalization from below. The world's other economy*, Routledge, Londres, Royaume-Uni, États-Unis, pp. 19–36. URL <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00789035>.
- PLIEZ, O. 2013, *Villes du Sahara. Urbanisation et urbanité dans le Fezzan libyen*, Espaces et milieux, CNRS Éditions, Paris. URL <http://books.openedition.org/editionscnrs/3729>.

- PORTES, A. 1999, « La mondialisation par le bas - L'émergence des communautés transnationales », *ARSS*, 129 (1), pp. 15–25.
- PORTES, A., L. E. GUARNIZO et P. LANDOLT. 1999, « The study of transnationalism : pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies*, 22 (2), pp. 217–237.
- DE LA PRADELLE, M. D. 1995, *Les vendredis de Carpentras. Faire son marché en Provence ou ailleurs*, Fayard, Paris.
- PRENANT, A. 2002, « L'informel en Algérie, forme de transition ou mode spécifique d'intégration à la mondialisation? », *Cahiers du GREMAMO. "Quelle crise en Algérie?"*, (17), pp. 71–94.
- PRENANT, A. et B. SEMMOUD. 1977, *Les nouvelles périphéries urbaines en Algérie : une rupture avec les oppositions traditionnelles centre-périphérie*, Centre universitaire d'études méditerranéennes, Poitiers.
- PRENANT, A. et B. SEMMOUD. 1997, *Maghreb et Moyen-Orient. Espaces et sociétés*, Ellipses, Paris.
- PÉROUSE, J.-F. 2002, « Laleli, giga bazar d'Istanbul », dans *La fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, sous la direction de M. Peraldi, Maisonneuve et Larose, Paris, pp. 307–334.
- PÉROUSE, J.-F. 2007, « Transits maghrébins à Istanbul. Trajectoires, profils et stratégies », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (119-120), pp. 115–138.
- PÉROUSE, J.-F. et C. MARTIN. 2013, « Transformations de l'offre commerciale et transformations urbaines à Istanbul », *Annales de la recherche urbaine*, octobre 2013 (108), pp. 45–56.
- PÉTONNET, C. 1982, « L'Observation flottante. L'exemple d'un cimetière parisien », *L'Homme*, 22 (4), pp. 37–47. URL http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/hom_0439-4216_1982_num_22_4_368323.
- QACHA, F. 2015, « Des souks ruraux aux entrepôts de Casablanca. La mondialisation jusqu'au cœur du Moyen Atlas », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <http://emam.revues.org/948>.
- RACAUD, S. 2015, « Chasing a pair of Chinese sandals : Markets and trade routes in Cameroon », *Articulo - Journal of Urban Research*, (12). URL <http://articulo.revues.org/2899>.
- RAULIN, A. 1986, « Mise en scène des commerces maghrébins parisiens », *Terrain*, (7), pp. 24–33.
- RAULIN, A., C. CHORON-BAIX et Z. JÉRIDI. 1992, « Commerce, consommation ethniques et relations intercommunautaires », *Migrations Études. Synthèse de travaux sur l'immigration et la présence étrangère en France*, (25), pp. 1–6. URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00006420>.

- RAYMOND, A. 1973, *Artisans et commerçants au Caire au XVIIIe siècle*, Institut français de Damas, Damas, Syrie.
- RAYMOND, A. 1993, *Le Caire*, Fayard, Paris.
- RIBEIRO, G. L. 2006, « Economic globalization from below », *Etnográfica*, 10 (2), pp. 233–249.
- RIBEIRO, G. L. 2009, « Non-hegemonic globalizations. Alternative transnational processes and agents », *Anthropological Theory*, 9 (3), pp. 297–329.
- RIBEIRO, G. L. 2012, « Conclusion. Globalization from below and the non-hegemonic world-system », dans *Globalization from below : the world's other economy*, sous la direction de G. Mathews, G. L. Ribeiro et C. Alba Vega, Londres, Royaume-Uni, États-Unis, pp. 221–236.
- ROUAN SERIK, S. 2013, *Les galeries marchandes, grandes et petites surfaces commerciales à Oran*, Mémoire de magister en géographie, non publié, Université Es-Senia, Oran, Algérie.
- DU ROY, G. 2014, *Le prêtre des chiffonniers ou la construction d'une autorité religieuse au Caire entre charisme, tradition et clientélisme (1974-2014)*, Thèse de doctorat en histoire, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, Belgique.
- SALIN, E. 2002, *Les centres historiques du Caire et de Mexico. Représentations de l'espace, mutations urbaines et protection du patrimoine*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Nanterre - Paris X, Nanterre.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P. 1995, « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, (1), pp. 71–109.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P. 2000, « Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, pp. 417–445.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P. 2001, *L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants*, LASDEL. URL <http://www.lasdel.net/spip/IMG/100.pdf>.
- SASSEN, S. 1991, *The global city. New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton (N.J.), États-Unis.
- SAYYID, A. F. 1999, « Transformation du Caire en centre économique à la fin de l'époque des Fatimides et du temps des Ayyoubides », dans *Le Khan al-Khalili et ses environs : un centre commercial et artisanal au Caire du XIIIe au XXe siècle*, Institut français d'archéologie orientale, Le Caire, Égypte, pp. 199–200.
- SCHMOLL, C. 2004, *Une place marchande cosmopolite : dynamiques migratoires et circulations commerciales à Naples*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Nanterre.
- SCHMOLL, C. 2005, « Pratiques spatiales transnationales et stratégies de mobilité des commerçantes tunisiennes », *Revue européenne des migrations internationales*, 21 (1), pp. 131–154.

- SCHMOLL, C. 2007, « Femmes et migrations », *Pratiques*, 3. URL <http://www.juragentium.org/topics/med/fr/schmoll.htm>.
- SCHMOLL, C. 2010, « Ethnographie d'une "ville-marché" », dans *Mondes et places du marché en Méditerranée. Formes sociales et spatiales de l'échange*, sous la direction de F. Mermier et M. Peraldi, Karthala, Paris, pp. 303–315.
- SCHMOLL, C. et V. MANRY. 2005, « "Le business des femmes". Nouvelles figures des mobilités maghrébines dans l'espace euro-méditerranéen », Tanger, Maroc. URL <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00239280/document>.
- SEMMOUD, B. 1975, *Médina Jdida : étude cartographique et géographique d'un quartier d'Oran*, Thèse de 3ème cycle, Université Paris Diderot - Paris 7, Paris.
- SEMMOUD, B. 1995, *Croissance urbaine, mobilité et changement social dans l'agglomération oranaise (Algérie)*, Cahiers du GREMAMO, Université de Paris VII, Groupe de Recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient, Paris.
- SEMMOUD, B. 2010, *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris.
- SEMMOUD, N. 2012, « La ville rend libre? », *Égypte/Monde arabe*, (9), pp. 39–54.
- SEMMOUD, N. 2015, « "Clair-obscur" de l'informel. Contrôle des polarités urbaines informelles à Cherarba, périphérie sud-est d'Alger », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (26). URL <http://emam.revues.org/983>.
- SIDI BOUMEDIENE, R., éd. 2013, *L'urbanisme en Algérie. Échec des instruments ou instruments de l'échec?*, Alternatives urbaines, Alger, Algérie.
- SIGNOLES, P. 1999, « Acteurs publics et acteurs privés dans le développement des villes du monde arabe », dans *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, sous la direction de P. Signoles, G. El Kadi et R. Sidi Boumedine, CNRS Éditions, Paris, pp. 19–53.
- SIGNOLES, P. 2010, « Introduction. Faire la ville en périphérie(s)? Territoires et territorialités dans les grandes villes du Maghreb », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (19), pp. 9–14.
- SIGNOLES, P., G. EL KADI et R. SIDI BOUMEDIENE. 1999, *L'urbain dans le monde arabe. Politiques, instruments et acteurs*, Collection Études de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, CNRS Éditions, Paris.
- SIMONE, A.-M. 2007, « The muslim street is everywhere (and soon coming to a theater near you) », *Geoforum*, 38 (4), pp. 593–596. URL <http://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S0016718506001783>.
- SIMS, D. 2003, « Urban Slums Reports. The case of Cairo, Egypt », rapport, UN Habitat; University College London. URL http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/Global_Report/pdfs/Cairo.pdf.
- SIMS, D. 2012, *Understanding Cairo. The logic of a city out of control*, Le Caire.

- SIMS, D. 2015, « The increasing dysfunction of urban control mechanisms and the resulting duality : the cases of Egypt and Tunisia », dans *Villes arabes, cités rebelles*, sous la direction de R. Stadnicki, Editions du Cygne, Paris, Recto Verso, pp. 123–131.
- SÉJOURNÉ, M. 2006, *Les politiques récentes de "traitement" des quartiers illégaux au Caire. Nouveaux enjeux et configuration du système d'acteurs?*, Thèse de doctorat en géographie, Université François-Rabelais, Tours.
- SOUIAH, S.-A., éd. 2005, *Villes arabes en mouvement*, L'Harmattan, Paris.
- SOUMAGNE, J. 2008, « Paysage commercial », dans *Dictionnaire du commerce et de l'aménagement*, sous la direction de R.-P. Desse, A. Fournié, A. Gasnier, N. Lemarchand, A. Metton et J. Soumagne, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- SPIGA, S. 2002, « Du nouveau système algérien d'importation aux nouvelles centralités commerciales dans la ville algérienne », dans *La fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, sous la direction de M. Peraldi, Maisonneuve et Larose, Aix-en-Provence, pp. 217–242.
- SPINOUSA, N., M. PÉRALDI et N. FOUGHALI. 1995, « Le marché des pauvres, espace commercial et espace public », *Revue européenne de migrations internationales*, 11 (1), pp. 77–97.
- SPIRE, A. 2009, *Les étrangers d'Afrique de l'Ouest à Lomé (Togo). Identification, (in)visibilité et citoyenneté.*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 10 Nanterre, Nanterre.
- STADNICKI, R. 2012, « Le Caire après la révolution : blocages de la ville et déblocage de l'urbanisme », 2012. URL <http://ifpo.hypotheses.org/4419>.
- STADNICKI, R. 2013, « De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011 », *EchoGéo*, (25). URL <https://echogeo.revues.org/13491>.
- STADNICKI, R. 2014, « Introduction. Les acteurs urbains à l'épreuve de la transition en Égypte », *Égypte/Monde arabe*, (11). URL <https://ema.revues.org/3258?lang=en>.
- STADNICKI, R. 2015a, « Dynamiques urbaines en Égypte depuis la révolution de 2011 : ruptures et continuités », dans *L'Égypte en révolution(s)*, sous la direction de B. Rougier et S. Lacroix, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 271–290.
- STADNICKI, R. 2015b, « Les Frères musulmans au pouvoir et la question urbaine en Égypte : un rendez-vous manqué? », *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (27). URL <https://emam.revues.org/1134>.
- STECK, J.-F. 2006, « La rue africaine, territoire de l'informel? », *Flux*, (4), pp. 73–86.
- SUBRA, P. 2012, « La géopolitique, une ou plurielle? Place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », *Hérodote*, 146-147 (3). URL <http://www.cairn.info/revue-herodote-2012-3-page-45.htm>.
- SUZANNE, G. 2007, « Oujda ou l'arrière-pays de l'économie transméditerranéenne », *Espaces et sociétés*, 2007/1-2 (128-129), pp. 171–184.

- TARRIUS, A. 1987, « L'entrée dans la ville. Migrations maghrébines et recompositions des tissus urbains à Tunis et à Marseille », *Revue européenne de migrations internationales*, 3 (1-2), pp. 131-148.
- TARRIUS, A. 1992, *Les fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, L'Harmattan, Paris.
- TARRIUS, A. 1995, « Naissance d'une colonie : un comptoir commercial à Marseille », *Revue européenne de migrations internationales*, 11 (1), pp. 21-52.
- TARRIUS, A. 2002, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Balland, Paris.
- TARRIUS, A. 2008a, « La remontée des Suds. Migrations en réseaux, villes et territoires transnationaux dans les Bassins Est et Ouest méditerranéens », *L'Année sociologique*, 58 (1), pp. 71-94.
- TARRIUS, A. 2008b, « Migrations en réseaux et cohabitations urbaines aux bordures de l'Europe », *L'Année sociologique*, 58 (1), pp. 71-93.
- TARRIUS, A. 2010, « Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s », *Regards croisés sur l'économie*, 8 (2), pp. 63-70.
- TARRIUS, A. 2011, « Pauvres en migration, globalisation des économies et affaiblissement des modèles intégrateurs », 2011. URL <http://tempsresents.com/2011/03/16/alain-tarrius-pauvres-en-migration>.
- TARRIUS, A., J. COSTA-LASCOUX et M.-A. HILY. 2001, « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », *Revue européenne de migrations internationales*, 17 (2), pp. 37-61.
- TASTEVIN, Y.-P. 2012, *Autorickshaw : émergence et recompositions d'une filière entre l'Inde, l'Égypte et le Congo*, Thèse de doctorat en anthropologie, Ecole doctorale Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent, Nanterre, France.
- TASTEVIN, Y.-P. 2015, « The Indian auto rickshaw in Egypt : An ethnography of transnational trade connections », *Articulo - Journal of Urban Research*, (12). URL <http://articulo.revues.org/2872>.
- TASTEVIN, Y.-P. et O. PLIEZ. 2015, « La discrète filière de l'autorickshaw. Une ethnographie de la mondialisation », *Revue Française de Socio-Économie*, Hors-série (2), pp. 121-137.
- TELLES, V. 2012, « Illegalisms and the city of Sao Pãulo », dans *Globalization from below. The world's other economy*, sous la direction de G. Mathews, G. L. Ribeiro et C. Alba Vega, Routledge, Londres, Royaume-Uni, pp. 86-100.
- THOREZ, J. 2008, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale. Transformation post-soviétique et "mondialisation par le bas" », *Revue européenne des migrations internationales*, 24 (3), pp. 167-189.
- TRACHE, S. M. 2010, *Mobilités résidentielles et périurbanisation dans l'agglomération oranaise*, Thèse de doctorat en géographie, Université d'Es-Senia, Oran. URL http://catalogue.msh.univ-tours.fr/opac_css/index.php?lvl=notice_display&id=23523.

- TROIN, J.-F. 1975, *Les souks marocains. Marchés ruraux et organisations de l'espace dans la moitié nord du Maroc*, Edisud, Aix-en-Provence, France.
- TROIN, J.-F. 2008, « Souk », dans *Dictionnaire du commerce et de l'aménagement*, sous la direction de R.-P. Desse, A. Fournié, A. Gasnier, N. Lemarchand, A. Metton et J. Soumagne, Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- TROIN, J.-F. 2010, « Des souks ruraux marocains aux "shopping centers" du Golfe : lieux de commerce et mutations des sociétés », dans *Mondes et places du marché en Méditerranée. Formes sociales et spatiales de l'échange*, sous la direction de M. Peraldi et F. Mermier, Karthala, Paris, pp. 57–78.
- VERNIER, M.-F. 1995, « La captation de la rente arabe par l'Égypte », *Égypte/Monde arabe*, (21), pp. 19–30.
- VOLAIT, M. 1987, « Composition de la forme urbaine du Caire », *Peuples Méditerranéens*, (41-42), pp. 105–118.
- VOLAIT, M. 1988, « Le Caire : les problèmes de la croissance à la lumière du recensement de 1986 », *Espaces, Populations, Sociétés*, (2), pp. 213–225.
- VOLAIT, M. 2009, « La "belle Époque" : registres, rhétoriques et ressorts d'une invention patrimoniale », *Égypte/Monde arabe*, (5-6), pp. 33–68.
- WEBER, S. 2014, « Le retour au matériel en géographie. Travailler avec les objets. Une introduction », *Géographie et cultures*, (91-92), pp. 5–22.
- WEISS, D. et U. WURZEL. 1998, *Environnement économique et politique de transition vers l'économie de marché. L'Égypte*, Environnement économique et politique de transition vers l'économie de marché; Études du Centre de développement, OCDE, Paris.
- ZAKARIYA, M. 1984, « Complémentarité des espaces d'habitat et de travail dans la vieille ville du Caire », dans *Politiques urbaines dans le monde arabe*, sous la direction de J. Métral et G. Mutin, Maison de l'Orient Méditerranéen, Lyon, pp. 265–279.
- ZENEIDI, D. 2009, « Introduction. Où en est la rue face à la globalisation? », *Géographie et cultures*, (71), pp. 3–7.

Annexes

Sommaire

Annexe 1 "Will the Attaba fire pave the way for a central Cairo facelift?" . . .	377
Annexe 2 Le Caire, la ville ancienne	380
Annexe 3 Plan des rues de Médina J'dida	381
Annexe 4 Canevas d'entretien à destination des acteurs du commerce au Caire	382
Annexe 5 Schéma de l'administration locale en Égypte	385
Annexe 6 Cartes des monuments de valeur patrimoniale exceptionnelle dans la ville ancienne du Caire	386
Annexe 7 Loi n°144/2006	388
Annexe 8 Section 2 de la Loi 119/2008	395

Annexe 1 "Will the Attaba fire pave the way for a central Cairo facelift?"

Article publié par Heba Farouk Mahfouz, le 16 mai 2016, *Mada Masr*, en ligne : <http://www.madamasr.com/sections/politics/will-attaba-fire-pave-way-central-cairo-facelift>. Page consultée le 24 septembre 2016.

As survivors of a major fire in downtown Cairo last week take toll of the dramatic few days they lived with flames, smoke and ashes, they blame the government for a slow emergency response, and perhaps even more.

A huge fire broke out on Sunday, May 8, in one of Cairo's busiest marketplaces : Souq al-Attaba. At least three people died, at least 91 were injured and five commercial buildings were completely destroyed, state media reported.

The fire started on Sunday night close to a building that houses a hotel and a number of shops and storehouses, then spread to another four buildings, all of which were gutted by the blaze. It lasted for at least two days, local residents and shop owners told Mada Masr.

Area residents blamed the civil defense forces and the fire department for the spread of the fire. They say firefighters didn't arrive on the scene until an hour after the first building went up in flames, and no backup forces arrived until military firefighters showed up at 3 am.

"We tried to evacuate the hotel as soon as the fire started, until the civil firefighters came. They came an hour after the fire broke out, and had no backup," says a source from the Andalus Hotel, which was located in one of the destroyed buildings. "As soon as they emptied their water tanks, they stood there as helpless as we were. We had to wait for the military firefighters to come, as they have more developed tools."

An electrical short circuit may have ignited the blaze, Interior Ministry spokesperson Abu Bakr Abdul Karim said in a phone interview with the privately owned ONtv satellite channel. But residents and a number of shop owners affected by the fire believe it was a case of arson.

Sharaf Eddin, 50, is the doorman of one of the buildings that caught fire. He says the blaze began in a tent set up by a street vendor before spreading to the hotel building.

"In the blink of an eye, it spread to adjacent buildings, but the incomprehensible thing is that other buildings that were not close to it were set on fire, too. No matter how hard we tried to put the fires out, they raged more and more," he recalls.

In the aftermath, a number of shop owners and wholesale traders are still evacuating the very few things left out of their scorched shops, including Salah Elwy, a wholesaler and owner of a number of clothing storehouses that were destroyed in the incident.

"This is surely an arson attack, and it is not the first time it happens here," he claims. "Sunday is a day off at the market, and it is not as busy as any other day. [They] chose the timing very well. Just last week, also on a Sunday, the same thing happened in the same way, and it left Sednaoui [another shop] totally burned."

The fire that broke out a week before at midnight in the Sednaoui department store, considered a heritage building by the National Organization for Urban Harmony, left the build-

ding completely charred. No injuries or deaths were reported after the incident, according to residents.

The vast number of street vendors and sellers putting their goods on display in the streets hindered the work of the firefighters, residents say, and made it harder to reach the burning buildings, as they blocked the adjacent roads. Most of the goods sold by the vendors are made from oil and petroleum byproducts, which ignited the fire, some residents claim.

The government is studying the possibility of evacuating downtown marketplaces — including Attaba and Mosky, two of Cairo's largest markets, Cairo Deputy Governor Mohamed Ayman Abdel Tawab said in a phone interview with the privately owned TV channel Sada al-Balad a day after the fire broke out in Attaba. The plan is to evict street vendors from these areas and relocate them "in other, more open places where they can legally resume their commercial activities in a safer environment," he said.

"This will be to ensure the traffic flow in downtown Cairo, and to ensure tighter safety measures in the case of fire, to avoid what happened in Attaba last Sunday," Abdel Tawab added.

Elwy estimates he lost some LE2 million in the blaze, but he "demands nothing from officials but the restoration of the burned buildings," so that they can resume their work.

The officials "have to have mercy on us," Elwy argues. "We are thankful to them and we don't want to get into trouble with anyone, but they have to understand that we have stayed here for more than 20 years. We demand that they find us an alternative place to work until the restoration of these buildings is complete. It cannot be solved any other way."

The Andalus Hotel source puts the hotel's losses at an estimated LE5 million, including the cost of destroyed furniture, electrical devices and other items.

The area's municipal authority is collecting complaints from those affected by the fire, and has established a maximum compensation of LE5,000 for each shop owner, a source from the Cairo Social Solidarity Directorate told the privately owned Youm7 newspaper.

"We know for sure that even if the government promised to give us financial compensation, we are not going to get any, so it is better for us if they only restore the buildings," responds a wholesale trader who asked to remain anonymous. "We need to resume our work as soon as possible, especially since the holy month of Ramadan is approaching. We sell the most during Ramadan."

"I have lost merchandise that costs up to LE 350,000, but my loss is incomparable to those who have lost millions," he continues. "I cannot guarantee what could happen if they tore down the buildings that used to house our shops, claiming they are not strong enough, as we heard. But that is only going to cause more problems. We have lost enough already."

When Mada Masr arrived at the Attaba market area cordoned off by security forces last week, Central Security Forces were telling the residents that a committee of engineers had visited the area and confirmed that the scorched buildings would be demolished.

Yahya Shawkat, an urban developer and co-founder of 10Tooba, which conducts applied research on the built environment, explains that the Cairo Governorate's plan to evacuate

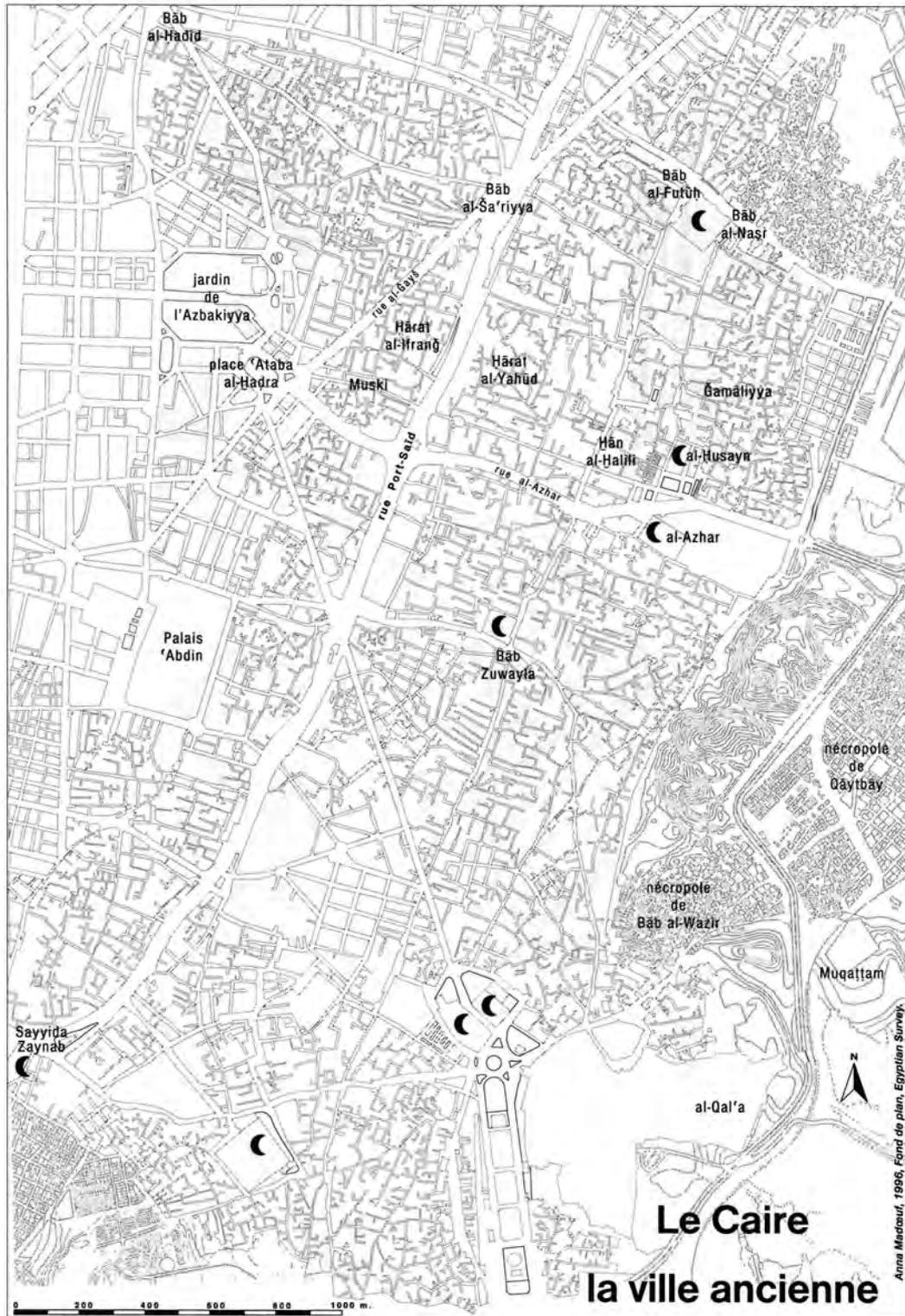
the capital's downtown areas from commercial activities started in 2008, with an aim to relocate most of its lower-class citizens and their associated commercial activities to other, less central areas. This led to the evacuation of a number of popular marketplaces and relocation of several factories over the past eight years.

"The governorate will surely make use of the fire and its consequences to conduct its plan and evacuate the area. However, it is not clear what it plans to do with it, or whether it will change its commercial nature or not. This will rather be determined by the area's new commercial value," says Shawkat.

"If the authorities decide to destroy the damaged buildings instead of restoring them, it might put them in direct conflict with the wholesale traders and shop owners affected by the fire," Shawkat continues. "While street vendors are more flexible and can relocate without losing capital or ground, shop owners and wholesale traders who rent or own flats in the affected buildings will have to pay millions to buy new merchandise, rent flats in alternative areas with higher prices compared to what they used to pay in Attaba for more than 20 years, and relocate to start establishing their commercial names in a new place from scratch."

Annexe 2 Le Caire, la ville ancienne

CARTE A.1 – Le Caire, la ville ancienne. Source : (DENOIX et al., 1999, 171)



Annexe 4 Canevas d'entretien à destination des acteurs du commerce au Caire : commerçants, vendeurs de rue, clientèle

Remarque : les questions posées ci-dessous étaient plutôt un guide. Nous avons procédé la plupart du temps sous la forme d'entretiens semi-ouverts, permettant de glaner les informations nécessaires tout en laissant une grande part d'initiative à l'interlocuteur et une liberté dans la conversation. Ce canevas a été donné à nos traductrices lors du terrain de 2013 pour qu'elles comprennent les enjeux de nos questions.

Avec les vendeurs de rue

Depuis combien de temps travaillent-ils dans le quartier? S'installent-ils toujours à la même place? Travaillent-ils dans d'autres quartiers du Caire et pourquoi (quelle que soit leur réponse)? Quels sont leurs horaires de travail? Quand le quartier est-il le plus animé et le plus fréquenté : dans la journée? Dans la semaine?

Comment choisissent-ils leur emplacement (habitude, négociation avec les commerçants devant chez qui ils s'installent)? Doivent-ils payer une taxe à quelqu'un (police, commerçants installés dans les boutiques) ou pas du tout?

Les faire parler de l'avant 2011, pour savoir si leurs pratiques de vente ont changé (en termes d'emplacement, de type de produits vendus, de prix, de problèmes récurrents ou pas avec la police).

Vendent-ils toujours le même type de marchandises, ou s'adaptent-ils à la demande des clients? Est-ce que cela dépend également des produits qu'on leur propose?

Où et à qui achètent-ils leurs produits? Dans le quartier ou ailleurs? Si dans le quartier, où précisément? Est-ce qu'ils sont fidèles à une personne en particulier ou pas du tout? Savent-ils quels jours ont lieu les livraisons de marchandises dans le quartier?

Où laissent-ils leur table et leurs marchandises à la fin de leur journée de travail?

Les faire parler de l'organisation du quartier : qu'en est-il de l'entretien, est-ce qu'ils payent pour le nettoyage des rues, est-ce qu'ils payent pour la sécurité et un service privé la nuit, est-ce qu'il y a un « sheikh as-suq » qu'on rémunère pour organiser la gestion des rues.

Comment vont les affaires? Est-ce que ça paye suffisamment? Difficultés? Qu'en est-il de leur clientèle? Qu'est-ce que demandent les clients comme biens, et quels sont les critères?

Poser des questions sur leur histoire personnelle, pour savoir comment ils en sont venus à faire du commerce de rue : ont-ils fait des études? Est-ce que leur père ou leur quelqu'un de leur famille était aussi vendeur de rue? Depuis combien de temps pratiquent-ils cette activité? Est-ce qu'ils travaillent le dimanche alors que les boutiques sont fermées? Si oui, pourquoi? Est-ce que les clients viennent quand même ce premier jour de la semaine?

Avec les patrons ou les gérants de commerces

Avoir des informations sur l'histoire familiale

Sont-ils issus d'une famille de commerçants? Leur père était-il l'ancien propriétaire de la boutique? Quand a-t-il commencé à travailler ici? La famille est-elle originaire du quartier? Depuis quand le patron/gérant travaille-t-il dans la boutique?

Informations sur les filières d'approvisionnement (amont)

Font-ils de l'importation? Si oui, de quels pays? Pourquoi ce pays? Se rendent-ils dans le pays régulièrement ou travaillent-ils avec des intermédiaires là-bas? S'ils se font livrer en Égypte, quels ports utilisent-ils (Alexandrie, Port Saïd, Damiette?) et pourquoi ces ports-là? Est-ce qu'ils ont changé par rapport à l'année dernière ou par rapport à la période d'avant la révolution?

Si non, achètent-ils à des grossistes? Où se trouvent ces grossistes : dans le quartier ou ailleurs en Égypte (ex. Port Saïd ou Alexandrie)? Achètent-ils à plusieurs grossistes ou un seul? Achètent-ils des produits *made in Egypt* à des ateliers de confection ou des usines? Si oui, où sont-ils situés, dans le quartier, au Caire ou en Égypte? En sont-ils les propriétaires ou seulement les clients? Pourquoi choisir ces produits plutôt que des produits d'importation?

Transport et stockage de la marchandise

La boutique dans laquelle ils travaillent contient-elle toutes leurs marchandises, ou ont-ils des entrepôts ailleurs pour cela? Où? En sont-ils propriétaires ou non? À quel prix les louent-ils? Pourquoi avoir choisi d'être proche ou loin du quartier? Font-ils appel à une société de transport pour leurs marchandises? Quels sont les jours (et les moments de la journée ou de la soirée) de livraison? Est-ce les mêmes que ceux du reste du quartier?

Information sur la vente (aval)

Vente en gros, au détail, les deux? Quels sont leurs clients? Est-ce qu'ils vendent seulement au Caire ou également ailleurs en Égypte? Si c'est le cas, où en Égypte?

Les faire parler de l'évolution de leur niveau d'affaires cette année, depuis la révolution, et avant la révolution.

Combien de vendeurs ou de collaborateurs travaillent avec eux dans la boutique et à l'entrepôt? Travaillent-ils en famille?

Information sur le bâtiment où se trouve la boutique

Quand a-t-il été construit? Est-ce qu'ils en sont propriétaires ou locataires? Peuvent-ils me dire combien ils payent pour la boutique (loyer)? Sont-ils propriétaires d'autres boutiques dans le quartier, si oui, combien font-ils payer la location de ces boutiques?

S'il s'agit d'un centre commercial neuf, qu'y avait-il avant à cet endroit? Quand a été construit le nouvel immeuble de commerce, qui en est le propriétaire? Pourquoi avoir détruit l'ancien bâtiment? Est-ce que c'était un bâtiment qui avait été inscrit sur la liste des bâtiments protégés? Essayer d'avoir des informations sur le processus administratif

qui leur a permis de faire construire ces bâtiments.

Question de la gestion du quartier

Est-ce toujours un quartier sûr? Qu'en est-il de la sécurité : présence de la police ou sécurité privée payée par les commerçants? Qu'en est-il de la propreté des rues? S'ils utilisent la rue et le trottoir devant chez eux comme espaces de présentation de la marchandise pour les clients, est-ce qu'ils n'ont pas de souci avec la police?

Que pensent-ils des vendeurs de rue qui travaillent devant chez eux ou dans le quartier en général? Est-ce qu'ils travaillent avec eux de temps en temps, ou est-ce qu'ils leur vendent des produits? Autrement dit, quelle relation ils ont avec eux?

Connaissent-ils les anciens représentants élus du conseil populaire local du quartier?

Avec la clientèle

Viennent-ils dans cette rue/dans ce quartier régulièrement? À quelle fréquence? Viennent-ils ici depuis longtemps? Si oui, ont-ils vus des changements dans le marché?

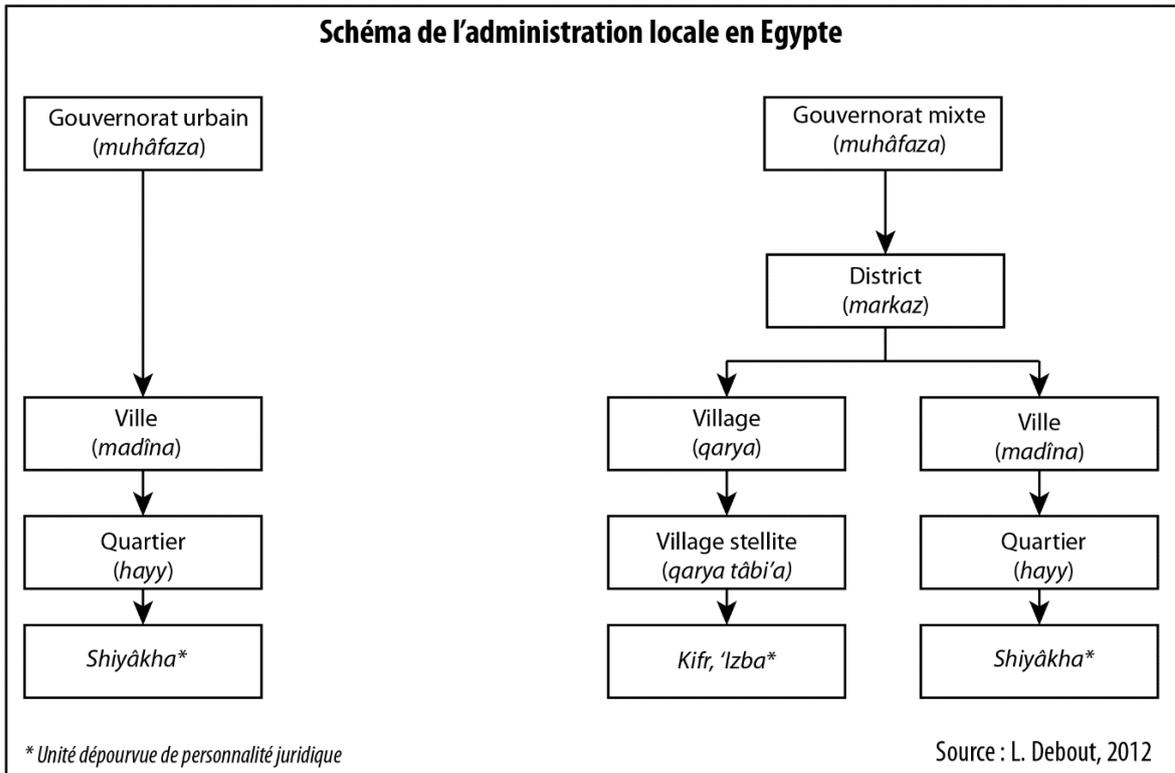
Qu'y achètent-ils, et pourquoi ici précisément? Viendraient-ils acheter ici ce dont a besoin une femme pour se marier? Pourquoi?

Que pensent-ils de la qualité des produits proposés? De leurs prix? De l'ambiance du marché depuis 2011? De la sécurité?

Vont-ils faire leur shopping dans d'autres quartiers du Caire? Lesquels? Pourquoi?

Annexe 5 Schéma de l'administration locale en Égypte

SCHÉMA A.1 – Schéma de l'administration locale en Égypte. Source : (DEBOUT, 2012, 82)



Annexe 6 Cartes des monuments de valeur patrimoniale exceptionnelle dans la ville ancienne du Caire³⁶

CARTE A.3 – Carte des monuments de valeur patrimoniale exceptionnelle dans la ville ancienne du Caire. Partie nord de la ville ancienne : le noyau fatimide (la Qaşaba) et la zone Clot Bey



36. Source : UNESCO, *Urban Regeneration of Historic Cairo*. <http://www.urhproject.org/VisitorMap> page consultée le 21 juillet 2016.

CARTE A.4 – Carte des monuments de valeur patrimoniale exceptionnelle dans la ville ancienne du Caire. Partie sud de la ville ancienne autour de la Citadelle : les quartiers al-Darb al-Aḥmar et Sayyeda Zeinab



Annexe 7 Loi n°144/2006 "On the Regulation of the Demolition of Unthreatened Buildings and Constructions and the Conservation of the Architectural Heritage"

LAW No.144 OF YEAR 2006

**On the Regulation of the Demolition of Unthreatened Buildings and Constructions
and the Conservation of the Architectural Heritage**

In the name of the people

The President of the Republic

The Parliament has ordained the following, and we have issued it:

Article 1

Without prejudice to the provisions of Law no.49 of year 1977 on the leasing and selling of places and the regulation of the relationship between the tenant and landlord and the Law on the protection of antiquities issued by law 117 of year 1983, the decrees of this law shall apply to the unthreatened buildings and structures as well as the buildings and structures referred to in clause 1 of article 2 of this Law regardless of location and ownership.

Article 2

It is prohibited to issue permits for the demolition or addition to buildings and structures of outstanding architectural style that are associated with the national history or a historic personality, that represent a historic era or that are considered a tourist attraction the foregoing shall be implemented without breaching any legal compensation.

It is prohibited to demolish or attempt to demolish except that without a permit issued in accordance with the decrees of this law

The Prime Minister shall issue a decree with the standards and specifications of the buildings and structures referred to in clause 1 in accordance with the proposal of the Minister concerned with Cultural Affairs in accordance with the other concerned Ministers and upon approval of the Ministers' cabinet

A decree shall be issued by the Prime Minister for the identification of these buildings and structures

The indemnity referred to in clause 1 shall be decided and in case of expropriation of a building or structure, a committee shall be formed by a

decision from the Minister concerned with housing matters. In either case the remuneration may be in kind as per the owner's request

For those concerned, a petition of the committee's decree can be filed within 60 days of the reporting by a recommended letter with acknowledgement of receipt to a committee formed by a decision from the Prime Minister and that includes representatives of the Ministries and concerned bodies.

Article 3

The State shall initiate at any time and on its own expenses and after having informed the landlord and occupants the necessary works for the consolidation, restoration and maintenance of buildings and structures that are protected from demolition and that are referred to in clause 1 of article 2 of this Law. The foregoing shall be implemented pursuant to the provisions of this Law.

Article 4

A permanent committee or more shall be formed in each governorate by a decision from the Governor by the following:

- A representative of the Ministry of Culture chosen by the Minister of Culture and who shall preside the committee
- A representative of the Ministry of Housing, Infrastructure and Urban Development chosen by the concerned Minister of Housing matters
- Two representing the Governorate
- Five members from the teaching organism of the universities that are specialized in the fields of architectural engineering, structural engineering, antiquities, history, chosen by the concerned university presidents as per the request of the concerned governor

The committee shall survey the buildings and structures referred to in clause 1 of article 2 of this Law and shall revise this survey on a regular basis

The concerned Governor shall elevate the committee's decisions to the Prime Minister

The executive regulations of this law shall indicate the means by which the committee shall perform its works, the rules it shall comply with, and its registries with its listed data.

Article 5

The concerned parties are notified by a recommended letter with acknowledgement of receipt of the final decision of the committee referred to in article 4 of this Law upon approval of the Prime Minister.

They may petition these decisions in front of the committee referred to in the last clause of Article 2 within one month from receiving the notification, and after having paid a fee that shall not exceed 100 pounds and that may be increased yearly by a maximum of 5%. The petition shall be looked into within 60 days of its presentation.

The executing regulation of this Law shall indicate the procedures of the appeal investigation and the category of fees.

Article 6

The building owner or his legal representative shall present a request for a demolition permit to the Administrative concerned body, signed by himself and a syndic engineer (architect or civil). The foregoing shall be implemented pursuant to the procedures of the executive regulations of this Law. Documents, declarations and forms set out in this regulation shall be appended to this request.

The applicant for the permit shall pay an inspection and issuance fee that shall not exceed one thousand pounds and that may be increased annually by a maximum of 5%. The executive regulation of this law sets out the category of fees.

Article 7

The concerned administrative body shall issue its decree motivating in the request within 30 days of its presentation date.

The decision of the administrative concerned body shall be approved by the concerned Governor within fifteen days of its issuing date. In case of objection, the concerned party shall write recommended letter with acknowledgement of receipt within fifteen days of its notification. The matter shall be transmitted by the Governor within another fifteen days to

the Minister concerned of Housing who shall issue his decision within 30 days from its date of referral. His decree for that matter shall be final.

The administrative concerned body shall issue the permit in accordance to the executive regulations of this law.

Article 8

Taking into account the provisions of the Syndicate of Engineers' Law, the owner who holds the demolition permit or his legal representative shall undertake to assign a syndic architect or engineer to supervise the execution of the permitted demolition works during the complete duration of execution.

Demolition works may begin two weeks after notifying the administrative concerned organism.

The executing contractor and the supervising engineer are to be duly responsible of this execution. The executive regulations of this law shall set out the conditions where the engagement of another syndic engineer of a necessary specialization may occur, the conditions to be met by the executing contractor pursuant to the type of permitted demolition works as well as the regulation of the cases that require the formation of a committee for the inspection works and the work system of these committees.

Article 9

In case of commencement, the permitted demolition works shall finish within a year of their start date. In case this duration is exceeded, the administrative concerned organism shall end these works by itself or by their assigned representative the violator shall bare all the expenses which shall be collected from him by means of administrative retention.

In any case, the permit shall expire in one year of its issuance if the permitted works have not begun.

Article 10

The supervising engineer and the executing contractor shall cooperate by taking the necessary procedures and precautions for the protection of the environment and the protection and safety of the involved personnel, the neighbors, the passers-by, the properties, the streets and alleys and any underground and above ground equipment, infrastructure, structure or other in accordance with the executive regulation of this Law regarding that matter

Article 11

The heads of towns, cities and neighborhoods and the engineers responsible for the regulatory works in the administrative units shall have the status of judicial police as well as other engineers and specialized employees that are assigned by a decision from the Minister of Justice in agreement with the Minister concerned of local administration affairs. The foregoing shall be implemented in proving the violations of the provisions of this law and its executive regulation and to take the necessary action regarding them.

The concerned governor or his delegate shall issue a decision to stop demolition works that are unauthorized or not in accordance with the provisions of this Law.

The administrative concerned body shall execute this decision upon its issuing and take the necessary actions to prohibit the carrying out of the demolition works and to inform the concerned parties of this decision by recommended mail with acknowledgement of receipt. It shall confiscate the tools used in the commission of the violation for a duration that shall not exceed fifteen days unless otherwise ordered by the public prosecutor and with the condition of not harming the rights of others.

Article 12

Without prejudice to any more severe penalty provided for by any other law, he who has demolished partly or fully a building or structure referred to in clause 1 of article 2 of this law shall be sentenced to prison for a duration not less than one year and not more than five years with a fine not less than 100'000 (one hundred thousand) pounds and not more than 5'000'000 (five million) pounds. If the act is stopped at the attempt the judge may decide one of those two punishments.

The land on which stood the building or structure referred to in the preceding clause shall not be built upon for a duration of 15 years unless within the original conditions of height and surface or less

The convicted engineer or contractor shall be disbarred from the Syndicate of Engineers or the Egyptian Union of the Construction and Building Contractors according to situations and for duration of no more than two years. In case of recidivism the disbarment shall be not less than two years and no more than five years.

A prison sentence and a fine of not less than 20'000 (twenty thousand) pounds and not more than 1'000'000 (one million) pounds shall apply to whoever has demolished or pursued the demolition of a building or structure in reference to the provisions of clause 2 of article 2 of this Law and to all who has violated the provisions of articles 2 and 10 and clause 2 of this article.

All who have violated the provisions of article 9 of this law shall be fined a fine not less than fifty pounds and not more than one hundred pounds for each day that beyond the duration referred to in this article.

In all cases the violating works shall be discontinued and the provision shall be published in two daily widespread newspapers on the convict's expenses; the Syndicate of Engineers and the Egyptian Union of the Construction and Building Contractors shall be informed of the disbarment.

Article 13

Without prejudice to any more severe penalty provided for by the penitential law or any other law, every concerned public official who has intentionally hindered his professional duties which has lead to the occurrence of one of the crimes set forth in this law and the taking of the necessary legal actions shall be sentenced to prison and a fine of not less than ten thousand pounds (10'000) pounds and not more than one hundred thousand (100'000) pounds. In addition to ordering a job disqualification for a period equal to the imprisonment period.

Article 14

The concerned minister of housing matters shall issue the executive regulation of this Law within three months of its working date. Until the issuing of this regulation work shall proceed as per the existing decrees and regulations without prejudice to its provisions.

Article 15

The provisions of this Law shall apply to the requests for demolition permits which were not resolved until the date it came into force.

Article 16

Law n.178 of year 1961 on the regulation of buildings demolition shall be cancelled as well as any provision that contradicts the provisions of this Law.

Article 17

This Law shall be published in the Official Gazette and shall be executed the second day of its publishing.

This law shall be stamped with the seal of the State and be executed as one of its laws.

Issued by the Head of the State on the 15th of July 2006

Hosni Mubarak

Annexe 8 Section 2 de la Loi 119/2008 "Urban Law" : "Urban Harmony"

Official Gazette- issue 19 bis (a) on 11 May 2008

Section 2 of Law 119 for the year 2008

Urban Harmony

(Chapter 1)

Regulating Urban Harmony Works

Article 26

The provisions of this section shall apply to the cities, in compliance with the provisions of the Local Administration Law n.43 of year 1979, and to touristic areas, and new urban communities, and areas and buildings of outstanding value in areas that shall be defined by means of a decree of the Supreme Council of Urban Planning and Development pursuant to a proposal by the Minister concerned with housing in agreement with the Minister concerned with local development and the Minister concerned with Cultural Affairs.

Article 27

In implementing the provisions of this section and its executing decisions, the following words and expressions shall have the meaning opposite as follows:

The Organization: the National Organization for Urban Harmony established by the President of the Arab Republic of Egypt's decree no.37 of year 2001.

The Concerned Minister: the Minister concerned with the Cultural Affairs.

The Urban Harmony: works that achieve the aesthetic and urban values of buildings' exteriors and urban and historical spaces, and the principles of the visual fabric in all urban areas of the State and the architectural and urban typology while conserving the sites and elements of the natural environment.

The Architectural Typology: a set of common features characterizing the buildings' elevations (facades) in a particular place, making the buildings special and unique.

The Urban Typology: a set of common features characterizing groups of buildings and urban fabric, and the surrounding nature and the common uses in a particular place.

The Urban Harmony Guide: the booklet issued by the National Organization for Urban Harmony that includes the scientific terminology, rules and principles of Urban Harmony and their implementation in a particular field.

The Urban Fabric: the relationship between the open spaces and the built structures.

The Open Spaces: vacant areas within a built environment that are surrounded by building facades, walls or trees.

Buildings of Outstanding Value: (that are not subject to the Antiquities Law no.117 of year 1983): buildings and structures of outstanding architectural style that are associated with a specific historic era or an artistic value that is reflected in the way they were built, their building styles and types, their functions, or associated with a rare craft, or their relation to a historic personality, or associated to important national or religious incidents.

Areas of Outstanding Value: areas that are characterized by the wealth of their features, be it heritage, architectural, urban, symbolic, aesthetic, or natural values and that need to be dealt with as a whole in order to conserve them.

The Advertisement: any instrument or painting made from any material for the purpose of publishing and displaying by being visible from roads and open spaces.

Projects of Site Harmonization: works that are placed, fixed, built or planted on the roads, squares, streets, gardens and public spaces, or on their sides for functional or aesthetic purposes such as lamp posts, benches, garbage bins, fountains, trees, plants, advertisements and signboards.

Article 28

The National Organization for Urban Harmony is headquartered in Cairo and shall have a local office in each locality subordinated to it and carrying out its duties in that locality. Other subordinate branches and offices may be established by a decision from the president of the Organization in the capital cities of the governorates and in areas which may be considered as cities, and in touristic areas, in new urban communities, and in Areas of Outstanding Value throughout the Republic.

Article 29

The Organization shall fulfill the goals of the urban harmony stipulated in the decree of the President of the Arab Republic of Egypt no. 37 of year 2001 and it shall in particular:

- a. Draw up of the general policy of Urban Harmony; lay out detailed and executive plans and programs in coordination with the concerned bodies. The Supreme Council of Urban Planning and Development shall approve the general policies and plans in accordance with the procedures set out in the executive regulations of this Law.
- b. Suggest and opine on the proposals of organizational laws, regulations and decisions pertaining to Urban Harmony
- c. Set up principles, norms and standards for the works of Urban Harmony that shall be approved by the Supreme Council of Urban Planning and Development. The concerned administrative bodies shall comply with them when issuing permits for works relating to Urban Harmony. The foregoing shall be implemented pursuant to the provisions of this law and its executive regulations and the condition requirements for the issuing of the permits.
- d. The carrying out of researches and studies in the field of Urban Harmony
- e. The coordination with the concerned bodies to guarantee the implementation of the regulations in order to fulfill the Urban Harmony's goals.

Article 30

The Organization may draw up an urban harmony project for the development and improvement of specific areas, supervise its execution and to be compensated a consideration for this work that shall be determined by the board of directors and in accordance with the organization carrying out the project. The reward shall be added to the organization's resources.

Article 31

The organization shall put together a registry to register consultancy offices and experts in the field of Urban Harmony in coordination with the concerned syndicates. The Executive Regulations of this Law shall set out the terms and conditions of registration, removal and cancellation from the registry.

(Chapter 2)**Areas of Outstanding Value****Article 32**

The Organization sets up rules and conditions of conservation of areas, buildings and structures of Outstanding Value. The Supreme Council of Urban Planning and Development shall issue a decree with these rules. The concerned bodies shall comply with these rules whenever they undertake works in one of these areas, buildings or structures.

Article 33

Areas of Outstanding Values shall be defined pursuant to a recommendation from the Organization in accordance with the norms and standards that are set for their conservation. A decree shall be issued by the Supreme Council of Urban Planning and Development.

It is prohibited to, permanently or temporarily, build, adjust, elevate, or restore any building, project, fixed or movable structure, encumber, move or displace of architectural features, statues, sculptures, ornaments from public spaces in areas referred to in the preceding article without obtaining the prior approval of a the Administrative Concerned Body. The Supreme Council of Urban Planning and Development may require the approval of the National Organization for Urban Harmony for certain areas that are determined by decree.

Article 34

The Organization shall prepare pilot projects for the buildings and areas of value and the natural and urban sites; and it shall initiate necessary works for the protection of their values including adjustments, improvement, restoration and consolidation; it shall also specify the best means for their utilization. This shall be done on the organization's expenses or in coordination with governmental organizations and non-governmental organizations.

Article 35

The Organization may propose the expropriation of some Buildings of Outstanding Value, or parts of it for public benefit and preservation in accordance with the provisions of Law no. 10 of year 1990 on the expropriation of real estate ownership for public benefit. A decree of expropriation shall be issued by the Supreme Council of Urban Planning and Development and an indemnity of expropriation shall be decided according to the provisions of Law n.144 of year 2006 on the regulation concerning the demolition of buildings and unthreatened structures.

The Organization shall request the removal of any building violations in Areas of Outstanding Value for their protection; this shall be done on the violator's expenses.

(Chapter 3)

Advertisements and Signboards

Article 36

Subject to the provisions of Law n.66 of year 1956 on the organization the advertisements, the Organization shall set up norms and principles for the advertisements and signboards, their location, their type, their size and their surface area and for which a decision shall be issued by the Supreme Council of Urban Planning and Development in accordance with the terms of the executive regulations of this Law. The local administrations and concerned bodies shall observe them when issuing permits.

Article 37

It is prohibited to permit the installation of any advertisement, signboard, poster, or publicity, whether written or in drawing, or by any other means that breach the principles and norms referred to in the preceding article in the following places:

1. Open spaces, streets and squares, or on buildings, bus stops, stations, and public transport means whether in cities or villages
2. On rooftops and facades of historic buildings, buildings, structures and gardens of Outstanding value
3. The urban surroundings of historic buildings, buildings and structures of Outstanding Value
4. Historic areas and areas of Outstanding Value and the nature reserves and protected areas
5. Above and on facades of public buildings, their parts and walls
6. The memorials, statues and fountains
7. Above bridges and tunnel entrances and highways
8. The visual angles in the axis of historic features, buildings and structures of Outstanding Value
9. Places and traffic hubs which are issued a decree by the Concerned Governor after consulting with the governorate's local council

Glossaire

Les termes empruntés à l'arabe algérien (*al-djazā'iriyya*) et se rapportant au contexte algérien sont indiqués par l'abréviation (alg.); ceux empruntés à l'arabe égyptien (*al-'amiyya*) et se rapportant au contexte égyptien sont indiqués par l'abréviation (ég.).

'abaya : vêtement pour femme en général de couleur noir, couvrant la tête et tout le corps, originaire d'Arabie Saoudite.

'abd : esclave; de « *'abīd* » qui signifie « noir » mais aussi « serf ».

'ashwa'iyāt : (ég.) terme apparu dans le dialecte égyptien dans les années 1990 pour désigner l'ensemble des portions d'espace urbain n'ayant pas été aménagées par les pouvoirs publics, soit les périphéries d'habitat informel. Pour en savoir plus, consulter le glossaire publié par le Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ), en ligne : <http://www.cedej-eg.org/spip.php?article641> page consultée le 16 juillet 2016.

'atfa : ruelle

bāb : porte

baladī : (ég.) (trop) populaire, « du pays »

baladiyya : municipalité

balṭaḡiyya : forme plurielle de « *balṭaḡī* ». Le « *balṭaḡī* » est le voyou qui incarne une menace pour l'ordre public, synonyme de « professionnel du crime ». « *C'est comme cela par exemple que sont appelés les agents habillés en civil, utilisés et embauchés ponctuellement pour attaquer les manifestations et intimider ceux et celles que le pouvoir leur désigne* ». Source : CEDEJ, <http://egrev.hypotheses.org/1237> page consultée le 27 juillet 2016

birka : dépression humide

būfih : (ég.) du français « buffet », désigne une sorte de « café-placard », un meuble placé dans une rue, le long d'un mur, fermé à clé et disposant à l'intérieur de tout le nécessaire pour faire le thé et le café.

charetta : (alg.) charriot à bras servant à livrer les marchandises dans les ruelles commerciales les plus étroites

darb (ég.) ou **derb** (alg.) : allée, quartier

dayra (ou **daïra**) : subdivision de la wilaya dans l'administration territoriale algérienne

qui regroupe plusieurs communes

dukkān (au pl. *dakkākīn*) : boutique, magasin

fānūs (au pl. *fawānīs*) : lampes de fer blanc allumées dans les rues et aux fenêtres durant le mois de Ramadan en Égypte.

fundūq : (ég.) caravansérail (nom donné jusqu'à l'époque ottomane) ; hôtel

galabeya : (ég.) équivalent égyptien de « djellaba », robe populaire portée par les hommes et les femmes par-dessus leurs vêtements. En Égypte, ce vêtement est souvent le signe d'une origine populaire et/ou provinciale (notamment rurale).

ḥāra ḥārat (au pl., *ḥārāt*) : (ég.) quartier de résidence et par extension, la ruelle desservant le quartier.

ḥājj (alg.) ou **ḥāgg** (ég.) : titre religieux donné à celui qui a fait le pèlerinage à la Mecque. Au féminin : **ḥājja/ḥāgga**.

harraga : (alg.) « brûleur de frontière », autrement dit passeur de frontière, qui pratique la contrebande

ḥāyy : (au pl., *aḥya'*) quartier ; (ég.) district urbain, subdivision administrative du gouvernorat urbain

hidjab : voile couvrant uniquement les cheveux et le cou

hittiste : (alg.) de l'arabe « *hiṭṭ* », « mur », littéralement « ceux qui tiennent le mur » ; dans le langage courant, cette expression désigne les jeunes gens désœuvrés, adossés à un mur et qui regardent les gens passer

Infitah : en Égypte, politique de libéralisation économique qui modifie en profondeur les conditions économiques du pays, mise en place sous le règne du président Anouar al-Sadate

khān : caravansérail

khawaga : (ég.) étranger

koshk : (ég.) vient du mot turc ou persan *kiosk*. Equipement de vente de rue : « petites « cabanes », entièrement autonomes sur le plan architectural, en bois la plupart du temps, tolérées ou enregistrées mais dans les deux cas soumise à des patentes ou taxes ». Source : (IRETON, 2006).

madīna : ville ; ce terme désigne dans le contexte des villes maghrébines la partie ancienne d'une ville, par opposition aux quartiers modernes de type européen

mafrushāt : linge de maison

maḥalla (au pl., *maḥallāt*) : boutique, magasin

maḥalliyāt : (ég.) administration locale

markaz tugarī/tujarī : centre commercial

markaz : centre

midān : (ég.) place

moudjahid : en Algérie, ancien combattant ayant participé à la guerre de libération contre la France. Ce statut donne de très nombreux droits à ces individus et à leurs descendants en termes notamment de protection sociale, de droit à la retraite, de droit au logement, d'exonération des droits de douane pour l'achat de voiture à l'étranger ou encore l'accès à la terre agricole.

muhāfazā : région administrative ; en Égypte, « gouvernorat »

mulīd (au pl. **mawālid**) : fête de la naissance, en général du Prophète Mohamed. En Égypte, on fête également la naissance de Hussein, petit-fils de Mohamed, et de Fatima, la fille du Prophète

Qaṣaba : au Caire, désigne la rue principale de la ville médiévale, actuelle rue al-Mu'izz li-Din Allah, qui traverse la vieille ville du nord au sud

qism (au pl., **aqsām**, francisé en **qism-s**) : district urbain (division administrative dans le contexte égyptien)

rab' : immeubles d'habitat collectif plutôt populaire

sha'bi : populaire ; sens péjoratif en arabe égyptien

sharkat al-tuḡarī : centre commercial

sharkat al-istīrād wa al-taṣdīr : entreprise d'import-export

shāri' : rue principale

shiyākha (au pl., **shiyākhāt**) : échelon administratif inférieur au **qism** dans le contexte égyptien, secteur urbain.

trabendo : (alg.) terme issu de l'espagnol *contrabando* et qui désigne un ensemble de pratiques liées à la contrebande transfrontalière

wakāla (ou wikāla) : caravansérail. Bâtiment à vocation commerciale qui assure des revenus à un waqf, organisé en général avec, au rez-de-chaussée, des magasins permettant l'entreposage des marchandises, et à l'étage des cellules destinées au logement ou à l'artisanat

waqf (au pl., **awqāf**, francisé en **waqf-s**) : fondation pieuse dont les revenus sont attribués à l'entretien d'une mosquée, d'une fontaine, etc.

wali : (alg.) gouverneur d'une wilaya

wilaya (au pl., **wilayāt**, francisé en **wilaya-s**) : (alg.) région administrative

Wuṣṭ al-Balad : le centre-ville khédivial au Caire, appelé également *Downtown*

Liste des sigles

Les sigles sont suivis d'un (E) lorsqu'ils se réfèrent à l'Égypte et d'un (A) pour l'Algérie.

APC : assemblée populaire communale (A)

APW : assemblée populaire de la wilaya (A)

CAPMAS : *Central Agency for Public Mobilization and Statistics* (E) Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques, organisme de la statistique égyptienne

CEDEJ : Centre d'étude et de documentation économiques, juridiques et sociales (E)

COS : coefficient d'occupation des sols (A)

DA : dinar algérien

DAE : division des affaires économiques (A)

DUC : direction de l'urbanisme et de la construction (A)

EGP : *Egyptian Pound* (livre égyptienne)

GOPP : *General Organization for Physical Planning* (E), organe chargé de la planification et de l'aménagement du territoire égyptien

IRD : Institut de recherche pour le développement

NOUH : *National Agency for Urban Harmony* (Agence nationale pour l'harmonie urbaine) (E)

PDAU : plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (A)

POS : plan d'occupation des sols (A)

PUD : plan d'urbanisme directeur (A)

SCA : *Supreme Council of Antiquities* (Conseil supérieur des antiquités) (E)

SCUPD : *Supreme Council for Urban Planning and Development* (Conseil supérieur pour la planification et le développement urbains) (E)

TOL : taux d'occupation du logement

UNESCO : *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)

URHC : *Urban Regeneration of Historic Cairo* (projet de réhabilitation du Caire historique) (E)

Liste des photographies

3.1	Les ruelles au Mūsķī et à Médina J'dida lors de la fermeture des commerces	125
3.2	Les stands des vendeurs de rue autour du marché Sidi Okba	128
3.3	Des signes attestant de logements habités à Médina J'dida et au Mūsķī . . .	133
3.4	Ambiances nocturnes à Médina J'dida	135
3.5	Médina J'dida, une centralité pour les migrants originaires d'Afrique subsaharienne	137
4.1	Les rues Port-Saïd, al-Būsta et al-Ġaysh, axes d'entrée nord-sud dans le quartier commerçant pour les flux de véhicules	149
4.2	La rue al-Mūsķī et la rue al-Azhar, polarités commerciales du quartier	151
4.3	La place Tahtaha, au cœur de Médina J'dida	155
4.4	Les rues les plus denses et animées du Caire et d'Oran : produits et clients encombrent la chaussée	159
4.5	Vente d'articles religieux, pour certains <i>made in China</i> , autour de la mosquée al-Husseïn au Caire	165
4.6	De la pâtisserie aux produits de fête et au luminaire <i>made in China</i>	171
4.7	Les ruelles de la portion de la ħārat al-Ifrang autrefois spécialisée dans le papier et le carton laissent place de plus en plus aux commerces de gros de vêtements pour homme	173
4.8	Le boulevard Houha Mohamed, ancien espace du commerce alimentaire de gros, accueille aujourd'hui des grossistes spécialisés dans les produits pour la personne ou la maison	181
4.9	Une ancienne alimentation générale transformée en magasin de jouets vendus en gros	183
5.1	Les noms des centres commerciaux, marqueurs des étapes commerciales de la mondialisation par le bas à Médina J'dida et au Mūsķī	195

5.2	Agencement intérieur des boutiques dans les centres commerciaux de Médina J'dida et du Mūsķī	197
5.3	Les articles <i>made in China</i> pour la Saint-Valentin dans la ḥārat al-Yahūd	202
5.4	Les lanternes de ramadan <i>made in China</i> dans la ḥārat al-Yahūd, Le Caire	206
6.1	Des immeubles dans un état de dégradation avancé, voire très avancé à Médina J'dida	227
6.2	Des immeubles anciens dans un état de dégradation avancé, voire très avancé au Mūsķī	228
6.3	Au Mūsķī, les devantures rénovées des locaux commerciaux contrastent fortement avec le bâti existant	234
6.4	Façades rénovées de boutiques et centres commerciaux à Médina J'dida	235
6.5	Centres commerciaux récents ou en construction dans les rues du Mūsķī	237
6.6	Centres commerciaux récents ou en construction à Médina J'dida	238
6.7	Des chantiers de construction au Mūsķī très rapides	241
6.8	L'entreposage au cœur de la Ville nouvelle	254
6.9	La fonction d'entreposage dans les étages des immeubles au cœur du Mūsķī	255
6.10	Des immeubles-dépôts à Saint-Antoine	258
6.11	Le Derb assure une fonction d'entreposage en lien avec les grossistes spécialisés dans le tissu en gros ou le prêt-à-porter	259
6.12	Place al-Saqālba dans la ḥārat al-Yahūd, un immeuble associant bureaux et dépôt de marchandises en phase finale d'aménagement	261
6.13	Une autre forme du renouvellement urbain à l'œuvre à Médina J'dida : la multiplication de l'offre hôtelière	265
7.1	Les travaux de réfection de la voirie et des réseaux d'eau à Médina J'dida	284
7.2	La construction du parking aérien à Médina J'dida	286
7.3	Stands de vendeurs de rue dans les couloirs du métro 'Ataba	296
7.4	Vendeurs de rue au Mūsķī	297
7.5	Les marchés couverts informels à la sortie de la station de métro 'Ataba	298
7.6	Le marché de rue al-Ĝoharī, situé aux pieds de l'immeuble Tiring, au croisement entre la rue al-Ĝoharī et la rue al-'Isilī	299
7.7	Une présence policière renforcée sur les boulevards principaux de Médina J'dida après l'opération de déguerpissement des vendeurs de rue menée en novembre 2012	304

7.8	Évolution de la présence des vendeurs de rue sur l'esplanade Tahtaha entre 2011 et 2013	305
8.1	Le <i>mall</i> « <i>al-Quds</i> », un des plus grands centres commerciaux du Mūsī . . .	324
8.2	Un terrain vague à l'entrée de la ḥārat al-Sarbakīs, un futur centre commercial?	326
8.3	Surélévation des immeubles commerciaux à Médina J'dida et au Mūsī . . .	330
8.4	Des espaces d'exposition originaux pour les marchandises des vendeurs de rue : les façades de banque ou les devantures de magasins ayant fait faillite	334
8.5	La ḥārat al-Sarbakīs, nouveau centre commercial du petit électroménager .	338
8.6	Derrière la ḥārat al-Sarbakīs, les marchandises partent à l'assaut des rues encore majoritairement résidentielles	340

Liste des tableaux

0	Système de translittération des mots arabes	xi
3.1	Évolution de la population à Médina J'dida, entre 1886 et 2008	104
3.2	Évolution de la population dans quelques quartiers péricentraux d'Oran entre 1998 et 2008	107
3.3	L'agglomération du Caire	108
3.4	Évolution de la population dans les quartiers constituant la vieille ville du Caire entre 1986 et 2006	111
3.5	L'espace habité dans la ville d'Oran de 1987 à 2008	114
3.6	Évolution du nombre de commerces et services à Médina J'dida entre 1972 et 2004	117

Liste des cartes

0.1	Le Mūsī au Caire : un quartier commerçant au cœur de la ville ancienne . . .	13
0.2	Médina J'dida : le quartier du commerce <i>made in China</i> au cœur de l'agglomération oranaise	13
1.1	Médina J'dida : rayonnement du centre commercial en 1973	44
1.2	La ville ottomane : zones commerciales et zones résidentielles	49
1.3	La ville du Caire en 1933 : un dédoublement entre centre ancien et centre moderne	52
1.4	Le Caire d'Ismāil (1869-1870)	65
2.1	Système urbain et places marchandes du commerce transnational dans le nord-est algérien	85
2.2	Oran, une centralité commerciale régionale, relais oriental du commerce du <i>made in China</i> en Algérie	88
2.3	Des quartiers du <i>Made in China</i> qui travaillent ensemble	90
3.1	Évolution de la population à Oran entre 1966 et 1977	106
3.2	Les mutations des logements à usage professionnel dans l'agglomération d'Oran	115
3.3	Evolution de la population de la vieille ville du Caire entre 1986 et 1996 et entre 1996 et 2006, à l'échelle des <i>shiyākhāt</i>	119
3.4	Niveaux de centralité dans les quartiers anciens du Caire	130
4.1	Spécialisation des zones selon le type de produits au Mūsī	145
4.2	Médina J'dida, un quartier-marché aux espaces de vente spécialisés	156
4.3	La spécialisation commerciale au Mūsī à la fin du 20 ^{ème} siècle	162
4.4	La spécialisation commerciale au Mūsī en 2013	163
4.5	Le cœur commerçant de la ville ancienne : le Mūsī, la ḥārat al-Ifrang et la ḥārat al-Yahūd	168
4.6	Évolution de la structure commerciale à Médina J'dida	177

4.7	Médina J'dida, spécialisation commerciale des rues en 1972	178
4.8	Spécialisation commerciale à Médina J'dida en 2004	179
6.1	L'habitat vétuste à Oran	226
6.2	Localisation des principaux immeubles commerciaux modernes à Médina J'dida en 2014	243
6.3	Au Mūskī, quelques indications des prix du mètre carré commercial à l'achat au rez-de-chaussée d'immeubles de commerce neufs en avril-juin 2013	245
6.4	Quelques indications du prix de loyers commerciaux à Médina J'dida entre mars 2013 et mars 2014	247
A.1	Le Caire, la ville ancienne	380
A.2	Médina J'dida : Plan des rues	381
A.3	Carte des monuments de valeur patrimoniale exceptionnelle dans la ville ancienne du Caire. Partie nord	386
A.4	Carte des monuments de valeur patrimoniale exceptionnelle dans la ville ancienne du Caire. Partie sud	387

Liste des encadrés

2.1	Entretien avec A., importateur alexandrin de produits <i>made in China</i>	80
4.1	Entretien avec le propriétaire de la pâtisserie « Arizona », ḥārat al-Brabrah .	170
4.2	Entretien avec un commerçant à la retraite devant le petit immeuble commercial dont il est propriétaire	182
7.1	Un exemple de conflit autour de la construction d'un immeuble commercial situé rue Darb al-Ġedīd	288
7.2	Un exemple de construction non conflictuelle d'un immeuble commercial .	289
7.3	Un jeune vendeur de rue tenant un stand à la sortie du métro 'Ataba	300
7.4	Histoire du souk al-Ġoharī	301
8.1	Entretien avec un <i>self-made man</i> , grossiste en chaussures à côté du quartier de la Ghūrriya	316
8.2	La famille L. au Derb : un exemple de développement à la fois social et spatial d'une entreprise familiale	318
8.3	Entretien avec le directeur du <i>mall</i> « <i>al-Quds</i> », l'un des plus grands <i>malls</i> en construction dans la ḥārat al-Yahūd	323

Liste des graphiques

3.1	Pourcentage de la population de la ville ancienne du Caire rapportée à la population totale	110
3.2	Évolution de la population dans les quartiers (<i>qism-s</i>) du Caire historique (1882-2006)	112
3.3	Médina J'dida : évolution comparée de la population, du parc de logements et des commerces	116

Liste des schémas

2.1	Le Mūsķī, un carrefour commercial au cœur d'un dispositif commercial multiscalair	79
A.1	Schéma de l'administration locale en Égypte	385

Table des matières

Sommaire	ix
Système de translittération des mots arabes	xi
Introduction	1
Etudier des marchés urbains du commerce transnational	3
De la « mondialisation par le bas » à la « mondialisation non hégémonique » : sortir du paradigme migratoire	4
Des routes et des places marchandes du <i>made in China</i> bien identifiées en Méditerranée	6
L'Égypte et l'Algérie : deux grands marchés de consommateurs potentiels alimentés par le commerce transnational de produits <i>made in China</i>	8
Étudier deux centralités urbaines anciennes face à la mondialisation : hypothèses de recherche	10
Faire le choix de deux terrains	14
La comparaison : un choix par défaut?	14
Apports et difficultés de la démarche comparative	20
Méthodologie et positionnement de la recherche	24
Faire une ethnographie urbaine des places marchandes du <i>made in China</i>	24
Faire du terrain à Oran et au Caire : un positionnement sous tension?	31
Analyser et comprendre la fabrique de la ville marchande : déroulement de la thèse	35
I Permanences et héritages urbains et commerciaux de quartiers-marchés anciens	37
I Structuration sur le temps long de deux places marchandes	39
I. 1 Médina J'dida : d'une interface entre zone rurale et zone urbaine à un marché mondialisé	40
I. 1. 1 Une histoire urbaine ancienne liée à la colonisation	41
I. 1. 2 Essor économique de la Ville nouvelle au tournant de l'Indépendance	43
I. 1. 3 Une place marchande de plus en plus spécialisée dans les produits d'importation à partir des années 1970	45
I. 2 Le Caire : développement d'un centre du commerce international sur le temps long	47
I. 2. 1 Le Caire, centre du commerce de l'Égypte ottomane	48

I. 2. 2	Un déclin progressif des activités économiques dans la ville ancienne à partir de la fin du 19 ^{ème} siècle	50
I. 2. 3	Vitalité des activités économiques dans la ville ancienne au tournant des années 1970	54
II	Les recompositions urbaines du Mūsķī et de Médina J'dida, témoins d'un développement commercial en plusieurs étapes	58
II. 1	Trois « mutations urbaines » successives à Médina J'dida	58
II. 2	Au Mūsķī, « un quartier construit, reconstruit, modifié » sur le temps long	60
II. 2. 1	Une centralité en perte de vitesse face au développement d'un centre-ville moderne	61
II. 2. 2	La ville ancienne entre dégradations et renouvellement à partir du milieu du 20 ^{ème} siècle	67
2	Deux centralités marchandes fonctionnelles et symboliques du <i>made in China</i>	75
I	Des centralités commerciales sur les routes discrètes de la mondialisation	77
I. 1	Le Mūsķī comme tête de pont du <i>made in China</i> en Égypte : le reflet de l'hypertrophie cairote	77
I. 1. 1	Aux échelles mondiale et nationale : le Mūsķī, porte d'entrée des biens d'importation de consommation courante	78
I. 1. 2	À l'échelle métropolitaine, un marché qui alimente les petits commerces et les marchés intra-urbains	82
I. 2	Oran : une place marchande originale, à la fois périphérie nationale de l'import et centralité commerciale régionale	83
I. 2. 1	Une place marchande au bout des routes algériennes du commerce transnational	84
I. 2. 2	Diversification des réseaux d'approvisionnement : la route marocaine	86
I. 2. 3	Un carrefour régional du <i>made in China</i> pour l'Ouest algérien	87
I. 2. 4	Médina J'dida et le Derb : une association entre marché de détail et marché de gros	89
II	Des centralités symboliques : l'importance de la réputation des places marchandes	92
II. 1	Au Caire, poids des héritages et rôle de la réputation dans le maintien de la centralité dans le temps long	93
II. 2	À Oran, la réputation d'un quartier-marché attractif et (mais?) populaire	96
3	Une spécialisation commerciale conquérante. Quand le commerce l'emporte sur la fonction résidentielle	101
I	Des quartiers sujets à un déclin ancien de la fonction résidentielle	103
I. 1	À l'échelle métropolitaine : des quartiers centraux en perte de vitesse	103
I. 1. 1	À Oran, la Ville nouvelle entre instabilités postcoloniales et desserrement de la population du centre vers les périphéries	104

I. 1. 2	Le desserrement de la vieille ville du Caire : le centre ancien en perte de vitesse	108
I. 2	A l'échelle des quartiers : une population chassée par le développement des activités commerciales?	112
I. 2. 1	A Médina J'dida, la disparition progressive des îlots associant encore habitat et commerce	113
I. 2. 2	Au Mūsķī, poursuite du dépeuplement du cœur du quartier	118
II	Disparition de l'ambiance de quartier à Médina J'dida et au Mūsķī	121
II. 1	Des quartiers qui fonctionnent au rythme du commerce	123
II. 2	Disparition des commerces de proximité au profit des services aux consommateurs extérieurs	126
II. 3	Discrétion voire invisibilité de la population résidente	132
4	Nouveaux paysages urbains. Les produits du <i>made in China</i>	139
I	Maintien des principes d'organisation du souk dans les centralités commerciales du <i>made in China</i>	142
I. 1	À l'échelle du quartier : une organisation des marchés par produits et/ou par clientèles	143
I. 1. 1	Au Mūsķī, une répartition des activités selon le type de produits commercialisés	144
I. 1. 2	Espace des hommes, espace des femmes à Médina J'dida	154
I. 2	À l'échelle de la rue : commerces en dur et commerces de rue	158
II	Transformations et adaptation des marchés aux produits asiatiques : quelques études de cas	161
II. 1	Au Caire, entre permanences et transformations des spécialisations commerciales	161
II. 1. 1	Vingt ans plus tard : la spécialisation reste, l'origine du produit évolue	163
II. 1. 2	Mutations des spécialisations commerciales : entre glissement et substitution par les produits <i>made in China</i>	167
II. 2	À Oran : disparition progressive des commerces alimentaires de gros au profit des produits d'équipement à la personne. Le cas du boulevard Houha	175
5	Une consommation globalisée : nouveaux produits, nouveaux modèles, nouvelles pratiques?	187
I	De nouveaux modèles de consommation dans les souks du <i>made in China</i> ?	189
I. 1	Des lieux de la consommation mondialisée : apparition des centres commerciaux dans les souks du <i>made in China</i>	190
I. 1. 1	Réécriture populaire d'un espace de consommation à destination des élites?	191
I. 1. 2	Des centres commerciaux qui reflètent l'histoire commerciale des places marchandes	193
I. 1. 3	A l'intérieur des centres commerciaux, une mise en scène des produits entre logique d'abondance et luxe	196
I. 2	Les fêtes sacrées et profanes à l'aune de la mondialisation	200
I. 2. 1	Diffusion de la Saint-Valentin au Caire depuis la ḥārat al-Yahūd : le rôle des articles d'importation	201

I. 2. 2	Pénétration des produits <i>made in China</i> au cœur des fêtes traditionnelles : le cas du ramadan au Mūsī et du trousseau de mariage à Médina J'dida	204
II	Les marchés du <i>made in China</i> : pour quelle(s) clientèle(s), et pour quelles pratiques?	207
II. 1	De nouvelles pratiques de consommation à Médina J'dida, le signe d'une montée en gamme du quartier?	209
II. 1. 1	S'adapter au goût (et aux moyens) de la clientèle issue des classes moyennes? Mode européenne et articles de sport de contrefaçon	211
II. 1. 2	Flânerie et <i>fast-foods</i> en famille dans les rues de la Ville nouvelle	212
II. 2	Des pratiques plus classiques au Mūsī	214
6	Les formes urbaines du commerce du <i>made in China</i>. Aspects spatiaux du renouvellement urbain à Médina J'dida et au Mūsī	221
I	Transformation des paysages de la ville marchande	223
I. 1	La dégradation du tissu urbain, une opportunité pour le renouvellement urbain	224
I. 2	Les formes de la rénovation urbaine : une nouvelle image de la modernité commerciale	231
I. 2. 1	La réhabilitation des façades d'immeubles anciens	232
I. 2. 2	De nouveaux immeubles commerciaux au style architectural original et moderne	236
I. 3	Un rythme de construction effréné : montée des prix et soupçons de spéculation immobilière	240
I. 3. 1	Les effets d'une multiplication des centres commerciaux au Mūsī et à Médina J'dida	241
I. 3. 2	Une hausse avérée des prix de l'immobilier commercial dans les deux quartiers-marchés	243
I. 3. 3	Des quartiers qui font l'objet d'une spéculation immobilière?	249
II	Un renouvellement urbain au service de toute la filière : des marges en plein développement	251
II. 1	La diffusion de la fonction d'entrepôt dans les quartiers-marchés et leurs marges	252
II. 1. 1	L'entrepôt à Médina J'dida et au Mūsī	253
II. 1. 2	Diffusion et développement des immeubles-dépôts à Médina J'dida, à Saint-Antoine et au Derb	256
II. 2	La construction de bureaux à destination des importateurs dans les périphéries du Mūsī	260
II. 3	Accueillir les commerçants de passage : développement de la fonction hôtelière à Médina J'dida	262
7	Gérer et aménager les quartiers-marchés du <i>made in China</i>. Entre tentatives de régulations et contournements	267
I	Régulation par le haut de l'urbanisation au Mūsī et à Médina J'dida : une efficacité très limitée	270
I. 1	Au Caire, la question urbaine dans une situation de vide juridique	271
I. 1. 1	La question urbaine secondaire, des autorités locales affaiblies	272

I. 1. 2	Un appareil juridique et réglementaire pléthorique et théoriquement contraignant	275
I. 1. 3	L'urbain dans une situation de vide juridique durant la période post-révolutionnaire	278
I. 2	À Oran, des politiques urbaines marginalisées?	280
I. 2. 1	Des instruments d'urbanisme flous	281
I. 2. 2	Des interventions ponctuelles de la part des pouvoirs publics	283
II	Des citoyens ordinaires face à des autorités urbaines affaiblies : entre détournements et négociations	287
II. 1	Une urbanisation qui se poursuit en dépit des règles au Mūsī	287
II. 2	Usages et occupation des espaces publics par les vendeurs de rue	292
II. 2. 1	Au Caire, un laisser-faire de la part des autorités urbaines?	294
II. 2. 2	À Médina J'dida, des tentatives de régulation et d'encadrement du commerce de rue par les pouvoirs publics défiées par les vendeurs de rue	303
8	Les stratégies spatiales des entrepreneurs marchands. Aspects socio-économiques du renouvellement urbain à Médina J'dida et au Mūsī	309
I	Construire les places marchandes du <i>made in China</i> : stratégies spatiales et sociales des commerçants	312
I. 1	Entrer dans le quartier et y développer son affaire : entre stratégies individuelles et stratégies collectives	313
I. 1. 1	Trouver un local commercial disponible : une difficulté accrue pour les <i>self-made men</i>	313
I. 1. 2	Faire jouer les réseaux familiaux pour développer l'entreprise	317
I. 2	Développer la place marchande : les commerçants, nouveaux promoteurs immobiliers?	320
I. 2. 1	Des opérations de remembrement au Mūsī et à Médina J'dida	321
I. 2. 2	Construire un immeuble, seul ou en s'associant, ou surélever un immeuble existant	327
II	Négocier sa place dans la ville marchande : tensions et conflits dans les centralités du <i>made in China</i>	331
II. 1	Accéder à la place marchande : arrangements et tensions entre commerçants et vendeurs de rue	331
II. 1. 1	Négociations et arrangements entre vendeurs de rue et commerçants	332
II. 1. 2	Un exemple de conflit ouvert à Médina J'dida : les vendeurs de rue face aux commerçants du souk el-Kettane	335
II. 2	S'imposer : conflits entre commerçants et habitants. Le cas de la ḥārat al-Sarbakīs au Caire	336
	Conclusion	343
	Bibliographie	351

Annexes	375
Annexe 1 "Will the Attaba fire pave the way for a central Cairo facelift?"	377
Annexe 2 Le Caire, la ville ancienne	380
Annexe 3 Plan des rues de Médina J'dida	381
Annexe 4 Canevas d'entretien à destination des acteurs du commerce au Caire	382
Annexe 5 Schéma de l'administration locale en Égypte	385
Annexe 6 Cartes des monuments de valeur patrimoniale exceptionnelle dans la ville ancienne du Caire	386
Annexe 7 Loi n°144/2006	388
Annexe 8 Section 2 de la Loi 119/2008	395
Glossaire	401
Liste des sigles	405
Liste des photographies	407
Liste des tableaux	411
Liste des cartes	413
Liste des encadrés	415
Liste des graphiques	417
Liste des schémas	417

FABRIQUER DES CENTRALITÉS MARCHANDES DANS LE MONDE ARABE. ÉTUDE COMPARÉE DE DEUX QUARTIERS-MARCHÉS DU COMMERCE TRANSNATIONAL AU CAIRE ET À ORAN

À travers l'étude de deux ancrages urbains situés sur quelques-uns des chemins discrets et labiles de la mondialisation, le Mūsķī au Caire (Égypte) et Médina J'dida à Oran (Algérie), cette thèse propose une géographie de la ville marchande en contexte mondialisé. Elle se penche sur les effets territoriaux de circulations de biens de consommation courante fabriqués en Asie orientale, et montre que la mondialisation et ses opérateurs – les entrepreneurs-marchands algériens et égyptiens – sont des moteurs puissants de la fabrique urbaine dans le monde arabe. Elle apporte ainsi un éclairage renouvelé sur les échelles de la production de la ville marchande, y compris dans ses espaces les plus discrets, et propose une lecture au plus près des acteurs urbains, certes peu visibles, mais dont les stratégies économiques, sociales et spatiales participent à la fabrique de la ville.

Dans un premier temps, le rôle de structurations commerciales et urbaines plus anciennes des quartiers-marchés est mis en évidence pour comprendre l'ancrage de la mondialisation dans des souks intra-urbains. Le commerce transnational s'inscrit dans deux centralités commerciales héritées qui se déploient à plusieurs échelles et qu'il requalifie. Dans un second temps, il apparaît que les importations de produits fabriqués en Asie orientale modifient en profondeur ces souks en contribuant à une nouvelle organisation spatiale de ces marchés. Avec ces circulations de biens, se diffusent également des modèles culturels, qui touchent à la fois les pratiques de consommation des classes populaires et des petites classes moyennes, et l'urbanisme commercial. Les entrepreneurs-marchands du commerce transnational sont en effet à l'origine d'un intense renouvellement urbain, à travers la construction de centres commerciaux, témoins de la mondialisation économique et culturelle à l'œuvre. Dans un dernier temps, la thèse montre que la ville marchande est devenue une ressource de plus en plus disputée entre acteurs. La fabrique de la ville et sa gouvernance se réalisent ainsi au croisement des logiques institutionnelles et des logiques des citoyens ordinaires, ce qui permet de questionner les catégories trop rigides de « formel » et d'« informel ».

MOTS-CLÉS

Géographie urbaine, Commerce transnational, Centralités, Marchés, Souks, Mondialisation, Mondialisation par le bas, Stratégies d'acteurs, Gouvernance urbaine, Formel/informel, Renouvellement urbain, Centres commerciaux, Consommation, Citadins ordinaires, Entrepreneurs-marchands, *made in China*, Monde arabe, Le Caire, Égypte, Oran, Algérie.

THE MAKING OF COMMERCIAL CENTRALITIES IN THE ARAB WORLD. COMPARED STUDY OF TWO MARKETPLACES OF TRANSNATIONAL TRADE IN CAIRO AND ORAN

This PhD dissertation proposes an urban analysis of two globalized marketplaces embedded in transnational circulation of small commodity products made in Asia : al-Mūsķī, Cairo (Egypt) and Medina J'dida, Oran (Algeria). It aims at showing how globalization deeply transforms urban settings in the Arab world by offering a rescaling, in order to grasp the complex interactions between the local and the global. It focuses on the inconspicuous urban agencies, and among them the Algerian and Egyptian transnational entrepreneurs, whose economic, social and spatial strategies contribute actively to the making of the city.

First, it shows that previous urban and commercial frameworks contribute in both marketplaces to the advent of globalization. Transnational trade takes place in two ancient commercial centralities which operate at different spatial scales, and participates in their upgrading. Secondly, it stresses that made-in-China goods import deeply modifies the spatial organization of both markets and their commercial cityscape. With these goods are also imported new cultural models – which concern both consumption practices of working-class and low medium-class consumers – and commercial urban development. In fact, transnational entrepreneurs are the source of a dynamic urban renewal with the construction of new shopping malls which are one of the indicators of economic and cultural globalization in progress. The commercial city has thus become a valuable resource which private and public agencies are fighting for. Finally, this dissertation argues that urban governance and urban settings of these marketplaces result from the encounter of the logics of both institutions and of ordinary city-dwellers. This situation thus challenges the categories of "formal" and "informal" applied to the city.

KEYWORDS

Urban Geography, Urban Studies, Transnational trade, Centrality, Marketplaces, Souks, Globalization, Globalization from below, Agencies strategies, Urban governance, Formal/informal, Urban renewal, Shopping centers, Consumption, Ordinary city-dwellers, Transnational entrepreneurs, Made in China, Arab world, Cairo, Egypt, Oran, Algeria.